

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

TOME LXXXVI
ANNÉE 1995

BU LETTRES

B.U. DE BORDEAUX



OBXN0024307



publiée par la Société Archéologique de Bordeaux

avec le concours de la Municipalité de Bordeaux, du Conseil général de la Gironde

et de la Direction régionale des Affaires culturelles d'Aquitaine

TOME LXXXVI, ANNÉE 1995

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX





Revue archéologique de Bordeaux

*Tome LXXXVI
Année 1995*

*Revue publiée avec le concours de la Municipalité de Bordeaux,
du Conseil général de la Gironde
et de la Direction régionale des Affaires culturelles, Service régional de l'Archéologie*

*Société Archéologique de Bordeaux
1, place Bardineau
33000 Bordeaux*

*Société fondée en 1873,
reconnue d'utilité publique
par décret du 11 mars 1915*

Conformément à la tradition, la Société Archéologique de Bordeaux ne prend sous sa responsabilité ni les opinions émises ni les analyses développées par les auteurs.

Elle interdit toute reproduction totale ou partielle de documents sans son autorisation écrite.

Photographie de couverture :

Détail de la cloche de l'église de Sainte-Radegonde
fondue en 1840 par MARTIN PÈRE ET FILS

Cliché Jean-Bernard Faivre.

Documents 1995 **d'archéologie** *de Gironde*

Bilan et orientation de la recherche archéologique en Aquitaine

Les *Documents d'Archéologie de Gironde* sont publiés par accord entre la Société Archéologique de Bordeaux et le Service régional de l'Archéologie.

Ils rassemblent les comptes-rendus succincts rédigés par les responsables des différentes opérations archéologiques de l'année pour le *Bilan Scientifique*. En ce sens, ils prennent, sous une autre forme, la succession de la *Chronique d'Archéologie bordelaise*, en l'élargissant à l'ensemble du département. Par ailleurs, sont aussi édités dans ce cadre des articles issus de rapports sur des opérations d'années antérieures.

Avec plus de cent quarante autorisations délivrées, l'année 1995 se situe nettement en-dessous des chiffres habituels de l'activité archéologique régionale. 1995 met d'ailleurs fin à une croissance du nombre des opérations constante depuis plus de dix ans.

Cette baisse affecte surtout les petites opérations et, notamment, celles portant sur le patrimoine rural. Comme nous l'avons pressenti l'an passé, le coût financier des fouilles amène maintenant le plus souvent les aménageurs, qui sont souvent des collectivités territoriales, à négocier des modifications de projet, réduisant ainsi les atteintes au sous-sol, donc les coûts de fouilles.

Si l'on peut se réjouir de cette protection du patrimoine, il n'en reste pas moins que l'on risque de voir s'accroître le décalage existant entre nos connaissances du monde urbain et celles du monde rural. Dans une région, l'Aquitaine, où malheureusement les chercheurs universitaires ou CNRS sont de plus en plus rares sur le terrain, en histoire du moins, il est à craindre que cette situation n'entraîne, à court terme, un appauvrissement des recherches sur l'occupation des sols.

Le nombre d'opérations portant sur le Paléolithique n'a pas énormément évolué en 1995.

La plupart de ces travaux sont consécutifs à des aménagements ruraux ou agricoles. Les périodes chronologiques concernées ont été essentiellement le Paléolithique supérieur.

Parmi les recherches programmées de longue durée développées autour de problématiques à long terme, plusieurs opérations sont cette année arrivées à échéance. C'est ainsi le cas des chantiers de la grotte d'Azkonzilo (Solutréen, Gravettien), de la Micoque (Paléolithique inférieur) et de la grotte de Combe Saunière (Solutréen, Paléolithique supérieur, Moustérien) fouillée depuis 1979. En outre, le projet collectif de recherche sur la datation de séquences paléolithiques et pléistocènes d'Aquitaine ne se renouvellera pas en 1996. L'achèvement de ces programmes de fouille annonce la fin de problématiques initialisées il y a au moins une décennie. Les chantiers sur le Paléolithique en grotte ne se poursuivent en Dordogne qu'à la Grotte XVI (Cénac-et-Saint-Julien) à Brassempouy (Landes), et au Callan (Lot-et-Garonne).

Les chantiers sur les sites de plein air de grande superficie et multistratifiés sont, par contre, en développement à Creysse (Dordogne), sur le site de Barbas, avec la séquence complémentaire de Villazetta.

Les gisements à faune pléistocène quelle qu'en soit la période, sans présence humaine ou avec vestiges archéotypes discrets, se maintiennent en nombre et se développent aussi bien dans le massif des Pyrénées à Unikoté, qu'à la grotte XIV et à La Berbie en Dordogne.

Plusieurs gisements concernent la reprise de stratigraphies culturelles de référence à l'aide de technologies analytiques nouvelles, notamment en ce qui concerne les méthodes de datation absolues croisées. Outre le gisement éponyme de La Micoque, ce sont le Roc Allan pour la fin du Paléolithique et le Mésolithique et l'opération nouvelle de l'abri Castanet à Sergeac en Dordogne qui a remis au jour un niveau culturel d'Aurignacien.

Les projets collectifs de recherche se maintiennent au nombre de trois avec un programme attaché au financement de datations absolues de séquences stratigraphiques du Paléolithique du Bassin Aquitain qui s'est achevé cette année. Deux projets collectifs de recherche relatifs à des approches expérimentales sont consacrés à la constitution de corpus actualistes de données de référence ; c'est le cas du projet TRANSIT et de celui sur la technologie fonctionnelle des pointes solutréennes.

Un achèvement progressif de grands chantiers de fouilles programmées s'annonce donc dès 1996. Il conduira de fait à la disparition d'une partie des opérations de terrain initiées il y a de cela une ou deux décennies.

Ce type de projet de terrain soutenu par des problématiques lourdes et ambitieuses, de longue durée — et qui se caractérisent par la constitution d'équipes pluridisciplinaires conséquentes — tend donc à disparaître. On peut estimer que pour l'heure ces opérations ne seront pas remplacées.

En effet les nouvelles opérations de terrain qui apparaissent comme celle de l'Abri Castanet, de Villazetta, des gisements à faune pléistocène sont plus légères et plus courtes dans leurs pers-

pectives. Le nombre de chantiers de grande importance qui vont encore se poursuivre diminue donc considérablement et se limite aux recherches en grotte : Brassempouy, Le Callan, la Grotte XVI, Castanet et, en plein air, avec les sites de Barbas. Parmi eux, seulement un petit nombre dispose à l'heure actuelle de ressources archéologiques et de moyens scientifiques conséquents et fournissent des résultats importants pour la communauté.

On peut noter une certaine tendance régionale à poursuivre le réexamen du contenu de sites classiques : abri Castanet, le Roc Allan, La Micoque, Combe Grenal et Pech de l'Azé dans un projet collectif de recherche sur la lithologie et la biostratigraphie de sites paléolithiques, et à étudier les gisements de faunes pléistocènes.

Avec l'arrivée à leur terme de longues opérations sur des grands chantiers paléolithiques qui ont marqué le développement de la recherche préhistorique du Sud-Ouest de la France s'est engagée une phase d'exploitation des données, d'interprétation et de publication. Cette phase s'est déjà manifestée par des aides à la publication sollicitées pour les gisements des Tares (Moustérien), de Barbas (niveaux acheuléens) et de Combe Saunière (niveaux solutréens) entre 1993 et 1995. D'autres seront sans doute sollicitées dans les années à venir au rythme de l'avancement des travaux d'études.

Actuellement, des publications à caractère monographique sont en voie d'achèvement pour les trois gisements cités. Des synthèses sont, en outre, en cours d'élaboration sur d'autres sites comme Le Flageolet. Les recherches de La Micoque ne devraient pas tarder à être l'objet d'une diffusion scientifique de ce type.

Par ailleurs, parallèlement à l'achèvement général de la fouille du Roc Allan à Sauveterre-la-Lémance, la tenue récente d'une table-ronde sur le Sauveterrien va donner lieu à une publication de ses actes dans un ouvrage collectif.

Enfin, dans le domaine des fouilles de sauvetage, celles du Musée National de Préhistoire des Eyzies ont donné lieu à d'importantes études sur les niveaux moustériens et sur le Paléolithique supérieur qui devraient, à court terme, se concrétiser par une monographie.

Dans ce paysage régional d'études archéologiques qui arrivent en phase de publication, le toilettage scientifique et éditorial de la revue de préhistoire « Paléo » est à souligner. Cet organe de diffusion régulière d'articles scientifiques vient de reconcevoir la maquette de la livraison annuelle de sa 7^e année et d'élargir sa palette de publications d'une série de suppléments dont le numéro 1 paru en 1995 concerne les actes du colloque de Miskolc en Hongrie, consacré à la question du Micoquien en Europe centrale et occidentale.

Les recherches régionales sur le Paléolithique vont connaître, à partir de 1996, un tournant historique avec le développement de grands travaux linéaires le long du tracé de l'Autoroute A.89, phénomène sans précédent dans cette région. Le début des recherches de terrain prévu dès le début de l'année va conduire la communauté scientifique régionale dans son ensemble, tous organismes et institutions confondus, à faire face à de nouvelles découvertes dans des secteurs réputés pour leurs ressources telles que les basses vallées de la Dordogne et de l'Isle.

Si le développement de ces travaux doit donner lieu — comme l'on est en droit de s'y attendre — à un accroissement brutal des connaissances sur les périodes préhistoriques, ce sera certainement aussi une période d'intense activité de terrain, de confron-

tation méthodologique et technique. Face à l'ampleur des travaux et aux contraintes technicoéconomiques qui y seront attachées, l'ensemble de la communauté devra être mobilisée pour faire face avec un maximum d'efficacité et de compétence à des choix et à des décisions qui conditionneront sans doute le cours de la recherche archéologique préhistorique dans cette région.

Il en va de même pour le Néolithique qui commence à faire l'objet d'opérations de plus en plus nombreuses. Cette année, la poursuite par Claude Burnez du diagnostic programmé sur le rempart du site de « Gros Bost » à Saint-Méard-de-Dronne a été l'occasion d'observer la formation complexe de cette importante enceinte arténacienne. Dans le même temps, à un kilomètre de là, dans la vallée de la Dronne, un sauvetage préalable à l'aménagement d'une base nautique permettrait un décapage extensif de 5 000 m². Deux grandes cabanes arténaciennes longues d'une soixantaine de mètres sur vingt de large ont ainsi pu être dégagées. L'ossature des charpentes comportait des poteaux pouvant atteindre un mètre de diamètre. Ces habitats constituent une des découvertes majeures de l'année.

La période protohistorique a elle aussi fait l'objet d'opérations importantes. Tout d'abord, la reprise des travaux sur le site de Sarrance en Pyrénées-Atlantiques livre progressivement une stratigraphie qui couvre pour l'instant les périodes Néolithique, Bronze et Fer. La découverte cette année de monnaies Celtibères frappées à Jaca et de céramiques campaniennes confirme l'intérêt historique de ce gisement situé à l'entrée de la vallée d'Aspe, en bordure de la voie menant à Saragosse.

L'habitat protohistorique s'est enrichi lui de deux nouvelles structures découvertes dans le lac de Sanguinet (Age du Bronze) et sur l'*oppidum* de la Curade à Périgueux. La structure de Sanguinet est de loin la plus intéressante scientifiquement. Les eaux du lac ont en effet conservé intacts les planchers et poutrages de bois de cette cabane. Parallèlement, l'équipe de plongeurs qui prospecte ce secteur a identifié plus d'une vingtaine de pirogues monoxyles dont la chronologie couvre l'ensemble de la période protohistorique et gallo-romaine.

Les fouilles en milieu urbain se sont essentiellement concentrées cette année sur les villes de Périgueux, Bordeaux, Bayonne et Lescar.

A Bordeaux, c'est tout un quartier antique organisé autour d'une rue à galerie qui a été mis en évidence. La qualité de conservation des vestiges a permis notamment de dégager des canalisations en chêne servant à alimenter le secteur en eau potable. Installés sous la chaussée, ces ouvrages datés par dendrochronologie entre 158 et 162 après J.-C. avaient été marqués au fer de l'estampille : R.P.B.V. qui atteste du caractère public de ces adductions.

A Périgueux, c'est à l'occasion de trois opérations immobilières que l'on a dégagé les restes d'habitats privés des I^{er} et II^e siècles tandis qu'à Bayonne, une nouvelle opération le long de la cathédrale livrait des niveaux de la fin du I^{er} siècle après J.-C., confirmant les observations déjà réalisées les années précédentes place Montaut sur l'ancienneté de l'occupation du site de *Lapurdum*.

Mais un des phénomènes remarquables de la recherche archéologique sur l'Antiquité concerne surtout la reprise d'anciennes opérations, notamment sur les structures rurales d'Andernos (Gironde), Lalouquette (Pyrénées-Atlantiques), Taron (Pyrénées-Atlantiques), Moncrabeau (Lot-et-Garonne) et, nous l'espérons en 1996, Plassac (Gironde) et Loupiac (Gironde). Cette nouvelle

attention portée aux grands domaines ruraux aquitains laisse présager un renouveau d'activité avec la constitution d'équipes pluridisciplinaires comme c'est déjà le cas par exemple à Andernos, Taron et Lalouquette. D'autant plus que de nouvelles découvertes viennent compléter nos connaissances sur le monde rural gallo-romain avec l'étude de sites à Daignac en Gironde et surtout à Eyvirat en Dordogne où une superbe mosaïque de la fin du II^e ou du début du III^e siècle a été dégagée à l'occasion de travaux agricoles.

Ces bilans documentaires et archéologiques touchent aussi le haut Moyen Age avec la constitution d'un groupe de travail, au sein d'un projet collectif de recherche interrégional, sur les monuments paléochrétiens d'Aquitaine. Deux sites ont été retenus : l'église Sainte-Quitterie d'Aire-sur-l'Adour et sa crypte et la basilique Saint-Seurin de Bordeaux et ses cryptes. Autour de membres du Service régional de l'Archéologie, des chercheurs tels que Charles Bonnet, pour Bordeaux, et Jean Guyon, pour Aire, ont accepté de prêter leur concours à ces opérations de bilan et de réétude de deux monuments majeurs de la chrétienté régionale. Ces travaux devraient déboucher en 1996 sur de nouvelles interprétations et des propositions de présentation au public plus dignes de ces lieux.

Parallèlement, les fouilles préalables à des travaux d'assainissement ou d'enfouissement de réseaux autour des édifices religieux se sont poursuivies, notamment en Gironde à Bayon, Galgon, le Pian-Médoc et Saint-Caprais-de-Bordeaux. Ces deux derniers sites ont permis de mettre en évidence deux édifices antérieurs à l'église romane, dont un au Pian-Médoc peut être identifié à un lieu de culte paléochrétien.

La fouille du site de Labrit s'est achevée cette année avec la découverte de la chapelle castrale et la mise en évidence des différents états de la salle seigneuriale. Le chantier étant provisoirement clos, une étude d'aménagement du site est en cours par l'architecte en chef des Monuments historiques. Elle devrait être réalisée en 1996 et venir ainsi compléter la petite salle d'exposition réalisée par la commune. Parallèlement, la publication de la fouille est prévue pour 1997 avant une reprise éventuelle des travaux.

Carte Archéologique nationale

En 1995, la cellule Carte Archéologique travaillant au sein du Service régional de l'Archéologie d'Aquitaine était constituée de quatre agents contractuels de l'AFAN : Sylvie Frèches, Daniel Frugier, Marie-Christine Gineste et Martine Ségouin. Les orientations de travail définies cette année découlent des constats établis l'année précédente, la majorité des informations saisies dans la base Dracar ne permettent pas d'assurer la mise en place d'une politique cohérente de protection des sites. Désormais, l'ensemble des activités de la cellule vise principalement à fournir aux agents du SRA un fond documentaire permettant un traitement plus aisé des tâches de gestion des sites.

L'accent a été mis sur la poursuite de la restructuration du fond des dossiers communaux. Tout en réorganisant ce fond, les membres de la cellule ont ouvert 680 nouveaux dossiers dont la présentation a été normalisée, ce fond ne constituant plus qu'un éventuel élément d'orientation vers d'autres sources lorsqu'il s'agit

Enfin, le monde artisanal médiéval et moderne n'a fait l'objet que de deux opérations en 1995, toutes deux localisées dans les Pyrénées-Atlantiques. La première concerne des fours de tuiliers du XVIII^e siècle à Vielleseure, la seconde la fouille d'un atelier de potier sur la commune de Bouillon. Ce dernier travail, qui s'inscrit dans le cadre d'une thèse universitaire, devrait lui aussi s'achever en 1996 et fournir là les bases d'une excellente publication. Si l'on ajoute à celle-ci, une thèse en cours d'achèvement sur la céramique médiévale à Bordeaux du Xe au XVe siècles, les publications prévues sur les chantiers d'Auberoche (Dordogne), Labrit (Landes) et Bordeaux (Place Camille Jullian) ainsi qu'un volume regroupant cinq ans d'intervention sur les églises de Dordogne, l'année 1996 et le début 1997 devraient être fertiles en achèvements de manuscrits et en parutions sur l'époque médiévale.

Les orientations que l'on perçoit à travers ce bilan 1995 montrent une forte tendance à un progressif rééquilibrage entre toutes les périodes. Avec l'apparition de quatre importantes opérations, le Néolithique et la Protohistoire s'affirment tandis que les fouilles urbaines semblent marquer le pas avec l'achèvement des travaux de la cité judiciaire à Bordeaux et des grandes opérations de construction de logements à Périgueux.

Trois grandes fouilles se sont achevées en 1995, deux en Paléolithique (La Micoque et Combe Saunière) et une en Moyen Age (Labrit). Si les projets impulsés par l'UMR 99.33 ne manquent pas pour la Préhistoire, le Moyen Age devrait être pour quelque temps absent des programmations régionales. Il est regrettable que la dynamique créée par les fouilles programmées menées par Y. Laborie à Auberoche (Dordogne) puis à Labrit (Landes) n'eût pas été soutenue par un investissement universitaire plus important.

Il ne reste qu'à espérer que les projets développés à l'Université de Toulouse sur le monde villageois médiéval des Pyrénées viennent pallier cette absence.

Dany Barraud
Jean-Michel Geneste

d'entreprendre une recherche scientifique. L'année 1995 a vu la fin du reclassement ; reste à compléter de nombreux dossiers dépourvus de pièces fondamentales, notamment d'extraits cadastraux.

Une autre tâche prioritaire a consisté à dépouiller le passif des rapports de fouilles et de prospections. Il est à noter que la mise en place du cahier des charges des DFS permet des saisies plus aisées et a largement contribué à éviter que ne soient pris des retards dans les dépouillements des rapports de 1995. Cette activité a permis la création de 367 nouveaux sites ou indices de sites et 525 mises à jour.

Une réflexion a été conduite sur le bien fondé d'une utilisation à outrance d'éditions de documents cartographiques via Scala ; plus de 100 cartes ont été réalisées en 1995. La nécessité, purement administrative, d'avoir un report des sites sur les fonds cadastraux doit se traduire par un notable ralentissement des sorties Scala.

Un nouveau programme a été inauguré cette année. Il vise, par le dépouillement des bulletins des sociétés savantes régionales, disponibles au sein de la DRAC, à établir une base des articles ou simples mentions faites à propos de sites connus ou non. S'inscrivant dans le cadre de la définition de la mission principale de la cellule, cette base ne présentera pas un caractère scientifique. Plus qu'une prospection documentaire, cette activité doit fournir des informations permettant de motiver les avis pris par les préfets lors de l'établissement de périmètres présentant un intérêt archéologique ou de prescriptions particulières dans l'instruction des demandes soumises à autorisations au titre du Code de l'Urbanisme. En 1995, le dépouillement de 15 des 23 revues en toute ou partie disponibles au SRA a été commencé. Plus de 6 000

fiches ont été réalisées, nombreuses sont celles portant sur un même site mais on peut déjà estimer qu'au moins une centaine de sites ou indices de sites non enregistrés a été relevée. Leur saisie dans la base Dracar pourra débuter en 1996 et devra faire l'objet de vérifications sur le terrain.

Le programme 1996 consiste à poursuivre le recensement de la documentation, c'est-à-dire, pour l'essentiel, la collecte des cadastres permettant le report des sites sur des documents faisant foi et des informations issues des revues disponibles à la DRAC. Les vérifications sur le terrain restent à l'ordre du jour et sont à harmoniser avec les prospections de l'année.

Demandes d'autorisations de prospection pour l'année 1996

Demandeur	Intitulé	Commune(s)
DIDIERJEAN François	Prospection-Inventaire des vallées de Saint-Méard-de-Drôme, Celles et Tocane-Saint-Apre, Montagnier	Celles, Douchapt, Montagnier, Saint-Méard-de-Drôme, Tocane-Saint-Apre (24)
JOFFROY Marc	Prospection-Inventaire des sites d'habitats aristocratiques de la Grande Lande	120 communes (33 et 40)
LAUGA Michel	Prospection-inventaire des sites miniers des vallées d'Aspe, Ossau et Barétous	Borce, Aydius, Lescun, Bielle, Eaux-Bonnes, Issor (64)
LAÛT Laure	Prospection-inventaire de la commune de Taron	Taron (64)
LEBLANC Jean-Claude	Prospection-inventaire des sites d'activité sidérurgique des cantons de Hautefort et Savignac-les-Eglises	27 communes (24)
LEBRETON Stéphane	Prospection-inventaire sur le thème de l'homme et la rivière de Lamothe-Montravel à Gardonne	12 communes (24)
MAREMBERT Fabrice	Prospection-inventaire du plateau de Ger	Espoey, Ger, Hours, Lourenties, Pontacq (64)
MOREAU Jacques	Prospection-inventaires des sites côtiers du Nord Médoc	Grayan-et-l'Hôpital, Le Verdon-sur-Mer, Montalivet, Soulac-sur-Mer, Vensac (33)
PETIT Jean-Pierre	Prospection-inventaire des Cantons de Créon et Targon	47 communes (33)
PEYRONY Jean-Guy	Prospection-inventaire du canton de Bussière-Badil et communes limitrophes	12 communes (24)
VELASCO Marc	Prospection-Inventaire de la commune de Castillon-d'Arthez	Castillon-d'Arthez (64)
ZUBILLAGA Inaki	Prospection-inventaire autour du site d'Abesse	Herm, Magescq, Saint-Paul-les-Dax (40)

A ces demandes s'ajoutent les projets de prospections diachroniques portant sur plusieurs cantons des départements du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques. Pour l'année 1996, les aires d'études restent à définir. Le financement de ces opérations est établi sur la base de conventions passées avec les conseils généraux. Le programme de prospection tel qu'il est conçu pour le département du Lot-et-Garonne a pris ces dernières années un

caractère systématique. Il permet de recenser les sites et indices de sites de trois ou quatre cantons chaque année. Le SRA envisage de lancer des programmes de même type pour l'ensemble des départements de la région et ce sur la base d'accords entre l'Etat et les conseils généraux, par conventions ou attributions de subventions.

Xavier Charpentier

Diffusion et médiation de la recherche archéologique en Aquitaine

Depuis quelques années, le Service régional de l'Archéologie s'est engagé dans une politique volontariste de valorisation et de promotion du patrimoine archéologique aquitain. En association avec des partenaires publics ou privés, le service a participé activement à des manifestations ponctuelles comme l'Aventure Seiko (éditions 1993 et 1994), la Science en Fête, les Journées du Patrimoine, le festival du film archéologique de Bordeaux (ICRONOS) pour ne citer que celles-là.

Parallèlement à ces manifestations et à l'initiative de la Direction régionale des Affaires Culturelles, le service s'est engagé depuis deux ans sur la réflexion et la mise en place de Centres éducatifs du Patrimoine à l'échelon régional. Ces centres ont pour but de sensibiliser et d'initier le public (prioritairement scolaire) au patrimoine le plus large possible. Ce vaste programme est élaboré avec l'ensemble des partenaires que sont les collectivités territoriales, l'Education Nationale, le Ministère de la Recherche, les services du Patrimoine, les musées de France, les acteurs locaux... Il doit permettre d'aboutir à court terme à la mise en réseau de différents lieux-ressources complémentaires les uns des autres : des sites, des musées, des associations relais, des centres archéologiques (lieux où sont gérées et étudiées des collections issues des fouilles avant leur dévolution dans des musées contrôlés). Le Service régional de l'Archéologie développe sa mission autour de la création et du fonctionnement des centres archéologiques départementaux qui doivent être, par rapport au réseau, le point de départ des parcours de découverte du patrimoine. En effet, ces centres archéologiques qui disposeront à la fois d'une unité de recherche et d'un espace animation, axeront l'initiation autour des méthodes et des disciplines liées à l'archéologie. Chaque centre départemental développera un thème majeur en fonction du potentiel de sites le plus représentatif.

Actuellement, cinq centres thématiques sont inscrits dans ce programme régional.

Pessac (agglomération bordelaise, Gironde) :

L'archéologie en milieu urbain : histoire de la ville.

Saint-Germain-d'Esteuil — Vertheuil (Médoc, Gironde) :

L'homme et son milieu :

conquête et organisation de l'espace rural à travers les siècles.

Hasparren (Pyrénées-Atlantiques) :

L'art préhistorique franco-cantabrique,

l'occupation de la gestion de la montagne dans les Pyrénées.

Vallée de la Vézère (Dordogne) :

La préhistoire européenne : la recherche en préhistoire, origine et évolution de l'homme et de son environnement.

Le Fumelois (Lot-et-Garonne) :

Le Moyen Age : connaissance de l'architecture castrale et des bastides.

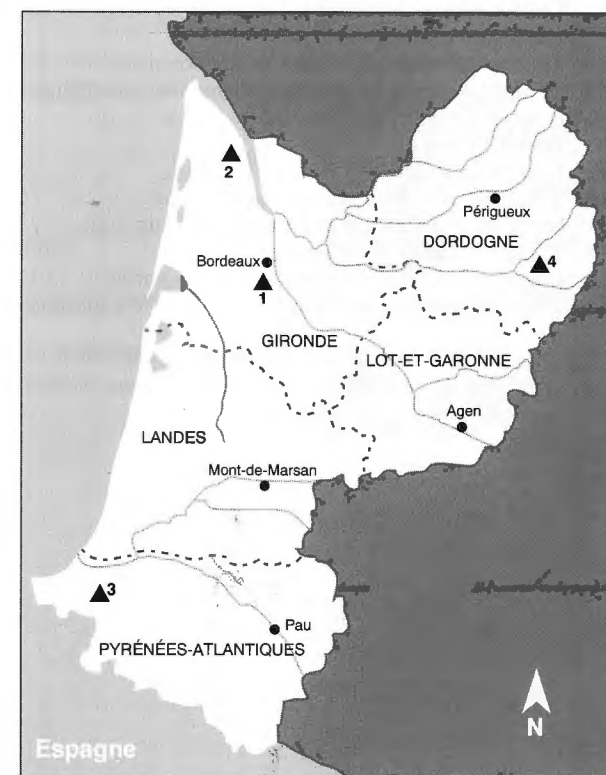
La mise en place des actions pédagogiques, menées dans les centres archéologiques, s'accompagnera d'une formation préalable des enseignants pour que ces derniers élaborent au mieux, avec leurs classes, des projets pédagogiques. Si le milieu scolaire est prioritaire dans ce programme, l'évolution des animations à destination d'un public extra-scolaire est à l'étude. De la même manière, l'ouverture d'un tel réseau pour les pays européens va être envisagée.

Dany Barraud

Jean-Paul Lhomme

Les centres archéologiques inscrits dans le programme régional

- 1 Pessac
- 2 Vertheuil
- 3 Hasparren
- 4 Vallée de la Vézère



Séminaires d'archéologie

Le Service régional de l'Archéologie organise conjointement avec l'Institut de Recherche sur l'Antiquité et le Moyen Age (Maison de l'Archéologie, Université de Bordeaux III) une série de six séminaires par an. Cette série de séminaires est complétée tous les deux ans par une table-ronde qui fait le point sur une question d'actualités archéologiques de l'Aquitaine.

- En 1994-1995 les sujets ont porté sur :
- la production du fer en Gaule méridionale au Ier siècle avant : l'exemple des Martys (Cl. Domergue),
 - les recherches récentes à Alésia (M. Reddé),
 - la Motte de Dognon, Haute-Vienne (G. Cantié),
 - la céramique sigillée du Centre de la France (H. Vertet),
 - le *castrum* de Durfort (XIIe-XIVe) (B. Pousthomis),
 - la présentation des fouilles de l'Isle-Jourdain (J.-P. Cazes).

La table-ronde qui s'est tenue en juin 1995 avait pour thème « Les sanctuaires aquitains : recherches récentes ». A la suite de la publication du colloque d'Argentomagus et des nouvelles perspectives ouvertes par celui-ci, il a été traité, après une introduction (Ch. Delplace) sur les sanctuaires de « type Belge » par comparaison, des indices religieux en Aquitaine (R. Boudet), des sanctuaires de Calès à Mézin (Lot-et-Garonne) (N. de Chaisemartin, Y. Marcadal), du temple octogonal de Sanxay (Vienne) (P. Aupert), du sanctuaire d'Antigny (Vienne) (Ch. Richard), du temple 3 d'Argentomagus (E. Henry), du rôle de l'eau dans l'environnement religieux (B. Grangé) et des sanctuaires pyrénéens (J.-L. Schenk). Une publication de cette table ronde est prévue pour 1996.

Frédéric Berthault

Liste des programmes de recherche nationaux

Préhistoire

- P1 : Séries sédimentaires et paléontologiques du Pléistocène ancien.
- P2 : Premières aires d'activité humaine, recherche et identification des premières industries.
- P3 : Installations en grotte du Riss et du Würm ancien.
- P4 : Sites de plein air du Riss et du Würm ancien.
- P5 : Le Paléolithique supérieur ancien, séquences chronostratigraphiques et culturelles.
- P6 : Structures d'habitat du Paléolithique supérieur.
- P7 : Le Magdalénien et les groupes contemporains, les Aziliens et autres Epipaléolithiques.
- P8 : Grottes ornées paléolithiques
- P9 : L'art postglaciaire.
- P10 : Mésolithique et processus de néolithisation.
- P11 : Occupation des grottes et des abris au Néolithique.
- P12 : Villages et camps néolithiques.
- P13 : Cultures du Chalcolithique et du Bronze ancien.
- P14 : Mines et ateliers néolithiques et des débuts de la métallurgie.
- P15 : Cultures du Bronze moyen et du Bronze final.
- P16 : Sépultures du Néolithique et de l'âge du Cuivre.
- P17 : Les sépultures de l'âge du Bronze.

Histoire

- H1 : La ville.
- H2 : Sépultures et nécropoles.
- H3 : Mines et métallurgie.
- H4 : Carrières et matériaux de construction.
- H5 : L'eau comme matière première et source d'énergie.
- H6 : Le réseau des communications.
- H7 : Organisation du commerce, notamment maritime.
- H8 : Archéologie navale.
- H9 : Territoire et peuplements protohistoriques.
- H10 : Formes et fonctions des habitats groupés protohistoriques.
- H11 : Terroirs, productions et établissements ruraux gallo-romains.
- H12 : Fonction et typologie des agglomérations secondaires gallo-romaines.
- H13 : Les ateliers antiques : organisation et diffusion.
- H14 : L'architecture civile et les ouvrages militaires gallo-romains.
- H15 : Sanctuaires et lieux de pèlerinage protohistoriques et gallo-romains.
- H16 : Edifices et établissements religieux depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions.
- H17 : Naissance, évolution et fonctions du château médiéval.
- H18 : Villages et terroirs médiévaux et post-médiévaux.
- H19 : Les ateliers médiévaux et modernes, l'archéologie industrielle : organisation et diffusion.

Présentation générale des opérations autorisées en Aquitaine

	DORDOGNE	GIRONDE	LANDES	LOT-ET-GARONNE	PYRENEES ATLANTIQUES	AQUITAINE	TOTAL
Sondages	12	2	2	1	11		28
Sauvetages (SP, SU, MH)	13	15	3	5	10		46
Fouilles programmées	9	0	2	2	4		17
Relevés (RA, RE)	6	1	1	0	2		10
Analyses	0	2	0	0	2		2
Prospections programmées	0	0	1	0	0		1
Prospection inventaire (PI, PA, PR, PS)	2	6	1	3	7	1	20
Projets collectifs (PC)						5	5
Total	42	26	10	11	36	6	129

Chronologie

- BAS : Bas Empire
- BMA : Bas Moyen Age
- BRA : Age du Bronze ancien
- BRF : Age du Bronze final
- BRM : Age du Bronze moyen
- BRO : Age du Bronze
- CHA : Chalcolithique
- CON : Contemporain
- ÉPI : Épipaléolithique
- FER : Age du Fer
- FE1 : Premier Age du Fer
- FE2 : Deuxième Age du Fer
- GAL : Epoque Gallo-romaine
- HAU : Haut Empire
- HMA : Haut Moyen Age
- IND : indéterminé
- MA : Moyen Age
- MÉD : Médiéval
- MÉS : Mésolithique
- MOD : Moderne
- NÉO : Néolithique
- PAA : Paléolithique ancien
- PAL : Paléolithique
- PAM : Paléolithique moyen
- PAS : Paléolithique supérieur
- PRO : Protohistoire

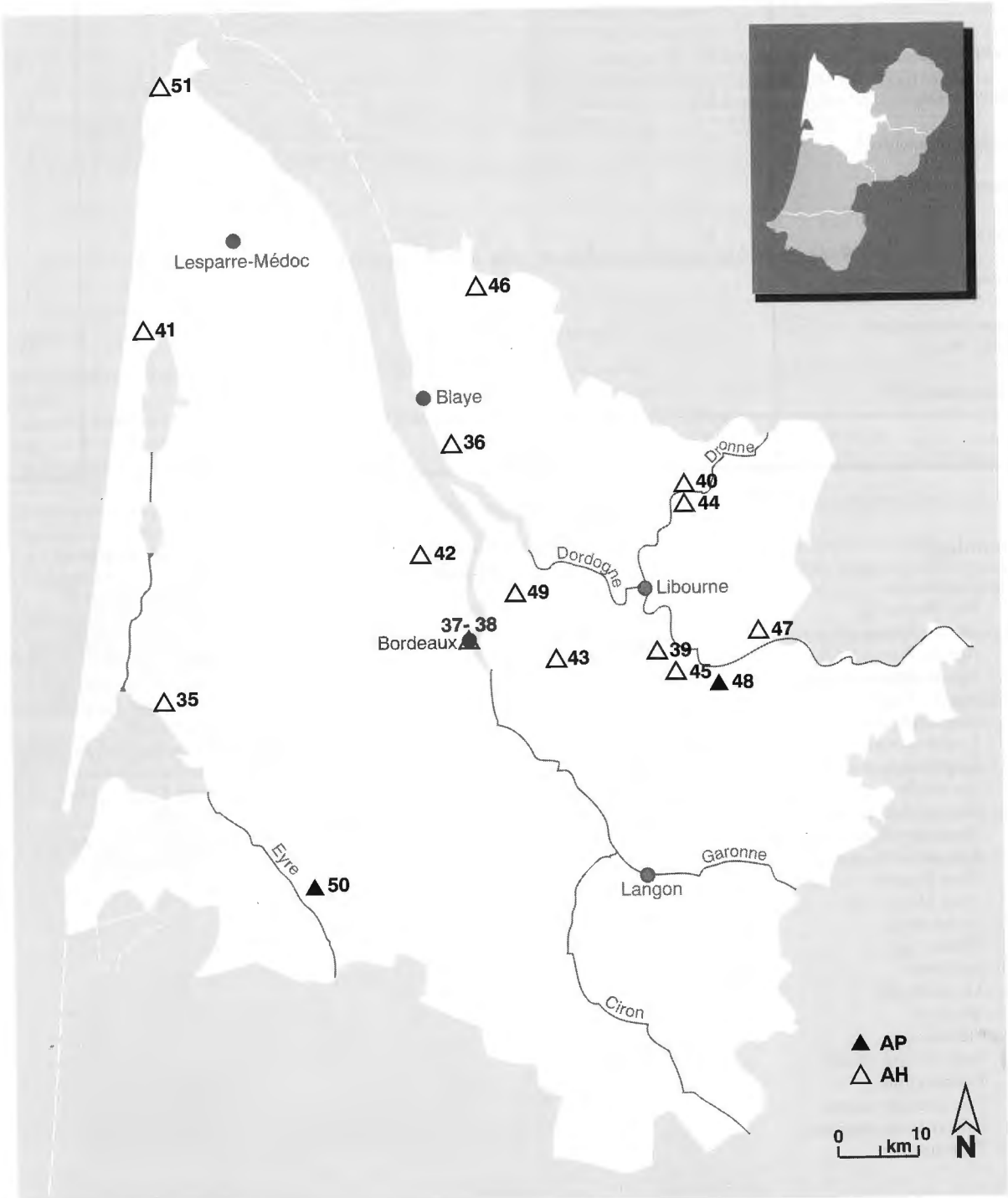
Organisme de rattachement des responsables de fouille

- AFA : AFAN
- AUT : autre
- BEN : bénévole
- CNR : C.N.R.S.
- COL : collectivité territoriale
- EN : éducation nationale
- MCT : Musée de collectivité territoriale
- MET : Musée d'état
- SDA : Sous-direction de l'archéologie
- SUP : enseignement supérieur

Nature de l'opération

- FP : fouille programmée
- MH : fouille avant travaux M.H.
- PA : prospection aérienne
- PC : projet collectif de recherche
- PI : prospection inventaire
- PP : prospection programmée
- PR : prospection
- PS : prospection subaquatique
- RA : relevé architectural
- RE : relevé d'art rupestre
- SD : sondage
- SP : sauvetage programmé
- SU : sauvetage urgent

Travaux et recherches archéologiques
de terrain en Gironde



						Prog	Epoque	Ref. carte
33/005/001/AH	ANDERNOS-LES-BAINS	Basilique St-Eloi	Michel MARTINAUD	SUP	PI	H 16	GAL/MOD	35
33/035/002/AH	BAYON-SUR-GIRONDE	L'Eglise	Nathalie CHEVALIER	AFA	SU	H 16	MED	36
33/063/115/AH	BORDEAUX	15, rue des Pontets	Hélène MARTIN	AFA	SU	H 1	GAL	37
33/063/016/AH	BORDEAUX	Cité Judiciaire	Christophe SIREIX	AFA	SP	H 1	GAL	38
33/179/004/AH	GALGON	L'Eglise	Nathalie CHEVALIER	AFA	SU	H 16	MED	—
33/193/001/AP	GRAYAN-L'HOPITAL	Lède du Gurp	Nicolas ROUZEAU	SDA	SU	P 13	PRO	—
33/194/004/AH	GREZILLAC	Le Bourg	Jean-Luc PIAT	AUT	SU	H 2	MED	39
	GUIPRES	Le Bourg	Marc RIME	AFA	SU	H 17	MOD	—
33/198/002/AH	GUIPRES	RD 247	J.-B. BERTRAND-DESBRUNAIS SDA	SU	H 2	MED	MED	40
	HOURTIN	Pointe de Gréchas	Henri-Daniel LISZKOWSKI	AUT	PS	—	CON	41
33/322/001/AH	LE PIAN-MEDOC	L'Eglise	Stéphane BOULOGNE	AFA	SU	H 16	HMA/MOD	42
33/335/001/AH	LE POUT	L'Eglise	Christian SCULLER	AFA	SU	H 16	MED/MOD	43
33/362/005/AH	SABLONS	L'Eglise	J.-B. BERTRAND-DESBRUNAIS SDA	SU	H 16	MED	MED	44
33/375/004/AH	SAINT-AUBIN-DE-BRANNE	L'Eglise	Hélène MARTIN	AFA	SU	H 16	HMA/MED	45
33/381/001/AH	SAINT-CAPRAIS-DE-BORDEAUX	L'Eglise	J.-B BERTRAND-DESBRUNAIS SDA	SD	H 16	GAL/MED	GAL/MED	46
33/390/001/AH	SAINTE-COLOMBE	Le Bourg	Wandel MIGEON	AFA	SU	H 11	GAL/MOD	47
33/401/001/AP	SAINTE-FLORENCE	Abri Houleau	Michel LENOIR	CNR	SU	P 7	PAL/MES	48
33/433/005/AH	SAINT-LOUBES	Le Prieuré Saint-Loup	P. REGALDO SAINT-BLANCARD SDA	RA	H 16	HMA/MOD	HMA/MOD	49
33/498/003/AP	SALLES	Prés de Lévêque	Johannes MUSCH	AUT	SD	P 10	EPI/MES	50
33/514/002/AH	SOULAC-SUR-MER	L'Amélie	J.-F. PICHONNEAU	SDA	SU	H 9	—	51
	Opérations communales et intercommunales							
	CREON		Jean-Pierre PETIT	AUT	PI			
	LA SAUVE MAJEURE		Jean-Luc PIAT	AUT	PI		GAL/CON	
	LA TESTE-GUJAN-MESTRAS		Wandel MIGEON	AFA	PI			
	SOULAC-SUR-MER		Jacques MOREAU	AUT	PI		FER/GAL	
	Programmes collectifs de recherche							
	Amphores et vignobles en Aquitaine		Frédéric BERTHAULT	SDA	PCR	H 13		
	Datation des séquences culturelles paléolithiques du Nord du Bassin Aquitain		Françoise DELPECH	CNRS	PCR	P 1 à P 8		
	Edifices religieux urbains du haut Moyen age en Aquitaine		Brigitte BOISSAVIT-CAMUS	SDA	PCR	H 16		

ANDERNOS-LES-BAINS

Cimetière Saint-Eloi

Objectifs de la prospection géophysique

Une grande salle gallo-romaine avec abside et galerie a été mise au jour en 1903-1904 par Aurélien de Sarrau dans le cimetière désaffecté qui entoure l'église Saint-Eloi. Les vestiges furent classés Monument Historique en 1933. Pour préciser la fonction de cette construction et pour enrichir le patrimoine local et national, la commune d'Andernos-les-Bains a mis sur pied un projet pluridisciplinaire de reprise de recherches. Une synthèse des connaissances sur ces vestiges a été réalisée en 1994 (Fourtin et Monturet, IRAA). Il s'avère que l'architecture de ce bâtiment ressemble plus à celle d'une *villa* qu'à celle traditionnellement admise d'une basilique.

La connaissance de l'environnement des vestiges fait partie des recherches pluridisciplinaires. A cet effet, une prospection électrique du parc Saint-Eloi est la méthode non destructive la plus adaptée pour reconnaître d'éventuelles autres structures enfouies dans l'environnement des vestiges dégagés.

Le terrain

Les vingt premiers mètres, au moins, sous la surface sont sableux mais ils peuvent contenir de minces couches d'argiles à faible profondeur (rapports sur divers forages, archives du LARAG, Université de Bordeaux I).

Méthode

Dispositif bipôle avec acquisition automatique par un seul opérateur. Deux explorations avec des profondeurs d'investigation différentes ont été réalisées ainsi que trois sections verticales de résistivité.

Résultats

L'hétérogénéité des matériaux ou des teneurs en eau dans les deux premiers mètres sous la surface est attestée par de fortes variations latérales de résistivité. Certaines allées, en contrebas d'une dizaine de centimètres par rapport aux pelouses, provoquent des rétentions d'eau particulièrement bien détectées dont l'interprétation tient compte. Dans l'hypothèse d'un terrain naturel « homogène », constitué d'une grande épaisseur de sable humide, les anomalies positives mises en évidence sont les signatures de constructions ou de matériaux de construction durs indiquant une présence de vestiges sur tout le parc. On note en particulier les intenses anomalies positives (en gras sur la figure) et les bords rectilignes d'anomalies plus faibles. Les hautes résistivités qui bordent l'église Saint-Eloi au nord et à l'ouest suggèrent qu'elle est construite sur des vestiges plus anciens. Dans l'hypothèse d'un terrain naturel « hétérogène », présence de couches argileuses par exemple, l'association résistivité élevée = constructions arasées ou matériaux durs devra être corrigée. Comme pour tous les types de prospections géophysiques, des sondages sont prévus en quelques points choisis pour étalonner ces résultats électriques.

Michel Martinaud

BAYON-SUR-GIRONDE

L'église

L'enfouissement du réseau électrique autour de l'église de Bayon-sur-Gironde devait entraîner le creusement de tranchées sur un périmètre archéologiquement sensible : plusieurs sarcophages avaient été mis au jour lors d'aménagements antérieurs. Une surveillance de travaux a donc été effectuée du 16 au 27 septembre 1995 afin de confirmer la présence de vestiges archéologiques, de préciser leur organisation, leur étendue et de limiter autant que possible leur destruction.

En raison des nombreuses reconstructions de l'église et de certains travaux, le contexte archéologique est relativement perturbé. Malgré cela, un mur et vingt-deux sépultures ont pu être repérés. Les vestiges sont tous orientés par rapport à l'église dans un axe nord-ouest/sud-est et localisés sur les côtés ouest et nord. Les sépultures correspondent à des sarcophages de calcaire. Quelques-uns présentent des cuves à logette céphalique. Malgré l'absence de fouilles, l'organisation des tombes selon l'axe de l'église ainsi que leur typologie, permettent de situer l'implantation de ce cimetière autour du XII^e siècle, date de la construction de l'église. Un sanctuaire plus ancien (église ou chapelle), probablement mérovingien, aurait été repéré plus au sud lors d'anciennes prospections. L'église Notre-Dame et son cimetière auraient donc constitué un nouveau lieu de culte à l'époque médiévale¹.

Si de nouveaux travaux sont entrepris, il serait intéressant de pouvoir réaliser une fouille afin de cerner l'étendue du cimetière et son évolution et de vérifier qu'il n'y a aucune occupation antérieure.

Nathalie Chevalier

BORDEAUX

Rue des Pontets

Lors de travaux en vue de l'implantation de bâtiments par la société Domofrance, au 15 de la rue des Pontets, des vestiges archéologiques ont été découverts. Une semaine a été impartie au dégagement et à l'observation de ces vestiges.

Cette zone située en bordure sud de la ville ouverte du Haut Empire et à l'extérieur du rempart de la ville murée du Bas Empire, proche par ailleurs de la nécropole Saint-Michel, peut être définie comme une zone « sensible ». En effet, à l'occasion de différentes opérations réalisées dans ce secteur, de nombreux vestiges archéologiques ont été découverts.

Une surveillance de travaux a été entreprise, réalisée par J.-B. Desbrunais, qui a permis de découvrir une canalisation antique et un squelette humain inhumé à proximité de celle-ci.

En ce qui concerne la canalisation antique, elle semble avoir été construite au I^{er} siècle ap. J.-C. ; il ne paraît pas possible de la relier à un réseau de canalisations ou à d'éventuelles structures. Cependant, sa découverte constitue un élément complémentaire aux observations réalisées par B. Bizot en 1989 qui signalait dans ce secteur, plus précisément place Canteloup, une petite construction domestique ou artisanale à l'époque gallo-romaine.

BORDEAUX

Cité Judiciaire

Pour ce qui est de l'inhumation, elle apparaît isolée et il est extrêmement difficile de la resituer du point de vue environnemental et chronologique. Nous avons d'abord pensé qu'il s'agissait peut-être d'un témoignage de l'extension du cimetière Saint-Michel à partir du X^e siècle. Cependant, des informations récentes font apparaître qu'il s'agit vraisemblablement d'une sépulture antique.

Hélène Martin

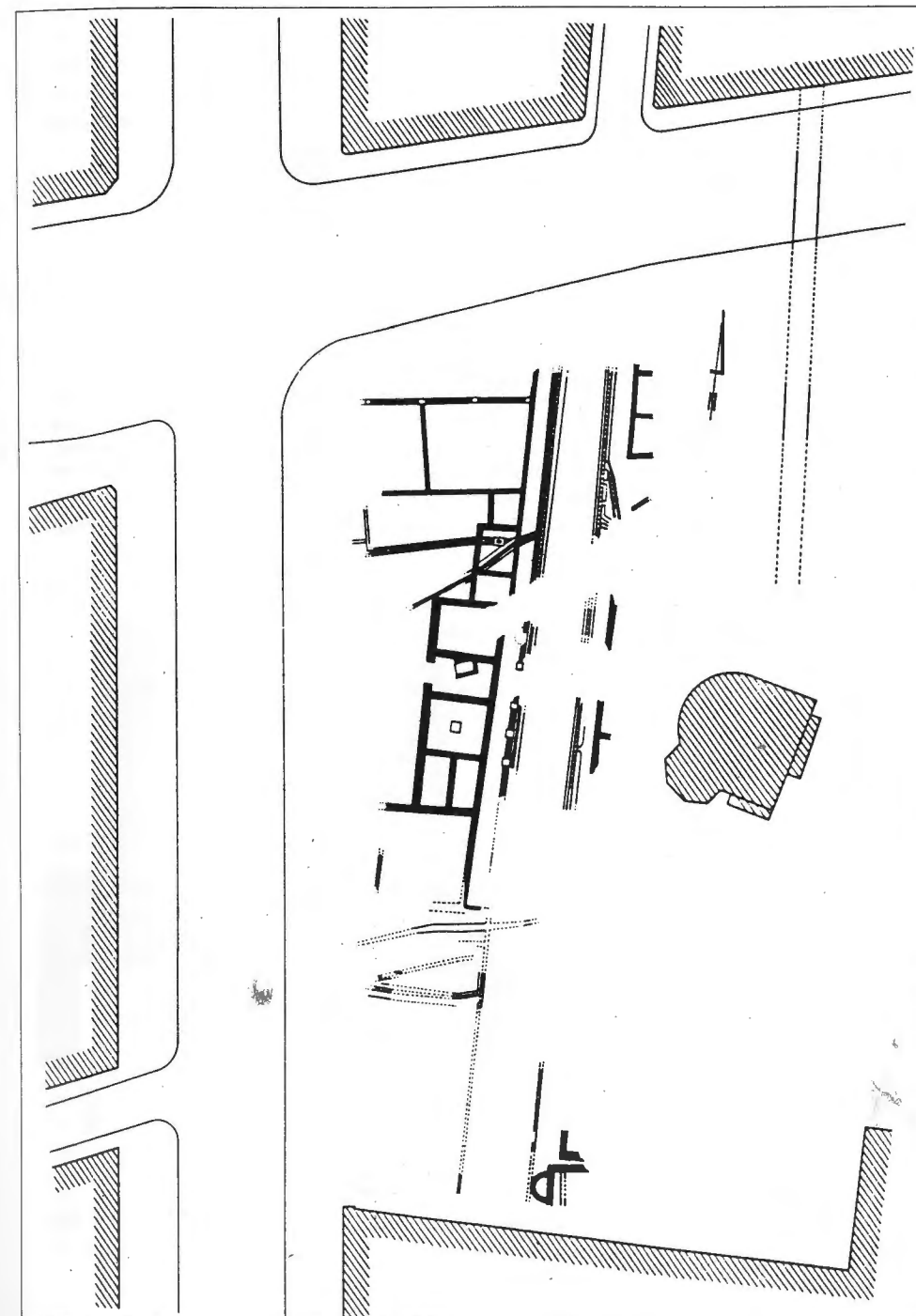
A l'occasion de la construction d'un nouveau bâtiment pour le Tribunal de Grande Instance et d'une extension de l'Ecole Nationale de Magistrature, un espace d'environ 3000 m² a pu être observé de juin 1994 à juin 1995 (cf *Bilan Scientifique* 1994).

L'occupation la plus ancienne qui y ait été reconnue remonte au Premier Age du Fer ; quelques indices remontant à cette période étaient apparus lors de la campagne d'évaluation de 1992 (cf *Bilan Scientifique* 1992). Il s'agit d'un simple niveau d'empierrement au fond de la vallée du Peugue. Les pollens de céréales et de légumineuses, détectés systématiquement dans les limons argileux en contact avec ce niveau, montrent que le fond de la vallée et ses versants étaient une zone de cultures située à quelque 500 m au sud-ouest d'un habitat groupé.

Cette vallée et son versant sud sont à nouveau occupés au début de notre ère, entre 10 et 30. Sont alors attestés différents artisanats : des structures et des indices divers montrent le travail du fer et de métaux cuivreux, celui du cuir et une activité textile. Tout cela était au voisinage immédiat du Peugue dont la berge sud a pu être localisée à l'extrémité nord du chantier.

A partir de 27-30, se met en place une véritable structuration de l'espace avec la construction d'un *cardo* bordé d'une galerie à l'ouest. Au sommet du versant, sur le côté sud, cet axe de circulation est bordé par un quartier artisanal de sidérurgistes spécialisés, des charrons, tandis qu'en bas du versant sont implantées des maisons de terre et de bois. Les habitations évitent le fond de la vallée, soumis aux crues répétées ; y est seulement aménagée une cour entourée de murs bahuts.

Plan général
de la Cité Judiciaire.



Différents aménagements de bois se succèdent pour le franchissement du Peugeot par le *cardo*. Vers 70, le chenal est colmaté et vraisemblablement dévié un peu plus au nord ; un platelage de bois est alors installé pour franchir cette zone humide et instable.

Vers la fin du I^{er} siècle ou le début du II^e, le quartier se réorganise : les métallurgistes disparaissent, des constructions en dur succèdent aux habitations de terre et de bois. L'une de ces constructions recouvre d'une colonnade une partie de la galerie occidentale du *cardo*. Ce bâtiment, dont le rez-de-chaussée avait une vocation de stockage, peut dépendre d'une domus péri-urbaine dont le corps principal se situerait plus à l'ouest, en arrière d'une vaste cour intérieure. Sur le côté nord de ce bâtiment, une petite construction abrite des cuisines dotées de deux fours domestiques et d'un évier.

Le *cardo* subit lui aussi quelques transformations. Des caniveaux remplacent les anciens fossés. Entre 158 et 162, est mise en place une adduction d'eau potable sur le côté oriental de la chaussée ; elle est formée de tuyaux de chêne, emboîtés les uns dans les autres grâce à des frettes métalliques, longs de 2 m, avec une perforation centrale, faite à la tarière et parfaitement rectiligne, d'un diamètre de 6 mm.

Entre 250 et 270, ce quartier, qui est toujours resté en périphérie de l'agglomération antique, est abandonné et sert de carrière de pierres pour la construction de la nouvelle cité remparée. Le *cardo* reste en usage jusqu'au IV^e siècle.

Vers 280-290, des artisans tabletiers s'installent sur ces ruines. Ils fabriquent principalement des épingles en os et peut-être de rares objets en jais.

Christophe Sireix

GRÉZILLAC Le Bourg

Une opération de sauvetage urgent a été engagée à la suite de la découverte fortuite d'ossements humains lors de travaux de terrassement pour la pose d'une fosse sanitaire à l'arrière de bâtiments du bourg de Grézillac. Il s'agissait de tombes en pleine terre situées à 50 m au sud de l'église romane de Grézillac. La fouille, qui s'est limitée à la seule sépulture qui n'ait pas été détruite par les travaux, a permis de révéler l'extension assez importante de l'ancien cimetière paroissial, aujourd'hui cantonné au nord-ouest du sanctuaire.

La sépulture, creusée en pleine terre, contenait un individu adulte qui reposait en décubitus dorsal sur trois dalles calcaires délitées du socle rocheux sous-jacent. La terre de remplissage de la sépulture et la couche de remblai qui recouvrait la tombe ont livré du mobilier céramique des XIII^e-XIV^e siècles mêlés à des vestiges gallo-romains tardifs résiduels d'un bâtiment antique situé au-devant de l'église. Il semble que ce soit à la suite de cet apport de remblai que l'extension la plus méridionale du cimetière médiéval fut abandonnée et réoccupée ensuite par les habitations actuelles, datées des XVII^e et XVIII^e siècles.

Jean-Luc Piat

GUÏTRES R.D. 247

En octobre 1995, une fouille de sauvetage a eu lieu suite à une découverte fortuite lors du creusement d'une tranchée d'assainissement, sous le chemin départemental. Cette fouille, réalisée très rapidement, a permis la mise au jour d'une sépulture en dalles d'époque médiévale dont seulement une bande de 50 cm était visible. Cette tombe contenait un orcel à col torsadé au niveau de la tête ; la position exacte de l'objet est inconnue car, lors de la découverte, des habitants de la commune l'avaient déplacé. L'individu reposait en décubitus dorsal sur un niveau de terre contenant de la cendre ainsi que des morceaux d'os humains calcinés.

Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais

HOURTIN Pointe de Gréchas

Problématique

Le lac d'Hourtin abrite aujourd'hui, dans sa partie nord, un centre de formation maritime (CFM) ; de 1917 à 1950, au même endroit, existait une base d'aviation maritime qui a formé la majeure partie des personnels volants de la Marine Nationale.

Lorsque la seconde guerre mondiale a éclaté, de nombreux avions du nord du pays se sont repliés sur la base méridionale. Peine perdue, l'avance ennemie fut trop rapide : le 23 juin 1940, la base a dû être évacuée et les appareils abandonnés ou sabordés. Combien d'avions furent réellement coulés ? Où ? Sont-ils toujours sous l'eau ?

Nos prospections de 1995 ont eu pour but de vérifier si les eaux du lac renfermaient encore quelques-uns des vestiges qui firent la gloire de cette école exceptionnelle.

Les recherches

Après plusieurs prospections infructueuses en juin, la chance nous a souri lorsqu'en octobre, le garde-pêche décela une forme insolite vers la Pointe de Gréchas : alertés par la municipalité, nous avons pu constater, malgré la faible visibilité, la présence d'une masse métallique caractéristique d'un avion. Déclaration faite aux autorités de la Direction régionale des Affaires culturelles, nous avons demandé l'autorisation de poursuivre les explorations afin de mieux cerner le type de l'appareil, son état de conservation et les possibilités d'un éventuel relevage.

Suite à l'autorisation n° 95/93 du 19 octobre 1995, nous avons entrepris une dizaine de plongées et obtenu les résultats suivants. L'avion naufragé est un appareil bimoteur de 20 m d'envergure. Les structures des ailes semblent en assez bon état et présentent des plaques de tôle au niveau de la cabine. Un des moteurs est bien en place : il s'agirait d'un moteur en étoile, à 7 ou 9 cylindres, installé sous l'aile. Le second moteur est plus difficile à cerner et à situer car la carlingue semble en désordre et en partie dans la vase.

L'aspect général de l'épave, son envergure, la situation des moteurs nous invitent à envisager l'hypothèse de la présence d'un Farman, appareil couramment utilisé dans la formation des pilotes de la base.

Perspectives 96

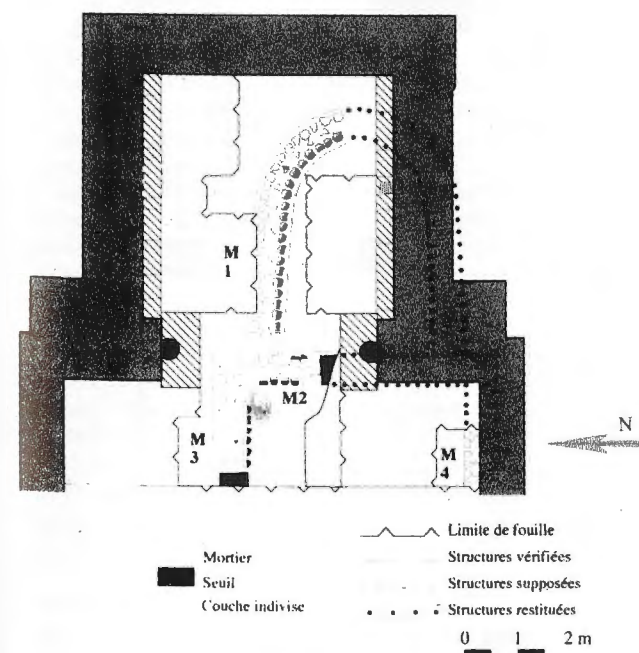
A ce stade des investigations, nous avons contacté le maire de la municipalité d'Hourtin et le Commandant du centre de formation maritime. Pour nos deux partenaires et nous-même le relevage de l'épave serait de quelque intérêt.

Henri-Daniel Liszkowski

LE PIAN-MEDOC L'église

La pose d'un chauffage par le sol dans l'église du Pian-Médoc a nécessité une intervention de sauvetage urgent. Ainsi fut découvert un bâtiment antérieur à cet édifice.

Les structures observées laissent supposer une construction rectangulaire, prolongée à l'est par une abside avec laquelle elle communiquait par un seuil. Une autre ouverture avait été ménagée dans le mur nord. Ce bâtiment, dont l'élévation atteint à certains endroits deux assises, est une construction soignée de moellons, chaînée aux angles par des blocs de calcaire blanc. Les murs de l'abside possédaient un enduit lissé à l'intérieur et à l'extérieur ; il en était de même pour la face orientale du mur est de la partie rectangulaire.



Le Pian Médoc. L'église.

Plusieurs sols en terre battue alternent avec des niveaux d'occupation contenant des matières organiques intensément piétinées. La céramique, très fragmentée, ne permet pas de dater ces couches.

Tout semble indiquer un édifice cultuel : emplacement sous une église, plan orienté avec abside, type soigné de la construction, ancienneté de la paroisse dont Ch. Higounet envisageait la fondation entre le VII^e et le Xe siècles. Cependant, les traces d'activité observées dans les niveaux d'occupation vont à l'encontre de cette hypothèse : ils résultent probablement d'une réoccupation du bâtiment.

L'église actuelle a été étudiée par E. Gassies à l'occasion de travaux d'assainissement en 1994. L'élément le plus ancien en est la nef qui remonterait au XI^e siècle. Le chœur, qui supporte le clocher, serait du XIII^e. Aucun élément archéologique de cette nouvelle opération n'a pu confirmer ni infirmer ces datations.

Les travaux ayant commencé avant l'intervention archéologique, le détail des états successifs du chœur n'a pu être déterminé, mais au moins quatre réaménagements ont été observés. Le sol de la nef a été modifié de nombreuses fois, le résultat forme un ensemble hétérogène de carreaux de 15 x 15 cm ou de 12 x 12 cm, parfois brisés, ou encore de dalles calcaires. Un emmarchement, lui aussi plusieurs fois remanié, donnait accès au chœur. Deux banquettes maçonnées y étaient installées symétriquement contre les murs nord et sud dès le premier état. L'autel est resté toujours à la même place ; les traces de la pose d'un retable ont été repérées.

D'après la visite paroissiale de 1690, une campagne de travaux effectuée de 1659 à 1670 serait à l'origine de la surélévation du sol de la nef, de l'installation des autels mineurs, de la construction de la sacristie en forme d'abside à l'est du chevet et de l'ouverture sur son mur nord. Deux fosses sépulcrales ont été creusées à travers ces sols, dont les niveaux supérieurs ont disparu lors de la pose du sol actuel.

Stéphane Boulogne

LE POUT Eglise Saint-Martin

L'église Saint-Martin du Pout se trouve dans l'Entre-deux-Mers, à 4 km au nord de la bastide de Créon. Elle est constituée d'une nef à deux travées, terminée par un chœur à chevet plat. Au nord, la nef est flanquée d'un collatéral. Un porche barlong précède le portail occidental. La façade, asymétrique, se compose d'un clocher-pignon auquel s'adosse le mur du collatéral. Le portail est ouvert au centre du clocher-pignon. Au-dessus de la clé d'archivolte s'élève la partie haute d'un ancien contrefort médian. Certains documents sont en mesure de nous renseigner sur l'histoire de l'église mais aucun sur son origine qui apparaît, cependant, bien antérieure au premier texte du XIV^e siècle.

La pose d'un drain le long du chevet, du mur sud et de la façade a nécessité une intervention archéologique. Aucun vestige n'est sorti de la première tranchée ouverte entre l'angle nord-est et l'angle sud-ouest de l'église.

Par contre, l'intervention principale concernait la façade occidentale. Deux données nouvelles sont apparues. D'une part, les vestiges du contrefort tronqué par le portail actuel ont bien montré le déplacement de l'entrée d'origine lorsque on a construit le collatéral, aux alentours des XVe-XVIe siècles. D'autre part, l'apparition des fondations d'un bâtiment devant le collatéral traduit un ajout ultérieur sous la forme d'un avant-corps ou d'un porche.

Si la tranchée n'a montré aucune sépulture contre le chevet et le mur sud, en revanche plusieurs ont été observées le long de l'actuelle façade. Par ailleurs, les débris de deux sarcophages ont été retirés des remblais modernes voire contemporains.

Christian Scullier

SABLONS DE GUÎTRES

L'église

En octobre 1995 a eu lieu sur la commune des Sablons-de-Guîtres, une fouille de sauvetage archéologique. Cette opération, réalisée au chevet de l'église, a été motivée par la réalisation d'un drain.

Sept tombes médiévales ont été découvertes : sarcophages monolithes avec et sans logette céphalique, coffres de dalles. Dans deux de ces sépultures, des restes d'orcels ont été observés : l'un était pratiquement désagréé dans le sédiment de comblement de la tombe, l'autre avait sa panse et son col partiellement conservés.

Cette fouille très partielle est importante pour la connaissance du cimetière médiéval des Sablons-de-Guîtres. Apparemment, les caveaux actuels, situés à environ 2 m du chevet de l'église, ont détruit tous les niveaux médiévaux : c'est le cas pour la partie orientale de la sépulture 3. Il est donc fort probable que les niveaux médiévaux soient conservés uniquement sous les allées du cimetière actuel.

Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais

SAINT-AUBIN DE BRANNE

L'église

L'église de Saint-Aubin-de-Branne est située sur un petit coteau, un affleurement de calcaire de Castillon, dominant la vallée de l'Engranne. La pose de drains y a nécessité une intervention archéologique.

Parmi les résultats de cette opération, on notera particulièrement la découverte d'une tombe rupestre anthropomorphe et surtout celle d'un sarcophage mérovingien de type aquitain en partie recouvert par l'église. Ce dernier semblerait signifier l'existence d'un sanctuaire paléochrétien dont cependant aucun vestige n'a pu être observé.

Il apparaît par ailleurs que la nécropole originelle avait une extension importante au nord du cimetière actuel, dans la zone située entre l'église et la route de Bordeaux. Ce fait est d'autant plus flagrant que divers habitants ont trouvé sous leur maison, à l'occasion de travaux, des sarcophages en place.

Le long du mur nord de l'église, cinq sarcophages ont été mis au jour. Quatre sont dans le même alignement, le cinquième, en partie recouvert par l'avant, est légèrement décalé. L'utilisation

du côté nord, généralement peu prisé au Moyen Âge, est ici probablement liée à l'arrêt abrupt du rocher sur le côté sud.

Dans le cadre de cette opération, il n'a pas été possible de prendre en compte les sépultures en pleine terre. Cependant, on a pu observer que de jeunes enfants avaient été enterrés sans architecture apparente, le long du mur de l'église, la tête à l'ouest, comme ceux qui ont été retrouvés dans les sarcophages. D'autres enfants ont été retrouvés dans des sépultures doubles, toujours en association avec le dépôt antérieur d'une femme.

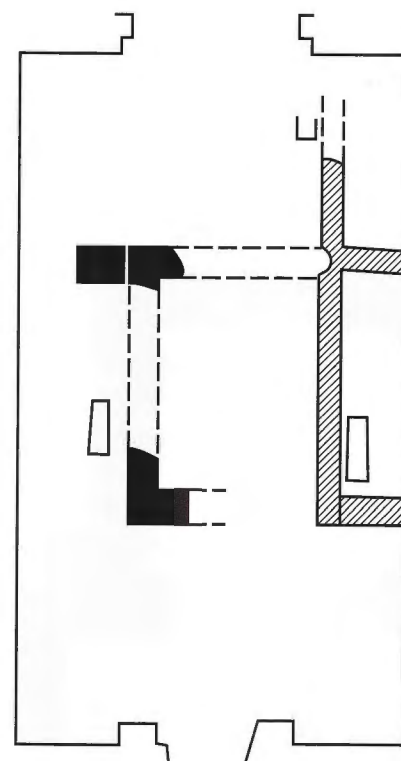
Lors d'une nouvelle tranche de travaux, il serait intéressant, de préciser ces premières observations, notamment en ce qui concerne l'origine du cimetière, son extension et son évolution dans le temps.

Hélène Martin

SAINT-CAPRAIS

L'église

Faisant suite aux opérations de 1989 et 1991, une série d'observations archéologiques a été réalisée en juin 1995 dans l'église de Saint-Caprais de Bordeaux.



0 5
mètre

■ état primitif
▨ structures tardives

Eglise de St. Caprais structures antiques.

Les observations précédentes avaient permis de constater que l'église actuelle était construite sur un bâtiment antique organisé en terrasse, et que des sarcophages de type mérovingien étaient disposés dans la nef de l'église. L'opération de 1995, réalisée en raison de l'aménagement du sol de l'église, chauffage et dallage, a donné l'occasion d'une vue d'ensemble de l'intérieur de la nef, mais seulement à une profondeur d'une vingtaine de centimètres. La faible profondeur de cette mise à niveau n'a pas permis de voir toutes les liaisons existantes entre les structures rencontrées. Cependant nous pouvons affirmer que le bâtiment antique a été modifié par la construction d'une salle sur un remblais recouvrant la terrasse inférieure du bâtiment primitif. Cette adjonction de facture moins soignée que le premier bâtiment, forme une salle de 6,50 m de long 4,30 m de large. Aucun sarcophage mérovingien n'a été découvert à l'intérieur de cette pièce. L'élévation de cette structure a été détruite lors de la construction de l'église actuelle comme les couvercles des sarcophages qui la voisinaient. Le carrelage était directement posé sur les murs anciens.

Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais

SAINTE-COLOMBE

Le Bourg

La commune de Sainte-Colombe est située à égale distance entre Saint-Emilion et Castillon-la-Bataille à environ cinquante kilomètres au nord-est de Bordeaux.

La réalisation de travaux d'enfouissement d'un réseau électrique basse tension dans la commune, et plus particulièrement autour du cimetière attenant à l'église, occasionnait une surveillance et une identification des vestiges archéologiques mis au jour lors du creusement de la tranchée.

Depuis le siècle dernier, nous savons que l'église est construite sur les vestiges d'une villa gallo-romaine. Deux mosaïques polychromes à décors géométriques, datées du IVe siècle après J.-C. sont conservées sur environ 15 m à 1 m de profondeur entre le portail de l'église et la porte du cimetière. Lors de l'agrandissement du cimetière à l'est de l'église, entre 1963 et 1966, plusieurs campagnes de fouilles conduites par Roger Coste montraient l'existence d'un ensemble de six bassins de petites et moyennes dimensions à l'intérieur d'un grand bâtiment rectangulaire. En 1986, Sylvie Faravel vérifiait la permanence de l'occupation du site de l'époque gallo-romaine à nos jours lors de la fouille d'une tranchée destinée à la pose d'un drain le long du côté nord de l'église : identification d'un mur de la villa entre les deux derniers contreforts de la nef, sondage à l'emplacement des mosaïques, identification de la nécropole mérovingienne, étude de l'édifice roman et du cimetière paroissial.

L'intervention de 1995 a été réalisée sur les voies communales n° 206, 209 et 207 qui bordent le cimetière actuel, à l'ouest, au nord et à l'est. Le secteur ouest, face au portail de l'église, n'a pas livré de niveaux archéologiques car la construction du mur d'enceinte du cimetière, ainsi que l'aménagement de la route actuelle, ont bouleversé le sous-sol de ce secteur. L'amorce du secteur nord faisait apparaître un tronçon de voie visible sur environ 6 m de longueur. Au regard de l'ancien cadastre, cet axe de circulation correspond au chemin qui bordait la limite nord du cimetière paroissial.

Trois sépultures faiblement enfouies sous le niveau de la route actuelle ont successivement été mises au jour. La première, celle d'un adulte, correspondait à une tombe en pleine terre, orientée ouest-est, dont seule une partie des membres inférieurs était conservée. La seconde, un adulte dans une fosse sépulcrale, tête à l'ouest, avait les mains jointes sur le bassin. La troisième inhumation, un adolescent placé tête à l'ouest, présentait une fosse sépulcrale entourée d'un alignement de pierres disposées de chant et non liées. Aucun élément de datation n'a été identifié.

Les sépultures 2 et 3 étaient inhumées dans le comblement d'un bassin correspondant à l'extension des vestiges de la villa gallo-romaine vers le nord. Le positionnement du bassin avec marche intérieure, d'un mur construit en *opus mixtum* d'orientation ouest-est, associé à des niveaux d'occupation et de destruction, nous indiquent qu'un grand bâtiment se prolonge sous la voie communale 207 et le cimetière actuel ainsi que dans la parcelle 186 en partie occupée par une maison avec cave. L'issue de la tranchée dans le secteur est confirmait la présence d'un mur correspondant à un grand bâtiment d'orientation nord-sud, déjà identifié par R. Coste en 1965. Malheureusement, l'absence de mobilier n'a pas permis de donner une quelconque approche chronologique à l'ensemble des substructions des secteurs nord et est.

Wandel Migeon

SAINTE-FLORENCE

Abri Houleau

Le gisement de Houleau se situe sur le flanc sud d'un éperon rocheux qui domine la vallée de la Gamage près de son débouché sur la plaine alluviale de la Dordogne.

Il a été découvert en 1953 par M. Sireix qui y effectua des fouilles de 1957 à 1961 dans la partie centrale du talus : dans ce secteur, la stratigraphie était la plus développée et la plus complète avec superposition de Magdalénien moyen et de Magdalénien ancien à raclettes (Badegoulien). En 1970, ce gisement a fait l'objet d'une étude géologique et d'analyses sédimentologiques. Les vestiges lithiques recueillis par l'inventeur ont montré des industries du Paléolithique supérieur.

Le site fut ensuite livré à la végétation. Les sondages d'évaluation effectués en 1994 ont montré qu'il n'y existait plus que des témoins de couches archéologiques peu étendues à l'origine, au pied d'un ressaut naturel limitant un replat rocheux constituant la terrasse d'un abri effondré. Le remplissage de cet abri, presque totalement détruit par des carrières et divers aménagements d'âge historique, ne subsistait que très localement, dépourvu de tout niveau d'occupation paléolithique. Compte tenu du risque de disparition totale des dépôts pléistocènes menacés par l'érosion ou par des dégradations diverses, il a été décidé d'effectuer une campagne de fouille de sauvetage en 1995.

Ces travaux ont concerné la partie médiane du talus. Dans ce secteur, les dépôts sont protégés par un encobernement naturel prolongeant le plancher rocheux de l'abri et concrétionnés au sommet ; ils montrent la superposition de niveaux à industrie laminaire et lamellaire, à lamelles à fine retouche marginale directe associées à quelques raclettes et de niveaux plus riches en raclettes où les lamelles disparaissent. La stratigraphie y est moins

développée et moins diversifiée que celle décrite lors des premières fouilles et les dépôts, très carbonatés, paraissent avoir été perturbés par des effets de paroi. Les restes de faune sont très fragmentaires et les rares restes déterminables indiquent la présence de Cheval et de Renne.

Vers l'ouest, au pied d'un gros bloc effondré, n'existaient plus que des lambeaux de couche humique à raclettes tandis que vers l'est des restes sporadiques de couche ocrée renfermant une industrie laminaire et lamellaire tapissaient le plancher rocheux.

A quelques dizaines de mètres au nord-ouest, une petite cavité naturelle a livré des restes humains fragmentaires sans autres vestiges archéologiques mais pour lesquels nous disposons d'une datation : OxA-5683 (Lyon-173) : 9250 ± 80 B.P.

Michel Lenoir

SAINT-LOUBÈS Prieuré Saint-Loup

Le prieuré Saint-Loup avait subi des fouilles non autorisées en 1990 ; depuis l'interdiction de cette regrettable opération, le sol était resté éventré. La mise en œuvre de nouveaux projets d'aménagement nécessitait une mise en état des lieux ; elle entraînera sans doute une intervention archéologique ultérieure. Ce bel édifice est une dépendance de l'abbaye de La Sauve ; le Grand Cartulaire en fait mention dès 1097. La première époque romane y est, en effet, fort bien attestée : on restitue aisément une nef rectangulaire, haute et charpentée, dont la plupart des murs sont conservés. Leur petit appareil, probablement de récupération, est typique ; la structure est elle-même caractéristique. Le mur nord garde une série de corbeaux, vestiges des bâtiments conventuels, maintenant détruits, qui s'appuyaient sur l'église.

Dans les années 1220-1230, un vaste programme de transformation envisage un voûtement de l'église. Le chevet est reconstruit en un moyen appareil régulier, sur un plan barlong, avec une voûte d'ogives quadripartites. Un arc fortement brisé assure la communication entre le chœur et la nef. Les murs de celle-ci furent renforcés par des arcs formerets brisés et de nouveaux contreforts. Nef et chœur présentent une homogénéité certaine, particulièrement notable pour les baies et les piles trilobées sur lesquelles retombent les arcs. Il n'est pas sûr que ce programme ait été achevé : en 1245, Bertrand de Saint-Loubès, abbé de la Sauve Majeure, lance une quête pour poursuivre les travaux.

Au début du XIV^e siècle, un décor peint, de belle venue mais aujourd'hui très mutilé, ajoute la dimension de la couleur à cet édifice gothique. Il n'est conservé que dans le chœur mais devait se retrouver sur les murs.

Au XIX^e siècle, l'église est transformée en chai. L'intérieur est subdivisé par des murs et un plancher. Une porte est ouverte dans le chevet ; elle détruisit l'essentiel de l'élégante baie axiale ; heureusement la restauration de l'édifice a permis d'en retrouver suffisamment d'éléments pour en faire une restitution justifiée.

Les "fouilles" de 1990 avaient mis au jour deux sarcophages qui sont restés en place. Un troisième avait été enlevé et sans doute brisé durant cette opération ; son emplacement exact et son état initial restent inconnus ; de nombreux éléments en manquent. Ces creusements ont percé trois sols successifs et ont cassé

les relations stratigraphiques avec les sarcophages. La logique des structures observées et de leurs altitudes permet cependant de les restituer avec quelque probabilité.

Ces deux sarcophages sont disposés de façon symétrique contre les murs de la nef, au pied de l'embranchement d'époque moderne qui menait au chœur. Les cuves sont monolithes. Les couvercles qui les ferment ne semblent pas vraiment adaptés ; l'un est en bâtière bien caractérisée tandis que l'autre a un profil plus courbe. Ils semblent avoir été mis en place vers le XVI^e ou le XVII^e siècle, au moment où un nouvel aménagement du chœur reprenait les dallages et concevait l'embranchement. Ils sont incontestablement en position seconde. On peut éventuellement envisager qu'ils proviennent d'un autre site de la paroisse, au lieu-dit Saint-Luc, où de nombreux et riches vestiges de différentes époques sont attestés, en particulier des sarcophages de même type.

Pierre Régaldo-Saint Blancard

SALLES Prés de l'Evêque

Dès janvier 1992, la présence d'éléments d'une industrie lithique avait été signalée au lieu-dit « Prés de l'Evêque » sur la commune de Salles. Pour la plupart, il s'agissait d'objets disséminés, trouvés en surface de champs labourés. Toutefois, lors de l'aménagement d'un plan d'eau avec une pelleteuse, l'un d'eux avait été repéré dans un contexte de milieu humide. La bonne conservation de restes de végétaux provenant d'un milieu de tourbe (troncs d'arbre, pignes de pin sylvestre, charbons de bois...) avait également été remarquée.

Fin avril-début mai 1995, un diagnostic a été entrepris : premièrement pour recueillir des informations concernant le paléoenvironnement de cette tourbière landaise ; deuxièmement pour évaluer la nature des indices d'occupations humaines dans le contexte de ce milieu humide et voir si les trouvailles isolées étaient corrélables avec des concentrations plus importantes en sous-sol.

Une trentaine de carottages à la sonde (Æ 4 cm), entrepris à des distances régulières sur une superficie de 0,5 ha, ont permis de se faire une idée de la stratigraphie et de la physiologie de la tourbière et de ses abords. Sans aucun doute il s'agit du chenal d'un ancien cours d'eau qui s'est rempli de tourbe suite à un changement dans le régime en aval. Le bloc-diagramme ci-dessous donne une impression de la morphologie du paléochenal et de son remplissage.

Une série de dix-huit carottages a été entreprise au moyen d'une tarière (Æ 20 cm) afin de prélever du sédiment pour un tamisage fin (mailles de 2 mm). Cette méthode avait été choisie afin de recueillir du mobilier. Seulement deux carottages ont livré du matériel, à savoir en total trois minuscules éclats de silex provenant de la base des « sables des Landes » en bordure de la tourbière. Le résultat relativement maigre de cette campagne n'a donc pas permis de répondre au deuxième objectif, la mise en évidence d'éventuelles concentrations en sous-sol.

En revanche, la tourbière s'est révélée riche en matières organiques qui offrent des potentialités pour toutes sortes d'études concernant le paléoenvironnement. Pour l'instant, la seule étude entreprise concerne l'anthracologie. Les taxons suivants ont pu

être déterminés : *Pinus sp.* (pin), *Betula sp.* (bouleau) et *Salix sp.* (saule). La présence, dans les mêmes niveaux, de pignes de pin sylvestre (essence aujourd'hui totalement absente des Landes) et l'absence d'essences actuellement abondantes (pin maritime, châtaignier) laissent supposer une date relativement ancienne mais pour l'instant indéterminée (Boréal ?).

Même si le rapport entre le paléoenvironnement et les indices d'occupation humaine n'a pu être établi d'une façon concluante (mais la découverte de restes archéologiques plus importantes n'est pas à exclure), ce site mérite une attention particulière par son contexte écologique qui offre de bonnes potentialités pour de futures recherches pluridisciplinaires.

Johannes Musch

Opérations communales et intercommunales

LA SAUVE-MAJEURE

L'abbaye de La Sauve-Majeure, fondée en 1079 par Gérard de Corbie au cœur du plateau de l'Entre-deux-Mers, a laissé un fonds d'archives très important. Le dépouillement et l'étude d'une partie de ces actes a permis de dresser un tableau du peuplement médiéval pour le territoire de l'ancienne paroisse de La Sauve-Majeure. En outre, plusieurs documents révélaient des indices d'une occupation antérieure au XI^e siècle que seule l'archéologie pouvait préciser. Une prospection archéologique diachronique a donc été réalisée au cours des années 1994 et 1995 pour établir quel pouvait être, sur ce territoire, le peuplement qui avait précédé la venue des moines bénédictins et apprécier certains points de l'occupation médiévale reconnue à travers les textes.

Au total, plus de 70 hectares de terrains viticoles ont été parcourus par une équipe de prospecteurs bénévoles. Les découvertes archéologiques ont ainsi confirmé un peuplement gallo-romain sur ce territoire. Il est caractérisé notamment par cinq petits habitats et quelques indices d'occupation diffus. Qui plus est, ces vestiges se concentrent autour de trois secteurs principaux, l'un qui correspond au bourg actuel de La Sauve, le second dans le voisinage de l'emplacement présumé de la chapelle de Saint-Brice de Sermignan et le troisième autour du sanctuaire de Saint-Sulpice de Corbelhac. Ces deux églises, qui avaient un rang paroissial, disparurent lors de la fondation de la paroisse de La Sauve-Majeure à la fin du XI^e siècle. Cette occupation antique aurait donc servi de fond de peuplement à l'établissement de lieux de cultes chrétiens sans doute fondés dans le courant du VI^e siècle pour les deux chapelles de Sermignan et Corbelhac. Cependant, il convient de remarquer qu'aucun élément mobilier du haut Moyen Age n'a été retrouvé aux alentours de ces sanctuaires, ni nulle part sur le territoire prospecté.

D'autres vestiges antiques ont été retrouvés à proximité de lieux que l'on sait avoir été défrichés sur la forêt entre les Xe et XIII^e siècles, ce qui pourrait témoigner d'une contraction des terroirs au cours de la période qui voit l'abandon des habitats antiques puis le retour aux défrichements du Moyen Age.

SOULAC-SUR-MER L'Amélie

Au cours du mois de juin 1995, sur la plage de l'Amélie à Soulac, l'action des marées a fait apparaître un puits. Il était conservé sur 1,50 m de profondeur ; son comblement était déposé par la mer. Le parement est composé d'un assemblage de pierres sèches ; le fond du puits a simplement été creusé dans les niveaux d'argile. Aucun élément anthropique associé n'a permis de préciser sa date de construction.

Jean-François Pichonneau

Par contre, autour des villages de « colonisation » de Garifont, Porcint et Saint-Sidoine, attestés par les textes aux XI^e et XII^e siècles, les prospections n'ont pas permis de révéler d'occupation antérieure au XII^e siècle. Cela confirmerait alors l'hypothèse que ces villages neufs n'aient pas profité d'un peuplement antérieur mais qu'ils furent installés sur des terroirs encore vierges, certainement pour en assurer l'exploitation. Le cas du village de Saint-Sidoine est à nuancer cependant puisque les moines bénédictins y établirent une sauverie autour d'un sanctuaire qui était déjà construit avant leur arrivée. Par conséquent, on aurait là la preuve, qu'avant l'installation de l'abbaye de La Sauve-Majeure, des secteurs pionniers de mise en valeur existaient déjà. Cette opinion est d'ailleurs confirmée par les textes des cartulaires de l'abbaye qui rapportent, à travers les donations que reçut le monastère au moment de sa création, que d'innombrables terres avaient déjà été cultivées et conquises sur la friche.

Sans doute ces fronts pionniers furent-ils attirés dans le secteur de la *Silva Mayor*, par la route qui permit à Gérard de Corbie de rejoindre le lieu où il devait décider de fonder son monastère. Les tracés de cette « diagonale de l'Entre-deux-Mers », qui depuis Bordeaux rattrapaient la ligne de crête du plateau de l'Entre-deux-Mers pour gagner vers l'est la direction de Sauveterre-de-Guyenne, ont été partiellement reconnus à travers le territoire de La Sauve-Majeure. Cette voie probablement du haut Moyen Age, sinon antique, exprime par les détours et les dérivations qui ont dévié sa rectitude originelle, l'attraction exercée d'abord par le bourg de La Sauve dès le XII^e siècle puis par celui de la bastide de Créon au XIV^e siècle. Cette cité concurrentielle sonna d'ailleurs le déclin de l'abbaye et de sa sauverie, dont les marchés et les foires avaient attiré de nombreuses activités artisanales. A titre d'exemple, les professions de meuniers et de tisseurs sont bien attestées sur le territoire de La Sauve-Majeure, non seulement par les textes et la toponymie, mais aussi par des découvertes archéologiques.

Hervé Guiet

Jean-Luc Piat

SOULAC SUR MER

Les principales découvertes effectuées sur les plages de Soulac ont consisté en monnaies antiques, toutes trouvées hors stratigraphie.

Le site de la place de la Glaneuse, où est apparu un puits probablement antique mais vide, a fait apparaître dans le périmètre de cette construction 110 monnaies antiques dont 93 identifiables. Ces monnaies comprennent quelques exemplaires du I^{er} siècle avant J.-C. (bronze des Longostalètes, monnaies de Nîmes), du I^{er} siècle après J.-C. (de Claude à Nerva) du II^e siècle (de Trajan à Marc Aurèle), de la fin du III^e siècle (Claude II, Victorinus, Tetricus) et, en abondance, du IV^e siècle (Constantin et ses successeurs).

Programmes collectifs de recherche aquitains concernant la Gironde

Amphores et vignobles en Aquitaine

Nos études sur les amphores trouvées à Bordeaux nous ont permis de mettre au point une méthodologie pour déterminer celles qui avaient été fabriquées sur place ou tout au moins dans la région proche.

En présence d'une forme originale inconnue, nous nous sommes posé la question de savoir s'il s'agissait ou non d'une production locale. Pour ce faire, nous sommes partis de cette constatation vérifiée par les études céramologiques selon laquelle, pendant l'Antiquité, la céramique commune est une céramique produite sur place et qui circule peu, sinon dans la région proche. A partir de cette constatation, nous avons fait analyser la pâte de céramiques communes bordelaises et la pâte des amphores qui posaient problème. L'identité des résultats obtenus par le laboratoire de céramologie de Lyon (M. Picon) nous a autorisé à conclure à une même origine bordelaise de la céramique commune et des amphores.

Cette même méthodologie nous a permis également de prouver l'origine bordelaise d'amphores, dont le type, imité de formes espagnoles ou de la Gaule du sud-est laissait au contraire penser à l'origine allochtone de celles-ci. L'étude en cours des amphores de divers chantiers archéologiques en Aquitaine nous a conduit à nous poser les mêmes questions et nous avons fait analyser, par le laboratoire de céramologie de Caen (D. Dufournier), la pâte des amphores soupçonnées d'avoir été produites localement et la pâte de céramiques communes trouvées aux mêmes endroits.

Ces analyses de pâtes nous permettent aujourd'hui de dire que la ville de Périgueux, pendant l'Antiquité, a connu deux productions différentes de céramique commune et que des amphores proviennent de ces deux productions.

Il n'est, pour le moment, pas possible de dire s'il s'agit d'une même officine qui utilise deux filons argileux différents ou s'il s'agit de deux officines qui s'approvisionnent à deux endroits différents.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons dire à l'issue de ces analyses que des amphores de types Dr.2/4, imitant les productions catalanes et des amphores, du type G3, G4 et du type de celles trouvées à Bordeaux et à Saintes propre à l'Aquitaine augustéenne ont été fabriquées à Périgueux.

Le site de la plage de l'Amélie a aussi livré des monnaies antiques au nombre de 34 dont 29 identifiables. Elles sont gauloises du I^{er} siècle avant J.-C., romaines du I^{er} siècle (un bronze d'Emporiae, Auguste, Claude, Domitien), du II^e siècle (Sabine, Commode) et une seule du IV^e siècle.

En dehors des monnaies, les plages ont donné quelques silex taillés et fragments de poterie dont de la céramique sigillée.

Jacques Moreau

en collaboration avec Jean-Paul Cathelot,
Jérémy Ferreira, Yves Larrieux,
Didier Luceyran, Francis Martin

Des résultats identiques ont été obtenus pour Agen qui présente deux productions différentes d'amphores et pour Aiguillon. A ce propos, il s'agit à Aiguillon d'amphores de petit module du type « Aquitain ». L'intérêt de ces résultats vient du fait que si ces régions produisent localement des amphores, imitant d'abord les formes anciennement importées et du type « Aquitain », qui sont des types d'amphores vinaires, c'est vraisemblablement, comme à Bordeaux, la preuve d'une production locale de vin. Nos recherches vont donc s'orienter aujourd'hui vers la datation de la fabrication de ces productions pour tenter de situer l'apparition de la vigne et du vin dans ces régions.

Frédéric Berthault

Datation des séquences culturelles paléolithiques du Nord du Bassin Aquitain

Outre l'obtention de nouvelles datations, ce projet collectif de recherche a permis de mener une réflexion sur la position relative des sites archéologiques et des technocomplexes associés ainsi que sur les changements paléoenvironnementaux propres aux trois périodes retenues, à savoir :

- la période antérieure au dernier interglaciaire,
- la période de passage entre le Paléolithique moyen et le Paléolithique supérieur,
- de dernier maximum glaciaire.

La période antérieure au dernier interglaciaire

Les travaux de datation ont porté sur l'ensemble des niveaux archéologiques du gisement de La Micoque ayant fait l'objet de fouilles récentes. Dix-sept dents de Cheval provenant des couches E à L2/3 ont été analysées conjointement.

Les âges obtenus par les méthodes fondées sur les déséquilibres des familles de l'uranium (U-Th) et la résonance de spin électronique (ESR) pour les couches L, K et J sont compris entre 300 000 et 350 000 ans B.P. (Falgüères, Saleki et Bahain, sous presse) ce qui les place dans le stade isotopique 10 ou dans le

stade isotopique 9. Concernant les niveaux H et E, les résultats sont plus dispersés. Rappelons que J.-P. Texier et P. Bertran (1993a) proposent d'attribuer l'ensemble sédimentaire contenant les niveaux archéologiques E à L2/3 au stade isotopique 10.

Des travaux de biostratigraphie et morphostratigraphie concernant des sites plus anciens que le dernier interglaciaire ont en outre permis de tracer deux cadres chronologiques et de proposer des corrélations entre les deux systèmes (travaux de Delpéche et Texier *in* Delpéche, Geneste, Rigaud et Texier, 1995). Des sites concernés par ce projet collectif de recherche : Artenac, Fontéchevade, grotte des Eglises = grotte XIII, grotte Vaufray = grotte XV, La Micoque, Les tares, ont été ainsi replacés dans la chronologie relative. Ces informations ont permis d'envisager la variabilité des technocomplexes tant d'un point de vue diachrone que synchrone (travaux de Geneste et Rigaud *in* Delpéche *et al.*, *op. cit.*). L'analyse technologique des industries lithiques a conduit à individualiser plusieurs ensembles dans lesquels le façonnage des bifaces et le débitage sont les deux plus importants facteurs de variabilité. Un Acheuléen proche de celui de la France septentrionale est présent aux côtés d'industries regroupées sous le terme d'Acheuléen méridional. Des assemblages du Paléolithique moyen caractérisés par une importante variabilité apparaissent dès le milieu du complexe rissien (environ 300 KA).

Période de passage entre le Paléolithique moyen et le Paléolithique supérieur

Des travaux de biostratigraphie ont conduit à une proposition de chronologie relative des sites moustériens et du début du Paléolithique supérieur (Delpéche, sous presse ; Delpéche 1993). Les tentatives d'utilisation des dates radiométriques pour préciser les limites des chronozones se sont avérées assez décevantes et montraient qu'un réel effort de croisement de méthodes devait être fourni. C'est pourquoi ce projet collectif de recherche a favorisé une opération au sujet du croisement de méthodes de datation indépendantes, TL/C14, sur du matériel d'un niveau aurignacien de la grotte XVI (couche Abase). Il a également contribué à l'avancement des travaux du CRIAA sur la thermoluminescence qui se sont appuyés sur les données d'une aire de combustion de cette même grotte.

Utilisant les travaux de biostratigraphie et les dates obtenues à ce jour, on constate que le Castelperronien apparaît dans le sud-ouest de la France dans un contexte paléoenvironnemental propice au développement des Ongulés, en particulier ceux de grande taille. Le développement de la biomasse des Ongulés entraîne toujours celui des prédateurs.

Les grands carnivores se sont alors vraisemblablement multipliés, en particulier l'Hyène des cavernes dont les repaires connus sont de plus en plus nombreux (Camiac, La Berbie, grotte Bourgeois-Delaunay — couche dite « à gros os » — mais aussi la grotte d'Unikoté).

Le dernier maximum glaciaire

Il se situe autour de 18 500 - 18 000 ans B.P., période au cours de laquelle on trouve en Aquitaine du Magdalénien ancien (= Badegoulien) et vraisemblablement encore du Solutréen. Des datations C14 avaient déjà été obtenues pour le gisement de Combe Saunière, Laugerie-Haute est, Le Cuzoul de Vers et la grotte XVI et nous développons des travaux concernant un site :

l'abri Houleau en Gironde qui contient un ensemble badegoulien avec raclettes surmonté par un ensemble magdalénien laminaire et lamellaire ainsi que deux sites dans lesquels ont été mises en évidence des fentes de gel montrant le développement d'un pergélisol en Aquitaine lors d'une période proche du maximum glaciaire du stade 2 mais qu'il faut précisément situer (Texier et Bertran, 1993b). Dater le pergélisol est important car sa seule présence permet de quantifier des variables climatiques comme, par exemple, la température moyenne annuelle.

Françoise Delpéche

Les édifices religieux urbains du haut Moyen Age en Aquitaine

En Aquitaine, les travaux archéologiques furent entrepris sur les édifices religieux du haut Moyen Age, dès le début du XIX^e siècle. Bien qu'une cinquantaine d'édifices ait fait l'objet d'observations ou de recherches, l'architecture religieuse entre la fin de l'Antiquité et l'époque romane reste mal appréhendée et il est difficile d'établir des comparaisons avec d'autres ensembles mieux connus comme ceux de la Bourgogne, de la vallée du Rhône ou de la Provence. Si on ne peut parler d'unité pour notre vaste interrégion, tant du point de vue artistique qu'historique, certains édifices posent des problèmes d'interprétation, de documentation et de conservation semblables. Il est donc apparu qu'un projet collectif, rassemblant des études sur des cas minutieusement sélectionnés pourrait, à terme, permettre de poser les bases d'une réflexion plus générale et de proposer des orientations pour les recherches ultérieures. Quatre édifices ont donc été retenus en raison de la qualité de leurs vestiges archéologiques et architecturaux : les basiliques suburbaines de Saint-Seurin de Bordeaux et de Saint-Martial de Limoges, l'abbatiale de Sainte-Quitterie d'Aire-sur-Adour et le baptistère Saint-Jean de Poitiers. Ces édifices présentent des vestiges, encore accessibles, qui peuvent être réexaminés et trois d'entre eux conservent d'importantes parties en élévation. Dans leur état actuel, ils constituent une série d'autant plus précieuse que de tels édifices encore en élévation sont rares. De plus, ils sont susceptibles d'être restaurés, à plus ou moins brève échéance.

Les objectifs de ce projet collectif sont triples : engager, par la reprise de l'étude de quatre édifices significatifs, une réflexion de fond sur l'architecture religieuse entre Antiquité et époque romane et sur son insertion dans le tissu urbain ; harmoniser les méthodes d'investigation (terrain, relevés, documentation) et engager une réflexion sur les moyens adéquats à mettre en œuvre pour transmettre les acquis scientifiques aux acteurs de la restauration et de la mise en valeur de ces édifices.

Le fonctionnement choisi a pour objet de répondre à un souci d'efficacité. A de grands groupes, nous avons préféré la constitution de petites équipes intervenant à divers degrés. Chaque projet rassemble une équipe de terrain constituée autour d'un noyau (archéologue, dessinateur et chercheur associé extérieur à la région) et un groupe de travail local formé de personnalités diverses concourant à l'étude du monument dans son ensemble, toutes périodes comprises (architecture, décor, topographie, histoire, historiographie, documentation...).

Parallèlement, le groupe de travail du projet collectif participe à la démarche scientifique de chaque projet (discussion des problématiques et des résultats) et vise à harmoniser les méthodes d'investigation. La réunion tenue en juin à Limoges a ainsi mis en avant la nécessité de prendre en compte les conditions sanitaires de l'édifice, en particulier pour les enduits et les mortiers et, ce, dès l'intervention archéologique, voire en préalable à celle-ci. De même, il est apparu comme indispensable d'engager, en préalable aussi, une réflexion globale sur l'édifice étudié afin de cerner la logique architecturale et environnementale de celui-ci. Cette démarche est la pierre d'angle du projet collectif car, non seulement, elle détermine et hiérarchise concrètement les actions à mener sur chaque édifice, mais elle agit constamment en toile de fond pour replacer chaque observation, chaque donnée dans l'évolution générale de l'édifice.

En 1995, chaque équipe a posé les bases de cette réflexion générale, initiant le travail d'inventaire de la documentation et déterminant les moyens à mettre en oeuvre. Des visites ont donc

été organisées sur les sites. Les travaux d'assainissement réalisés autour du chevet de Sainte-Quitterie d'Aire-sur-Adour ont permis d'enclencher l'intervention sur le terrain et ont confirmé la présence de sarcophages trapézoïdaux dans les environs de la crypte. Une première campagne de relevés s'est déroulée au baptistère Saint-Jean de Poitiers. Ce site a bénéficié en 1989 d'une première analyse de l'édifice et de l'état de la documentation par un groupe informel dont les membres se retrouvent désormais dans l'équipe de terrain ou dans le groupe de travail local. Cette première opération a permis, entre autres choses, de compléter le relevé et l'enregistrement des vestiges sous la salle orientale, d'en préciser la chronologie relative (environ une dizaine de phases ont été déterminées entre le premier niveau d'occupation et la construction du mur séparant les deux salles) et de tenter une nouvelle interprétation. Enfin, le système d'alimentation et d'évacuation de la piscine polygonale a pu être précisé.

Brigitte Boissavir-Camus

Bibliographie archéologique régionale

Cette bibliographie a été réalisée à partir des documents reçus au centre de documentation du SRA et des informations transmises par les auteurs des notices, depuis la parution du dernier bilan. Les documents qui étaient sous presse en 1994 sont donc inclus dans l'édition de 1995. Le bilan de 1995 est pris en compte dans son ensemble mais n'a pas fait l'objet d'un dépouillement par auteur.

Préhistoire

AUBRY, T. et al. Les niveaux intermédiaires entre le Gravetien et le Solutrén de l'Abri Casserole (Les Eyzies-de-Tayac). *Bulletin de la Société préhistorique française*, 1995, t. 92, 3, p. 296-301, ill.

AUJOULAT, N. Grotte de Puymartin (Marquay, Dordogne). *Paléo*, 1995, 7, p. 251-253, ill.

BEYNEIX, A. et al. La grotte sépulcrale du néolithique moyen et du bronze moyen du Roc de la Borie à Sauveterre-la-Lémance. *Documents d'Archéologie Lot-et-Garonnaise*, 1995, 2, p. 11-14, ill.

BEYNEIX, A. et al. Les parures néolithiques et chalcolithiques en Agenais (Lot-et-Garonne). *Bulletin de la Société préhistorique française*, 1995, t. 92, 1, p. 75-82, ill.

BRICK, H.-M. dir. Le paléolithique supérieur de l'abri Pataud (Dordogne). Les fouilles de H.L. Movius Jr. Suivi d'un inventaire analytique des sites aurignaciens et périgordiens de Dordogne. *Documents d'Archéologie Française*, 1995, 50, 325 p., ill.

BURNEZ, C. et al. Enceintes néolithiques de «Chez Nicou» à Bouteilles-Saint-Sébastien. *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1994, 9, p. 47-60, ill.

CLEYET-MERLE, J.-J. et al. A propos d'une représentation d'échassier de Laugerie-Basse (Les Eyzies-de-Tayac, Dordogne). *Paléo*, 1995, 7, p. 255-258, ill.

CLEYET-MERLE, J.-J. *La province préhistorique des Eyzies, 400 000 ans d'implantation humaine*. Paris : CNRS éditions, 1995.

CREMADES, M. et al. Le félin gravé de Laugerie-Basse: à propos d'un mouvement dans l'art paléolithique. *Paléo*, 1995, 7, p. 259-265, ill.

DELLUC, B. et al. Une étude de l'abbé Henri Breuil sur la grotte de Bernifal (Meyrals). *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, 1995, 1, p. 21-37, ill.

DELLUC, B. et al. Les figures féminines schématisées en Périgord. *L'Anthropologie*, 1995, t. 99, 2-3, p. 236-257, ill.

DELLUC, B. et al. La grotte de la Mouthe, une étude de l'abbé Breuil. *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, 1995, 3, p. 523-236, ill. 1995, 4, p. 645-668, ill.

DELLUC, B. et al. La vie au Moustier il y a 50 000 ans. *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, 1995, 2, p. 495-497, ill.

DELLUC, G. et al. *La nutrition préhistorique*. Périgueux, Pilote 24, 1995, 224 p., ill.

DELPECH, F., et al. Nouvelles observations sur les faunes acheuléennes de Combe-Grenal (Domme, Dordogne). *Paléo*, 1995, 7, p. 123-137, ill.

DEMARS, P.-Y. Le Solutrén de Laugerie-Haute (Dordogne). Economie du silex. *Gallia Préhistoire*, 1995, t. 37, p. 1-53, ill.

DEVIGNES, M. et al. Instruments perforés inédits du Lot-et-Garonne. *Documents d'Archéologie Lot-et-Garonnaise*, 1995, 2, p. 5-9, ill.

DIBBLE, H.-L. et LENOIR, M. *The middle paleolithic site of Combe-Capelle bas (France)*. University of Pennsylvania, 1995.

DUBOURG, C. Les expressions de la saisonnalité dans les arts paléolithiques: les arts sur support lithique du Bassin d'Aquitaine. *Préhistoire Ariégeoise*, 1994, t. L, p. 145-189, ill.

GAUSSEN, J. Une meule à couleurs dans le Magdalénien de Solvieux. *Paléo*, 1995, 7, p. 267-269, ill.

GAUSSEN, J., et al. Un bloc gravé magdalénien à Parrain Nord. *Paléo*, 1995, 7, p. 271-273, ill.

GELLIBERT, B. et al. Le campement chalcolithique de Saint-Rémy à Maillères (Landes). *Bulletin de la Société de Borda*, 1995, 438, p. 217-232, ill.

GELLIBERT, B. et al. L'habitat chalcolithique de Loustaounaou à Canenx-et-Réault (Landes). *Documents d'Archéologie des Landes*, 1995, p. 141-159, ill.

GENESTE, J.-M. Lascaux, état des lieux, mai 1995. Bordeaux, Direction des affaires culturelles Aquitaine, 1995, 100 p., ill.

DELPECH, F. et al. Les industries antérieures à la dernière glaciation en Aquitaine septentrionale: chronologie, paléoenvironnement, technologie, typologie et économie de subsistance. Actes du colloque de Miskolc, 10-15 décembre 1991. *Paléo*, 1995, supplément 1, p. 133-163, ill.

GUADELLI, J.-L. et al. Le cheval du gisement pléistocène moyen de Camp-de-Peyre (Sauveterre-la-Lémance, Lot-et-Garonne) : *Equus mosbachensis campdepeyri* nov.ssp. *Paléo*, 1995, 7, p. 85-121, ill.

HARIELLE, C. et al. Trou du Roc ou Trou Grévy, commune de Thonac. *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, 1995, 3, p. 537-546, ill.

LENOIR, M. La préhistoire ancienne de Lugasson. In *A la découverte de l'Entre-Deux-Mers : Lugasson*. Targon, 1995, p. 24-46, ill.

LENOIR, M. et al. Préhistoire des Hauts de Garonne. In *L'Entre-Deux-Mers à la recherche de son identité*. Actes du quatrième colloque - Entre-Deux-Mers. Camiac-et-Saint-Denis : C.L.E.M., 1994.

LESCARRET, J.-P. Le cadre géographique des vestiges préhistoriques au sud-est de Pau. *Revue de Pau et du Béarn*, 1995, t. 22, p. 11-24, ill.

NESPOÛLET, R. Le Périgordien VI de l'Abri Pataud. *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, 1995, 2, p. 437-448, ill.

PAILLET, P. Deux objets d'art mal connus provenant de l'abri de la Madeleine (Dordogne). *Bulletin de la Société préhistorique française*, 1995, t. 92, 1, p. 37-48, ill.

RAUX, P. Un anneau ouvert en Périgord-Quercy. *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, 1994, 4, p. 501-504, ill.

ROUSSOT, A. François Bordes et l'art préhistorique en Périgord. *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, 1995, 4, p. 669-682, ill.

ROUSSOT, A. Quatre cents siècles d'art pariétal. *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, 1995, 1, p. 39-51, ill.

ROUSSOT-LARROQUE, J. La séquence néolithique de la Lède-du-Gurp et sa chronologie. *Revue Archéologique de l'Ouest*, 1995, sup. 7, p. 75-87, ill.

SOUBEYRAN, F. Lascaux : proposition de nouvelle lecture de la scène du puits. *Paléo*, 1995, 7, p. 275-288, ill.

SOUBEYRAN, F. Un reportage en direct : le défilé au bison. *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, 1994, 2, p. 171-188, ill.

SRAUSS, L.-G. dir. Les derniers chasseurs de rennes du monde pyrénéen. L'Abri Duffaure : un gisement tardiglaciaire en Gascogne. *Mémoires de la Société Préhistorique Française*, 1995, t. XXXII, 288 p., ill.

TEXIER, J.-P. et al. Les dépôts du site Moustérien de Combe-Capelle bas (Dordogne) : leur signification dynamique et paléoenvironnementale. *Paléo*, 1995, 7, p. 27-48, ill.

TURQ, A. et al. La Jaubertie : gisement magdalénien de plein air. Premiers bilans. *Paléo*, 1995, 7, p., 171-186, ill.

Protohistoire

BEYNEIX, A. et al. L'Age du Bronze dans la grotte de Casse-Bartas à Masquières (Lot-et-Garonne). *Préhistoire Quercinoise*, 1995, 2, p. 16-25, ill.

BEYNEIX, A. *Les cultures de l'Age du Bronze en Pays de Moyenne-Garonne*. Mémoire de l'E.H.E.S.S. Toulouse, 1995, 326 p.

BEYNEIX, A. et al. Un enclos circulaire du Bronze final sur les sites de Montamat à Tonneins (Lot-et-Garonne). *Bulletin de la Société préhistorique française*, 1995, t. 92, 4, p. 519-523, ill.

BEYNEIX, A. et al. Le site de hauteur protohistorique du Pech-de-Berre à Nicole (Lot-et-Garonne). *Documents d'Archéologie Lot-et-Garonnaise*, 1995, 2, p. 19-30, ill.

BEYNEIX, A. et al. Structures du Bronze final sur le site de Lamarque à Castelculier (Lot-et-Garonne). *Documents d'Archéologie Lot-et-Garonnaise*, 1995, 2, p. 15-17, ill.

BLANC, C. Des tumuli ont-ils été érigés à l'Age du Fer en Béarn (Pyrénées Atlantiques). *Aquitania*, 1994, t. 12, p. 147-163, ill.

BLANC, C. et al. Polissoirs et affutoirs de la Vallée d'Ossau (Pyrénées-Atlantiques). *Documents d'Archéologie des Pyrénées-Atlantiques*, 1995, p. 71-84, ill.

BLOT, J. Age du Fer et incinération en Pays Basque de France. *Aquitania*, 1994, t. 12, p. 136-146, ill.

BLOT, J. et al. Contribution à l'étude des cercles de pierres en Pays Basque de France. *Bulletin de la Société préhistorique française*, 1995, t. 92, 4, p. 525-548, ill.

BOUDET, R. Les agglomérations protohistoriques en France sud-occidentale : quelques réflexions. *Aquitania*, 1994, t. 12, p. 55-94, ill.

BOUDET, R. Les potins du centre-ouest et du sud-ouest de la Gaule : état de la question. *Gallia*, 1995, 52, p. 129-135, ill.

BU THI MAI Etude palynologique du tumulus T.1 d'Anoye (Pyrénées-Atlantiques). *Documents d'Archéologie des Pyrénées-Atlantiques*, 1995, p. 65-70.

CAILLAT, B. Un cas de cynophagie au Camp gaulois de la Curade (Coulounieix-Chamiers). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines* (A.D.R.A.P.), 1994, 9, p. 143-144, ill.

CAUUE, B. Nouvelles découvertes sur les aurières de la haute vallée de l'Isle (Dordogne - Haute-Vienne). *Aquitania*, 1994, t. 12, p. 111-123, ill.

CAUUE, B. *Les mines d'or gauloises du Limousin*. Association Culture et Patrimoine, Limoges, 1994, 36 p. et 1995 (2ème édition).

CAUUE, B. L'or des Gaulois, *Redécouverte des Gaulois*. Edition Errance-France Culture, Les Eclats du Passé, Paris, 1995, p. 33-42.

CAUJET, B. et al. Ruée vers l'or en Limousin... au temps des Gaulois. *Cogemagazine* (Journal du Groupe Cogema), Paris, nov.-déc. 1995 janv. 1996, n°57, p. 36-37.

CHEVILLOT, C. et al. Des fileuses, des fusaïoles en plomb et des pseudo-monnaies gauloises. *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines* (A.D.R.A.P.), 1994, 9, p. 89-104, ill.

CHEVILLOT, C. et al. Graffiti grec et timbres latins inédits sur amphores italiques Dressel Ib au Camp gaulois de la Curade (Coulounieix-Chamiers). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines* (A.D.R.A.P.), 1994, 9, p. 61-74, ill.

COFFYN, A. et al. Quelques bronzes girondins inédits ou peu connus. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1993, t. LXXXIV, p. 57-78, ill.

DAUTANT, A. et al. La sépulture de la nécropole à incinération du premier Age du Fer des Ribérotas à Barbaste (Lot-et-Garonne). *Documents d'Archéologie Lot-et-Garonnaise*, 1995, 2, p. 31-32, ill.

DAUTANT, A. et al. Fauillet-Lagravière. Une nécropole à incinération protohistorique en Agenais. *Préhistoire Quercinoise*, 1995, supplément 1, 116 p., ill.

DEVIGNES, M. Inventaire des mégalithes de la France : 9, Gironde. *Gallia Préhistoire*, 1995, 1er. supplément, 213 p., ill.

DUMONTIER, P. Un tumulus de l'Age du Bronze à Anoye (Pyrénées-Atlantiques). *Documents d'Archéologie des Pyrénées-Atlantiques*, 1995, p. 51-66, ill.

DUVAL, A. Le torques de Mailly-le-Camp (Aude) et les Nitiobriges : une coïncidence troublante. *Aquitania*, 1994, t. 12, p. 203-212, ill.

ESCUDE, J.-M. et al. Le tumulus T.7 de Poms. Première synthèse des résultats de fouille (Landes du Pont-Long, Pyrénées-Atlantiques). *Documents d'Archéologie des Pyrénées-Atlantiques*, 1995, p.1-35, ill.

GIRAUD, J.-P. Les nécropoles du Toulousain, de l'Agenais et du Tarn au Bronze final et au premier Age du fer. *Documents d'Archéologie Méridionale*, 1994, t. 17, p. 59-64, ill.

GIRAUD, J.-P. Les sépultures en paline de l'Aquitaine : tumulus et tombes plates. *Aquitania*, 1994, t. 12, p. 125-138, ill.

GOMEZ DE SOTO, J. Sépultures aristocratiques authentiques, apparences funéraires et pratiques culturelles dans le quart Sud-Ouest de la Gaule à l'Age du Fer et au début de l'époque gallo-romaine. *Aquitania*, 1994, t. 12, p. 165-182, ill.

GRUAT, P. Les timbres sur amphores Dressel I du Sud-Ouest de la France : premier inventaire. *Aquitania*, 1994, t. 12, p. 183-202, ill.

LARQUE, S. *Les camps protohistoriques le long du gave de Pau* (Béarn. Pyrénées-Atlantiques). Toulouse : Université de Toulouse Le Mirail, 1995, 165 p., ill. Maîtrise de protohistoire.

MARINVAL, P. Economie végétale aux Ages du Bronze et du Fer en France du Sud-Ouest. *Aquitania*, 1994, t. 12, p. 27-54, ill.

MOISSAT, J.-C. et al. Le site dit «Camp de César» à Puy-de-Pont (commune de Neuvis, Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines* (A.D.R.A.P.), 1994, 9, p. 135-142.

NACFER, M.-N. Behastoy (Larrau, Pyrénées-Atlantiques). *Documents d'Archéologie des Pyrénées-Atlantiques*, 1995, p. 85-94, ill.

PAUVERT, D. Le mégalithisme en Périgord : III, de Saint-Astier à Vitrac. *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines* (A.D.R.A.P.), 1994, 9, p. 5-46, ill.

ROMAN, Y. Les Celtes, les sources antiques et la Garonne. *Aquitania*, 1994, t. 12, p. 213-219, ill.

ROUSSOT-LARROQUE, J. l'Age du Fer en Aquitaine littorale : hommes et milieux naturels. *Aquitania*, 1994, t. 12, p. 13-25, ill.

SIREIX, C. Officines de potiers du Second Age du Fer dans le sud-ouest de la Gaule : organisation, structures de cuissons et productions. *Aquitania*, 1994, t. 12, p.95-123, ill.

Histoire

ABAZ, B. et al. Une nouvelle estampille sur amphore de type Dressel I en Lot-et-Garonne. *Documents d'Archéologie Lot-et-Garonnaise*, 1995, 2, p. 33-34, ill.

BAUNAC, S. Note complémentaire faisant suite à l'article «Contribution à l'étude de la nécropole du Puy-Saint-Front pendant le Moyen Age». *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, 1994, 2, p. 277-282, ill.

BERDOY, A. Etude d'un lot de céramiques médiévales trouvés à Hontanx et provenant d'ateliers béarnais. *Bulletin de la Société de Borda*, 1995, 437, p. 83-97, ill.

BERDOY, A. Pour une étude des centres potiers béarnais : état des connaissances et perspectives de recherches à partir des exemples de Garos-Bouillon et Laàs. *Revue de Pau et du Béarn*, 1995, t. 22, p. 25-48, ill.

BEYNEIX, A. et al. L'établissement rural antique de la Joannenque à Astaffort (Lot-et-Garonne). *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Albret*, 1995, 17, p. 2-3.

CAILLAT, P. La Croix-Blanche (Lot-et-Garonne) Boussorp, la faune - 1994. *Documents d'Archéologie Lot-et-Garonnaise*, 1995, 2, p. 53-55, ill.

CHEVALIER, N. et al. Interventions archéologiques autour de l'ancienne cathédrale d'Oloron-Sainte-Marie : premiers résultats. *Documents d'Archéologie des Pyrénées Atlantiques*, 1995, p. 36-50, ill.

DUMONTEIL, J. La cathédrale de Sainte-Marie d'Oloron, sa place et son environnement d'après les sources écrites. *Revue de Pau et du Béarn*, 1995, t. 22, p. 49-77, ill.

DURILLAT, M. Un tournant dans l'étude des chapiteaux de marbre d'Aquitaine. *Bulletin Monumental*, 1995, 153-III, p. 308-309.

FAGES, B. *Le Lot-et-Garonne*. Pré-inventaire archéologique. Carte Archéologique de la Gaule, 1995, 47, 365 p., ill.

FOURNIOUX, B. A propos d'une matrice de sceau découverte sur la motte castrale de Reilhac (Saint-Cernin-de-Reilhac). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines* (A.D.R.A.P.) 1994, 9, p. 149-154, ill.

GABORIT, M. Actualités des découvertes de peintures murales médiévales en Gironde. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1993, t. LXXXIV, p. 79-84, ill.

GIRARDY-CAILLAT, C. et al. Architecture et vie privée : la domus des Bouquets, futur musée gallo-romain. *Catalogue d'exposition*, Périgueux, 1995, 128 p., ill.

HERVET, M. Inventaire descriptif des églises médiévales du canton de Fronsac. *Revue historique et archéologique du Libournais*, 1995, 236, p. 49-56, ill.; 237, p. 85-92, ill.; 238, p. 121-128, ill.

JACQUES Ph. et al. Agen Esquirol 1986 : sauvetage d'un élément du fossé de l'enceinte médiévale primaire. *Documents d'Archéologie Lot-et-Garonnaise*, 1995, 2, p. 57-61, ill.

JAVERZAC, J.-F. Le cluzeau de Saint-Pierre-de-Chignac. *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, 1994, 2, p. 189-192, ill.

LACOMBE, C. et al. Analyse métallographique du gobelet-luminaire (?) de Castel-Réal (Siorac-en-Périgord). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines* (A.D.R.A.P.), 1994, 9, p. 145-147, ill.

LACOMBE, C. Du pseudo-aqueduc antique de Vieille-Cité à l'aqueduc moderne des Jameaux (XVI^e siècle) entre la source des Jameaux (Coulounieix-Chamiers) et la place de la Clautre (Périgueux). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines* (A.D.R.A.P.), 1994, 9, p. 105-132, ill.

LACOMBE, C. On a retrouvé le puits du XVIII^e siècle du Cours Montaigne à Périgueux. *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines* (A.D.R.A.P.), 1994, 9, p. 155-160, ill.

LANGLADE, B. et al. Découverte de poteries de la fin du Moyen Age à Hontanx (Landes). *Bulletin de la Société de Borda*, 1994, 436, p. 435-448, ill.

MACHOT, P. et al. Mines et établissements métallurgiques de Banca. Biarritz, 1995, 406 p., ill.

MARSAC, M. Baia-Villa du XI^e au XIV^e siècle. *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, 1994, 3, p. 315-339, ill.

PIOT, C. et al. Approche de la circulation des amphores sur un domaine rural antique d'Aquitaine méridionale : le site de Lamolie à Astaffort (Lot-et-Garonne). *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Albret*, 1995, 17, p. 4-11.

PIOT, C. Le commerce des amphores en Albret et ses abords les plus proches : contribution à l'histoire économique de cette région de la protohistoire à la fin de l'antiquité. *Les Amis du Vieux-Nérac*, 1995, 19-20, p. 11-35.

PIOT, C. Timbres sur amphores conservés ou l'ayant été au Musée des Beaux-Arts d'Agen. *Documents d'Archéologie Lot-et-Garonnaise*, 1995, 2, p. 39-43, ill., annexe.

PIOT, C. Un timbre inédit sur amphore Dressel 20 découvert à Sos-en-Albret en 1912. *Documents d'Archéologie Lot-et-Garonnaise*, 1995, 2, p. 35-37, ill.

REGALDO-SAINT BLANCARD, P. Lormont : de la poterie à la tuilerie. *L'Entre-Deux-Mers à la recherche de son identité*. Actes du quatrième colloque-Entre-Deux-Mers. Camiac-et-Saint-Denis : CLEM, 1994.

RIUNE-LACABE, S. Découvertes archéologiques récentes à Mont-de-Marsan (Landes). *Documents d'Archéologie des Landes*, 1995, p. 160-214, ill.

SIREIX, C. La Croix-Blanche (Lot-et-Garonne) Boussorp. *Documents d'Archéologie Lot-et-Garonnaise*, 1995, 2, p. 45-52, ill.

VIGNAU-LOUS, J. La chapelle de Saint-Saturnin de Joers en Aspe. *Revue de Pau et du Béarn*, 1995, t. 22, p. 79-103, ill.

Toutes périodes

ETIENNE, R. En passant par l'Aquitaine... Recueil d'articles. *Recherches et Travaux d'Histoire sur le Sud-Ouest de la France*, VIII. Bordeaux : Fédération Historique du Sud-Ouest, 1995, 657 pp., ill.

GINESTE, M.-C. et al. Prospection archéologique diachronique sur le nord de la Chalosse. *Bulletin de la Société de Borda*, 1995, 439, p. 423-432.

GINESTE, M.-C. Prospection-Inventaire du Tursan (Landes). Premier bilan. *Documents d'Archéologie des Landes*, 1995, p. 133-139, ill.

Les vestiges antiques 14/16 rue Vital-Carles, 75/77 rue Porte Dijeaux à Bordeaux

par Dominique Bonnissent

Un projet de restauration d'immeubles du XIX^e siècle en locaux commerciaux dans le centre ville de Bordeaux, prévoyait le décaissement des caves. Ces immeubles sont situés dans une zone à très hauts risques archéologiques en raison de leur position dans la ville antique et des nombreux vestiges découverts dans les environs immédiats. De ce fait, une opération de surveillance archéologique a été mise en place, et c'est à cette occasion qu'ont été découverts de nouveaux vestiges gallo-romains, le soubassement d'un grand bâtiment et une canalisation (fig. 1).

Un secteur riche en vestiges gallo-romains

L'intervention s'est déroulée dans le lot d'immeubles sis à l'angle des rues Vital-Carles et Porte Dijeaux. L'emprise de la fouille est située à l'intérieur du *castrum* gallo-romain, le long d'un des axes principaux de Bordeaux antique, la rue Porte Dijeaux, formant un *decumanus* dans la trame urbaine. Les recherches anciennes et récentes mettent en valeur la présence de nombreux vestiges gallo-romains dans ce secteur. La porte de Jupiter ou *porta Jovia*, selon C. Jullian, ouvrait sur la rue Porte Dijeaux. Des fouilles réalisées en 1863 en face de l'Hôtel du Préfet, entre la rue Vital-Carles

et la rue du Temple, ont permis de retrouver les ruines d'habitations gallo-romaines¹. Jouannet en 1832², mentionne au n° 43 de la rue Porte Dijeaux, la découverte d'une mosaïque et d'un aqueduc dans les caves de cette maison. Au n° 51, des fouilles réalisées en 1877-1878 ont mis en évidence les vestiges d'une habitation gallo-romaine détruite par un incendie. Aux n° 67-69, des travaux exécutés en 1951 ont révélé la présence d'un égout gallo-romain. Toujours en 1951, aux n° 87-91 « quatre blocs monolithes qui supportaient peut-être des colonnes ou des piliers »³ ont été découverts vers le milieu de la rue. Enfin une fouille récente, réalisée dans le bas de la rue Porte Dijeaux, a permis d'établir une chronologie de l'occupation du Ve siècle avant J.-C. au Ve siècle après⁴.

1. Desgraves L., 1960, *Evocation du vieux Bordeaux*. Edition de Minuit, Paris.

2. *Op. cit.* note 1.

3. *Op. cit.* note 1.

4. Barraud D., 1988. Le site de La France, et l'évolution topographique de Bordeaux antique. *Aquitania* tome 6.

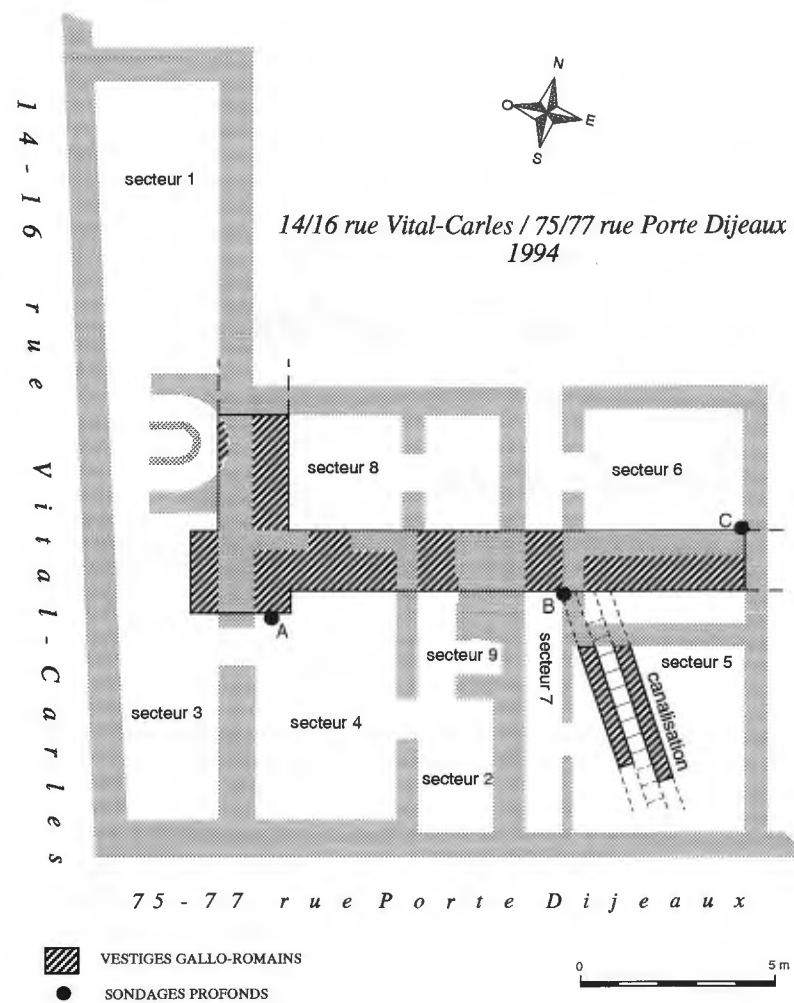


Fig. 1. — Plan général de la fouille.

Présence d'une canalisation

C'est dans le secteur 5 que des niveaux antiques *in situ* ont été repérés. Ces niveaux, de la base au sommet se composent d'un sol d'argile, surmonté d'un niveau de démolition gallo-romain, puis d'un remblai de terre scellé par le sol de mortier de la cave moderne. La couche de démolition contenait du mobilier gallo-romain, *tegulae*, tesselles de mosaïque, fragments d'enduit peint. Le niveau de remblai de terre noire a livré un mobilier hétérogène du point de vue chronologique, de l'antiquité à l'époque moderne.

C'est à partir du sol d'argile, que l'on a construit la canalisation (fig. 2). Cette structure est formée de deux

murs parallèles, espacés de 40 cm. Les parements internes sont constitués de moellons, appareillés et jointés selon des assises régulières. La canalisation est profonde de 1,50 m, le fond est tapissé de *tegulae* liées au mortier. L'observation du bâti de la structure indique deux phases dans la construction. En effet, les parois, bien appareillées contrastent avec le système de couverture. Ces parois sont recouvertes d'un placage de fragments de *tegulae* et de pierres liées au mortier. Cette chape de maçonnerie grossière porte l'empreinte d'un système de couverture destiné à fermer la canalisation. On peut imaginer une structure légère comme des planches de bois. C'est le contraste de qualité de construction entre les parois de la canalisation, bien appareillées et les chapes de maçonnerie latérales très grossières qui font supposer un réaména-

gement du système de fermeture. La canalisation suit un axe nord/sud, elle a été repérée sur environ six mètres.

Son remplissage n'a livré que des fragments de *tegulae* et une pointe d'amphore, ce qui n'apporte pas de donnée précise de datation. Le mode de remplissage indique un comblement rapide essentiellement composé de remblais de sable et de grave. L'orientation de l'égout, son pendage et la topographie du terrain indique que celui-ci devait rejoindre le cours de la Devèze. Cette structure est condamnée lors de la construction de l'édifice monumental.

Le soubassement d'un édifice monumental

C'est dans le secteur 4, lors d'un sondage⁵ qu'a été repéré le soubassement d'un bâtiment gallo-romain de grandes dimensions (fig. 1 et 3). L'angle du bâtiment est constitué d'une pile massive dégagée dans les secteurs 3 et 4. Cette structure mesure dans l'axe est/ouest 2,40 m et dans le sens nord/sud 2,30 m. Elle est composée d'un parement extérieur et d'une maçonnerie interne. Le parement, de belle qualité, est constitué de moellons appareillés selon des assises régulières. Les chaînages d'angle sont renforcés par des blocs de module rectangulaire. On observe sur la face ouest de la pile d'angle, les traces de l'accrochage d'une structure qui pourrait correspondre au départ d'un mur, d'un arc, ou d'un élément architectural adossé. Un sondage profond (A) a été réalisé au droit de la pile et a permis d'observer la fondation constituée de blocs calcaires liés au mortier.

De la pile d'angle part le mur M 1 vers le nord, il a pu être suivi sur 3 m de long, principalement dans le secteur 8. Ce mur présente un bel appareil en *opus incertum* avec au centre une maçonnerie de blocage. L'autre parement du mur, visible ponctuellement en secteur 3, permet de restituer une largeur de 1,70 m. Le second mur M2 se dirige vers l'est, il a été suivi dans les secteurs 4 et 8, puis dans le secteur 7 où un sondage profond (B) a révélé que la canalisation a été détruite lors de la construction du soubassement de l'édifice. Ce sondage nous apporte donc une information essentielle, la canalisation n'appartient pas au système sanitaire du bâtiment, mais à une phase d'oc-



Fig. 2. — Canalisation secteur 5.

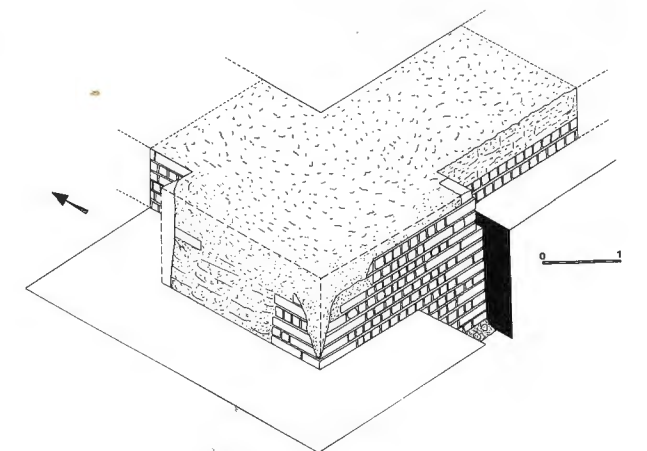


Fig. 3. — Vue axonométrique de la pile d'angle.

5. J.-B. Bertrand-Desbrunnais.

cupation antérieure. Enfin, un troisième sondage (C), réalisé dans le secteur 6 a permis de retrouver le mur M2 vers l'est, qui se poursuit donc depuis la pile sur une douzaine de mètres. Seulement deux assises en élévation sont conservées au-dessus de la fondation. Ce sondage a permis de retrouver le niveau de sol correspondant à l'intérieur de l'édifice, matérialisé par une grande dalle monolithe liée à la base de l'élévation du mur gallo-romain. Ce bâtiment antique a servi en partie d'assise aux constructions modernes.

Les vestiges gallo-romains n'ont été qu'à peine effleurés, car le décaissement des caves était limité à 60 cm de profondeur. Sur l'ensemble de la superficie, mis à part le secteur 5 de la canalisation, les niveaux sont fortement remaniés par les éléments en infrastructure de la période moderne. Ainsi ces niveaux présentent un mobilier sans logique chronologique où se côtoient de la céramique antique, du Haut Moyen-âge et de l'époque moderne. Dans les remblais des secteurs 3 et 5, trois fragments de colonne ou de demi-colonne, portant les mêmes cannelures ont été découverts. Ces fragments de tambour sont évidés et contiennent en leur centre des restes de maçonnerie. Il s'agit d'éléments architecturaux décoratifs. Grâce à l'un des éléments, d'assez grandes dimensions, nous avons pu reconstituer le diamètre d'une colonne soit 72 cm. Les fragments sont décorés d'une alternance de cannelures rondes et de listels. Il est probable que ces éléments architectoniques appartiennent à l'édifice.

Nature, orientation et datation du bâtiment public

Les dimensions imposantes et la qualité de construction de cet édifice indiquent qu'il s'agit d'un bâtiment public, aucun indice archéologique ne permet de définir sa fonction : édifice religieux ou civil. L'organisation architecturale du bâtiment est aussi hypothétique. Il est probable que la façade ouvre sur la rue Porte Dijaux, mais devant l'absence d'indices archéologiques, on peut aussi émettre l'hypothèse que la façade ouvrait sur la rue Vital-Carles ou encore vers le nord ou le sud.

Le peu de mobilier archéologique et surtout son contexte de découverte (matériel provenant de remblais largement remaniés), ne permettent pas de proposer une datation de l'édifice et de la canalisation. Ainsi, nous devons nous contenter des quelques repères en chronologie relative observés lors de la fouille, le bâtiment est postérieur à la canalisation. Ces structures sont situées dans un espace géographique où se superposent la ville augustéenne, la ville Haut Empire et enfin le ville Bas Empire entourée de son *castrum*. La localisation géographique dans la ville antique ne nous apporte pas d'élément de datation. En revanche, le style architectural, les dimensions imposantes et la qualité de la construction tendent à rattacher ce bâtiment au Haut Empire (II^e ou III^e siècle après J. C.). Les différentes structures mises au jour ont été protégées et conservées, elles seront intégrées à la nouvelle construction.

L'occupation antique du lycée Montaigne à Bordeaux

par Dominique Bonnissent

Dans le cadre de l'extension du Lycée Montaigne, situé dans le centre ville de Bordeaux, la construction d'un nouveau bâtiment nécessitait le décaissement des terrains. L'opération, visait donc à surveiller ce décaissement et à évaluer le potentiel archéologique qui, s'il s'était avéré important, aurait donné lieu à une campagne de fouille de plus grande envergure. Des sondages réalisés auparavant ont démontré la présence de vestiges archéologiques dont une sépulture¹. L'emprise du chantier porte sur les bâtiments situés aux n° 224 à 230 de la rue Sainte Catherine. A cet emplacement fut construit à la fin du XVII^e siècle l'Hôtel particulier «Citran», transformé plus tard en cinéma, le «Gallia».

Une zone d'exploitation et de traitement des matériaux de construction au I^{er} siècle de notre ère

L'occupation la plus ancienne du site remonte à l'antiquité, autour du I^{er} siècle, et correspond à l'exploitation des ressources du sous-sol. Il s'agit d'une zone d'extraction de sable, grave et argile matérialisée sur le terrain par de grandes fosses.

Le secteur 1 a livré une série de fosses d'extraction (fig. 1). Deux de ces fosses comportaient du mobilier

archéologique qui nous permet d'apporter des éléments de datation. La fosse F1 correspond à une extraction de sable, son mode de comblement est un remplissage rapide, comportant quelques niveaux de remblais. L'étude de la céramique permet de dater cette fosse du I^{er} siècle. La fosse F3 visait particulièrement l'exploitation de nappes de sable et d'argile. Le colmatage indique un comblement lent de type dépotoir. La fosse d'extraction F4 est essentiellement colmatée par des remblais de déchets de construction. Enfin la fosse d'extraction F5 a été comblée rapidement par des remblais ne comportant pas de mobilier archéologique. Ce secteur apparaît donc comme une carrière d'exploitation de matériaux destinés à la construction. Après extraction, les fosses étaient comblées plus ou moins rapidement.

Le secteur 2 présente les mêmes caractéristiques que le secteur 1. Deux grandes fosses d'extraction F6 et F7 ont été comblées par des niveaux de remblais contenant du mobilier céramique également du I^{er} siècle de notre ère. Le comblement de la fosse F6 a révélé des vestiges anecdotiques. Il s'agit de deux semelles de chaussure de l'époque gallo-romaine. La

1. Sondages réalisés en Août 1994 par J.-B. Bertrand Desbrunais, S.R.A. Aquitaine.

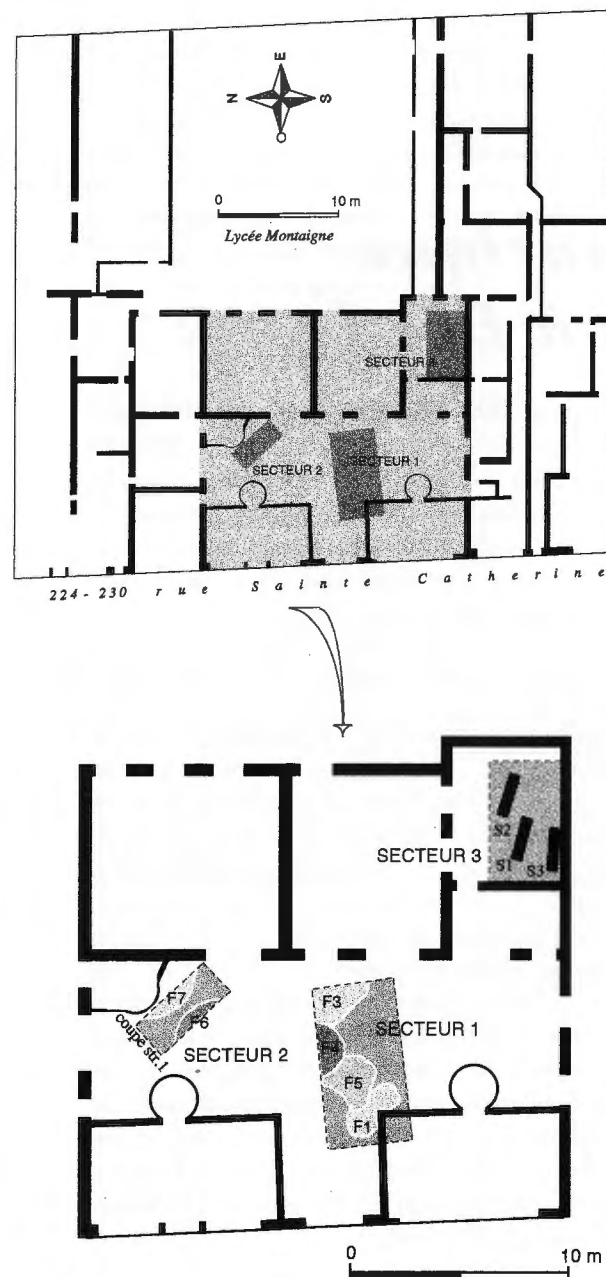
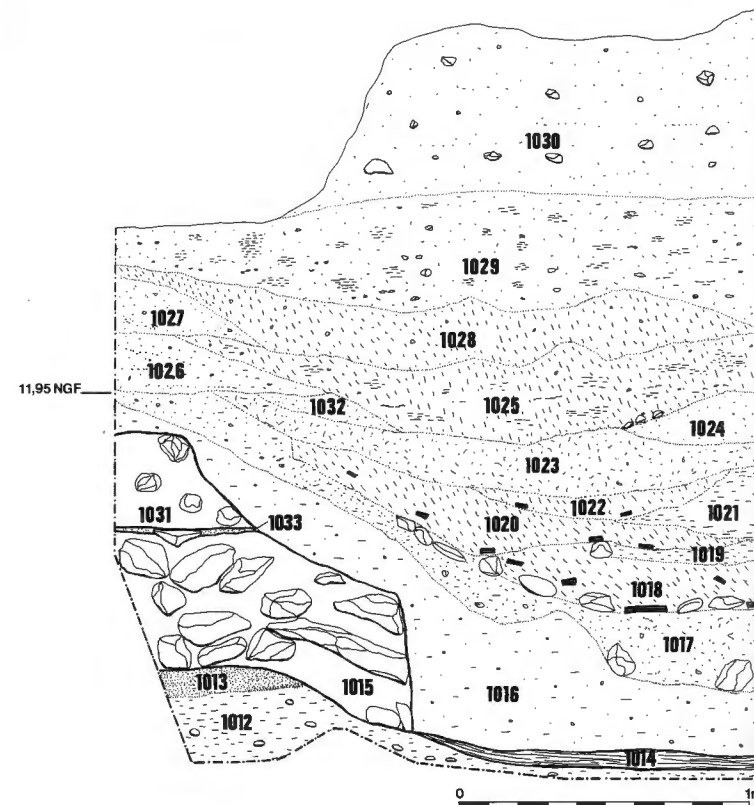


Fig. 1. — Plan général du site.



- Description :
- 1012 : argile grise et galets
 - 1013 : sable
 - 1015 : STR. 1, muret formé de pierres calcaires et d'argile orangée
 - 1014 : STR. 1, succession de sols de chaux
 - 1033 : terre noire
 - 1031 : STR. 1, niveau d'effondrement du muret, argile orangée et pierres calcaire
 - 1016 : terre argileuse orangée
 - 1017 : terre noire avec particules d'argile jaune et pierres
 - 1018 : déchets d'une structure de combustion, terre cuite pulvérulente, fragments de tegulae et briques
 - 1019 : argile beige
 - 1020 : terre cuite pulvérulente, fragments de tegulae et briques
 - 1021 : argile beige
 - 1022 : terre cuite pulvérulente, fragments de tegulae et briques
 - 1023 : terre argileuse orangée avec particules de terre cuite
 - 1024 : terre marron avec pierres
 - 1026 : terre grise légèrement argileuse
 - 1032 : terre argileuse
 - 1025 : terre cuite pulvérulente, fragments de tegulae, nodules d'argile jaune
 - 1027 : terre grise, légèrement argileuse
 - 1028 : terre cuite pulvérulente, fragments de tegulae, et argile jaune
 - 1029 : terre grise argileuse avec quelques nodules d'argile jaune
 - 1030 : remblai moderne de terre noire

Fig. 2. — Coupe stratigraphique de la structure 1.

première, située dans les niveaux supérieurs de remplissage de la fosse, était matérialisée par l'assemblage des clous de renforcement. La seconde, plus lacunaire, a été découverte dans les remblais inférieurs du remplissage. En bordure de ces fosses est venu s'installer une structure bâtie, constituée d'un muret de pierres liées avec de l'argile (fig. 2). Le fond de cette structure est constitué d'un feuilleté de niveaux de chaux. Sa fonction est hypothétique, il peut s'agir d'un bassin de stockage de chaux. Après une phase d'abandon, la dépression résultant de la destruction de cette structure est alors comblée par une succession de remblais de pierres, de *tegulae* et de déchets d'une structure de combustion, caractérisés par des remblais de terre cuite rouge, pulvérulente et fortement rubéfiée, ainsi que des niveaux d'argile. Les fugaces vestiges, mis au jour dans ce secteur, ne permettent pas de déterminer plus précisément la fonction de ces installations. La présence de la structure 1, interprétée comme un bassin à chaux indique un traitement des matériaux. Un autre élément important est la présence de remblais résultant de la destruction d'une structure de combustion. Il n'est pas possible d'en déterminer sa nature, néanmoins cette structure devait être localisée non loin du site.

Une zone sépulcrale du Ve-VIe siècle

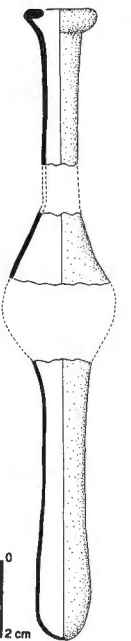
Les vestiges d'une zone sépulcrale, dont trois sujets ont pu être dégagés, ont été mis au jour dans le secteur 3.

Sépulture 1

La sépulture² fut repérée au fond d'une tranchée lors des sondages, le squelette a subi des perturbations. L'individu adulte, de sexe féminin repose en décubitus dorsal, orienté tête à l'ouest. La ceinture scapulaire est en connexion lâche. Les premières vertèbres cervicales sont absentes ainsi que le crâne. Le reste du rachis est lacunaire, les vertèbres lombaires sont absentes. On observe la mise à plat de la cage thoracique. Le membre supérieur droit est en extension le long du thorax et du bassin. Le bras gauche suit le thorax tandis que l'avant bras est replié sur le coxal. Ainsi les deux mains se rejoignent en avant du coxal droit. La ceinture pelvienne s'est ouverte entraînant une légère rotation des fémurs. Les membres inférieurs sont en extension. Les pieds sont lacunaires. Les observations taphonomiques permettent de

conclure à une décomposition en espace vide. En effet, lors de la fouille, la présence de grands clous de fer disposés régulièrement le long du squelette ont permis de déterminer que le sujet a été déposé dans un coffre de bois. Cette sépulture de femme comprenait une petite fiole en verre bleuté (fig. 3) déposée lors de l'inhumation au niveau de l'épaule gauche ainsi qu'un sesterce du Ier ou IIe siècle, situé entre les tibias. Il est difficile d'attribuer avec certitude la monnaie au mobilier de la tombe. Le vase³ est daté du Ve ou VIe siècle, entre la fin de l'Antiquité tardive et le début de la période mérovingienne.

Fig. 3. — Vase de la sépulture 1.



Sépulture 2

Cette seconde sépulture a été dégagée à côté de la première, elle présente exactement la même orientation (fig. 4). Il s'agit d'un individu adulte reposant en décubitus dorsal tête à l'ouest. Le mauvais état de conservation des os, interdit de proposer une détermination du sexe. Des traces de bois ainsi que quelques clous de fer indiquent la présence d'un coffre. Si le mauvais état des os nous a privé de certaines informations ostéologiques, nous avons pu, en revanche effectuer des observations taphonomiques. Lors de la décomposition du corps, le crâne a légèrement bas-

2. Sépulture fouillée par J.-B. Bertrand-Desbrunais.

3. Détermination effectuée par A. Hochuli-Gysel, Conservatrice du Musée d'Avenches (Suisse).

Un site de périphérie urbaine

Les observations relevées lors de cette intervention confirment la nature de ce secteur de Bordeaux⁴ comme étant un site de périphérie, extérieur à la ville, que ce soit au I^{er} siècle, ou à la fin de l'Antiquité tardive et au début de l'époque mérovingienne.

Les deux types d'occupation observées ; zone de traitement et d'exploitation de matériaux, puis zone de nécropole, sont systématiquement implantés hors des villes. Ces nouvelles données archéologiques complètent et confirment la carte des occupations extra-urbaine de la ville de Bordeaux durant l'Antiquité⁵.

Lors de sa phase d'expansion du Haut-Empire, Burdigala devait s'approvisionner en matériaux nécessaires à la construction. Le sable est utilisé pour la constitution des mortiers, bétons et enduits. La grave entre dans la fabrication de certains bétons, particulièrement pour les maçonneries de blocage. Enfin, l'argile est prélevée pour la fabrication du torchis et des éléments en terre cuite, tuiles, poteries. Les matériaux exploités sur place étaient traités et stockés avant leur acheminement vers la ville sur les chantiers de construction. Géographiquement, nous sommes en périphérie de la ville, le long d'un des grands axes, la rue Sainte Catherine.

Durant la période gallo-romaine, les nécropoles étaient établies systématiquement à la sortie des villes, le long des voies. La rue Sainte Catherine correspond à un des axes majeurs de Burdigala. Lors de travaux réalisés au début du XX^e siècle, des tombes gallo-romaines avaient été repérées dans ce secteur de Bordeaux, indiquant une zone de nécropole, entre les rues Tombe-l'Oly, Saincric⁶ et le cours Pasteur. Les sépultures découvertes en bordure de la rue Sainte Catherine sont datées du Ve ou VI^e siècle, période remontant au début de la christianisation. En l'absence de lieu de culte chrétien dans ce secteur de Bordeaux, ces tombes sont donc à rattacher au contexte de la nécropole antique. Les traces d'une zone de nécropole de la fin de l'antiquité tardive et du début de l'époque mérovingienne n'avaient pas encore été signalées dans ce secteur. Il est possible de voir dans ces tombes mérovingiennes une prolongation géographique et temporelle de la nécropole antique.

4. Barraud D., Gaidon M.-A., «Bordeaux, Burdigala», dans *Villes et agglomération urbaines antiques du sud-ouest de la Gaule, Histoire et Archéologie, deuxième colloque Aquitania : Bordeaux, 13-15 septembre*, sixième supplément à *Aquitania*, 1990, pp. 43-48.

5. Barraud D., «Le site de la France : origine et évolution urbaine de Bordeaux antique», dans *Aquitania*, tome 6, 1988, pp. 48-59.

6. Desgraves L., *Evocation du vieux Bordeaux*, 1960, pp. 233-234.

culé en arrière, tandis que la mandibule s'est décrochée. La face est complètement détruite. Les connexions anatomiques de la ceinture scapulaire sont lisibles uniquement à gauche. Le rachis est en très mauvais état de conservation, on observe toutefois qu'il est resté en connexion lâche. Le gril costal, en revanche, est complètement désagrégé. Les deux mains, qui apparaissent par leur face dorsale, viennent se rejoindre au niveau de l'articulation coxo-fémorale gauche. Le bassin est très désagrégé. Les membres inférieurs sont en extension. La patella gauche a roulé le long de l'extrémité proximale du tibia gauche. Les pieds ont été maintenus lors de la décomposition. En effet ils conservent quelques connexions anatomiques. Le mode d'inhumation, en coffre de bois, et les différentes observations taphonomiques indiquent une décomposition du corps en espace vide.

Sépulture 3

Cette sépulture est très fragmentaire, le squelette n'est représenté que par une partie des membres inférieurs. On peut toutefois déterminer qu'il s'agit d'un individu adulte, orienté à l'origine tête à l'ouest et positionné en décubitus dorsal. La partie supérieure du squelette, à l'ouest, a été détruite par un creusement moderne, l'extrémité distale des pieds a été recoupée à l'est, par une fosse elle aussi moderne. Bien que cette sépulture soit très partielle, nous avons pu toutefois observer que le sujet a été déposé dans un coffre de bois dont il restait les traces au sol ainsi que quelques clous de fer.

Ces trois sépultures présentent de nombreux points communs du point de vue de leur localisation, de leur orientation et de leur mode d'inhumation. Les trois individus ont été déposés dans des coffres de bois, en décubitus dorsal tête à l'ouest. Deux individus ont une position similaire : les mains sont rassemblées à droite ou à gauche du bassin. Le mobilier archéologique recueilli dans la tombe d'un sujet féminin, un petit vase en verre, nous permet de dater cette sépulture du Ve ou VI^e siècle. Le groupement de ces tombes et leurs similitudes du point de vue de l'anthropologie funéraire nous autorise à les associer et donc à dater cet ensemble de la fin de l'antiquité tardive ou du début de l'époque mérovingienne. Quelques fragments humains, sans connexion, indiquent la présence d'autres tombes, détruites anciennement.

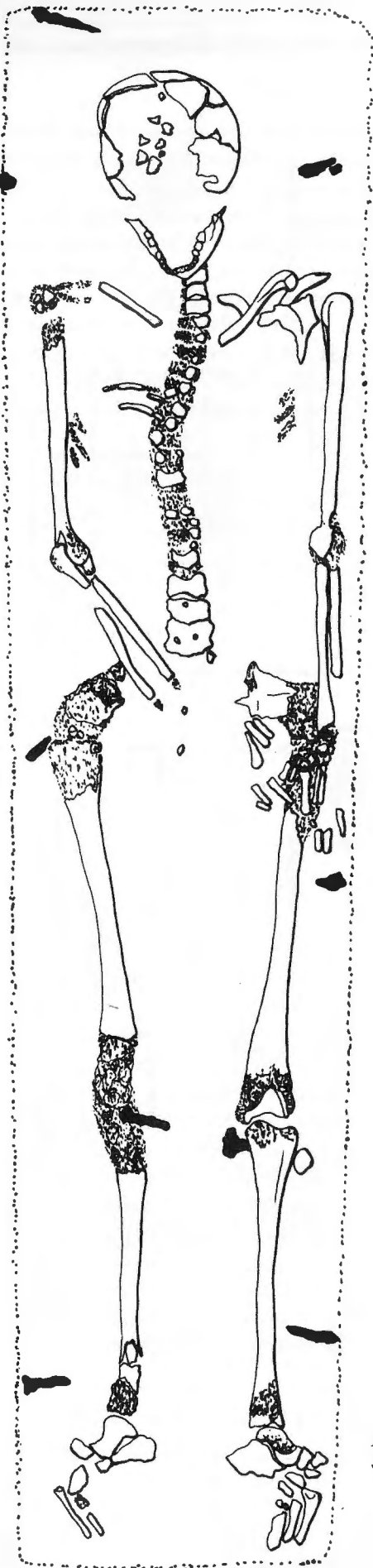


Fig. 4. —
Sépulture 2.

Archéologie générale

Les mosaïques du secteur sud de la villa du Palat à Saint-Emilion (Gironde)

Catherine Balmelle *

Sur la rive droite de la Dordogne, à mi-pente du coteau qui descend du plateau de Saint-Emilion vers le sud-est en direction de la plaine alluviale, la villa du Palat constitue une somptueuse résidence rurale de l'Antiquité tardive, au plan et au décor en mosaïque tout à fait remarquables. Les installations de production liées à la demeure ont été repérées principalement au sud-est, au lieu-dit Saint-Georges ¹.

Cet article a pour objectif essentiel de faire connaître un ensemble de pavements inédits, découverts en 1987 dans le secteur sud de la partie résidentielle ². Le gisement antique a été, rappelons-le, identifié depuis longtemps. Des trouvailles fortuites et partielles dans ce territoire de la commune laissaient entrevoir, dès la fin du XIX^e siècle ³, l'existence d'un établissement gallo-romain au cœur du vignoble Saint-Emilionnais. Il faut toutefois attendre les années 1969-1971 pour que soit mis en évidence, lors de fouilles de sauvetage, sur la propriété viticole de la Gaffelière, au lieu-dit Moulin du Palat, un vaste ensemble résidentiel, au riche décor en mosaïque ⁴. Les recherches archéologiques qui reprirent sur le site entre 1981 et 1988 ⁵ ont apporté de nouvelles données sur l'architecture et le décor de cette luxueuse habitation, sans fournir cependant d'éléments décisifs sur la chronologie absolue des constructions et des occupations successives révélées au cours des dernières fouilles.

* CNRS, Centre Henri Stern de recherche sur la mosaïque. Hormis les figures 2 et 3 dues à D. Dubois, toute l'illustration a été réalisée par M.-P. Raynaud (CNRS, Centre Henri Stern de recherche sur la mosaïque).

1. Ouy-Vernazobres, 1937, p. 13. Nous reviendrons sur cette question dans la publication collective, en préparation, des fouilles de cette villa (C. Balmelle, D. Dubois, R. Monturet, M.-P. Raynaud, S. Soulas, La villa du Palat à Saint-Emilion. Bilan des recherches archéologiques).

2. Lors de la communication présentée à la Société archéologique de Bordeaux en Janvier 1994, j'avais fait une présentation globale sur le décor en mosaïque de la villa, mais dans la mesure où l'important ensemble de mosaïques mises au jour en 1969-1971 a été déjà publié de manière approfondie (Balmelle *et alii* 1980, p. 59-96), j'ai choisi de centrer ici mon propos sur les nouvelles découvertes les plus significatives.

3. Ouy-Vernazobres, 1937, p. 9-13.

4. Fouilles sous la direction de M. Gauthier : voir Couprie (J.), in *Gallia* XXIX, 1971, p. 345-348, 31, 1973, p. 460-461, 33, 1975, p. 470-471 ; également Gauthier 1975, p. 45-58. Sur le plan cadastral, cet ensemble se situe au lieu-dit Moulin du Palat, mais l'usage s'est imposé de désigner le site par le simple terme Palat.

5. Fouille programmée dirigée par M. Gauthier en 1981, puis par moi-même de 1982 à 1987, avec la collaboration de D. Dubois, R. Monturet, M.-P. Raynaud, S. Soulas. Sauvetage programmé en 1988, afin de déposer les mosaïques du secteur sud, objet de cette étude. Sur les comptes-rendus de l'ensemble de ces opérations, voir Garmy (P.), in *Gallia*, 43, 1985, p. 234-235, *Gallia Informations, Préhistoire et Histoire*, 1987-1988, 1, p. 115 et 1991, p. 66-67. Également Balmelle (C.), in *Archéologie en Aquitaine*, n° 2, 1983, p. 58-60, n° 3, 1984, p. 57-59, n° 6, 1987, p. 42-46, n° 7, 1988, p. 44-46.

Les mosaïques de pavement qui vont à présent retenir notre attention ont été découvertes en 1987, à l'extrémité méridionale de la demeure antique (fig. 1 et 2). Leur emplacement, devant l'entrée de la maison moderne du Palat, nécessitait de manière impérative une opération de dépose, sinon de restauration. Grâce à l'intervention de l'Association pour la Sauvegarde de la villa du Palat et au financement accordé par le Conseil Général de Gironde, il a été possible de faire face à cette délicate situation. Les deux phases de l'opération ont été réalisées par J.-L. Laffont, responsable de l'Atelier de restauration de la Ville de Toulouse⁶.

La dépose effectuée en 1988 a permis de mener une fouille ponctuelle en profondeur qui a révélé une série de nouvelles structures antérieures aux pavements : en particulier un foyer de chauffe sous le tapis aux coussins, plusieurs niveaux de sol et un mur sous le tapis aux guirlandes de laurier (fig. 3). L'ensemble des sondages ouverts dans ce secteur atteste des transformations importantes et suggère l'existence de quatre phases de constructions. Ces travaux n'ont apporté toutefois aucune donnée chronologique précise. Le concassage des mortiers formant le support des mosaïques s'est révélé en effet négatif, le matériel étant très rare et non pertinent ; quant au mobilier recueilli dans les couches sous-jacentes aux supports, il était sans doute plus abondant mais difficile à rattacher à une chronologie sûre (une majorité de tessons de céramique peignée).

Les mosaïques formaient trois tapis se rattachant à deux espaces distincts de l'habitation. Deux d'entre eux appartenaient à une même salle de 6,80 m sur 4,70 m, composée d'une partie sensiblement carrée, prolongée sur le côté ouest par une alcôve rectangulaire ; sa fonction exacte nous échappe. Le troisième tapis, au sud-est de la pièce précédente, limité par un large seuil en pierre, décorait un espace étroit dont les limites n'ont pas été reconnues. Dans la salle à alcôve, les sols étaient assez bien conservés, malgré les dégradations occasionnées par l'installation, à l'époque moderne, d'une fosse et d'une conduite d'eau ; la surface du tapis principal était toutefois fortement bombée, du fait de la présence d'un mur sous-jacent. Le troisième tapis, en revanche, était très lacunaire. Sur l'ensemble des pavements, de nombreuses tesselles étaient recouvertes d'une couche de calcite ou d'une pellicule noire.

Les mosaïques de la salle à alcôve

La subdivision du pavement en deux tapis (fig. 4) reprend les lignes de force de l'architecture : un tapis approximativement carré dans l'espace principal, un tapis rectangulaire dans l'alcôve. Entre les deux, sensiblement au même niveau, se trouve un seuil recouvert de grands carreaux en terre cuite et limité de chaque côté par une ante. Les deux tapis en *opus tessellatum* polychrome montrent de sensibles différences sur le plan technique et sur le plan du répertoire.

Le tapis principal, aux guirlandes de laurier (fig. 4 et 5)

Il se distingue à la fois par une palette plus étendue et une exécution plus soignée qui semble être le fruit d'un artisan différent de celui ayant travaillé dans l'alcôve⁷. En revanche, la structure du support des deux pavements est comparable⁸. Les matériaux utilisés pour les tesselles sont d'origine variable. De la terre cuite rouge et jaune se reconnaît assez facilement à l'œil nu. Il en va de même pour les marbres bleu pâle et gris bleu. Grâce aux analyses⁹, on a pu identifier la présence d'argiles gris foncé, matériau peu résistant, comme le montre le mauvais état de conservation de

Le volume de la carte archéologique de la Gaule consacré au département de la Gironde regroupe l'ensemble des données publiées (Sion 1994, p. 197-207). On s'étonne un peu de voir retranscrites in extenso les descriptions détaillées des mosaïques figurant dans l'article de *Gallia* (Balmelle et alii 1980).

6. La restauration, effectuée par tranches de travaux, sous le contrôle de J.-B. Faivre (Architecte des Bâtiments de France), arrive bientôt à son terme. Je tiens ici à exprimer mon amicale reconnaissance à J.-L. Laffont qui a accepté de prendre en charge l'ensemble des travaux.

7. La densité de tesselles par dm² varie de 60 à 86 pour ce tapis et de 58 à 70 pour celui de l'alcôve.

8. Le support présente successivement : un lit de pose blanchâtre de faible épaisseur (0,1 à 0,2 cm), un *nucleus* rose pâle, avec parcelles de chaux, épais de 1,8 à 2,2 cm, un *rudus* hétérogène de couleur jaunâtre, à surface bien lisse, englobant des morceaux de terre cuite et des petits cailloux (14 à 18 cm). Il s'est avéré que le *rudus* se détachait beaucoup plus facilement du *nucleus*, dans le tapis aux guirlandes de laurier.

9. Elles ont été effectuées par J.-N. Salomon, Laboratoire de géophysique appliquée, Université de Bordeaux. III

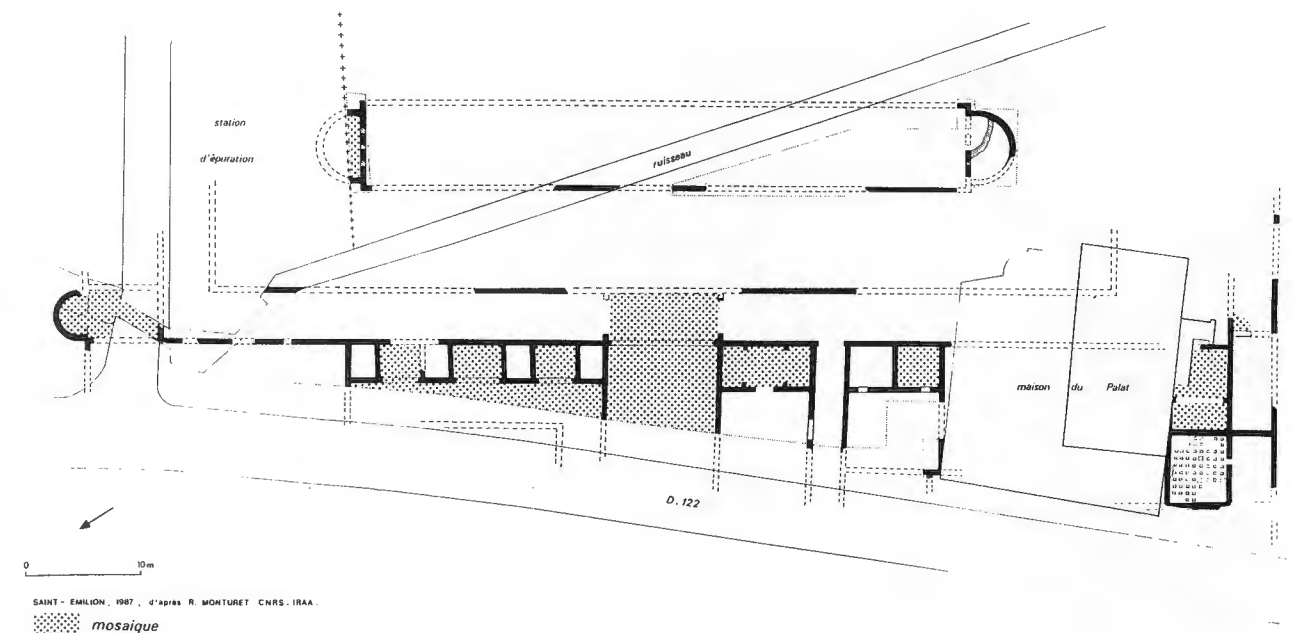


Fig. 1. — Plan schématique de la villa résidentielle du Palat par M.-P. Raynaud, d'après R. Monturet.



Fig. 3. — Vue d'une partie de la salle à alcôve, après dépose des mosaïques (1988) : à droite, le foyer de chauffe situé sous le tapis aux coussins, à l'extrémité gauche, le mur nord-sud sous le tapis aux guirlandes de laurier

Fig. 2. — Vue d'ensemble des pavements, devant l'entrée de la maison moderne, prise de l'ouest (1987) ; au premier plan, la salle à hypocauste sur pilotis qui jouxte la salle à alcôve.

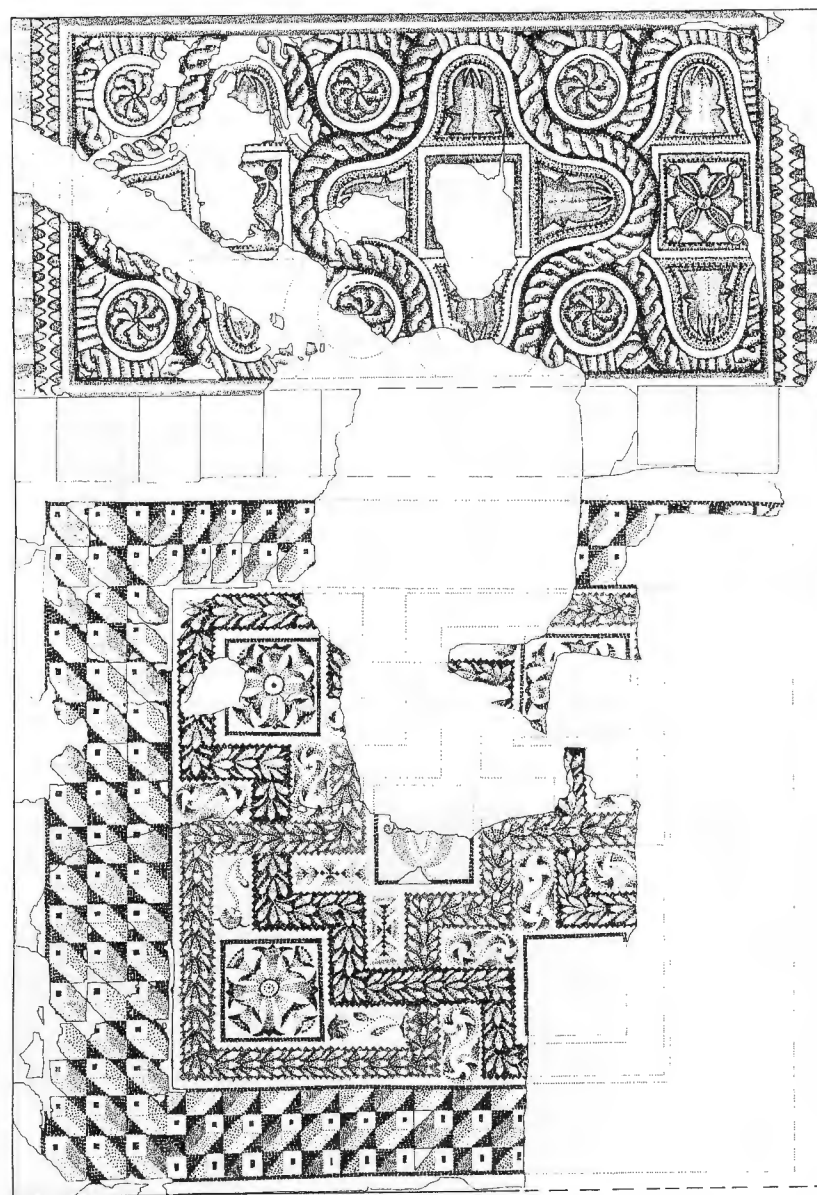


Fig. 4. — Relevé des mosaïques de la salle à alcôve par M.-P. Raynaud

0 1m
m. pat raynaud, cnrs. 1988

l'ensemble des tesselles ainsi constituées ; ont été également reconnus plusieurs types de calcaires pour les blancs¹⁰. Quant aux pierres qui ont fourni les rouges sombres, les gris vert, les gris beige, leur nature n'a pu être déterminée.

Le tapis se caractérise par une bordure extérieure relativement épaisse, à motifs de solides et par une trame dessinée en guirlandes de laurier. Un simple

raccord blanc établit la liaison avec les murs et le seuil. La bordure, de largeur variable (50 à 74 cm), offre successivement de l'extérieur à l'intérieur : un filet double gris foncé ; une ligne de solides¹¹, sur deux ou

10. Calcaire microgranulaire et calcaire à bryozoaires.

11. Balmelle *et alii*, 1985, n° 99, e.

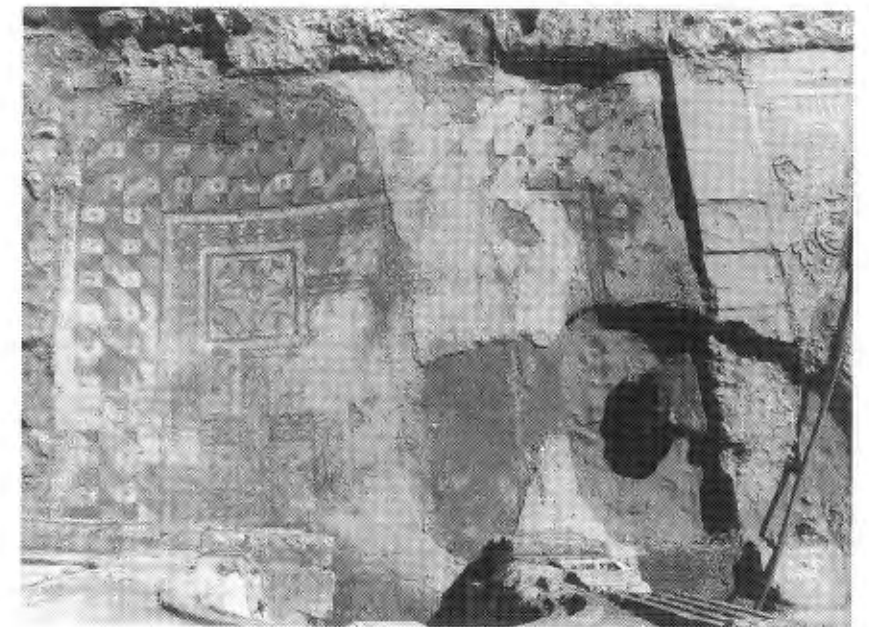


Fig. 5. — Tapis à cercles et coussins de l'alcôve, in situ (1988).

trois rangs ; un filet double gris foncé. Les solides, disposés sur un fond noir, sont à dominante rouge/jaune ou vert clair/bleu pâle, avec une face antérieure blanche, timbrée d'un petit carré noir. Le champ, de forme carré, présente une composition centrée à base de méandres de svastikas et carrés¹². Deux guirlandes de laurier entrelacées, à bords dentelés, sur fond rouge ou noir, dessinent les méandres. Les guirlandes à fond rouge portent des bouquets de trois feuilles jaunes, à pointe bleu pâle ou blanche, séparées par deux feuilles minces jaunes ou bleu pâle. Celles à fond noir offrent des bouquets gris beige et bleu pâle, à pointe blanche et des feuilles minces intercalaires jaunes ou bleu pâle. Les carrés, délimités par des filets gris foncé, montrent deux catégories de motifs : un vase (lacunaire) dans le carré central ; un fleuron composite à quatre lotus trifides étirés et à quatre pétales bifides à étage autour d'un gros cœur circulaire, dans les quatre carrés d'angle¹³. Les espaces rectangulaires déterminés par la trame, enfin, renferment trois sortes d'éléments végétaux : fleuron longiforme à pompons, motif en S tracé en tiges d'acanthé, sinusoïde agrémentée de feuilles et de fleur (?). L'ensemble de ces remplissages est à dominante, rouge, jaune, gris beige avec des rehauts noirs et bleu pâle.

Le tapis de l'alcôve, à coussins et cercles (fig. 4, 6 et 8)

La palette ici plus limitée, comme on l'a vu, se réduit à quatre principales couleurs : noir/gris foncé, blanc, rouge, jaune. De même que dans le tapis principal, le gris foncé est fourni par des argiles, le rouge orangé et le jaune par de la terre cuite. Le pavement qui montre de nombreuses irrégularités dans le tracé et une maladresse insigne dans la mise en place de la trame géométrique donne l'impression d'avoir été réalisé rapidement.

Le tapis comporte au nord et au sud une large bande de raccord décorée offrant successivement un damier rouge et blanc puis une paire de lignes d'ogives opposées, rouges ou jaunes, cernées de noir. La bordure extérieure est réduite à des filets. Le champ présente une trame géométrique qui n'est pas sans rappeler la classique composition en quadrillage de carrés curvilignes, souvent dénommés coussins, et de

12. Sur les compositions isotopes de méandres de svastikas et carrés, voir Balmelle *et alii*, 1985, n° 190-193. Le volume consacré aux compositions centrées est en préparation.

13. Les deux carrés du côté nord n'ont pu être que partiellement dégagés, car le pavement se poursuit sous le perron de la maison moderne.

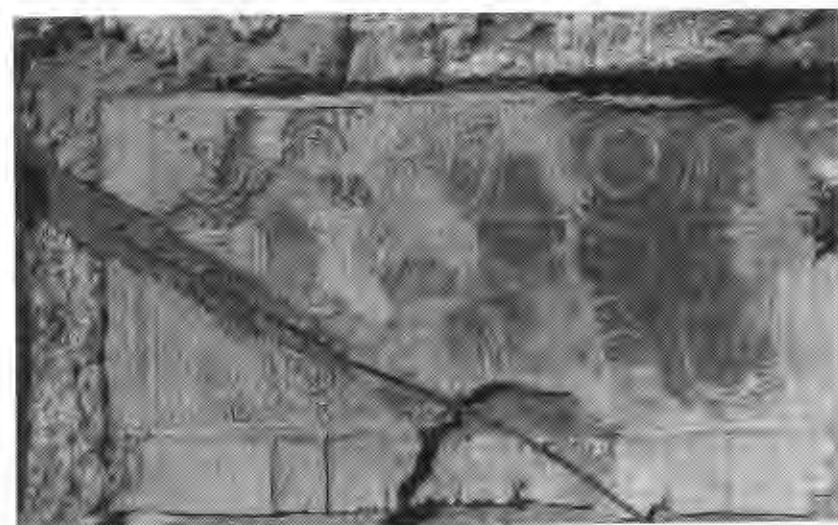


Fig. 6. — Tapis à guirlandes de laurier de l'espace principal, in situ (1988)



Fig. 7. — Tapis au cratère, in situ (1988)

cercles adjacents, déterminant des octogones irréguliers concaves¹⁴. La particularité du pavement du Palat tient au fait que le mosaïste a représenté des éléments fractionnés de cette trame qui n'obéissent à aucune organisation logique : un carré curviligne sur la pointe adjacent à quatre cercles et lui-même contigu à deux carrés tronqués, de moitié côté nord, aux trois quarts côté sud. La composition est dessinée par une tresse à deux brins, polychrome (noir, rouge, jaune, blanc, noir), sur fond noir. Sur la ligne de chute, les brins sont assez souvent réduits à des rayures obliques.

Tous les coussins, soulignés intérieurement par des filets, sont chargés d'un carré droit inscrit, bordé de filets, au centre duquel se détache, au nord et au sud,

un fleuron à quatre lotus et à quatre pétales en fuseau se prolongeant par un petit cercle, qui rayonnent autour d'un cœur circulaire. Le remplissage du carré central n'est pas conservé. Les figures en forme de cloche, déterminées à l'intérieur du coussin par le carré inscrit, soulignées aussi par des filets, enferment toutes un curieux motif stylisé, qui s'adapte aux contours de la cloche : on peut y voir deux boutons de lotus aplatis rouges à cernes noirs opposés de part et d'autre d'un élément central jaune à filet dentelé médian, en tesselles blanches, surmonté d'une pointe rouge. Les

14. Balmelle *et alii*, 1985, n° 253, g.

cercles placés sur les côtés concaves des coussins, cernés de filets multiples (parfois un seul au nord-ouest), sont chargés uniformément d'un nœud d'entrelacs à huit boucles dont les brins offrent, en général, la même alternance de couleurs que dans la tresse dessinant la trame ; des variantes s'observent ici et là du côté nord.

La mosaïque au cratère du couloir (?) sud-est (fig. 7)

Réalisée au moyen de tesselles souvent plus fines que sur les tapis précédents (densité moyenne de 80 par dm²), elle montre une palette à dominante de noir, blanc (blanc crème et blanc gris), rouge orangé, jaune et gris vert. Comme sur les autres mosaïques, la terre cuite a fourni les couleurs jaunes et rouge orangé. Le blanc gris semble correspondre à du marbre. Le support du pavement est très différent de celui des pavements de la salle à alcôve¹⁵.

La bordure extérieure, conservée seulement à l'ouest et au nord, se réduit à des filets noirs et rouges. Dans le champ à fond blanc parsemé de croisettes de quatre tesselles noires autour d'une tesselle rouge est figuré un cratère à double anse en S et à panse godronnée de forme circulaire, dont le pied triangulaire à boule repose sur la bordure ouest. De l'embouchure du vase s'échappent des enroulements végétaux stylisés, peut-être de la vigne. Le vase, aux contours noirs, est à dominante gris vert, avec des rehauts rouges et jaunes. Les volutes et les filaments sont noirs, doublés de jaune et de gris.

Les caractéristiques relevées dans la technique et le décor de ces trois tapis du secteur sud de la villa du Palat suggèrent un certain nombre de remarques sur l'organisation du travail des mosaïstes et sur le répertoire des ateliers de cette partie de la Gaule.

Les deux tapis de la salle à alcôve offrent des différences notables non seulement dans l'exécution, comme on l'a déjà souligné, mais aussi dans la nature du répertoire¹⁶. Les mosaïques correspondent néan-

15. Le support, peu épais, présente un *nucleus* d'environ 2 cm, blanchâtre, à grains roses et cendres, et en guise de *rudus*, une couche très mince (1,5 cm) faite d'un mortier jaunâtre avec des éclats de terre cuite et des cendres.

16. Voir développement *infra* en ce qui concerne ce dernier aspect.

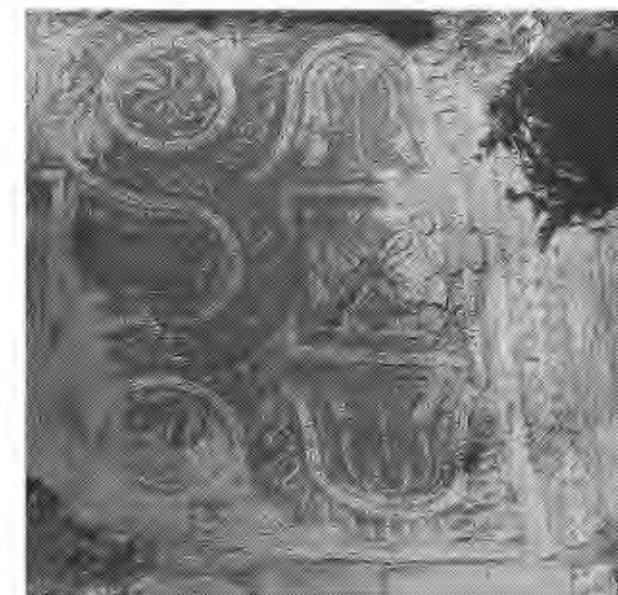


Fig. 8. — Détail du tapis de l'alcôve (1988) : noter à droite les lignes d'ogives opposées et dans le champ les éléments végétaux stylisés dans les figures en forme de cloche.



Fig. 9. — Détail de la composition en lignes d'ogives du tapis situé dans le secteur nord de la villa du Palat (1992)

moins à la même phase d'aménagement, ainsi que le montrent le contexte architectural et la composition du support. Il faut donc admettre que le décor de l'ensemble de la pièce a été réalisé par des artisans au savoir-faire inégal et au répertoire distinct. Ces écarts stylistiques entre des décors appartenant à un même espace architectural apparaissent aujourd'hui bien typiques du mode de fonctionnement de certains ateliers itinérants du Sud-Ouest qui regroupent des artisans de compétence variable et sans doute aussi de formation différente. Ainsi retrouve-t-on ce phénomène dans le secteur nord de la villa du Palat¹⁷ et sur bien d'autres sites, en particulier à Sigognac-Saint-Clair¹⁸ et à Fauroux¹⁹. Dans tous ces exemples, on remarque, ce qui ne saurait surprendre, que le tapis le mieux exécuté occupe une place privilégiée : seuil, espace principal (pour une salle à alcôve), tapis central (pour une galerie).

Par ailleurs, on constate que seul le tapis aux coussins de l'alcôve offre des liens étroits avec les autres pavements de la villa du Palat : on y relève les mêmes détails d'exécution, par exemple les rayures obliques à la place de tresses sur la ligne de chute du canevas géométrique²⁰, et l'emploi de motifs rares, telles les ogives opposées²¹ (fig. 8 et 9). On voit en outre sur l'un des tapis du complexe architectural situé au nord de la salle de réception centrale le même raccord en damier rouge et jaune²², motif toutefois bien attesté sur d'autres mosaïques du Sud-Ouest²³. Bien qu'il soit toujours délicat d'identifier des « mains » au sein d'une série de pavements, il serait tentant d'attribuer au même artisan la réalisation du tapis de l'alcôve et du tapis aux lignes d'ogives opposées du secteur nord, compte tenu des étonnantes similitudes dans le traitement de cette structure linéaire, peu usuelle, il faut le rappeler.

Un dernier aspect technique mérite une attention spéciale : c'est le seuil en carreaux de terre cuite (fig. 6) qui sépare les deux tapis en *opus tessellatum* de la salle à alcôve. Cette association de techniques, jusqu'alors repérée uniquement dans la villa de Plassac (Gironde)²⁴ et dans la villa de Moncaret (Dordogne), à environ 30 km à l'est de Saint-Emilion²⁵, correspond peut-être à des habitudes propres aux mosaïstes de cette partie de l'Aquitaine.

Le choix du répertoire et les modes de traitement semblent également intéressants à bien des égards. Ainsi observe-t-on dans le tapis principal de la salle à

alcôve un répertoire apparemment peu courant chez les mosaïstes du Sud-Ouest. La bordure extérieure en lignes de solides offre en effet un aspect différent des autres exemples rencontrés dans le Sud-Ouest, notamment à Jurançon-Las Hies²⁶ ou à Montmaurin La Hillère²⁷, dans la mesure où les solides sont ici disposés sur plusieurs rangs. Quant à la composition de méandres de svastikas en guirlandes de laurier et carrés, elle représente, dans l'état actuel de la documentation, l'unique exemple attesté dans ces régions de la Gaule. Le nombre limité de mosaïques romaines organisées par une composition du même type, la concentration des occurrences dans des contextes africains²⁸, enfin l'absence de document strictement identique à la structure centrée illustrée au Palat, tout cela contribue à faire entrevoir le caractère particulier de cette réalisation, dans laquelle on serait tenté de voir une interprétation libre d'une structure décorative propre à l'origine aux ateliers africains. Ajoutons que le mode de traitement des fleurons qui remplissent les carrés et les rectangles n'est guère habituel sur les pavements aquitains et que les comparaisons les plus nombreuses pour les fleurons longiformes à pompons se rencontrent en Afrique²⁹.

17. Balmelle *et alii* 1980, p. 71, note 31.

18. Labrousse 1983, p. 31-47.

19. Labrousse (M.), in *Gallia*, 36, 1978, p. 427-428, fig. 32.

20. Balmelle *et alii* 1980, p. 81 et p. 84 (tapis de la galerie de façade II et de la galerie XV, relevés fig. 10 et 22).

21. *Ibid.*, p. 85, tapis de la salle IX, relevé fig. 22.

22. Il s'agit du tapis de la salle XIII, très partiellement dégagé lors des premières fouilles (Balmelle *et alii* 1980, p. 87) et remis au jour en 1981.

23. Par exemple à Orbessan (Gers) : Balmelle 1987, n° 345.

24. Sion 1994, n° 55, p. 105 (salles à abside 4 et 11). Comme à Saint-Emilion, le seuil en carreaux de terre cuite sert à relier deux espaces.

25. Formigé 1941, p. 188-189. Les carreaux de terre cuite servent ici à former une bande de raccord autour du tapis en *opus tessellatum* (la piscine aux poissons).

26. Balmelle 1980, n° 161.

27. *Ibid.*, n° 80.

28. Balmelle, « Mosaïques tardives à trames végétalisées en Hispanie et en Gaule du Sud-Ouest », in *Recherches franco-tunisiennes sur la mosaïque africaine antique II, Trames géométriques végétalisées dans la mosaïque africaine antiques*, à paraître.

29. Balmelle 1987, n° 243, p. 119.

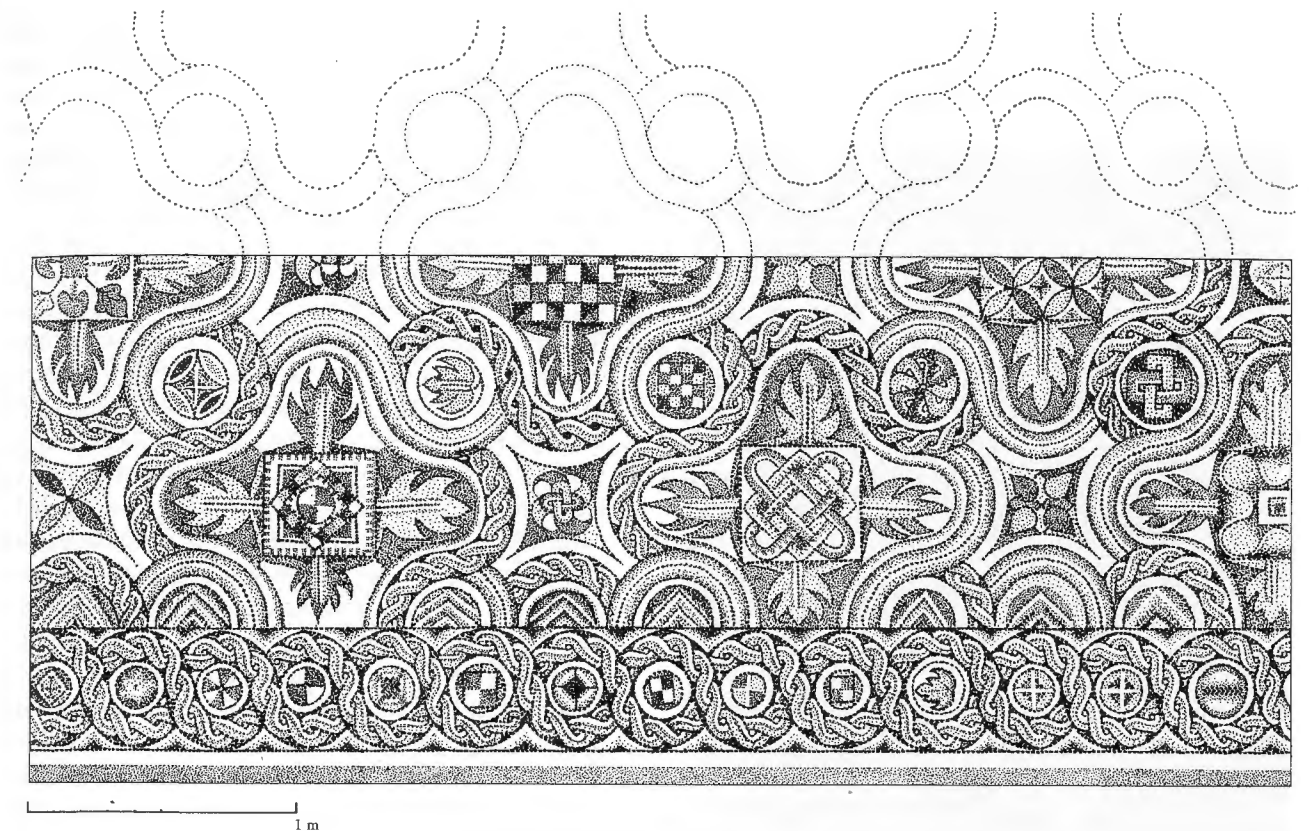


Fig. 10. — Relevé de la mosaïque à quadrillage de coussins et de cercles de Labastide-du-Temple, actuellement exposée au Musée Ingres à Montauban

Le répertoire utilisé pour le tapis de l'alcôve se situe dans une toute autre ambiance stylistique. Il inclut des décors communs à plusieurs pavements du Sud-Ouest, notamment une composition inspirée d'une trame bien attestée dans la mosaïque romaine, la composition en quadrillage de coussins et de cercles adjacents. Les exemples aquitains se rencontrent au nord et au sud de la Garonne³⁰ (fig. 10). Le caractère particulier du tapis de Saint-Emilion est peut-être simplement dû au fait que l'artisan n'a pas pris le soin d'organiser sa composition par rapport à la surface disponible. Parmi les remplissages les plus singuliers, il faut mentionner les éléments végétaux stylisés dans les cloches (fig. 8) qui ne sont pas sans évoquer les feuilles largement échancrées qui garnissent les mêmes figures dans la composition de coussins et de cercles représentée à Labastide-du-Temple³¹ (fig. 10). Sans doute convient-il aussi de rapprocher de ces éléments les ornements qui garnissent les triangles et les losanges de la composition d'une salle du secteur nord de la villa du Palat³² (fig. 11).

Si l'on se tourne enfin vers le tapis au canthare, on constate l'emploi de motifs bien classiques. Les particularités s'affirment ici uniquement dans le mode de traitement du vase et des éléments végétaux ; aucun parallèle précis ne s'impose avec les autres pavements tardifs du Sud-Ouest.

En définitive, ces nouveaux pavements de la villa du Palat à Saint-Emilion permettent de mieux saisir les équipes de mosaïstes au travail et d'apprécier les particularités de ces productions artisanales qui ont connu dans le Sud-Ouest, à partir du IV^e siècle,

30. Ainsi à Montcaret, à Labastide-du-Temple (Tarn-et-Garonne), à Labastide d'Armagnac (Landes) et à Montréal-le Glésia (Gers) : Balmelle 1987, n° 248 et 313, avec références bibliographiques.

31. Labrousse 1957, p. 71-82, fig. 1-2.

32. Balmelle *et alii* 1980, p. 85-86, fig. 22 et 24. A l'époque, je n'avais pas vu les rapprochements avec les éléments végétaux.

un essor spectaculaire³³. Des matériaux spécifiques, un travail d'équipe exécuté rapidement, des artisans-mosaïstes de formation différente, un répertoire pro-

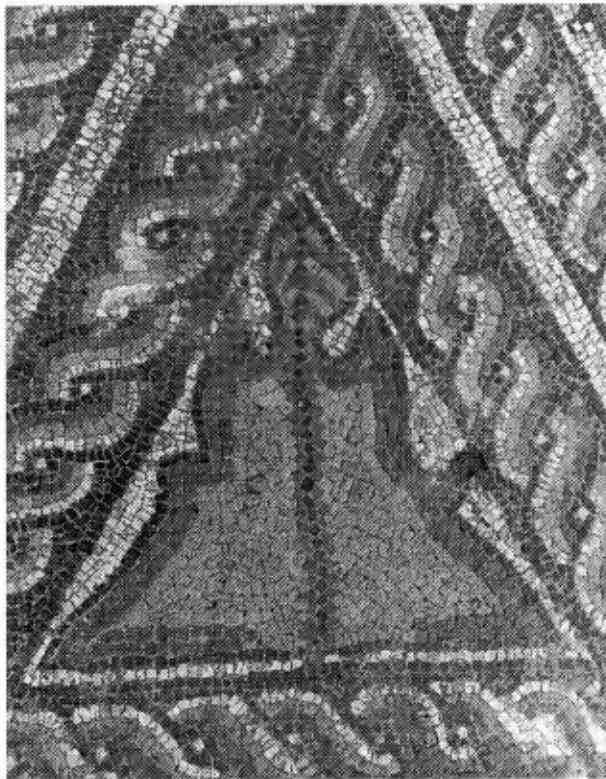


Fig. 11. — Détail d'un tapis du secteur nord de la villa du Palat : le motif de remplissage du triangle est à rapprocher des éléments végétaux stylisés du tapis de l'alcôve.

fondément renouvelé par rapport à celui des mosaïques gallo-romaines des siècles précédents, une libre adaptation des structures décoratives qu'elles se rattachent au vocabulaire mosaïstique traditionnel, ou qu'elles aient été empruntées à des répertoires d'ateliers extérieurs à la Gaule : tels sont sans doute les traits les plus remarquables de ces réalisations.

Chercher à donner une datation précise pour ces pavements serait une gageure. Les recherches archéologiques récentes n'ont pas permis en effet, comme on l'a vu, d'avancer des chronologies fines. La datation large, Ve siècle, proposée hypothétiquement en 1980 pour l'ensemble des pavements alors découverts reste, à mon sens, valable pour les deux tapis de la salle à alcôve. Le tapis au cratère, compte tenu de la nature de son support et de son style très différent de la grande majorité des pavements de la villa, pourrait appartenir à une phase postérieure, peut-être contemporaine de la pose des mosaïques aux motifs aquatiques découvertes en 1984 dans les absides du grand bassin ornamental³⁴. Il reste à espérer que le projet de déposer des pavements des pièces du secteur central et du secteur nord puisse aboutir et que les fouilles des couches sous jacentes aux pavements apportent des données archéologiques significatives.

33. J'ai donné un bref aperçu sur l'histoire de cette production dans Maurin et alii 1992, p. 297-301.

34. Balmelle, in *Archéologie en Aquitaine*, 3, 1984.

Bibliographie

- Balmelle 1980 : Balmelle C., *Recueil général des mosaïques de la Gaule, IV, Province d'Aquitaine, 1 Partie méridionale, (Piémont pyrénéen)*, (Xe suppl. à *Gallia*), Paris, 1980.
- Balmelle 1987 : Balmelle C., *Recueil général des mosaïques de la Gaule, IV, Province d'Aquitaine, 2 Partie méridionale, suite (les pays gascons)*, (Xe suppl. à *Gallia*), Paris, 1987.
- Balmelle et alii 1980 : Balmelle C., Gauthier M., Monturet R., «Mosaïques de la villa du Palat à Saint-Emilion (Gironde)», in *Gallia*, 38, 1980, p. 59-96.
- Balmelle et alii 1985 : Balmelle C., Blanchard-Lemée, Christophe J., Darmon J.-P., Guimier-Sorbets A.-M., Lavagne H., Prudhomme R., *Le décor géométrique de la mosaïque romaine. Répertoire graphique et descriptif des compositions linéaires et isotopes*, Paris, Picard, 1985.
- Formigé 1941 : Formigé J., «Fouilles de Montcaret de 1921 à 1938», in *102e Congrès archéologique de France, Bordeaux-Bayonne 1939*, Paris 1941, p. 182-195.
- Gauthier 1975 : Gauthier M., «La villa gallo-romaine du Palat à Saint-Emilion (Gironde)», in *Bulletin de la Société historique et archéologique de Saint-Emilion*, 1975, p. 45-58.
- Labrousse 1957 : Labrousse M., «Mosaïque polychrome gallo-romaine découverte à Labastide-du-Temple (Tarn-et-Garonne)», in *Pallas*, V, 1957, p. 71-82.
- Labrousse 1983 : Labrousse M., «Mosaïques gallo-romaines du Musée Saint-Raymond», in *Cahiers archéologiques de Midi-Pyrénées*, I, 1983, p. 31-47.
- Maurin et alii 1992 : Maurin L., Bost J.-P., Roddaz J.-M., *Les racines de l'Aquitaine. Vingt siècles d'histoire d'une région, vers 1000 avant J.-C. vers 1000 après J.-C.*, Bordeaux, 1992.
- Ouÿ-Vernazobres 1937 : Ouÿ-Vernazobres Ch., *Le Vieux Saint-Emilion, III, Miettes d'Histoire*, Montpellier, 1937, p. 9-13.
- Sion 1994 : Sion H., *Carte archéologique de la Gaule, La Gironde 33/1*, Paris, 1994.

Le collège de la Madeleine au XVIIe siècle

par Michèle Peyrissac

*C'est merveille combien de part ce collège tient en la Chrestienté ; et croy qu'il ne fut jamais confrerie et corps parmy nous qui tint un tel rang, ny qui produisit enfin des effects tels que feront ceux icy, Si leurs desseins continuent. Ils, possèdent tantost toute la Chrestienté. C'est une pépinière de grands hommes en toute sorte de grandeur. C'est celuy de nos membres qui menace le plus les hérétiques de notre temps*¹.

Michel de Montaigne.

C'est à l'emplacement du lycée Michel Montaigne, à l'angle de la rue du Mirail et du cours Victor Hugo, que les Jésuites installèrent à la fin du XVIe siècle leur collège bordelais. Tout au long du siècle suivant ils transformèrent les bâtiments les plus anciens mis à leur disposition, en construisirent de nouveaux, avant de donner en 1698 une façade monumentale à l'ensemble. Cette façade, par bonheur, a été conservée jusqu'à nos jours ; malgré les nombreux remaniements effectués au XIXe siècle, elle reste un exemple précieux de l'architecture bordelaise au XVIIe siècle.

La date de 1698 avancée par nos historiens correspond elle à un document précis² ? G. Ducaunnès-Duval dans une communication du 27 octobre 1941 signala en effet un contrat passé le 28 mars de cette année entre les Pères Jésuites et les architectes Jean Pol, Etienne Martin et Louis Lecocq pour la cons-

truction du Collège ; mais aucune référence n'accompagnait ces renseignements, si bien qu'ils tombèrent dans l'oubli³. Au cours de nos recherches dans les minutiers bordelais du XVIIe siècle, nous avons eu la chance de retrouver l'acte notarié concernant le marché de 1698. Il est intéressant à plus d'un titre et surtout il donne les clefs qui permettent de retrouver dans l'actuelle façade du Lycée Montaigne, les éléments propres à l'architecture du XVIIe siècle, celle qui fait l'objet de notre étude.

La fondation : Soutiens et oppositions

Approuvée par Paul III en 1540, la Compagnie de Jésus qu'inspirent les Exercices Spirituels d'Ignace de Loyola a pour but de défendre et de propager la foi

1. Montaigne écrit ces propos élogieux alors qu'il séjourne à Rome en mars 1581. Plus tard, élu maire de Bordeaux, il saura aussi prendre des mesures contre les négligences des Jésuites, *Journal de voyage* de M. de Montaigne présenté par F. Rigolot, P.U.F., 1992, p. 121.

2. *Histoire de Bordeaux de 1453 à 1715*, T. IV, Bordeaux, 1966, p. 436. Gabriel Loirette, *Les établissements des Jésuites en France depuis quatre siècles Enghien-Weteren*, 1949, col. 750.

3. *Revue Historique de Bordeaux*, T. XXXIV, p. 101.

catholique. Mais à ses activités missionnaires, en Europe et dans les autres continents, s'ajoute très tôt son œuvre d'enseignement avec la création de collèges, le premier à Messine en 1548. Malgré l'opposition des Parlements, de la Sorbonne, et d'une bonne partie du clergé, les Jésuites s'installent en France et d'abord à Paris, la ville où Ignace et ses compagnons ont prononcé leurs vœux en 1534⁴ ; leur collège de Clermont ouvre ses classes en 1564 ; très vite il prend de l'importance grâce à la qualité de son enseignement.

La Compagnie est appelée à Bordeaux par l'archevêque Prévost de Sansac afin d'ouvrir un nouveau collège qui devra rivaliser d'influence avec le Collège de Guyenne et combattre les idées nouvelles propagées par l'hérésie protestante. Les prêches du Père Edmond Auger, venu de Toulouse en 1571, les tracassations de François de Borgia, Général de l'Ordre, favorisent cette installation⁵. Mais le soutien matériel vient en premier lieu d'un conseiller au Parlement, François de Baulon, qui en août 1572 accorde aux Jésuites 2000 L. de rente annuelle, et surtout du pouvoir royal ; Charles IX, par ses lettres patentes du 1^{er} mai de la même année, permet que les bâtiments et revenus du prieuré Saint-Jacques dont François de Baulon est titulaire, soient affectés au collège. Il sera réservé toutefois *un lieu commode et convenable pour l'habitation dudict prieur, ensemble des prêtres, pellerins et enfants exposés suyvants la teneur de la fondation et sans préjudice d'icelle*. Les classes ouvrent en octobre 1572 et le 12 novembre le Collège de la Madeleine est incorporé à l'Université de Bordeaux, ses élèves jouissent des mêmes droits et privilèges que ceux du Collège de Guyenne⁶.

La mort de François de Baulon début 1574 amène un procès contre ses héritiers qui contestent la donation ; il va durer plus de trente ans. A son issue en 1608, la Seigneurie de Saint-Fort en Saintonge est adjugée au collège pour 28 000 L., mais la rente annuelle n'est que de 1 100 L. Opposition encore de la part des jurats et de membres du clergé à l'union du prieuré : ils invoquent leurs titres très anciens de patrons de l'hôpital qui lui est annexé ; L'appui de Catherine de Médicis maintient le collège en place par un arrêt du conseil du 5 novembre 1574⁷. Cependant les Jésuites voient leurs ressources augmenter grâce à la cession du prieuré Saint-Sauveur de Saint Macaire par le chanoine de Saint André Jean Rousseau, le 25

mai 1579 ; cette union est approuvée par le pape et par le roi, malgré les protestations des jurats de Saint Macaire⁸.

Accusés par les protestants de soutenir les ligueurs, les Jésuites sont chassés de Bordeaux le 24 avril 1589 ; la plupart des Pères se réfugient à Saint Macaire. En 1594, la tentative d'assassinat du roi Henry IV par Châtel, ancien élève des Jésuites, sert de prétexte à leur expulsion de France ; malgré tous ces avatars l'ordre garde des appuis dans la ville. Dès septembre 1603, grâce à la sollicitude du pape, il est rétabli en France par l'édit de Rouen : à cette date le Collège de Bordeaux rouvre officiellement ses portes.

La situation du collège

Les Jésuites ne sont pas des réguliers épris d'isolement. Ils choisissent pour leurs collèges des emplacements clefs, en général proches du centre urbain, et cela pour que leurs élèves puissent participer à la vie de la cité, pour que les fidèles accèdent facilement à leur église. A Bordeaux, les terrains qu'ils occupent sont situés sur les anciens fossés comblés *un des plus beaux endroits de la ville*, et des plus animés⁹. En face l'Hôtel de Ville, l'église Saint-Eloi et l'une des portes de la ville, tout près du Collège de Guyenne, comme par défi.

Les Jésuites restent cependant soucieux de leur tranquillité. En 1604 on éloigne le marché du bétail qui se tient sur les fossés deux fois par semaine ; les charrois peuvent être dangereux pour les élèves¹⁰. Dès le début de leur installation les Pères manifestent leur désaccord quand leurs voisins ouvrent de manière

abusives des fenêtres sur leur jardin ou empiètent sur leur terrain¹¹. Pour que leurs allées et venues entre le collège et l'église Saint-Jacques située de l'autre côté de la rue du Mirail soient plus discrètes, ils demandent l'autorisation de faire un passage voûté sous terre ; elle leur est accordée dès 1588. Fermée et endormagée au moment de leur disgrâce, cette voûte sera rétablie lors de leur retour en 1603¹². Dans le même souci pratique, et à défaut de dégagement devant leur église, les Jésuites présentent une autre requête à la Municipalité le 20 mars 1621, afin de faire paver une partie de la rue du Mirail, devant leurs bâtiments ; il leur faudra attendre un certain délai, mais ce sera fait, aux frais de la ville¹³.

La première installation

En 1572 nous l'avons vu, les Jésuites s'installent dans le prieuré Saint James et sur les terrains lui appartenant. G. Loirette précise qu'à cette date, on se préoccupa tout d'abord de transformer quelques salles du prieuré en classes pour les élèves, et en chambres pour le logement des Pères¹⁴. Au début du XVII^e siècle, de nouveaux dons vont aider le collège à financer les travaux nécessaires. Armand de Gourgues cède le prieuré de Bardenac ; Melle de Massip donne 300 L. *au moment où les Jésuites font bâtir, le corps de logis et les classes*¹⁵. En 1604 les Jurats leur accordent 3 000 L., à prendre sur les revenus du pied-fourchu, la même somme va aux Chartreux. Darnal, le chroniqueur, indique que ce legs les aidera *à bastir les classes de leur collège à neuf et les chambres au dessus*¹⁶.

Les archives des Jésuites nous apportent quelques renseignements sur ces nouvelles constructions, mais ils ne sont pas suffisamment précis pour nous permettre de les situer dans l'espace. En 1602 on reconstruit à neuf le grand chai du collège, et par mesure d'économie on réutilise la charpente et la couverture de tuiles. Dix chambres sont prévues au premier étage, cinq côté rue, cinq côté collège, séparées par des cloisons et desservies par une galerie ; la quittance établie l'année suivante indique que dix huit chambres ont été finalement réalisées. C'est le même charpentier qui est chargé de faire les planchers, les fenêtres et les portes nécessaires *audit bâtiment chambres et cour-roir*¹⁷. En 1619 les Maires et Jurats de Bordeaux, moins hostiles apparemment à la Compagnie, commandent des travaux de charpenterie pour le Collège

de la Madeleine. Jacques Chapelain emporte le marché comme *moins disant* : il réalise une charpente à trois fermes, un plancher ; une grande porte de noyer et quatre ouvertures, enfin un degré à vis avec ses balustres et son garde fou, le tout en chêne, pour 725 L.¹⁸.

En juillet 1628 le syndic du collège, le Père Pierre Ravine envisage des réparations et la construction de deux classes, de boutiques *pour la tenu des livres et commodités des escoliers*. Deux conseillers du roi et trésoriers généraux en Guyenne ont procédé à une visite des lieux. Le nouveau bâtiment aura trois niveaux et environ 9 mètres de hauteur. Au rez-de-chaussée s'ouvriront les arceaux des boutiques et le portail d'entrée de la basse-cour ; deux fenêtres et un abat-jour éclaireront la classe contre la rue. Pour les boutiques on prévoit des plafonds en bois de chêne ; le premier étage, lui, recevra des voûtes d'arêtes ou en arc de cloître, les arrières-voûssures *seront conduites en lunettes* pour les ouvertures des chambres. Le deuxième étage aura la même hauteur que les autres et fera usage de galerie ; le pavillon *servant d'entrée et portal* sera plus haut que le reste de l'édifice et que la galerie, sa charpente de chêne recevra une couverture d'ardoise. Le maître-maçon Dutireau propose le devis le moins cher ; les enchères se sont disputées entre les meilleurs maître-maçons de la ville : Louis Roche, Pierre Ardouin, Nicolas Carlier et Nicolas Boyreau, et l'on a pu ramener le prix des travaux à 20 000 L.¹⁹.

4. Dictionnaire du Grand siècle, sous la direction de F. Bluche, Paris 1990, p. 190.

5. Gabriel Loirette, *op. cit.*, col 734 et suiv. E. Gaullieur, *Histoire du Collège de Guyenne*, Paris 1874, p. 287 et suiv.

6. A.M. GG 986., Etat de l'établissement fondation ou revenu du Collège des Jésuites, 1668, Bibl. Mun. de Bordeaux, Fonds Lamontaigne, Mr 1696 XIII f° 3, f° 6 et f° 8.

7. E. Gaullieur, *op. cit.*, p. 560.

8. A.M. GG 986, document déjà cité.

9. A.D.Gir. Série H, Jésuites Collège, liasse 69.3. f° 14.

10. Simon Boé, *Chronique bordelaise*, Bordeaux, 1703, p. 116.

11. A.D.Gir. Bordeaux Série H, Jésuites Saint James, liasse 11 : lettre du 18 mai 1628, liasse 12 : lettre du 7 mai 1602.

12. *Chronique bordelaise*, *op. cit.*, p. 98. A.D.Gir. Série H, Jésuites, liasse 69-2, f° 15, Registre 62, f° 38.

13. liasse 69, 2, f° 17 et 18.

14. G. Loirette, *op. cit.*, col 748.

15. A.M. GG 986, Mémoire 1668 Acte du 29 mai 1600 reçu par Bernage, A.D.Gir. Série H, Jésuites, liasse 271, legs de 1603.

16. Ravenez, Histoire du Cardinale de Sourdis, Bordeaux-Paris, 1867. p. 84, *Chronique bordelaise*, 1703, p. 115.

17. A.D.Gir. Série H, Jésuites Collège, liasse 69.2, f° 14, prix fait du 2 décembre 1062 et quittance du 15 avril 1603, prix fait du 1^{er} mai 1603 Guillaume du Cassoulet, maître-charpentier.

18. A.D.Gir. 3 E 14 826 f° 529 minute Bouhet.

19. A.D.Gir. Série H, Jésuites liasse 69.2. f° 19.

Le recueil des plans d'édifices de la Compagnie de Jésus, conservé à la Bibliothèque Nationale, contient un plan d'ensemble du Collège de la Madeleine²⁰. Selon Jean Vallery Radot, il a été dressé entre 1628 et 1633 et le bâtiment que nous venons d'évoquer, tout nouvellement construit y figure, placé entre les deux cours et décrit dans la légende en ces termes : *Aedificium, or contignationum*²¹. Pour l'auteur du plan il comporte quatre niveaux, ce qui laisse supposer qu'il prend en compte le dernier étage du pavillon²². Les choses ne nous apparaissent pas aussi évidentes car la légende n'indique pas la destination des pièces placées au premier niveau du corps de logis et nous ne retrouvons pas la distribution annoncée par le contrat, notamment la classe contre la rue. Ce qui apparaît clairement par contre, c'est la division de l'espace en deux grandes cours, l'une réservée aux locaux d'habitation avec réfectoire, cuisine, lave-mains, l'autre aux classes et à la grande salle *pour recevoir les étrangers*. Cette division logique perdurera dans tous les futurs aménagements, et s'il s'agit ici d'un projet, il reflète bien les besoins du nouvel établissement (fig. 1)²³.

En 1633, indique Gabriel Loirette, on agrandit à nouveau les locaux destinés aux classes et on modifie l'entrée du collège. En 1641, la propriété du collège est entourée d'une muraille haute de 5 mètres et on construit une chapelle pour la grande congrégation, aménageant au premier étage une bibliothèque²⁴.

L'église Saint-Jacques

On pense que le nom de la Madeleine attribué au collège dès ses débuts vient d'une chapelle du même nom qui s'élevait encore au XVI^e siècle à l'angle formé par les fossés de ville et la rue du Mirail²⁵ (fig. 2). Elle fut détruite en 1548 lors de la révolte de la Gabelle ; l'abbé Bellet rapporte qu'on retrouva ses caves en creusant les fondements des nouveaux bâtiments, à la fin du XVII^e siècle²⁶. Mais l'église du collège, située nous l'avons vu de l'autre côté de la rue du Mirail, c'est l'église du prieuré Saint-James, fondé dès le début du XII^e siècle et étape sur le chemin de Saint-Jacques de Compostelle. Lorsqu'ils se l'approprient en 1572, les Jésuites conservent l'édifice moyenâgeux sans toucher à sa structure : une longue nef au chevet arrondi, flanquée de deux petites chapelles, au nord contre l'une d'elles, la sacristie²⁷. Cette simplicité n'est sans doute

pas pour déplaire aux Pères, elle correspond aux règles de la Compagnie à ses débuts, qui recommande des églises avant tout commodes et solides. Les travaux entrepris dans l'église Saint-James au cours du XVII^e siècle sont révélateurs de cet état d'esprit.

Indispensable à la vie religieuse du collège et à ses élèves, l'église, comme celle de la Maison Professe, est ouverte aux habitants de la ville qui viennent assister aux messes, écouter les sermons. Pour accueillir ce public nombreux, les Jésuites ont souvent pourvu leurs édifices de tribunes qui permettent d'agrandir la surface disponible. A Bordeaux, ils reçoivent en 1603 l'autorisation de construire une galerie à l'entrée de l'église, du côté gauche, au même niveau que celle déjà en usage pour les membres du Parlement, cette galerie toute en bois de chêne doit être fermée par une balustrade et équipée d'un banc avec dossier *a paneaulx* et marchepied²⁸.

Un peu plus tard on aménage une autre galerie pour les Messieurs de la Chancellerie, conseillers notaires et secrétaires du roi *afin que plus commodement lesdicts sieurs eussent le moyen de pouvoir assister aux prédications et autres services divins qu'y se font en icelle eglise hour de la foule et incommodité du commung peuple*. Le contrat passé avec le maître-maçon Louis Pilot et le maître-charpentier Guillaume du Cassolet prévoit la construction d'un couloir qui conduira jusqu'à la chapelle de Notre-Dame, située au nord de l'édifice. Au bout de ce couloir une tour carrée abritera un escalier en bois pour monter à la galerie. Por-

20. Cabinet des Estampes, B.N. Hd 4 d 96.

21. Jean Vallery-Radot, *Recueil des plans d'édifices de la Compagnie de Jésus conservé à la Bibliothèque Nationale de Paris*, Paris 1960, p. 175.

22. Le mot latin «contignatio», comme le mot étage en vieux français peut désigner aussi le niveau du rez-de-chaussée.

23. Reste l'hypothèse d'une erreur d'attribution ; en effet la topographie du quartier et l'orientation des bâtiments du collège ne correspondent pas à la réalité.

24. G. Loirette, *op. cit.*, col 749.

25. Elle est représentée sur une vue cavalière de la ville de Bordeaux, A.M. XL B 8.

26. Bibl. Mun., Notes abbé Bellet Ms 828, p 37.

27. Bibl. Nat., Cabinet des Estampes, Hd 4 a 116.

28 A.D.Gir. 3 E 14 806, f° 1303.

tée par des corbeaux de pierre celle-ci est à peu près identique à la précédente, toute en chêne avec deux bancs à dossier et un garde-fou garni de balustres²⁹. En 1615 les Pères font déposer la toiture de l'église, en très mauvais état, et exhausser les murs de près de 5 m *pour le plus grand avantage de la beauté et de la clarté de l'ensemble* ; il en coûte 2 000 L. en partie apportées par des aumones³⁰. Toujours dans un souci d'économie, le vaisseau est recouvert de lambris qui subsistent encore au XVIII^e siècle³¹.

A cette architecture simple, les Pères ont cependant apporté un décor intérieur soigné, enrichi au fur et à mesure que se manifestait la générosité des donateurs. En 1615, le Président de Nesmond fait don d'un autel et offre 300 L. pour des ornements, plus 100 L. pour les réparations de l'église³². En 1657 l'incendie de l'hôtel de ville cause d'importants dégâts dans l'édifice ; la voûte du chœur et le petit clocher sont endommagés, les vitraux cassés et le retable en piteux état. Les travaux nécessaires seront entrepris : un procès verbal du 8 août 1673 affirme même qu'elle est une des plus belles et mieux ornées et tenues qu'il y ait dans cette ville³³.

Certains de ses ornements peuvent servir à l'occasion de modèles pour les églises de Bordeaux et des environs. En 1610 Pierre Gorrinal maître-horloger de Treignac en Limousin s'engage à faire une horloge garnie de toutes pièces d'avantage ou au moins aussi grande que celle faite au collège des Jésuites ; elle doit être placée en haut du clocher de Saint-Michel³⁴. En 1664 Goinard, maître-menuisier, est chargé de réaliser un tabernacle identique à celui de l'église du collège des Jésuites pour Saint-Michel de Fronsac³⁵.

Le plan du collège

Nous avons essayé de retrouver les textes relatifs aux travaux exécutés dans le collège dans la première moitié du XVII^e siècle, et repris ceux déjà mentionnés par G. Loirette ; mais le tout réuni ne nous donne pas une idée bien précise des lieux, encore moins du style du bâtiment. En décembre 1657, le feu prend aux poudres entreposées dans la Maison de Ville située en face du collège, l'incendie provoque des destructions dans tout le voisinage. Dans les jours qui suivent Jacques Robelin, architecte du roi, accompagné de deux maîtres-charpentiers constate les dégâts

et évalue les travaux nécessaires pour remettre en état le collège, sa visite et celle des autres corps de métier nous donne des renseignements précieux sur l'aménagement des différents corps de logis, et leur destination³⁶.

Un plan du collège dressé en 1695 par le Père Desforges recoupe en partie cette description et nous permet de situer dans l'espace les nombreux bâtiments. Est-il tout à fait précis ? , rien ne nous permet de l'affirmer mais c'est le seul plan dont nous disposions avant les transformations des XVIII^e et XIX^e siècles³⁷ (fig. 3).

Le terrain qu'occupent les Jésuites, si l'on exclut le jardin situé à l'arrière, forme un grand quadrilatère dont les côtés font de 85 à 90 m, fermé de toutes parts. Cinq cours, carrées ou rectangulaires, et divers corps de logis sont disposés de façon irrégulière : nous avons là le résultat de nombreuses campagnes de travaux menées selon les besoins, les rentrées d'argent. La *ratio domiciliorum* correspond ici une fois de plus non à un plan imposé, mais à un aménagement fonctionnel de l'espace disponible ; du modèle romain, du *collegio romano* dont la première pierre fut posée en 1581, on a conservé le principe d'une cour monumentale ouverte à l'occasion au public³⁸. Un simple mur la sépare de la rue des Fossés, où s'ouvre la porte d'entrée principale du collège. Les bâtiments scolaires s'agencent autour de cette cour des classes ou *area scholarum*, ouverte sur la ville.

29. A.D.Gir. 3 E 14814, f° 713 1610.

30. G. Loirette, *op. cit.*, col 749, Annua 1615.

31. Bibl. Mun., Notes abbé Bellet Ms 828 V p 37.

32. cf. note 30.

33. Comptes-rendus des Travaux de la Commission des Monuments Historiques de la Gironde, 1853, p. 23.

34. A.D.Gir. 3 E 7085, f° 139.

35. A.D.Gir. 3 E 4765, f° 131.

36. A.D.Gir. Série H, Collège Jésuites, liasse 69.3, f° 2, f° 4, f° 6, f° 7.

37. *Idem*, liasse 65, n° 2-262, p. x 272.

38. A. Blunt, *Guide de la Rome baroque*, Paris 1992, p. 291.

A l'ouest se trouve le grand corps de logis (34 m de long) où sont les classes de logique, de rhétorique et des humanités ; sur les deux étages, des galeries desservent les chambres des Pères. En prolongement des classes vient la chapelle de la grande congrégation qui sert aux *grands escoliers* pour faire les *déclamations et ouïr la messe* ; tout près une petite sacristie³⁹. Au dessus de cette chapelle, comme le signalait G. Loirette, on a installé la bibliothèque. Au sud les classes de théologie et de philosophie occupent le rez-de-chaussée d'un bâtiment qui ouvre aussi sur le jardin, avec la chambre du préfet pour examiner les *écoliers*. Comme précédemment des chambres occupent les étages, elles communiquent par des galeries.

Une autre cour, carrée, située à l'angle de la rue du Mirail et des Fossés a une vocation domestique : c'est l'*area interior nostrorum* comme la nomme souvent les Jésuites ; les bâtiments qui la bordent regroupent les installations nécessaires à la vie de toute communauté. Un corps de logis, double en profondeur, la sépare de la cour des classes. Il contient au rez-de-chaussée le grand réfectoire, le lave-main, les cuisines, la crédence et au premier étage deux grandes salles dont celle de la petite congrégation placée au dessus de la crédence. L'expertise mentionne d'autres offices, la cordonnerie, la teinturerie, qui sont placés vers les fossés. Du côté de la rue du Mirail, la *porte des pèlerins* où sont reçus les voyageurs, permet d'accéder à cette cour. En 1674 le Père Barré offre 2 000 L. pour la bâtisse du petit corps de logis où doit s'ouvrir la porte⁴⁰. Tout à côté, les Pères ont installé l'apothicairerie et les locaux réservés aux archives. Au sud une dépense ferme la cour, avec au premier étage les infirmeries. Toujours sur la rue du Mirail, un autre bâtiment de 10 m de hauteur et 15 m de longueur sert de logement pour les religieux. Peu de détails nous sont donnés sur son aménagement, mais sa situation, ses dimensions peuvent nous laisser supposer qu'il s'agit de celui construit en 1628 par Dutireau. L'autre entrée du collège, la *porterie*, jouxte les infirmeries. Enfin, dans le même alignement, en face de l'église Saint-Jacques, un corps de logis long de 40 m et large de 14 m, borde à l'est la troisième cour, elle aussi de forme carrée. Au rez-de-chaussée, la *grande salle* était destinée autrefois à recevoir les étrangers : elle était ornée, nous dit l'abbé Bellet, des portraits des bienfaiteurs des Jésuites⁴¹. Dans un de leurs registres on retrouve effectivement des dépenses concernant deux portraits

de bienfaiteurs qui sont mis dans la salle et celui de Saint-Ignace⁴². A l'étage, se trouvent les chambres des Pères.

Dans cette partie du collège, s'élevait autrefois l'hôpital de Saint-Jacques avant qu'il ne soit transporté et bâti par les Jésuites de l'autre côté de la rue du Mirail, au nord de l'église⁴³. A l'arrière de ces trois premières cours, vers le midi, on rencontre encore deux petites basses-cours ; la première a sa porte charretière sur la rue du Mirail, elle est entourée de communs : écurie, cuvier et son pressoir, chambres pour les valets, chais. La seconde amène vers le jardin, elle est bordée à l'ouest par la chapelle de la Congrégation. Des passages, de longs couloirs, des galeries, permettent de passer d'une cour à l'autre, d'un bâtiment à l'autre, certains sont dessinés sur le plan.

En janvier 1572, avant que les Jésuites ne s'y installent, le prieuré Saint-Jacques a gardé encore l'aspect rural qu'il avait au Moyen Age. Juste en face de l'hôtel de ville on trouve un enclos planté de vigne, une étable pour dix chevaux, un grenier à blé⁴⁴. Un siècle plus tard, les religieux ont su préserver un grand espace situé au sud de leur propriété où ils ont aménagé leur jardin.

En 1678 les Pères décident de planter des poiriers tout le long de la *grande allée du milieu*⁴⁵. Depuis le haut de cette allée en partant d'un charme, ils alignent deux rangées de 23 poiriers chacune, dans un ordre bien établi d'avance. Deux mûriers en marquent les bornes puis viennent les poiriers : poiriers de noir sucré, poiriers de Saint-Martial, poiriers grosse orange, poiriers de doyenné, poiriers mouille-bouche. une dizaine de variétés au nom évocateur sont représentées. D'autres poiriers encore seront plantés dans la petite allée qui va aussi d'un bout à l'autre du jardin,

39. Série H, Jésuites, Registre 62, n° 38.

40. A.D.Gir. Série H, Jésuites, liasse 271.

41. Bibl. Mun. Ms 802.

42. A.D.Gir. Série H, Jésuites, Registre, 21 Décembre 1698.

43. A.D.Gir. Série H, Jésuites, Registre 62.38.

44. A. Masson, « Existe-t-il une architecture des hospices de Saint-Jacques ? *Revue Historique de Bordeaux*, T. XXXV, 1942, p. 13.

45. Série H, Jésuites liasse 69.2, f° 21.

au commencement où il y a un abricotier. A partir de ce texte on peut imaginer un vaste verger, de 90 m de long sur 60 m de large, organisé simplement en de grands compartiments limités par des allées de promenade. Au cœur de la ville il représente un lieu de détente, propice à la méditation, et alliant l'utile à l'agréable par la place importante qu'il donne à l'arbre porteur de fruits.

L'organisation du jardin

Le mémoire établi en 1668 nous donne des renseignements précis sur le fonctionnement du collège, sur ce qui fait son originalité par rapport aux autres fondations religieuses de la ville⁴⁶. Il nous permet de mieux comprendre la raison d'être de tous ses bâtiments, à défaut de pouvoir saisir leur physionomie. Le collège possède neuf classes différentes où les Pères Jésuites enseignent *toutes les sciences comme dans les plus grands collèges et académies de leur ordre*. Treize professeurs s'y consacrent ordinairement, secondés par les religieux qui suivent aussi leurs cours. Les classes de Théologie et de Philosophie sont considérées comme les *classes supérieures*, elles voisinent d'ailleurs dans un même corps de logis ; les classes dites *inférieures*, qui comportent l'étude de la rhétorique, des humanités et de la grammaire sont regroupées dans le grand corps de logis occidental. Deux Pères Préfets différents sont chargés d'y faire régner l'ordre et la discipline.

Dirigé par un recteur et un syndic, le collège entretient une cinquantaine de religieux. En effet, il n'a pas été institué seulement pour enseigner les lettres dans les classes mais aussi pour l'entretien et subsistance de ceux qui s'emploient à la conversion des âmes, à l'administration des sacrements, aux prédications dedans et hors la ville et autres œuvres de piété qui concernent le bien du prochain et leur avancement à la vertu qui sont les motifs qui ont porté les Rois à permettre et favoriser cet établissement. La présence de cette élite fait du collège de la Madeleine un centre intellectuel et apostolique dont le rayonnement touche toute la province⁴⁷. Une vingtaine d'ouvriers ou frères coadjuteurs sont occupés aux autres fonctions et aux tâches plus matérielles. On peut citer le portier, chargé de recevoir les pèlerins de Saint-Jacques, l'archiviste, les pharmaciens, herboristes au talent reconnu et certains même chirurgiens. Dans le collège, nous l'avons vu, des locaux

particuliers sont affectés à leur activité : porterie, archives, apothicairerie et c'est une constante dans tous les collèges de France ; les frères sont logés tout à côté. Au total 72 chambres sont nécessaires à cette communauté, selon l'expertise de 1657. La plupart sont situées autour de la cour principale, au dessus des classes.

Un millier d'élèves environ fréquentent les classes au cours du XVIIe siècle. A l'exception de quelques irlandais ou de quelques anglais, la plupart sont originaires de Bordeaux et des régions voisines. Ils viennent des classes dirigeantes de la ville, de familles nobles, de familles de parlementaires ou de riches marchands, mais la gratuité de l'externat permet à des enfants de milieux plus modestes, de suivre l'enseignement des Jésuites. Le collège n'accueille pas de pensionnaires, les chambres manquent, même pour les religieux, depuis l'incendie de l'hôtel de ville.

Le but de l'enseignement jésuite est de former l'honnête homme au jugement et au goût sûrs, le chrétien qui saura assumer ses responsabilités dans le monde. Il fait appel pour cela à la culture humaniste de l'époque, nourrie par les textes anciens, par les chefs d'œuvre de l'antiquité, mais aussi à l'esprit critique, à la maîtrise de soi que développe la pratique de la dialectique et de la rhétorique. Dès 1599, les bases de cet enseignement sont codifiées dans la *ratio studiorum* ou règle des études, écrite sous l'impulsion du Père Acquaviva, Général de l'Ordre⁴⁸ ; il emprunte largement à celui des collèges parisiens et des humanistes de la Renaissance. Si le plan, nous l'avons vu, ne correspond pas à un projet jésuite proprement dit, il existe néanmoins dans l'établissement des lieux privilégiés de méditation et d'épanouissement individuel, liés justement à cette forme de pédagogie.

L'importance des textes anciens mais aussi l'ouverture sur le monde, la curiosité universelle que prônent les Jésuites rendent indispensable la présence d'une bibliothèque. Signalée dès 1641 et installée au dessus de la chapelle de la Grande Congrégation, cette

46. A.M. Bordeaux, GG 986.

47. G. Loirette nous en présente les personnalités les plus connues, *op. cit.*, col. 744.

48. G. Le Bras, Les ordres religieux, la vie et l'art, Paris, 1980, p. 600.

bibliothèque va s'enrichir au fil des années, grâce à des dons divers. Le plus important vient de Mr et Mme Ricard, parents de deux religieux qui lèguent au collège en 1634 une maison située dans la rue Saint-Antoine pour le revenu d'icelle estre employé en l'achat de livres pour la bibliothèque dudit collège ; il s'y ajoute par la suite une somme de 5 000 L.⁴⁹ Des ecclésiastiques, d'anciens élèves du collège, cèdent également leur bibliothèque, c'est le cas de Géraud Dupin, chanoine de Bazas en 1614 et du Père Dartois, secrétaire de François de Sourdis en 1633⁵⁰. Les Pères font venir des livres de Hollande avec l'autorisation de l'intendant et plusieurs exemplaires de chaque ouvrage comme le montre une facture de juin 1687⁵¹. On imprime et cela dès le début du siècle le livre des Indes Orientales par le Père du Jarricq, religieux de la Compagnie⁵². On commande aux maîtres imprimeurs de Bordeaux, Simon Millanges puis Guillaume Boudé Boé, Claude Labottière les livres qui se liront aux classes du collège chaque année suivant le catalogue⁵³.

Lors de l'incendie de 1657 les Jésuites se désolent des pertes qu'ils ont subies dans leur bibliothèque une des plus belles espèces qu'ils eussent en France tant pour l'assituation et commodité du lieux spacieux et bien ayré que pour la qualité et quantité des livres en nombre et bien choisis⁵⁴. Elle ne sera reconstruite que bien plus tard. Vers 1723, dit l'abbé Bellet, on a élevé un vaisseau assez beau pour une bibliothèque. Les boiseries en bois de chêne sont divisées en compartiments par des pilastres cannelés d'ordre toscan ; une large corniche sépare ce premier niveau d'un second décoré de la même façon et auquel on accède par un escalier dérobé ; une balustrade de fer défend la galerie⁵⁵.

Les représentations théâtrales, comédies ou tragédies, les ballets, font partie de la vie des collèges ; pour les Jésuites c'est là un moyen de développer la maîtrise du corps et celle du langage. Le 8 novembre 1615, une grande réception est donnée en l'honneur du roi Louis XIII qui va retrouver sa jeune épouse. Les *Champs Elyséens*, divertissement en six actes, conduit le jeune roi dans un univers fantastique chargé de symboles mythologiques, lui indique les choix à faire, tout en célébrant ses vertus : *Ils faisoit bon voir trois basses-cours vestues et tapissées de tableaux faits express, d'emblèmes, vœux et anagrammes en toutes langues, outre les bocages, jardins, rochers et machines mouvantes et la jeunesse richement habillée*⁵⁶.

Musique et théâtre animaient les trois théâtres du Collège Louis le Grand à Paris, l'ancien Collège de Clermont ; le Collège de Parme possédait une salle de 1000 places ; construit en 1656, c'était le plus grand des théâtres de la Compagnie ! A Bordeaux rien d'aussi élaboré ; les trois grandes cours servaient de cadres aux manifestations les plus exceptionnelles. Le 6 juin 1642, les jurats furent invités à assister à une tragédie et placés sur un théâtre préparé pour eux, au dessus duquel étoient des voiles tendues dans le dessein de les Garantir du soleil⁵⁷. Installée dans le collège en 1611, la salle de la Grande Congrégation accueillit d'abord les écoliers et dans la suite toutes sortes de personnes⁵⁸ ; elle fit office de salle de spectacle, de salle des déclamations où se tenaient les séances solennelles et par exemple la remise des prix aux écoliers par les jurats. Utilisée aussi comme lieu de prière, les Pères l'avaient pourvue d'un autel et ornée de tableaux : le 1er février 1692 un retable fut commandé à Claude Grolier⁵⁹. De même que cette chapelle, la salle de la Petite Congrégation, située de l'autre côté de la cour des classes possédait un autel et divers ornements.

Les problèmes financiers

L'état des lieux effectué en décembre 1657 le montre bien, les bâtiments du collège ont beaucoup souffert lors de l'incendie de l'hôtel de ville ; partout,

49. A.D.Gir. Série H, liasse 69.1, f° 52. Sans date, la date nous est donnée par ailleurs, Registre 62, n° 264, Acte 19 déc. 1634, Sarrail notaire.

50. A.D.Gir. Série H, Jésuites, liasse 271, Dons.

51. *Idem*. liasse 69.1, f° 50.

52. *Idem*. liasse 69.1. Contrats du 14 mai 1607, 10 déc. 1612 et 19 oct. 1613.

53. *Idem*. liasse 69.1. années 1629, 1654, 1697, f° 8, 10, 16.

54. *Idem*. liasse 69.3, f° 2.

55. Bibl. Mun. Ms 828 V, p. 40.

56. P.F. Garasse, *Les Champs Elyséens ou la réception du Roi très chrétien Louis XIII au collège de Bordeaux de la Compagnie de Jésus*, Bordeaux, 1615, p. 68.

57. Inventaire sommaire des registres de la Jurade, T. 8, p. 206.

58. Bibl. Mun. Ms 828 V, p. 9.

59. S.A.B., T. XXXVII, Communication de G. Ducaunnès-Duval, p. 38.

les charpentes ont été endommagées, les cloisons et les vitres soufflées, les murs lézardés. En ce qui les concerne, maîtres-maçons et charpentiers estiment les réparations à 30 108 L.⁶⁰. Qui sinon le roi pourra aider les Jésuites ? Une lettre datée de 1658 sollicite son aide : 60 000 L. pour effectuer les travaux sont nécessaires. Les religieux évoquent l'incendie d'un magasin de poudres et les dommages occasionnés dans le couvent des Jacobins ; à ce moment-là le roi avait su faire preuve de générosité⁶¹. Les Jésuites devront attendre 1661 : le 8 juillet un arrêt du conseil ordonne qu'il soit payé 6 000 L. au collège pour les débris du 13 décembre 1657. Pour acquitter leurs dettes, contractées pour réparer les dégâts, les Pères vendent des biens, la moitié de la terre de Saint-Fort en Saintonge entre autres ; ils en retirent 36 500 L.⁶². Autre sujet de mécontentement pour les Jésuites, celui des maisons démolies sur l'ordre de Louis XIV pour agrandir le Château-Trompette ; onze d'entre elles dépendaient du fief du collège, deux furent démolies en 1669, les autres en 1676. Les Pères demandent à être indemnisés de la perte de leurs fiefs et de leurs censives, d'autant plus que le collège se trouve dans un accablement extraordinaire pour les emprunts qu'il a été obligé de faire de plus de 30 000 L. pendant les dernières guerres. Comme l'atteste une lettre du 5 mars 1700, à cette date aucune indemnité n'a été versée⁶³ ; d'autres lettres suivent.

Le Collège de la Madeleine dispose pourtant d'importantes ressources matérielles, grâce aux donations successives ; une des dernières en date vient de Jean de Seurin, père d'un religieux de la Compagnie et conseiller au Parlement ; il lègue en 1626 la maison noble de Chelivettes près de Saint-Loubens et d'importantes sommes d'argent, sous certaines conditions⁶⁴. Propriétés en campagne, maisons de rapport, fiefs dans Bordeaux, les années 1660 semblent favorables : 18 044 L. de revenus nets pour 1664, 10 615 L. pour 1665, 15 333 L. pour 1666⁶⁵. La présence des frères coadjuteurs Mathurin Biziou et André Ledre, *fabri lignarii* est attestée au collège dans les années 1657 à 1663. G. Loirette pense qu'ils dirigèrent les réparations avec l'aide du Père François André⁶⁶. Apparemment les travaux ne furent pas de grande envergure et les Pères se contentèrent d'une remise en état.

Dans les années 1680, les recettes du collège couvrent à peine ses dépenses ; chaque année il ne reste que quelques milliers de livres disponibles, voire quelques centaines, notamment en 1685. Une déclara-

tion du 4 juillet 1692 faite par le syndic de l'établissement amène le même constat : le revenu net depuis quelques années n'est que de 6 000 L. environ et seuls des emprunts ont permis aux religieux de subsister⁶⁷.

1698

la construction du collège

Le 27 mars 1698 les Jésuites adressent une lettre aux maire et jurats de Bordeaux pour demander l'autorisation de faire avancer les saillies et corniches de leur future construction de quelques pieds sur la rue au delà de la muraille du collège : *Ledit collège estant dans le dessaing de faire incessamment bastir diverses maisons dans son emplacement le long de la grande-rue des fossés de l'hôtel de ville, à prendre depuis le coing de la rue du Mirai tirant vers le couvent des Carmes, autant que contient ledit emplacement du collège, ce qui sera d'un très bel ornement et décoration pour la ville, par la façade extraordinaire que le suppléant désire faire lelong dudit fossé au moyen de divers pavillons qui y seront faits dans les coings et dans le milieu dudit emplacement où doit estre faite l'entrée dudit collège...*⁶⁸.

Dès le lendemain, le 28 mars, Jean Chazaud et Pierre Lorais syndic et recteur de la Compagnie de Jésus traitent avec Jean Paul, Etienne Martin et Louis Lecocq, architectes connus de la ville de Bordeaux⁶⁹. Ceux-ci s'engagent à élever la façade du collège sur les fossés, conformément au plan et au dessin signés par

60. Série H, Jésuites, liasse 3, f° 4, suivent les devis des autres corps de métier.

61. Liasse 69 3, f° 11.

62. *Idem* f° 12 et f° 13.

63. Série H, Jésuites, liasse 69.3, f° 80, sans date et f° 46.

64. Bibl. Mun. Ms 1696 XIII, f° 16.

65. A.M. GG 986.

66. P. Delattre, *Frères archivistes, architectes et artistes de la province d'Aquitaine*, Rome, 1946, p. 147.

67. A.D.Gir. Registre Collège n° 15, comptes de 1631 à 1685, travaux de la Commission des Monuments Historiques de la Gironde 1853, p. 35.

68. A.D.Gir. Collège Jésuites, liasse 69.2, f° 22.

69. A.D.Gir. 3E 2165, f° 152, pièce justificative.

les deux parties. Bien que cela ne soit pas spécifié dans l'acte, le projet a sans doute été mis au point au sein même de la Compagnie, et les architectes ont fourni plans, élévations et devis. Le dessin consiste en un pavillon d'angle, puis en deux maisons séparées par une entrée pour le collège. Le tout occupe une longueur de 39 m et une profondeur de 8 m environ, mais on laisse des pierres d'attente à la dernière maison pour une construction ultérieure, église ou pavillon. Le parti est clair : il s'agit de donner à l'établissement maintenant séculaire une façade digne de son prestige et, pour amortir les frais de la construction, d'intégrer à l'ensemble des bâtiments existants trois maisons de rapport semblables aux maisons bourgeoises qui se construisent à cette époque. On précise d'ailleurs lesquelles en donnant le nom de leur propriétaire.

Dans un souci de meilleure rentabilité on prévoit des boutiques au rez-de-chaussée ; les arceaux et leurs côtés seront ornés de motifs *en pointe de diamant* ou bien *d'un gros boudin*. L'idée n'est pas nouvelle, et on la trouve déjà dans un plan du collège en 1607 qui montre une dizaine de boutiques alignées le long de la rue des fossés, de chaque côté de l'entrée principale ; ce plan semble inachevé et il s'agit peut-être d'un projet ⁷⁰.

Chaque maison est conçue de manière identique. Au rez-de-chaussée, légèrement surélevé par rapport à la rue, la porte d'entrée située à côté de l'arceau, ouvre sur un couloir qui conduit à l'escalier et à la cuisine. Par l'escalier droit en pierre de taille on accède aux étages : à chaque niveau les deux chambres donnent sur les fossés, l'antichambre, plus petite, sur la cour. Les maisons, comme l'entrée, sont bâties sur des caves surbaissées ; des portes ont été pratiquées dans les murailles de séparation pour *pouvoir d'une cave à l'autre aller tout le long de la dite bâtisse*. Ces belles caves existent toujours, l'une d'elles plus ancienne s'avance sous le cours Victor Hugo : les Jésuites demanderont par la suite l'autorisation d'agrandir les nouvelles de la même façon ; apparemment ils essuyèrent un refus ⁷¹. A chaque cave on prévoit une descente pour les barriques, des fauxjours pour l'éclairage.

Les maîtres-maçons installent dix neuf cheminées, identiques à celles de la maison de M. Barrière marchand, demeurant rue Sainte Catherine et bâtie depuis peu par Me Hugues, architecte. Ils équipent les

cuisines et les antichambres d'éviers et de souillards, toutes les pièces d'armoires dont *le dessus* sera placé à la même hauteur que ceux des fenêtres et des portes, de manière à former *une plate bande*. Au rez-de-chaussée des carreaux de pierre conduisent les eaux usées dans des citernes placées sous la cour, un carrelage doit recouvrir le sol. De manière à ne pas perdre de place les tuyaux des cheminées, comme ceux qui relient les sièges aux caves des lieux communs, sont encastrés dans les murs. A chaque étage des portes de communication ont été prévues dans les murs de séparation des maisons, de façon à pouvoir éventuellement louer le bâtiment à une même personne. Toutes semblables dans leur aménagement intérieur, à la fois simple et confortable, conforme aux usages du jour, comme les maisons d'un même lotissement, ces nouvelles constructions vont se différencier par leurs façades, soumises à un programme plus complexe.

Le pavillon d'angle, légèrement en saillie de même que l'entrée, compte trois travées de fenêtres comme les deux autres maisons mais un niveau supplémentaire. La façade de la rue du Mirail et celle des fossés doit être semblable à celle de M. Chaumeton, marchand de la rue de la Rouselle. Il est dit cependant qu'aux trumeaux entre les fenêtres on ne fera que des chaînes en bossage, en chanfrein ou bien arrondies ; elles coupent à intervalles réguliers les bandeaux horizontaux qui soulignent les étages. C'est là un des motifs de base du style classique français ; plus avant dans le siècle on utilise plutôt les chaînes harpées. Nous n'avons pas réussi à repérer cette maison, à laquelle il est fait référence également pour le dessin des fenêtres ; mais nous avons retrouvé un acte de construction qui la concerne. Le 5 février 1696 Léonard Nouailles et Jean, son fils, Pierre Hérissé, son gendre, s'engagent à rebâtir à neuf ses façades qui comportent des arceaux au rez-de-chaussée. Peu de détails nous sont donnés sur le décor architectural car les maîtres-maçons doivent suivre les deux plans et l'élévation qui ont été dessinés. A propos des fenêtres, il est dit seulement que les croisées en bois de noyer seront garnies de grands carreaux de verre ⁷². Au collège le boudin qui les entoure sera *plus gros et plus vuide*.

70. Bibl. Mun. Ms 713, 2e série IX, Coll. Bernardau.

71. A.D.Gir. Jésuites, liasse 69.2, f° 22.

72. A.D.Gir. 3E 15 297, f° 389. Contrat passé avec Jean Chaumeton marchand rue de la Rouselle.

A chacune des grandes fenêtres, de forme rectangulaire on posera une clef taillée en pointe de diamant. Dans la réalisation finale des têtes d'angelots, souvent réservées à l'architecture religieuse, ont remplacé le motif prévu plus banal ; placées à cet endroit elles préfigurent les mascarons du XVIII^e siècle et perpétuent l'iconographie antique et renaissante (fig. 23 et 24).

Le souvenir de l'antiquité classique se retrouve d'une manière plus évidente encore dans l'emploi des ordres superposés, emploi réinventé par les architectes italiens, puis français, de la Renaissance pour orner les façades des palais comme celles des églises ; les exemples en sont multiples, du Colisée romain à l'église Saint Gervais construite à Paris à partir de 1616, mais ils se font plus rares dans la deuxième moitié du XVII^e siècle, de même pour les édifices construits par les Jésuites ⁷³. A Bordeaux l'usage des ordres superposés est moins spectaculaire. Nous l'avons rencontré sur la façade de la maison Chauliac, encore typiquement médiévale avec ses colombages et ses encorbellements, au niveau des pilastres en bois qui en marquent les angles ⁷⁴ et dans le décor d'inspiration plus classique de la galerie intérieure de la Mairie ⁷⁵. Au collège de la Madeleine, à l'inverse du parti adopté dans les palais romains, il n'est pas question d'utiliser l'ordre pour habiller toute la façade mais seulement pour mettre en valeur le pavillon et l'entrée de la cour ; nous l'avons vu ce sont les chaînes de refends qui marquent les verticales et régulent l'ensemble. Les architectes feront des pilastres aux angles du pavillon et aux deux côtés de l'entrée qui viendront se plaquer sur les chaînes. Toscan, dorique, ionique, corinthien, l'ordre utilisé est différent à chaque niveau de l'élévation comme le veut la règle suivie par les Anciens et les théoriciens du XVI^e siècle, il porte un fragment d'entablement. Au troisième et au quatrième étage par contre, l'entablement court tout le long de l'édifice ; au sommet du pavillon il adopte une corniche semblable à celle de l'entrée ou de l'église de la Maison Professe, c'est à dire ornée de modillons (fig. 25).

La façade côté cour présente un quadrillage identique à celui de la façade principale : plinthes le long de chaque étage, chaînettes entre les ouvertures. Mais on prévoit de fausses-croisées ornées de *cantalabres*, les candélabres si souvent utilisés au temps de la Renaissance. Ces fausses-croisées sont percées de petites

fenêtres pour éclairer les escaliers et les antichambres, d'œils-de-bœuf pour l'escalier du pavillon.

Sur la façade principale, rue des fossés, les Pères ont voulu privilégier la travée réservée à l'entrée du collège, par la mise en place d'un décor particulièrement chargé. Au premier niveau l'arcade est encadrée par deux colonnes ou pilastres, d'ordre ionique ; celles-ci soutiennent un entablement qui ressaute au droit des colonnes et porte à ses extrémités des pots à feu. Placée au centre du second niveau, sur lequel débordent l'entablement, la niche recevra une statue ; à ses côtés deux ovales ou œils-de-bœuf doivent éclairer les cabinets, construits au dessus de l'entrée ⁷⁶. Enfin au troisième niveau s'ouvre un large oculus, entouré d'un *boudin* et flanqué de deux niches ou bien de médaillons, selon le désir des Jésuites. Tous les détails de la décoration sculptée ne nous sont pas donnés dans l'acte, mais nous pensons qu'ils ont été prévus, si ce n'est mis en place dès le départ de la construction : cartouche aux bords découpés sur la clef de l'arcade, angelots dans les écoinçons, larges volutes pour la niche surmontée d'un fronton orné lui aussi d'une tête d'ange, frise dorique portée par les pilastres du même ordre et aussi par les colonnes corinthiennes qui encadrent la niche (fig. 26 et 28).

Une voûte d'arêtes ou en arc de cloître doit couvrir le vestibule d'entrée avec un octogone dans le milieu et à sa naissance une petite corniche.

Dans sa composition la façade de l'entrée se rattache à une tradition déjà ancienne, celle de la façade à tabernacle avec la superposition porte-niche-oculus. Les Jésuites l'ont déjà utilisée pour le portail du Noviciat mis en place au milieu du siècle. Mais ici comme le frère Martellange à Lyon, comme Louis Mercier à la Rochelle ⁷⁷, l'architecte intègre le motif à un en-

73. Pierre Moisy, *op. cit.*, p. 507.

74. A.M. Aquarelle Bérnède.

75. Michèle Peyrissac, « L'hôtel de la Mairie de Bordeaux », *SAB*, T. LXXV, 1984, p. 115.

76. A.M. 6855 MI, rapport d'estimation du collège de la Madeleine.

77. Il s'agit là de façades d'églises : le dessin pour Lyon date de 1617, l'église de la Rochelle est terminée en 1638, P. Moisy, *op. cit.*, p. 429.

semble, le place dans une double ordonnance de pilastres, le coiffe au niveau de la toiture par un large fronton arrondi ; l'ensemble y gagne en cohésion et en monumentalité. Cette gradation du décor sculpté, cet accent mis sur les verticales évoque aussi, toutes proportions gardées, la façade du Louvre de Lescot et ses trois avant-corps surmontés de la même façon de grands frontons arrondis où s'inscrivent les fenêtres de l'attique ⁷⁸.

A Bordeaux les Pères ont opté pour des toits brisés à la Mansart ou en mansarde dont l'usage s'est largement répandu depuis quelques décennies. Les combles sont éclairés par des lucarnes, semblables à celle de la maison de M. Chaumeton, avec un piedestal et une boule au dessus. Six lucarnes en tout sont prévues : on reste encore fidèle à cet usage que l'Académie recommande pourtant d'éviter ; sur la façade des fossés elles soulignent la travée centrale de chaque corps de logis ; ce n'est pas le cas aujourd'hui puisque chaque travée comporte une lucarne surmontée d'un fronton triangulaire, orné d'une tête d'angelot. Cependant seules les lucarnes placées au centre sont encadrées de volutes (fig. 27).

Le prix global du marché n'apparaît pas, remplacé par un tarif à la toise : 6 livres par brasse pour les façades sur les fossés et sur la rue du Mirail, 48 sols pour les autres ouvrages de maçonnerie ; le reste vient en supplément. Les matériaux choisis sont clairement indiqués : pierre de Bourg ou de Saint Laurent pour les façades sur rue, pierre de Taillebourg ou de Bouchet, plus dure, pour les appuis des croisées et des boutiques, les montants des portes, et les premières assises du rez-de-chaussée.

A ces mêmes conditions les architectes construiront par la suite une semblable façade et le reste comme cy dessus du coste de la cour des classes, si les Pères le souhaitent et s'ils en ont la possibilité. De l'autre côté du pavillon central ou de l'église, qui marquera l'axe de la composition, on établira le même alignement-maison-entrée-maison-pavillon. L'ensemble doit obéir aux principes de symétrie et de proportions chers aux théoriciens du XVI^e siècle, et que s'efforcent d'appliquer les architectes du XVII^e siècle ; mais les pavillons d'angles gardent comme par le passé une importance considérable et leurs toits brisés se détachent du reste du bâtiment. De même la profusion du décor sculpté, dont les motifs sont autant d'emprunts à l'Antiquité

librement interprétés, perpétue le style orné de l'époque Henri IV et Louis XIII ⁷⁹ et les complications du maniérisme. C'est ce constat qui justifie le qualificatif d'archaïsant attribué par Paul Roudié à cette réalisation ⁸⁰.

Le projet de 1726

En 1853, Léonce de Lamothe fait état d'un plan de l'ancien Collège de la Madeleine, établi en 1670 et redessiné à une plus petite échelle par M. Champmas ; mais les commentaires qui l'accompagnent ne sont pas tous retranscrits et la date proposée s'avère fautive. En fait il s'agit d'un plan de grandes dimensions déposé aux Archives Départementales, d'un projet mis au point par les Jésuites en 1726 et dont Pierre Moisy a reproduit la partie qui représente l'église. Trop ambitieux sans doute, ce projet d'ensemble n'a jamais été réalisé ⁸¹.

Six cours et un jardin, de vastes constructions s'étendent depuis les fossés jusqu'à proximité de la rue des Augustins et de la rue Bouhaut, L'actuelle rue Sainte Catherine, jusqu'à la rue du Mirail (fig. 5). A l'ouest, l'achat encore hypothétique de terrains, permet d'envisager l'installation d'un pensionnat. Autour d'une cour carrée s'ordonnent les bâtiments nécessaires à son autonomie : salles de classes, chambres, réfectoire et cuisine. Accessible depuis les fossés, la cour des classes garde à peu près le même emplacement qu'au siècle dernier et on aménage de nouvelles salles ouvrant sur de longs corridors sur deux de ses côtés. Sur le troisième, derrière l'église projetée, s'étend la congrégation des écoliers qui possède un autel. Au premier étage de ces trois corps de logis on prévoit

78. Entrepris en 1546 il reste un modèle et une inspiration jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, cf *Dictionnaire du Grand siècle*, p. 101.

79. François Gébelin, *L'époque Henri IV et Louis XIII*, Paris, 1969, p. 18.

80. *Histoire de Bordeaux*, T. IV, Bordeaux, 1966, p. 435.

81. Comptes-rendus des travaux de la Commission des Monuments Historiques, 1853, p. 24. A.D.Gir. Série des plans n° 7 ; le plan que nous reproduisons ici est le plan dessiné par M. Champmas. M. Jean Pierre Bériac, documentaliste aux Archives Départementales a bien voulu le compléter en représentant le grand jardin situé au sud.

d'autres pièces de réception : pour la congrégation du soir, pour les pensionnaires, pour la congrégation des bourgeois et celle des artisans ⁸².

Derrière la cour des classes, une cour aménagée en parterre rassemble les bâtiments réservés à la communauté ; le corps de logis situé au midi comporte un vestibule central et des chambres de chaque côté donnant au sud sur le jardin et au nord sur un corridor ; à l'est dans un autre corps de logis prend place le réfectoire, équipé d'une chaire. Signalés par une couleur différente ces deux corps de logis, antérieurs au projet, doivent subsister. Nous pensons qu'il s'agit ici de la nouvelle maison construite par les Pères dans les années 1722-1724 où de nombreux devis et pièces comptables la concernant sont établis ; la plus importante quittance, celle des architectes Valence et Brousard s'élève à 17 801 L. ⁸³. L'expertise de 1790 précise que le bâtiment comptait quatre étages au dessus du rez-de-chaussée, tous ayant la même distribution et étant desservis par deux grands escaliers de pierre voûtés sur rampe. A l'ouest une aile est réservée aux infirmeries réparties sur trois niveaux. Tout à côté et sans doute dans un esprit pratique on a placé l'apothicaire et le laboratoire pour les préparations.

La deuxième entrée située sur les fossés conduit à la cour carrée, destinée à recevoir un plus large public. En effet c'est là que sera construite la salle des séculiers, des actes et de la tragédie qui servira aussi de théâtre ; cette grande pièce voûtée ouvre ses fenêtres à la fois sur la cour et sur la rue du Mirail. Dans l'aile sud sont aménagés la sacristie et le vestibule des flamme. En arrière de cette cour de réception on retrouve comme sur le plan de 1695, deux petites basses-cours qui ont leur entrée rue du Mirail ; la première est bordée au midi par le bâtiment des archives, la seconde par les communs, que l'on conserve tels quels. Couloirs et galeries facilitent, comme par le passé, le passage d'une cour à l'autre et la circulation à l'intérieur des bâtiments eux-mêmes ; de nombreux escaliers droits, placés souvent à l'angle formé par deux corps de logis, conduisent aux étages.

Ce projet complexe était à la mesure de la mission que s'étaient fixés les Pères Jésuites à l'intérieur de la ville ; le plan reflète de manière évidente l'important développement qu'a connu le Collège de la Madeleine au XVII^e siècle et ses besoins sans cesse croissants de locaux aux fonctions bien définies. Etabli de

façon très rationnelle, il reste cependant irrégulier ; les différents carrés et rectangles que forment les bâtiments autour des cours ne se soumettent pas à un dessin concerté d'avance, ils ne sont pas répartis de manière symétrique par rapport à un axe central. Revenons à notre façade sur les fossés et aux maisons construites en 1698. Le plan de chacune d'elles au niveau du rez-de-chaussée apparaît très nettement sur le dessin, il correspond à celui qui était prévu dans l'acte notarié. De l'autre côté de l'église projetée, les maisons et l'entrée prévues dès 1698 sont elles aussi représentées dans la même couleur plus sombre qui indique qu'elles devront subsister. Construites vraisemblablement dans le premier quart du XVIII^e siècle, elles adoptent la même distribution intérieure mais elles sont plus grandes, car plus profondes, que celles situées à l'est.

L'église projetée s'élève entre deux cours, et au centre de ces deux groupes de bâtiments ; son axe longitudinal, suivant un parti souvent utilisé par les Jésuites, est perpendiculaire à la rue qui longe la façade principale du collège. Nous retrouvons le plan idéal proposé pour le Collège de Sedan : mêmes pavillons d'angles, mêmes corps de logis et mêmes entrées placées symétriquement par rapport à l'église ⁸⁴. Mais la comparaison s'arrête là : à Bordeaux les bâtiments et les cours situés à l'arrière de la façade ne sont pas répartis de façon aussi harmonieuse qu'à Sedan et ne répondent pas au même souci d'unité.

Le plan de l'église se rapproche de celui de la Maison Professe de Bordeaux. Rectangulaire il présente une nef flanquée de chapelles communicantes, un transept légèrement saillant sur lequel ouvre la travée de chœur, encadrée elle aussi de chapelles ; L'abside à pans coupés est englobée dans un massif de maçonnerie où sont placées les décharges de la sacristie. On reprend ici le schéma mis au point par le Père Martellange dès le début du XVII^e siècle et qui s'inspire des réalisations de la Rome moderne. De chaque côté de l'entrée de l'église deux escaliers à vis condui-

82. Un système actucieux de petits volets collés sur le plan et qui se soulèvent permet de connaître la distribution des étages.

83. A.D.Gir. Série H, Collège, liasse 69.2, f° 27, 28, liasse 256.

84. Pierre Moisy, *op. cit.*, p. 316, pl. III.

sent à une tribune plaquée au revers de la façade : d'autres tribunes sont prévues derrière le chevet, de même que deux clochers, l'un pour les cloches, l'autre pour l'horloge du côté de la cour des classes. Comme à l'église de la Maison Professe (où il ne fut jamais réalisé) on envisage la construction d'un dôme à la croisée du transept.

En 1726 les Pères espèrent encore pouvoir bâtir une telle église et ils avouent : *la dépense pour l'église fait de la peine à plusieurs, elle ne sera pas si grande qu'on pense, on ne la peut pas faire plus grande que celle des dames orfelines qui n'est guère plus grande que celle des madelonettes, or celle cy les clefs a la main, toute garnie telle qu'elle est n'a coûté que dix huit miles livres, si les temps étoient meilleurs qu'aujourd'hui ne peut-il pas en venir un semblable on prend son tems.*

Les maisons construites sur les fossés sont d'un bon rapport : 3 400 L. par an précisent les Jésuites pour un investissement de 60 250 L. Forts de cette expérience ils souhaitent construire d'autres maisons à louer sur la rue du Mirail *du même modèle que celles qui sont bâties sur la cour des classes et la rue des fossés.* Sur le côté est de la rue du Mirail, à l'emplacement de l'ancienne église Saint Jacques viendront s'ajouter à ce vaste programme quatorze petits immeubles à deux étages, avec jardins.

Malheureusement le rapport d'estimation du Collège de la Madeleine, établi en 1790, permet de constater que rien de ce qui avait été prévu dans le projet de 1726 ne fut réalisé au XVIII^e siècle⁸⁵. A l'emplacement prévu pour l'église les Jésuites édifièrent un grand bâtiment à deux étages que masquent partiellement sur les fossés deux petites maisons fort anciennes.

Le nouveau lycée et la campagne de travaux des années 1876-1880

Avant même la Révolution de 1789, l'affaire du Père Lavalette engagée devant le Parlement de Paris donna aux adversaires des Jésuites l'occasion tant attendue de supprimer la Compagnie en France. Suivant l'exemple parisien, la cour de Bordeaux décida le 26 mai 1762 la mise sous séquestre des biens des Jésuites. Le clergé conservait cependant le Collège de la

Madeleine et le soumit pendant quelques années à une nouvelle organisation, jusqu'à sa fermeture définitive le 26 juin 1772. Le nouveau Collège Royal, né de l'union de l'ancien collège des Jésuites à celui de Guyenne, fut alors installé par les jurats dans les bâtiments de la Maison Professe, rue des Ayres⁸⁶.

Le 15 octobre 1791, après expertise, l'ensemble des terrains et des bâtiments de l'ancien Collège de la Madeleine fut vendu en tant que bien national à la municipalité de Bordeaux pour la somme de 826 323 L.⁸⁷ Après avoir connu diverses affectations sur lesquelles nous ne nous étendrons pas, les bâtiments abritèrent pendant un temps l'Hôtel de ville et les services municipaux, avant d'être transformés en caserne.

En 1868, la municipalité décida de transférer le Lycée de Bordeaux dans *la caserne Napoléon* et de procéder aux aménagements nécessaires. Mais l'ampleur des ouvrages à exécuter inquiète le directeur des travaux de la ville qui donne un avis défavorable⁸⁸. Un autre rapport est présenté en mai 1876 par G. Serr : il rend compte des dégradations subies par la façade du collège sur les fossés et de son inachèvement dans sa partie centrale ; il approuve les projets d'installation du nouveau lycée proposés par Charles Burguet, architecte de la ville, qui *sagement* conserve dans ses plans l'ancienne façade : *s'inspirant du style général du monument l'architecte élève, dans la partie qui n'a pas encore été construite, un bâtiment central d'un vaste développement et donne aux toitures une plus grande élévation*⁸⁹.

Sur le dessin représentant la façade de la caserne sur les fossés les deux petites maisons *fort anciennes*, signalées en 1790, ont disparu et l'on peut apercevoir le bâtiment situé à l'intérieur de la cour (fig. 6). La construction d'un grand pavillon dans la partie centrale réunit enfin les deux corps de bâtiments comme le souhaitaient les Jésuites deux siècles plus tôt (fig. 7). Les parties anciennes sont restaurées et de nouvelles

85. A.M. 68 55 M1, document du 24 novembre 1790.

86. A.M. DD 34, *Lettres patentes du roi*, de Juin 1772.

87. A.M. 6855 M1.

88. A.M. 6855 M14, dossier 13 Janvier 1868.

89. A.M. 6855 M15.

constructions prévues, notamment une importante chapelle capable d'accueillir 1100 à 1200 élèves ; là encore la Municipalité réalise un des vieux rêves de la Compagnie⁹⁰.

Après quelques modifications les plans de Ch. Burguet reçoivent l'assentiment général ; ils répondent à un souci d'économie et de rationalisme et en même temps à une recherche d'harmonie, d'unité : comme en 1792, lorsque la Municipalité avait installé l'Hôtel de Ville dans le Collège de la Madeleine, il importe avant tout de *former un bel accord entre ce qui existe maintenant et ce qui reste à faire*⁹¹. Pour le pavillon central Burguet reprend les formes anciennes, tout en les alourdissant, en les épaississant, de même qu'un Visconti ou un Lefuel lorsqu'ils achèvent le nouveau Louvre quelques années plus tôt. Il habille son monument des mêmes motifs décoratifs que ceux utilisés par les artisans du XVIII^e siècle. Le mémoire des travaux exécutés par les sculpteurs Courbatère et Coëffard est intéressant dans la mesure où il nous permet de distinguer les copies des originaux⁹². Sur la façade du pavillon central on réalise des clefs ornées de cartouches à chacune des fenêtres, des frontons et des boules, de grandes volutes *en collicone* pour les lucarnes, des chapiteaux ioniques et corinthiens, des vases. Les sculptures de l'aile orientale, en bon état, sont simplement grattées. On complète la décoration de l'aile occidentale que les Jésuites n'avaient jamais terminée comme l'atteste aussi le dessin de Ch. Burguet représentant la façade de la caserne des fossés : vingt têtes d'angelots supplémentaires viennent encore souligner de manière paradoxale l'aspect religieux du bâtiment d'origine.

Quatre médaillons ornaient l'entrée du collège édifée en 1698, comme cela avait été prévu dans le contrat de construction ; des portraits en buste de saints appartenant à l'ordre des Jésuites y étaient figurés. Lors des travaux d'installation du nouveau lycée ils sont déposés et confiés au Musée des Antiques, et remplacés par d'autres sculptures⁹³ ; quatre médaillons devront décorer de la même façon l'autre entrée du collège. L'architecte propose de faire réaliser huit portraits représentant *les uns quatre des ministres qui ont le plus honoré l'Université de France et les autres les hommes qui ont le plus contribué au développement de l'enseignement secondaire*. L'administration quant à elle pense qu'il vaut mieux placer sur la façade d'un éta-

blissement où sont enseignés les lettres et les sciences *les hommes qui ont fait le plus d'honneur aux lettres et à la science française* : en l'occurrence Montaigne, Descartes, Molière et Montesquieu d'une part, Pascal, Lavoisier, Cuvier et Ampère d'autre part⁹⁴. Nous avons retrouvé les médaillons devenus inutiles dans les collections du Musée d'Aquitaine. M. Jean Yves Boscher reconnaît en l'un d'eux le portrait du jésuite espagnol François Borgia, général de l'ordre canonisé en 1671 ; pour les trois autres il réserve son opinion⁹⁵. Aucun détail anecdotique n'accompagne ces bustes de saints traités avec sobriété et réalisme ; tous portent un habit religieux très simple, agrémenté ou non d'un jabot de dentelle (fig. 33). Des bâtiments anciens sur les fossés, l'architecte n'a pu conserver que les façades ; les charpentes ont été pratiquement refaites et l'intérieur en raison de sa vétusté, reconstruit en entier. Cependant lorsqu'il dessine la rampe de l'escalier d'honneur, Burguet reprend le modèle ancien des rampes d'origine, formé d'une succession de balustres en poires, modèle fréquent à Bordeaux à la fin du XVIII^e siècle⁹⁶ (fig. 34).

Les nouvelles cheminées prévues pour le salon, la salle à manger et le cabinet du proviseur du lycée, cette fois réalisées en marbre, adoptent aussi le style supposé des appartements aménagés par les Jésuites, *le style Louis XIII*, comme le précise le mémoire des travaux⁹⁷. Le dessin, heureusement conservé de trois anciennes cheminées avant leur enlèvement reproduit

90. A.M. 6855 M1, 6855 M18, projet de 1876.

91. A.M. 6855 M1, *Observations sur l'emplacement du Collège de la Madeleine*, par Lobgeois, février 1792.

92. A.M. 6855 M22, Mémoire des travaux de sculpture exécutés sous la direction de M. Faget, architecte, juin 1881.

93. SAB,T. XXXVI, 1914, p. 28. Visite le 18 janvier 1914 du Musée des antiques, rue Mably.

94. A.M. 6855 M 22. Lettre du 22 octobre 1879 de l'adjoint au maire.

95. M. Jean-Yves Boscher, conservateur en chef au Musée d'Aquitaine, section moderne.

96. M.-F. Lacoue-Labarthe, *L'art du fer forgé en pays bordelais*, Bordeaux 1993, p. 50 et suiv.

97. A.M. 6855 M 22. Mémoires des travaux de serrurerie et de marbrerie, exécutés sous la direction de M. Faget.

en fait le modèle à cadre et corniche qui se répand à Bordeaux sous le règne de Louis XIV⁹⁸. Il s'agit d'importantes cheminées en pierre, encastrées en partie dans le mur. Leur décor consiste essentiellement en de fortes moulures, semblables aux tores, aux *boudins*, utilisés pour la façade, et qui soulignent le cadre placé sur la hotte, ainsi que le manteau ; l'une des cheminées porte un cadre à pans coupés orné de motifs en pointes de diamant et une frise à fins denticules.

Les choix de Charles Burguet pour l'aménagement du nouveau lycée ne nous surprennent pas. Tout au long de sa carrière, que ce soit pour une restauration ou un agrandissement il respecte et réutilise le style de la construction d'origine en l'adaptant au programme fixé et au goût du jour⁹⁹. Comme tant d'autres architectes de son époque, conscients de la grandeur du passé, et nous pensons aussi au bordelais Charles Durand, il perpétue la tradition classique de la ville et contribue d'une certaine façon à la conservation de son patrimoine artistique.

Ce qui nous frappe en revanche, c'est le caractère novateur du projet mis au point par les Jésuites en 1698 du moins à l'échelon régional. En effet la construction de maisons de rapport par des religieux ou des particuliers était une pratique courante à cette époque, mais pour la première fois on vit apparaître dans Bordeaux un alignement de maisons bourgeoises de même style participant au même programme.

Réalisée à la fin du XVIII^e siècle, la longue façade sur les fossés annonce, nous semble-t-il, le Bordeaux moderne et les grands travaux des intendants. En exposant avec fierté leur projet aux jurats, les Pères Jésuites étaient d'ailleurs très conscients de faire œuvre d'urbanistes et de contribuer à l'embellissement de la ville¹⁰⁰.

La masse imposante du Lycée Montaigne marque encore fortement notre paysage urbain ; comme par le passé, sa façade ne laisse rien deviner de la disparité des bâtiments situés en arrière. En cour de restauration, elle doit retrouver bientôt tout l'éclat et le relief qu'elle présentait lors de son inauguration du 5 Août 1880.

Puisse cette mise en valeur susciter un regain d'intérêt pour les autres édifices bordelais de la Compagnie¹⁰¹.

98. Comme nous l'avons constaté au cours de nos recherches, c'est le terme employé par les maîtres-maçons dans les contrats notariés du XVIII^e siècle. Les dessins sont de F. Moulinié. *SAB*, T. V, 1878, pl. XIII, XIV, XV.

99. Travaux de Ch. Burguet au Grand-Théâtre et à la Bourse. Cf *Histoire de Bordeaux au XIX^e siècle*, T. VI, Bordeaux 1969, p. 529.

100. Lire plus haut la lettre du 27 Mars 1698.

101. Qu'il nous soit permis de remercier tous ceux qui ont bien voulu s'intéresser à nos recherches, et plus particulièrement Mesdames Avisseau et Lacoue-Labarthe, Messieurs Jean-Pierre Bériac, Jean-Yves Boscher et Christian Taillard.

Pièce justificative

Contrat passé entre Pierre Lorais et Jean Chazaud recteur et syndic de la Compagnie de Jésus et Jean Paul, Etienne Martin et Louis Lecocq, maîtres maçons et architectes de Bordeaux, le 28 mars 1698. Construction de la façade du Collège sur les fossés de la Maison de Ville¹⁰².

Aujourd' huy vingt huitieme mars mil six cens quatre vingt dix huit apres midy par devant le notaire royal a Bourdeaux Soubsigné presents leurs temoins bas nommes ont este presents en leurs personnes Reverends Peres Pierre Lorais et Jean Chazaud prestres religieux recteurs et scindic du college de la compagnie de Jesus de cette ville de Bourdeaux d'une part et Jean Paul Estienne Martin et Louis Lecocq maistres massons jures et architectes dudit Bourdeaux sollidairement l'un pour l'autre et l'un deux seul pour le tout renonçant au benefice dordre de droit de division et discution habitant ladite ville scavoir ledit paul paroisse Sainte Eulalie et les dits Martin et Lecocq de celle de Saint Eloy d'autre part Lesquelles parties ont de leurs bons gres fait et arreste le marche sous les pactes et condition le tout en la maniere suivante scavoir est que les dits architectes entrepreneurs promettent et s'obligent de faire la fassade de la maison que les dits Reverends Peres recteur et sindic desiront faire sur les fossés de la maison de ville dudit Bourdeaux conformement au dessain ou plan signe par les dites parties et quy leur sera a ces fins represente, les presentes devant estre neanmoins exactement suivies selon la volonte desdits Reverends Peres Lequel dessain consiste en un pavillon de trente pieds de long, a une maison longue de vingt six pieds, a une entrée pour la maison de leur college de dix huit pieds et en une autre maison de vingt huit pieds aussy de long y compris une muraille de separation, alaquelle on doit laisser des pierres dattante pour une esglize ou pavillon Le tout joint ensemble soit environ 102 pieds Ledit pavillon aura quatre etages et le reste trois etages Le premier sera de treize pieds de haut le deuxiesme de douze pieds, le troisieme de onze pieds le quatrieme seulement au pavillon de dix pieds de haut Le tout sans y comprendre la corniche frise et architrave qui doit estre haute de trois piedz ou trois piedz et demy Le dit pavillon et l'entrée de leur maison ou de leur college sortira dans la rue plus que les deux maisons qui y sont jointes de quinze pousces ou environ tant sur les fossés que dans la rue du Mirail La profondeur dudit bastiment sera de vingt sept a vingt huit piedz ou environ scavoir le mur de la fassade des fosses epaisses de deux pieds ou environ sans y comprendre les saillies de l'architecture Les chambres de dessus les fosses profondes d environ quatorze ou quinze piedz l'antichambre prenant jour sur leur court y compris le parpain ou demy parpain d'environ dix piedz et le mur sur leur court d'environ deux piedz pour la fassade de la rue du Mirail tout le mur sera plus ou moins epais Lesdits architectes fairont la fassade des fosses et de la rue du Mirail semblable a la fassade de la maison que le sieur Chaumeton bourgeois et marchand de cette ville occupe presentement dans la rue de la Rousselle a la reserve qu aux trumeaux d entre les croisées de chaque maison on ne fera que des chainettes en bossage et en chamfrain ou arrondies, et entre chaque quart de rond un fillet Lesquelles chainettes auront un quart de rond soubz chaque corniche de chaque etage et au bas desdites chainettes sur chaque corniche un

socle d un poulce ou environ ils fairont des pilastres a chaque coin tant du pavillon que de l'entree de la maison sur les chainettes qui seront audit coin et ce depuis le bas jusques au haut au nombre de six scavoir deux sur les deux boutz dudit pavillon qui regarde la rue du Mirail et deux autres sur les deux boutz dudit pavillon qui regardent les fosses et les deux autres aux deux boutz de la fassade de l'entrée dudit college, les pilastres ayant leur arriere corps en bossage faisant retour depuis le bas jusques au haut dans leur corniche, frise et architrave ayant eux mesmes plus de saillie que les chainettes de trumeaux, le premier etage sera de l'ordre toscane et le second de l'ordre dorique le troisieme de l'ordre yonique le quatrieme au quatrieme etage du pavillon de l'ordre corinthien ou compoze, sur le tout doit reigner une corniche frise et architrave a peu pres semblable a la corniche du bas de l'eglize de la maison professe avec modulons ou a celle de dessus l'entree de la porte de la maison professe-Fairont les croisées semblables pour l'architecture a celles de la maison du sieur Chaumeton ou de monsieur Barriere bourgeois et marchand du dit Bourdeaux demeurant rue Sainte Catherine parroisse Saint Mexans bastie depuis peu par maistre hugues le boudin estant un peu plus gros et plus vuide y ajoutant au haut et au milieu de la plate bande desdites croisées une clef en pointe de diamant avec un quart de rond soubz les corniches-Toutes les couvertures estan a mansarde ils fairont sur la plus haute corniche six lucarnes semblables à celles de la maison du sieur chaumeton scavoir deux sur les croisées dudit pavillon qui regarde la rue du Mirail une troisieme sur la croisée du milieu dudit pavillon qui regarde les fossés un quatrieme sur le millieu de la fassade de l'entrée dudit college et les deux autres sur les deux croisées du millieu des deux maisons Lesquelles lucarnes seront mesurées tant plain que vuide chacune en leur particulier et reduittes a la brasse scavoir depuis le bas desdites lucarnes jusques au haut du chevron brise ou demy rond mesurées seulement dans leur quarré sans prejudice du piedestal et boule ou vase quy sera au dessus qu'ils fairont sur le tou a leurs frais-Sur la fassade des fossés sera fait des boutiques dont l'arceau sera orne par des pointes de diamant ou par un gros boudin et aux costes desdits arseaux quelques ornements en triangle faitz en pointe de diamant et de grandeur convenable toute la fassade sera de pierre de Bourg ou de Saint Laurens a la reserve de l'apuy des croisées de l'apuy des boutiques des montants des portes du coin du pavillon d entre la rue du Mirail et des fosses eleve jusqu au premier etage et de deux rangs de doublerons pose au rez de chaussée pour servir de socle autour des dites deux fassades qui seront de pierre de bouchet ou taillebourg ou de rauzan pour le socle a la volonte des peres l'apuy desdites boutiques sera de trois pierres de rauzan ou bouchet pour pouvoir dans la suite ouvrir le millieu pour en faire une porte et quy sera de trois piedz de long et la premiere assise entrera en terre de la profondeur de demy pied La porte de l'entree du college sera de l'ordre yonique ou autre et de pierre de taillebourg ou bouchet ladite porte avec pilastre arriere pilastre ou colonnes au nombre de deux sortant hors dudit ouvrage des deux tiers avecq base chapiteau architrave frise et corniche faizant retour a lendroit desdits pilastres ou colonnes Ladite porte ayant entre la croisee et sa corniche deux consoles fronton ou

102. Minute du notaire Bouye. A.D. 36 2165 f° 152.

chevron brisé et sur le retour de la corniche sur lesdites colonnes ils feront sur chacune un petit pied destal et dessus deux pots a fleurs ou a flammes sur laquelle porte sera fait au choix des peres une niche propre a mettre une statue de six a sept pieds aux deux costes delaquelle et un peu plus haut seront faits deux ovales ou oeils de boeuf d environ deux pieds de grandeur au troizieme etage dudit portal seront mis deux autres niches propres a y mettre des bustes ou medailles de trois ou quatre pieds ou environ et entre ces deux niches au dessus sera mis un O de quatre a cinq pieds de diametre ou environ le tout entoure d un boudin et autres ornements d architecture convenable Ladite porte et architecture tant plain que vuide et mesuré a la brasse comme sera dit cy apres les entrees des maisons ausy bien que le bas du premier etage sera eleve plus que la rue d une ou deux marches pour le rendre plus sec la corniche et autres ornements entoureront le pavillon en sorte qu il ne paroisse point de vuide dans aucunes desdites rues lesdites Fassades seront garnies par le dedans de ribot et tous les dehors de pierre de taille a la volonte desdits reverands peres La Fassade du coste de la court desdits reverands peres sera garnie de douze fauces croisees avecq cantalabres autour des dites croisees, les plus hautes et larges qu il ce pourra comme ausy des plaintes le long de chaque etage la premiere commansant au rez de chaussee qui sera un peu plus haute que celle de la rue des fosses et des chainettes entre chaque fausse croisee

depuis le bas jusque au haut dudit bastiment qui sera couronne du coste de ladite court d une corniche Lesdites croisees chainettes et plaintes sortiront pour le moins d un grand pouce le tout de pierre de bourg a chaque fausse croisee sera faite de petites fenestres de pierre de taille et fermées ensuite par des abajours pour eclairer les degres et les antichambres comme ausy de petites fenestres en oeils de boeuf fermées par des abajours pour eclairer le degre du pavillon Lesdits entrepreneurs faisant deux degres de pierre de taille jusqu au haut desdits etages ou environ seavoir les marches de pierre de rauzan partie en giron partie carre ou long ledit degre estant de trois pieds et demy de large au lieu le moins large lesdites marches hors d oeuvre porteront de chaque coste pour le moins de quatre a cinq pouces quils tailleront et poseront apres y avoir fait un gros boudin a celles qui seront depuis le Rez de chaussee jusques au haut et laisseront hautes de six pouces ou six pouces et demy ou environ hautes de deux a trois lignes moyennant 28 sols la piece et les marches de la cave de la mesme facon et au mesme prix, de mesme que les pierres de plafons Ils feront un noyeau de pierre de Bourg de deux ou trois pieds environ en carre ou long selon quon les leur indiquera Lesdits entrepreneurs feront entre les chambres et antichambres des parpains ou demy parpains Sy cest dun demy parpain il sera de demy pierre size de pierre de Bourg par lesdits entrepreneurs ou pour le moins les portes Ils feront le mesme a la porte dentre le courroir et la boutique de pierre de bourg comme le parpin ou demy parpin dudit degre d autres portes seront faites par les dist maistres pour passer dudit degre dans les cuisines et antichambres placees ou on leur marquera Lesdites portes ayant pour le moins six a sept pieds de haut ausy bien que celles des chambres, le dessus de toutes les dites portes et le dessus de toutes les fenestres et armoires seront faits en platebande et iceux armoires dans chaque cuisine antichambres et chambres sy les reverands peres le souhaitent et dans les dites antichambres et cuisines ils tailleront et poseront des ayguiers et souillardes audessous des dits ayguiers chacun au prix d une des dites marches ils feront ausy pour conduire les eaux des cuisines des carreaux de pierre de Rauzan longues de cinq a six pieds pour conduire les eaux dans des cisternes profondes de six a sept pieds et ce dans la court des reverands peres chacun diceux carreaux au mesme prix d une desdites marches et lesdites cisternes seront mesurées a la brasse

moyennant le mesme prix que le reste des murailles et parpins Comme ausy feront lesdits entrepreneurs les murailles dentre les maisons epaisses de deux pieds ou environ et poseront les jambages des dites cheminees en mesme temps quils eleveront egallement lesdites murailles le mur se fera pour les degres et pots des lieux et dans le mesme temps eleveront les tuyeaux des cheminees qui seront a cote les uns des autres pour ne pas faire des sorties dans les chambres a la reserve de celle du quatrieme etage du pavillon ils feront le mesme pour les cheminees des mansardes si on le desire pareillement feront les dits entrepreneurs, les portes de communication a chaque etage de chaque maison vis a vis les unes des autres pour pouvoir estre ledit bastiment loue a un seul qui ils fermeront ensuite et a la fin dudit ouvrage d un demy parpain lesdites murailles seront faites de ribot ausy bien que les dedans des dites Fassades pour garnir entre les lencis la muraille sur la court des reverands peres sera faite par lesdits entrepreneurs ausy de ribot a la reserve des fausses croisees chainettes et plaintes ou autres lieux ou il faudra de la pierre de taille ils eleveront ausy lesdites murailles jusqu a la couverture sy les dits peres le jugent ils diminueront sy on les juge a chaque etage les murailles de deux pouces ils griffonneront proprement les murailles exterieures, ils griffonneront passeront au bouchier et blanchiront de bonne laitance a la colle lesdites murailles interieures et quelque cote quelles soient apres que les portes fenestres armoires et planchiers seront faits lequel dit travail entrera dans le prix de la brasse des murailles et parpin qui ne seront point Fassade des fosses et de la rue du mirail Seront lesdits entrepreneurs tenus de faire les murailles des fondements seavoir celluy de la rue du Pirail de trois a quatre ou cinq pieds de pais les autres fondements de deux ou trois et demy de pais comme ausy les murailles des fondements qui separent les dites maisons ausy bien que la muraille des fondements qui separent la maison du coste des classes laquelle sera plus forte pour porter des gros fardeaux et les feront ausy profondes que desireront les dits reverands peres qui s obligent de faire creuser les fondements et les caves et oster les terres avecq toutes les demolitions De plus lesdits entrepreneurs feront a chaque cave des maisons et pavillon deux voutes soubrees qui seront mesurees a la facon ordinaire par le dedans bien entendu que depuis la naissance de la voute jusques au lieu que les doiles sont separees et non attachees a la muraille cet entredeux ou rains sera mesure au tiers du produit de la voute selon la coustume Ils feront dans chacune desdites caves vers les fosses et vers la court des portes pour pouvoir dans la suite faire d autres caves ils fermeront lesdites caves par une muraille d un pied ou plus pour retenir les terres et comme il y a une ancienne cave plus large quil nest besoin pour une maison ils feront des arseaux dans ladite cave ou une nouvelle pour soutenir la muraille de separation d entre ladite maison et l entree de leur college soulz laquelle ils feront ausy une petite cave ils feront ausy des portes aux murailles de separation pour pouvoir d une cave a lautre aller tout le long de ladite bastisse qui ils fermeront ausy d une muraille d un pied de pais et souz le parpin dentre les chambres et antichambres ils feront un gros arseau de pierre en boutisse dans lespaceux et aux saillies de la voute desdites caves de plus feront ausy a l entree dudit college une voute de meme largeur et longueur en une arrese ou un arc de cloistre avecq un octogone dans le millieu et a la naissance de ladite voute une petite corniche ladite voute fort soubreesse le tout bien blanchy et au mesme prix que les voutes desdites caves, dans les trois caves et au dessous ils feront une autre cave pour les lieux communs profonde de sept pieds sous la clef et de 8 pieds ou plu en carre dont les fondements seront plus profonds que le sol de la dite cave des lieux et a l endroit ou les metresses murailles feront partie de la dite derniere cave les fondements en seront plus epais et qu ils feront en mesme temps que les autres fondements ils conduiront depuis le grenier ou mansarde un

canal des pots vernisses qu on leur fournira jusques a la derniere cave et un autre canal ausy pour repondre a quelques unes desdites antichambres sy on le juge a propos avecq leurs sieges et un autre siege dans chaque cave feront ausy lesdits entrepreneurs a chaque cave une dessente pour les barriques aux lieux qui leur seront marques comme ausy des faux-jours pour chaque cave tant sur les fosses a la rue du Mirail que dans la court desdits Reverands Peres Ils tailleront et poseront de grosses pierres tant au coin de la porte de l entree dudit college qu au coing du pavillon qui regarde les fosses et la rue du Mirail et autres coins sy on les juge les dites grosses pierres de pierre de rauzan hautes dessus la rue de trois ou quatre pieds chacune ayant une teste ou bouille moyennant chacune le mesme prix d une marche s obligent ausy lesdits entrepreneurs de carler le premier etage avecq bon mortier moyennant douze sols par brasse comme ausy de faire dix neuf cheminees ou plus sy les dits peres jugent a propos moyennant la somme de vingt quatre livres pour chaque cheminee icelles cheminees semblables a celle de la nouvelle maison de monsieur barriere marchand paroisse Saint Mexans bastie par maistre hugues ou de la maniere que jugeront les dits peres quand a l architecture chaque tuyeau ayant este sense estre mesure au rang des murailles et parpains Lesdits entrepreneurs s obligent interpreter a l avantage et a la volonte desdits peres tous les endroits de cet acte ou il sera dit ou environ cest a dire plus ou moins a leur volonte comme tous les endroits ou il est marque ou comme par exemple ou il est dit de pierre de Bourg ou de roque pigeon Il sera libre auxdits Peres de faire mestre l une ou l autre pierre et ainsy du reste Se reservent lesdits Reverands Peres de pouvoir augmenter ou diminuer changer et rompre ce qui sera deja fait moyennant qu ils payeront par brasse se quils feront abatre sur le pied scavoir sur la Fassade des fosses et la rue du Mirail six livres par brasse et pour toute autre muraille parpain voute fondements et autres ouvrages 48 sols par brasse et sy pour lutillite et beaute dudit bastiment il faloit faire quelque chose quoy quil nayent pas peu par oubli ou autrement lespecifier en particulier il sera libre ausy aux dits Reverands Peres de le faire adjouter ou diminuer moyennant ce qui vient destre dit et comme le dessain ne peut pas contenir ce qui est mentionne et le representer les dits entrepreneurs suivront se qui est escrit et especifie en les dites presentes soit quil soit marque ou non dans le dessain Tout lequel susdit travail promettent et s obligent lesdits entrepreneurs aux dites sollidarite et renonciations de rendre fait et parfait fait et dument pour ce qui les conserne sans y comprendre le carrelage griffonage interieur et blanchissage entre cy et la feste de tous saints prochain a payne de tous despens damages et interets a condition que les materiaux ne leur manquent pas auquel cas ledit terme sera prolonge a proportion dautan de temps quils auront manque de materiaux-Cette entreprise et marche cy dessus a este ainsy fait moyennant chaque brasse carree de quelque pied quelle soit ladite brasse ayant vingt cinq piedz carrés du pied ordinaire dont on mesure a Bourdeaux autrement pied de ville scavoir pour la Fassde de la rue du Mirail et des fosses six livres par brasse tant plain que vuide y compris les six lucarnes mesurees sullement chacun en particulier et sans y comprendre le vuide qui est entre elles comme est dit cy dessus, et a legard du restan dudit travail et ouvrages sauf des cheminees et du carlage tant parpain murailles voutes fondements et autres ouvrages de moissonnerie de quarante huit sols la brasse tout le montant deux mil livres ou environ mesurant tant plain que vuide en telle

sorte que tout ce que se mesurera naura que deux differents prix a quoy nest nullement compris les cheminees carlages et marches des degres aiguiers et plafons dont il a est particulierement cy dessus convenu et non plus que les ornements de esculpture dont lesdits entrepreneurs entendent se charger outre lequel prix fourniront lesdits Reverands Peres a leurs depens toute la pierre de taille ribot sable chaux seavoir toute la pierre de ribot rendue sur les fosses de la maison de Ville et le sable chaux dans leur court moyennant que lesdits entrepreneurs feront etaindre eux mesmes a leurs depens la chaux des lorsquon la leur livrera sans la laisser a l air payable ledit montant dudit prix fait et marche par les dits Reverands Peres comme ils promettent aux dits entrepreneurs en sept divers termes et pactes seavoir le premier terme un mois apres qu ils auront commence ledit travail et les autres en suivant a mesure que ledit travail se fera et fin de besogne fin de payement comme ausy seront tenus lesdits Reverands Peres de fournir tout le bois pour les eschafaux et saintres tant des arseaux que des voutes que lesdits entrepreneurs seront tenus de menager au mieux de leur pouvoir et de rendre par compte le bois neuf comme il le leur aura este donne et sil se romp ou se pert dudit bois neuf chaque filiere chevron soliveaux ou ais de pin promettent den substituer ou payer autant avecq promesse ausy de faire eux mesmes lesdits eschafaux saintres bunotes (?) et paneaux et de fournir generalement tous les outils ferremens bordes bazardes brouettes oizeaux eschelles estaux a leurs despens pacte accorde entre les parties quil sera fait ausy par lesdits entrepreneurs une semblable Fassade et le reste comme cy dessus du coste de la cour des classes au mesme prix cy dessus sy Lesdits Reverands Peres le souhaitent et soient en etat de la faire faire estan ausy convenu que lesdits entrepreneurs avant de le dechafauder passeront au pinceau une couleur faite de chapens ou badigeon que la ripe fait sur les Fassades pour reduire le tout a une mesme couleur avecq promesse ausy auxdites solidarites et renonciations de garantie le susdit ouvrage fait et parfait quil soit par entier et logeable pendant an et jour a peyne de tous depens damages et interets et aux mesmes peynes ne pourront lesdits entrepreneurs entreprendre aucun autre ouvrage pour quoy que ce soit que le susdit travail ne soit paracheve en ce qui les concerne a ces fins de rester sur le chantier deux ou pour le moins un desdits entrepreneurs de crainte que par leur faute et absance les pierres ne soient mal taillées et pour l entretènement et tout ce dessus les parties ont obligé a savoir les dits Reverands Peres les revenus temporels dudit college et lesdits entrepreneurs aux susdits renonciations et solidarites tous et chacun leurs biens meubles et immeubles presents et advenir qu ils ont soubmis a toutes rigueurs de justice deues et raisonnables renonceant a tous moyens et remedes a ce contraire ainsy lont promis et jure moyennant serment fait et passe audit bourdeaux dans le college en presence de Laurens de Lena et Jean Thiellan praticien habitant dudit bourdeaux temoins a ce requis ledit martin a declare ne scavoir signer de ce interpelle par moy

Une note a été ajoutée à la suite de l'acte le 16 juin de la même année. Il y est dit que Helie Martin fils et héritier de feu Etienne Martin s'engage à terminer la construction après avoir pris connaissance du contrat ci-dessus.

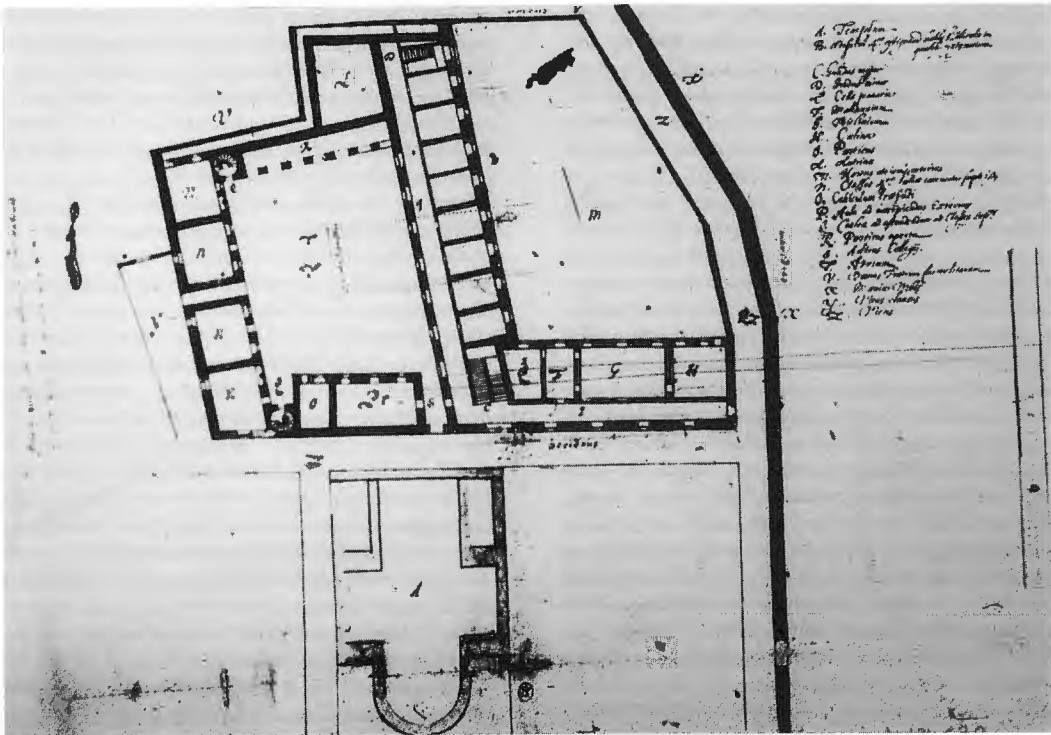


Fig. 1. — Plan probable de l'ancien Collège de la Madeleine.
(Cabinet des estampes, BN)

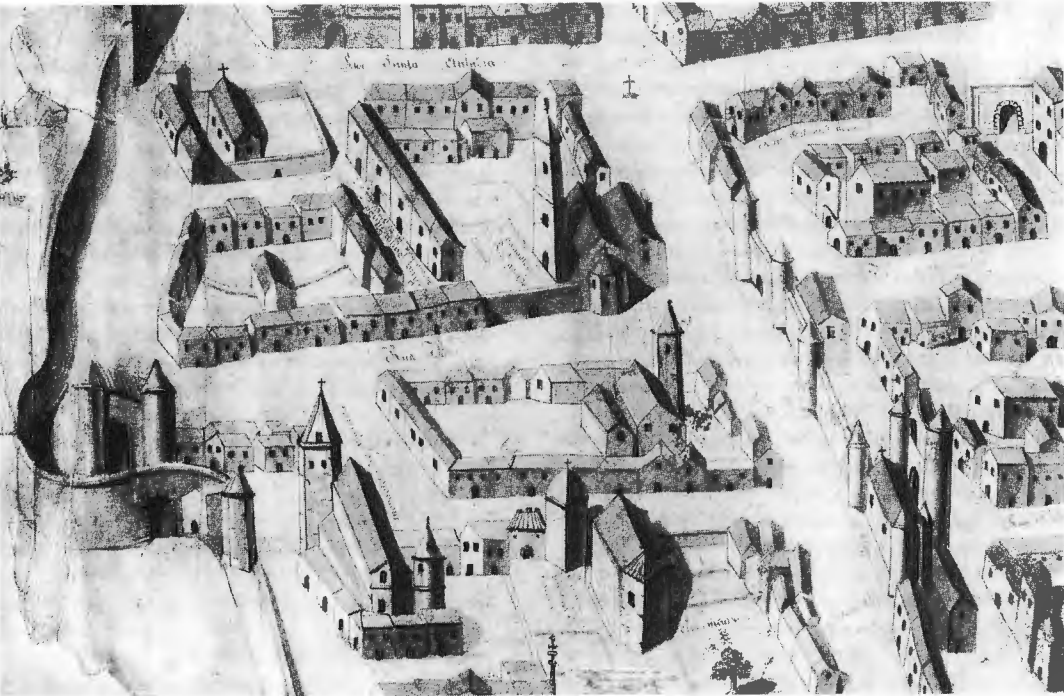


Fig. 2. — Vue cavalière de Bordeaux au XVIe siècle, détail.

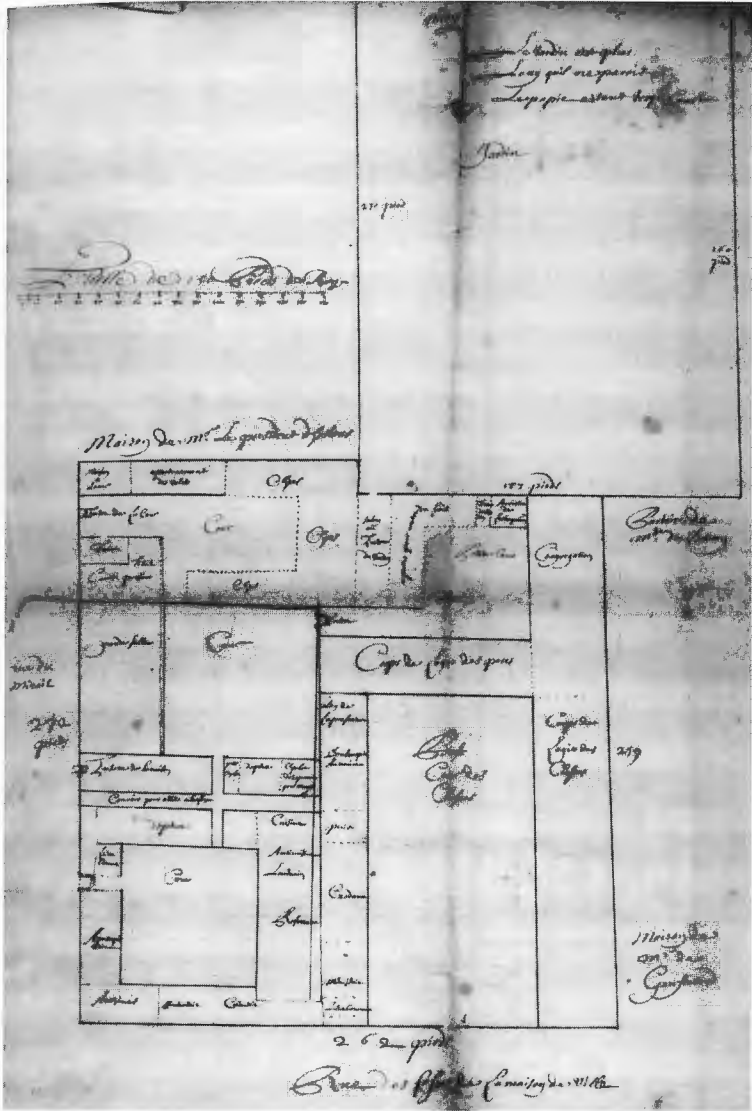
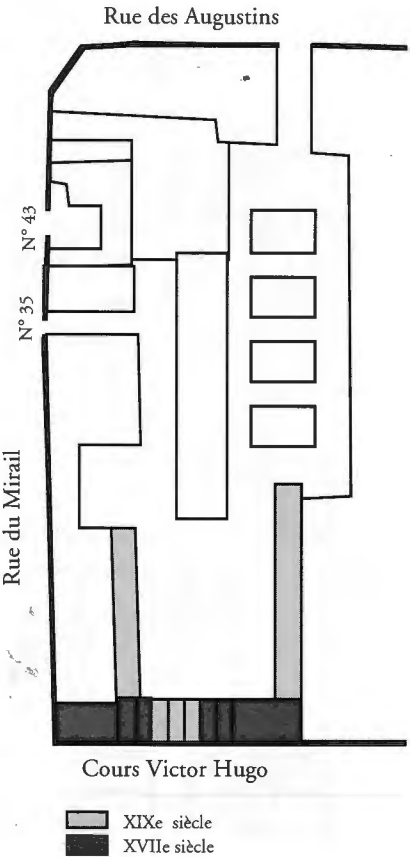


Fig. 3. — Plan de l'ancien Collège de la Madeleine dressé en 1695.

Fig. 4. — Plan schématique de l'état actuel du Lycée Michel Montaigne.



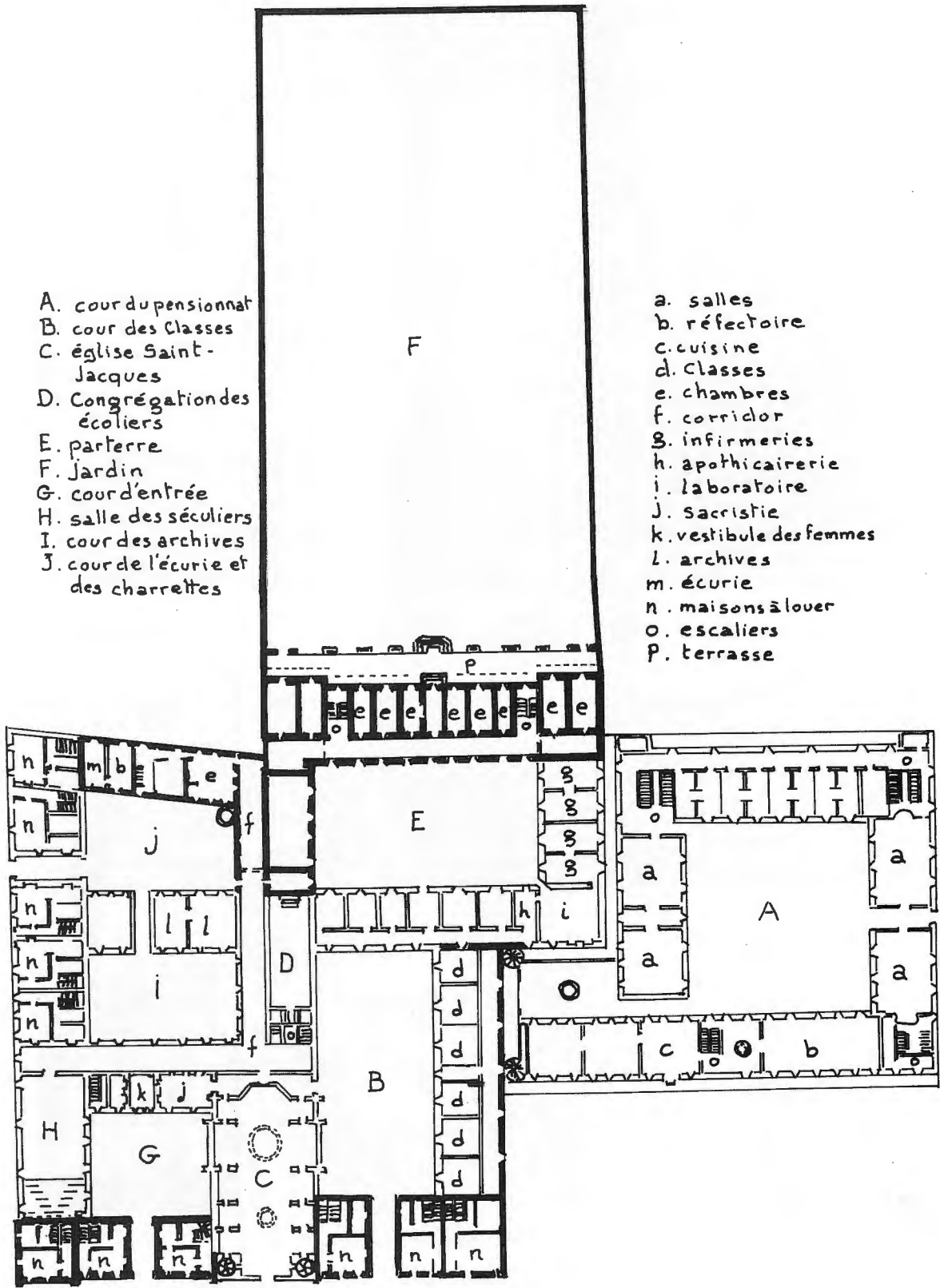


Fig. 5. — Projet de 1726, plan dessiné par M. Champmas et complété par J.-P. Bériac.

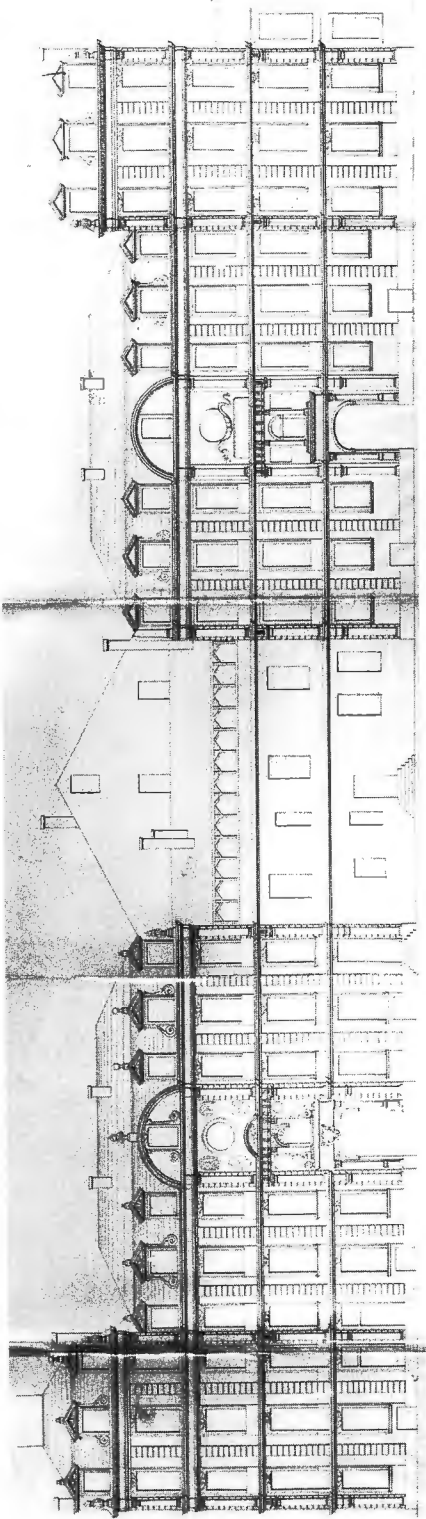


Fig. 6. —
Elevation de la
Caserne sur les
fossés, dessin de
Charles Burquet,
15 janvier 1876.

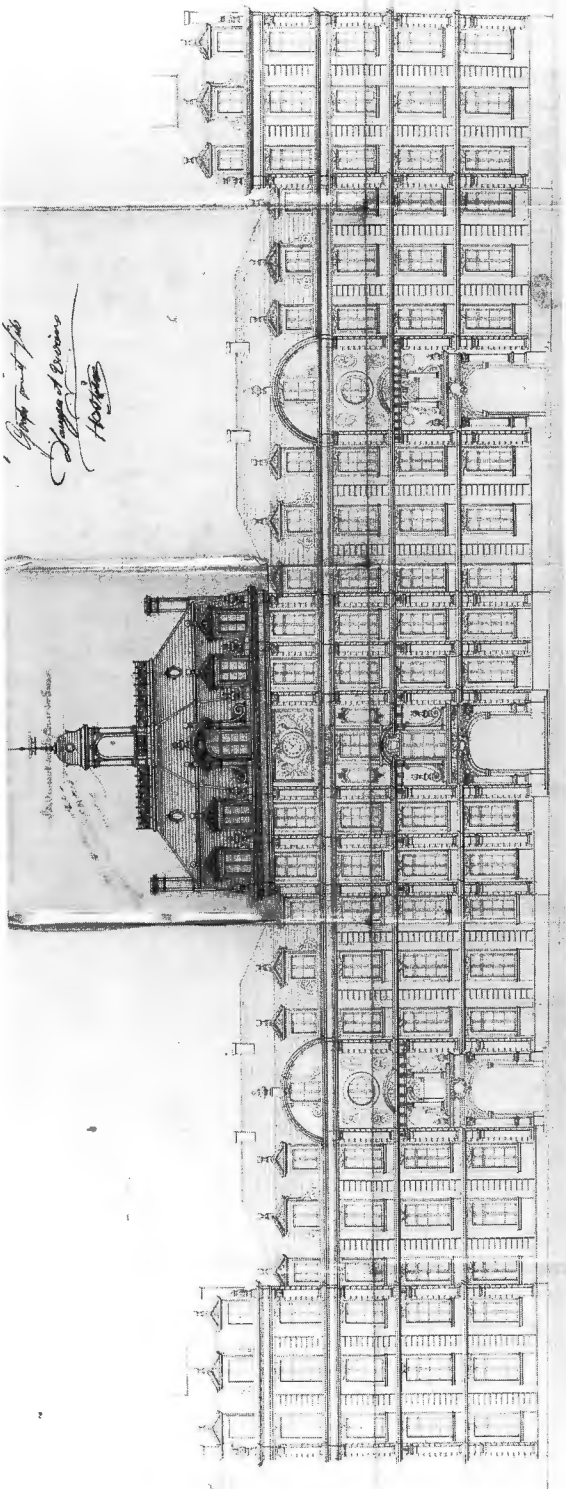


Fig. 7. —
Elevation sur
les fossés du
nouveau lycée,
dessin de
Charles Burquet.

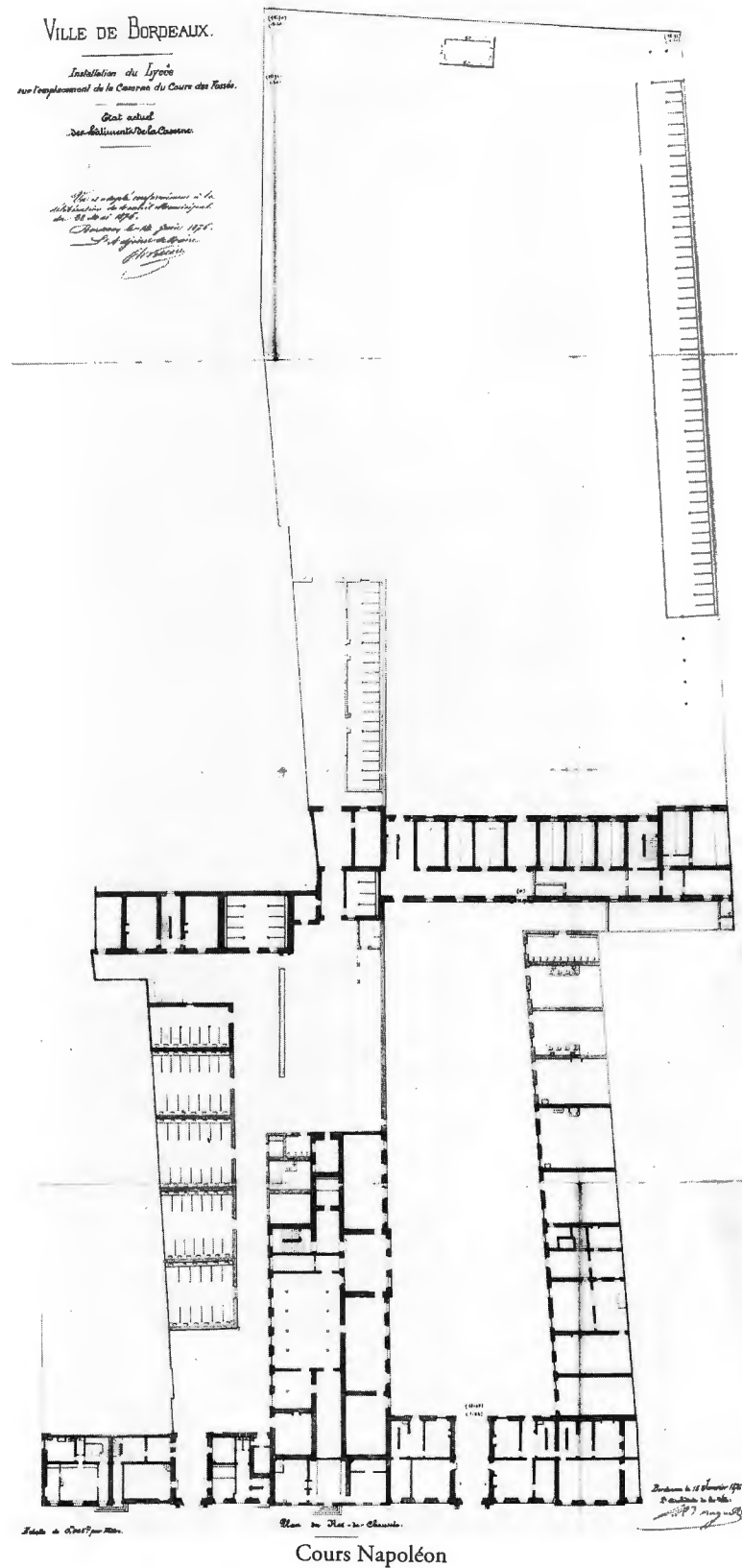


Fig. 8. — Plan de la Caserne des Fossés dessin de Charles Burguet 15 janvier 1876.

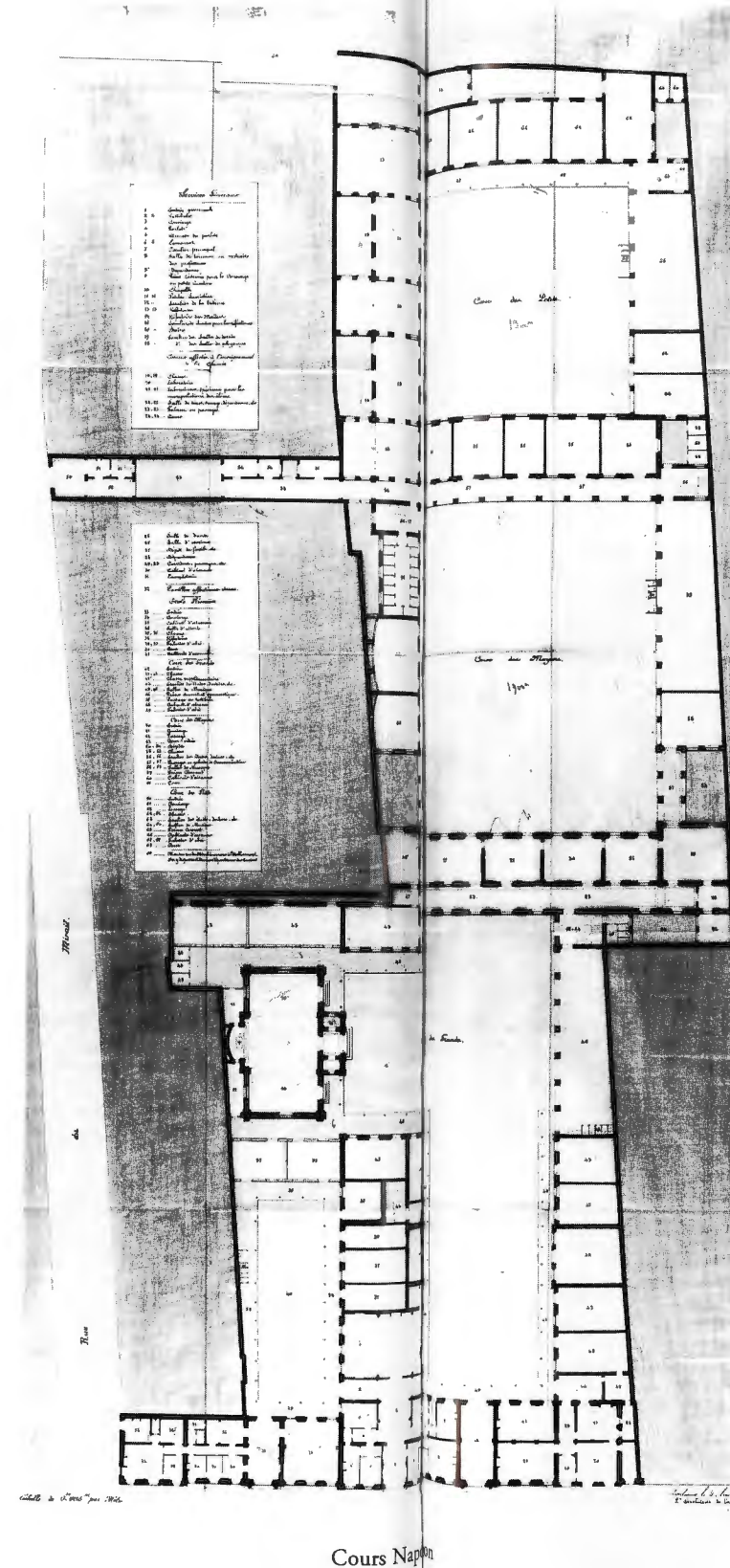


Fig. 9. — Projet d'installation du lycée dans la Caserne des Fossés, dessin de Charles Burguet, 4 avril 1876. Plan du rez-de-chaussée.

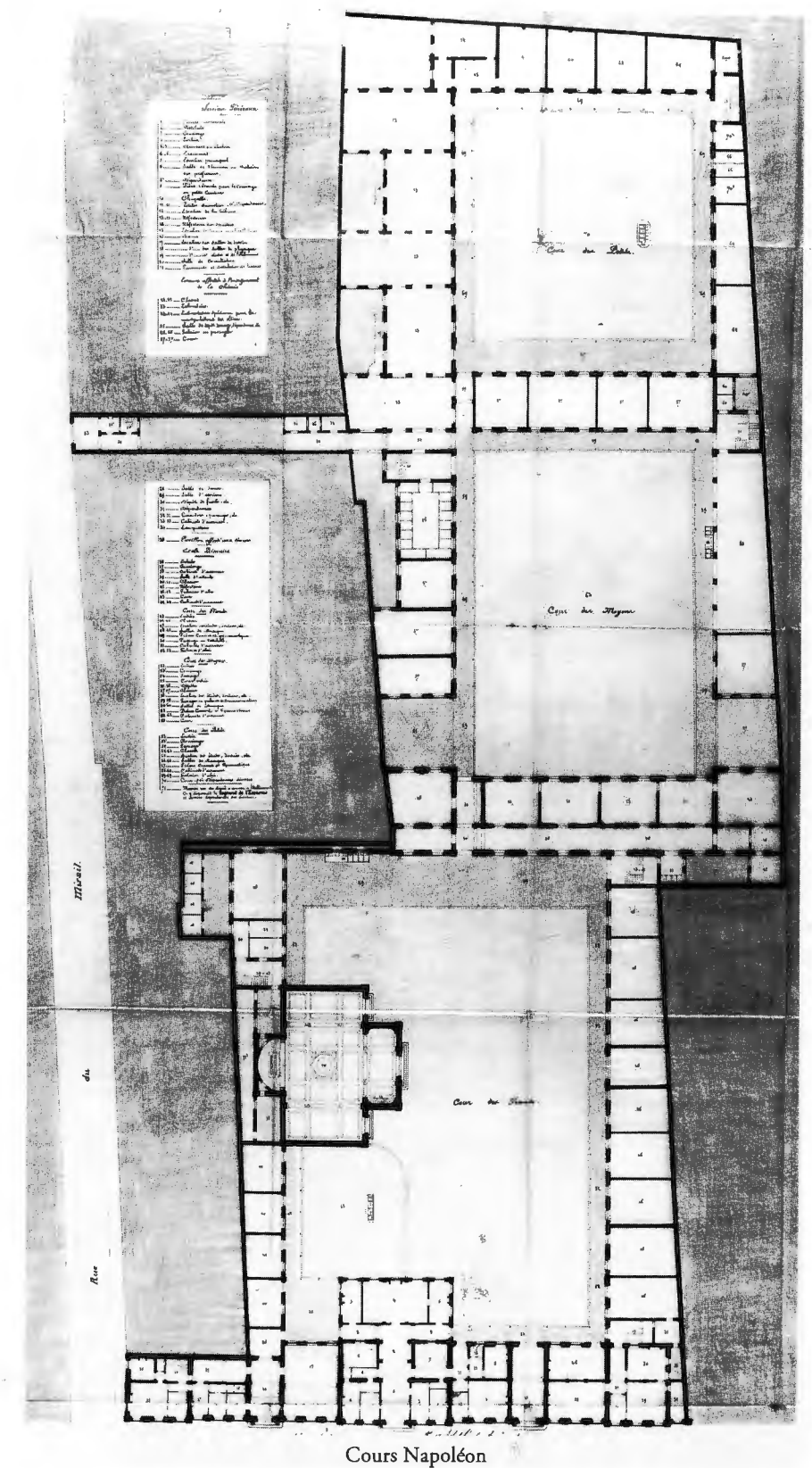


Fig. 10. — Projet de déplacement du lycée dans la Caserne des Fossés dessin de Charles Burguet, 15 février 1877. Plan du rez-de-chaussée.

VILLE DE BORDEAUX

Installation du Lycée
sur l'emplacement de la Caserne du Chêne des Fossés.

Projet de déplacement du lycée dans la Caserne des Fossés
du 15 février 1877
Modifié le 4 avril 1879
Marius Faget

Coupe longitudinale.

Fig. 11. — Projet de déplacement du lycée dans la Caserne des Fossés dessin de Charles Burquet, 4 avril 1876. Coupe longitudinale.

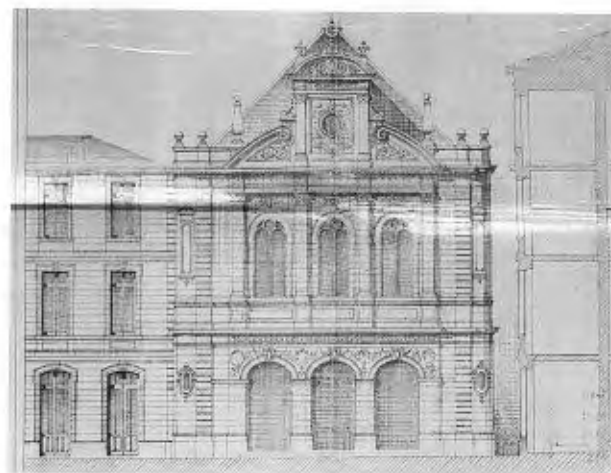
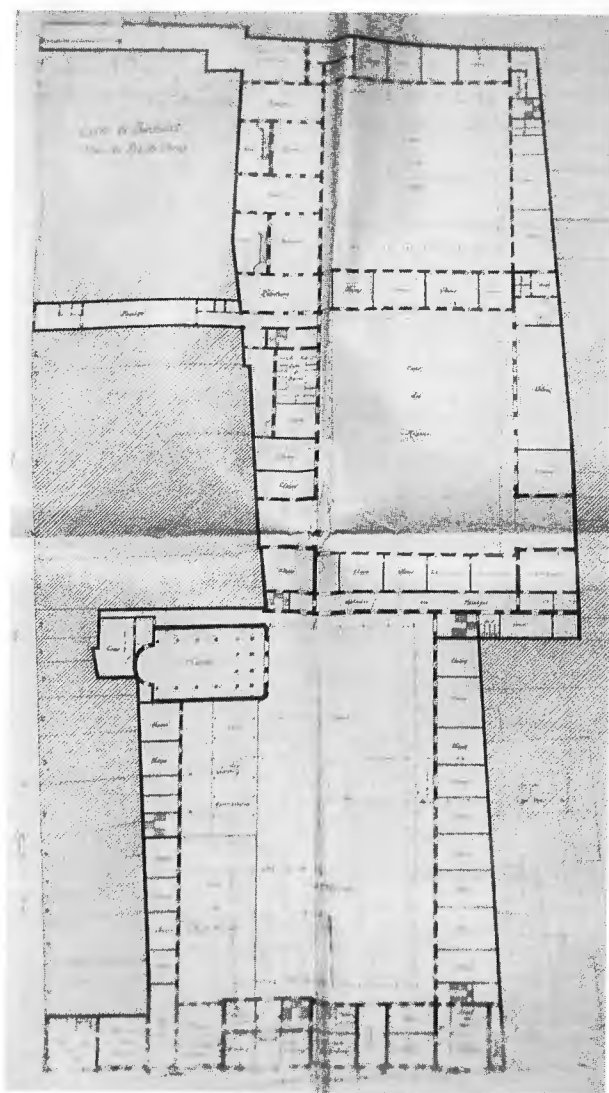


Fig. 13. — Élévation de la chapelle du lycée, dessin de Marius Faget, 4 avril 1879.

Fig. 12. — Modifications apportées au projet de Burquet du 15 février 1877 par Marius Faget le 4 avril 1879. Plan du rez-de-chaussée.



Fig. 14. — Façade du cours Victor Hugo, travée centrale.



Fig. 15. — Façade du cours Victor Hugo, travée centrale, lucarne des combles.

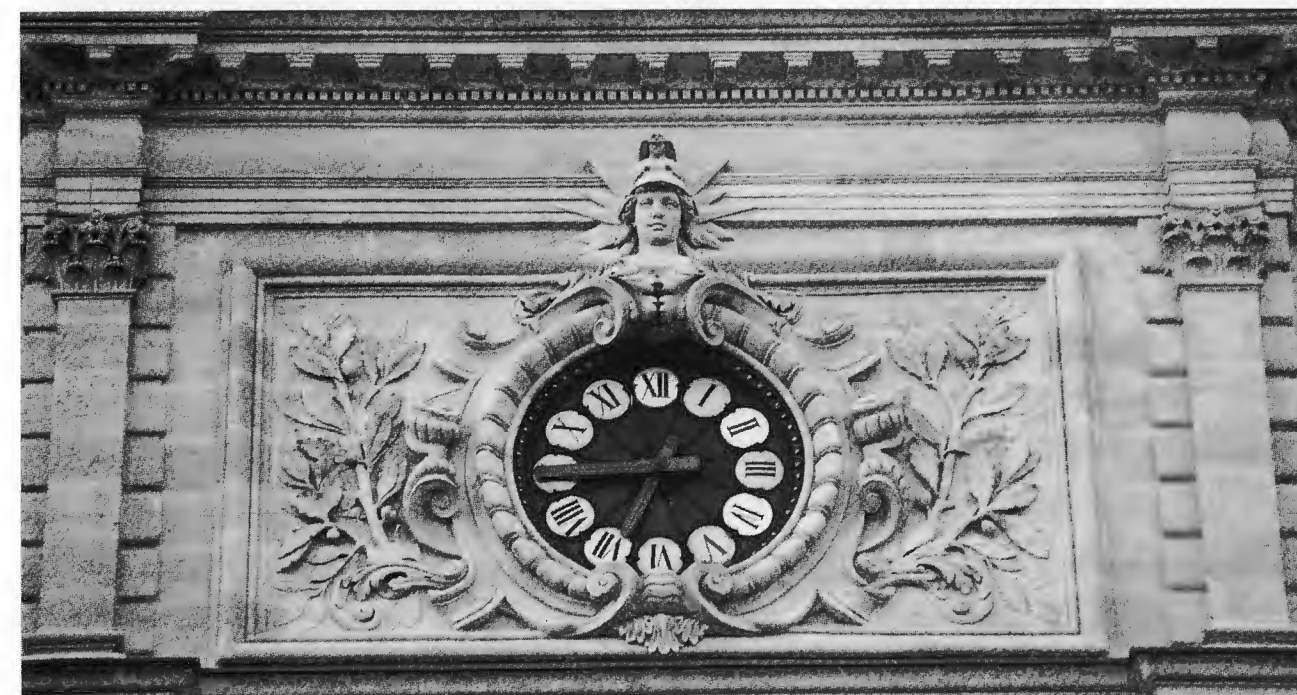


Fig. 16. — Façade du cours Victor Hugo, travée centrale, horloge.



Fig. 17. — Façade du cours Victor Hugo, travée centrale, toit et balustrade du campanile.



Fig. 18 et 19. — Façade du cours Victor Hugo, travée centrale, détails.



Fig. 20 et 21. — Façade du cours Victor Hugo, travée centrale, détails.



Fig. 23. — Mascaron de façade, avant restauration.



Fig. 24. — Mascaron de façade, après restauration.

Fig. 22. — Façade du cours Victor Hugo, travée centrale, entrée principale.



Fig. 25. — Pavillon oriental. Angle de la rue du Mirail et du cours Victor Hugo.



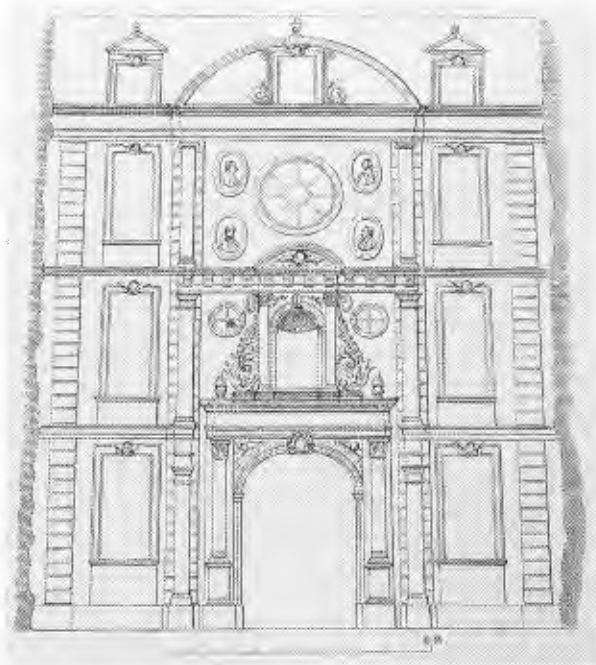


Fig. 26. — Entrée orientale, dessin E. Minvielle.



Fig. 27. — Façade du cours Victor Hugo, pavillon occidental.



Fig. 28. — Façade du cours Victor Hugo, entrée latérale.



Fig. 29 à 31. — Façade du cours Victor Hugo, pavillon occidental, médaillons réalisés par Coëffard.



Fig. 32. — Façade du cours Victor Hugo, pavillon oriental, médaillons réalisés par Coëffard.



Fig. 33. — Portrait sculpté de François Borgia (Musée d'Aquitaine).



Fig. 34. — Escalier principal du Lycée Michel Montaigne, détail de la rampe.

Le Lycée Michel Montaigne de Bordeaux

par Hélène Guenet

La Constitution du 3 septembre 1791 proclame, entre autres, qu'il sera créé *une instruction publique à tous les citoyens, gratuite à l'égard des parties d'enseignement indispensables pour tous les hommes*. A partir de ce moment-là, le gouvernement français n'aura de cesse de développer l'enseignement, afin de le placer à la portée de tous.

L'enseignement secondaire tient dans l'histoire du XIX^e siècle une place capitale. Il entend conduire l'enfant qui lui est confié jusqu'aux professions libérales auxquelles il donne seul accès par une formation qui a l'ambition d'être totale. Les lycées datent du Consulat et sont étroitement liés au régime politique que Bonaparte veut mettre en place. La loi générale sur l'Instruction publique est votée et promulguée le 11 floréal an X (1^{er} mai 1802) ; elle propose un enseignement à trois degrés, avec les écoles primaires et communales, les écoles secondaires communales ou privées, ancêtres de nos actuels collèges et enfin les lycées. Les lycées nationaux, entretenus aux frais du Trésor public, sont destinés à remplacer les Ecoles centrales de la Révolution. Ils ont au moins deux raisons d'être. La première est de retirer à l'Eglise, ancien groupe dominant, le monopole de l'instruction. Cela dit, un nouveau monopole se crée qui place toutes les institutions scolaires sous l'autorité de Napo-

léon et relègue les établissements privés à un rôle de complémentarité des établissements publics. La seconde raison d'être des lycées est qu'ils peuvent contribuer à la formation d'un appareil d'Etat. En créant les lycées, le gouvernement y trouve son propre intérêt : ils constituent un préalable utile à la formation reçue dans les grandes écoles d'où sortiront les cadres supérieurs, civils ou militaires de l'Etat.

Sans pour autant balayer les grands principes de la Révolution, Bonaparte opère un certain retour à l'Ancien Régime. On étudiera désormais les humanités classiques et les matières scientifiques, chères aux révolutionnaires, mais aussi le latin, trop délaissé dans les Ecoles centrales. Les lycées offrent donc un enseignement qui concilie tant bien que mal les idées nouvelles et les antiques disciplines (latin, arithmétique, histoire ancienne, géographie, physique, chimie, astronomie...). D'autre part, l'absence d'instruction religieuse dans les Ecoles centrales ayant heurté l'opinion publique, il est décidé, en 1801, que les lycées seront dorénavant pourvus de chapelles et d'aumôniers. Bonaparte a parfaitement compris qu'il doit accorder aux catholiques les garanties qu'ils demandent, compte tenu de la concurrence dangereuse que représentent les écoles secondaires ecclésiastiques.

La loi du 1er mai prévoit au moins un lycée par tribunal d'appel, l'instruction étant dispensée aux enfants placés par le gouvernement, aux élèves des écoles secondaires admis par concours, aux pensionnaires et aux externes. L'innovation apportée par la loi de 1802 réside dans l'internat que ne connaissaient pas les Ecoles centrales. Le lycée emprunte ainsi son modèle au Prytanée français, ancien établissement militaire d'enseignement secondaire, et le succès de cette forme éducative est rapide. Les élèves ne peuvent rester plus de six ans dans les lycées. A la fin de leurs études, ils subissent un examen à partir duquel un cinquième d'entre eux est placé dans les diverses écoles spéciales pour une durée de deux à quatre ans, entretenus aux frais de la nation.

Napoléon 1er crée ainsi des maisons d'éducation sous la dépendance de l'Etat, peuplées de boursiers qui lui devront tout et d'où sortiront des fonctionnaires civils et militaires dévoués à sa personne et au régime politique qu'il est en train d'établir.

Ce début de siècle compte donc énormément dans l'histoire de l'enseignement aussi bien public que privé et, malgré les changements gouvernementaux, on note une grande permanence de l'institution dans une période de près d'un siècle.

Il est intéressant et significatif de voir comment s'est implantée cette institution à Bordeaux. Les débuts des lycées, mal accueillis par l'opinion publique, furent difficiles. Le lycée de Bordeaux rencontra des résistances locales très vives, significatives de l'opposition inerte des Bordelais à la politique de Napoléon 1er.

L'ouverture du lycée de Bordeaux était fixée au 1er germinal de l'an XI, suivant le plan tracé par un arrêté consulaire du 24 vendémiaire (10 décembre 1802). L'Ecole centrale de la Gironde, située dans l'ancienne maison professe des Jésuites, fut fermée le 7 germinal. La Municipalité bordelaise ne fut pas particulièrement enthousiaste aux vues de l'arrêté du 24 vendémiaire car s'il était stipulé que l'Etat entretiendrait à ses frais les professeurs et les élèves nationaux, l'article 40 précisait clairement que les bâtiments seraient à la charge de la Ville.

Sous l'impulsion du préfet Dubois, le Conseil municipal vota le 8 frimaire (29 octobre) le crédit nécessaire à la nouvelle installation, mais ne débloqua

aucun fonds pour y pourvoir. Le préfet, préoccupé de faire exécuter au plus vite l'arrêté consulaire avait pourtant trouvé un local : l'ancien couvent des Feuillants (actuel emplacement du musée d'Aquitaine), avec l'église qui en dépendait. L'ensemble avait été confisqué à la Révolution comme bien national. Il renfermait jusqu'alors la pension de l'Ecole centrale qui en occupait les caves, le rez-de-chaussée et le premier étage. Il y avait des salles de classe, un réfectoire et des dortoirs ; les autres pièces abritaient depuis 1792 les bibliothèques des divers couvents de Bordeaux.

Les bâtiments couvraient un triangle délimité par la rue Montaigne ou des Feuillants (actuelle rue Paul Bert), la rue des Ayres et la rue Saint-Antoine. Le couvent, fondé à la fin du XIV^e siècle, avait été remis à neuf au milieu du XVIII^e siècle. Comme le précise Lamothe¹, la *maison des Feuillants [était] composée d'un corps de logis entre deux ailes, le tout à trois étages sur rez-de-chaussée. Un parterre avait été pratiqué dans l'espace rectangulaire existant entre les trois corps de constructions*. Au sud se trouvait l'église, dont l'entrée principale donnait rue des Feuillants ; elle contenait le tombeau de Montaigne. Encore au sud, il y avait un jardin. Tout l'îlot se trouvait en contrebas de la rue Saint-Antoine, à laquelle on accédait par un degré. L'évacuation de l'ensemble du couvent fut longue et laborieuse ; il fallut deux ans pour remettre l'église en état.

L'arrêté du 24 vendémiaire prévoyait un lycée d'une capacité de cent élèves, mais la Municipalité avait été invitée à prévoir des locaux suffisants pour cent cinquante enfants. Ça n'était pas le cas et l'année suivante, on dut adjoindre aux Feuillants le couvent des Visitandines situé tout près, de l'autre côté de la rue Saint-Antoine. La réunion des bâtiments fut décidée par arrêté des Consuls du 9 frimaire an XII.

Les Visitandines s'étaient installées dans les locaux des Ursulines vers 1640. Mise à part l'église, elles avaient réédifié tout le couvent en une construction carrée à deux étages, entourant une cour intérieure bordée d'un cloître. A la Révolution, les Visitandines s'enfuirent et le couvent faillit disparaître en 1794.

1. Lamothe, *Mélange d'archéologie et d'histoire. Notes historiques sur le monastère des Feuillants à Bordeaux*. Paul Chaumas librairie, 1846.

La Visitation ne fut libérée qu'au milieu de l'année 1805. Le proviseur eut en effet ici à lutter non seulement contre la Municipalité mais aussi contre une administration de l'Etat, la Loterie, qui refusait de se laisser expulser. Les lieux furent finalement évacués et le 17 vendémiaire an XII (10 octobre 1805), on commença à pratiquer un passage sous la rue Saint-Antoine, afin de relier les deux parties du nouveau lycée, qui couvrait une surface de 8.029 m². L'architecte de la préfecture, Combes, avait estimé à environ 25.000 francs les frais d'appropriation du couvent des Feuillants ; l'Etat ouvrit un crédit spécial de 75.000 francs et la Municipalité paya le mobilier 30.000 francs.

L'ouverture des classes se fit dans des conditions plutôt médiocres, ce qui ne s'arrangea pas avec le temps. Face à une population scolaire sans cesse en augmentation, le lycée se montra en effet rapidement exigu et vétuste. Dès le milieu des années 1840, on relève des traces de travaux exécutés à la chapelle par l'architecte municipal Gabriel-Joseph Durand. En 1853, des travaux d'aménagement concernant les laboratoires de chimie sont réalisés par Charles Burguet. A partir de 1854, la Municipalité commence à se préoccuper d'améliorer une situation qui n'a déjà que trop duré. Rien ne semble cependant vraiment évoluer, car dans les années 1860, les témoignages attestant des mauvaises conditions matérielles dans lesquelles travaillent élèves et enseignants sont nombreux. L'affaire semble pourtant intéresser les autorités locales : en 1862, lors de l'emprunt contracté par la Ville de Bordeaux, une somme de 300.000 francs est réservée à *l'agrandissement et à l'assainissement du lycée*². Cela prend même une dimension nationale et le 15 avril 1863 un décret impérial déclare *d'utilité dans la ville de Bordeaux l'agrandissement et l'assainissement du lycée, et la suppression de la rue Saint-Antoine dont le sol sera réuni aux dépendances de cet établissement*³.

Le 19 mars 1863, Ferrand, l'architecte du lycée présente un projet d'agrandissement du lycée qui porte sa capacité à 370 internes. Grâce à l'acquisition de plusieurs immeubles voisins, il augmente la surface du lycée à 10.500 m². Le devis de cette transformation s'élevant à un million, le projet ne connaît pas de suite.

Et, de fait, la situation ne cesse de s'aggraver et les plaintes affluent. Tout le monde s'accorde à reconnaître que les locaux du lycée de Bordeaux sont insa-

lubres. Mais il faut encore attendre la séance du Conseil municipal du 5 novembre 1866 pour que ce dernier se résolve à voter le déplacement du lycée. Il va désormais s'attacher à trouver un nouvel emplacement convenable à un établissement de grande envergure, digne d'une ville soucieuse d'offrir à sa jeunesse toutes les clés d'une bonne réussite sociale.

Pendant sept ans, de 1866 à 1873, le principal souci de la Municipalité bordelaise est de trouver une réponse à l'irritante question du lycée. Le problème est simple en apparence : ne pouvant être restauré, l'établissement doit être déplacé. De nombreux projets sont étudiés, mais cela n'a guère comme autre conséquence qu'attiser les différends qui existent au sein du Conseil municipal. Dans un premier temps, on recherche des emplacements vastes, aérés, sains... qui se trouvent naturellement en dehors du centre de la ville, à la lisière des boulevards. C'est ainsi que l'on pense au domaine de Bélorme (route de Saint-Médard), à la propriété des frères Bass située boulevard de Caudéran, au domaine de Talence où il existe déjà une annexe du lycée (actuel lycée Victor Louis) ; les projets sont relativement nombreux, mais aucun ne semble susciter de décision ferme de la part du Conseil.

A la fin des années 1860 et au début de 1870, on abandonne l'idée d'un lycée éloigné du centre, car cela nuirait aux externes qui auraient beaucoup de trajets à faire dans une journée. C'est alors que l'on s'intéresse sérieusement à la solution qui consisterait à déplacer le lycée dans le local des Sourdes-Muettes, située rue Castéja. Cette combinaison entraîne même le vote du Conseil municipal qui décide d'acquiescer à l'établissement. Mais les négociations avec le ministère de l'Intérieur sont longues et n'aboutissent finalement pas, notamment à cause du coût de l'immeuble.

De tous les projets étudiés, aucun n'a fait l'unanimité. Ils témoignent à la fois de l'incertitude dans laquelle se trouve la Municipalité quant au parti à prendre et surtout de ses hésitations et de ses scrupules quant aux millions à voter pour cette vaste entre-

2. Séance du Conseil municipal de la ville de Bordeaux du 7 février 1862.

3. A.M.Bx liasse 6855M15.

prise. Durant ces sept années, un seul projet est revenu plusieurs fois à l'ordre du jour : il consiste à transférer le lycée dans la caserne des Fossés, située sur le cours du même nom. C'est finalement celui qui sera choisi.

Cette possibilité, envisagée par le maire Castéja, remonte à 1862. Abandonnée, elle est à nouveau proposée en 1866 par Vernay, entrepreneur de travaux publics au service de la société Colombier. La ville de Bordeaux comprend cinq casernes qui appartiennent au ministère de la Guerre. Ce dernier envisage de les réunir en une seule. Les frères Colombier proposent donc à la Municipalité d'acheter leur propriété, le domaine de Livran ; dans laquelle on pourrait établir ce nouveau casernement ; en échange, la Ville deviendrait propriétaire des anciennes casernes dans lesquelles elle pourrait installer des services publics. En 1866, cette combinaison est refusée car elle se lie trop étroitement au problème du casernement général et est trop onéreuse. La situation en reste là jusque vers le milieu de l'année 1872. Entre temps, de terribles événements ont assailli la France et la réorganisation de l'armée française est inévitable.

La question du casernement revint donc à l'ordre du jour, mais cette fois-ci imposée par les circonstances. Le gouvernement ayant pour intention d'accroître la garnison de Bordeaux dans de fortes proportions, il fallut aviser aux moyens de créer un casernement en rapport avec l'augmentation des effectifs. L'administration municipale ayant appris que la caserne des Fossés serait dans tous les cas aliénée, les négociations furent entamées avec l'Etat.

Le projet reçut bien entendu des critiques. La caserne des Fossés se trouvant en face du Grand Marché, le recteur de l'Académie, Zévort, vit là une forte nuisance : « l'importance qu'a prise le grand marché rend impossible l'installation du lycée dans son voisinage immédiat. De huit heures du matin à deux heures du soir, le boulevard en face de la caserne des Fosses est tellement encombré de voitures, de passants, de marchands et acheteurs qu'il est le plus souvent difficile d'y circuler. Le tumulte y est incessant, les rixes y sont fréquentes, les propos peu modestes. »⁴ Mais ces critiques ne sont pas pour arrêter le Conseil municipal qui semble enfin décidé à agir. Le 27 octobre 1873, il vote l'achat de la caserne des Fossés au prix de 1.720.000 francs. Un traité avec l'Etat est signé le 30 octobre. Les principa-

les clauses sont les suivantes : en échange de la caserne des Fossés, la Ville de Bordeaux doit acquérir pour le compte de l'Etat des terrains suffisants pour l'installation des nouvelles casernes ; elle doit en outre verser à l'Etat une somme de un million à titre de subvention, trouver des terrains de manœuvres, de tir... Ces délibérations sont adoptées par dix-huit voix contre quatre, et le traité est approuvé par l'Assemblée nationale le 28 juillet 1874.

Les choses étant réglées dans la pratique, la Municipalité va désormais s'attacher à redonner vie à ce bâtiment qui tient une place importante dans le patrimoine architectural de la cité. La caserne des Fossés avait en effet pris place dans les locaux de l'ancien collège des Jésuites.

L'histoire de cet ensemble remonte au XVI^e siècle, plus précisément à 1572, date à laquelle les Jésuites créèrent à Bordeaux le collège de la Madeleine, dans le but de contrer le collège de Guyenne qui propageait les idées nouvelles, autrement dit l'hérésie protestante. Les Jésuites s'installèrent au prieuré Saint-James, à l'angle des Fossés et de la rue du Mirail. Les classes ouvrirent le 1^{er} octobre 1572. La Compagnie possédait également la maison professe, fondée en 1610 (rue de Gourgues) et le noviciat créé l'année suivante. Les Jésuites de Bordeaux connurent leur heure de gloire au XVII^e siècle, sans cesse prospérant et augmentant leurs possessions.

Par arrêté du 6 août 1761, le Parlement de Paris supprima la Compagnie de Jésus et fixa au 1^{er} avril 1762 la fermeture de tous ses établissements. La Cour de Bordeaux rendit son arrêt le 26 mai 1762, arrêt qui fut immédiatement suivi de la mise sous séquestre des biens des Jésuites. La suppression définitive du collège de la Madeleine ne fut acquise que le 26 juin 1772, par arrêt du Conseil d'Etat.

La Madeleine fut alors réunie au collège de Guyenne, qui prit le nom de Collège royal. Les bâtiments de l'ancien collège des Jésuites furent affectés aux audiences du Parlement, de la cour des Aides, du bureau des Finances et d'autres juridictions. Pendant la Révolution, ils servirent de magasins et de caserne. Achetés ensuite par la Municipalité, ils abritèrent l'Hô-

4. A.M.Bx liasse 6855M15.

tel de Ville et les services municipaux de 1791 à 1836, avant de redevenir la caserne des Fossés de 1837 à 1873.

En ce qui concerne la construction des bâtiments de la Madeleine, on sait qu'en 1628, on élève une construction de trois étages sur les cours et qu'en 1633, il faut agrandir et modifier l'entrée. En 1641, le domaine est entouré d'une muraille et on érige une chapelle en façade sur les Fossés, comportant une bibliothèque à l'étage. En 1657, l'explosion d'un magasin à poudre situé de l'autre côté des Fossés endommage considérablement la chapelle, la bibliothèque, l'infirmerie et quelques classes. Par manque d'argent, seules des réparations très incomplètes sont effectuées et les travaux ne sont terminés qu'en 1698.

Grâce à une description retrouvée aux Archives municipales de Bordeaux, nous savons que l'établissement était composé de *six cours ou jardins (...) au milieu du vaste massif de constructions qui s'étendaient depuis les Fossés jusque près de la rue des Augustins sur 213 mètres et de la rue de Bouhaut à la rue du Mirail. Derrière un corps de logis en façade sur les Fossés il y avait la cour dite des classes entourée des bâtiments servant à la rhétorique, la théologie, la physique ; à cet endroit se trouvait également la chapelle dont la façade donnait sur les Fosses (...). L'église rectangulaire aurait eu 32 mètres de long sur 16 mètres de large*⁵ ; elle était donc de plan basilical avec une abside à trois pans coupés qui servaient aux sacristies. Elle comportait trois nefs de quatre travées ; la nef était sans jour à cause des maisons qui la bordaient, aussi devait-elle être éclairée par un dôme. Cette première cour était fermée par un corps de logis et suivie d'un *second espace en parterre de 22 mètres sur 42. Après une autre aile affectée à des logements, il y avait un autre jardin et encore une cour. Venait ensuite la cour dite des archives séparée de la dernière cour dite de l'écurie et des charrettes par le cuvier et les archives. Un dernier corps de logis réservé aux domestiques fermait l'ensemble*⁶. Le collège des Jésuites formait donc une domaine imposant qui s'articulait autour d'une succession de cours entourées de bâtiments.

La façade donnant sur le cours des Fossés se divise en trois travées de trois étages, plus des combles. Les deux travées latérales présentent trois baies rectangulaires superposées et surmontées d'un petit mascarons à tête d'ange en guise d'agrafe, rappelant ainsi la vo-

cation religieuse de cette grande institution. L'ensemble est cantonné de bossages. Après un entablement avec architrave, frise lisse et corniche saillante, on trouve au niveau du comble, une autre baie rectangulaire à fronton triangulaire avec boule d'amortissement. Le motif de la tête d'ange est toujours présent.

Autant ces deux travées sont sobres, autant la travée centrale, plus large, offre d'ornements. Elle propose la succession des ordres toscan, dorique et ionique, ordres qui apparaissent sur des pilastres appliqués contre le bossage. Au rez-de-chaussée, deux colonnes corinthiennes sur piédestal encadrent la porte d'entrée en arc plein cintre interrompu en son milieu par un écusson à feuilles ; les écoinçons sont occupés par des motifs végétaux ainsi que des visages d'anges. Au-dessus vient l'entablement avec son architrave à trois faces, sa frise lisse et sa corniche à denticules, assurant la liaison avec le second niveau. On y trouve une niche concave en plein cintre avec agrafe et motifs végétaux, encadrée par deux colonnes corinthiennes, elles-mêmes cantonnées d'ailerons à volutes végétalisées. L'ensemble est flanqué de deux pots-à-feu ; de part et d'autre de la niche sont placés deux oculi. Cet étage est coiffé d'un entablement avec une frise de triglyphes et métopes nues qui correspond au niveau dorique ; la corniche saillante se déforme en un arc plein cintre segmentaire qui dégage un nouveau tympan avec motif de tête d'ange, servant de couverture à la niche. Le niveau ionique est marqué par un gros oculus central encadré de quatre médaillons ovales comprenant les effigies de frères jésuites. L'étage des combles présente un grand tympan courbe à amortissement, dans lequel s'inscrit une baie rectangulaire flanquée d'ailerons à consoles végétalisées, et ornée, une fois de plus, d'un angelot en guise d'agrafe.

Le centre de cette façade était occupé par la chapelle ; malheureusement, il semble qu'aucun document figuré de cet ensemble n'ait été conservé. On sait cependant qu'au-dessus de l'entrée, dans une niche, se trouvait la statue de Saint-Ignace. Cette chapelle a par la suite été détruite.

5. A.M.Bx fonds Delpit n° 122.

L'ensemble produit un effet heureux, une sorte de baroque assagi. La disposition des deux pavillons latéraux se retrouvera dans la façade du lycée. Depuis sa création, le collège a reçu plusieurs affectations différentes qui ont naturellement entrainé des modifications, particulièrement visibles dans la caserne des Fossés.

La caserne appartient en toute propriété à l'Etat de 1837 à 1873. Ce genre d'établissement militaire nécessite des installations particulières, telles que des écuries par exemple. Nous ne savons pas exactement quand ces travaux d'aménagement en caserne ont été exécutés, mais on peut penser qu'ils datent des environs de la Révolution, puisque Gabriel Loirette précise que les bâtiments de la Madeleine ont alors été transformés⁷ en magasins, puis en caserne.

Un plan de la caserne réalisé par Charles Burguet en janvier 1876 (fig. 8) permet de constater les changements qui ont été opérés depuis le XVII^e siècle. La superficie du terrain est moindre ; les parties nord-est et ouest de l'ancien collège ont disparu ; sans doute ont-elles été livrées à la spéculation et vendues à des particuliers par la Municipalité à la fin du XVIII^e siècle. Le domaine a donc été réduit en largeur, d'est en ouest, mais pas en longueur, puisque l'établissement s'étend toujours du cours des Fossés à la rue des Augustins.

La caserne était affectée à la cavalerie (toute la partie sud était occupée par des écuries) et au Conseil de Guerre. Mis à part le grand bâtiment du nord qui a sa façade sur les Fossés, il ne reste rien de ce qu'était le collège des Jésuites. Quand on examine cette façade (fig. 6), il apparaît que l'ordonnance générale de l'ancien établissement a été conservée. Seul le centre est marqué par une construction qui n'a absolument rien de commun avec le reste ; il correspond au bâtiment du Conseil de Guerre qui a remplacé la chapelle du collège. D'élévation simple et rigoureuse, il est en parfait accord avec sa fonction. C'est précisément cette partie de la façade que Burguet devra compléter.

Il ne reste donc pratiquement rien de ce qui fut jadis le collège des Jésuites, ses affectations successives ayant détruit entièrement ses aménagements intérieurs. Son ultime transformation en lycée lui fera cependant retrouver sa vocation première, au prix de nouvelles modifications. Charles Burguet, l'architecte de la Ville à qui est confiée cette tâche se fera un de-

voir de restituer son âme à cet établissement, en conservant, restaurant et terminant cette façade d'après le modèle du XVII^e siècle.

Charles Bernard Burguet est né le 10 décembre 1821 à Bordeaux. Elève de son oncle Jean Burguet dans un premier temps, il part à Paris en 1842 pour y terminer ses études sous la direction de l'architecte Lebas qui le forme à l'idéal néo-classique. Après avoir été plusieurs fois lauréat de l'école des Beaux-Arts, il revient à Bordeaux en 1846. Deux ans plus tard, il devient architecte de la Chambre de commerce, des hospices, du dépôt de mendicité et du Mont de Piété. Nommé architecte de la Ville en 1851, il occupera ce poste jusqu'à sa mort survenue le 9 mars 1879. Bien implanté dans le milieu bordelais, il reste quand même ouvert et réceptif à ce qui se fait de nouveau. Son œuvre peut se diviser en deux catégories : des restaurations pour lesquelles il montre un parfait respect du style originel des bâtiments ; et des constructions dans lesquelles il apparaît comme un *architecte moderne*⁸. Parmi ses restaurations, on retiendra celles de l'église Saint-Michel (1859-1860), du Grand-Théâtre, de l'Hôtel de Ville, du Palais de la Bourse ou encore de l'hôpital Saint-André, construit par son oncle quelques décennies auparavant. De ses constructions, on peut citer entre autres les serres du Jardin des Plantes et celles du Grand Marché (1856-1859) dans lesquelles il utilise les matériaux nouveaux (fonte, fer et verre) et introduit l'architecture métallique. On lui doit également le Grand Marché (vers 1862-1864) et le Marché des Grands Hommes (1864). Attache au néo-classicisme, Burguet n'en est pas moins un architecte novateur. Son dernier travail à Bordeaux est la reconstruction du lycée, *un de ceux qui lui font le plus d'honneur*, comme le fait remarquer Edouard Férét⁹. Décédé en 1879, il est remplacé par Marius Faget (1833-1916), avec qui il a collaboré pendant de nombreuses années. Ce dernier poursuivra l'œuvre de Burguet en respectant le projet initial.

6. A.M.Bx fonds Delpit n° 122.

7. Loirette Gabriel, *Les établissements des Jésuites en France depuis quatre siècles : 1572-1772*.

8. Coustet Robert, *Charles Burguet et l'historicisme bordelais*. Extrait de *Culture et création de l'architecture provinciale de Louis XIV à Napoléon III*. Travaux et colloques de l'Institut d'Art, Université de Provence, 1983.

La construction du lycée de Bordeaux doit répondre aux exigences du programme fixe par l'Université en 1876¹⁰. Il faut réaliser un établissement pouvant accueillir de mille cent à mille deux cents élèves. D'autre part, il est convenu que le lycée renferme dans son enceinte une école primaire de deux cents enfants environ, école comprenant au moins quatre classes, un réfectoire et un préau couvert ; elle doit qui plus est être placée à proximité du quartier des sœurs.

Le lycée à proprement parler sera divisé en trois cours : celle des grands, celle des moyens et celle des petits, comprenant chacune un préau couvert. Il y aura, toutes divisions confondues, environ vingt-cinq classes, quinze études, des salles de musique, d'escrime et de danse, des séquestres, des salles de dessin, de chimie, de physique et d'histoire naturelle avec leurs laboratoires. Le lycée devra être équipé de vastes réfectoires, de dortoirs pour quatre cents à quatre cent vingt pensionnaires, de salles-de-bains et de cabinets d'aisance. Il y aura en outre des cuisines, une infirmerie, une lingerie, un atelier pour le tailleur, une cordonnerie, un vaste parloir, une chapelle, etc. Il devra aussi y avoir des logements pour le personnel administratif et les gens de service. Ce programme, bien que précis, ne donne aucune indication quant à la situation et l'orientation des différentes pièces.

Toutes les exigences de l'Université figurent dans le projet de Burguet du 4 avril 1876 qui est présenté au Conseil municipal le 22 mai (fig. 9). Le terrain du lycée s'étend du cours des Fossés (désormais rebaptisé cours Napoléon) à la rue des Augustins sur une largeur de 70 à 80 mètres ; comme conséquence de cette disposition, Burguet a placé les quartiers des grands, des moyens et des petits à la suite les uns des autres. Le bâtiment de façade sur le cours Napoléon a été attribué tout entier aux services généraux ; le pavillon est, à l'angle de la rue du Mirail, est réservé aux sœurs. Le corps central contient, au rez-de-chaussée, l'entrée, les parloirs et l'économat. Le pavillon ouest est affecté aux salles d'escrime, de danse et à diverses dépendances. Au premier étage se trouvent les appartements du proviseur et de l'économe, et au second, ceux du censeur et des aumôniers. Le troisième étage comprend la lingerie, l'atelier du tailleur et la cordonnerie.

En ce qui concerne la façade principale (fig. 7), Burguet propose la *restauration et la continuation de ce qui existait déjà*¹¹, hérité des Jésuites. Les pavillons

est et ouest sont donc restaurés et seule la partie centrale est entièrement refaite à neuf ; plus imposante que les autres, elle signale l'entrée principale de l'établissement. Dans cette élévation, Burguet se montre fidèle au style du XVII^e siècle.

L'école primaire se situe dans la partie nord-est de l'établissement, à l'arrière du pavillon des sœurs. Elle est séparée du quartier des grands par l'aile ouest, autrefois affectée à la cavalerie et que Burguet a tenu à conserver sans doute par souci d'économie.

La cour des grands est la première qui se présente quand on entre dans le lycée. De forme parallélépipédique et entourée de préaux couverts, elle est ceinte de bâtiments comprenant les classes et un gymnase couvert au rez-de-chaussée, les études au premier étage et les dortoirs au second. Dans l'angle sud-est de cette cour se trouve la chapelle, de plan centré ; elle se compose de trois nefs d'une seule travée voûtée d'arêtes. Elle est cantonnée d'un porche saillant à l'ouest surmonte d'une tribune, et d'un sanctuaire en hémicycle peu profond à l'est, à l'arrière duquel se situent les sacristies. Cette première cour est fermée au sud par un bâtiment commun aux grands et aux moyens, lui aussi hérité de l'ancienne caserne : il comprend les classes et les laboratoires de physique, chimie, dessin, etc. Les deux autres cours sont pareillement équipées. Les réfectoires se trouvent dans le quartier des petits à l'est, avec les cuisines en sous-sol.

Les devis qui accompagnent ce projet annoncent une dépense de 1.980.000 francs, à laquelle il faut ajouter les sommes déjà payées (1.720.000 francs pour l'achat de la caserne), les sommes déjà votées (30.000 francs pour l'achat d'une maison rue du Mirail), plus un nouvel immeuble à acquérir rue du Mirail ou des Augustins (50.000 francs). Cela fait un total de 3.780.000 francs. Pour régler ce montant, la Ville dispose de 300.000 francs à prélever sur l'emprunt de dix-sept millions contracté en 1862, ainsi que de deux subventions de l'Etat, dont une de 600.000 francs émanant du ministère de l'Instruction publique.

9. Férét Edouard, *Statistique générale de la Gironde*. Tome III, Bordeaux, 1892.

10. A.M.Bx liasse 6855M15.

11. A.M.Bx liasse 6855M15.

Les plans et devis du 4 avril 1876 sont approuvés par le Conseil municipal dans la séance du 22 mai 1876, et envoyés au ministère de l'Instruction publique où ils seront étudiés par l'architecte du ministère, Lecœur. Renvoyés à Bordeaux le 2 janvier 1877, ils ne portent pas la signature du ministre car, d'après Lecœur, on doit leur apporter certaines modifications. Ses critiques portent sur la conception générale de l'édifice, la distribution intérieure des services et sur quelques détails bien particuliers.

Burguet conçoit donc un nouveau projet le 15 février 1877 (fig. 10). Les principaux changements tiennent dans la suppression du grand bâtiment perpendiculaire à la façade qui appartenait autrefois à la caserne et qui séparait, dans les anciens plans, l'école primaire du lycée. Les bâtiments de la première cour ont été repoussés contre les murs de clôture. Le gymnase a été reporté au sud et a gagné en ampleur. Cela permet d'avoir à l'ouest sur une seule ligne presque toutes les classes des grands, avec, au-dessus, les études et les dortoirs. La cour des petits a été agrandie par le recul de l'aile sud et la réduction de certaines classes à l'ouest. Certaines modifications ont également été apportées au pavillon central de la façade des Fosses. La chapelle a été agrandie, etc.

La façade du cours Napoléon n'a pas échappé à la critique de Lecœur : *En ce qui concerne la façade, il semblerait préférable de se borner à la continuation exacte des deux ailes déjà existantes, avec le même motif d'entrée au milieu. La façade conserverait ainsi une ordonnance monumentale et plus en rapport avec la destination de l'édifice*¹². Ce à quoi Burguet rétorque : *Il ne s'agit pas d'une création, mais de la restauration et de la reproduction d'une œuvre dégradée ou inachevée, pour lesquelles toutes les indications nécessaires existent dans les bâtiments actuels. Ainsi le motif central tel qu'il est projeté est déjà nettement accusé par les pilastres d'angles s'élevant en saillie de la base au sommet. Il paraîtrait regrettable de les démolir et de s'écarter en cela du plan primitif*¹³. Le projet de façade reste donc celui présenté le 4 avril 1876, Burguet est appuyé dans sa démarche par l'administration municipale avec d'autant plus d'empressement que lors de la présentation des premiers plans, elle avait insisté elle-même pour cette ornementation : *Sans vouloir donner au lycée un aspect trop monumental (...) il faut saisir cette occasion naturelle d'accorder un modeste embellissement à une ville trop dépourvue de monuments publics*¹⁴.

Les nouveaux plans satisfont pleinement la Municipalité, d'autant plus que Burguet a réussi à réaliser toutes ces modifications sans augmenter les devis. Les plans et devis du 15 février 1877 sont donc adoptés par le Conseil municipal le 1er mars 1877. Le projet, envoyé au ministère, est adopté par le ministre Waddington. Les travaux peuvent enfin commencer : il aura fallu plus de dix ans pour résoudre le problème du lycée de Bordeaux.

Les plans seront à nouveau légèrement transformés, sur la demande du ministre Waddington, et approuvés le 8 octobre 1878 (fig. 12). Ces transformations portent notamment sur la chapelle et le décrochement que faisait le parloir dans la cour des grands. La chapelle est une nouvelle fois déplacée et retrouve sa situation première, dans l'angle sud-est de la cour des grands ; désormais de plan basilical, elle se compose d'un porche dans-œuvre surmonté d'une tribune, de trois nefs de quatre travées et d'un sanctuaire en hémicycle entouré des sacristies. La saillie que faisait le parloir a disparu et ce dernier est désormais placé dans le bâtiment de façade.

Les premières adjudications ont lieu le 23 août 1877 et concernent le gros œuvre. Les travaux de terrassement et maçonnerie sont confiés à l'entreprise Goyetes & fils, ceux de couverture à Hostin et ceux de charpenterie à la compagnie Dauga et Vivien. Les façades seront exécutées en pierre de Bourg, les socles et appuis de fenêtres en pierre de Barsac ou de Verdélais et l'escalier principal en pierre de Montbron. Les menuiseries, c'est-à-dire les grandes portes cintrées du cours Napoléon et de la rue du Mirail, seront en bois de Nerva. On utilisera du marbre des Pyrénées pour les cheminées et les tables des réfectoires.

Les travaux commencent en octobre 1877 comme l'indique l'inscription qui se trouve dans le vestibule d'entrée du lycée. Ils consistent dans un premier temps en la destruction des bâtiments de l'ancienne caserne qui ne seront pas utilisés dans le nouvel établissement. Seul le corps de logis en façade et celui qui sépare les

12. A.M.Bx liasse 6855M18.

13. A.M.Bx liasse 6855M18.

14. Séance du Conseil municipal de la ville de Bordeaux du 1er mars 1877.

quartiers des grands et des petits sont conservés. Les travaux de démolition étant entamés au nord, on commence les constructions au sud.

Dans l'ensemble, les travaux avancent à vive allure. En août 1878, les bâtiments des quartiers des petits et des moyens sont élevés jusqu'au niveau de la corniche. Les fondations du pavillon central de la façade sont entreprises. En novembre de la même année, les deux tiers du gros œuvre sont complètement terminés. En février 1879, le pavillon central est pratiquement réalisé et les aménagements intérieurs des parties sud de l'établissement sont effectués.

Le 9 mars 1879, Burguet décède ; il est remplacé par son second Marius Faget, devenu architecte des bâtiments communaux et de la voirie. D'après les plans retrouvés aux Archives municipales, on peut penser qu'il est l'auteur de la chapelle dont l'érection mettra un terme aux constructions du nouveau lycée (fig. 13).

Le 5 août 1880, le nouveau lycée de Bordeaux est officiellement inauguré. Il n'est cependant pas complètement terminé, car il manque une partie du mobilier et l'intérieur de la chapelle reste à faire. Les travaux ont duré trois ans environ : menés avec une grande activité, ils ont donné jour à un lycée spacieux, moderne, fonctionnel et conforme aux règles de l'hygiène scolaire. Burguet, tout en utilisant des matériaux traditionnels comme la pierre ou le marbre, a su également profiter des nouveautés du siècle comme la fonte et le fer que l'on trouve dans les escaliers et les préaux couverts par exemple. Bordeaux peut enfin être fière de son lycée que les inspecteurs généraux citent comme un modèle à suivre pour les futurs lycées à bâtir partout en France.

Le style de l'établissement apparaît principalement dans la façade du cours Napoléon et dans la première cour du lycée. Les cours des moyens et des petits ne présentent aucune ornementation particulière : les bâtiments comportent trois étages séparés par des bandeaux horizontaux, ainsi qu'une succession de baies rectangulaires à agrafe cantonnées de bossages. Le rez-de-chaussée est marqué par des galeries d'abri qui forment une suite d'arcades.

L'exécution de la façade du cours Napoléon est confiée au sculpteur Coëffard de Mazerolles (1818-1887), élève de Maggesi. Etabli dans notre ville à partir de 1845, Coëffard dote les places et les édifices bordelais de nombreux travaux ou se révèle *un talent souple*

*et consciencieux*¹⁵. Il travaille à la façade nord de la Bourse où il réalise *l'Union de la Méditerranée et de l'Océan* à l'institution des Sourdes-Muettes (statue de *l'abbé de l'Épée*), au Grand-Théâtre (*Euterpe* au-dessus de la colonnade).

Son travail à la façade du lycée est un peu particulier puisqu'il consiste en des restaurations et en l'exécution d'un programme précis dicté par Burguet. Il est chargé de remettre à neuf les pavillons latéraux et d'en faire deux bâtiments identiques. Il y exerce son art de statuaire dans les médaillons du second étage qui comprenaient autrefois les effigies de frères jésuites. L'iconographie est désormais autre, puisque le lycée dispense un enseignement laïque, et répond aux exigences de la Municipalité. Dans une lettre du 29 octobre 1879, Liard, adjoint au maire délégué à l'Instruction publique, dit qu'il serait bon de *placer sur la façade d'un établissement ou sont enseignées les lettres et les sciences, les images des hommes qui ont fait le plus d'honneur aux lettres et à la science françaises*¹⁶. C'est ainsi que l'on trouve à l'est les portraits de Montaigne, Descartes, Molière et Montesquieu (fig. 32) ; et à l'ouest ceux de Pascal, Cuvier, Lavoisier et Ampère. Coëffard réalise ces bustes en bas-relief, *d'après modèle*. A l'est, en haut, apparaît le philosophe René Descartes (1596-1650) qui aurait tout aussi bien pu figurer parmi les scientifiques puisqu'il s'est également illustré dans les domaines des mathématiques et de la physique. A ses côtes se trouve l'auteur des *Essais*, Michel de Montaigne (1533-1592) dont le lycée portera plus tard le nom. En-dessous, il y a Molière (1622-1673) dont tout le monde connaît la grande œuvre, et l'académicien Charles de Secondat Montesquieu (1689-1755), l'auteur de *L'Esprit des lois* (1748) qui inspira la Constitution de 1791 et fut à l'origine des doctrines constitutionnelles libérales.

Il est significatif de retrouver ici Montaigne et Montesquieu. Ils sont la preuve qu'une cité de province peut produire, comme Paris, de grands génies. Montaigne a en effet été élève au collège de Guyenne ; son œuvre, comme celle de Montesquieu, est aujourd'hui étudiée dans nos lycées. On sait quel fut son rôle dans la vie politique bordelaise et c'est une façon de rendre hommage au grand homme qu'il fut.

15. Féret Edouard, *op. cit.*

16. A.M.Bx liasse 6855M22.

A l'ouest, en haut, on trouve Antoine Laurent de Lavoisier (1743-1794), l'un des créateurs de la chimie moderne et du système métrique Blaise Pascal (1623-1662), mathématicien, physicien, philosophe et écrivain janséniste. En bas, sont représentés André-Marie Ampère (1755-1836), créateur du premier télégraphe, et Georges Cuvier (1769-1832), le père de la paléontologie (fig. 29 et 31).

Le pavillon central (fig. 14), plus haut que les précédents, comprend cinq travées qui se développent sur trois étages, plus des combles. L'ensemble est coiffé d'un campanile. Les deux travées latérales reprennent ce qui existait déjà dans les autres pavillons, à la différence qu'ici elles sont séparées les unes des autres par des pilastres adossés aux bossages ; la superposition des ordres toscan, dorique, ionique et corinthien apparaît donc partout et non plus uniquement dans la travée centrale. Ces quatre travées sont occupées par des baies rectangulaires avec des mascarons à tête d'anges en guise d'agrafe qui sont un souvenir de ceux qui ornaient déjà la façade du collège des Jésuites. Ravissants putti aux joues bien rondes, ils adoptent tous une attitude différente. On les retrouve dans les tympans des frontons triangulaires qui surmontent les lucarnes des combles (fig. 18).

La travée centrale, plus large et majestueuse, propose la succession des ordres toscan, dorique, ionique et corinthien. Au rez-de-chaussée, la porte forme un arc en anse de panier avec cuir au centre (fig. 22) ; les écoinçons sont pourvus de rinceaux. Le tout est cantonné de deux colonnes corinthiennes sur piédestaux (fig. 21). Au-dessus se trouvent la frise avec l'inscription *LYCEE* (plus tard modifiée en *LYCEE MICHEL MONTAIGNE*) et la corniche saillante à denticules qui appartient déjà au premier étage. Le niveau dorique comprend une grande baie rectangulaire flanquée d'ailerons à volutes et rinceaux (fig. 20). Elle est couverte d'un fronton plein cintre à base interrompue et brisé par un énorme écusson. Le tympan, qui mord sur le second étage, est orné de rinceaux.

Le niveau ionique est occupé par une autre baie rectangulaire encadrée de deux tables ornées et surmontées de petits tympans courbes surbaissés à motifs végétalisants. Un cartouche flanqué de pommes de pin et qui devait recevoir l'année de création, s'inscrit sur la frise ; il est aujourd'hui nu. Le troisième étage, corinthien, affiche une horloge circulaire inscrite dans un grand panneau rectangulaire décoré de

palmes académiques (fig. 16) ; elle est surmontée du visage d'Athénien, déesse de l'intelligence et de l'habileté.

La lucarne des combles est coiffée d'un fronton plein cintre outrepassé, brisé à sa base pour laisser échapper les jambes des enfants qui occupent le tympan (fig. 15) ; celui de droite, assis à côté d'un encrier tient un rouleau et semble regarder son compagnon dont la main droite, appuyée sur un globe, serre une plume : ils symbolisent évidemment l'instruction.

Sur le toit en ardoises sont ouverts deux œils-de-bœuf (fig. 17). Tout en haut devait se trouver un campanile, enfermé dans une balustrade en fer forgé, mais ce motif n'est pas celui que l'on trouve aujourd'hui. La balustrade actuelle est en pierre ; elle forme une avancée sur laquelle on peut lire les initiales R.F. Ce décrochement est prolongé sur le toit par un énorme écusson avec guirlandes et cuir dans lequel est figure le symbole de la ville de Bordeaux (les trois croissants de lune). Il faut noter encore la présence de quatre cheminées hautes et rectangulaires avec motif en fer forgé au centre.

Cette façade, de style assez plat, est néo-XVII^e siècle. Burguet n'oublie pas ici de parsemer l'ensemble de petits mascarons qui sont un rappel non seulement de ceux qui ornaient déjà la façade des Jésuites, mais aussi de tous ceux qui décorent le centre de Bordeaux.

Les portes d'entrée du bâtiment, en bois de Nerva, réalisées par Rispal et Martin, sont magnifiques et symboliquement riches (fig. 22). Dans les tympans de la porte du pavillon central sont figures les attributs des sciences (globe, compas) et des lettres (livres, rouleaux), avec des palmes et des branches d'olivier, enfermés dans une moulure d'oves. Ces attributs sont aussi ceux des hommes qui figurent en médaillons sur les pavillons latéraux. Les palmes sont celles de l'Académie et les branches d'olivier font allusion à la liberté, celle de l'enseignement ; on peut y voir également au-delà un symbole de la République. Sur les vantaux, deux petites consoles soutiennent une corniche, des guirlandes, des palmes... et plus bas, réapparaît le motif des palmes académiques attachées par un ruban, ainsi que la couronne de laurier, attribut d'Apollon, la divinité tutélaire de tous les arts. Les portes des pavillons latéraux sont plus simples : elles ne comportent que des palmes académiques et des branches d'olivier, au milieu d'ornements plus traditionnels (fig. 28).

Après avoir franchi l'entrée principale du lycée, on pénètre dans le vestibule. Les travaux de sculpture ont ici été exécutés par Bedat et Maugey après leur soumission du 9 juin 1880. De plan rectangulaire, il comporte deux panneaux avec les inscriptions d'achat (1873) et d'inauguration (1880), la porte de la salle des professeurs et la loge du concierge. Tout le vestibule est scandé de pilastres et de colonnes corinthiennes. Son ornementation s'articule autour de rinceaux, de branches d'olivier, cuirs... Le parloir, qui se situe au rez-de-chaussée est entièrement boisé et très sombre. Sur la cheminée figure en bonne place le portrait de Montaigne. La pièce renferme également le monument aux morts de l'établissement qui se présente sous la forme d'un vitrail.

La façade intérieure, réalisée par Courbatere, est plus sobre que celle du cours Napoléon. Ce qui correspond aux pavillons latéraux ne présente aucun décor architectural particulier, si ce n'est l'alternance de frontons triangulaires et courbes. Le pavillon central reçoit en revanche une ornementation en faible relief. Il se compose de cinq travées séparées par des bossages, la travée centrale étant plus large que les autres. Au rez-de-chaussée, la porte forme un arc plein cintre avec écusson au milieu et est cantonnée de pilastres ; les écoinçons sont occupés par des rinceaux. Toutes les fenêtres de ce niveau sont pourvues d'un écusson en guise d'agrafe. Le premier étage présente au centre une baie rectangulaire cantonnée d'ailerons à volutes ; de part et d'autre sont placés deux éléments circulaires à décor végétal, renfermant les initiales R.F. Les second et troisième niveaux reçoivent la même ornementation : une baie rectangulaire encadrée de deux grandes tables chanfreinées. Le seul détail qui les différencie réside dans les agrafes des fenêtres ; au second étage réapparaissent en effet des têtes humaines qui semblent ici sortir de la végétation. Les combles sont également pourvus de baies à frontons. Ce pavillon central adopte donc un décor plus sobre, en prolongement des façades intérieures des pavillons latéraux.

L'aile ouest de la cour des grands, haute de deux étages, est encore plus simple. Elle présente de grandes baies à chambranle mouluré en arc segmentaire au rez-de-chaussée et des fenêtres rectangulaires sur appui plus haut. La partie centrale de ce bâtiment, large de trois travées, offre un décor plus prononcé : la porte d'entrée forme un arc plein cintre avec agrafe

et est flanquée de deux consoles à moulures supportant le bandeau et un fronton plein cintre, dont le tympan est occupé par un écusson et des palmes. Tout en haut un grand fronton triangulaire couvre l'ensemble ; dans son tympan sont figurés des rinceaux, des guirlandes et un énorme écusson à cuir dans lequel est représentée une tête d'Apollon rayonnant, symbole du soleil et de la lumière civilisatrice (fig. 35). Le bâtiment est de cette cour est plus rigoureux et reprend pour toutes les baies le même système architectural et ornemental que celui précédemment décrit.

En ce qui concerne la chapelle, les seuls documents qui nous restent sont les plans de Marius Faget, dates du 4 avril 1879. Sa façade (fig. 13) présentait deux niveaux : le rez-de-chaussée, marque de trois arcades plein cintre avec agrafe décorée et médaillons à guirlandes en écoinçons ; et un étage, celui de la tribune, comprenant trois grandes baies à remplage néo-rennaissance, séparées par des pilastres corinthiens. L'ensemble était surmonté d'un fronton plein cintre brisé par un attique qui était lui-même coiffé d'un petit fronton à rinceaux. Trois acrotères en forme de croix signalant la destination de l'édifice culminaient au sommet. Le décor extérieur de la chapelle a été réalisé par Lucien Tapiou (né en 1828), élève de l'école des Beaux-Arts de Toulouse. Il réalise ici un travail d'ornemaniste avec un décor principalement axé sur la végétation, malgré la présence de têtes d'anges ailes au premier niveau. La sculpture intérieure a été confiée à Rispal et Martin en 1885. D'après les devis, il devait y avoir une ornementation surtout végétale avec des guirlandes, des rinceaux, des rosaces, des palmes... Il y avait aussi des figures ailées dans des niches et un arc de triomphe ouvrait sur le chœur.

Il ne reste rien de ce bâtiment, si ce n'est un contre-fort sur le mur mitoyen. D'après les « anciens » du lycée, la chapelle a été détruite vers le milieu des années 1970. Aucune trace de ces destructions n'apparaît ni dans les registres des délibérations du Conseil municipal, ni dans les archives. On peut supposer que, par manque d'entretien, elle était devenue vétuste ; d'autre part, l'intérêt apporté au culte catholique n'a cessé de diminuer depuis le début du siècle et peut-être n'avait-elle tout simplement plus aucune utilité.

Burguet réalise ici un édifice néo-XVII^e siècle, dans lequel il allie tradition et modernisme : tradition, en terminant la façade du collège des Jésuites et moder-

nisme en se servant pour cela des matériaux du siècle. Il crée un établissement fonctionnel et contribue à embellir la ville. Au total, le lycée a coûté à la Ville pratiquement quatre millions de francs et il a fallu attendre plus de quinze ans pour que l'Académie de Bordeaux soit enfin dotée d'un établissement digne de son importance.

A peine terminé, le lycée subit certaines modifications ; c'est ainsi que l'on trouve des traces de travaux dès 1882. Le bâtiment n'a cessé d'évoluer jusqu'à nos jours. Actuellement, il ne reste pratiquement rien du grand établissement du XIX^e siècle. Les quartiers des moyens et des petits ont été complètement détruits pour laisser la place à des constructions contemporaines qui ne sont pas toujours esthétiquement très réussies. L'emplacement de la chapelle comprend aujourd'hui des cabines téléphoniques et un escalier extérieur de secours en béton. Finalement, seules les ailes ouest et est de la grande cour ainsi que le bâtiment du cours Victor Hugo subsistent.

Le 17 mars 1933, alors que l'on fêtait le quatrième centenaire de la naissance de Montaigne, sur la

demande de l'association des anciens élèves du lycée de Bordeaux, le Conseil municipal décida que le lycée s'appellerait désormais

LYCEE MICHEL MONTAIGNE

en l'honneur de l'incomparable auteur des *Essais*, dont le père était commerçant dans notre ville, qui fut élève au collège de Guyenne, Conseiller au Parlement de Bordeaux (...), plus tard élu maire de cette ville¹⁷.

Le lycée est un élément majeur de la grande politique municipale d'enseignement avec les écoles, les facultés, la bibliothèque et le musée à la fin du XIX^e siècle. Au-delà, il est le reflet de l'idéologie républicaine qui a cherché à développer l'enseignement public et dont l'aboutissement se trouve dans les lois de Jules Ferry. Il représente aussi une originalité dans la ville de tradition classique. Se mêlant au Bordeaux XVIII^e et néo-XVIII^e, il forme un bâtiment néo-XVII^e siècle lié à la personnalité de Burguet.

17. Séance du Conseil municipal de la ville de Bordeaux du 17 mars 1933.



Fig. 35. — Aile ouest de la cour des grands. Fronton réalisé par Courbatère.

Crédits photographiques :

A.D.Gir : 3
A.M.Bx : 2, 6 à 11
Jean-Bernard Faivre : 14 à 16, 18 à 21, 25, 27, 29 à 32
Hélène Guenet : 12, 13, 17, 35

Musée d'Aquitaine : 33
Michèle Peyrissac : 1, 23, 34
Xavier Roborel de Climens : 22, 24, 28

Le château Dillon à Blanquefort Un cri d'alarme ou la chronique d'une mort annoncée

par Bertrand Charneau *

Dans la commune de Blanquefort, à l'écart de la route de Pauillac, non loin des dernières maisons de la ville vers le nord, le château Dillon apparaît au bout d'une allée bordée de platanes. Sur le domaine du lycée agricole, le château pourrait être le chef de ces terres plantées de vignes. En fait, cette demeure historique n'est plus qu'un vieux rafirot laissé en rade, prenant l'eau par tous ses huis.

La carte de Belleyne montre, pour le XVIII^e siècle, le domaine appelé alors de «Terrefort» composé d'un corps de logis entouré d'un parc et de vignes. Un chemin bordé d'arbres, mène du château vers le village de Linas au nord. Le domaine jouxte celui de Brillant vers le sud. Le plan cadastral de 1806 montre la bâtisse comme une construction allongée, flanquée à l'est par une aile en retour d'équerre sur laquelle viennent se greffer des bâtiments d'exploitation. En 1843, le plan cadastral indique à l'angle sud-est du logis, une tourelle, ce que confirme Edouard Guillon qui, lors de sa visite en 1866, dit que la demeure se présente alors comme «un corps de bâtiment allongé à deux étages, recouvert à la Mansart et surmonté d'un pavillon central, et d'une petite tourelle».

Une gravure parue dans l'ouvrage «Bordeaux et ses vins» en 1868, montre l'organisation des différents corps de bâtiment d'exploitation, la cour de ferme, et au fond de la cour d'honneur fermée par une grille, le château. Le pavillon central étroit reçoit

l'entrée principale et une fenêtre au second et au troisième niveau ; il domine deux ailes semblables qui comprennent trois travées de baies sur trois niveaux d'élévation, dont l'étage des combles couvert par un toit à brisis. Le toit pointu de la tourelle apparaît sur la gauche. Sur ce même côté, une aile en retour d'équerre paraît être couverte de tuiles sur un toit en croupe.

Une carte postale du début du siècle présente la façade nord du château. Les éléments décrits par le document précédent se précisent ici : pavillon central avec l'entrée surmontée par un fronton cintré, des chaînes d'angle, des lucarnes passantes. La verticalité est soulignée par les travées composées de hautes fenêtres surmontées par des lucarnes dont les frontons triangulaires ou cintrés alternent. Pour ne pas rompre cette verticalité, la corniche moulurée est interrompue au dessous de chaque lucarne. L'entrée du logis s'ouvre dans le pavillon central par une porte à chambranle mouluré ; elle est couronnée par un fronton cintré. Des chaînes d'angle montent de fond jusqu'à une frise galbée, dont le profil se retrouve sur les piles du portail.

* Chercheur au Service régional de l'Inventaire d'Aquitaine.

La façade postérieure montre la même élévation que la façade antérieure. A l'angle ouest s'élève une tourelle étroite enfermant un escalier à vis. Comme sur la façade antérieure, certaines baies sont murées, résultat probable de remaniements de la disposition intérieure.

Les parties les plus anciennes sont construites en moellons ; autrefois couverts de crépis, le pavillon central, le pavillon en retour à l'extrémité ouest, sont en pierre de taille, comme les chaînes en harpe qui encadrent les fenêtres. Le faite du toit à brisis et le toit de l'aile en retour sont couverts de tuiles.

La distribution intérieure

Le rez-de-chaussée du corps de logis principal comprend un hall d'entrée avec de part et d'autre, en enfilade, les salons, les salles à manger et pièces de réception. Chacune de ces pièces comportait une cheminée, dont l'une existe toujours dans une grande pièce vers l'ouest. Le premier étage est l'étage des chambres à coucher, commandées par un couloir latéral éclairé par les fenêtres de la façade sur le parc.

Le pavillon ouest abrite des pièces de petites dimensions, qui ont peut-être été des chambres. Une travée de baies murées sur la façade antérieure à gauche du pavillon central masque la présence de l'escalier qui monte à l'étage du logis. La rampe en fer forgé, évoque le style de la ferronnerie du premier quart du XVII^e siècle. Un escalier en bois, dont la rampe est en bois découpé en balustres, conduit sous le toit à brisis où se trouvait logée la domesticité.

Le décor intérieur

Dans une vaste salle du rez-de-chaussée, partie ouest du logis, une cheminée est adossée au mur est. L'important manteau et les piédroits sont en mauvais état. Le décor est en stuc. Les panneaux latéraux sont ornés de branches entrelacées ; ils limitent une table où figure une scène ayant pour sujet la musique et la danse, indiquant peut-être la fonction de cette pièce.

Au premier étage, dans l'angle de l'aile en retour d'équerre une cheminée est ornée d'une scène mythologique placée au centre du manteau aux lignes chantournées. Ce décor en stuc figure un personnage fé-

minin couronné de lauriers, tenant un caducée dans la main droite et une torche baissée dans la main gauche. A sa droite, un putto semble aider à tenir le caducée ; à gauche, un autre putto tient levée une branche probablement d'olivier.

Au même étage de cette aile, dans une pièce voisine de la précédente, des armoiries se trouvent «enchâssées dans la muraille» selon l'expression employée par un membre de la famille d'Arlot de Saint-Saud dans ses cahiers conservés aux archives départementales de la Gironde¹. «Couronne ducale, bâtons de maréchal, collier des Ordres, ce sont les armoiries de Nicolas-Auguste de la Baume, sire de Pluvinel, maréchal de France en 1703, gouverneur de Guyenne en 1704, chevalier du saint Esprit en 1705, décédé à Paris en 1716».

Dans le corps de logis principal, au premier étage, une chambre s'ouvre par une fenêtre sur la façade antérieure. Les murs ont conservé des éléments d'un décor en stuc ou en plâtre à motifs rocaille. Les trophées tous semblables, contiennent une torche, un carquois garni de flèches qui, croisées, soutiennent un nid avec des oeufs surveillés par des oiseaux.

Les pièces sont séparées du couloir par des cloisons peu épaisses en briques fines recouvertes de plâtre.

Les origines du domaine

Edouard Guillon affirme que Terrefort a été construit à la fin du XVII^e siècle : «on lui donne pour fondateur la famille Dillon, dont le chef bâtit sur l'emplacement d'une maison forte, le château qui porte son nom»².

L'acte le plus ancien que nous avons consulté aux Archives municipales de Bordeaux date du 17 juillet 1610³. Ce jour, pour 27500 livres, le domaine est adjugé à noble Pierre Martin conseiller général des finances. Le propriétaire précédent était Henri de

1. A.D.Gir. 9j 73.

2. Guillon E. Les châteaux historiques... Bordeaux, 1866 1869, t. 2, p. 30-31.

3. AC. ii, 113 4.



Fig. 1. — Château Dillon, gravure de 1868.



Fig. 2. — Château Dillon, façade antérieure.



Fig. 3. — Château Dillon, façade antérieure, détail.



Fig. 4. — Château Dillon, façade jardin.

Laussade l'ainé. Pierre Martin prend possession de la maison noble en septembre 1610. Le 26 juin 1611, Catherine de Lambert, veuve de Guillaume d'Alesme conseiller au parlement, dame des terres et baronnie de Blanquefort, Parempuyre, Arès, et Ambès, dans lesquelles est située la maison noble Taudin, appelée de Terrefort et aussi de Paguemau, affranchit de tous les droits et devoirs seigneuriaux, cette maison, avec de plus, possibilité de faire des fossés, de bâtir des tours, des canonnières, de poser des girouettes etc. cela pour messire Pierre Martin⁴.

Messire Pierre Martin est nommé «de Martin» époux de mademoiselle Ester de Turpin, dans un acte notarié de juillet 1612, par lequel Henri de Laussade et ses frères lui vendent les meubles et mulets de la maison noble de Terrefort⁵.

Charles Hyacinthe de Martin est fait comte de Marcellus en 1742 ; dans son testament du mois d'octobre 1750, il nomme pour héritier Bernard de Martin son fils, qui lui-même agit au nom de son propre fils André Joseph de Martin du Tyrac, héritier général de son grand-père, cela dans un acte notarié passé le 29

juillet 1754. La même année Robert Dillon prend possession de la maison et des dépendances du domaine de Terrefort. Le notaire Perrens note dans ses minutes que : «la maison se compose d'un grand bâtiment à deux étages au dessus du rez-de-chaussée, pavillon et tour décorés de girouettes, plusieurs salles et chambres, chapelle, offices, remises, orangerie, cuvier, chais, cour avec puits etc.»⁶.

Le notaire spécifie qu'il y a en plus «un moulin à deux meules appelé de Majolan», et explique que «la dite maison de Terrefort et partie des domaines en dépendance, exigent des réparations».

Les Dillon gardent le domaine jusqu'à la Révolution, et même pendant la Révolution, puisqu'un extrait des registres du Directoire du département de la Gironde en date du 2 juillet 1792, rapporte une pétition de Théobald Dillon, réclamant la jouissance de ses biens de Blanquefort. Le tribunal statue sur la loi du 8 avril de la même année, qui énonce que l'indemnité due à la nation, n'affecte que les biens des français émigrés, or la famille Dillon a toujours été considérée comme anglaise.

La moitié du domaine qui cependant avait été confisquée, est rachetée lots par lots, jusqu'en 1806, par Théobald Dillon⁷. Vers 1820, le domaine aurait été acheté par la famille de Martignac puis par Guillaume Leblanc-Noguès. Madame de Mauret, la veuve du vicomte de Reimonencq, vend la propriété à François Seignouret en 1829. La famille Seignouret a agrandi le domaine par l'acquisition de terres et de vignes avoisinant le château. Corinne Desdrimes, la femme de François Seignouret, veuve en 1852, garde et gère les biens de Terrefort jusque vers 1890, année de son décès.

Terrefort comprenait 63 hectares environ à l'achat par François Seignouret ; il possède 125 hectares lorsque les Filipini en héritent au début du siècle. En 1956 Marie-Thérèse Filipini veuve du vicomte d'Arlot de Saint-Saud vend le domaine à l'Etat.

4. A.D.Gir. 3e 3157.

5. AC. ii, 113.

6. A.D.Gir. 3E 17563.

7. Vente des biens nationaux t. 1.



Fig. 5. — Château Dillon, façade extérieure, détail.

Hypothèse et synthèse

Dans l'histoire complexe du château Dillon, certains éléments sont cependant assurés : au XVIIe siècle Pierre Martin achète une demeure que l'affranchissement des droits seigneuriaux lui permet d'anoblir par la possibilité de construire des tours, de poser des girouettes.

De fait, au XVIIIe siècle, pavillon et tour sont décorés de girouettes, la maison a deux étages au dessus du rez-de-chaussée. Les cartes postales du début du XXe siècle et l'étude des plans cadastraux de 1806 et 1843, montrent que le pavillon en légère saillie à l'est est une construction relativement récente, probablement du début du XXe siècle.

La datation des différentes campagnes de constructions ou de restaurations ne relève pour le reste, que du domaine de l'hypothèse, confirmée parfois par l'examen de la mise en oeuvre des matériaux — pierre de taille, moellons, brique fine etc.

Lorsqu'en 1611 Pierre Martin prend possession de la maison noble de Terrefort, Mathieu Martin fait construire fossés du Chapeau-Rouge «une belle demeure» par le maître maçon Henry Roche⁸. Pierre et Mathieu sont frères, la famille compte encore trois autres frères : Odet, peut-être conseiller au parlement, Jean, trésorier général des finances, et Raymond, receveur général des décimes.



Fig. 6. — Château Dillon, façade extérieure, détail.

Henry Roche avait construit des hôtels pour Mathieu et pour Raymond, l'attribution de la construction du château de Blanquefort à cet architecte sem-

8. *Revue historique de Bordeaux*, t. XXI, 1972, p. 44.



Fig. 7. — Château Dillon, pièce décor.



Fig. 8. — Château Dillon, pièce décor.

ble pouvoir être affirmée : les Martin font partie des grandes familles bordelaises et Henry Roche est un architecte de renom à qui, donc, cette famille on a pu confier l'édification de l'ensemble de ses imposantes demeures.

Mort sous protection

Le château Dillon, dont l'importance du point de vue de l'histoire et de l'architecture vient d'être montrée, est actuellement à l'état de ruine. Un temps logement de fonction pour les enseignants de l'école

d'agriculture qui exploite les vignes et les terres du domaine, il est inhabité depuis plus d'une dizaine d'années.

Pourtant cette bâtisse a retenu l'intérêt des responsables en charge de la protection du patrimoine national, puisque le 5 décembre 1984, «Le portail d'entrée avec sa grille, puits, façades, et toitures, escalier avec sa cage et sa rampe en fer forgé, cheminée dans la pièce n° 1 du rez-de-chaussée et pièce n° 5 au premier étage avec son décor de stucs» ont été inscrits à l'Inventaire supplémentaire des Monuments Historiques. Ne laissons pas mourir — sous protection — cette demeure historique !

Le château de La Brède et l'architecte Paul Abadie

par Jean-Paul Avisseau * et Claude Laroche **

En 1987, la Société française d'archéologie a tenu en Gironde son CXLVe Congrès qui s'est achevé au château de La Brède, ce haut lieu de mémoire comme le sont, par chez nous, la tour de Montaigne ou la terrasse de Malagar¹. À cette occasion, Mme de Chabannes avait bien voulu entrouvrir les archives familiales de ce beau domaine qui, depuis le XIIIe siècle qu'il apparaît dans l'histoire, n'a jamais été vendu².

Les maîtres des lieux

On trouve en 1285 le château de La Brède dans les mains de la famille de La Lande, connue plus ou moins légendairement depuis la fin du XIe siècle³. Gaillard de La Lande, qui est peut-être le fondateur, en 1264, du couvent des carmes de Bordeaux, en est alors le seigneur. Son petit-fils Jean de La Lande fait hommage au Prince Noir en 1363. Vers 1450, la petite-fille de ce Jean, Catherine de La Lande, épouse Gaston de l'Isle. Leur arrière-petite-fille Françoise de l'Isle épouse en 1577 Jean de Pesnel. Leur arrière-petite-fille Marie Françoise de Pesnel épouse en 1686 Jacques de Secondat. Ce sont les parents de Charles Louis, né en 1689. Jacques de Secondat était le second fils de Jean Gaston de Secondat, baron de Montesquieu, président à mortier au parlement de Bordeaux, et de Marie de Bernet, fille du premier président. Le fils aîné de

* Conservateur en chef des Archives de Bordeaux.

** Ingénieur d'études, Service régional d'Aquitaine de l'Inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France.

1. Société française d'archéologie, *Congrès archéologique de France, 145e session, 1987, Bordelais et Bazadais*, Paris; Société française d'archéologie, 1990, 380 p., ill. Le château de La Brède, invivable par plus de quatre cents personnes à la fois, n'a pu, de ce fait, trouver place dans ce volume. Il est classé au titre des Monuments historiques depuis 1951.

2. Les archives du château sont désormais conservées à la Bibliothèque de Bordeaux à la suite d'une dation consentie à l'État par Mme de Chabannes : Bibliothèque de Bordeaux, fonds de La Brède. Nous remercions vivement Louis Desgraves qui inventorie ce fonds de La Brède, en dresse le répertoire et nous a signalé quelques documents utiles à cette étude, ainsi que Hélène de Bellaigue, conservateur des fonds patrimoniaux à la Bibliothèque de Bordeaux. Voir L. Desgraves, «Le fonds de La Brède à la Bibliothèque municipale de Bordeaux (dation de Mme de Chabannes)», *Revue française d'histoire du livre*, 1996, 32e année, n° 90-91, nouvelle série, p. 91-113.

3. La bibliographie du château de La Brède est brève : Abbé Baurein, *Variétés bordelaises ou essai historique et critique sur la topographie ancienne et moderne du diocèse de Bordeaux*, nouv. éd., Bordeaux, Féret et fils, 1876, t. 3, p. 3-22 (notice de François de Paule Latapie, 1784); Ch. Grouët, *Notice sur le château de Montesquieu à La Brède*, Bordeaux, Ramadié, 1839, 32 p.; L. Drouyn, *La Guienne militaire ; histoire et description des villes fortifiées, forteresses et châteaux construits dans le pays qui constitue actuellement le département de la Gironde pendant la domination anglaise*, Bordeaux, chez l'auteur - Paris, Didron, 1865, t. 2, p. 346-351; L. Desgraves, *Le château de La Brède et Montesquieu*, Bordeaux, Clèdes, 1953, 40 p., 2 pl. h. t.; J. Gardelles, *Les châteaux du Moyen Âge dans la France du Sud-Ouest ; la Gascogne anglaise*

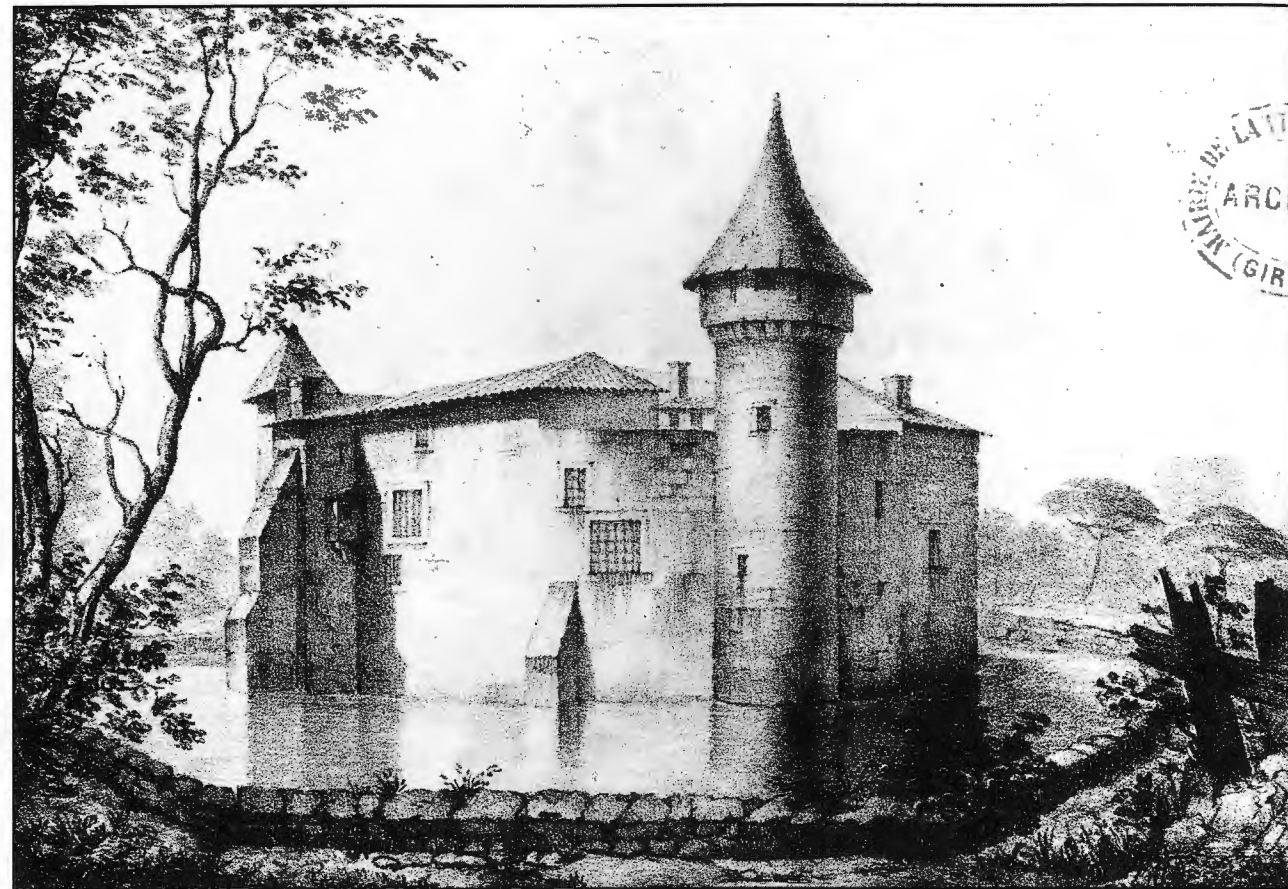


Fig. 1. — La Brède (Gironde), château de La Brède, ensemble depuis l'ouest, dessin par Monvoisin aîné, vers 1824-1825, lithographié par Gaulon, extrait de *L'ami des champs*, journal d'agriculture, de botanique et bulletin littéraire du département de la Gironde, juillet 1825 (cliché Bernard Rakotomanga, Archives de Bordeaux).

Jean Gaston, Jean-Baptiste, président au parlement de Bordeaux et oncle de l'auteur de *L'esprit des lois*, fera de celui-ci son héritier universel.

Les Secondat sont une branche cadette de la maison berrichonne de Culant. Au milieu du XVe siècle, un Pierre de Secondat s'établit en Agenais. Son fils Pierre II (v. 1490-1560) devient conseiller d'Henri de Navarre. Le fils de Pierre II, Jean, est maître d'hôtel d'Henri II de Navarre. Il achète Montesquieu, entre Agen et Nérac, en 1567. Ce fief est érigé en baronnie par Henri III de Navarre, le futur Henri IV, pour l'arrière-grand-père de Montesquieu. Celui-ci a de sa femme, Jeanne de Lartigue, un fils, Jean-Baptiste, et deux filles. La cadette, Denise, son «petit secrétaire», née en 1727, épouse en 1745 son cousin (de la branche aînée) Godefroy de Secondat, d'où les Montesquieu actuels, le fils unique de Jean-Baptiste, Charles Louis, étant mort sans postérité.

Stendhal, visitant La Brède le 7 avril 1838, y voit «trois jolis petits garçons qui portent le nom de Montesquieu⁴». Ce sont les fils de Prosper, le petit-fils de Denise, né à Bordeaux en 1797 et mort à La Brède en 1871. L'aîné de ces garçons, Charles, né en 1833 et mort en 1900, était l'arrière-grand-père de la comtesse de Chabannes, l'actuelle propriétaire.

de 1216 à 1327, Genève, Droz, Paris, Arts et métiers graphiques, Bibliothèque de la Société française d'archéologie, 1972, p. 148 ; J. Gardelles, *Dictionnaire des châteaux de France. Guyenne, Gascogne, Béarn, Pays basque*, Paris, Berger-Levrault, 1981, p. 183-184 ; J. Gardelles, *Le guide des châteaux de France. Gironde*, Paris, Hermé, 1985, p. 77-78.

4. Stendhal, *Voyages en France*, textes établis, présentés et annotés par V. del Litto, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1992, p. 642.



Fig. 2. — Ensemble depuis le nord, dessin par Henri Duphot, vers 1837, lithographié par Lége, BNF Est. (cliché BNF).

L'épreuve du temps

En sept siècles et vingt-trois générations, le château a eu le temps de beaucoup changer. Le mieux est de suivre le regretté Jacques Gardelles, qui note que, forteresse de plaine, La Brède n'avait de valeur militaire que par ses larges fossés remplis d'eau⁵. Il est possible, dit-il, que la grande salle centrale (la bibliothèque), vaste rectangle de dix-huit mètres sur douze, délimitée par des parois de près de deux mètres d'épaisseur, soit ce qui subsiste de l'édifice primitif, pillé et détruit en 1285 par le prévôt de l'Isle-Saint-Georges, officier du vicomte de Benauges. Gabriel de Lurbe, chroniqueur bordelais du XVIe siècle, parle d'une reconstruction en 1306, suivie d'une autre en 1419. Depuis, les remaniements furent nombreux. C'est sans doute aux Pesnel que l'on doit les tours, la transformation des douves en étang, la chapelle, les ouvertures en accolade et la fresque qui orne la cheminée

monumentale de la grande salle. Elle figure trois personnages, un roi barbu à cheval, un prélat et un chevalier, dans lesquels on a voulu voir Charlemagne, Turpin et Roland. La double inscription qui l'accompagne est la même que celle qui se lisait jadis sur la façade de l'ancienne Bourse des marchands, construite près du palais de l'Ombrière à Bordeaux en vertu d'un édit de décembre 1563 et connue par un dessin de Monsau daté de 1844 :

*Ton Dieu surtout aime d'amour extrême
Et ton prochain ainsi comme toi même
Au magistrat ren humble obéissance
Il ha de Dieu cest honneur et puissance⁶*

5. J. Gardelles, *Les châteaux du Moyen Âge...*, op. cit.

6. Inscription citée par L. Desgraves, *Évocation du vieux Bordeaux*, Paris, Éditions de Minuit, 1960, p. 146.

En 1793, Jean-Baptiste, le fils de l'illustre président, émigre en Angleterre et voici La Brède placé sous séquestre pour trente ans. Le château avait le plus grand besoin de réparations quand Prosper de Montesquieu en hérite en 1824 à la mort de son oncle à la mode de Bretagne, Charles Louis. C'est probablement à Prosper et à l'architecte Henri Duphot qu'il faut attribuer les travaux d'aménagement signalés en 1839 par Charles Grouët comme étant tout récents, le crénelage de la façade principale et les fenêtres ogivales de la salle à manger : pour ce qui est des cré-

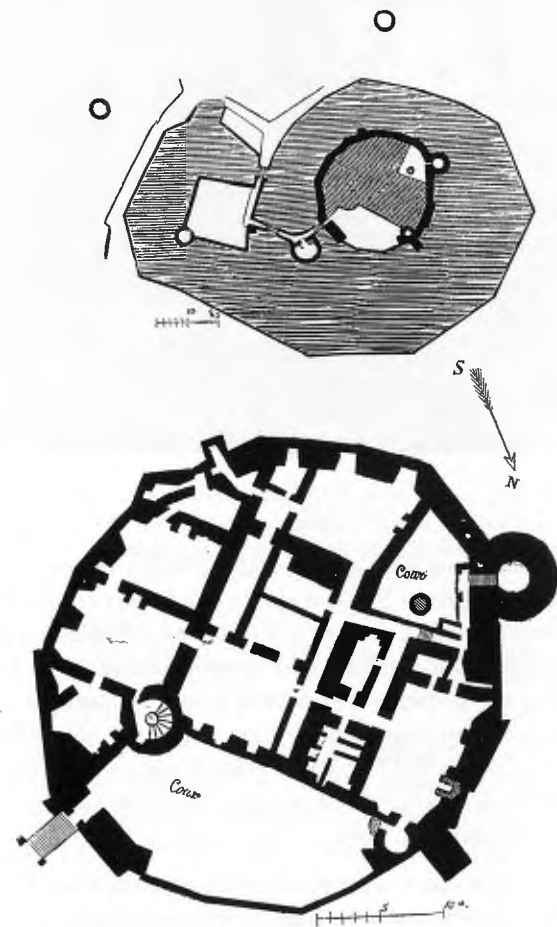


Fig. 3. — Plan d'ensemble et plan au rez-de-chaussée avant l'intervention de Paul Abadie, extrait de *Compte rendu des travaux de la Commission des monuments et documents historiques et des bâtiments civils du département de la Gironde pendant l'année 1848-1849*, Paris, Victor Didron, 1849 (cliché Bernard Rakotomanga, Archives de Bordeaux).

neaux, ils apparaissent pour la première fois sur un dessin de Duphot lui-même, lithographié par Légié en 1837⁷ (fig. 2).

Le fils de Prosper, Charles, est mort ruiné en 1900 du fait de ses travaux dans le château ainsi qu'à l'église de La Brède, commune dont il a été longtemps le maire attentionné et généreux : le clocher s'est écroulé le 23 novembre 1854 et la reconstruction de l'édifice durera dix ans, sous la direction de l'architecte Gustave Alaux, très attentif au « courant archéologique » de Lassus et Viollet-le-Duc⁸. Est-ce à Gustave Alaux qu'il faut attribuer les ouvrages exécutés au château en 1863 et 1864, d'abord à l'extérieur (restauration de la façade par Seguin, maçon à La Brède), puis à l'intérieur (restauration de la tour du grand escalier et reconstruction complète de celui-ci par Dubert, entrepreneur, surveillant des travaux, et travaux de peinture dus à Deschamps, peintre à La Brède) ? Les factures conservées dans les archives de La Brède ne le disent pas, mais tout concorde à le laisser penser. Les inscriptions murales et celles qui figurent sur les poutres du salon, en référence à la bibliothèque de Montaigne, sont, elles, l'œuvre des Charles de Montesquieu, maîtres d'ouvrage inspirés, à qui l'on doit aussi les boiseries du salon et celles de la chambre de Montesquieu⁹.

7. J. Adhémar, *Bibl. nat., département des Estampes. Inventaire du fonds français après 1800*, 1954, t. 7, fol. 196. Henri Duphot (Bordeaux, 1810-1889), après avoir étudié à Lyon, sous la direction de Chenavard, et à Paris, sous la direction de Debret, se fixe à Bordeaux en 1835. Si ces travaux sont avérés, La Brède serait donc un de ses premiers chantiers dans la région où il construit notamment les églises de Caudéran, de Portets, de Virelade et les châteaux de Grenade et de Virelade. Sur cet architecte, voir : K. Texier, *L'architecte Henri Duphot (1810-1889) et l'église Saint-Amand de Caudéran (33) (1852-1855)*, mém. de maîtrise d'histoire de l'art, sous la dir. de M. Saboya, Bordeaux, université Michel-de-Montaigne - Bordeaux III, 1993, ex. dactyl.

8. Gustave Alaux (Bordeaux, 1816-1882), de la grande dynastie des Alaux formant une suite ininterrompue de sept générations d'artistes remarquables, a construit en Bordelais une soixantaine d'églises et bon nombre de châteaux. Sur ces églises, voir : D. Ducournau, *Les églises de Gustave Alaux (1816-1882) en Gironde*, mém. de DEA d'histoire de l'art, sous la dir. de M. Saboya, université Michel-de-Montaigne - Bordeaux III, 1994, ex. dactyl.

9. Renseignements aimablement communiqués par Mme de Chabannes.



Fig. 4. — Charles de Montesquieu (1833-1900), portrait par Alphonse Muraton, coll. part. (cliché Claude Laroche © Inventaire général SPADEM).



Fig. 6. — Paul Abadie vers 1870, photographie, coll. part. (cliché Claude Laroche).

L'intervention de Paul Abadie

Les travaux présentés maintenant – c'est-à-dire le remaniement de la distribution et l'aménagement de pièces d'habitation du château par l'architecte Paul Abadie (fig. 6) assisté de Jean-Jacques Valleton, pour Charles de Montesquieu et sa femme, née Euphrosine Aublin de Villers (fig. 4 et 5), entre 1870 et 1877 environ – forment un sujet d'apparence mineure et d'une importance toute relative dans l'ensemble de l'œuvre d'Abadie¹⁰, mais c'est un sujet neuf et qui

10. Sur Paul Abadie, voir principalement Cl. Laroche (sous la dir. de), *Paul Abadie, architecte, 1812-1884*, catalogue d'exposition (1988-1989 : Paris, Musée national des monuments français), Paris, Réunion des musées nationaux, 1988.

Fig. 5. — Euphrosine de Montesquieu, portrait par Franz Xaver Winterhalter, coll. part. (cliché Jacqueline de Chabannes).

éclaire d'un jour intéressant les rapports entre un architecte et des commanditaires d'une catégorie sociale bien particulière. C'est un sujet qui touche à la commande privée, certes peu importante mais présente – et peu étudiée – dans l'œuvre d'Abadie. C'est enfin un sujet dont l'analyse complète le portrait que l'on a pu jusqu'ici se faire de l'architecte.

Les travaux privés des architectes du XIX^e siècle sont souvent mal documentés. Aussi l'intervention de Paul Abadie à La Brède est-elle restée longtemps complètement méconnue : aucun des historiens du château n'en avait fait état et Abadie lui-même ne la mentionnait pas en dressant la liste de ses réalisations. De plus, la partie concernée est la moins connue du château et les travaux d'Abadie n'en seront que plus largement ignorés des commentateurs, tel Jean-Max Eylaud, qui affirme que La Brède « n'a pas subi de modifications architecturales profondes depuis 1785 ¹¹ ». À l'époque d'Abadie comme maintenant, il s'agit d'appartements intimes, jamais visités : les travaux en question n'ont été révélés qu'à la suite de la découverte d'un ensemble de pièces provenant du fonds d'agence de l'architecte ¹², pièces auxquelles s'ajoutent les archives du château, conservées désormais à la Bibliothèque de Bordeaux.

Les maîtres d'œuvre

Paul Abadie

Paris, 9 novembre 1812 ¹³ – Chatou, 2 août 1884

Fils d'un architecte néo-classique homonyme (1783-1868), Paul Abadie, formé à l'atelier d'Achille Leclère, entre à l'École des beaux-arts en 1835. Après ce cursus traditionnel, il suit l'exemple de Viollet-le-Duc en se consacrant à l'étude archéologique, notamment des édifices romans du sud-ouest de la France. À partir de 1844, il effectue ce travail pour la Commission des monuments historiques, cadre de ses premiers projets de restauration. Attaché en 1845 comme second inspecteur aux travaux de Notre-Dame de Paris, que dirigent Lassus et Viollet-le-Duc, Abadie est ensuite nommé, en 1848-1849, architecte diocésain pour les diocèses d'Angoulême, Périgueux et Cahors. C'est en cette qualité qu'il effectuera deux de ses plus importantes restaurations : celles des cathédrales Saint-Pierre d'Angoulême et Saint-Front

de Périgueux. Son œuvre abondante comprend également la construction de nombreuses églises ainsi que de quelques édifices publics civils – dont l'hôtel de ville d'Angoulême (1854-1869). Il remporte enfin le premier prix du concours organisé en 1874 pour la construction, à Montmartre, de l'église du Vœu national au Sacré-Cœur, dont il dirigera le début de la construction et dont il ne verra pas l'achèvement. Il est nommé en 1872 inspecteur général des édifices diocésains et est élu en 1875 membre de l'Institut. Restaurateur et architecte controversé, longtemps considéré comme le représentant le plus haïssable d'un XIX^e siècle architectural largement incompris, Abadie bénéficie depuis quelques années du nouveau regard porté sur son époque et retrouve une plus juste place. On réévalue sa participation au mouvement du rationalisme néo-médiéval, en reconnaissant son originalité par rapport à Viollet-le-Duc. On lui reconnaît

11. J.-M. Eylaud, *Les Secondat de Montesquieu ; iconographie seigneuriale*, Bordeaux, Féret et fils, 1976, p. 37.

12. Une partie du fonds d'agence a été déposée par la famille de l'architecte à la Bibliothèque nationale pendant la période sombre de l'Occupation et, après quelques tribulations, s'est retrouvée au cabinet des Estampes, quelque peu démembrée et lacunaire – les pièces écrites manquent notamment – mais accessible au public. Une autre partie du fonds d'agence a été versée par l'arrière-petit-fils de l'architecte, Pierre Abadie de Madières, en 1969 aux archives de l'actuelle direction du Patrimoine (La Brède n'est pas concerné par cette partie du fonds). Enfin, Pierre Abadie de Madières a fait don en 1989 de la quasi-totalité de ce qui restait du fonds encore entre les mains de la famille. Pour des raisons de cohérence avec les dépôts existants, une partie de ce dernier don a concerné les Archives de Bordeaux (église Sainte-Marie du quartier de La Bastide à Bordeaux), la Bibliothèque du Patrimoine (églises Saint-Pierre d'Aulnay et Sainte-Marie-des-Dames de Saintes), mais la plus grande part a rejoint au cabinet des Estampes de la Bibliothèque nationale de France celui de 1943-1944 et a reçu la cote (Ha Abadie) qui était déjà celle de la plus grande partie du premier don. Les documents concernant La Brède se trouvent donc sous cette cote et proviennent des deux dons, de 1943-1944 et 1989 (voir Cl. Laroche, « Le fonds Abadie », in Cl. Laroche [sous la dir. de], *Paul Abadie, architecte...*, op. cit., p. 354-355 : texte qu'il convient donc d'actualiser par la mention des dons familiaux de 1989).

13. L'acte de naissance de l'architecte, longtemps inaccessible, vient d'être retrouvé (Archives de Paris) et donne donc une date désormais irréfutable : jusqu'ici, en effet, les notices biographiques mentionnaient des dates de naissance le plus souvent inexactes (y compris la monographie consacrée à l'architecte [voir note 10] qui s'appuyait sur une date donnée par Abadie lui-même). Nous remercions à cette occasion Pierre Abadie de Madières qui nous a permis d'accéder au document décisif.

également une part importante dans la définition de quelques-uns des types architecturaux les plus notables de son temps, singulièrement celui de l'église paroissiale néo-médiévale.

Jean-Jacques Valleton

Bergerac, 1er mai 1841 – Bordeaux, 20 avril 1916

Jean-Jacques Valleton ¹⁴ est le fils de Jean Valleton, lequel surveille, pour Abadie, les chantiers de construction des églises dordognaises de Bergerac (1851-1866) et de Faux (1860-1866). À l'école de son père, remarqué et formé par Abadie, Jean-Jacques Valleton bénéficie également de l'enseignement de l'école municipale des beaux-arts de Bordeaux. Il commence à travailler pour Abadie sur les mêmes chantiers que son père : Bergerac et Faux. Valleton se fixe à Bordeaux en 1864, Abadie l'ayant confirmé comme l'un de ses inspecteurs des travaux (c'est-à-dire architectes d'opération) pour ses chantiers bordelais de construction ou de restauration. Valleton est ensuite l'auteur de nombreuses constructions en Gironde, hôtels particuliers et maisons (notamment, à Bordeaux, maison dite « au chat », rue Saint-Étienne, maison et agence de l'architecte, rues Émile-Fourcand et du Colisée, 1884), constructions scolaires, édifices religieux (église de Saint-Louis-de-Montferrand, 1886). Il est l'auteur de l'asile de femmes aliénées de Château-Picon à Bordeaux (1886-1890, aujourd'hui centre hospitalier Charles-Perrens). Il fut architecte du département de la Gironde, architecte des bâtiments civils et inspecteur des édifices diocésains, le tout à partir de 1881. Il fait partie, avec quelques autres élèves et inspecteurs des travaux d'Abadie, d'un groupe d'architectes intéressants, rationalistes de la deuxième génération, qui pourront à la fois être plus affirmés que leurs aînés dans leur rationalisme (les programmes nouveaux qu'ils auront à traiter permettant cette affirmation) et à la fois plus libres, volontiers éclectiques, comme il arrivera de l'être pour Valleton ¹⁵.

Contrairement à Viollet-le-Duc, à qui, semble-t-il, il arrive de laisser la bride sur le cou à ses inspecteurs pour quelques gros chantiers, Abadie, pour ceux-ci, ne leur délègue rien de la conception du projet, ni dans son ensemble, ni même dans ses détails. Il ne les laisse libres que pour des travaux de peu d'importance. De fait, à La Brède, il arrivera à Valleton d'assurer totalement la conduite du chantier pour quelques

menus travaux légèrement antérieurs à ceux qui nous intéressent (voir *infra*, *chronologie*). En revanche, pour ceux-ci, il retrouve son rôle habituel de simple assistant, simple exécutant des dess(e)ins d'Abadie. De façon plus générale, la relation entre les deux hommes est à La Brède de celles en usage sur leurs autres chantiers. Ils communiquent essentiellement par va-et-vient de documents graphiques. Abadie fournit des esquisses très poussées, voire des détails d'exécution, le plus souvent entièrement dessinés par lui à partir des relevés et autres documents fournis par l'inspecteur des travaux. Alors que le contact entre Abadie et le maître d'ouvrage est occasionnel et le plus souvent épistolaire, Valleton le complète par une relation plus directe et plus fréquente (sur un plan qu'Abadie établit probablement à l'intention de Valleton [fig. 8], on lit : « Je trouverais très regrettable que M. et Mme de Montesquieu [n'] acceptassent pas [la distribution proposée] même au prix de quelques sacrifices d'intentions. J'ai la conviction qu'une fois ces dispositions exécutées, ils en seraient contents. Insistez auprès d'eux ¹⁶ »). Enfin, Valleton surveille la bonne marche du chantier et s'occupe du règlement des mémoires des entrepreneurs : le fait qu'il s'agisse là d'une commande privée ne change donc guère les rapports liant habituellement l'architecte et son inspecteur des travaux ¹⁷.

14. Sur Jean-Jacques Valleton, voir : Cl. Laroche (sous la dir. de), *Paul Abadie, architecte...*, op. cit., p. 357 ; Liliane Lecler, *L'hôpital psychiatrique Charles-Perrens, ex Château-Picon, par l'architecte Jean-Jacques Valleton (1841-1916) : l'architecture asilaire à Bordeaux à la fin du XIX^e siècle*, mém. de maîtrise d'histoire de l'art sous la dir. de Marc Saboya, Bordeaux, université Michel-de-Montaigne – Bordeaux III, 1992, ex. dactyl. ; Liliane Lecler, *Le centre hospitalier Charles-Perrens, ex Château-Picon*, Bordeaux, Art & Arts, 1995.

15. Sur ces élèves d'Abadie, voir Cl. Laroche (sous la dir. de), *Paul Abadie, architecte...*, op. cit., notamment p. 342-344 et 356-357.

16. P. Abadie, projet d'aménagement, plan à l'étage, 21 octobre 1872, BNF Est., Ha Abadie.

17. Certains documents apportés par l'étude de ce chantier permettent de préciser ces rapports. Telle cette lettre du 17 août 1870 qui définit les rôles de chacun, précise les règles tarifaires et devient ainsi assez précieuse, car on connaît peu de courrier de ce type chez Abadie. L'architecte écrit : « Monsieur Valleton me dit être fort embarrassé de répondre à une question que lui adresse Madame de Montesquieu au sujet de la rémunération de ses peines. Permettez-moi de vous tirer d'embarras l'un et l'autre. En cette circonstance M. Valleton est comme toujours mon inspecteur. Or, dans les grands travaux il a des honoraires proportionnels qui selon l'importance des dépenses varient de 1 à 1 1/2 %. Dans les travaux de peu d'importance comme dépense, je partage avec

lui conviendra ainsi qu'à vous ²⁰.» Une lettre du 6 juillet ²¹ annonce à Charles l'envoi simultané d'un dessin plus précis de la cheminée et d'un «projet d'amélioration de l'appartement de Madame de Montesquieu et du vôtre même».

Mais le 19 juillet 1870, la guerre est déclarée et, dans une lettre du 17 août, Abadie invite à un nouveau délai : «Si vous le voulez bien, nous reculerons un peu cette question. Les préoccupations du moment sont trop vives pour penser sérieusement aux affaires ²².» Le temps n'est en effet pas aux projets, d'autant que l'année suivante, précisément le 9 novembre 1871, meurt à La Brède Prosper de Montesquieu, le père de Charles.

Malgré tout, le projet refait surface et Abadie donne, daté du 21 octobre 1872, un plan ²³ (fig. 8) qui sert de base aux travaux, lesquels semblent débiter peu après, vers novembre ²⁴. Le gros-œuvre est essentiellement exécuté par l'entrepreneur Seguin jusque vers 1874, date à laquelle interviennent la plupart des entreprises de second-œuvre. C'est, par exemple, en 1874 et 1875 qu'apparaissent deux firmes habituées à collaborer aux chantiers d'Abadie en Gironde, principalement aux chantiers religieux : celle du marbrier et sculpteur Bernard Jabouin ²⁵ – entre autres pour la cheminée monumentale en pierre de la salle des tapisseries – et celle des peintres décorateurs Bonnet et Vincent ²⁶. D'autres travaux de second-œuvre et d'équipement interviendront par la suite, jusque vers 1877-1878. Sous réserve d'une bonne interprétation des documents, le coût total de l'opération est de l'ordre de 90 000 francs ²⁷.

L'existant

La zone concernée se situe au rez-de-chaussée et surtout au premier étage du château ; elle en longe la circonférence sur un tiers ouest et, de ce fait, entoure à l'étage la grande salle. Que sont ces pièces avant l'intervention d'Abadie ? Celles du rez-de-chaussée (fig. 3), laissant voir les structures anciennes et donnant une idée de la distribution médiévale (la cuisine, notamment, n'a pas changé de place), sont évoquées par les observateurs du XIX^e siècle, ceux qui ont étudié les lieux avant les travaux d'Abadie, mais celles de l'étage sont presque ignorées. Charles Grouët signale simplement que «de la salle du Conseil [c'est-à-dire la grande salle], on traverse une longue suite de cham-

bres et de corridors qui conduisent à la grande tour ²⁸. En bon architectonographe du Moyen Âge, Léo Drouyn «laisse de côté les autres pièces du premier étage, qui sont des chambres à coucher, dans lesquelles on ne voit à peu près rien des constructions des XIV^e et XV^e siècles ²⁹. Toutefois, à la lecture de ces témoignages succincts et à l'examen des documents dont on dispose, on peut affirmer que cette partie servait les mêmes usages avant et après l'intervention d'Abadie : cuisine, salle à manger, bains et diverses dépendances pour le rez-de-chaussée ; chambres et leurs annexes à l'étage. Il y existe d'ailleurs, dès avant ces travaux, une «chambre des tapisseries» qui a sa cheminée ³⁰. Mais les problèmes affectant la distribu-

20. P. Abadie à Ch. de Montesquieu, 3 juillet 1870, Bibliothèque de Bordeaux, fonds de La Brède. Abadie justifie son retard par le fait qu'il écrit, depuis Bordeaux, «assis au chevet d'un malheureux ami qui à la suite de la perte de son unique enfant s'est dans un accès de fièvre précipité par la fenêtre d'un deuxième étage». «J'éprouve, continue-t-il, toutes les angoisses que donne la vue de souffrances d'autant plus terribles qu'elles sont irrémédiables».

21. P. Abadie à Ch. de Montesquieu, 6 juillet 1870, Bibliothèque de Bordeaux, fonds de La Brède.

22. P. Abadie à Ch. de Montesquieu, 17 août 1870, Bibliothèque de Bordeaux, fonds de La Brède. La lettre est l'occasion de quelques considérations générales, sur la situation parisienne («Pour-tant, il ne faut pas croire que Paris soit en ébullition comme on semble croire en province. Je reçois des lettres de Bordeaux et autres villes où l'on paraît croire que nous vivons sous l'uniforme le fusil au bras. Il n'en est rien.»), sur la présence de l'Empereur à l'armée et sur sa position en général («Je ne sais s'il voit bien sa situation et je crains qu'il ne se fasse illusion sur ce point.»).

23. P. Abadie, projet d'aménagement, plan à l'étage, 21 octobre 1872, BNF Est., Ha Abadie.

24. Lot de mémoires d'entreprises, 1872-1878, Bibliothèque de Bordeaux, fonds de La Brède, Ms 2887.

25. Sur Bernard Jabouin, voir Cl. Laroche (sous la dir. de), *Paul Abadie, architecte...*, op. cit., p. 358.

26. Sur Bonnet et Vincent, voir Cl. Laroche (sous la dir. de), *Paul Abadie, architecte...*, op. cit., p. 359-360.

27. Travaux : 88 982,65 francs ; honoraires à 8 % : 7 118,61 francs (état définitif des règlements, 3 décembre 1879, Bibliothèque de Bordeaux, fonds de La Brède, Ms 2887).

28. Ch. Grouët, *Notice sur le château...*, op. cit., p. 17.

29. L. Drouyn, *La Guienne militaire...*, op. cit., t. 2, p. 351.

30. Mémoire de Bellon, serrurier, pour travaux divers, 16 août 1870, Bibliothèque de Bordeaux, fonds de La Brède ; mémoire de Seguin, travaux de maçonnerie, 11 décembre 1877, Bibliothèque de Bordeaux, fonds de La Brède, Ms 2887. On peut se faire une idée de l'existant par le plan d'Abadie daté du 21 octobre 1872 qui montre, en même temps que les dispositions projetées, les cloisons existantes (P. Abadie, projet d'aménagement, plan à l'étage, 21 octobre 1872, BNF Est., Ha Abadie, fig. 8).

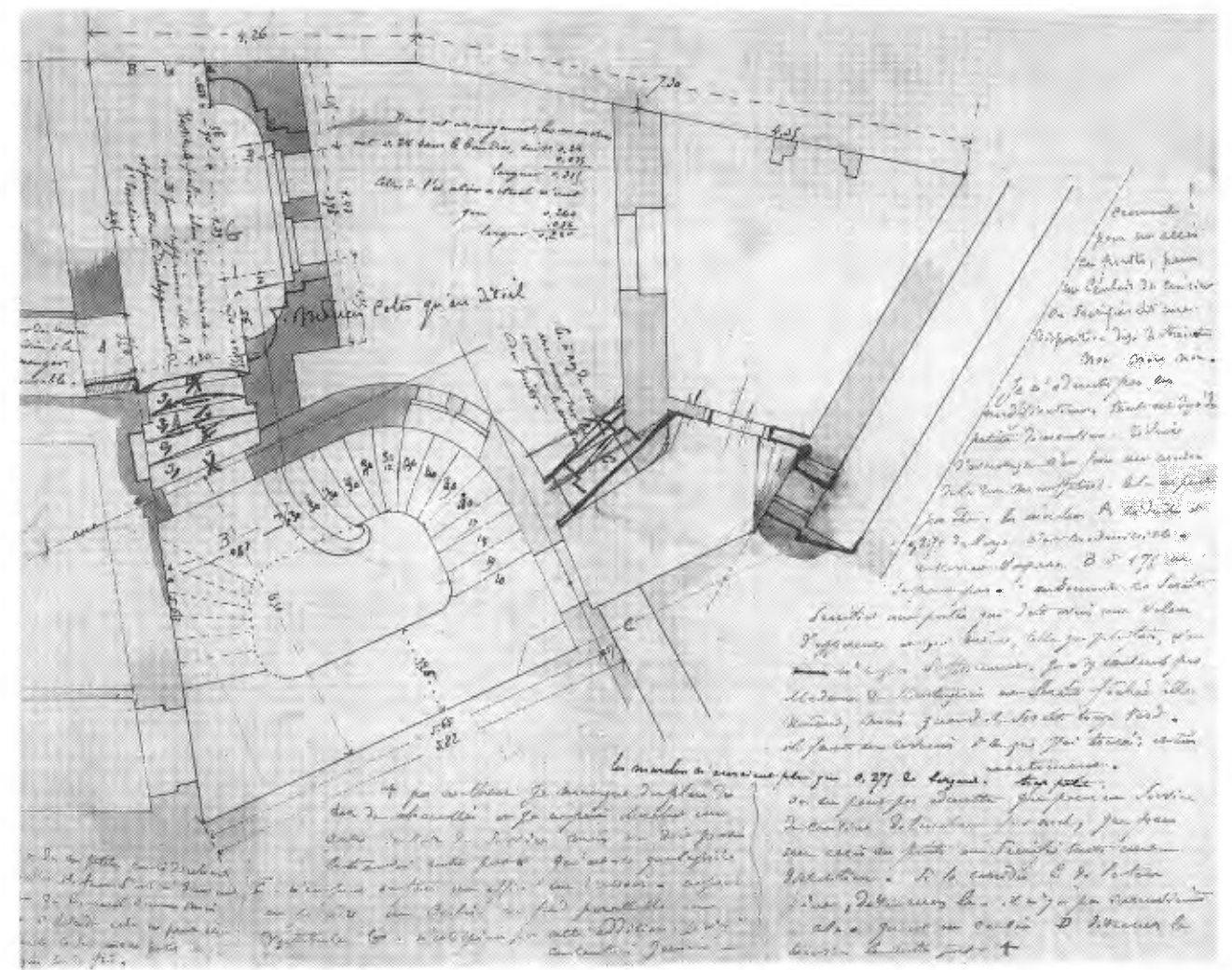


Fig. 9. — Paul Abadie et Jean-Jacques Valleton, projet d'aménagement, vestibule et escalier (cour ouest), détail de plan au rez-de-chaussée, s. d., plume et lavis sur calque, BNF Est., Ha Abadie (cliché BNF). L'utilisation de la cour proposée par Abadie modifie certains usages antérieurs (elle sacrifie l'une des communications entre la cuisine et la salle à manger et rend difficile l'accès au puits). Abadie expose sur ce document l'argumentation selon laquelle ménager ces usages reviendrait, pour les dégagements, à renoncer à l'ampleur digne d'un château tel que La Brède.

tion et le fonctionnement domestique de cette partie commandent une intervention, dont il est possible qu'elle ait été envisagée au départ légère et que les exigences de la commodité ont rendu passablement plus importante. C'est ainsi que dans sa lettre à Charles de Montesquieu du 6 juillet 1870, Abadie parle de la redistribution qu'il envisage : «C'est un parti héroïque, mais le seul qui puisse lever radicalement la difficulté d'arrangement devant laquelle nous sommes restés et resterions toujours indécis. En opérant autrement, on ferait une suite de modifications qui en ré-

sumé seraient aussi coûteuses sans rien donner d'entièrement satisfaisant. [...] Le moyen proposé est radical mais vous n'améliorerez jamais qu'en tranchant le nœud gordien et j'ai la conviction que vous y trouverez votre compte et satisfaction ³¹.»

31. P. Abadie à Ch. de Montesquieu, 6 juillet 1870, Bibliothèque de Bordeaux, fonds de La Brède. Il faut dire qu'Abadie n'a pas son pareil pour amener habilement le maître d'ouvrage avec lequel il traite à des travaux plus importants que prévu.

Le programme et sa mise en œuvre

Il s'agit avant tout de travaux de confort, d'habitabilité et de façon générale d'adaptation de la vieille demeure aux usages sociaux du temps. L'accès aux différentes parties, la hiérarchie des espaces, la refonte de certaines des entités de l'appartement, tant en apparence qu'en fonctionnement, seront les principaux objectifs des travaux. Le programme touchera la plupart des pièces des parties délimitées ci-dessus et seront ainsi créés ou réaménagés suivant les cas : au rez-de-chaussée (fig. 7), la salle à manger, la cuisine, les bains et quelques pièces de service, à l'étage (fig. 8), les chambres du baron et de la baronne et leurs annexes, la chambre de «Mademoiselle» (Suzanne, l'un des deux enfants de Charles et Euphrosine³²) et sa toilette, une antichambre, un vestiaire, une lingerie, une «chambre d'étude pour les enfants», la salle des tapisseries et un local pour les archives. Et comme il convient de ne pas confirmer le Flaubert du *Dictionnaire des idées reçues*³³, Abadie se gardera bien d'oublier l'escalier, ménagé, comme le vestibule d'accès qui l'accompagne, sur une partie de la cour ouest. La campagne de travaux comprend également quelques interventions extérieures liées à ces aménagements intérieurs : modification de quelques ouvertures, création de mâchicoulis de part et d'autre de la grande tour (fig. 18).

Au rez-de-chaussée, la nature des travaux relèvent essentiellement de la distribution, du second-œuvre et de l'équipement. La disposition générale des pièces n'est guère modifiée, mais la cour ouest reçoit donc l'escalier et le vestibule, que l'on fait communiquer avec le long corridor d'accès à la salle à manger. Ainsi, les appartements de l'étage sont-ils rendus accessibles (de façon certes un peu tortueuse) depuis le grand vestibule donnant sur la terrasse. À l'étage, de part et d'autre de l'escalier, s'organisent deux grandes parties : une partie intime, domestique, avec les trois chambres et leurs annexes, et une partie davantage vouée à la réception, reliée aux autres pièces d'apparat – comme la grande salle du premier étage (bibliothèque) – partie où Abadie aménage ou plutôt réaménage la salle dite des tapisseries et place la «chambre d'étude pour les enfants³⁴», pièce de transition. La salle de la grande tour est affectée aux archives. Pièce isolée, elle est difficilement utilisable autrement ; de

plus, comme le dit Abadie, «si les archives peuvent être à l'abri de tout accident et surtout de l'incendie, c'est certainement ici³⁵».

Dans sa lettre du 6 juillet 1870, Abadie donne à Charles de Montesquieu quelques précisions sur sa conception de l'amélioration de l'habitation du couple : «Ces appartements se trouveront reliés et séparés en même temps [...]. Madame de Montesquieu aura de cette façon une belle chambre à deux lits bien éclairée, bien aérée et susceptible de recevoir une quantité de ces meubles toujours utiles aux dames. Elle conserve ses cabinets particuliers, son oratoire, puis elle trouve de très amples cabinets de toilette faisant partie intime de sa chambre et desservis par l'intérieur ; une garde-robe, de belles et larges armoires ; le tout sous la même clef. Vous-même aurez un vrai cabinet de toilette, un cabinet de travail reliés et séparés de l'appartement de Madame ; et sous la même clef si vous voulez, cela dépendra uniquement des places où l'on mettra des portes et l'inspection du plan fait voir qu'on en peut mettre où cela plaira. Je crois que cette disposition rendrait à Madame de Montesquieu cette partie du château très agréable et l'y attacherait infailliblement. Puis enfin le fameux petit cabinet cherché se trouve plus à proximité de votre logement³⁶» Ailleurs, sur son plan à l'étage (fig. 8), l'architecte écrit : «Par cette disposition la famille est groupée sous la même clef et de la façon la plus indépendante. Ses appartements intimes se relient aux appartements

32. Il est difficile de savoir si Pierre, le fils, avait lui aussi sa chambre quelque part dans le château. Sur l'apparition, tardive, des chambres d'enfants dans l'histoire de l'habitation, voir M. Eleb-Vidal, A. Debarre-Blanchard, *Architectures de la vie privée ; maisons et mentalités, XVIIe-XIXe siècles*, Bruxelles, Archives d'architecture moderne, 1989, p. 240 et suiv. ; M. Eleb, A. Debarre, *L'invention de l'habitation moderne, Paris 1880-1914 ; architectures de la vie privée, suite*, Paris, Hazan – Bruxelles, Archives d'architecture moderne, 1995, p. 160 et suiv.

33. Article «Architecte».

34. P. Abadie, projet d'aménagement, plan à l'étage, 21 octobre 1872, BNF Est., Ha Abadie : «Plus j'examine, plus cette pièce me paraît une jonction indispensable.»

35. P. Abadie, projet d'aménagement, plan à l'étage, 21 octobre 1872, BNF Est., Ha Abadie.

36. P. Abadie à Ch. de Montesquieu, 6 juillet 1870, Bibliothèque de Bordeaux, fonds de La Brède.

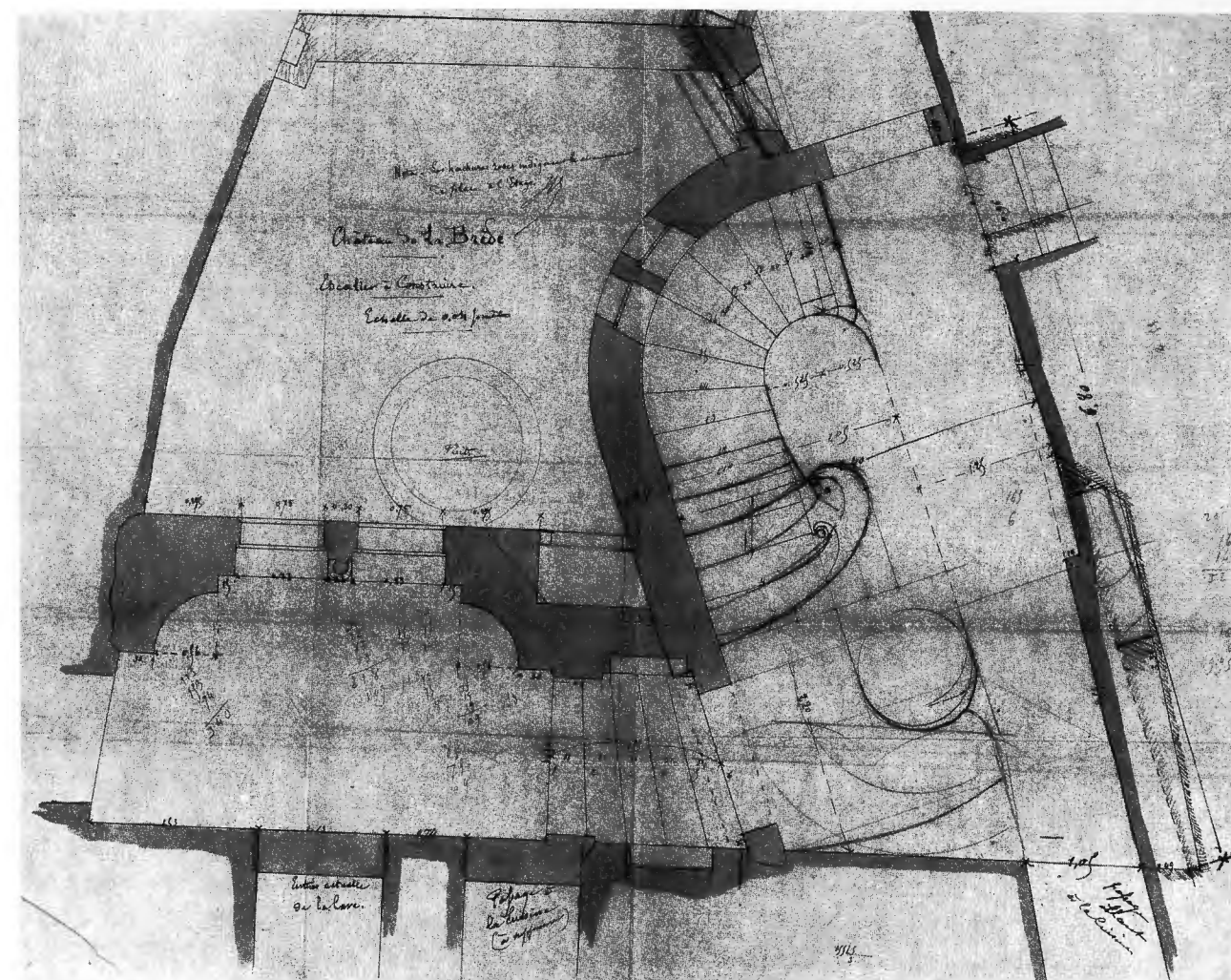


Fig. 10. — Paul Abadie et Jean-Jacques Valleton, projet d'aménagement, vestibule et escalier (cour ouest), détail de plan au rez-de-chaussée, s. d., crayon, plume et lavis sur calque, BNF Est., Ha Abadie (cliché Bernard Chabot – Michel Dubau © Inventaire général SPADEM). Évolution du projet compte tenu des divergences de vue entre Abadie et les Montesquieu sur l'aménagement de la cour ouest.

d'apparat sans transitions désagréables. Pas de couloirs tortueux pas de recoins qui ne sont rien³⁷».

C'est donc sur l'organisation même de la vie familiale que l'architecte prétend intervenir – à moins qu'il ne fasse qu'exprimer en clair, par les mots et dans l'espace, ce que les commanditaires lui suggèrent. Quoi qu'il en soit, ces paroles d'architecte sont tout à fait précieuses et propres à conforter l'érudition récente sur la question de l'habitation des différentes catégories sociales à travers les époques, laquelle s'exprime

essentiellement par les travaux de Monique Eleb³⁸. Ainsi comprend-on bien sur cet exemple de La Brède, éclairé par les paroles d'Abadie, ce que Monique Eleb

37. P. Abadie, projet d'aménagement, plan à l'étage, 21 octobre 1872, BNF Est., Ha Abadie.

38. Voir notamment : M. Eleb-Vidal, A. Debarre-Blanchard, *Architectures de la vie privée...*, op. cit. ; M. Eleb, A. Debarre, *L'invention de l'habitation moderne...*, op. cit.

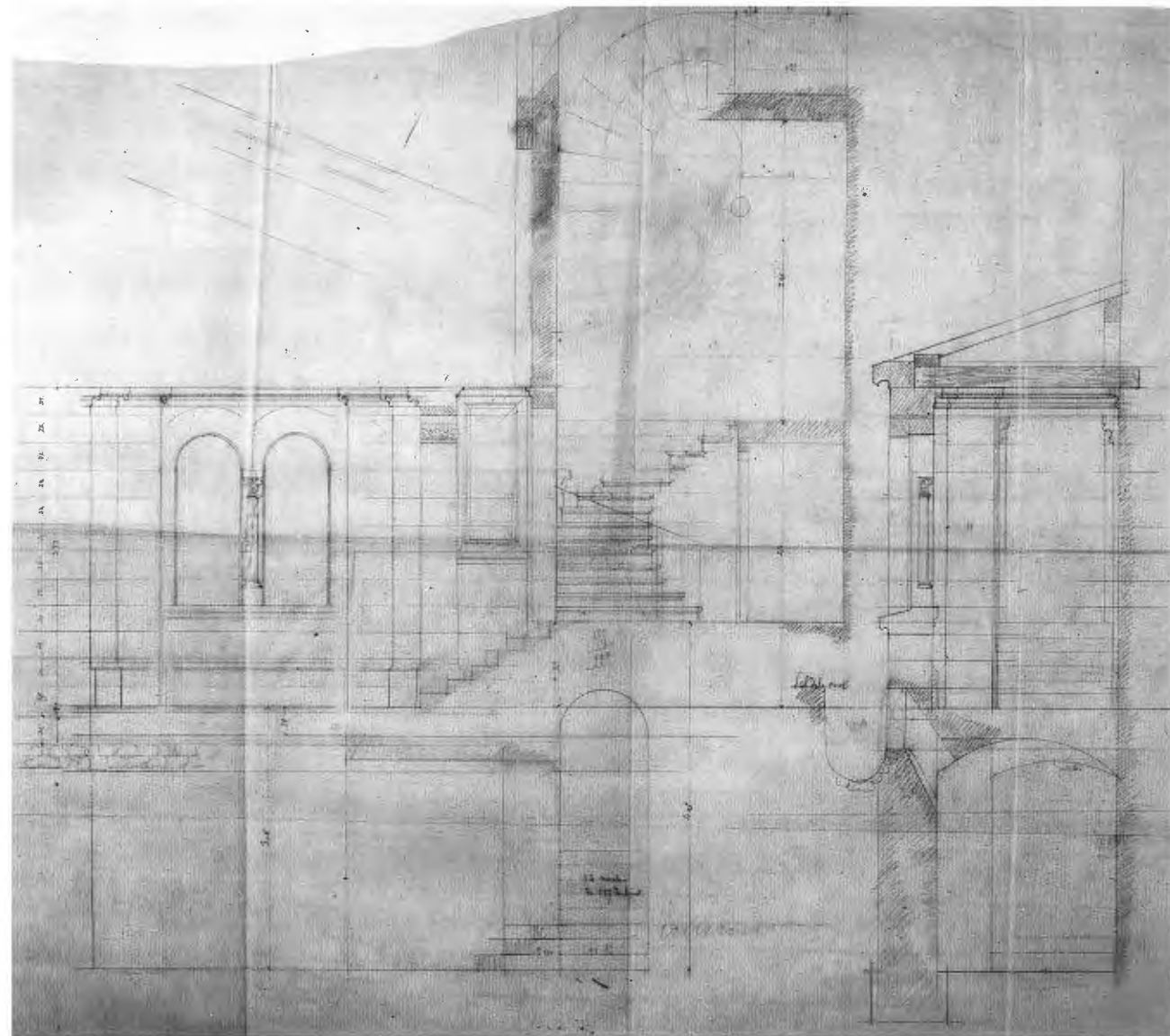


Fig. 11. — Paul Abadie, projet d'aménagement, vestibule et escalier (cour ouest), esquisses de coupes, s. d., crayon sur calque, BNF Est. Ha Abadie (cliché Bernard Chabot – Michel Dubau © Inventaire général SPADEM).

entend par *dispositif*. La «chambre de Madame», avec ses annexes : antichambre, vestiaire, lingerie et garde-robe, cabinets de toilette, «lieux³⁹» et même oratoire⁴⁰, «sous la même clef», comme le dit Abadie, est bien l'un de ces *dispositifs*, entités plus ou moins autonomes au sein de l'appartement et que l'on voit s'affirmer au long du siècle⁴¹. Par là, et bien que sa taille soit comparable à celle de Charles, la chambre d'Euphrosine est en position légèrement dominante. Ce qui confirme aussi l'analyse de Monique Eleb, qui

39. Les «lieux» de Madame sont ménagés contre le contrefort nord : «Construction d'une tourelle contre le cabinet de Mme pour en faire des latrines avec corbeaux en pierre dure surhaussés d'un demi-parpaing en pierre de Bourg.» (Mémoire de Seguin, travaux de maçonnerie, 11 décembre 1877, Bibliothèque de Bordeaux, fonds de La Brède, Ms 2887).

40. La chapelle est ménagée dans l'embrasure de la fenêtre nord-ouest de la chambre.

41. M. Eleb-Vidal, A. Debarre-Blanchard, *Architectures de la vie privée...*, p. 50 et suiv.

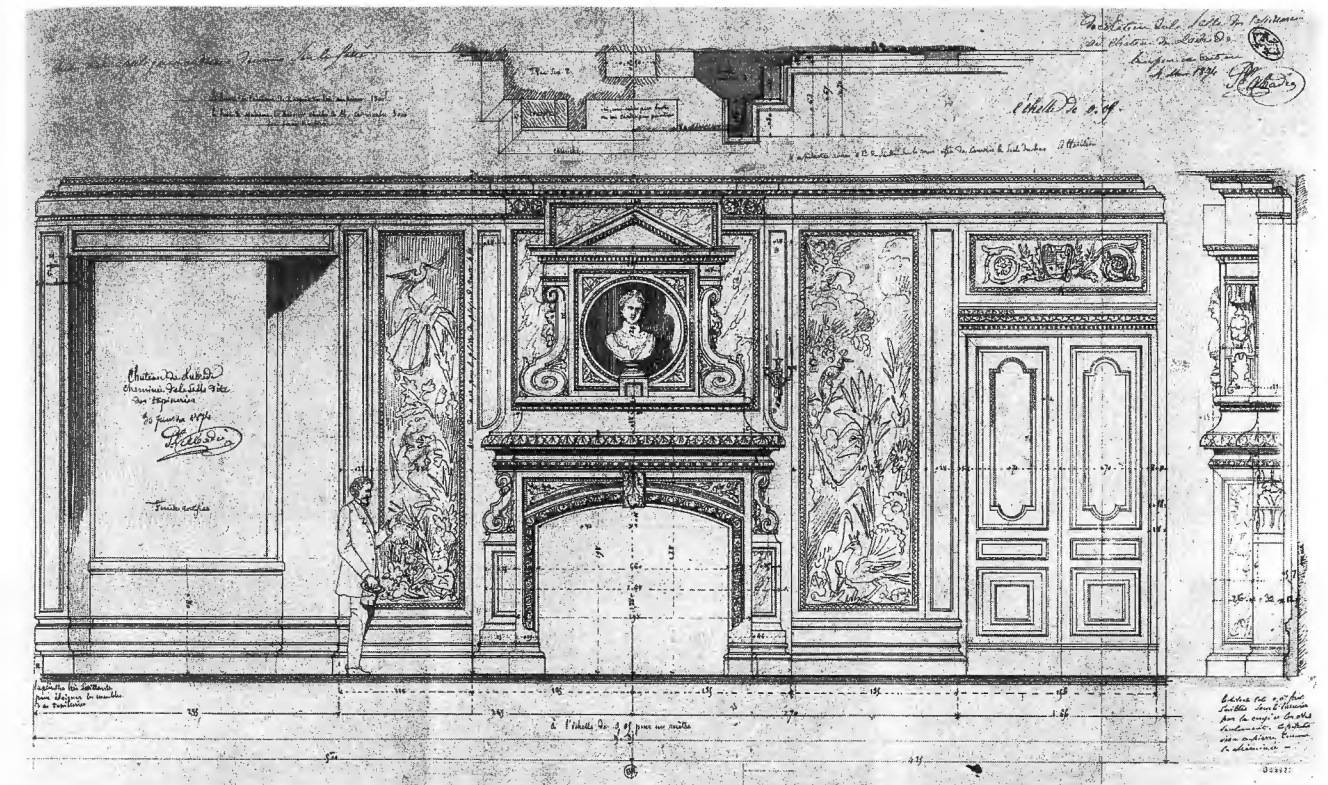


Fig. 12. — Paul Abadie, projet d'aménagement, salle des tapisseries, paroi sud-ouest, élévation, plan partiel et coupe (dessin d'exécution), 30 janvier 1874, plume sur calque, BNF Est. Ha Abadie (cliché BNF).

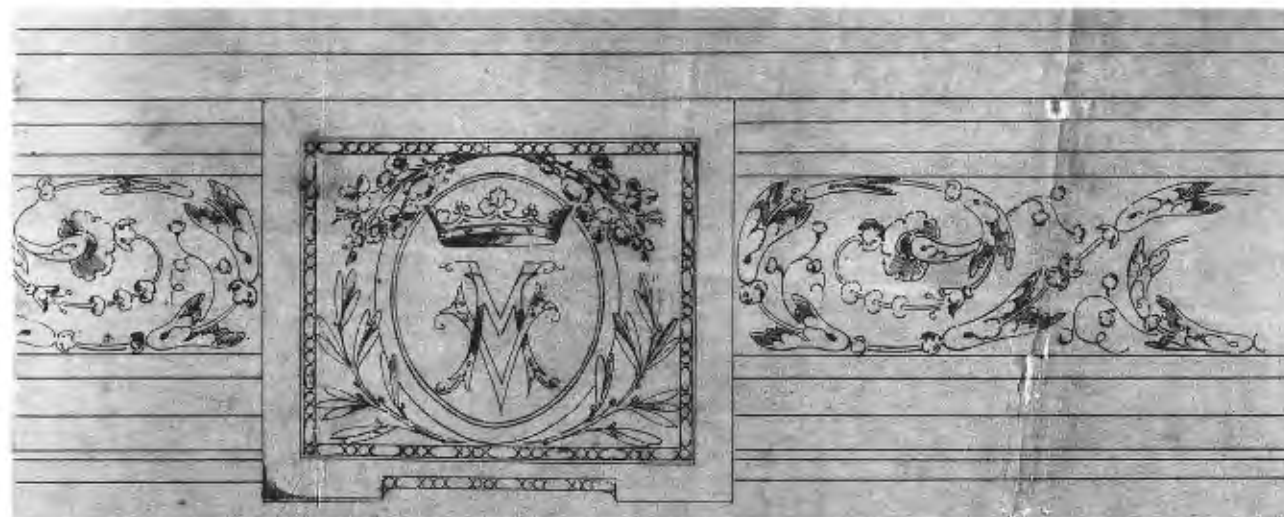
voit en l'homme la vedette du mariage bourgeois et dans la femme, celle du mariage aristocratique, le fait se traduisant bien sûr dans les espaces dévolus à chacun⁴².

Il est une autre tendance de l'époque en matière d'habitation qui a quant à elle peut-être un peu de mal à s'exprimer franchement à La Brède, c'est le renforcement des hiérarchies entre les espaces. À la distinction, apparue au XVIII^e siècle au sein des hôtels particuliers, entre l'appartement de parade (où l'on reçoit les gens de son rang), l'appartement de société (pour les amis choisis) et l'appartement de commodité (appartement intime où l'on se retire par exemple en cas de maladie)⁴³, répond, au sein de l'appartement bourgeois du XIX^e siècle, une hiérarchie entre le privé, le public et le service qui ira se renforçant au fil du temps. À La Brède, on ne s'étonnera pas que les contraintes du bâti médiéval se prêtent assez mal aux compositions rationnelles et gênent de semblables ségrégations. Abadie, par exemple, ne parvient

pas à hiérarchiser complètement les circulations. Ainsi n'aménage-t-il qu'un seul escalier, lequel recherche une certaine apparence mais sert également au service (le service qui ne dispose, comme circulation propre, que d'un petit couloir pour desservir la salle des tapisseries). L'état des lieux contraint également à conserver une disposition des baigns faisant jouxter ceux des domestiques et ceux des maîtres... Et si la place de la cuisine suivant les époques, sa «migration» en quelque sorte, est en général un bon indicateur des évolutions sociales, ce n'est pas à La Brède qu'il faudra en chercher l'exemple : après Abadie, elle y sera encore au même endroit qu'au Moyen Âge... La tripartition privé/public/service est donc difficile à mettre en place ici, d'où ces contaminations, ces résistances. Pour-

42. *Ibid.*, p. 234 et suiv. («Place de l'homme, place de la femme»).

43. *Ibid.*, p. 53.

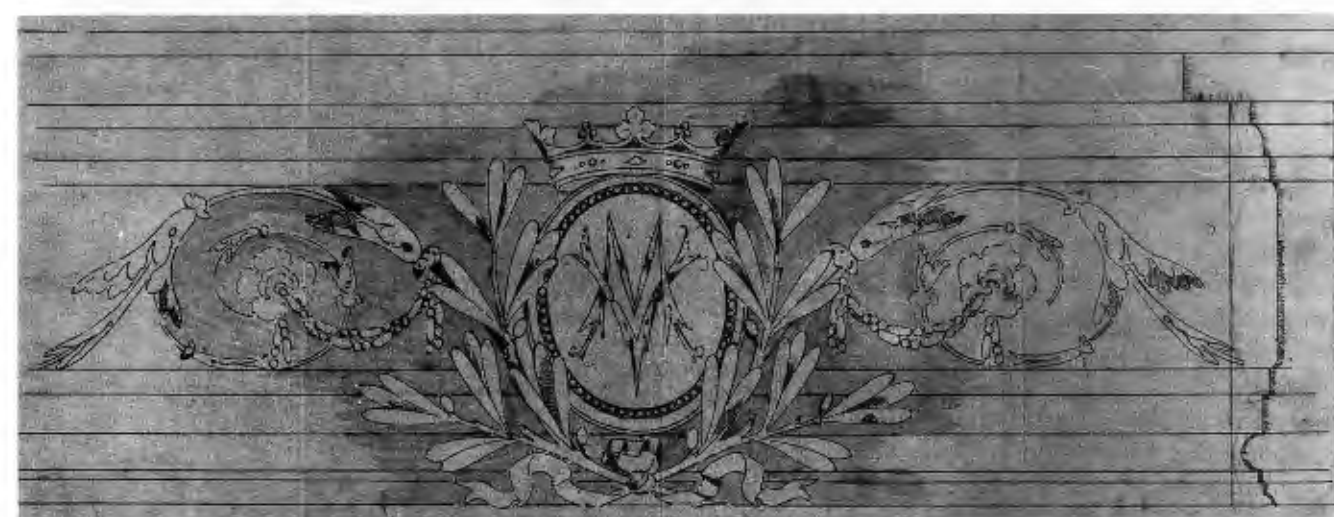
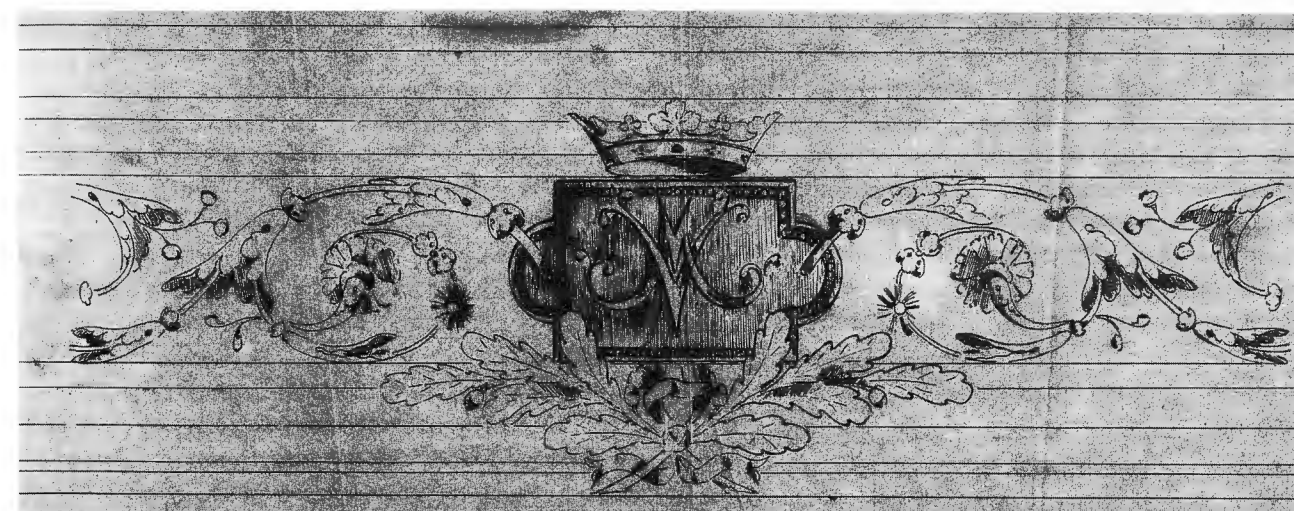


13 | 15 Fig. 13 à 16. — Paul Abadie, projet d'aménagement, décor intérieur, détails d'entablements, élévations et coupes, s. d.,
14 | 16 plume et lavis sur calque, BNF Est. Ha Abadie (clichés Bernard Chabot – Michel Dubau © Inventaire général SPADEM).
Les chiffres renvoient aux familles de Montesquieu et de Villers.

tant, quelques dispositions du château, marquées par le souvenir de Montesquieu, favorisent certaines distinctions. Abadie lui-même oppose dans ses commentaires «appartements intimes» et «appartements d'apparat» (auxquels Abadie ne touche pas et qui comprennent à l'évidence la grande salle/bibliothèque de Montesquieu à l'étage, ou la «chambre du Président» au rez-de-chaussée). De même, le statut de la salle des tapisseries pourrait être celui d'un troisième ordre, intermédiaire, procédant de «l'appartement de société», ce que la position de la pièce et la décoration que lui attribue Abadie en accord avec ses commanditaires semble corroborer.

En attendant de pouvoir visiter les lieux, les mémoires d'entrepreneurs et quelques documents graphiques (fig. 12 à 16) nous donnent certaines indications sur l'apparence des travaux réalisés. On y apprend notamment que le décor peint n'est présent que dans la chambre de Madame – chambre de style Louis XVI, si l'on en croit le plan de 1872⁴⁴ – dotée

44. P. Abadie, projet d'aménagement, plan à l'étage, 21 octobre 1872, BNF Est., Ha Abadie : «Après décision sur ce plan j'étudierai les panneaux de la chambre Louis VI [lire Louis XVI] de Madame de Montesquieu.»



d'un plafond à ciel nuageux et fleurs⁴⁵, que la rampe d'escalier, en ferronnerie est de style soit Louis XVI, si l'on en croit les peintres⁴⁶, soit plutôt Louis XV, si l'on en croit le serrurier⁴⁷ et que l'on trouve çà et là un peu de moulures ornées et de sculpture ornementale⁴⁸. On y apprend encore l'existence, dans la chambre de Charles de Montesquieu de deux grands chapiteaux sculptés en chêne et de deux plus petits⁴⁹, que l'on peut supposer faire partie de la cheminée, dont on savait par ailleurs qu'elle était prévue de style Louis XIII⁵⁰.

Parmi les pièces concernées, la salle dite «des tapisseries» mérite une attention toute particulière. Elle tire son nom de tentures anciennes qu'Abadie men-

45. Mémoire des peintres Bonnet et Vincent, 18 février 1875, Bibliothèque de Bordeaux, fonds de La Brède, Ms 2887.

46. *Id.*

47. Mémoire du serrurier Baron, 1875, Bibliothèque de Bordeaux, fonds de La Brède, Ms 2887.

48. Mémoire du sculpteur Guillaume Chavannes, Bibliothèque de Bordeaux, fonds de La Brède, Ms 2887.

49. *Id.*

50. P. Abadie à Ch. de Montesquieu, 6 juillet 1870, Bibliothèque de Bordeaux, fonds de La Brède : «J'ai, avec la même plume qui trace ces lignes, une règle de bureau et un morceau de papier roulé en forme de pinceau, tracé près de mon ami mourant [voir note 20] la cheminée Louis XIII qui vous arrivera en même temps que cette lettre. Le dessin fait grosso modo dit suffisamment ce que je vous propose. Au premier aspect, il est effrayant de luxe, mais moins coûteux qu'il paraît l'être et se simplifiera considérablement à l'exécution.»

tionne sur son plan d'aménagement de 1872⁵¹, trois tentures de 3,80 m, 4,50 m et 5,15 m de large, cette dernière étant dite par l'architecte «la plus belle». Abadie les dispose sur les parois nord-ouest, nord-est et sud-est de la pièce⁵². Sur la paroi sud-ouest, celle de l'enceinte du château, il projette une cheminée monumentale ; le mur comportant une fenêtre et une porte, l'espace résiduel est occupé par deux petits panneaux de tapisserie «à trouver». La salle des tapisseries, la plus décorée parmi les pièces concernées par cette campagne de travaux, se trouve être aussi la plus documentée grâce, outre les mémoires déjà sollicités, à l'élévation que donne Abadie de la paroi sud-ouest (fig. 12)⁵³.

Du fait de la présence des tapisseries, Abadie évite ici la formule courante du lambris d'appui, mais développe largement la plinthe. Pour cette pièce, l'architecte se réfère assez nettement au XVII^e siècle, auquel appartiennent les tentures. Mais l'époque, il faut bien le dire, ne fait guère partie de sa palette habituelle et ce XVII^e siècle est quelque peu tiré vers le «médiévalo-abadien». Le manteau de la cheminée est à arc segmentaire avec moulure à congés, le tout dans la manière d'Abadie. Le couronnement de ce manteau est bien à talon renversé, comme dans certains modèles du siècle classique, mais d'un dessin somme toute assez médiéval⁵⁴, sans par exemple les godrons habituels à ce type de motif. De plus, lorsque l'on rencontre au XVII^e siècle un couronnement de ce genre (comme pour la cheminée de la chambre de Montesquieu, la «chambre du Président»), c'est presque toujours au-dessus d'un manteau à cadre rectangulaire très simplement mouluré, bien différent de ce que propose ici Abadie, qui individualise et hiérarchise nettement les différents membres d'architecture, en bon rationaliste Viollet-le-Ducien. On n'est pas très loin ici de la cheminée monumentale qu'Abadie propose pour le grand salon de l'hôtel de ville d'Angoulême, cheminée d'inspiration également assez composite, mais placée dans un édifice se voulant avant tout néo-XIII^e⁵⁵. La comparaison est éloquent avec la cheminée de la «chambre du Président» et, en ne s'y référant pas, Abadie fait preuve d'une certaine indifférence au lieu sur laquelle on reviendra.

La Brède dans l'œuvre d'Abadie

Du point de vue professionnel, La Brède est donc l'une des rares commandes privées qu'Abadie aura eu à traiter. Rares, elles ne sont pas pour autant inexistantes, l'architecte ayant construit quelques habitations ainsi que quelques tombeaux⁵⁶. L'exemple girondin confirme l'impression qui se dégage de ces autres travaux : Abadie y apporte un soin équivalent à celui qu'il accorde à ses principales réalisations publiques ; il y applique la même méthode de conception du projet et de suivi des travaux ; les rapports qu'il entretient avec le maître d'ouvrage, qu'il soit public ou privé, sont assez comparables.

Que l'architecte ait honoré cette commande somme toute mineure et qu'il y ait apporté ce soin peut étonner de la part de quelqu'un dont l'œuvre passée est riche de chantiers si importants. En l'absence de documents permettant de se faire une idée de ce que pouvait être le «réseau» de relations d'Abadie, il peut nous manquer une clef pour comprendre cette commande⁵⁷. Peut-être l'architecte a-t-il conscience

51. P. Abadie, projet d'aménagement, plan à l'étage, 21 octobre 1872, BNF Est., Ha Abadie.

52. Une quatrième tenture doit être placée dans la «chambre d'étude des enfants» : «Ici, la 4^e tenture qui n'entre pas dans la salle B» (P. Abadie, projet d'aménagement, plan à l'étage, 21 octobre 1872, BNF Est., Ha Abadie).

53. P. Abadie, projet d'aménagement, salle des tapisseries, paroi sud-ouest, élévation, plan partiel et coupe (dessin d'exécution), 30 janvier 1874, BNF Est., Ha Abadie. Un buste est prévu sur la cheminée de la salle ; Abadie écrit : «Le buste de l'auteur de l'esprit des lois en pierre 1 800 F le buste de Madame la Baronne Charles de M. en marbre 3 000 F ceci serait très bien».

54. La moulure est assez proche de celle qu'Abadie dessine pour le piédestal de la statue de Jeanne d'Arc, place des Pyramides à Paris, qui là se référerait explicitement au XV^e siècle.

55. Voir Cl. Laroche (sous la dir. de), *Paul Abadie, architecte...*, op. cit., p. 286 et suiv.

56. Cl. Laroche, «Liste des projets et constructions dues à P. Abadie en architecture privée, thermale, funéraire et commémorative», in Cl. Laroche (sous la dir. de), *Paul Abadie, architecte...*, op. cit., p. 321. La liste est provisoire, l'architecture privée d'Abadie restant encore largement à explorer.

57. Probablement du fait de dissensions entre ses héritiers on ne dispose d'aucun document d'archives concernant Abadie homme privé. Il a pu avoir un premier contact avec la famille de Montesquieu en 1848, à l'occasion d'un projet de restauration de l'église de La Brède (Paris, Bibl. du Patrimoine, arch. mon. hist.).

de l'incertitude politique du moment et souhaite-t-il ne se priver d'aucun chantier ? Le prestige du nom des Montesquieu a pu en tout cas motiver Abadie. D'autant que, malgré l'abondance de son œuvre antérieure, il est toujours à cette époque, et même plus que jamais, dans l'attente de «sa» grande commande, d'un chantier d'importance, bien en vue et qui pourrait lui ouvrir les portes des honneurs suprêmes. Aussi peut-on penser qu'en attendant ce grand soir architectural, Abadie, servi par une puissance de travail peu commune, n'aura rien voulu laisser de côté qui puisse appuyer sa carrière, et n'aura rien négligé, pas même cette petite commande. Mais finalement le grand chantier tant attendu allait venir, qui plus est dans le domaine de prédilection d'Abadie, celui où il se sera le plus engagé, celui de l'architecture religieuse : en 1874, alors que La Brède est en chantier, s'ouvre le concours pour Montmartre...

Du point de vue strictement architectural, Abadie, à La Brède, doit «construire dans le construit» comme l'on dirait aujourd'hui, c'est-à-dire prendre en compte un bâti existant très présent. Cela ne se fait pas sans une certaine dose de «bricolage», mais cela implique un type de stratégie à laquelle, de façon générale, Abadie ne répugne pas, au contraire. La conjonction de contraintes fortes semble exciter le plus souvent sa capacité d'invention et c'est probablement dans ce genre de situation qu'il est le meilleur, qu'il se préserve des pièges de la répétition et du formalisme.

La Brède, Roquetaillade : deux forteresses revisitées par le XIX^e siècle

La Brède, Roquetaillade : il est tentant de faire le parallèle entre les sorts que le XIX^e siècle a réservé aux châteaux de Gaillard de La Lande – La Brède – et de Gaillard de La Mote – «Château Neuf» de Roquetaillade, restauré-reconstruit de 1864 à 1879 par Eugène Viollet-le-Duc et Edmond Duthoit pour Lodoïs de Mauvesin et sa femme, née Marie-Geneviève Galard de Béarn⁵⁸ (fig. 19) –, parallèle qui peut aider à comprendre ce qu'est cette commande de La Brède, et peut-être surtout ce qu'elle n'est pas. Le parallèle est tentant pour plusieurs raisons. Ce sont tout d'abord deux forteresses girondines célèbres avec des époques communes, représentant chacune un type de

fortification bien marqué, bien net, ayant valeur de modèle («Wasserburg de plaine»⁵⁹ à La Brède, dont les principales campagnes de construction datent probablement de 1306 et 1419, et, à Roquetaillade, forteresse impressionnante d'unité, de régularité et d'exemplarité, datant du début du XIV^e siècle). Les dates d'intervention au XIX^e siècle sont également comparables. Parallèle enfin entre les maîtres d'œuvre, toujours tentant à faire quand il s'agit de Viollet-le-Duc et d'Abadie.

Mais la comparaison s'arrête là. La commande, tout d'abord, est très différente. À Roquetaillade, ambiguë, tenant à la fois de l'habitation et de la reconstitution médiévale, elle se situe au point de rencontre de deux rêves, celui des Mauvesin et celui de l'architecte. À La Brède, il ne s'agit que d'habitation, d'habitation que l'on pourrait même qualifier de «bourgeoise» – comme si les Montesquieu avaient en la circonstance abandonné un peu de leur particule. Abadie n'a pas mission de faire autre chose et, de plus, s'il lui prenait de rêver, la disparate de l'édifice freinerait ses rêves, de même que les freinerait probablement l'état de fortune des Montesquieu qui ne devait pas être celui des Mauvesin. Les montants respectifs des travaux ne sont d'ailleurs guère comparables : environ 90 000 francs, donc, pour La Brède et 410 000 francs à Roquetaillade, pour la seule campagne sur le château proprement dit⁶⁰. Les dates d'intervention sur les deux édifices, pour proches qu'elles soient ne sont pas tout à fait les mêmes et ce n'est pas indifférent : la guerre de 1870-1871 est de nature à freiner les élan, or la campagne principale de travaux à Roquetaillade lui sera quant à elle immédiatement antérieure : 1866-1870⁶¹.

58. Voir J. Gardelles, J.-Cl. Lasserre, J.-B. Marquette, «Roquetaillade ; la terre, les hommes, les châteaux», *Les cahiers du Bazadais*, n° 53-54, 3^e trimestre 1981, Bazas, Amis du Bazadais, 1981.

59. J. Gardelles, *Les châteaux du Moyen Âge...*, op. cit.

60. Une deuxième campagne ne concernera que très peu la forteresse proprement dite et coûtera environ 140 000 francs (J.-Cl. Lasserre, in «Roquetaillade...», op. cit., p. 91).

61. La deuxième campagne (voir note précédente) est conduite par Duthoit seul d'environ 1874 à 1878 (J.-Cl. Lasserre, in «Roquetaillade...», op. cit., p. 91).



Fig. 17. — Ensemble depuis le nord, vue récente (cliché Lacarin, Bordeaux).
La partie réaménagée par Abadie se situe sur la droite du cliché.

À ces raisons matérielles, décisives, il faut ajouter le fait qu'Abadie ne semble pas avoir eu une fibre pédagogique aussi développée que Viollet-le-Duc en ce qui concerne l'architecture militaire du Moyen Âge. Celle-ci, qui a inspiré à l'architecte de Pierrefonds tant de pages que l'on pourrait presque dire «de cape et d'épée», suscité chez lui tant de descriptions animées, paraît avoir assez peu intéressé Abadie. Et pourtant, ici, un travail de reconstitution médiévale aurait pu être tenté, d'autant que venait d'être publié quelques années plus tôt le grand œuvre de Léo Drouyn, *La Guienne militaire*⁶². Drouyn fait des quelques pages qu'il consacre à La Brède un essai de compréhension fonctionnaliste – qui atteint par fois au cours de poliorcétique – tout à fait dans la veine de ce que Viollet-le-Duc avait justement pu faire, quelques années auparavant, pour Pierrefonds⁶³. C'est l'approvisionnement du château que Drouyn décrit, imaginant «que la charrette portant les provisions, une fois

entrée entre la porte *E* [les lettres renvoient au plan que commente Drouyn] refermée sur elle, et la porte *F* non encore ouverte, déposait sa charge qui était emportée, soit dans la grande salle basse *H*, soit dans

62. L. Drouyn, *La Guienne militaire...*, op. cit., t. 2, p. 346-351. Il faut dire que les relations entre Abadie et Drouyn – entre l'architecte et l'archéologue – ont pu être par moments conflictuelles. Quelques années auparavant, Drouyn s'était violemment opposé au projet abadien de restauration de la façade de l'église Sainte-Croix de Bordeaux (projets et travaux : 1859-1865 ; rapport de Drouyn au nom de la Commission des monuments et documents historiques et des bâtiments civils du département de la Gironde : 1863 ; voir Cl. Laroche, J.-Cl. Lasserre, «Controverses autour d'une "invention" de Paul Abadie : la restauration de la façade de l'église Sainte-Croix de Bordeaux [1859-1865]», *Bulletin et mémoires de la Société archéologique de Bordeaux*, 1984, t. 75, p. 63-79).

63. E. Viollet-le-Duc, *Description du château de Pierrefonds*, Paris, Bance, 1857.

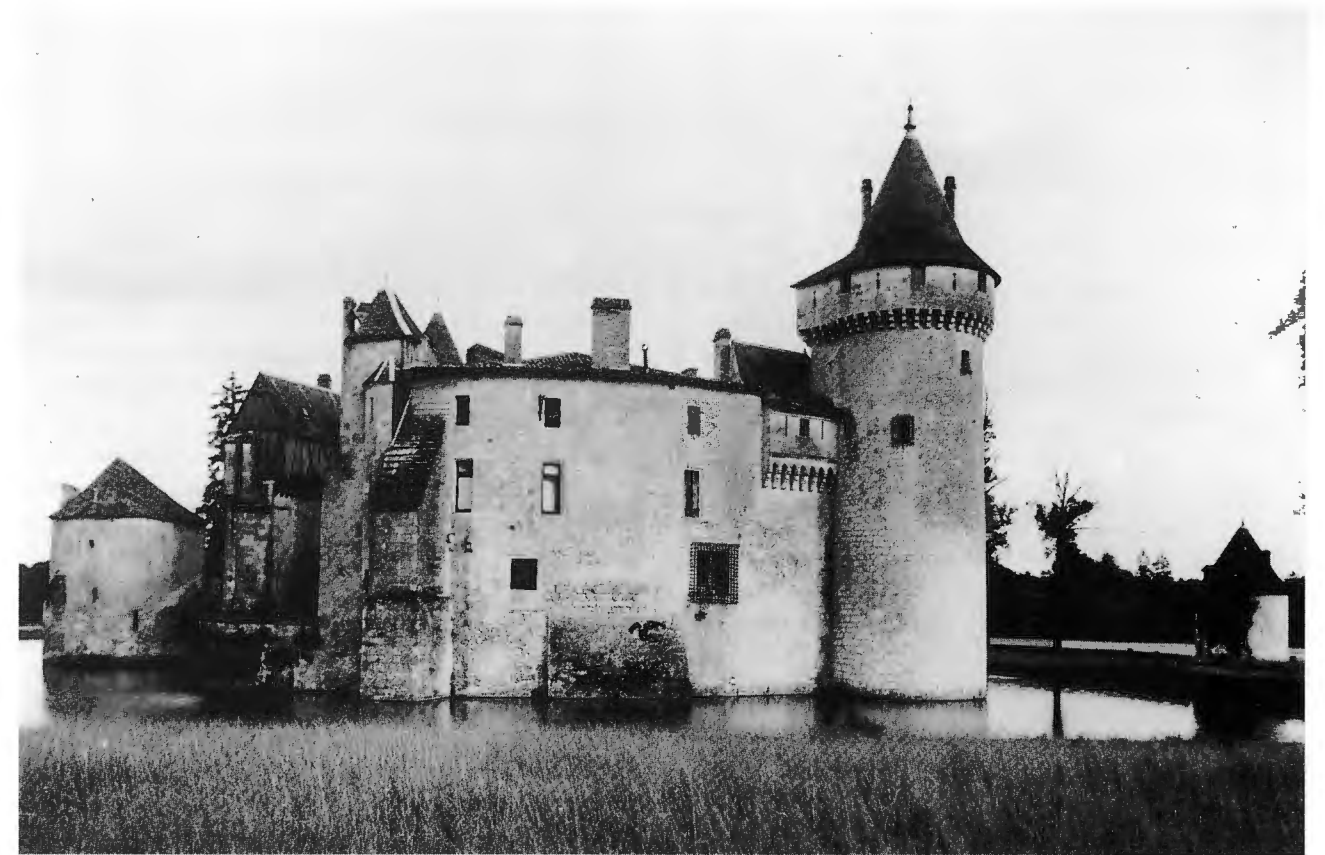


Fig. 18. — Ensemble depuis le nord-ouest, vue récente (cliché Lacarin, Bordeaux).
Les mâchicoulis jouxtant la grande tour font partie de l'intervention d'Abadie.

la cuisine *I* ; puis la porte *F* s'ouvrait, la charrette passait dans la cour *G* [...] et retournait enfin sur elle-même pour sortir du château⁶⁴. C'est, avec un sens de l'image proche de celui de Viollet-le-Duc, avec un même talent, presque cinématographique si l'on ose dire, une éventuelle attaque que Drouyn met en scène, évoquant les «meurtrières cruciformes, d'où les flèches prenaient l'intrus en flanc, tandis que les pierres pleuvaient des hourds échafaudés au sommet des courtines⁶⁵».

On imagine donc ce que Viollet-le-Duc aurait pu rêver pour La Brède pour peu qu'il ait été invité à exercer sa féconde imagination sur ce type fort et étrange à la fois de château mêlant le circulaire et le quadrillé, ce type que Drouyn voit comme un modèle pour le début du XIV^e siècle, «une des forteresses les plus imposantes du Bordelais⁶⁶». Et si La Brède n'est pas le Roquetaillade abadien, si Valleton y sera un lieutenant moins gradé que Duthoit en Bazadais,

faut-il en tirer quelques conclusions, tant en ce qui concerne Abadie qu'en ce qui concerne sa commande.

Un château, un appartement bourgeois, un éclectisme domestique

Dans une lettre à Charles de Montesquieu⁶⁷, Abadie suggère que les appartements des maîtres de maison «pourront recevoir sans aucune gêne telle décora-

64. L. Drouyn, *La Guienne militaire...*, op. cit., t. 2, p. 350.

65. *Id.*

66. *Ibid.*, p. 351.

67. P. Abadie à Ch. de Montesquieu, 6 juillet 1870, Bibliothèque de Bordeaux, fonds de La Brède.

tion qu'il plaira de leur donner» et que l'«on pourrait faire de la chambre de Madame tout ce qu'on voudrait du point de vue de la décoration. Soit du Louis XV soit du Louis XVI à volonté» (en 1872, l'indécision semblera être levée : la chambre sera Louis XVI⁶⁸). Cette souplesse stylistique est confirmée par le traitement du reste de l'appartement : chambre de Monsieur Louis XIII, escalier probablement Louis XV et salle des tapisseries se référant au XVIIIe siècle. Une certaine latitude, limitée cependant aux siècles classiques. Cette inflexion de la décoration, fonction de la nature des différentes pièces, règle tacite des intérieurs bourgeois de la fin du XIXe siècle (et même du début du XXe, jusqu'à l'Entre-deux-guerres), pourrait être vue comme un «éclectisme domestique». On connaît en effet les lois de l'éclectisme architectural qui prétendent régler la ville non plus sur le dogme de l'unité stylistique, mais au contraire sur une diversité fondée sur une convenance, sur une appropriation entre le style choisi et le caractère ou la position de l'édifice à traiter. De telles règles existent, plus subtiles peut-être, mais en même temps plus fortes, intangibles, quand il s'agit des intérieurs, de la décoration des pièces d'habitation. C'est donc en quelque sorte aux lois du genre qu'Abadie se soumet ici, conforté en cela par la disparate de la demeure dans laquelle il a à intervenir. Si bon nombre de détails dessinés par Abadie pour La Brède sont comme autant de signatures, de témoins d'une facture facilement reconnaissable, l'architecte ne s'est jamais laissé enfermer dans un style, dans une manière et son expression est avant tout fonction du programme à traiter.

Il est arrivé à Abadie d'écrire : «Les chagrins de ce que j'appelle coterie n'entreront jamais chez moi et j'aime mieux rester étranger à tout parti. Peut-être suis-je entraîné par l'un d'eux, mais c'est sans volonté et par la nature des choses. J'aime mieux me laisser entraîner que conduire⁶⁹». L'assertion est à nuancer en fonction des circonstances de son énonciation⁷⁰, mais elle n'est pas sans fondement. La souplesse d'Abadie est réelle et il se distingue en cela d'un Viollet-le-Duc volontiers plus dogmatique. Lucidement, pragmatiquement, Abadie a compris, singulièrement dès le début de ces années soixante-dix, l'utilité et la nécessité de l'éclectisme, alors que Viollet-le-Duc continue de le refuser avec force, jusqu'à la déraison a-t-on pu dire : la comparaison entre Roquetaillade et La Brède est révélatrice, *mutatis mutandis*, de cette

divergence entre les deux maîtres. Leurs liens sont très forts et ne peuvent être ignorés, mais les années soixante-dix vont peut-être changer la donne, leur évolution personnelle ayant tendance à les éloigner l'un de l'autre⁷¹. Contrairement à un Viollet-le-Duc immuablement anti-éclectique, Abadie affirme vers 1873 : «Les besoins sociaux sont trop multipliés, trop différents aujourd'hui pour permettre à l'art une unité parfaite [...], notre architecture moderne, c'est la recherche, c'est l'éclectisme⁷²». Le terme est bien sûr à manier avec prudence, mais si on l'entend non pas comme un simple comportement stylistique mais comme une attitude globale de l'architecte face à la complexité des données architecturales, urbaines, mais aussi sociales voire philosophiques qui fondent son projet, il n'en est que plus révélateur de l'état d'esprit dans lequel se trouve Abadie à cette époque.

De fait, à La Brède, la question stylistique ne semble pas avoir été cruciale et sera vite résolue par notre architecte : il lui importera de rechercher le style, les styles les mieux à même d'exprimer ce programme d'habitation et il ne sera jamais tenté par un néo-gothique qui aurait risqué d'être en désaccord avec les exigences de confort des Montesquieu – Abadie n'est en rien un sectaire du néo-gothique, encore moins l'adepte de n'importe quel néo-gothique⁷³. C'est donc

68. P. Abadie, projet d'aménagement, plan à l'étage, 21 octobre 1872, BNF Est., Ha Abadie, voir note 44.

69. P. Abadie à Mgr Cousseau, évêque d'Angoulême, 25 février 1854, in *Œuvres historiques et archéologiques de Mgr Cousseau*, Angoulême, Trillaud et Coquemard – Saint-Amand, imprimerie Saint-Joseph – Paris, Vic et Amat, 1892, t. 3, p. 418.

70. Abadie a peut-être à cœur de ne pas passer aux yeux de Mgr Cousseau, prélat conservateur, pour un actif zéléateur du libéral et sceptique Viollet-le-Duc (Cl. Laroche, «Abadie et le rationalisme néo-médiéval», in Cl. Laroche [sous la dir. de], *Paul Abadie, architecte...*, op. cit., p. 335).

71. Il convient toutefois d'être prudent en ce qui concerne les rapports entre les deux hommes : pratiquement aucune lettre de Viollet-le-Duc ne subsiste dans le fonds Abadie et les éventuelles lettres d'Abadie provenant du fonds Viollet-le-Duc n'ont pas encore fait l'objet d'études.

72. P. Abadie, notes manuscrites commentant le texte de fondation d'un prix d'architecture par Louis Duc en 1873 (coll. part.).

73. Sur le plan de 1872 (P. Abadie, projet d'aménagement, plan à l'étage, 21 octobre 1872, BNF Est., Ha Abadie), évoquant les fenêtres des chambres de Charles et d'Euphrosine donnant sur la façade nord-est, Abadie écrit : «Ces diables de fenêtres pseudogothiques sont bien gênantes.»

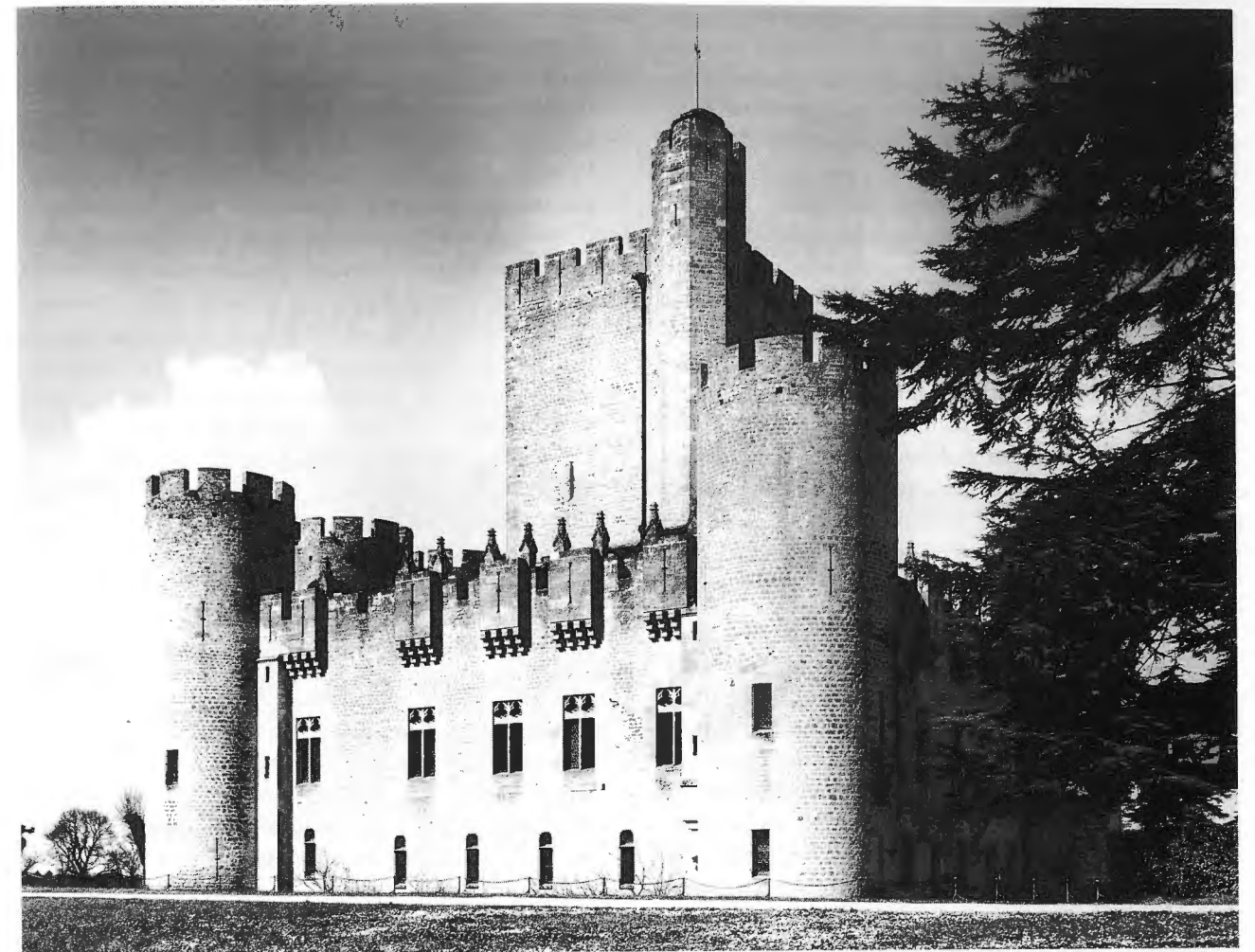


Fig. 19. — Mazères (Gironde), Roquetaillade, Château Neuf, restauré de 1864 à 1879 par Eugène Viollet-le-Duc et Edmond Duthoit, ensemble depuis le sud (cliché Bernard Chabot – Michel Dubau © Inventaire général SPADEM).

à tout point de vue, y compris stylistique, que l'architecte se garde d'outrepasser sa commande. Sage, son attitude est aussi la seule réaliste, vu l'impossibilité d'harmoniser le bâtiment et de le ramener à un état supposé initial.

Si le projet d'Abadie n'a rien d'étonnant eu égard au caractère de la commande et aux pratiques en cours pour ce type de programme, il n'en manifeste pas moins, pour l'observateur contemporain, une surprenante indifférence au lieu (qui rejoindrait l'indifférence supposée de Montesquieu lui-même, qui semble avoir été davantage préoccupé par le parc que par le bâtiment), l'architecte semblant ne pas tenir compte de ce que peut représenter La Brède dans l'art mili-

taire médiéval. Mais cette indifférence a ses limites et Abadie peut se montrer particulièrement préoccupé par la convenance de son projet au regard de ce que signifie ce lieu. Évoquant l'escalier, il affirme : «La distribution que je propose ici est le maximum de ce qu'on peut faire avec les éléments que nous avons ; le minimum de ce qu'on peut faire pour un château⁷⁴». Abadie en vient même à s'énervier quand on l'incite à déroger à cette convenance minimum : au moment de la conception de cet escalier, on lui demande de

74. P. Abadie, projet d'aménagement, plan à l'étage, 21 octobre 1872, BNF Est., Ha Abadie.

faciliter l'accès au puits de la cour ouest et de conserver, le long de cette cour, l'un des passages entre la cuisine et la salle à manger (fig. 9). «Comment ! s'exclame-t-il alors, pour un accès au puits, pour un couloir de cuisine on sacrifierait une disposition déjà restreinte non non non. Je n'admets pas ces modifications. Tout est déjà de petite dimension. Réduire davantage c'est faire une maison de la rue Mouffetard. Cela ne peut pas être.» Plus loin, Abadie précise encore : «Il y a de ces petites considérations auxquelles il faut s'arrêter dans une maison de bourgeois comme moi mais à Labrède cela ne peut être⁷⁵» La convenance est donc ici le maître mot et exige non seulement un accord entre le style et le programme, mais aussi entre l'expression architecturale et la signification du lieu. C'est en ce sens qu'Abadie conçoit probablement l'éclectisme : comme une attitude pesée, délibérée, réfléchie, tout en restant extrêmement pragmatique.

On perçoit aisément les limites d'une telle conception, d'une telle réalisation. Des propriétaires aux moyens – et à l'imaginaire – relativement limités ; un architecte moins enclin ici qu'ailleurs – c'est une commande privée – à excéder ces moyens, à forcer cet imaginaire, et prenant acte, malgré ses protestations, de ce que «ce sera encore petit, étrié⁷⁶» ; un existant qui impose ses contraintes et tend à pérenniser habitudes et archaïsmes : on comprend que le panache dont a fait preuve le quatuor de Roquetaillade – Viollet-le-Duc, Duthoit, Lodoïs de Mauvesin et sa femme – n'ait pas eu droit de cité ici. Et l'on conçoit que si l'on visite désormais à Roquetaillade autant la féerie viollet-le-ducienne que la forteresse médiévale, de longtemps l'on ne visitera le La Brède abadien. Et pourtant, que de choses peuvent nous dire ces travaux, même les plus modestes d'entre eux : le serrurier rédigeant le mémoire de la pose des sonnettes⁷⁷ se doutait-il qu'en détaillant, pour chaque pièce, le

nombre des cordons et les lieux qu'ils commandent, il donnait un document essentiel et passionnant pour suivre mieux que par tout autre témoignage le mode de vie domestique ? Bref, pour décevants qu'ils puissent apparaître à qui pensait trouver sous ce titre d'article l'évocation du projet d'un petit Pierrefonds girondin, ces travaux montrent mieux que tout la condition d'une grande lignée aristocratique à une époque charnière de son existence – peut-être un moment de crise. Ils illustrent la position d'une famille consciente de son lignage – le relatif primat de la chambre de Madame pourrait en être un signe – mais tentée par un mode de vie bourgeois. En même temps, cette intervention d'Abadie à La Brède est une pièce supplémentaire à ajouter au domaine de l'architecture domestique du moment : elle rappelle de façon exemplaire, s'il en était besoin, qu'à côté de l'immeuble haussmannien ou post-haussmannien, de la villa suburbaine ou du château construit à neuf, il y a également, catégorie tout aussi passionnante, le château réaménagé⁷⁸, la forteresse médiévale ajustée aux usages du temps.

75. P. Abadie, projet d'aménagement, esquisse de plan à l'endroit de l'escalier, s. d., BNF Est., Ha Abadie.

76. *Id.*

77. Mémoire du serrurier Baron, 1875, Bibliothèque de Bordeaux, fonds de La Brède, Ms 2887.

78. Sur le thème du château au XIX^e siècle, voir : F. Boudon, «Châteaux», in *Encyclopedia Universalis*, 1980, vol. 19, p. 404-405 ; F. Boudon, «Viollet-le-Duc et le château», in B. Foucart (sous la dir. de), *Viollet-le-Duc*, catalogue d'exposition (1980 : Paris, Galeries nationales du Grand Palais), Paris, Réunion des musées nationaux, 1980, p. 208-214 ; B. Toulhier, *Châteaux en Sologne*, Paris, Inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France – Imprimerie nationale Éditions, 1992, Cahiers de l'Inventaire, n° 26.

Fondeurs de cloches ambulants du Bassigny : leur production en Gironde

par Jean-Bernard Faivre *

en hommage à Paul Roudié

Dans les siècles passés, la cloche est un instrument vital pour la vie quotidienne d'une communauté. Elle est en effet le seul moyen «d'information et d'injonction instantanées»¹. Appelant pour l'office, marquant les événements religieux et civils ou annonçant les dangers, la sonnerie est précise et comprise de tous. Pendant les guerres de Religion, «la sentinelle postée dans les clochers de la sénéchaussée de Guyenne devait sonner le tocsin pour alerter la population dès qu'un groupe de plus de quatre cavaliers se dirigeait vers le village. Le son des cloches avertissait du nombre de soldats»². Ailleurs, lors d'un incendie, «après la première volée du tocsin, le nombre de coups de cloche qui suit correspond à la direction du sinistre»³. Au décès d'un membre de la paroisse, le nombre de tintements qui accompagne le glas indique à chacun s'il s'agit d'un homme ou d'une femme.

La coutume attribue aussi aux cloches la propriété de lutter contre les éléments naturels, tel ce «carillon du tonnerre» dans le Gers⁴, où au XVIII^e siècle, un habitant est spécialement payé pour carillonner à toutes volées dès l'arrivée d'un orage. On retrouve une pratique semblable à l'église Saint-Seurin de Bordeaux, le 26 juillet 1630, où l'on paye «ceux qui sonnèrent la cloche pour l'orage»⁵. A Saint-Emilion, le 10 juillet 1620, injonction est faite au sacristain «de se pourter à toutes heures que le temps se trouvera estre orageux pour, suivant la coutume, sonner les cloches» et le non res-

pect de cet ordre est même accompagné d'une menace de «50.l d'amende» et d'une «peyne de prison»⁶. Cette tradition est si ancrée que l'on inscrit les pouvoirs supposés sur la jupe d'airain ; parmi les inscriptions de 1775 de la Grosse Cloche de Bordeaux, on peut lire : COMPELO NUBILA (je chasse les nuages). A l'église Saint-Pierre-ès-liens de Pujols-sur-Ciron, l'inscription campanaire de 1880 indique : «j'existais depuis 1682 remarquable par la beauté de ma voix et mon influence sur les orages...». Cette pratique comporte néanmoins beaucoup de risques pour le sonneur, telle Jeanne Duprat à Saint-Germain-du-Puch qui, le 28 mai 1727, «sounant pour dissiper l'orage, feut tuée par le feu du ciel qui tomba sur le cloché à trois heures du matin»⁷.

* Architecte des Bâtiments de France. Conservateur Délégué des Antiquités et Objets d'Art pour la Gironde.

1. Corbin (A.). p. 81.

2. Pierre (Béatrice.). pp. 46-47.

3. «A Douai, un coup, c'est vers la porte d'Arras ; deux coups : dans la direction de la porte d'Esquerchin ; trois vers Lille, etc...». Beffrois & Carillons, Région Nord Pas-de-Calais. A.S.S.E.R.C.A.M. Lille, 1988.

4. Polge (H.).

5. A.D.Gir. G.1026. Egalement en 1764 : A.D.Gir. G 1554.

6. *Revue Historique et Archéologique du Libournais*, tome XVIII, 1950.

7. A.D.Gir. E suppl 4727.

Aujourd'hui encore, dans la campagne girondine, la cloche reste un outil d'information météorologique. En Entre-deux-Mers, entendre la voix de «brame l'aygue»⁸ assure de l'arrivée de la pluie et les mois de gel, les sonneries des clochers voisins informent le cultivateur que le vent tourne dans la journée, lui faisant craindre pour le petit matin une menace sur ses vignes.

L'usage quotidien et intensif de cet instrument nécessite donc un contrôle régulier de son bon fonctionnement. Si par malheur l'airain vient à casser, le plus souvent par usure du temps, maladresse humaine ou sinistre, il faut alors faire fondre, ou plutôt refondre une nouvelle cloche, car l'alliage composant le bronze ne permet pas une restauration fiable du métal altéré⁹.

Les fouilles archéologiques effectuées dans des églises et leurs abords immédiats livrent fréquemment des scories de bronze issues de la fonte de cloches¹⁰. Parmi les exemples les plus récents d'Aquitaine, on peut citer l'hôpital de Borce dans les Pyrénées-Atlantiques, où une fosse ayant conservé les bases des moules de terre permettant la fabrication d'une cloche fut mise à jour en 1993¹¹ (fig. 1). En Gironde, devant les portails occidentaux des églises de Cadarsac et Saint-Vincent-de-Pertignas (fig. 2), des sondages récents ont confirmé le même type d'activité sous des porches aujourd'hui disparus¹². En 1989, à l'aplomb du portail ouest de Saint-Etienne de Tauriac, une fouille a dégagé les vestiges d'un four destiné au travail du bronze¹³.

Ces découvertes attestent d'une production réalisée dans un emplacement abrité et très proche du lieu même de la future utilisation d'une cloche. On peut s'étonner de cette pratique qui nécessite la démolition partielle d'un carrelage d'église, d'un sol de halle ou de tout autre local, mais elle se justifie par le fait que l'on est en présence d'un «art du feu». Celui-ci oblige à protéger l'espace de fabrication des intempéries afin d'éviter tout excès d'humidité susceptible de remettre en cause la réussite de l'oeuvre engagée. De même, ces contraintes de travail étroitement liées aux conditions climatiques, font qu'en règle générale il en est de la fonte des cloches comme de la construction d'un édifice : l'activité est fortement réduite sinon arrêtée pendant la période d'hiver.



Fig. 1. — Hôpital de Borce (Pyrénées-Atlantiques) vestiges des trois moules permettant la fabrication d'une cloche : découverte en 1993.

Jusqu'au XIXe siècle, transporter des matériaux lourds n'est pas chose aisée et les villages situés en bordure des voies navigables sont privilégiés. Faire refondre à Bordeaux une cloche destinée à un hameau du centre de l'Entre-deux-Mers ou de la Lande girondine, entraîne des délais de fabrication conséquents et une absence mal ressentie par une communauté privée de ses sonneries, «le silence de la cloche est souffrance»¹⁴.

8. Terme gascon qui se traduit par «crie la pluie» et qui nous à été plusieurs fois confirmée par les élus de l'Entre-deux-Mers notamment à Targon, Montignac, Ladaux, ainsi que par monsieur Carrier de Soullignac. Elle est employée lorsque l'on entend de façon très nette, la sonnerie d'un village voisin portée par le vent d'ouest.

9. Les cloches récentes sont composées de 78 % de cuivre et 22 % d'étain. Pour les plus anciennes les dosages sont complexes du fait qu'il s'agit souvent d'un bronze récupéré de la vieille cloche ou complété par l'apport d'objets usuels tels que : mortier d'apothicaire, éléments d'artillerie ou poterie d'étain.

Depuis très longtemps les fondeurs ont cherché à réparer une cloche fêlée et plusieurs procédés ont, en vain, été employés. Ce n'est que depuis la fin de la dernière guerre que la technique de la «soudure» donne des résultats satisfaisants.

10. Berthelé (J.). 1903 ; Craplet (B.). 1995 ; Nicourt (J.). 1971.

11. Pichonneau (J.-F.). «L'hôpital de Borce, rapport de fouilles». Service Régional de L'archéologie d'Aquitaine, 1993.

12. Archéologie des Eglises et des Cimetières en Gironde. Société Archéologique de Bordeaux. Mémoires, volume I, 1989.

13. Bizot (B.). L'église Saint-Etienne de Tauriac. Société Archéologique de Bordeaux, tome LXXX, 1989.

14. Ibid, note 1, p. 81.

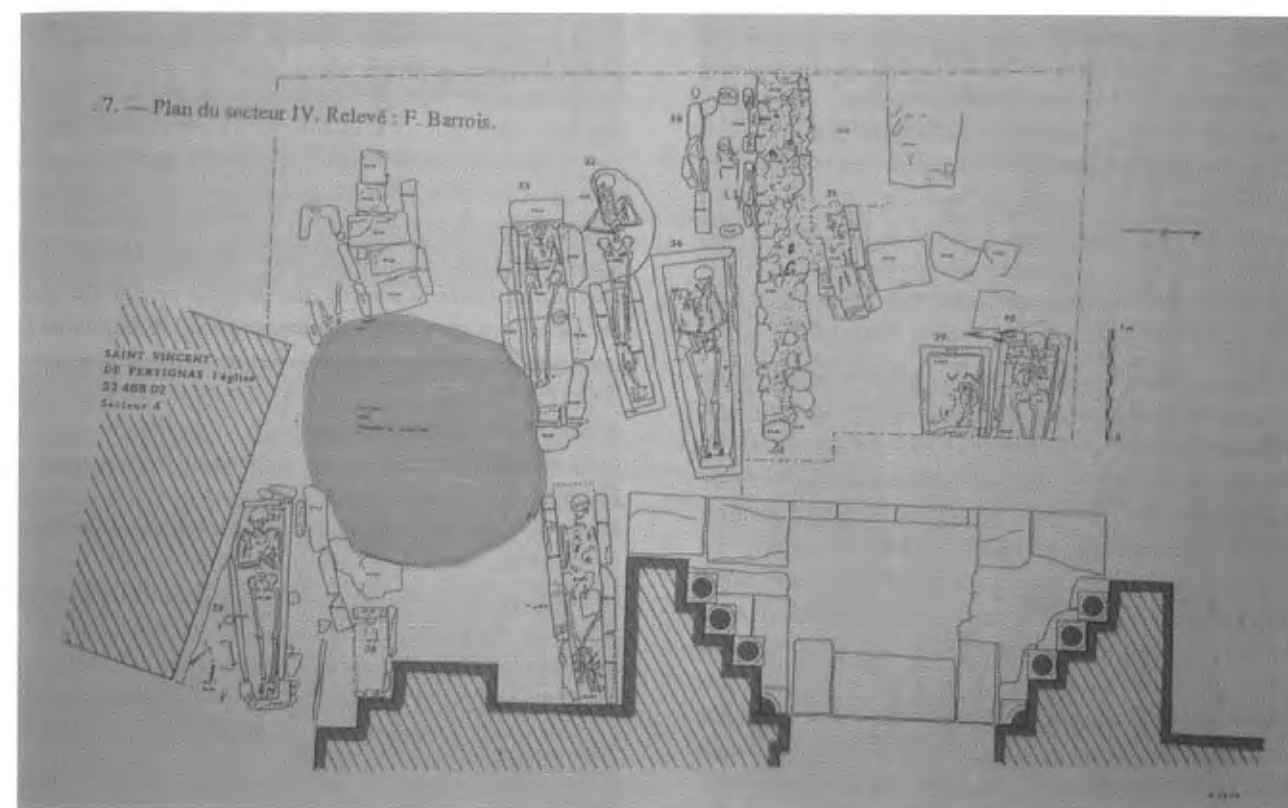


Fig. 2. — Saint Vincent-de-Pertignas (Gironde) : fosse pour la fonte d'une cloche devant la façade Ouest de l'église. Relevé F. Barrois. Service Régional de l'Archéologie.

Prenons comme exemple une refonte pour Notre-Dame de Sauveterre-de-Guyenne commandée, après l'incendie du clocher, à Charles Deyres résidant à Bordeaux. Le traité du 20 mai 1828 stipule : «les débris de l'ancienne cloche seront conduits devant le quai de la monnaie ou de la grave (à Bordeaux) aux frais de la commune», le fondeur quant à lui fera «l'envoi de la cloche un mois après avoir reçu les inscriptions et le transport de la cloche neuve au port de Labarthe (par la Garonne), sera à ses frais» ; reste le voyage du port de Labarthe jusqu'à Sauveterre qui reste à la charge de la commune. Enfin le fondeur «s'engage à surveiller la montée de la cloche et la faire placer comme elle doit être»¹⁵. On voit dans ce cas que la fabrication et le transport d'un objet de petite taille, mais d'un poids conséquent, reste une opération relativement complexe ajoutée à une certaine frustration ou défiance du commanditaire qui préfère, pour une refonte, que celle-ci s'exécute sous ses yeux afin d'être sûr que c'est bien sa cloche qui est réemployée. «La symbolique de cette opération se révèle particulièrement riche. L'utili-

sation du matériau ancien, naguère sacralisé, permet d'intégrer le passé à la pratique de la rénovation. La refonte ne rompt pas la chaîne des temps... Pour celui qui a entendu la cloche de la paroisse rythmer son existence, la fonte sur place évite la rupture symbolique et en quelque sorte, le déracinement que constituerait l'acquisition d'un objet étranger»¹⁶.

Jusqu'au milieu du siècle dernier, tout fondeur en exercice déplace donc la fabrication près du lieu d'utilisation de la future cloche, qu'il soit résidant dans la ville ou étranger à la région, que son maître d'ouvrage soit public ou privé, civil ou religieux. Il en est ainsi en 1692 à Baigneaux, où Claude Guilhon, maître fondeur à Bordeaux, refond la cloche de l'église Saint-

15. «Traité passé entre Mr Deyres fondeur de métaux à Bordx et Mr Lavigne adjoint à la mairie de Sauveterre... fait à Bordeaux le 20 Mai 1828». A.D.Gir. O. Culte.

16. Ibid, note 1, pp. 85-86.

Pierre, «dans la grange du sieur Rateau, époux de la marraine»¹⁷. La capitale girondine n'échappe pas à cette règle. Un fondeur bordelais quitte son atelier pour travailler sur le lieu de la commande, même si ce dernier se trouve dans un quartier voisin. Il en est ainsi le 24 avril 1638 pour la «grande» cloche de l'église Saint-Seurin «fondue aux dépens dud. Chapitre, environ les sept heures du matin par Louys Faure, maître fondeur de la présent(e) ville, au bas du chapitre et proche de la porte quy entre au chay de l'œuvre»¹⁸.

Dans ce contexte, la fonte sur place devient pour certains professionnels une spécialité, ils sont fondeurs ambulants plus communément appelés «saintiers»¹⁹. Pendant plusieurs siècles, les plus réputés en ce domaine sont les artisans lorrains, natifs du Bassigny dans le département de la Haute-Marne (fig. 3). Le Bassigny, écrit le docteur Ronot, «est un ancien pagus qui s'étend de la vallée de la Marne à celle de la Meuse, sur les confins champenois de la Lorraine. Schématiquement, il s'inscrit dans un triangle délimité à l'ouest par Chaumont, à l'est par Montigny-le-Roi et au nord par Neufchâteau. Les richesses naturelles de cette région en forêts et en minerais de fer qui affleuraient le sol ont déterminé une tradition de fondeurs dont la réussite dans la technique délicate de la fonte de cloches a été telle que les artisans du Bassigny ont été appelés dans toutes les provinces de France»²⁰.

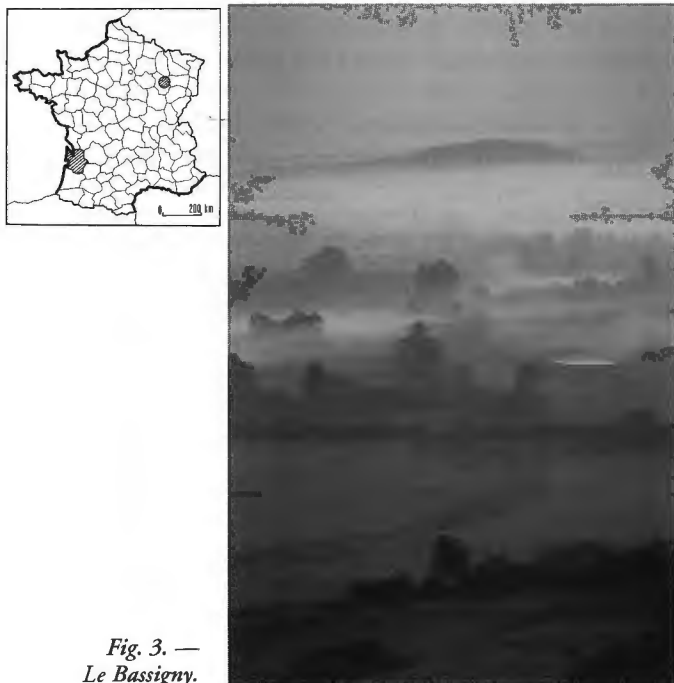


Fig. 3. —
Le Bassigny.

Chaque printemps, les Lorrains partent en campagne laissant à leurs épouses la garde de leur maison et des jeunes enfants. Les adolescents quant à eux suivent leurs père, frères ou oncles pour s'initier au dur métier qui les attend. «Pour des garçons de quinze à vingt ans comme Victor Gouyot accompagnant leur père... c'était une belle aventure, rude et joyeuse comparable à celle des bâtisseurs d'églises... Regarder, écouter, obéir, comprendre, s'associer aux besognes faciles d'abord, puis se voir confier progressivement quelques responsabilités qui, d'une campagne à l'autre, s'avéraient plus importantes, tel était l'apprentissage. Il acheminait sans hâte vers la maîtrise en cet art difficile et préparait le fils à devenir le collaborateur de son père avant d'assurer sa relève... Les fondeurs quittaient leur famille, le mercredi des Cendres et ne rentraient qu'au moment de la Toussaint... Ils voyageaient soit à pied, soit à cheval, suivant leur fortune... Ils logeaient dans les paroisses rurales, tantôt chez le seigneur du lieu, tantôt chez le curé, parfois chez une personne honorable et généreuse, ou bien, ils prenaient pension dans quelque auberge dont les dépendances leur serviraient d'atelier»²¹.

Le matériel emporté par le saintier pour l'exercice de son art est peu encombrant, la majorité des matières premières et du complément d'outils étant trouvée sur place. Dans le «lissac»²² de voyage on trouve : des compas pour les profils de la cloche et des moules, une brochette de poids en bois ou en cuivre, propre à chaque fondeur et correspondant à ses secrets de fabrication, des matrices de buis pour les décors et inscriptions, du cordage, parfois un peu de métal et un carnet de notes comprenant abaques et observations, fruits de son expérience (fig. 4 à 7).

17. «Le sexiesme juillet 1692 dans l'église de baignaux a esté benite la cloche... et fut refondue le onziesme dudit, dans la grange dudit rateau par claud guilhon maistre fondeur de la ville de bordeaux». Registres paroissiaux ; document communiqué par Madame Guilhon de Baigneaux.

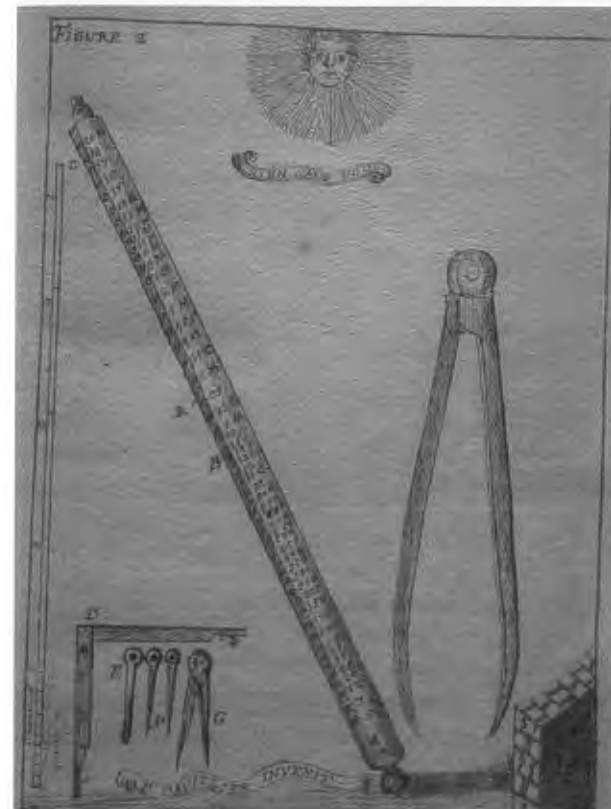
18. A.D.Gir. G 1026.

19. Vient du latin «signum» (Grégoire de Tours). Se retrouve au Moyen Age sous la forme «senh».

20. Ronot (H.).

21. Salmon (J.).

22. «Les fondeurs de cloches portaient, lissac au dos, pour opérer sur place». Berthélé (J), *ibid*, note 10. Le terme de «havresac» est employé par Thomas (G.) ; pp. 263-274.



4 7
5
6
Fig. 4. — Brochettes de poids en cuivres, dites échelles de Jacob. XIXe siècle (?). La plus grande des trois mesure 16 cm. Collection privée.

Fig. 5. — Brochette de poids et compas, page intitulée «rien sans vous» Ph. Cavilier, 1746. Archives privées Rémy-Farnier.

Fig. 6. — Matrices en buis et leur empreintes en cire pour les décors et inscriptions. Fonderie Bollée à Orléans.

Fig. 7. — Blavaincourt : tombe de M. C. Brenel : (1854), épouse de J.B Goussel fondeur lorrain.

Le fondeur itinérant franchit parfois de longues distances avant de trouver du travail, malgré l'abondance de lieux de cultes qui marquent son parcours, notamment sur les routes jacquaires. Les causes en sont diverses : période de troubles, misère des régions traversées ou concurrence professionnelle comme le montre cette lettre de Victor Gouyot, fondeur lorrain en campagne, qui écrit à sa famille le 17 juin 1854 depuis Pageas dans la Haute-Vienne :

« Mes cher père et mère oncle et tante,

... Je vous direz que depuis que je vous ai quitté j'ai beaucoup voyagé et je n'ai entrepris qu'une petite cloche de 150 Kgr en échange contre une de 250 Kg. Monsieur le Maire d'ici était venu à Angoulême me demander quelques jours avant que j'arrive pour me faire faire une cloche de 500 Kg a fondre sur les lieux, le père Peigney s'est trouvé chez Georget et il l'a entrepris à son compte. Comme de bien entendu je me suis rendu dans cette commune comptant le trouver pour nous arranger pour faire ces 2 cloches ensemble, il n'était pas rendu car il ne fait qu'arriver ainsi que sa femme qu'il aurait bien dû laisser chez lui... Nous allons faire trois cloches ensemble... J'ai plusieurs promesses mais je n'y compte pas vu que l'année est trop mauvaise pour faire des sous... Si nous étions arrivés un peu plus tôt, nous aurions fait deux cloches de plus ici... Ce sont les Martin qui les ont fondues à Limoges et c'est à 2 lieux d'ici. Il paraît qu'ils en ont fondues beaucoup... Mon cher père, tu me marqueras dans la réponse que tu me feras s'ils sont rentrés au pays vu que les promesses que l'on m'a faites sont dans ces contrées et je crains les Martins... J'ai vu Pauline et Elise en passant à Paris... J'ai traversé la Sologne ainsi que le Berry, le Poitou sans rien trouver que de la misère partout où je suis passé... »²³.

Dix neuf ans plus tôt, en 1835, Victor Gouyot parcourt déjà la campagne girondine où il fond une cloche, toujours existante, pour la commune de Saint-Hippolyte.

Une commande passée, la première démarche du fondeur consiste à prospecter aux alentours pour d'autres réalisations éventuelles²⁴. Dans l'affirmative, il regroupe le travail en une seule et même coulée pour laquelle il creuse une fosse et construit un « fourneau » en conséquence. C'est ainsi qu'en 1750, Jean Royer fond deux cloches à la Réole, « une pour l'église

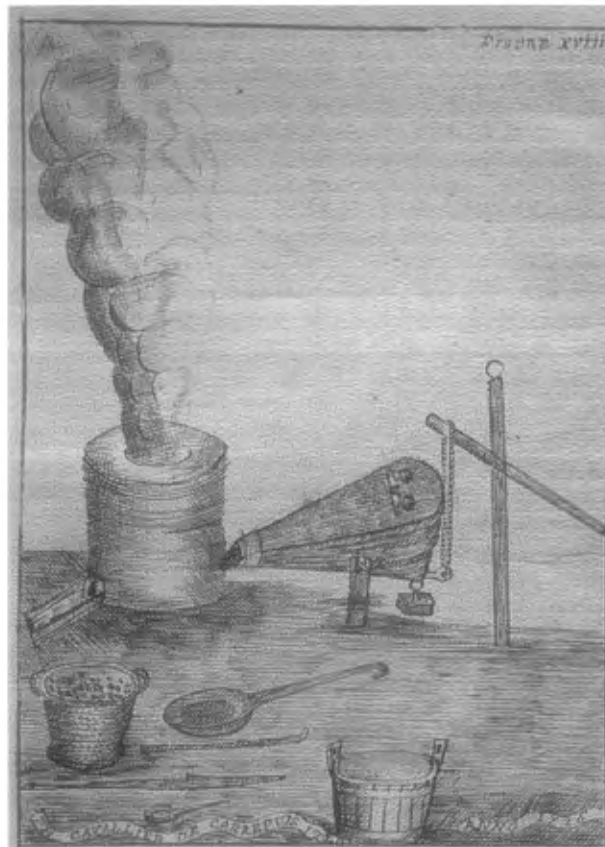


Fig. 8. — Four à cuve ou purgatoire.
Dessin de Ph. Cavillier, 1746.
Archives privées Rémy-Farnier.

Saint-Michel de la présente ville et une autre pour Saint-Martin de Lamothe-Landeron». Pour honorer la commande, il arrive que l'artisan du Bassigny s'associe ponctuellement avec un autre saintier. Il travaille alors avec un confrère local, comme le fait Rémy Rousie de Huillecourt, en 1623, qui coule une cloche pour Saint-Michel de Bordeaux avec Fortanay Delacarre, fondeur bordelais, ou avec un « pays » comme les Lorrains Louis Lefebvre et Nicolas Désmontaux pour la même église Saint-Michel en 1737 ou bien encore Boulanger et Salva à Cubnezais en 1784.

23. Berlaud (R.)

24. « En 1838, les Decharme père et fils fondirent, sur place, aux trois Moutiers (Vienne) 16 ou 17 cloches d'une seule coulée. Berthelé (J.), *ibid.*, note 10.

Les matières premières nécessaires à la fabrication d'une cloche et de ses accessoires sont généralement trouvées sur place. Les matériaux utiles à la réalisation des moules sont des produits naturels courants (terre, bois, chanvre, cire d'abeille, suif, crottin de cheval...) qui ne posent que très rarement des problèmes d'approvisionnement²⁵. Les briques sont fournies par le maçon du village qui participe éventuellement à la construction du four à cuve (fig. 8)²⁶ ou à réverbère. Pour le bronze, la majorité des interventions consistant à remplacer un instrument devenu inaudible ou inutilisable²⁷, il suffit généralement de rajouter une faible quantité de matière à celle récupérée de la cloche à refondre, le poids du métal réutilisé étant déduit du coût de l'opération. Le joug et le battant sont réemployés, après restauration, chaque fois que leur état le permet²⁸, sinon ils sont fabriqués par le charpentier et le forgeron local sous les directives du saintier.

« Le travail de la fonte des cloches comporte des tâches multiples, pour lesquelles le maître fondeur a besoin d'être aidé. Il faut brasser l'argile, creuser la fosse et enterrer les moules, amener le métal à l'entrée du fourneau, le peser, le dépecer, fendre le bois, garnir le feu et aussi activer la soufflerie »²⁹. La fabrication proprement dite dure entre trois et cinq semaines pour un objet de dimensions courantes³⁰. Elle se fait dans un lieu couvert afin de faciliter les diverses opérations de levage, et de protéger l'espace de travail des intempéries³¹. L'eau et l'humidité font partie des inquiétudes constantes du fondeur car elles peuvent provoquer un accident comme celui de 1850 qui se produit à Périgueux dans l'atelier des Lorrains : « lors d'une pluie abondante, la veille de la fonte, l'eau avait pénétré dans les moules des cloches que les Martin (frères) s'apprêtaient à fondre. Au contact du métal en fusion avec cette eau, il y eut une formidable explosion. Le bâtiment était en pièces et dans les débris des poutres, on retrouvait encore, plusieurs années après, des morceaux de métal »³².

Dans la pratique de la fonte sur place, « la coulée » est certainement le moment ressenti comme étant le plus important et le plus émouvant par les participants locaux. Quand le métal incandescent libéré jaillit dans l'échenau³³, puis s'engouffre dans le sol pour se transformer en airain dans une forme décidée par l'homme, l'instant vécu par tous a quelque chose de magique, proche de la création du monde. « Est-il plus beau métier que de donner voix à la matière, une voix

riche de sons et d'harmonies ? »³⁴. Quant au fondeur, dans le laps de temps très court que dure cette opération, il sait si sa fonte semble réussie.

La coulée terminée, vient le moment crucial du brisement de la chape et la découverte du résultat. Les causes d'une fonte ratée sont multiples : cloche non « sonnante et accordante », non « plainière »³⁵ (fig. 9),

25. A La Teste (Gironde) en 1683, les deux cloches de l'église Saint-Vincent sont fondues à Bordeaux, « la terre n'étant pas propre dans ce pays ». A.D.Gir. E, suppl 1441.

26. « Le fourneau (à cuve), appelé purgatoire était fait de maçonnerie et servait d'âtre et de bassin pour recevoir le métal fondu ». Nouvelle Pyrotechnie ou l'art au feu de Philippe Cavillier, 1726, Archives privées. Nous remercions Mme Rémy-Farnier que nous avons rencontré à la fonderie de Robécourt en août 1994.

27. 80 % des documents consultés concernent une refonte de cloche, avec augmentation du poids initial. Ceci est donc l'activité principale des fondeurs itinérants. Il faut attendre le milieu du XIXe siècle pour voir des commandes de trois ou quatre cloches neuves sans refonte systématique de celles existantes.

28. Traité passé avec le fondeur Deyres le 20 mai 1828. *Ibid.*, n. 16. Devis d'Auguste Martin pour l'église de Sore (Landes) en date du 23 septembre 1847... Document communiqué par Monsieur V. Matéos.

29. Berthelé (J.), *ibid.*, note 10, p. 21.

30. A Bordeaux, le contrat passé le 13 août 1737, avec les Lorrains Lefebvre et Désmontaux prévoit la livraison de « l'ouvrage parfait » pour le 7 septembre. A.D.Gir. G 2247. A Saint-Germain-du-Puch, le devis est passé avec Augustin et Edouard Martin le 7 septembre 1837 et la cloche est reconnue bonne le 21 courant. A.D.Gir. O. Culte.

31. Pendant la fabrication, il faut pouvoir soulever à la verticale le dernier moule, « la chape » pour casser le deuxième moule « la fausse cloche » puis redescendre la chape et l'ajuster sur le premier moule « le noyau ». Une fois la coulée terminée, il faut pouvoir sortir la cloche de la fosse dans laquelle elle vient d'être fondue. D'où la préférence d'un lieu couvert d'une charpente apparente dont les poutres facilitent le passage de cordes pour le levage.

32. Berthelé & Brugières.

33. Ensemble de canaux conduisant le bronze en fusion, du trou de coulée du four, aux orifices de remplissage des moules des cloches.

34. Bollée (D.), fondeur de cloches à Orléans. Préface du livre de J.P-Rama.

35. Eglise Saint-Michel de Bordeaux : Sommaton du 25 août 1617 pour la refonte de deux cloches qui « ne sont sonnantes et accordantes aux autres dudict clochier ». A.D.Gir. G 2239. « plainière » : localement ce mot évoque la notion de planimétrie. On peut supposer que la faussure comporte des défauts de coulée importants.



Fig. 9. — Déformation au niveau des inscriptions sous l'effet de la chaleur. Cloche de Sainte Florence 1689. La forme du «8» pourrait indiquer une fonte due à un Lorrain.

inscriptions mal moulées ou, cas le plus fréquent, quantité de métal sous-estimée. C'est ce qui arrive en 1765 à Hardoin, fondeur de Dax, qui doit s'y reprendre à quatre fois consécutives pour refondre correctement la cloche de Libourne³⁶. Dans le cas général d'une coulée réussie, le saintier peut demander un certificat de satisfaction permettant de faciliter ses démarches commerciales, comme à Montagne, le 11 octobre 1772, où Jean-Baptiste Baudoin «marchand, fondeur du diocèse de Toul, paroisse de Champigneul en Lorraine, maintenant en ce lieu, sortant de s'occuper de la refonte d'une cloche à Lussac, leur offre de refondre la cloche qui intéresse les délibérants»³⁷.

Le contrat passé, la fonte réussie et la cloche pesée, il convient de payer le travail exécuté. Celui-ci est en moyenne garanti un an dans les traités passés aux XVII^e et XVIII^e siècles. Il arrive que pendant cette période «le fourneau et molle demeurera en son entier»³⁸. Au XIX^e siècle, les marchés consultés prévoient que le saintier lorrain soit rétribué en deux ou quatre annuités, ce qui oblige l'artisan itinérant à revenir sur place plusieurs années de suite. Le règlement ne se fait pas toujours sans difficultés. En 1821, à Saint-Sulpice-de-Guilleragues (fig. 10), la commune fait refondre la cloche de l'église par Augustin Martin, de Breuvannes : «La cloche fondue et la fête suite de la bénédiction s'étant passé chez moi ou se trouve tout le conseil de la commune et celui de fabrique, (écrit le parrain) il n'y est pas d'argent ramassé pour payer le fondeur la somme convenue, de façon que je fournis 200 francs et l'adjoint du maire, mort qui l'ait aujourd'hui, en donna 100 ; le reste était payable l'année d'après. A cette époque encore, Monsieur



Fig. 10. — Eglise de Saint-Sulpice de-Guilleragues (33) ; cloche d'Augustin Martin 1821. Mains en surimpression sur les filets qui borde le texte.

le Préfet, il n'y eu point d'argent, mais le fondeur se contenta d'un billet consenti par les membres du conseil municipal»³⁹. Augustin Martin n'est finalement payé que quatre années plus tard, malgré un travail irréprochable, puisque 174 ans après, c'est toujours son œuvre qui sonne les événements civils et religieux de la commune. Cinq kilomètres plus loin, mais dix-sept ans plus tard à Saint-Vivien-de-Monségur, le même Augustin Martin réalise une cloche dont il n'est totalement payé que cinq ans après, à raison de 5 % d'intérêts par an⁴⁰.

36. Burguburu (P.).

37. *Ibid.*, note 6, tome VII, p. 41.

38. Contrat du 15 janvier 1617. A.D.Gir. G 2239.

39. 12 janvier 1823 : «Lettre de Monsieur Blanc Estrade propriétaire, à Monsieur le préfet». A.D.Gir. O, culte, Saint-Sulpice-de-Guilleragues.

40. A.D.Gir. O. Culte. Saint-Vivien-de-Monségur.

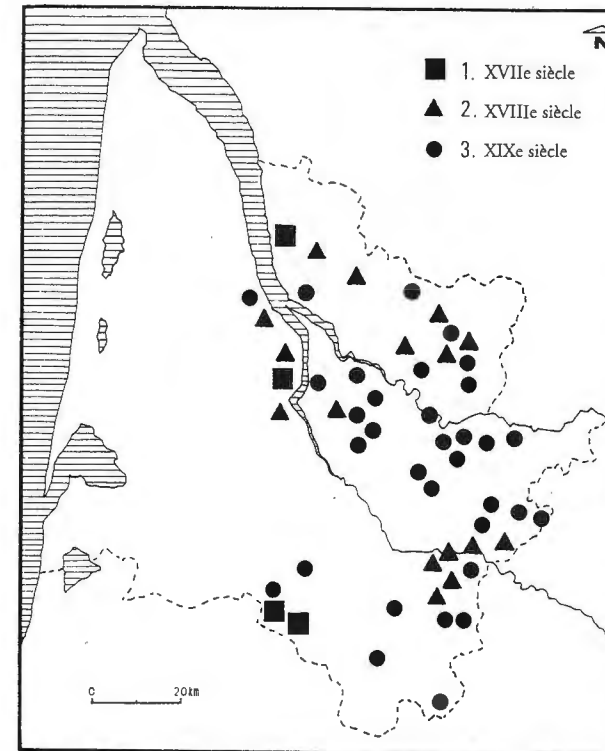


Fig. 11. — Carte de la production des fondeurs lorrains en Gironde.

Le pré-inventaire établi à ce jour atteste du passage dans le bordelais de vingt-huit saintiers lorrains entre 1609 et 1853, pour une production de cinquante-quatre cloches. Chiffres dérisoires en regard du temps écoulé et des formidables voyageurs que sont ces artisans ambulants, mais qui témoignent néanmoins de leur présence en Gironde tout au début du XVII^e siècle⁴¹ (fig. 11). Le constat actuel donne : trois fondeurs pour le XVII^e siècle : Bastien Roussel (1609)-Jean Bajollet (1620)-Rémy Rousie (1623). Onze pour le XVIII^e siècle : Louis Lefebvre et Nicolas Désmontaux (1737-1738)-Jean et Joseph Royer (1750)-Joseph Martel (1760)-Jean-Baptiste Le Brun (1769)-Jean-Baptiste Baudoin (1772)-N. Boulanger et Salva (1784)-Jean-Baptiste Goussel (1786-1790)-Jacques Martin (1788). Quatorze pour la première moitié du XIX^e siècle : François Gillot (1817)-Jean-Baptiste Naverdet (1822)-Decharme (1824)-Perret (1832)-Bardot (1834)-Victor Gouyot (1835) ainsi que plusieurs membres de la lignée des Martin entre 1807 et 1853. La majorité des cloches réalisées concerne une refonte en poids identique ou supérieur à l'existant remplacé. Celles qui nous sont conservées

Fig. 12 et 13. — Eglise de Sablons, cloche de 1738, fondeurs Louis Lefebvre et Nicolas Desmontaux, détails.



pèsent en moyenne entre 200 et 450 kilos à l'exception de celle du Tuzan qui ne fait que 60 kilos environ, mais dont l'ancienneté et le contexte rural expliquent ses dimensions.

De ce premier constat, il découle une activité qui s'exerce au milieu d'une forte concurrence professionnelle et cela jusque dans la capitale bordelaise⁴². Le département est également parcouru par d'autres itinérants originaires de régions diverses comme Compin (Dordogne), Lachassaigne (Quercy), Rio (Lot-et-Garonne), Solano (Espagne)⁴³, mais aussi pourvu de fondeurs locaux comme les Ampoulange, Gillon ou Turmeau, dont certains n'hésitent pas, eux non plus, à se déplacer loin de leur lieu de résidence pour exercer leur art.

Des cloches de Lorrains observées sur le terrain nous avons noté quelques caractéristiques qui peuvent aider à une identification éventuelle en l'absence de signature ou de documentation. Dans la production des XVII^e et XIX^e siècles le chiffre «8» (fig. 12) n'est pas formé de deux cercles superposés mais d'un triangle

41. Pour l'instant, nous ne pouvons prouver leur présence en Gironde pour le XVI^e siècle, alors que nous les trouvons, dans le Gers et en Dordogne. Faute de pouvoir attribuer un lieu d'origine précis à certains fondeurs recensés pour cette période nous en resterons à l'étude du professeur Paul Roudier.

Nous remercions pour leur contribution les personnes qui ont facilité nos recherches. Messieurs : E. Brouillet, Th. Dominguez, R. Douche (Nancy), E. Ducom (A.D.P.33), J.-Y. Gresta (Entr. Bodet), V. Matéos (Conseil Général, 40), C. Dubos (A.D.Gir), abbé Vayssier (Archevêché, Bx), G. Weill (Office du Tourisme, Clefmont).

42. En 1714, c'est un maître fondeur de la ville de Bayonne, Jean Ducrabon qui emporte le marché du bourdon de l'hôtel de ville de Bordeaux. A.M. Bx. D.D. 27c.

43. Faivre (J.-B.) «Fondeurs de cloches espagnols, leur production en Gironde». A paraître.

supérieur dont la pointe, tournée vers le bas, est en contact avec le cercle inférieur. Les avant bras des mains qui guident la lecture des inscriptions portent une manche plissée dans le sens de la largeur. Le texte, les décors de Saints ou le pourtour de la faussure sont souvent agrémentés de têtes d'anges ailés (fig. 13). Ces éléments se retrouvent partiellement ou en totalité sur les oeuvres de : Bardot, Boulanger et Salva, Jean-Baptiste Goussel, Victor Gouyot, Lefebvre et Désmontaux, Joseph Martel, Jean-Baptiste Martin, Augustin Martin, Alexis Martin, Martin père et fils.

La majorité des cloches de Lorrains inventoriées, soit 68 %, sont encore existantes. La plupart ont perdu leur joug et battant d'origine sous l'effet d'électrifications destructrices exécutées, il est vrai, dans le désintéret général, l'essentiel à l'époque étant de maintenir les sonneries pour garder une âme au village. Après les «Premières Journées Nationales de Campanologie»⁴⁴, une démarche patrimoniale s'est peu à peu mise en place en Gironde. Au début du recensement, treize de

ces cloches étaient muettes, dont quatre pour causes de fêlure. Aujourd'hui deux d'entre elles sonnent à nouveau et six autres sont incluses dans un projet de restauration. Au niveau de la protection, seulement deux cloches fondues par les saintiers lorrains sont classées Monuments Historiques au titre des Objets Mobiliers depuis 1942⁴⁵ et celle de 1737 de l'église Saint-Bruno de Bordeaux, vient d'être classée en 1995. Suite à cet inventaire, un ensemble plus représentatif de la production des Lorrains pour le département est en préparation pour une protection.

L'activité des Lorrains pour le département de la Gironde est presque entièrement résumée au clocher de Saint-Jean du Tuzan dans les Landes girondines. Vers 1867, on détruit la vieille chapelle entourée de son cimetière à quelques lieues du village pour bâtir une église flambant neuve près de la mairie. Comme souvent à cette époque, la nouvelle implantation répond à une fonctionnalité du moment qui ne se soucie guère de l'orientation liturgique et place le nouveau chevet à l'ouest. Faute de moyens financiers, la commune ne peut terminer les travaux et l'église garde une façade provisoire faite de «planches» pendant une quarantaine d'années. Il faut attendre le projet de l'architecte bordelais Calixte Duret, en 1901, pour voir s'ériger en façade un «clocher campanile»⁴⁶ contenant deux cloches superposées (fig. 14 a et b). La plus haute

44. Châlons-sur-Marne, 31 août-1er septembre 1989.

45. Elles font partie d'une liste de 137 cloches classées dans l'urgence en 1942, pour éviter que l'armée d'occupation ne s'en empare.

46. A.D.Gir. O. Culte, Le Tuzan.



Fig. 14a et b. — Clocher-mur de l'église Saint-Jean du Tuzan comprenant deux cloches de Lorrains. En haut celle de Jean Bajollet (1620), au dessous celle de Perret (1832).



Fig. 15. — Saint Jean du Tuzan, cloche de Jean Bajollet 1620.

est également la plus petite. Elle porte la date de 1620 (fig. 15) ainsi qu'un cartouche en forme d'écusson représentant une cloche sise entre les lettres «I.B». Un document des Archives Départementales de la Gironde nous précise que cette cloche a été fondue en hiver⁴⁷, le 11 janvier et en même temps que celle de Saint-Symphorien par «Jean Bajollet maître fondeur lorrain». Au-dessous, la cloche datée de 1832 est signée de «PERRET FONDEUR» également Lorrain.

En fait, lors de la démolition de la vieille église, ces deux dames de bronze ont été sauvegardées et réinstallées dans le nouveau lieu de culte dont le clocher fut spécialement étudié pour les recevoir et les mettre en valeur. Saint-Jean du Tuzan garde donc en son sein deux cloches plus anciennes qu'elle, fondues sur place par des artisans ambulants natifs de la même région et qui ont traversé la France à plus de deux cents ans d'intervalle, en parcourant, à pied ou à cheval, plus de 600 km à vol d'oiseau, pour vivre de leur savoir-faire.

De tous les Lorrains exerçant en bordelais, une famille, «les Martin», a plus particulièrement sillonné le pays. Pendant cent cinquante ans et sur trois générations, père, fils, petits-fils, oncles et neveux vivent de leur métier en dehors de leur lieu de résidence. Nous les trouvons dans l'Allier, l'Ariège, le Cantal, la Charente, la Corrèze, la Creuse, les Deux-Sèvres, la Haute-Saône, la Haute-Vienne, l'Indre, la Marne, le Puy-de-Dôme et les cinq départements de l'Aquitaine. Ils coulent des cloches au hasard du voyage ; c'est ainsi que l'on trouve pour l'année 1838 une production d'Augustin Martin à Saint-Vivien-de-Monségur en Gironde et au Valbeix dans le Puy-de-Dôme⁴⁸, puis en 1844, à Mesterieux en Gironde et Vicq dans la Haute-Vienne⁴⁹. Alexis Martin fond à Bourg, en Gironde, puis à Monzac et au Pizou en Dordogne en 1818 et Auguste Martin à Lartigue en Gironde et Sore dans les Landes en 1847⁵⁰.

Comme pour beaucoup d'autres métiers «endogamie socio-professionnelle et endotechnie caractérisent le monde fermé des fondeurs de cloches. En raison des alliances avec les autres familles de même corporation, savoir-faire et secrets de fabrication sont protégés et transmis aux enfants par les pères»⁵¹. Pour les Martin, ces alliances se réduiront le plus souvent au cercle familial. Jean-Baptiste Martin (1745-1822) marié à Anne Mouchotte, (sœur de fondeur de cloches) aura douze enfants dont sept seront saintiers ambulants. L'un deux, Augustin Martin (1787-1865) marié à Marie Causard, (sœur de fondeur de cloches) aura trois enfants mâles, tous saintiers et avec lesquels il se mettra en société de 1833 à 1845 sous l'appellation «MARTIN PERE ET FILS FONDEURS» ; de même deux de ses enfants (Edouard et Alphonse) travailleront ensemble de 1845 à 1865, sous la signature «MARTIN FRERES»⁵².

De 1788 à 1853, sur les quinze fondeurs que produit cette famille de Breuvannes en Bassigny⁵³, dix d'entre eux circuleront en Gironde et couleront des cloches au hasard du voyage. La plus grande partie de leur production se fera dans la première moitié du XIXe siècle, période faste pour ces itinérants où il faut répondre à l'absence de «plus de 100 000 cloches»⁵⁴ détruites en application des décrets révolutionnaires

47. «En règle générale les fondeurs ambulants d'autrefois n'opéraient que du printemps à l'automne, seule période qui leur permet de faire le travail de la terre glaise dans de bonnes conditions.... Un certain nombre d'ambulants ne rentraient pas l'hiver. Même dans notre siècle, on a vu des fondeurs de Breuvannes, rester jusqu'à quatre ou cinq ans sans revoir leurs foyers». Berthelé, *ibid*, note 11.

48. Craplet (B.).

49. Berthelé (J), *ibid*, note 32.

50. «Devis estimatif du 22 août 1847 dressé par Augustin Martin», Information de Monsieur V. Mathéos.

51. «La saga des fondeurs de cloches du Bassigny». Exposition d'Art Campanaire. Clefmont, 1994.

52. *Ibid*, note 32.

53. «Au XIXe siècle, Breuvannes est en tête des villages de fondeurs lorrains et bientôt sera le seul village du Bassigny à continuer son apport à l'art campanaire. On compte 37 fondeurs, de 1826 à 1840». *Ibid*, note 21.

54. Sutter (E.) ; p. 194. Chiffre que A. Corbin trouve «quelque peu exagéré» et qu'il préfère transformer en «environ 50 000 tonnes de métal ont été descendues des clochers, transportées, fondues ou vendues» (p. 33).

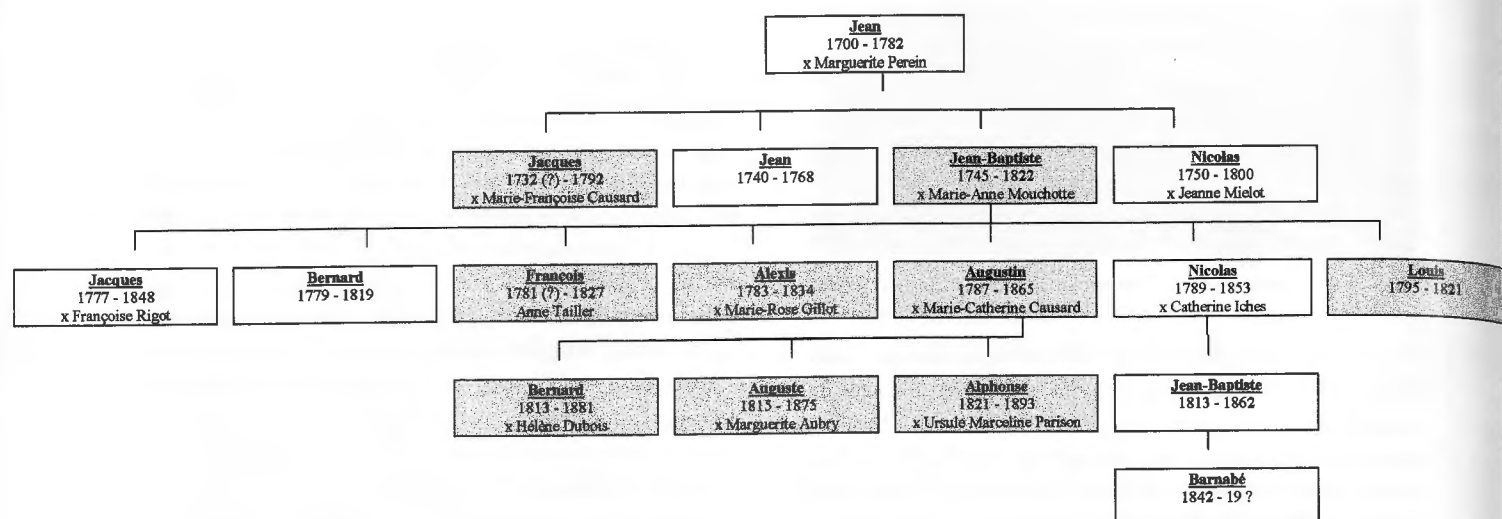


Fig. 16. — Généalogie de la famille Martin, fondeurs de cloches (Bassigny).
Sur fonds grisés : fondeurs ayant travaillé en Gironde.

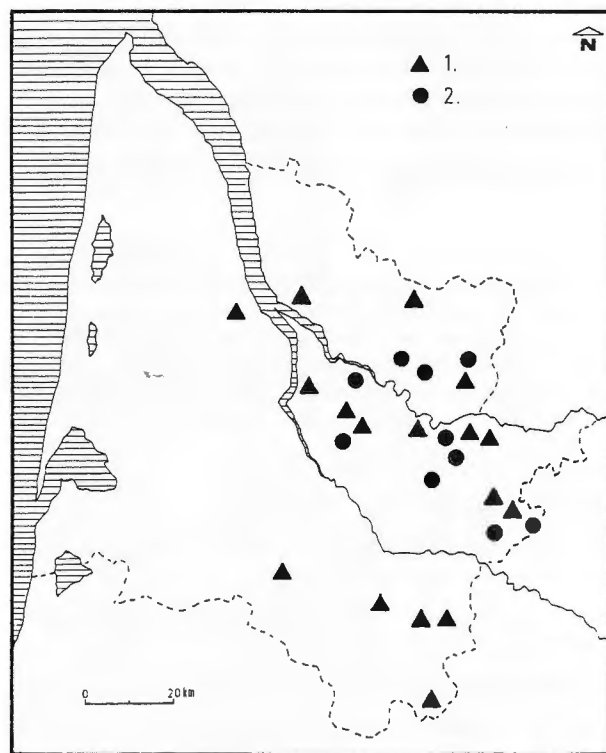


Fig. 17. — Carte de la production des « Martin ».
1. existantes 2. disparues

visant à leur transformation en «*menue monnaie*» et plus traditionnellement en canons «*pour la défense de la Nation*»⁵⁵.

Le premier des Martin à travailler en Gironde, Jacques, est aussi le premier fondeur de la lignée. Associé au Lorrain Jean-Baptiste Goussel, il coule la cloche de Saint-Germain-la-Rivière en 1788. Son frère Jean-Baptiste passe en 1811 et fond pour Saint-Martin de Maransin avec l'aide de son fils Augustin. Ce dernier est particulièrement présent en Aquitaine où il exerce son art pendant près de quarante ans pour une production recensée à ce jour de 35 cloches. Quarante années de voyages et d'allers-retours entre le Bassigny et la Gironde depuis l'année 1807 à Loubens jusqu'en 1844 à Mesterieux pour une des dernières fontes de sa carrière. Sa présence en Gironde est confirmée en 1811 (Maransin), 1821 (Saint-Sulpice-de-Guilleragues), 1825 (Créon), 1828 (Origne) et de

55. Loi du 6 août 1791. Article 1er : «*La fabrication d'une menue monnaie avec le métal des cloches, aura lieu sans délai dans tous les hôtels des monnoies du Royaume*».

Loi du 22 avril 1792, l'an 4e de la Liberté. Article 1er : «*Les procédés éprouvés, pour la fabrication de la monnaie du bronze des cloches, seront répétés en grand, & il sera rédigé une instruction propre à rendre familière la pratique desdits procédés*».

Décret de la Convention Nationale du 23 février 1793, l'an second de la République Française : «*Qui autorise les communes à convertir leurs cloches en canons*».

Décret de la Convention Nationale du 3 Août 1793, l'an second de la République Française : «*Qui charge le Ministre de l'intérieur de faire parvenir dans les Fonderies la quantité de métal de cloches suffisant pour faire des canons*».

façon ininterrompue de 1837 à 1841 pour des cloches signées «*MARTIN PERE ET FILS*», à Gajac, Lormont, Pujols-sur-Dordogne, Saint-Germain-du-Puch, Sainte-Radegonde.

Son frère Alexis est présent dans deux périodes distinctes. Pendant les années 1816-1818, il rayonne dans tout le département. On le trouve dans le Blayais à Bourg-sur-Gironde, dans le Sauternais au Nizan, dans le Réolais à Pondaurat, puis en Entre-deux-Mers où il s'associe avec François Gillot pour la cloche du Pout. Dix ans plus tard, il réapparaît à Montagne où il coule en 1828 deux cloches pour l'église Saint-Martin. Pour Alphonse Martin, le dernier fondeur ambulant de Breuvannes, nous n'avons pas trouvé de preuves justifiant de son activité en Gironde malgré l'affirmation de Berthélé⁵⁶, si ce n'est la signature «*MARTIN FRERES*» de la cloche de Branne qui sous-entend sa présence éventuelle en 1837. Par contre cette dernière est confirmée pour la Dordogne, à Castel-Milhac et Busserolles en 1847⁵⁷.

Au départ du voyage annuel, les Martin semblent partir tous ensemble de Breuvannes puis ils se séparent ou s'associent ponctuellement en fonction des opportunités rencontrées sur le trajet. C'est ainsi qu'en 1816, alors qu'Alexis est en Gironde, Augustin coule à Bonnet dans les Pyrénées-Atlantiques et propose deux cloches pour l'église de Brassempouy dans les Landes⁵⁸. En 1821, pendant que Louis est à Saint-Genis-du-Bois, Augustin refond une cloche à Saint-Sulpice-de-Guilleragues. En 1828, alors qu'Alexis est à Montagne en Libournais Augustin fond à Origne en Bazadais puis à Abjat et Dounazac en Dordogne. En 1837, ce sont trois Martin de deux générations différentes qui exercent ensemble à Rauzan.

En Gironde, quatre églises rurales conservent une trace particulière du passage des Martin dans le département : Cantenac, Gajac, Génissac et Rauzan.

L'église Saint-Didier de Cantenac, dans le Médoc, possède deux cloches dont une fondue en 1820, portant la double signature «*FRANCOIS ET LOUIS MARTIN FONDEURS*». Ils sont tous deux fils du fondeur Jean-Baptiste Martin. François est né en 1781 et Louis en 1795. Cette cloche qui les associe préfigure le destin qui les réunira quelques années plus tard. Un an après la fonte de Cantenac, Louis meurt en campagne à Saint-Genis-du-Bois en Gironde. Parti de Breuvannes avec le passeport n° 34, délivré le 12 février 1821⁵⁹ et arrivé «*depuis huit jours... déjà atteint de maladie*» chez le sieur Thomas, il décède le 15 août

courant à l'âge de 26 ans. Procuration sera donnée le 6 mars 1822 à Augustin Martin, pour «*se transporter à Saint-Genis-du-Bois... faire procéder à la levée des scellés apposés sur ses effets... prendre connoissance de l'actif et du passif de la succession du dit Louis Martin...*»⁶⁰. Son frère aîné décède six ans plus tard, en campagne également, à l'hospice de Limoges le 21 juillet 1827. Ce sont les seuls Martin qui ne rentreront pas de leurs voyages professionnels.

A Rauzan, en Entre-deux-Mers, nous savons que trois cloches sont réalisées par les Martin en 1837. Il est possible qu'elles soient fondues le même jour sous la halle du village⁶¹, mais pour des lieux de destination différents. Deux d'entre elles sont fabriquées pour l'église Saint-Pierre de Rauzan dont seule la plus petite nous est conservée et sonne l'angélus au clocher mur. Elle porte la signature d'Edouard Martin qui a laissé en Bassigny la réputation d'un fondeur intelligent et habile en affaires. La deuxième, refondue en 1881, était peut-être l'œuvre d'Alphonse ou d'Auguste dont la présence est attestée par la signature «*MARTIN FRERES*» de la troisième cloche. Cette dernière existe toujours mais a parcouru un itinéraire particulier pour sa survie : «*FONDUE A RAUZAN L'AN 1837 POUR L'EGLISE SAINT ETIENNE DE BRANNE*» elle sonne aujourd'hui pour Saint-Martin de Génissac. Son transfert s'est certainement opéré en 1879⁶² après la reconstruction de l'église de Branne qui fut dotée pour l'occasion d'un carillon d'Antonin et Emile Vauthier

56. *Ibid.*, note 33, p. 528.

57. *Ibid.*, note 33.

58. Délibération du C.M de Brassempouy : «*Après avoir examiné le devis du sieur augustin Martin fondeur de cloches daté du neuf septembre (1816) il s'oblige à nous fournir deux cloches bonnes et bien conditionnées... Nous les avons adoptées attendu que ce sont les plus solides et les moins honnereuses qui nous ayant été faites jusqu'à ce jour*». Information de Monsieur V. Matéos.

59. «*Au début du siècle dernier, sous le règne de Charles X, tout voyageur, même circulant dans le royaume, devait être porteur d'un passeport, indiquant son signalement, sa profession et le lieu où il se rendait*», *ibid.*, note 22, p. 91.

60. A.D.Gir. 4 E 11483 et Berthélé, *ibid.*, note 10.

61. «*Le fondeur préférait toujours à l'apprentis improvisé une toiture plus ample et plus protectrice C'est ainsi que les Martin logeaient leur atelier sous la halle, toutes les fois que cela leur était permis*», Berthélé, *ibid.*, note 10.

62. 7 juillet 1879 : «*Quant à la nouvelle cloche qui aurait été acquise, à l'insu du conseil de fabrique, elle a été achetée avec l'argent donné par un autre propriétaire de Génissac, Monsieur Tastet...*» Bordeaux, Arch. de l'Archevêché.



Fig. 18. — Clocher-mur de Notre Dame de Gajac comprenant deux cloches des Martin: l'une de 1841, l'autre de 1853.

fondeurs à Saint-Emilion. Augustin Martin coule la même année la cloche de Baigneaux, puis avec son fils Edouard celle de Saint-Germain-du-Puch, confirmant ainsi pour 1837 la présence conjointe de trois fondeurs lorrains, dont la particularité est d'appartenir à une même famille ce qui les avantage en rapidité et qualité d'exécution.

La fidélité des Martin au département est confirmée par l'église Notre-Dame de Gajac en Bazadais. Son clocher-mur porte deux cloches fondues par des membres de cette famille (fig. 18), mais un intervalle de douze ans sépare leurs conceptions. La plus grosse est faite en 1841 par «MARTIN PERE ET FILS», c'est-à-dire Augustin et un, deux ou trois de ses enfants : Edouard, Alphonse et Auguste. C'est ce dernier qui coule la plus petite en 1853. Elle porte le joli nom de «Dauphine de Gajac» affirmant ainsi la filiation existante entre ces deux dames d'airain. Devant ces

deux oeuvres réunies, on réalise toute la responsabilité de ce fondeur de 38 ans qui a eu pour mission de créer une harmonie musicale avec la cloche fondue douze ans auparavant par les siens ou peut-être par lui-même en tant qu'élève et collaborateur de son père. On peut imaginer alors la tension et l'émotion ressenties à la fonte puis au démoulage, ainsi qu'à l'instant qui précède l'émission de la première note. Même rassuré sur le résultat de la coulée, Auguste Martin a dû rester à Gajac pour aider à la mise en place au clocher et vérifier que son oeuvre était bien sonnante avec celle de son père⁶³. Les habitants de Gajac, certainement satisfaits de la qualité de leur cloche existante, ont dans cette opération renouvelé leur confiance à un membre de cette famille, confirmant ainsi la notoriété de cette lignée de fondeurs.

1853 est la dernière date recensée à ce jour pour la production des Lorrains en Gironde. La concurrence locale augmente et se fait plus précise en ce milieu de siècle. Les créations de Ampoulange, Fontayrau et Roudier ne sont pas négligeables entre 1805 et 1849. Honoré et Joseph Barbe, originaires des Hautes-Alpes et installés à Marmande vers 1792, coulent un grand nombre de cloches entre 1804 et 1879 dans les cantons girondins limitrophes au Lot-et-Garonne, ceux de Monségur, la Réole et Bazas. Honoré Barbe travaille ponctuellement avec des Lorrains comme à Mirepoix en Tarn-et-Garonne en 1812⁶⁴ et Savignac en Gironde en 1822⁶⁵. Les fils des fondeurs Charles Deyres de Bordeaux et Etienne Vauthier de Libourne, s'associent pour réaliser des coulées sur place entre 1847 et 1850. Puis ils se séparent et occupent à eux deux le quasi-monopole de la production du département jusqu'à la veille de la première guerre mondiale.

Mais une menace plus grande encore pèse sur l'ensemble des itinérants, à laquelle beaucoup ne survivront pas ou qui obligera les plus dynamiques d'entre eux à se fixer définitivement loin de leur village natal. Le franchissement des fleuves, facilité à partir de 1820

63. Le relevé des notes qui nous a été communiqué, fait au diapason à curseur, donne : un «FA» pour la grosse et un «SI» pour la seconde.

64. Condou (J.).

65. Cloche signée «BARBE (FECIT ?) ET I. BT NAVERDET». «Sauf de très rares exceptions, Naverdet n'entreprenait pas pour son compte ; il travaillait comme ouvrier, sur place ou en fonderie». Berthélé, *ibid*, note 32, p 537.

par la construction des ponts de Bordeaux, Libourne et Langon, mais surtout l'avènement du chemin de fer élargissent la concurrence et amènent à la gare du village, ou au pied de l'église, des cloches faites en tout temps et en toute sécurité dans des ateliers fixes. Il en est ainsi à Lignan-de-Bordeaux en 1892 où Cazes, de Villefranche-de-Rouergue, gagne l'appel d'offre et passe un traité précisant : «le sieur Cazes s'engage à refondre la cloche de la commune... prendra la cloche en gare de Lignan et la rendra en gare de Lignan à ses frais»⁶⁶. Les distances étant alors raccourcies sur l'ensemble du territoire, les clochers de Camblanes et Morizès, sont dotés de bronzes parisiens aux décors irréprochables. On fera même descendre la dernière mode en la matière : la cloche en «acier» coulée loin de l'émotion collective du contexte local. Quant aux fondeurs girondins, ils rivalisent d'ingéniosité pour placer dans les frêles clochers-murs des oeuvres aux dimensions démesurées, à l'image des chantiers diocésains de cette époque

Ainsi s'achève «la saga des fondeurs du Bassigny»⁶⁷ qui auront porté leur art dans toutes les régions de France et même au-delà des frontières⁶⁸. C'est l'heure du choix : rester au pays et abandonner le métier ou quitter son village natal pour se fixer dans une des régions si souvent traversées et dans lesquelles des ateliers relais existent déjà. Jean-Baptiste Decharme s'installe à Mont-de-Marsan, Jean-Baptiste et Jules Perret à Auch⁶⁹, Bollée s'implante au Mans où il réalise en 1868 le «Ferdinandus-Andréas» de la cathédrale de Bordeaux, bourdon de 2,31 mètres de diamètre pour plus de sept tonnes de bronze et dont le beau «FA 2» annonce la messe dominicale⁷⁰. Son frère Jean-Baptiste-Amédée, construit une fonderie à Saint-Jean-de-Braye, près d'Orléans, où son descendant, Dominique Bollée, coule encore de nos jours des cloches pour le monde entier dont quelques-unes pour la Gironde⁷¹. Sa technique de fabrication reste très proche de celle décrite par Diderot et d'Alembert et il est le dernier fondeur en activité descendant de cette grande lignée des saintiers du Bassigny.

Quant aux Martin, seul Nicolas, quitte définitivement le berceau familial et se fixe à Foix dans l'Ariège où son fils Jean-Baptiste, puis son petit-fils Barnabé continuent le métier⁷². En Aquitaine, leur présence se raréfie aux environs de 1855 et la fonte de la cloche du Vieux Mareuil en 1868 est signalée comme exceptionnelle⁷³. Ils remontent alors vers le Nord-Est où ils coulent encore sur place dans le Puy-de-Dôme en 1865



Fig. 19. — Eglise de Breuvannes, banc XII, gravé au nom de «JEAN BAPTE MARTIN».

puis rentrent définitivement au pays. Augustin devient agriculteur, Alexis ouvrier en limes, Auguste rentier. Comme chaque famille de fondeurs ils retrouvent dans l'église de Breuvannes, le banc qui leur est attribué. Ce dernier porte, gravé dans le bois, le numéro «XII», ainsi que le nom de «JEAN BAPTE MARTIN», l'un des tous premiers ambulants de la lignée (fig. 19).

En cette fin du XIXe siècle, à l'angélus de sept heures, quand les brumes matinales envahissent en été les vallées de la Meuse et du Mouzon, nos fondeurs ambulants, jouissant d'un repos bien mérité, reconnaissent d'une oreille experte, le village et l'auteur de chaque cloche voisine ; oeuvre d'artisan, de musicien et d'artiste, objet magique qui leur a valu tant de renommée, une vie éloignée de leurs familles mais bien remplie, faite de créations, de voyages, de rencontres, de tant d'émotions et de satisfactions dus à une maîtrise exceptionnelle de leur savoir-faire : l'Art Campanaire.

66. Traité passé le 21 février 1892 entre René de Lajugie maire et le sieur Cazes fondeur à Villefranche ; la cloche est garantie six ans. A.D.Gir, série O, culte, Lignan-de-Bordeaux.

67. *Ibid*, note 51.

68. Loberot (G.) ; pp. 138-144.

69. «Les dernières campagnes des fondeurs lorrains Jean-Baptiste et Jules Perret». Ephéméris Campanographica, mars 1910.

70. Note relevée par E. Brottier : «Etude sur les vibrations de la tour Pey-Berland», 1995.

71. 1959 (Puisseguin), 1974 (Noaillan), 1977 (Le Pian-sur-Garonne), 1979 (Martignas), 1982 (Vendays), 1991 (Saint-Vivien-du-Médoc), 1992 (Lamarque), 1995 (Saint-Germain-d'Auros).

72. *Ibid*, note 32.

73. «Une cloche, fondue en mai-juin au Vieux-Mareuil, par Alphonse Martin, venu exprès de Breuvannes pour cette fonte sur place, qui fut la dernière de sa carrière». Berthélé, *ibid* note 10, p 531.



20	21	22	23
24	25	26	

Evolution du décor sur le thème de la vierge à l'enfant

Fig. 20. — 1738, Sablons, LOUIS LEFEBVRE ET NICOLAS DESMONTAUX.

Fig. 21. — 1750, Lamothe-Landeron, JEAN ET JOSEPH ROYER.

Fig. 22. — 1784, Cubnezais, N. BOULANGER ET SALVA.

Fig. 23. — 1811, Maransin, JEAN BAPTISTE ET AUGUSTIN MARTIN.

Fig. 24. — 1832, Le Tuzan, PERRET.

Fig. 25. — 1835, Saint Hippolyte, VICTOR GUYOT.

Fig. 26. — 1853, Gajac, AUGUSTE MARTIN.

Index des cloches de Gironde fondues par des saintiers du Bassigny

Inventaire au : 03.08.96

Les dates en caractères **gras** indiquent des cloches existantes.

Les dates en caractères *italiques* sont le fruit d'une recherche documentaire.

1609 : église Saint-Pierre de Cars ; «*fonte de la petite cloche par Bastien Rousset, fondeur à Lenoncourt en lorraine*». A.D.Gir. E. supp. 2268.

1620 : église de Saint-Symphorien ; «*fonte de la grande cloche par Jean Bajollet, maître fondeur lorrain*». A.D.Gir. E. supp. 2070.

1620 : église Saint-Jean du Tuzan ; «*fonte de la grande cloche de l'église Saint-Symphorien et d'une petite cloche pour l'église du Tuzan par Jean Bajollet, maître fondeur lorrain*». Cloche de 465 mm de diamètre, poids estimé à 60 kg, note «SOL». En bas de la faussure, un petit écusson porte une cloche encadrée des lettres I.B. représentant la signature du fondeur.



1623 : église Saint-Michel de Bordeaux ; «*cloche fondue par Remy Rousie de Huillécourt en association avec le fondeur bordelais Fortanay Delacarre*». Contrat du 27 juillet 1623, A.D.Gir. G. 2239.

1737 : église Saint-Bruno de Bordeaux ; cloche de 580 mm de diamètre, poids estimé à 110 kg,

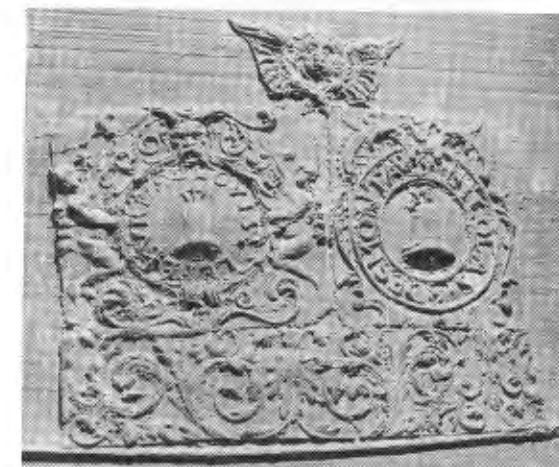
inscription horizontale sur le bas de la faussure : «L. LEFEBVRE & N. DEMONTAVX FONDEVRS LORRAINS M ONT FAIT EN 1737»

1737 : église Saint-Michel de Bordeaux ; «*Refonte de la grande cloche par Louis Lefebvre et Nicolas Désmontaux de Breuvane près Chaumont en Bassigny... qui s'est faite près la porte du jardin des Cordeliers le vendredi 30 aoust et bénie le mardy 30 septembre*». A.D.Gir. G. 2247 et 2323.

Cette cloche semble distincte de celle de Saint Bruno, car c'est une «*grande cloche*» dont le poids serait de 1525 livres, soit 747 kg ; A.D. Gir G. 2323.

N. Désmontaux & L. Lefebvre

1738 : église Saint-Martin de Sablons ; cloche de 830 mm de diamètre, poids estimé à 340 kg, fondue par «LOUIS LEFEBVRE» et «NICOLAS DESMONTAUX.», la signature des fondeurs est située en bas de la faussure et formée de deux très beaux cartouches accolés dont les noms entourent chacun une cloche. Beaux décors.



27 | 28
29 | Evolution du décor sur le thème de la crucifixion

Fig. 27. — 1738, Sablons, LOUIS LEFEBVRE ET NICOLAS DESMONTAUX.

Fig. 28. — 1784, Cubnezais, N BOULANGER ET SALVA.

Fig. 29. — 1835, Saint Hippolyte, VICTOR GOUYOT.

1750 : église Saint-Martin de Lamothe Landeron ; «refonte de la grande cloche par Jean Royer lequel s'est engagé, moyennant 100 l à refondre lad cloche à la Réole, où il en fondait une pour l'église de saint Michel», bénédiction «le 2 juin». A.D.Gir. E supp. 3027-G.G.II. Cloche de 890 mm de diamètre, poids estimé à 420 kg, note «SI». Elle est signée «IEAN & IOPHEF ROYER».

Nous supposons que ces Royer sont originaires du Bassigny, (Cf. Berthelé et archives de Monsieur Douche, mais nous n'avons pas de preuves pour la période concernée)



1750 : église Saint-Michel de la Réole ; «fonte d'une cloche par Jean Royer». A.D.Gir. E supp. 3027-G.G.II.

1760 : église de Fargues-Saint-Hilaire ; cloche de 780 mm de diamètre, poids estimé à 290 kg, faite par Joseph Martel, signature dans un cartouche où le nom entoure une cloche.



1769 : église Saint-Pierre de Teuillac ; «Grosse cloche fondue par Jean Baptiste le Brun». Bulletin de la Société Archéologique de Libourne, tome XLVI, p. 112.

1772 : église Saint-Pierre de Lussac ; «cloche refondue par Jean Baptiste Baudoin marchand, fondeur du diocèse de Toul, paroisse de Champigneul en lorraine». Bulletin de la Société Archéologique de Libourne, tome VII, p. 41.

1772 : église Saint-Martin de Montagne ; Délibération du 11 octobre des habitants de la paroisse, «la grosse cloche serait refondue...Sr Jean Baptiste Baudoin, marchand, fondeur du diocèse de Toul, paroisse de Champigneul en lorraine, maintenant en ce lieu, sortant de s'occuper de la refonte d'une cloche à Lussac, leur offre de refondre la cloche qui intéresse les délibérants». Bulletin de la Société Archéologique de Libourne, tome VII ; p. 41.

1784 : église Saint-Martin de Cubnezais ; cloche de 800 mm de diamètre, poids estimé à 330 kg, note : «LA», faite par «N. BOULANGER ET SALVA FONDEURS».

«bénédiction du 7 février 1785». A.D.Gir. E supp. 2722-G.G. 9.

1786 : église de Castet-en-Dorte ; cloche de 600 mm de diamètre, poids estimé à 130 kg. Le nom du fondeur est effacé seul restent : «. ? .FONDEVR 1786». Le décor des mains, la forme des lettres, la date et la proximité de l'église de Saint-Loubert nous font attribuer cette cloche à un Lorrain et plus spécialement à «I.B GOUSSEL».

1787 : église Saint-Loubert ; cloche de 735 mm de diamètre, poids estimé à 230 kg, note : «SI», faite par «I. B. GOUSSEL ME FECIT L AN 1787», signature en bas de la faussure. Cette cloche est celle que Léo Drouyn a daté de 1778 en faisant une inversion des deux derniers chiffres (Notes Archéologiques, vol. 49).

1787 : église Saint-Martin de Cazats ; cloche de 665 mm de diamètre, poids estimé à 170 kg, faite par «B. I. GOUSSEL MA FAITE 1787». (inversion des lettres I et B dans le prénom du fondeur).

1788 : église de Saint-Germain-la-Rivière ; cloche de J-B Goussel et Jacques Martin. Pardiac (abbé), Bulletin Monumental, tome XXIV, p. 237.

1790 : église Notre-Dame de Macau ; cloche de 1080 mm de diamètre, poids estimé à 750 kg, faite par «I. B. GOUSSEL».

1807 : église Saint-Vincent de Loubens ; cloche de «AUGUSTIN ET ? FRERES FONDEURS», relevé incomplet du curé Blavignac du 19 septembre 1845. A.D.Gir. 156. T.2.

1811 : église Saint-Martin de Maransin ; cloche de 790 mm de diamètre, poids estimé à 280 kg, note : «LA», fondue par «IEAN BAPTISTE ET AUGUSTIN MARTIN» et «bénie sous le nom de Marie».

1811 : église Saint-Jean de Libourne ; «cloche fêlée le 2 avril 1811, augmentée et refondue le 7 mai suivant par le fondeur Martin, pour un poids de 163 kg». Burgade (J.B). Les cloches de Libourne anciennes et nouvelles. Bordeaux, 1872.

1816 : église Saint-Martin-de-Monphélix à Pondaurat ; cloche de 760 mm de diamètre, poids estimé à 260 kg, note «SI», faite par «ALEXIS MARTIN FONDEUR». Moulage des inscriptions de qualité très moyenne.

1817 : église Saint-Martin du Pout ; cloche de 610 mm de diamètre, poids estimé à 140 kg, faite par «ALEXIS MARTIN ET FRANCOIS GILLOT FONDEURS». Moulage des inscriptions de qualité très moyenne.

1817 : église de Saint-Genis-du-Bois ; cloche de 81 kg fondue par «? MARTIN FONDEUR» ; relevé incomplet de Monsieur Baussard, maire, avant la refonte de 1881. A.D.Gir. O Culte.

1816-1818 : église Saint-Martin du Nizan ; cloche de 712 mm de diamètre, poids estimé à 210 kg, note «RE». Signée : «FONDEUR MARTIN ALEIXS». (inversion des lettres I et X dans le prénom du fondeur). Cloche comprenant beaucoup de défauts de planimétrie et dont la date est abîmée ; à la lecture nous penchons pour 1818. Le jour de la coulée «le 8 août» est inscrit sur la cloche.

1818 : église Saint-Géronce de Bourg-sur-Gironde ; cloche de 920 mm de diamètre, poids estimé à 450 kg, note «SI». Cloche fondue par «ALEXIS MARTIN»

1820 : église Saint-Didier de Cantenac ; cloche de 890 mm de diamètre, poids estimé à 420 kg, fondue en «août 1820» par «FRANCOIS ET LOUIS MARTIN FONDEURS». Signature au milieu de la faussure.

1821 : église Saint-Sulpice de Guilleragues ; cloche de 820 mm de diamètre, poids estimé à 320 kg, note «LA». Signée : «AN 1821 AUGUSTIN MARTIN FONDEUR», au milieu de la panse.

1822 : église de Savignac ; cloche de 860 mm de diamètre, poids estimé à 370 kg. Signée : «BARBE (FECIT ?) ET I BT NAVERDET», en bas de la faussure au niveau de la pince. Porte une marque de soudure sur toute sa hauteur qui aurait été faite il y a plus de trente ans.

1824 : église Saint-Martin d'Inso (Préchac) ; cloche de 700 mm de diamètre environ, fondue par «DECHARME». En complément des inscriptions, la faussure est «gravée» de fleurs de lys accompagnant un texte gravé également. L'ensemble des inscriptions, en relief ou gravées, sont striées horizontalement, ce qui induit que le complément de texte a été ajouté par le fondeur juste après la coulée.

1825 : église Notre-Dame de Créon ; cloche de 655 mm de diamètre, poids estimé à 170 kg, fondue par «AUGUSTIN MARTIN FONDEUR». Signature au milieu de la faussure dans un cartouche bordé de fleurs de lys.



1825 : église Notre-Dame de Créon ; deuxième cloche fondue par (?) Martin. A.D.Gir. O Culte. Refondue par Granier. le 26 août 1956.

1825-1826 : église Saint-Vincent de Pertignas ; refonte de la cloche par «le sieur Martin». A.D.Gir. O Culte.

1828 : église Saint-Martin de Montagne ; cloche de 850 mm de diamètre, poids estimé à 350 kg, fondue par «ALEXIS MARTIN».

1828 : église Saint-Martin de Montagne ; cloche de 1000 mm de diamètre, poids estimé à 570 kg. Faite par «ALEXIS MARTIN FONDEUR» ; indications relevées par le prêtre de la paroisse en 1943 suite à un recollement interne au clergé. Arch. de l'Archevêché. Il y avait donc à cette époque deux cloches d'Alexis Martin.

1828 : église Saint-Jean d'Origne ; cloche de 765 mm, poids estimé à 260 kg, cloche fêlée, réparée à l'aide d'une plaque métallique et prévue à restaurer. Fondue le 28 avril 1828 par «AUGUSTIN MARTIN FONDEUR». Signature dans un cartouche bordé de fleurs de lys

1832 : église Saint-Jean du Tuzan ; cloche de 790 mm de diamètre, poids estimé à 300 kg, note «SI». Fondue par «PERRET FONDEUR», signature à la fin des inscriptions.

1833 : église de Saint-Sulpice-et-Cameyrac ; cloche de 940 mm de diamètre, poids estimé à 460 kg, note : «La ». Fondue par «BARDOT FONDEUR». Signature dans un cartouche en forme de cercle dans lequel le nom du fondeur entoure une cloche, en bas de la faussure.

1834 : église de Saint-Pey-de-Castets ; cloche de 940 mm de diamètre, poids estimé à 460 kg, note «LA». La date de la fonte est inscrite sur l'airain : «J'AI ETE FAIT A ST PEY DE CASTETS LE 2 MAI 1834 ET BENIE LE 8 DU MEME MOIS». Signée «BARDOT FONDEUR», en bas de la jupe, dans un cartouche rond, où le nom du fondeur entoure une cloche.

1835 : église de Saint-Hippolyte ; cloche de 708 mm de diamètre, poids estimé à 210 kg, faite par «GOUYOT VICT». Le nom du fondeur est situé en bas de la faussure, sous un cartouche dans lequel est une cloche inscrite dans un cercle entouré d'arabesques.



1837 : église Saint-Pierre de Baigneaux ; cloche de 675 mm de diamètre, note «DO» ; fondue par «AUGUSTIN MARTIN», restaurée par soudure en 1994. Ces travaux ont permis de vérifier le poids réel de la cloche qui est de 188,35 kg.

1837 : église de Saint-Germain-du-Puch ; cloche de 910 mm de diamètre, poids estimé de 440 kg, fondue par «MARTIN PERE ET FILS 1837»

Augustin Martin père et fils

Cette cloche est faite à partir d'une «refonte d'une cloche pesant trois cent cinquante kilogrammes» le devis est établi et signé le «huit septembre 1837 par Augustin et Edouard Martin... la fonte est reconnue bonne le vingt et un septembre 1837», A.D.Gir. O. Culte.

1837 : église Saint-Etienne de Branne, cloche de 730 mm de diamètre, poids estimé à 230 kg, fondue par «MARTIN FRERES FONDEURS». La fonte s'est effectuée à Rauzan en 1837 avec semble-t-il les deux cloches de l'église Saint-Pierre de Rauzan. Cette cloche est actuellement dans l'église de Génissac où elle a été transférée vers 1879.

1837 : église Saint-Pierre de Rauzan ; cloche de 790 mm de diamètre, poids estimé à 300 kg, fondue par «EDOUARD MARTIN FONDEUR 1837» coulée avec deux autres cloches dont une pour l'église Saint Etienne de Branne. La date de 1837 est portée deux fois sur l'airain : une fois en haut avec les inscriptions puis en bas, à la suite du nom du fondeur.

Rozan. le 18 juin 1837.
Edouard Martin
fondeur.

Devis fait par les sieurs Martin frères : «présentement à Rozan, pour refonte et façon des deux cloches fêlées... et donne la garantie pendant deux ans». Rozan le 18 juin 1837, signé Edouard Martin fondeur. A.D.Gir. O. Culte. La signature «MARTIN FRERES» est intéressante vu la date de 1837, malheureusement nous ne savons pas qui accompagnait Edouard Martin pour cette réalisation.

Mandat de paiement de cent sept francs quatre vingt douze centimes à Augustin Martin, pour «fourniture de métal pour la fonte de deux cloches», 25 mai 1840, A.D.Gir. O. Culte.

1838 : église Saint-Vivien-de-Monségur ; cloche fondue par «AUGUSTIN MARTIN». A.D.Gir. O. Culte.

1839 : église Saint-Martin de Lormont ; cloche de 1m de diamètre, poids de «douze cent treize livres», faite par «MARTIN PERE ET FILS FONDEURS». Coulée le «huit août 1839 et bénie le onze août sous le nom de Sainte Jeanne». A.D.Gir. 13. J. 254.

1840 : église Notre-Dame de Pujols sur Dordogne ; cloche de 1m de diamètre, poids de «642,50 kg provenant de la refonte d'une cloche de 369,50 kg» par «MARTIN PERE ET FILS». Le jour de la coulée est inscrit sur la cloche : «fondue à Pujols le 20 juillet 1840».

Réception faite entre «Mr Coullon, maire de Pujols et les sieurs Martins père et fils, fondeurs, le 25 juillet 1840», signé Augustin Martin et Edouard Martin. A. D. Gir. O. Culte.

1840 : église de Sainte-Radegonde ; cloche de 750 mm de diamètre, poids estimé à 250 kg, fondue par «MARTIN PERE ET FILS».

Le procès verbal de réception du 18 octobre 1840 prévoit : «il sera du au sieur Martin... dans deux ans de ce jour, époque fixée pour la responsabilité de la cloche fournie, la somme de cinq cent dix huit francs cinquante centimes». A.D.Gir. O. Culte.

1841 : église Notre-Dame de Gajac ; cloche de 880 mm, poids estimé à 390 kg, note «FA». Signée «MARTIN PERE ET FILS FONDEURS 1841», en bas de la jupe. La date est marquée une deuxième fois avec les inscriptions.

1844 : église Saint-Pierre de Mesterrieux ; cloche de 890 mm, poids estimé à 400 kg, faite par «MARTIN PERE ET FILS FONDEURS».

1847 : église de Lartigue ; cloche de 700 mm de diamètre, poids estimé à 200 kg, note «RÉ». Faite par «AUGUSTE MARTIN FONDEUR». Porte le nom de «Pauline».

1853 : église Notre-Dame de Gajac ; cloche de 760 mm, poids estimé à 260 kg, note «SI». Faite par «AUGUSTE MARTIN». Porte le nom de «Dauphine de Gajac».

Les «notes» et les «poids réels» ont été relevés, par les entreprises chargées de l'entretien des cloches ou étant intervenues lors de restaurations, notamment les maisons Bodet, Bollée, Brouillet, Cornille-Havard, Paccard, Pillon.



Bibliographie

Berlaud R., «Fondeurs de cloches lorrains en Limousin», *Bulletin de la Société Archéologique et Historique du Limousin*, t. LXXXVI, 1957.
Berthelé J., *Enquêtes Campanaires, notes, études et documents sur les cloches et les fondeurs de cloches du VIIIe au XXe siècle*, Montpellier, 1903.
Berthelé J. & Brugères Abbé H., *Exploration Campanaire en Périgord*, Périgueux, 1907.
Burguburu P., «Une cloche de Libourne fondue par un dacquois en 1765», *Bulletin de la société de Borda*, 1939.
Condou J., «Les Barbe fondeurs de cloches à Marmande», *Revue de l'Agenais*, 1993.
Corbin A., *Les cloches de la terre, paysage sonore et culture sensible dans les campagnes au XIXe siècle*, Albin Michel, 1994.
Craplet B. et Aleil P.F., «Les cloches du Puy-de-Dôme», *Académie des Sciences Belles-Lettres et Arts de Clermont-Ferrand, Mémoires*, t. LIII, 1995.
Loberot G., «Les fondeurs de cloches lorrains dans le sud de l'Allemagne», *Cahiers du Haut-Marnais*, n° 78, 1964.
Nicourt J., «Fabrication de cloches fondues. Permanence des techniques», *Ethnologie Française*, t. I, 1971.
Pierre B., «La fortification des églises de l'Entre-deux-Mers» *Actes du Troisième colloque de l'Entre Deux Mers*. C.L.E.M., 1992.
Polge H., «Orages et cloches dans le Gers ou brève histoire d'une tradition populaire», *Bulletin de la Société Archéologique, Historique, Littéraire et Scientifique du Gers* ; 3e trimestre, 1957.
Rama J.P., *Cloches de France et d'ailleurs*, Zech, Paris, 1993.
Ronot H., «Les fondeurs de cloches du Bassigny», *Cahiers du Haut Marnais*, n° 15, 1948.
Roudier P., «Les fondeurs bordelais du XVIe siècle», *Fédération Historique du Sud-Ouest*, Paris, 1959.
Salmon J., *Cloches et Saintiers du Bassigny*, Langres, 1985.
Sutter E., *La grande aventure des cloches*, ZELIE, Paris, 1993.
Thomas G.M., «Fondeurs de cloches du temps passé», *Bulletin de la Société Archéologique du Finistère*, 1981.

Etudes d'archives
Groupe Jules Delpit



Eglise de Cubnezais. Cloche de 1787.
Fondeurs Boulanger et Salva.



Cloche de Génissac 1837.
Fondue pour Branne par Martin Frères.

Les Piliers de Tutelle à l'époque moderne : redécouverte et démolition

par Alexander March

Les Piliers de Tutelle ont ceci de commun avec le Château-Trompette dans l'histoire architecturale bordelaise, que leur disparition a fait d'eux un monument quasi-mythique, dont le nom est connu de tous, tandis que leur histoire et leur aspect architectural sont souvent ignorés, de par l'absence d'études ou de publications. Le mémoire de Maîtrise de Mlle Mayet¹ a certes permis de mieux cerner l'architecture des Piliers de Tutelle, mais la vie du monument à l'époque moderne reste méconnue, alors qu'elle est révélatrice des attitudes de cette époque vis à vis de l'Antiquité. Il nous a donc paru utile, à partir de documents nouveaux ou peu connus, de tenter de faire un premier point, qui n'a rien d'exhaustif, sur deux aspects particuliers de cette question.

L'intérêt au XVI^e siècle des artistes pour les Piliers de Tutelle

Pour les artistes français de la Renaissance, à la recherche des sources taries de la véritable architecture, l'intérêt pour les monuments antiques ne se limita pas à l'Italie, et au voyage à Rome. Pour des raisons évidentes de proximité géographique, les monuments gallo-romains, bien qu'ils fussent moins prestigieux, ont aussi fait l'objet de dessins et de relevés. On ne doit pas en particulier sous-estimer la ré-

putation dont ont joui à cette époque les Piliers de Tutelle, dont l'état de conservation, le soin et l'originalité du décor (vases, figures d'applique), ont suscité l'admiration.

Les deux gravures que Jacques Ier Androuet Du Cerceau leur consacra dans son recueil gravé de 1560, *Monuments antiques d'Italie et de France*² attestent à elles seules la célébrité du monument bordelais. La diffusion des estampes de Du Cerceau est en effet connue, et de nombreux artistes ont dû par ce moyen prendre connaissance des Piliers de Tutelle à partir de 1560, ou même avant, puisque l'on trouve dans plusieurs recueils de dessins sans doute antérieurs, attribués au maître ou à ses élèves, des dessins préparatoires qui ont pu circuler³.

1. Mayet Françoise, *Les Piliers de Tutelle*, DES Bordeaux III, 1964, consultable au Musée d'Aquitaine.

2. Exemplaire conservé à l'ENSBA, cote 1597. L'exemplaire de la Bibliothèque Nationale (Estampes, Ed 2 i) est relié avec les *Arcs de Triomphe* publiés en 1549, ce qui a induit une confusion sur les dates chez certains auteurs.

3. Bodleian Library, Oxford, Rawlinson Ms D 1023 f° 15r; Fitzwilliam Museum, Cambridge, Drawings 904*I; ENSBA, *Desseins Figurés de plusieurs morceaux d'Architecture et Perspectives dessinez à la plume par Jacques du Cerceau*, f° 22 (Les f° 82 et 83 représentent le Palais Gallien). L'album de l'ENSBA daterait des années 1545-50, voir *Le dessin en France au XVI^e siècle*, catalogue de l'exposition à l'ENSBA, 1994, pp. 168-174.



Fig. 1. — Oiron
(Deux Sèvres),
galerie,
Combat de Patrocle.

On trouve d'ailleurs à la galerie du château d'Oiron, exécutée de 1546 à 1549 par Noël Jallier⁴, la preuve que les artistes français n'ont pas attendu le recueil de Du Cerceau pour s'intéresser au monument bordelais : la scène du combat de Patrocle se déroule dans un paysage archéologique dominé par les Piliers de Tutelle, figurés sans caryatides (fig. 1). Ce choix, dans un ensemble aussi prestigieux, ne peut être fortuit : les Piliers de Tutelle avaient au milieu du XVI^e siècle leur place, à côté des monuments de Rome, dans le répertoire d'un artiste désirant évoquer le cadre de la vie antique.

On remarquera que les Piliers de Tutelle sont représentés sans volonté de restitution : leur état de ruine est le symbole «non d'un temps que l'on revit par l'imagination, mais d'un temps irrémédiablement perdu et deviné par les vestiges»⁵ ; peut-être évoque-t-il aussi la ruine future de la ville de Troie.

Ces deux importants exemples ne sont pas les seuls indices figurés de l'intérêt porté aux Piliers de Tutelle par les artistes de la Renaissance⁶ : David Thomson, spécialiste de Du Cerceau, a eu la gentillesse de nous signaler un dessin du XVI^e siècle, conservé à la National Gallery of Art de Washington (fig. 2). Publié dans un catalogue d'exposition américain en 1978⁷, il a semble-t-il échappé à l'attention des chercheurs bordelais.

Il s'agit d'une représentation sur le vif du «Palais Tutelle»⁸, dont l'état de ruine est volontairement mis en avant, avec néanmoins restitution de la colonnade du petit côté ouest, à l'arrière-plan. Malheureusement, le traitement hâtif de ce dessin anonyme⁹ limite quel-

4. Guillaume Jean, «La galerie d'Oiron» dans *L'art de Fontainebleau*, Actes du colloque tenu à Fontainebleau et Paris, octobre 1972, ed CNRS, 1978, p. 145.

5. Chastel André, *Mythe et crise de la Renaissance*, Genève, Skira, 1989, pp. 175-181.

6. On a conservé un témoignage écrit de première valeur sur l'utilisation au XVI^e siècle des Piliers de Tutelle comme source d'inspiration : celui de Bernard Palissy. Le céramiste saintais compare les termes qu'il met en œuvre à la grotte du connétable de Montmorancy à «certaines figures que tu vois à un antique bastiment, qui est à Bourdeaulx, nommé Palais tutele» (Palissy Bernard, *Architecture et ordonnance de la grotte rustique de Monsieur le duc de Montmorancy, connétable de France*, La Rochelle, 1563, rééd. Paris, 1919.).

7. *The origins of the Italian Veduta*, exposition Mars 1978, Brown University, Providence Rhode Island, fig. 8.

8. Aujourd'hui encore, la fonction des Piliers de Tutelle n'est pas clairement établie. Au XVI^e siècle, il semble que tout édifice dont la destination première n'est pas connue se voit attribuer l'appellation «palais» : on pense bien sûr au Palais Gallien, mais l'on sait aussi que la maison carrée de Nîmes était pour Serlio un «beau palais corinthien» (Balty Jean Charles, *Études sur la maison carrée de Nîmes*, Bruxelles, Latomus, 1960, p. 178).

9. L'attribution à Du Cerceau que propose le catalogue d'exposition serait selon D. Thomson fautive. Du Cerceau est d'habitude beaucoup plus précis dans l'exécution de ses dessins.

que peu son intérêt documentaire : l'artiste n'a pas pris le temps de représenter les vases des écoinçons, pas plus que les «caryatides» du revers des arcatures. Les «caryatides» du premier plan, ou plutôt les figures d'applique¹⁰, sont trop peu lisibles pour que l'on puisse en tirer de nouvelles informations.

Cet intéressant dessin vient néanmoins utilement confirmer les dispositions générales du bâtiment — ouvertures, stylobate — données par les documents exploitables déjà connus¹¹, et apporte une preuve supplémentaire de la diffusion des représentations figurées des Piliers de Tutelle, avant la publication du *Ausonii Burdigalensis* de Vinet (1575)¹².

La démolition en 1677 des Piliers de Tutelle

Pour justifier la démolition des Piliers de Tutelle, de l'église des Jacobins et de tout un quartier de la ville dont un côté de «la plus belle et la meilleure rue de Bordeaux»¹³, pour établir une esplanade de 100 toises¹⁴ autour du Château-Trompette, le pouvoir royal argua de la répression des troubles de 1675.

Il semble en réalité que l'esplanade était nécessaire à la sûreté de la forteresse, et l'on peut penser que ces démolitions auraient de toute manière eu lieu, d'autant plus que l'on n'avait sans doute pas oublié en haut lieu l'utilisation des Piliers et des Jacobins par les Frondeurs pour établir des batteries lors du siège du Château-Trompette (1649).

La coïncidence paraît en effet trop forte pour que l'on ne pense pas à la mise en œuvre d'une vengeance longuement mûrie...

On trouve dans la correspondance des ingénieurs de la forteresse des indications sur l'attitude du pouvoir royal face à l'exécution de la sentence. Colbert leur écrit en 1677 : «Je suis bien aise que l'on ait trouvé grande quantité de matériaux dans la démolition des Piliers de Tutelle. Sa Majesté veut que vous en réserviez les pierres et moisons propres aux ouvrages de cette année et la suivante»¹⁵. Cette froide indifférence peut paraître en totale contradiction avec l'antiquomanie du temps, surtout si l'on pense que Louis XIV cherchait à acheter en Italie à prix d'or des statues antiques célèbres, se faisait envoyer de Bordeaux

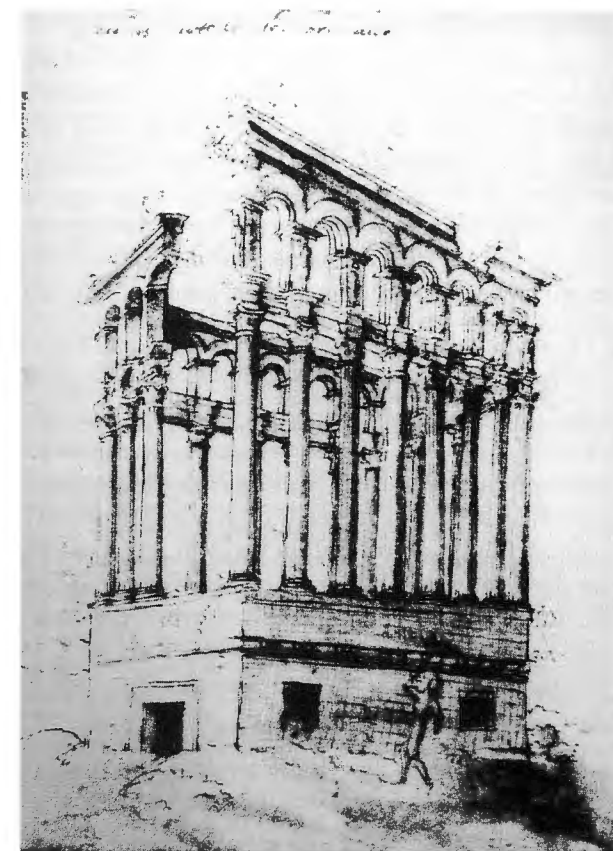


Fig. 2. — Dessin anonyme de Washington,
Palais Tutelle de Bordeaux

10. S'agissant d'un monument antique, l'appellation «caryatides» appliquée à des figures non portantes est quelque peu impropre. À l'époque moderne, le terme a changé de sens (voir la «maison des caryatides» de Dijon), c'est pourquoi l'on a pris l'habitude de parler des «caryatides» des Piliers de Tutelle. Perrault les décrit comme des «caryatides en bas-relief» (*Vitruve*, 1684, p. 217); pour N.-F. Blondel, «le Grand Bâtiment que l'on appelloit les Piliers Tutèles à Bordeaux et qui a esté ruiné depuis peu, avoit des Cariatides au lieu de Colonnes» (*Cours d'architecture*, Paris, 1683, p. 159). Perrault est plus précis car il a vu le monument.

11. Gravures de Du Cerceau (1560), Vinet (1575), Le Pautre (*Vitruve* de Perrault, 1684); dessin de Van der Hem (années 1640). Voir Mayet, *op. cit.*

12. Vinet Elie, *Ausonii Burdigalensis*, Bordeaux, S. Millanges, 1575.

13. John Locke en 1678, cité par Desgraves Louis, *Voyageurs à Bordeaux du dix-septième siècle à 1914*, Bordeaux, Mollat, 1991, p. 25. Locke décrit le Cours du Chapeau Rouge.

14. Réduite finalement à 60 toises, voir *infra*.

15. SHAT, Série 1, n° 205, 1677, f° 68 (Cité par Courteault Paul, *Histoire d'une forteresse royale : Le Château-Trompette de Bordeaux*, manuscrit des AM de Bordeaux).

sculptures et monnaies¹⁶. La fonction essentiellement décorative des achats du roi est certes établie¹⁷, mais l'architecture antique n'était pas pour autant négligée : l'arrêt du Conseil du Roi, qui accorde en 1672 aux Augustins l'utilisation de la Maison Carrée de Nîmes, précise qu'ils doivent aménager leur église «sans qu'ils puissent rien rompre de l'ancien édifice»¹⁸. Seulement, les limites de ce respect apparaissent au grand jour dès lors qu'entrent en jeu des intérêts économiques ou militaires.

Il faut souligner le caractère exceptionnel de la démolition complète à l'époque moderne d'un édifice antique de cette importance, en excellent état de conservation de surcroît : la plupart sont des monuments majeurs ayant survécu jusqu'à la Renaissance encore debout aujourd'hui ou peuvent être évoqués avec précision grâce à des vestiges. Les Piliers de Tutelle ont pâti d'une conjonction de facteurs défavorables : ils étaient bordelais, associés à la Fronde, et se trouvaient à proximité de la forteresse.

Cette démolition fut d'autant plus rageante que les Bordelais furent au XVIII^e siècle d'une docilité exemplaire, et que le Château-Trompette n'eût jamais à employer ses canons. Elle ne dut pas laisser indifférents les érudits à Bordeaux.

On sait que l'intendant De Sève, après avoir obtenu la réduction de l'esplanade du Château-Trompette à 60 toises, avait tenté, sans succès, de faire accepter «une ligne moindre» figurant sur un plan envoyé à Colbert¹⁹, qui aurait sans doute permis d'épargner les Piliers de Tutelle²⁰. Nous connaissons par ailleurs grâce au Baron de Cailla l'existence d'un imprimé intitulé : *Description de l'antique plateforme et des Piliers de Tutelle de la ville de Bordeaux, faite suivant l'ordre de M^{re} le comte de Montégut, lieutenant général des armées du Roi dans la province de Guienne, gouverneur des citadelles de Bordeaux, et de M de Sève, etc., intendant en Guienne, par les officiers des fortifications de ladite ville, en février 1677*²¹.

Il semble donc que l'intendant, après avoir dû se résigner à la démolition du monument antique, ait cherché à en conserver le souvenir pour la postérité. Cela dénote de sa part un certain intérêt pour les Piliers de Tutelle, et la conscience de l'importance de ce qui allait être détruit.

D'autres indices tendent à démontrer que les démolisseurs eux mêmes, c'est à dire les ingénieurs du Château-Trompette, n'ont pas dû accomplir leur tâche de gaité de coeur. Un manuscrit de l'Académie, daté de 1764, nous apprend que «le sieur Duplessy²², ingénieur fameux de son tems, qui fut chargé de l'entreprise de toutes ces démolitions ainsi que de la reconstruction du Château-Trompette²³ ; voulant en quelque sorte conserver la mémoire de ce superbe édifice de Tutelle comme un monument curieux et antique, eut la précaution, avant la démolition, d'en

16. On pense bien sûr à la statue de Messaline qui coula avec le navire qui la transportait devant la ville de Bourg. Voir Favreau Marc, *La curiosité et le mécénat à Bordeaux au Grand Siècle*, Doctorat Nouveau Régime, Bordeaux III, 1994, p. 52.

17. Voir Schnapper Antoine, *Curieux du Grand Siècle*, Paris, Flammarion, 1994, pp. 285-346.

18. Balty, *op. cit.*, p. 40-41.

19. SHAT, Génie, Série 1, n° 205, 1677, f° 49, (transcription AM, Fonds Birot).

20. On ne peut bien entendu lier cette volonté de limiter les démolitions aux seuls Piliers de Tutelle. L'intendant défendait aussi les intérêts des propriétaires des maisons menacées.

21. «Etat des découvertes archéologiques faites à Bordeaux de 1440 à 1812», manuscrit de Cailla publié par Courteault, *Société Archéologique de Bordeaux*, 1918-1919, p. 72. Cailla cite les parties du mémoire consacrées aux médailles trouvées dans les fondations des Piliers de Tutelle. La description du monument a été reportée en note dans la *Dissertation sur les Piliers de Tutelle* que Cailla présenta à l'Académie, et qui se trouve, selon Courteault, à la Bibliothèque de la ville, liasse des mémoires académiques de Cailla, n° 13. Nous n'avons pu retrouver cette côte. Un portefeuille contenant des manuscrits de Cailla ayant été rendu aux archives du Château de Cailla à Rions, il faudrait pouvoir vérifier si ce mémoire important ne s'y trouve pas. Une demande en ce sens n'a pas abouti.

22. Pierre Duplessy Michel, architecte et ingénieur ordinaire du roi. Voir Sarthoulet Massat Madeleine, «Pierre Michel, Sieur Duplessy, Ingénieur et Architecte du Roy. 1633-1693», *Société Archéologique de Bordeaux*, 1983, T. LXXIV, pp. 127-137, et Roudié Paul, «Pierre Duplessy Michel, Ingénieur en Guyenne au temps de Louis XIV» dans *Culture et création dans l'architecture provinciale de Louis XIV à Napoléon III*, Travaux et colloques de l'institut d'art, publication de l'université de Provence, 1983.

23. «reconstruction» renvoie à «entreprise». Les principaux artisans de la reconstruction du Château-Trompette furent Nicolas Desjardins et Louis Nicolas de Clerville, voir March Alexander, *Le Château-Trompette de Bordeaux 1653-1685 : une étude architecturale*, Mémoire de Maîtrise sous la direction du Professeur Christian Taillard, Université de Bordeaux III, 1993-1994.

faire un plan en Bois, figuratif et entièrement assorti de tous ses ornements»²⁴. On ne peut certes assimiler cette volonté de transmettre le souvenir des Piliers de Tutelle à de la réprobation devant sa démolition, mais l'exécution à titre personnel de cette maquette architecturale d'un type extrêmement inhabituel²⁵ sous-entend la conscience du crime archéologique qui allait être commis.

Le modèle, après la mort de Duplessy Michel, «passa dans les mains de ses héritiers qui l'ont gardé longtemps»²⁶. Et enfin Mr de Tourni père, qui était très curieux et grand connoisseur sur toute sorte de matières, aiant été averti que ce plan subsistait, se le fit porter, et l'ayant acheté de ses héritiers, le fit mettre au château de Puypaulin (qu'on appelle aprésent l'intendance) appartenant à M le Duc de Nevers»²⁷. Malheureusement, en 1819, Lacour, qui connaissait, sans doute grâce au texte cité, l'histoire, qu'il raconte dans un article consacré au Château-Trompette, n'avait pu retrouver le modèle. Sa conclusion était trop optimiste : «Peut-être se trouve-t-il encore oublié entre les mains de quelque personne qui n'en connaît pas la valeur ? L'objet mériterait d'être recherché»²⁸.

Tout comme l'imprimé ordonné par De Sève, le modèle de Duplessy Michel est perdu, et les efforts consentis à Bordeaux pour préserver le souvenir du monument furent donc vains.

De ce fait, la source la plus précise pour la connaissance des Piliers de Tutelle est aujourd'hui le *Vitruve* de Claude Perrault, qui avait dessiné le monument lors de son voyage à Bordeaux en 1669²⁹. Si son texte ne contient naturellement aucune condamnation, on devine tout de même des regrets : «Il m'a semblé que je ne devais pas laisser passer cette occasion de conserver et de laisser à la postérité l'idée de ce superbe monument qui était l'un des plus magnifiques et des plus entiers qui fussent restez en France, de tous ceux que les Romains y ont autrefois basti»³⁰. Il faut bien remarquer que la gravure de Le Pautre et les commentaires de Perrault n'apparaissent que dans la seconde édition du *Vitruve* (1684) : au moment de la première (1673) les Piliers de Tutelle étaient encore debout...

Il n'y avait donc pas que les Bordelais à être sensibles à cette disparition.

24. BMB, Ms 828/42 (Mic 442). On apprend que quelques années auparavant il subsistait des Piliers de Tutelle «une espèce de terrasse» sur une hauteur d'environ dix pieds devant la maison de l'Académie des Sciences, qui a été recouverte de terre lors de la formation des allées de Tourny. On pouvait voir aussi de «grosses et longues pierres» provenant des Piliers de Tutelle, remployées dans les fondations des bastions du Château-Trompette, du côté de la rivière.

25. En 1677, la collection de Plans-Reliefs de Louis XIV, à laquelle contribuaient les ingénieurs militaires, était déjà importante. Il est donc logique que Duplessy Michel, ingénieur ordinaire du Roy, ait pensé au moyen idéal de la maquette pour représenter les Piliers de Tutelle. La technique employée, le bois sculpté, est cependant plus proche des modèles italiens que des Plans-Reliefs, faits d'un support en bois recouvert de papier ou de carton. Nous ne connaissons aucun autre exemple en France au XVII^e siècle de maquette architecturale d'un monument antique, mais il faut noter que beaucoup de maquettes ont été perdues, et que celles qui étaient exécutées à titre personnel avaient encore moins de chance de survivre.

Les maquettes anciennes avaient rarement un but décoratif : elles sont utilisées dès le XVe siècle en Italie pour présenter les projets ou donner à l'architecte une confirmation de leur validité tridimensionnelle (Alberti, *De re aedificatoria*, II, 1). En France, les Plans-Reliefs avaient au début une fonction militaire. Quant aux modèles en cire des monuments antiques romains exécutés par Cellini (*Vie de Benvenuto Cellini*, Paris, G. Crès, 1922, I, p. 90), ils servaient sans doute à la réalisation de pièces d'orfèvrerie. Il fallait donc la démolition d'un monument insigne pour que la technique de la maquette architecturale en bois soit transposée à un édifice antique : le modèle avait alors pour fonction de conserver le souvenir.

26. La maquette ne figure pourtant pas dans l'inventaire de 1708 de la maison de Saint Seurin, effectué après la mort de Pierre Michel Duplessy, fils de l'ingénieur (Archives Départementales de la Gironde, 3 E 6618, f° 701-818), où l'on trouve un portrait de Duplessy Michel, le buste actuellement conservé au Musée d'Aquitaine avec son piédestal (f° 708), son brevet d'ingénieur et architecte ordinaire (f° 719), un dessin de la tour de Cordouan (f° 712), plusieurs tableaux d'antiquités (cela confirme son goût pour les monuments antiques).

27. Ms déjà cité. L'auteur tient ces informations du Sr Poitevin, maître-serrurier de la ville, «très véridique et curieux d'antiquité», qui a vu la maquette chez les héritiers de Duplessy Michel au faubourg de St Seurin, puis dans une chambre d'une des tours du Château de Puy Paulin, où elle a échappé à un incendie. Poitevin lui a aussi appris qu'au moment de la construction de l'hôtel Jean-Jacques Bel (Académie des Sciences), les ouvriers ont détruit «un caveau magnifiquement vouté et quarellé à la mosaïque».

28. «Explication du plan du Château-Trompette», *Bulletin Polymathique*, 1819, p. 112.

29. Perrault Claude, *Voyage à Bordeaux*, Paris, H. Laurens, 1909, pp. 188-194. Les dessins du manuscrit, qui ont servi à établir la gravure de Le Pautre, ont été reproduits par M. Favreau, *op. cit.*

30. Perrault Claude, *Vitruve*, 2^e éd., 1684, pp. 217-218.



Fig. 3. — Aquarelle de Basire (1790), Musée des Arts Décoratifs de Bordeaux.

Nous venons de voir les réactions de trois personnalités importantes au moment de la démolition, mais au delà des milieux érudits, l'on aimerait savoir quel était l'état de l'opinion bordelaise.

Les «Sonnets et vers latins sur la démolition des Piliers de Tutelle», sans doute de Chaumet, permettent d'apporter un début de réponse³¹ : cette apologie courtisane semble en effet répondre à une sourde opposition. L'on retiendra en particulier les vers :

«Pourquoi plaigniez vous tant ces piliers qu'on détruit
Bordelais, Louys règne, obéissez sans bruit»

et

«Peux-tu bien sans rougir par de lasches regretz
Plaindre les monuments d'une vertu payenne ?»

La référence au paganisme, argument-massue dans la querelle des Anciens et des Modernes, est bien sûr d'autant plus évidente que l'on prenait au XVIIIe siècle l'édifice pour un temple. Le texte exploite à l'envi ce thème, et n'hésite pas à jouer la provocation :

«Vaines divinitez, tuteurs imaginaires

...

Scachez que Bordeaux repose
Sous la tutèle de Louys»

Il semble donc que la démolition des Piliers de Tutelle a été fort mal accueillie à Bordeaux : on a sans doute fait de la disparition du monument un symbole de l'arbitraire royal dans cette affaire, qui entraîne le rasement d'une portion non négligeable de la ville³².

31. BMB, Ms 696, f° 148v°-152. Transcription dans la thèse de M. Favreau, *op. cit.*, pp. 395-401. Deux de ces sonnets ayant été publiés en 1677 sous le nom de Chaumet (BMB, Br 5147 Rés ou BN, LK7 1152), on peut penser qu'il est l'auteur de la totalité. Si l'on comprend bien l'extrait cité par Cailla, les 5 sonnets et épigrammes par M. Bord, de Galathea et Julien, qui terminaient la *Description*, se rapportaient aux médailles, et n'ont donc pas de lien avec le manuscrit de la Bibliothèque Municipale.

32. Les propriétaires furent certes remboursés, mais avec de l'argent levé par une imposition extraordinaire sur la ville. Voir Coste Laurent, «Une ville à la reconquête de son patrimoine : Bordeaux et le Château-Trompette», *RHB*, 1990 et 1992, pp. 89-96.

Les protestations bordelaises furent néanmoins vaines, la décision royale irrévocable : «cent massons a grans coups de marteaux»³³ eurent rapidement raison du monument antique³⁴, qui disparaissait sans laisser de traces³⁵.

Pourtant, les Piliers de Tutelle continuèrent d'intéresser les artistes : les descriptions anciennes, le mythe naissant, suscitèrent de nombreuses tentatives de restitution. Une belle aquarelle de Basire (1790), qui témoigne du renouveau de l'archéologie et du goût pour l'antique à la fin du XVIIIe siècle, nous aide à imaginer l'édifice tel qu'il se présentait au moment de sa démolition (fig. 3).

Archéologiquement et topographiquement inexacte, elle évoque néanmoins avec force l'opposition entre la fragilité de la ruine antique, et la vigueur de la forteresse-phagocyte, qui se profile, menaçante, à l'arrière-plan. Comme chez Hubert Robert, il y a ici quelque chose que l'on pourrait rapprocher du thème de la vanité, d'autant plus qu'au moment où Basire travaillait à cette œuvre, le Château-Trompette, victime de l'évolution historique, cédait à son tour aux pioches des démolisseurs, tandis que le théâtre de Victor Louis s'élevait sur les fondations des Piliers de Tutelle, vengés post-mortem...

Par un curieux hasard, il s'établit donc entre les trois plus prestigieux monuments de l'histoire architecturale bordelaise, qui se sont succédé dans une même zone de la ville, des liens tant historiques que géographiques...³⁶

Bordeaux a perdu avec les Piliers de Tutelle un monument qui fut pendant des siècles un des marqueurs de son paysage architectural, faisant concurrence par ses dimensions avec les églises gothiques³⁷. L'intérêt architectural du monument était immense : les artistes qui l'ont représenté, les personnalités qui ont réagi à sa démolition, ne s'y sont pas trompés. On peut sans exagérer comparer la ville telle qu'elle se présente depuis la date fatidique de 1677 à ce que serait une Rome sans Colisée, une Nîmes sans Maison Carrée...

Les recherches menées pour atténuer un acte irréparable en retrouvant une partie de la mémoire de l'édifice sont pour le moins limitées par les lacunes des sources, et seuls des éléments concrets permettraient de faire réellement avancer les choses.

On ne peut donc que souhaiter que des fouilles puissent avoir lieu, puisque la localisation des vestiges est connue : au Nord-Ouest du Grand Théâtre sont enfouies les solides fondations du monument³⁸, dont seulement une fraction a été détruite lors des travaux de Victor Louis³⁹ ; sous l'extrémité Est de la Place des Quiconces dorment sans doute des vestiges importants.

La difficulté était autrement plus grande pour le phare d'Alexandrie, que l'on est pourtant en train de ressusciter.

33. Sonnets, *op. cit.*

34. On ne chercha pas cependant à s'attaquer aux fondations (voir note 23). On comprend mieux pourquoi en lisant le rapport de l'architecte Paris, qui décrit les difficultés rencontrées lors de la construction du Grand Théâtre : «La destruction des fondations de ces Piliers, à laquelle on a été forcé pour établir les fondations de la nouvelle salle de spectacle, a coûté considérablement de tems et de fraix, à cause des mines répétées de proche en proche qu'il a falu faire pour parvenir à désunir cette bâtisse» (*AHG*, T. LI, p. 381). Ces travaux coûtèrent la vie à un ouvrier, lors de l'explosion d'une mine (Marionneau Charles, *Victor Louis*, Bordeaux, Gounouilhou, 1881, p. 143).

35. Malgré l'aide généreuse de Mme Ziegler, conservateur au Musée d'Aquitaine, nous n'avons pu retrouver le bas-relief décrit par F. Jouannet qui pense reconnaître dans ce fragment trouvé dans les fondations du bastion de la Mer, une des «caryatides» des Piliers de Tutelle («Derniers vestiges des Piliers de Tutelle», *Le musée d'Aquitaine*, 1823-24, II, p. 299).

36. Claude de Montclos fait le même parallèle dans *La mémoire des ruines*, Paris, Mengès, 1992, pp. 20-21.

37. Voir les dessins de Van der Hem du fonds Destailleurs de la BN.

38. Les fouilles menées Allées de Tourny en 1971-1972 se sont arrêtées au NO du monument (Coupry Jacques et Gauthier Marc, «Sauvetage archéologique sur les Allées de Tourny», *Archeologia*, n° 47, Juin 1972, pp. 8-18).

39. Voir Cailla, *op. cit.*, p. 22.

La maison de la Sallasse à Barsac

par Pierre Coudroy de Lille

Le Professeur Gardelles avait présenté au 101^e Congrès national des Sociétés savantes, à Lille, une étude : «du manoir au château-fort en Gascogne anglaise» au début du XIV^e siècle, publiée dans les Actes du Congrès en 1976. Il y analysait la maison-forte de la Sallasse, à Barsac, toujours debout, datant à peu près de cette époque.

Cette maison forte est assez exceptionnelle par la qualité de ses murs de pierre et par son état de conservation, et d'ailleurs elle est habitée. Son plan rectangulaire est très simple, il n'y a jamais eu de tour ; des fossés environnaient l'ensemble.

Devant l'absence de documents d'archives, le Professeur Gardelles avait proposé de l'identifier à la maison forte autorisée par le Roi Edouard I^{er} en 1340 au chevalier Gaillard de Tiran.

Or une découverte aux Archives Municipales de Bordeaux, sous cote II 108 nous a permis de faire une identification certaine et de retrouver l'histoire de cette demeure depuis l'origine. En comparant avec les reconnaissances féodales de Barsac sous cote CC 2245 aux Archives Départementales, les titres de la famille de Montferrand IIE 2121, nous avons pu rejoindre les éléments du puzzle dispersé.

Son vrai nom est «la Salle de Villecentut», dit aussi «la Salle de Hapes», avec des orthographes quelque peu variables. Le nom de «la Salasse» apparaît en 1766,

c'est celui qui figure sur la Carte de Belleyme ; il semble que ce soit une terminaison péjorative, car en 1766 c'était en partie ruiné, ou tout au moins sans toiture.

D'après l'analyse du Professeur Gardelles c'est un bâtiment rectangulaire de 14 x 20 m hors oeuvre, divisé en deux parties inégales par un mur de refend ; le rez-de-chaussée est muni d'une porte et d'une porterne, l'étage est éclairé par trois fenêtres géminées et trilobées très caractéristiques des alentours des années 1300. Les angles en pierres de taille sont très soignés, l'appareillage quoique irrégulier est bien réalisé. Une latrine en encorbellement est à l'angle nord-est. La toiture est plus récente.

Si le système défensif a disparu, un texte de 1647 mentionne «*guérites, mâchecoulis, canonnières, ravelins, douves et fossés qui environnent icelle*».

L'acte des Archives municipales de Bordeaux II 108 est dans un dossier général sur Barsac ; c'est une expédition du contrat passé devant Me Bouron, notaire à Barsac le 28 Septembre 1766 par lequel François-Amand de Brassier baron de Beychevelle, Etienne de Brassier son frère et Delphine de Brassier baronne de Budos, leur soeur en tant qu'héritiers de leur oncle le Marquis de Montferrand, vendaient toutes leurs terres à Barsac, Preignac, Pujols et Bommes à Laurent de Sauvage d'Yquem pour la somme de 160.000 livres.

Le détail est intéressant à passer en revue car il montre l'étendue des propriétés, et tous les lieux-dits ont conservé leurs noms d'autrefois. Voici la liste :

- un moulin à eau dit «le Moulin de la Salle de Hapes», à présent se nomme Pernaut, à 4 meules tournantes ;
- la maison noble de Pernaut contiguë au dit moulin, qui a six chambres, avec à côté un pigeonnier et une volière au-dessous ;
- la maison noble de la Salle de Hapes, autrement Villesentuch se nomme à présent la Sallasse «*en partie démolie à cause de son ancienneté, cependant restent encore cinq vieilles murailles très élevées sans charpente ni couverture qui indiquent qu'il y avait autrefois plusieurs chambres, guérites, machecoulis, canonnières...*» ;
- le chai de Loustauneuf, ruiné, avec maison de maître et dépendances, la maison a huit chambres, précloturé de murailles ;
- le clos de Loustauneuf avec vignes ;
- le clos de la Sallasse auquel lieu est la maison noble ;
- le clos du Hournau, avec vignes ;
- le clos du Piada avec vignes, maison à 4 chambres ;
- le clos du Clouziot, avec vignes ;
- le clos du Colombié, avec vignes ;
- la grange du Port neuf, à Barsac ;
- la grange du Port, de Preignac ;

et tous les fonds dépendant du moulin et des susdites maisons nobles dans les paroisses de Barsac, Preignac, Pujols et Budos, biens nobles selon les hommages rendus au Roi en 1632, 1684, 1702.

Aucune superficie n'est mentionnée, mais cela devait recouvrir un grand territoire ; prise de possession est faite le 4 octobre 1766 devant Me Bouron.

A partir de ce nom retrouvé de Villesentut il a été possible de refaire l'histoire de la maison et de son domaine, autrefois très étendu.

Le Livre des hommages d'Aquitaine envers le Roi d'Angleterre Edouard Ier nous indique que le 22 mars 1274 Pierre de Villecentut et Bernard rendaient hommage pour ce qu'ils tiennent dans les paroisses de Pujols, Barsac, Illats, Preignac ; Amanieu de Villecentut également pour des terres dans le pays de Cernès. Tous étaient chevaliers. Plus tard on trouve Bernard de Villecentut en 1367, Marguerite Parani épouse de Gaillard de Villecentut damoiseau possédant des biens à Budos, Pujols ¹.

Puis nous trouvons ces biens de Barsac mentionnés parmi quelques archives de la famille de Montferrand ². Au XVI^e siècle ils appartenaient, au moins en partie à une famille Blanc qui eut une certaine notoriété bordelaise :

- noble homme Ithier Blanc, écuyer, sieur de la Salle, fut jurat de Bordeaux en 1515, 1523 ; il eut plusieurs enfants ;
- noble Pierre Blanc, écuyer, seigneur de la maison noble de Seguin, à Lignan, qui fut aussi jurat de Bordeaux en 1547, époux de Gratienne de Bourdeaux ;
- Jean Blanc, écuyer, sieur du Boscq ;
- Guillaume Blanc, écuyer, sieur de Poyartin, dans le canton de Montfort des Landes ;
- Marie Blanc, épouse de Pothon de Ségur, seigneur de Francs ;
- Jeanne Blanc, épouse de Grimon de Bourdeaux. ;

Pierre Blanc de Seguin et Gratienne de Bourdeaux eurent à leur tour 2 enfants ;

- Pierre Blanc, seigneur de la maison noble de Seguin, seigneur de Pey Arnaud (Pernaut) à Barsac et de la Salle, qui ne semble pas avoir eu d'enfants d'Anne de Tournier ;
- Marguerite Blanc de Seguin, épouse de Bernard de Cazalis en 1583, seigneur du Freyche, et qui est mentionné en 1613 seigneur de la Borie, de Balizac, et de la maison noble de Villecentut ³. D'où une fille, Marguerite de Cazalis, qui épouse François de Montferrand, baron de Landiras.

Ainsi, passant des Blanc de Seguin aux Cazalis, puis aux Montferrand, nous trouvons la dévolution des héritages de ces biens dans Barsac.

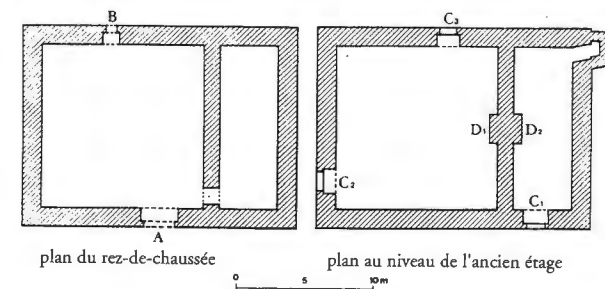
Dans le terrier des hommages de la Prévôté de Barsac de 1647 ⁴, Bernard de Montferrand baron de Landiras, seigneur de la Salle de Villecentut évoque l'hommage de son aïeul noble Bernard de Cazalis, et

1. Archives historiques de la Gironde tome 22.

2. A.D.Gir. Série II E, n° 2121.

3. Comnunay, histoire de la famille de Montferrand p. LXXIV.

4. A.D.Gir. Cote CC 2245.



déclare au représentant du « *Villecentut, soit maison, chambre, autres chambres, salles, chay, pressoir, granges, écuries, guérites, mâchecoulis, canonnières, ravelins doubles et fossés, fûe, bois garenne, prés, aubarèdes, padouens, moulin à eau moulant à 4 meules, soit 155 journaux de terre et 16 journaux de prés* ». Cela ferait au total, actuellement, environ 54 hectares de superficie.

Les biens de Barsac restèrent aux mains des seigneurs d'Yquem. Laurent de Sauvage, l'acheteur, est dénommé dans un acte du 15 Janvier 1783 passé par devant Me Saint Marc père, notaire à Podensac « seigneur de Pernaud, Villecentut, Saint Cric et autres lieux ». Il mourut en janvier 1787, laissant une seule fille, Joséphine, épouse en 1785 de Louis-Amédée Comte de Lur-Saluces, qui hérita de tout.

Le Comte de Lur-Saluces mourut jeune, 3 ans après son mariage, à la suite d'une chute de cheval, à 27 ans, laissant une veuve qui eut du mal à conserver les biens de famille pendant la Terreur. Elle y parvint, mais dû emprunter en février 1807 la forte somme de 215.000 francs à un banquier parisien avec hypothèque sur Pernaud et son moulin du Ciron, les enclos de Pernaud, Couloumey, le Closiot, Hourneuf, la Sallasse, Le Piada et les prés et aubarères au bord du Ciron.

Les biens de Barsac furent vendus après, et dispersés entre plusieurs familles.

Crédits photographiques :

Clichés Thomas Roborel de Climens.

Giovanni Antonio Bérinzago

par Séverine Ory *

Ce travail de recherche fut réalisé durant l'année universitaire 1993-1994 à Bordeaux III, sous la direction de M. Christian Taillard. Ce sujet de maîtrise d'histoire de l'art moderne traite d'un peintre architecte et décorateur, Giovanni Antonio Bérinzago, né en 1720 et mort en 1795 à Agnadello, un petit village de Lombardie. Cette étude apporte au lecteur l'état de la question sur cet artiste. En outre, elle fournit des renseignements inédits, comme les deux dates citées ci-dessus.

L'intérêt de ce sujet réside dans une double influence artistique : d'une part, l'apport de la tradition italienne et de l'art baroque que Bérinzago maniait à la perfection ; d'autre part, le classicisme français selon les goûts des bordelais.

Ainsi, le mélange de ces deux courants artistiques aussi différents constitue la véritable originalité de cet artiste. En effet, Bérinzago allia avec réussite les désirs de ses clients bordelais avec sa connaissance et sa maîtrise de l'art de son pays natal.

L'objectif majeur de ce travail fut de réunir toutes les informations connues sur Bérinzago mais aussi d'en découvrir de nouvelles. Par exemple, il était très important de trouver sa date de naissance et celle de sa mort. Effectivement, il est assez difficile de cerner les influences artistiques sans pouvoir utiliser ces dates comme support. Un autre but fut de rendre ce travail

accessible sans utiliser des termes techniques compliqués. Enfin, je tenais à ce que les non initiés dans le domaine de l'art se rende compte qu'il n'y a pas que les artistes excessivement médiatisés tels les Impressionnistes ou la Joconde qui soient attrayants. Beaucoup d'artistes populaires à leur époque sont aujourd'hui complètement oubliés et méritent plus d'intérêt que celui qu'on leur confère actuellement.

Quelques auteurs se sont intéressés à Giovanni Antonio Bérinzago. Ils ont apporté des éclaircissements sur la carrière de cet artiste méconnu spécialisé dans le domaine de la « quadratura », c'est-à-dire la peinture d'architecture feinte, le plus souvent à fresque.

L'article le plus important sur Bérinzago a été écrit en 1940 par Robert Mesuret dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire de l'Art Français*. Il l'a intitulé « Les premiers décorateurs du Grand-Théâtre de Bordeaux ».

Bérinzago réalisa le théâtre de Rochefort en Charente-Maritime. *L'architecture civile et militaire au XVIIIe siècle en Aunis et Saintonge* de Monique Moulin datant de 1972 fut un livre de référence pour l'étude de cette œuvre.

* Maître en histoire de l'art (Université Michel de Montaigne-Bordeaux III).

Plus brièvement, d'autres ouvrages ont constitué les lignes directrices de ces recherches. «Les Notes biographiques de Laboubée», auteur du XVIII^e siècle, ont été très profitables pour la connaissance de Bérinzago et de ses élèves. De même, le recueil de Ch. Marionneau, un érudit du XIX^e siècle, sur Les Salons bordelais fut la source d'une biographie succincte. Enfin, dans le Bordeaux classique de 1987, Christian Taillard s'intéresse à l'activité de Bérinzago à l'église Saint-Bruno et au Palais Rohan.

Pourtant, on peut constater qu'il n'y a jamais eu aucun écrit précis et complet sur cet artiste. Voilà pourquoi il fit l'objet de cette recherche.

Le cheminement de celle-ci fut simple. Elle s'effectua en trois points. En premier lieu fut réalisé un travail de correspondance à diverses personnes susceptibles d'apporter des informations sur le passage de Bérinzago à Paris, Lyon, Agen, La Rochelle, Rochefort et dans son pays natal. Grâce à la connaissance d'un prêtre italien, Don Perego, qui faisait des recherches sur toutes les personnalités du village d'Agnadello, ce travail put avancer plus rapidement. C'était une chance inespérée de trouver quelqu'un qui s'intéressait au village natal de Bérinzago. Ayant dépouillé les archives paroissiales du XVIII^e siècle, il permit de connaître enfin les dates cruciales de naissance et de décès de l'artiste, ainsi que des anecdotes sur sa jeunesse. Puis débutèrent les recherches bibliographiques et l'étude des références trouvées dans les ouvrages évoqués plus haut. Ce dépouillement fut réalisé aux Archives départementales et municipales de Bordeaux, à la bibliothèque universitaire et à la bibliothèque municipale de Bordeaux.

Enfin, les recherches furent complétées par un voyage à Rochefort afin d'y étudier le théâtre de Bérinzago. De même, à La Rochelle furent trouvées quelques informations complémentaires concernant cet édifice.

Voici le résultat résumé de ce travail. Avant de trouver la trace de la naissance de Bérinzago, mon directeur de recherche, M. Taillard, pensait qu'il était né vers 1710-1720, ce qui s'avéra un bon pronostic. En effet, dans le registre des Archives de la petite ville, on peut lire, traduit du latin, que Bérinzago naquit le 6 octobre 1720. De plus, selon les informations fournies par mon correspondant italien, la famille Bérinzago, d'ancienne et noble lignée milanaise, était

déjà présente à Agnadello en 1500. Une ferme de la région, construite à cette époque, porte aujourd'hui le nom de Bérinzago. Ce sont malheureusement les seuls renseignements connus sur l'enfance et la jeunesse de Bérinzago. De même, on ne sait rien de sa formation italienne ni s'il reste des traces de son œuvre dans son pays natal.

Marionneau dans ses Salons bordelais lui prête un maître italien, Cagliani. Ce nom incertain pourrait ressembler à celui d'architectes milanais. Quoiqu'il en soit, il est évident que Bérinzago reçut une formation d'architecte. De plus, son maître lui inculqua un attachement durable à l'art baroque italien que Bérinzago utilisa malgré la désuétude de ce dernier. Cette caractéristique conservatrice est typique de son art.

Puis, vers l'âge de 30 ans, Bérinzago quitta l'Italie. La raison de son départ et la destination nous sont actuellement inconnues. Toujours est-il qu'à cette époque, c'est-à-dire vers 1750-1755, Bérinzago fut en rapport avec l'architecte Soufflot. Soit Bérinzago le connut en Italie où Soufflot séjourna, soit ce fut à Paris qu'eut lieu leur rencontre. Dans tous les cas, il est certain que Bérinzago travailla pour lui à la réalisation de décors scéniques pour son théâtre lyonnais, entre 1753 et 1755. Puis, Bérinzago voyagea jusqu'à Paris où la Providence lui fit connaître le Maréchal de Richelieu, petit neveu du célèbre cardinal. Il est possible que ce fut Soufflot qui le présenta à un réseau de personnalités en relation avec l'illustre Maréchal. Grâce à ces appuis, il put travailler à la décoration de la Comédie-Française dans la capitale. Puis, quand le maréchal remarqua le talent de Bérinzago, il en fit son protégé et l'aida à faire carrière. En tant qu'administrateur des théâtres de France, il lui ouvrit de nombreuses portes. Ainsi, dès son arrivée à Bordeaux, Bérinzago obtint de multiples commandes. Pendant près de 10 ans, les travaux qu'il effectua dans cette ville furent directement liés à la protection de Richelieu.

C'est vers 1755-1756 que Bérinzago arriva à Bordeaux. Il y précédait le maréchal qui venait d'être nommé gouverneur de la province de Guyenne. Dès son arrivée, il fut décorateur de l'ancienne Comédie et réalisa les décors d'une prison, d'un camp militaire, d'une boutique de maréchal ferrant et d'un temple d'Olympie. A cette même époque, il prit Antoine Gonzalès comme élève dans son atelier.

Bérinzago excellait à peindre l'architecture gothique, passion qu'il transmit à Gonzalès, son élève favori, son ami et son successeur. En 1758, il réalisa une porte triomphale fictive pour l'entrée de son protecteur le maréchal de Richelieu. De 1759 à 1780, il décora le palais du gouverneur situé rue Porte Dijaux. Un inventaire du mobilier de 1774 cite des tableaux architecturaux, tels une place royale, un plan de Bordeaux ou une représentation du Château de Richelieu qui pourraient être de Bérinzago. Mais il n'avait pu créer les dessus de portes représentant des personnages car il ne savait pas dessiner la figure.

En 1760, il travailla à des décors pour la nouvelle Comédie rénovée grâce à Richelieu et à des actionnaires. Il peignit une ville, un palais, une chambre, un village, un enfer, une «gloire» comme fond de scène à une pièce de théâtre, et un grand rideau aux armes du Maréchal. Dès 1763, l'Iris de Guyenne, le journal de Bordeaux, faisait l'éloge de Bérinzago. Le public appréciait son art de la perspective, ses architectures fictives et son trait. Ayant un style à la fois sobre et fantaisiste, Bérinzago possédait des qualités dignes de conquérir les amateurs d'art.

Une anecdote donne l'idée de sa réputation à ce moment. En 1765, Bérinzago écrivit une lettre de recommandation pour Jacques-Robert Rosée, un peintre de paysage aujourd'hui inconnu. Cette bienveillance montre qu'à l'époque il avait déjà acquis une solide réputation et une certaine influence. Ainsi il était reconnu comme un artiste ayant de l'autorité.

L'année 1767 marque une étape décisive dans la vie de l'artiste. Il commença la décoration de l'église Saint-Bruno pour les religieux de la Chartreuse de Bordeaux. Les vestiges d'une restauration du XIX^e siècle sont encore visibles de nos jours. Ils permettent d'imaginer combien le talent de cet artiste était impressionnant. Ces peintures étaient un chef-d'œuvre du trompe-l'œil. Les ~~deux~~ dessins de ces somptueuses fresques avaient été exposés au Salon en 1771 et puis, plus tard, déposés aux Archives Municipales. Malheureusement, ils furent détruits en 1863 au cours d'un incendie. Le travail de Bérinzago fut achevé en 1772, comme il l'indiqua personnellement en inscrivant la date de M.DCC.LXXII au dessus du tambour de la porte d'entrée. Aujourd'hui encore, une inscription latine rend hommage au peintre à ce même endroit. Cette église à nef unique de 38 m de long sur 10

de large est voûtée en berceau à 14 m de haut. Elle est éclairée par des fenêtres en plein cintre pénétrant la naissance de la voûte. Bérinzago, s'inspirant du style architectural de cette église, reproduisit sur la voûte et sur les murs latéraux à face unies des pénétrations et des galeries perpendiculaires à l'axe de la nef. Ces constructions fictives furent ornées de colonnades corinthiennes et de pilastres du même ordre supportant de riches entablements. Sur le chevet plat de l'église, Bérinzago simula une tribune en rotonde éclairée par des lucarnes en anses de panier. Au centre, un baldaquin domine de ses colonnes en marbre bleu turquin et aux chapiteaux dorés à l'or fin. Ces peintures en trompe-l'œil ont un rôle fondamental dans la définition de l'espace de l'église. Ainsi, le volume de l'édifice ne se replie pas sur lui-même mais se tourne vers le monde environnant. Par conséquent, cette église sombre, basse et étroite se retrouve majestueusement agrandie et lumineuse grâce aux multiples percées vers des galeries, vers le ciel, vers l'extérieur. Le trompe-l'œil de Bérinzago aère la surface et fait reculer le mur grâce à des ouvertures sur des arcades aux deuxième plan. De plus, les colonnes bleues confèrent à la fresque une réalité que les pilastres lui enlèvent. La quadratura de Saint-Bruno modifie donc radicalement la perception qu'un spectateur peut avoir de cette église. L'illusion est bâtie sur une surface plane qui prend du relief et devient entablement, fronton, galerie, buste, coupole ou baldaquin. Bérinzago créa ainsi un nouvel espace subjectif, complexe et harmonieux, riche et significatif. Ce genre de peintures transforme des murs plats et froids en un espace sacré où chaque élément participe au culte de Dieu. Ainsi, l'occlus ouvert vers l'extérieur amène sur le fidèle la lumière céleste et permet une liaison directe avec le monde divin. Effectivement, depuis les débuts de la Chrétienté, le dôme, substitut et image de la voûte céleste, symbolise «l'Ecclesia», assemblée de fidèles de l'église. En conséquence, la légèreté et la transparence de l'architecture ouverte ont permis à la quadratura d'accéder à cette fusion totale entre le réel et l'illusion qui rend parfois possible l'approche de la spiritualité. Ainsi, Bérinzago, architecte de l'imaginaire, permit l'expression picturale d'un mysticisme fondé sur l'ascension vers la divinité. Ce fut en Italie, contre l'austérité de la Contre-Réforme, que se développa cette idéologie religieuse de la quadratura et de l'espace sacré. L'art baroque répondit à cette demande spirituelle. Bérinzago choisit cette solution appartenant à un

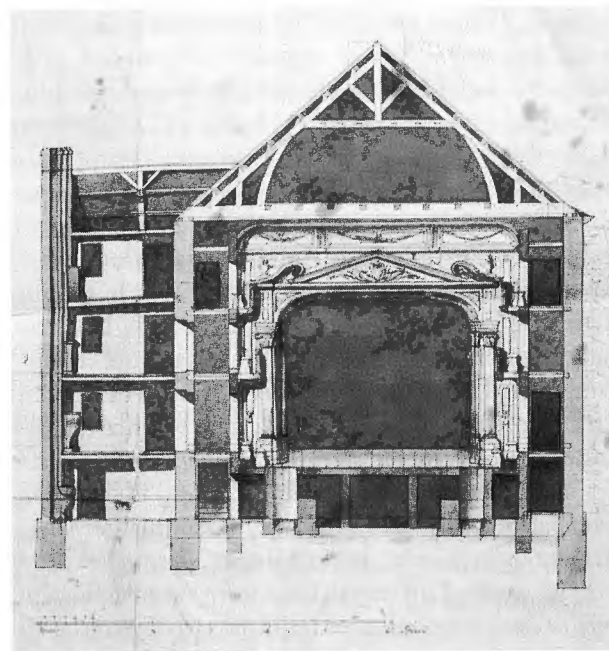
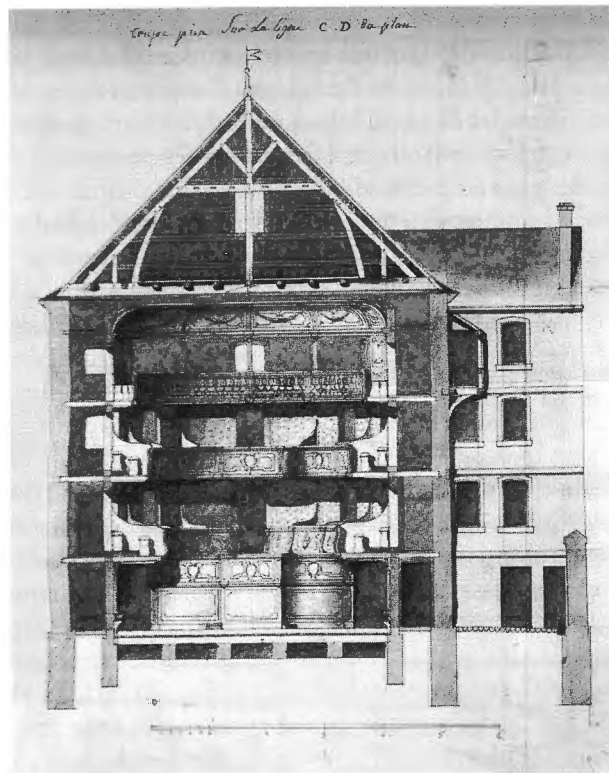


Fig. 1 et 2. —
Dessins du théâtre de Rochefort.

courant artistique démodé pour faire percevoir le divin. Effectivement, il utilisa l'idéal du palais baroque italien pour la décoration des fresques de Saint-Bruno, ce qui est surprenant à double titre. Tout d'abord, alors que le néoclassicisme surgissait et se répandait partout, Bérinzago travaillait à contre courant. D'autre part, sa décoration, dérivant de celles des Bibiena, ne semble pas très adaptée à une église. En effet, la représentation d'un somptueux palais italien dans un lieu de méditation et de culte paraît légèrement incongrue et inappropriée. Mais Bérinzago su dépouiller de son œuvre toute l'exubérance baroque. Effectivement, en évitant la surcharge, il créa une atmosphère de grandeur et de dignité vis à vis de la divinité. Bérinzago réussit à unir avec art un esprit très baroque à un style classique et solennel, ce qui est caractéristique de son genre. Cette même année 1767, il fut chargé de construire la salle de spectacle de Rochefort. Déjà en 1766, il avait travaillé au théâtre de La Rochelle pour décorer l'intérieur de l'édifice. Il présenta donc un devis qui s'avéra nettement inférieur aux dépenses. De ce fait, la construction traîna et la façade resta inachevée. Les bossages demeurèrent nus jusqu'en 1845. Des plans subsistent encore aujourd'hui aux Archives de la Marine de Rochefort. Notés en toise, ces dessins sont présumés de Bérinzago. Le plan en U très profond s'inscrit dans un rectangle allongé à la façon des théâtres italiens du XVII^e siècle. Une galerie à la gauche de la salle comporte une cour, des chambres, loges et chauffoirs. Elle disparut au XIX^e siècle pour permettre l'agrandissement du théâtre. Un péristyle précédant l'édifice fut conçu comme un promenoir à l'air libre. Autour de l'amphithéâtre, des baignoires, sortes de loges fermées, étaient grillagées comme les clôtures d'un couvent, ce qui permettaient aux occupants d'assister au spectacle sans être vu. Elles existent toujours dans la disposition actuelle. En avant se trouvait le parterre où les spectateurs étaient debout. La machinerie savante de Bérinzago existe encore aujourd'hui mais n'est plus utilisée depuis le XIX^e siècle. Elle est un des rares éléments subsistant du théâtre d'origine. On pouvait y faire manœuvrer les décors, pousser les châssis par des ouvertures pratiquées sous la scène. De même, Bérinzago avait conçu des trappes pour les apparitions, des rues et des ruelles permettant l'implantation des divers fonds de scène. Toutes les poulies, treuils et tambours de manœuvre avaient été construits par des ouvriers de l'Arsenal. Lors de la dernière réfection de la salle, ils ont été

conservés comme décoration pour attester de la qualité du travail fourni à cette époque. Aux étages, les grandes loges d'avant-scène dominaient l'orchestre. Sur le pourtour du parterre, les spectateurs disposaient de loges avec des bancs, et dans le fond un amphithéâtre permettait de voir au-delà des spectateurs qui restaient debout à l'orchestre. Les loges étaient séparées les unes des autres par des cloisons évidées à la partie supérieure pour améliorer la visibilité. Au dessus du deuxième étage de loges se trouvait le paradis. Cette galerie était limitée par une balustrade. De nombreuses restaurations eurent lieu au XIX^e siècle. Elles modifièrent totalement les proportions du théâtre car elles englobèrent le couloir latéral gauche qui n'existe plus. En 1842, on construisit un nouvel péristyle d'entrée et au dessus une salle de réunion et de distraction. De plus, à cette époque fut érigée la façade visible de nos jours. Celle-ci aligna l'édifice sur la rue, ce qui n'était pas le cas au siècle précédent. Aujourd'hui, en dehors de la taille, la disposition et la décoration de la salle sont assez proches de celle conçue par Bérinzago. M. Houlgard qui restaura le théâtre en 1971, s'est attaché à respecter le caractère Louis XV du bâtiment. Ainsi, les peintures d'époque ont été redécouvertes et décapées. Les plans et les coupes de cet édifice sont étonnants. En effet, Bérinzago a utilisé des formes architecturales archaïques mêlées à des nouveautés concernant les problèmes de la vision et de l'acoustique. Le rectangle allongé de la conception générale est un souvenir des théâtres organisés dans les jeux de paume. Ce choix était désuet en 1767 car il donnait la priorité à l'acoustique au détriment de la vue. De surcroît, l'usage du parterre était très critiqué à l'époque. Enfin, l'utilisation de l'amphithéâtre à la hauteur des premières loges favorisait la vision des spectateurs mais guère le renvoi du son. Tous ces inconvénients auraient nuit à cette salle si Bérinzago ne s'était heureusement servi du modèle que fut le théâtre de Lyon de Soufflot. Ainsi, les formules archaïsantes avaient disparu derrière les importantes nouveautés employées. Effectivement, l'utilisation du bois dans le plafond incurvé, les loges, les balcons et le plancher contribua à la bonne sonorité du lieu. De même, il adopta deux systèmes très ingénieux provenant directement de Lyon. Tout d'abord, la disposition des loges en retrait les unes par rapport aux autres, au fur et à mesure que l'on monte, s'avéra propice à une meilleure vision. De plus, il les sépara par de légères cloisons en col de cygne à hauteur d'appui, agencement reproduisant celui choisi par Soufflot.

De plus, en 1769, Bérinzago décora la chapelle et l'escalier de l'Hôtel de la Bourse de Bordeaux, aidé de son élève Antoine Gonzalès.

Les années 1770 virent la consécration de Bérinzago à Bordeaux. Les fresques de Saint-Bruno attirèrent l'attention de l'Académie qui décida d'agréer l'artiste italien. D'un côté, elle permettait à Bérinzago de professer et d'être reconnu, donc d'attirer une clientèle potentielle. D'un autre côté, son talent et sa renommée devait le blason de l'Académie, et chacun profitait du prestige de l'autre. En outre, Bérinzago fut admis dans la loge maçonnique bordelaise «l'Amitié de l'Orient», où il avait le grade de maître. L'année 1773 fut importante dans sa vie et sa carrière. Veuf, il rencontra la femme de sa vie, Anne Maumelat, et se maria. Gonzalès fut témoin à son mariage. De surcroît, il fut élu académicien résident, après trois années d'attente toutefois. N'oublions pas qu'à l'époque, tous ceux qui n'étaient pas Bordelais étaient des étrangers.

En 1774, Bérinzago peignit les décorations pour le service funèbre de Louis XV qui fut célébré dans la cathédrale Saint-André. De 1774 à 1780, il réalisa des décors pour le Grand-Théâtre de Bordeaux de Victor Louis. Ils furent à l'origine de la célébrité de Bérinzago à Bordeaux. L'architecte parisien avait été contraint d'employer cet artiste du fait de la protection de Richelieu. Bérinzago remit à l'ouverture du théâtre les sept décorations suivantes : un grand salon d'appartement décoré d'un ordre ionique doré et argenté ; l'extérieur d'un palais d'ordre corinthien avec incrustation de marbre violet ; une place publique peinte en pierre avec un arc de triomphe ; une chambre rustique en bois, plâtre et brique ; l'intérieur d'un palais brillant avec ouverture sur le lointain ; un péristyle d'ordre dorique ; et un désert. Pour toutes ces décorations, il était convenu que Bérinzago respectât le style imposé par Victor Louis, c'est-à-dire «dans la plus grande pureté de l'architecture antique». Ces décorations furent tant admirées que l'on estimait Bérinzago aussi doué que les peintres parisiens, ce qui représentait un point de référence à l'époque. Après le départ de Lemaire et Restout, deux artistes parisiens, Bérinzago demeura le seul décorateur ordinaire de cette salle de spectacle. En 1776, il fut nommé professeur-adjoint à l'école d'architecture pour le trait, et professeur de géométrie et de perspective. Nous conservons de lui deux petits dessins à l'encre de Chine datant de

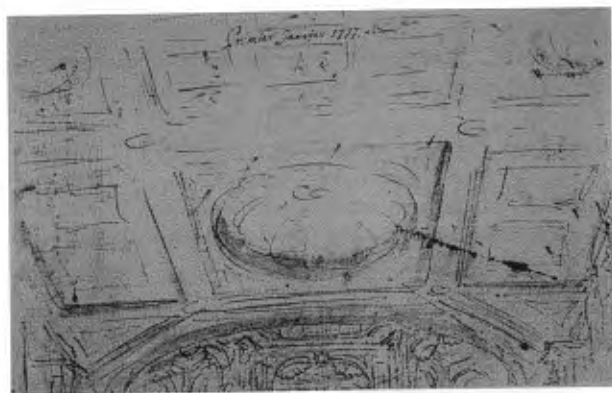


Fig. 3. — Dessins à l'encre de Chine d'un théâtre par Bérinzago, 1777.

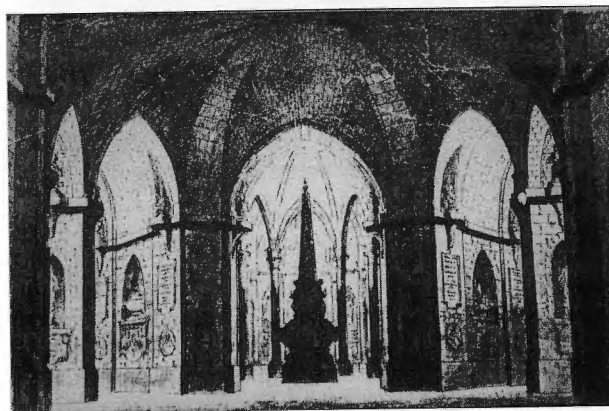


Fig. 4. — Dessin à l'encre de Chine et au lavis d'une église gothique par Bérinzago, 1778.

janvier 1777 et 1778. Ils se trouvent actuellement au Fogg Art Museum de Cambridge aux Etats-Unis. Le premier est la partie supérieure d'un théâtre. On y voit le fond d'une salle de spectacle fait de caissons rectangulaires ou de coupolettes à cannelures. Bérinzago orna les côtés de colonnes et d'entablement. Le bas du dessin est constitué d'une ouverture sur une salle polygonale où sont esquissées des arcades en anse de panier avec des sortes de coquillages ou de feuilles découpées. Cette ébauche donne peu d'idée sur l'art de cet artiste. Mais son exécution rapide et néanmoins précise des volumes montre le remarquable talent de cet artiste. Le deuxième dessin fut réalisé le premier janvier 1778 au verso du précédent cité ci-dessus. Il l'exécuta à l'encre et au lavis. Cette esquisse représente l'intérieur d'une église gothique. Ce croquis est encadré sur les extrémités gauche et droite par un mur percé d'un arc brisé où se trouvent des sculptures sur des piédestaux. Puis, de part et d'autre, s'ouvrent des

chapelles ou galeries, et vers le fond, un chœur. Une corniche continue forme une césure horizontale à cet élan vertical typiquement gothique. Dans l'abside, le déambulatoire est séparé du sanctuaire par de hautes colonnes à double chapiteau qui sont anachroniques. Le haut du dessin est majestueusement surplombé par une immense voûte sur croisée d'ogives. Dans ce cadre médiéval surgissent des éléments à l'antique inadéquats : de petits frontons sur les piliers centraux, et un immense obélisque cerné de statues, le tout sur un piédestal. De même, d'autres détails tels les nombreux bustes, les médaillons, les tables sculptées, les guirlandes paraissent totalement inadaptés au contexte. Les jeux d'ombre et de lumière dominent la scène jusqu'à l'exagération et il ne fait aucun doute que ce décor devait être destiné à un théâtre. Etant donnée la référence antiquisante, on a tout lieu de croire que cette décoration a pu être un projet commandé par Victor Louis et destiné au Grand-Théâtre. Il est vrai qu'à l'époque, le retour à l'antique était d'usage. Il fut donc certainement imposé à Bérinzago. Toutefois, il ne put s'empêcher de glisser sa touche personnelle baroque par cet effet de contraste lumineux qui frappe le regard. Enfin, on remarque ici combien le gothique était un art exotique pour l'époque puisqu'on n'hésite pas à le sacrifier aux formes de l'Antiquité. Mais le style rigoureux, la sobriété du dessin, la composition axiale très réfléchie et cet éclairage théâtral rendent cette œuvre tout à fait crédible et montrent à quel point Bérinzago était doué dans l'art décoratif.

En 1777, Bérinzago exécuta des décorations pour une réception en l'honneur des frères de Louis XVI, les comtes de Provence et d'Artois. A cette occasion, il peignit un fronton et une frise en transparent placés à l'intérieur de la cour de l'Hôtel du Gouvernement.

Les années 1780 témoignèrent de l'énorme succès de Bérinzago à Bordeaux. Outre l'obtention d'un logement de fonction en 1781, il fut chargé en 1783 de la décoration murale de la salle à manger du Palais Rohan pour l'archevêque. Ces décorations furent détruites. Mais dès cette année, dans une lettre, Bérinzago doutait de rester à Bordeaux. Il avait perdu ses appuis : le maréchal de Richelieu n'était plus gouverneur et Victor Louis était rentré à Paris. L'intérêt de Bérinzago pour Bordeaux s'émoussait. Il n'avait plus guère de commandes. Déjà en 1781, il était dans le besoin. Aussi quel avantage avait-il à rester dans cette ville. Après quelques autres travaux, Bérinzago

retourna dans son pays natal en 1786. Selon Laboubée, il serait passé par Marseille où il aurait rejoint son maître et réalisé des décors scéniques. Mais aucune trace de son passage dans cette ville ne fut découverte. En 1786, il est porté absent sur le tableau des membres de l'Académie des Arts. Gonzalès le remplaça à son poste de professeur. Bérinzago mourut à Agnadello en 1795 à l'âge de 75 ans, comme on peut le vérifier dans le registre des décès de sa paroisse.

Finalement, nous pouvons nous rendre compte combien la vie et l'œuvre de Bérinzago avant et après son installation à Bordeaux sont méconnues. Son séjour dans notre ville constitue le cœur de toute étude.

Cet artiste pluridisciplinaire se créa un style très particulier.

Tout d'abord, il était très habile dans la composition de ses peintures. Il savait équilibrer les volumes afin de rendre l'œuvre harmonieuse. Son travail était toujours très réfléchi. Il choisissait souvent des compositions simples et symétriques. De plus, il faisait preuve d'un extraordinaire talent de dessinateur. En quelques coups de crayon, il arrivait à créer une atmosphère réaliste. Il était fort pour le trait.

De surcroît, Bérinzago était un maître de l'éclairage. Mais cet artiste de l'illusion était moins habile pour les couleurs, selon Pierre Lacour, peintre bordelais du XVIII^e siècle. Il est difficile de se faire une idée précise sur cette question en prenant le seul exemple existant, c'est-à-dire l'église Saint-Bruno. Enfin, Bérinzago montrait un souci de l'exactitude archéologique visible dans le classicisme des architectures feintes de cet édifice. L'Iris de Guyenne rédigea de grands éloges concernant la précision de Bérinzago et son goût pour les détails historiques.

Diverses influences se retrouvent dans le style de Bérinzago. Celle de son maître est évidente : l'esprit de conservatisme ainsi que son attachement à l'art baroque en sont une preuve. C'est aussi de lui que Bérinzago tenait son art du dessin et de la perspective, et sûrement son incapacité à faire les figures humaines.

Les différentes références à Bibiena, Borromini et Guarini sont visibles dans la coupole fictive de Saint-Bruno avec l'utilisation de courbes et contre-courbes

pour animer l'espace. Mais, il est certain que Juvara était l'artiste dont Bérinzago s'inspirait le plus. Lombard d'origine, Bérinzago a été formé à la fantaisie décorative de l'art baroque du nord de l'Italie. Cependant sa rencontre avec Soufflot, Richelieu et surtout avec Victor Louis dut être décisive concernant l'influence néoclassique qu'il subit par la suite. Ainsi, comme Juvara, Bérinzago naviguait dans deux courants que l'on a toujours voulu opposer et qui pourtant se marient à merveille.

Ni complètement baroque, ni vraiment classique, Bérinzago créa un style intermédiaire. Il est la preuve que la rupture entre les deux mouvements artistiques n'exista pas, que le passage d'un genre à un autre se fit subtilement, en peinture comme en architecture. La célébrité de Bérinzago à Bordeaux où il demeura près de trente ans est incontestable. Grâce à une solide réputation et à une certaine influence, il était reconnu comme un artiste talentueux dans son domaine de prédilection, la quadratura. Il était très estimé par les Bordelais qui lui passaient des commandes prestigieuses. Il fut en cela un des représentants de l'histoire de l'art de la province de Guyenne. Il connut un succès réel mais fugace. Il eut la gloire mais pas la fortune.

Le style de Bérinzago était paradoxal. Il avait la capacité de se conformer aux courants de son époque. Mais son art était surtout dominé par son refus obstiné et son penchant désuet pour l'art baroque. Pourtant, l'utilisation qu'il en faisait correspondait aux souhaits des commanditaires. Le résultat était toujours admiré. Quand les techniques artistiques du XVIII^e siècle ne s'adaptaient pas à l'œuvre, Bérinzago employait des éléments modernes et même parfois nouveaux. On en trouve des exemples au théâtre de Rochefort ou à Saint-Bruno. De ce fait, une réflexion sur l'art existait chez Bérinzago. Il avait conscience que le style baroque faisait démodé mais son usage était délibéré. C'était son choix artistique personnel. Il ne se servait de la référence néoclassique que lorsqu'elle était indispensable.

Aujourd'hui, Bérinzago se place comme un jalon. Bien que cet artiste soit apparemment mineur, il prouve combien l'histoire de l'art est une science humaine compliquée où les courants ne peuvent être classés dans une catégorie.



Fig. 5. — Eglise Saint-Bruno, peinture murale de la voûte vers l'ouest.
Cliché A. Guilhem-Ducléon © Inventaire général, 1994, S.P.A.D.E.M.

L'église Saint-Ferdinand de Bordeaux (1862-1867) : une création de Paul Abadie

Par Jocelyne Vergnes *

A la suite de l'établissement officiel du catholicisme en 1802, le mauvais état du patrimoine ecclésiastique qui avait subi sous la Révolution les dommages d'un abandon forcé et de multiples déprédations, et le besoin croissant d'édifices que déterminèrent le réveil de la foi et l'essor démographique furent à l'origine d'un mouvement national de construction d'églises qui atteignit son apogée sous le Second Empire et se poursuivit sous la Troisième République¹. Durant la période concordataire, l'exercice de la religion fut géré par l'administration des Cultes qui joua, lors de la répartition des crédits alloués aux monuments diocésains et de la distribution des secours destinés aux immeubles paroissiaux, un rôle artistique prépondérant². Cependant, le Conseil général des Bâtiments civils, ayant la responsabilité des ouvrages communaux, continua d'instruire les projets à la charge des municipalités³. La redécouverte du Moyen Age liée au romantisme suscita un engouement pour son architecture qui contribua à la naissance du courant néogothique marqué par l'orientation archéologique de J.-B. Lassus et la conception fonctionnaliste de E. Viollet-Le-Duc, et du style néo-roman auquel Paul Abadie donna ses lettres de noblesse⁴.

L'érection de la paroisse par le Cardinal Donnet

Dès le milieu du siècle du XIXe siècle, les villes furent touchées par l'exode rural des paysans pauvres des campagnes surpeuplées et des travailleurs ruinés par le déclin de l'artisanat. Pour encadrer ces foules fixées à la périphérie des agglomérations, les autorités religieuses multiplièrent les circonscriptions. Cette pratique constitua un élément de la politique de re-

* Cet article reprend la matière d'un mémoire rédigé par l'auteur dans le cadre d'une maîtrise d'Histoire de l'Art sous la direction de M. Marc Saboya *L'église Saint-Ferdinand de Bordeaux de Paul Abadie (1812-1884)*, exemplaire dactylographié, université de Bordeaux III-Michel de Montaigne, 1994.

1. Bouchon C., Brisac C., Chaline N.-J., Leniaud J.-M., *Ces églises du Dix-Neuvième siècle*, Amiens, Encrage, pp. 13-30.

2. Leniaud J.-M., *L'administration des Cultes pendant la période concordataire*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1988, pp. 67-74.

3. Gourlier M. et Questel M., *Notice historique sur le service des travaux des bâtiments civils à Paris et dans les départements depuis la création de ce service en l'an IV (1795) jusqu'en 1886*, Paris, Imprimerie nationale, 1886, p. 14.

4. Nayrolles J., *Roman et néo-roman. De l'invention du passé dans la culture archéologique et dans l'art du XIXe siècle*, thèse de doctorat en histoire de l'art, Université de Toulouse-Le-Mirail, 1994, exemplaire dactylographié, pp. 751-753.

conquête de l'Eglise qui s'efforçait de réprimer la montée de l'athéisme et d'exercer une pression cléricale sur la vie publique et sociale. L'archevêque de Bordeaux, Ferdinand-François-Auguste Donnet qui s'appliqua à rassembler son troupeau et à réorganiser son diocèse institua dans la seule métropole six paroisses : Saint-Martial (1837), Sainte-Marie de la Bastide (1842), Saint-Ferdinand (1854), Saint-Augustin (1858), Saint-Remi (1865) et le Sacré-Cœur (1867) auxquelles s'ajoutèrent les créations de la banlieue : Caudéran, Le Bouscat, Talence, Pont de la Maye. Associant la renaissance chrétienne à un renouveau architectural, ce prélat qui favorisa l'épanouissement de l'art néo-médiéval en Gironde fut l'instigateur d'une vaste campagne d'édification et de restauration d'églises.

Bénéficiant de l'extension des faubourgs bordelais, les terres de Naujac et de Terre-Nègre creusées de sablières ou couvertes de vignobles furent gagnées par l'urbanisation⁵. Les facilités de communication assurées par le percement de plusieurs voies et le grand nombre de terrains vacants à bon marché attirèrent les ouvriers et les petites gens qui y déployèrent des lignes d'échoppes. Afin de nantir ces quartiers récents d'un véritable service divin, les pouvoirs municipaux et épiscopaux effectuèrent, à partir de 1853, les démarches nécessaires à l'instauration d'une paroisse qui fut distraite des cures de Saint-Louis et de Saint-Seurin auxquelles fut jointe une portion infime de celles de Notre-Dame et du Bouscat. Eu égard à sa situation remarquable, il fut décidé de loger le sanctuaire dans le triangle défini par l'intersection des rues Croix-de-Seguey et du Temps-Passé⁶. Le décret impérial du 15 avril 1854 érigea en succursale la future église placée sous l'invocation de saint Ferdinand. Ce vocable rendait hommage à l'action bienfaisante du cardinal Donnet qui portait le nom du patron de l'Espagne, Ferdinand III, roi de Castille et de Léon, et héros de la « Reconquista ».

Les lieux de culte provisoires : la chapelle Barada et l'église « en planches »

N'ayant aucun bâtiment à livrer au culte, le maire, A. Gauthier qui devait justifier qu'il était en mesure d'en élever un inscrivit cette réalisation au programme

d'aménagement urbain qu'il envisageait de financer grâce à un prêt de cinq millions. La somme de cent cinquante mille francs qui lui fut attribuée peut être mise en rapport avec une circulaire ministérielle qui tendait à rationaliser les subsides octroyés par l'administration des Cultes. Un tableau indiquait l'importance de la dépense, graduée sur le chiffre de la population qu'il convenait de ne pas dépasser : pour une circonscription de quatre mille âmes, le maximum au-delà duquel une commune ne pouvait prétendre à une aide de l'Etat correspondait au montant prévu⁷. Pendant la guerre de Crimée et les trois années qui suivirent, ce dessein fut ajourné à un temps plus favorable. Toutefois, les offices furent célébrés à titre temporaire dans la chapelle du couvent des sœurs de Marie-Thérèse qui avait une issue rue Matignon⁸. Fondée en 1814 par Marie-Sophie Brochet de la Rochetière, cette congrégation qui unissait l'oraison à l'éducation des jeunes filles avait emménagé dans l'ancien hôtel Barada construit à la veille de la Révolution par René Poirier⁹. Malgré le dévouement du clergé, l'exiguïté de l'oratoire dont peu de détails subsistent en raison de transformations ultérieures entravait le déroulement des cérémonies et privait la majorité des fidèles d'instruction chrétienne.

Résolu à mettre fin aux difficultés de son ministère et au découragement de ses ouailles, le prêtre Bertrand Lafargue réussit à convaincre le conseil municipi-

5. Castel M., dans *Revue Historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, t. XVI, 1923, p. 50.

6. A.M. 13 D 23.

7. Champion A., *Manuel pratique de droit civil ecclésiastique ou exposé de la législation et de la jurisprudence sur l'administration temporelle du culte catholique et ses rapports avec l'autorité civile*, Paris, P. Dupont et Cie, 1876, pp. 394-395.

8. Sur l'ordre des sœurs de Marie-Thérèse, il convient de consulter les ouvrages de Condamin J., *Vie de la bonne mère Marie de Jésus née Sophie Brochet de la Rochetière, fondatrice et première supérieure des religieuses de Marie-Thérèse solennellement reconnues et approuvées* par S.S. Grégoire XVI (Bref du 18 avril 1835), E. Vitte éditeur, Lyon, 1897 et de Dupeyron F.-M. et Reicher G., *Un curé sous la Révolution, Alexandre-Bruno Lespiaut, fondateur des religieuses de Marie-Thérèse*, Maison Aubanel père, Avignon, 1956.

9. Avisseau J.-P., « L'hôtel Barada ou le nouveau Bardineau, œuvre de l'architecte René Poirier », dans *Bulletin et Mémoires de la Société Archéologique de Bordeaux*, t. LXV, année 1963-1969, Biscaye frères imprimeurs, Bordeaux 1971, pp. 327-333.

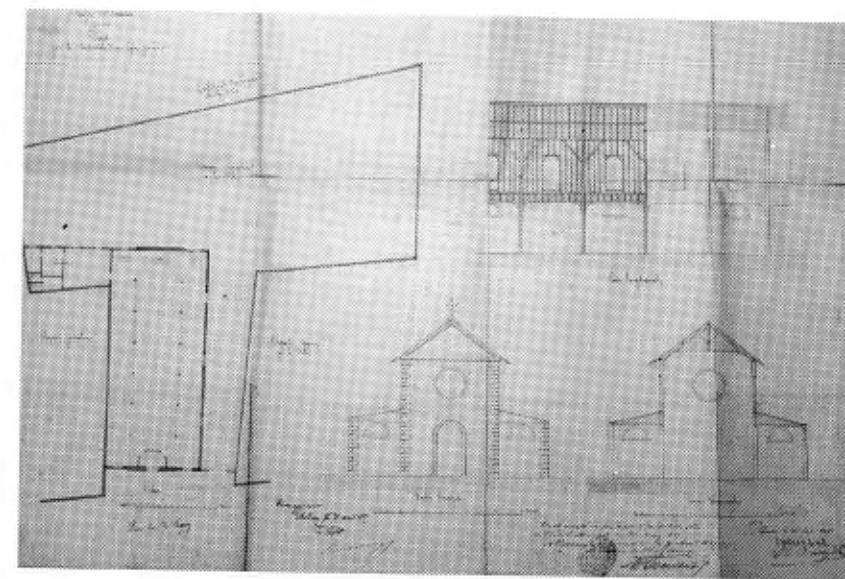


Fig. 1. — Projet de l'église provisoire dressé par Ch. Burguet le 20 février 1857. A. M. 4005 M 5.

pal d'installer un local transitoire d'un coût modique et d'une capacité suffisante pour accueillir la communauté. Ce pasteur énergique dont la persévérance aplanit tous les obstacles croisés au cours de cette longue entreprise imprima l'impulsion pour trouver les ressources et accomplir les formalités. Victor Lenoir¹⁰ ayant eu l'obligeance d'envoyer au desservant une copie du plan et des élévations de l'église qu'il avait esquissés pour la nouvelle succursale Saint-Augustin de Paris, l'architecte municipal Charles Burguet¹¹ s'en inspira pour tracer un projet qu'il adapta à la parcelle cédée par la direction des eaux et qu'il estima à 21000 francs. Complétée par une sacristie, l'église de plan rectangulaire et de type basilical (fig. 1) qui était façonnée en moellons renforcés par des chaînes d'angle harpées comprenait un vaisseau central à pans de bois garnis de mortier percé de fenêtres-hautes cintrées et des bas-côtés éclairés par des baies demi-circulaires. Cet humble asile qui fut disposé à l'alignement des maisons de la rue Croix-de-Seguey et pourvu d'un beffroi fut béni, le 13 décembre 1857, par le curé de Notre-Dame. Dès que se produisit un léger déversement du chevet et qu'apparut une profonde lézarde dans une des parois latérales qui compromettèrent la stabilité de la bâtisse, il s'avéra que cette solution de remplacement dont la précarité exposait les paroissiens au bruit continu de la route départementale et aux températures extrêmes du climat ne pouvait plus être prolongée.

1861

Les premiers projets de Paul Abadie

Lorsque la conjoncture s'améliora, A. Gauthier réitéra, le 16 novembre 1859, ses propositions. Jugant l'allocation de quatre cent mille francs réservée à l'église Saint-Ferdinand trop modeste pour une œuvre de style roman ou gothique, il préconisa d'établir un édifice qui accuserait franchement l'art de son temps. Cette considération proche des recherches stylistiques des architectes contemporains visait à une simple économie des moyens. A la suite de la chute du réservoir Saint-Martin qui fit plusieurs victimes parmi

10. Victor Lenoir (1805-1863), ancien élève d'Achille Leclère, fut nommé, en 1840, architecte du chemin de fer de l'Ouest, puis du Grand-Central et de la ligne des Ardennes. Il érigea plusieurs gares et hôtels particuliers. Bauchal Ch., *Nouveau dictionnaire biographique et critique des architectes français*, Paris, Librairie générale de l'Architecture et des Travaux publics, André, Daly fils et cie, 1887, p. 688.

11. Charles-Bernard Burguet (1821-1879) qui se forma sous la direction de Lebas devint, en 1851, architecte de la ville de Bordeaux. A ce titre, il exécuta les restaurations de l'église Saint-Michel, du Grand-Théâtre et de l'hôtel de ville, et la construction du Grand-Marché et du marché des Grands-Hommes. Son dernier travail, le plus honorable, fut l'aménagement du lycée national.

12 A.M. 12 D 42, séance du conseil municipal de Bordeaux du 19 novembre 1860.

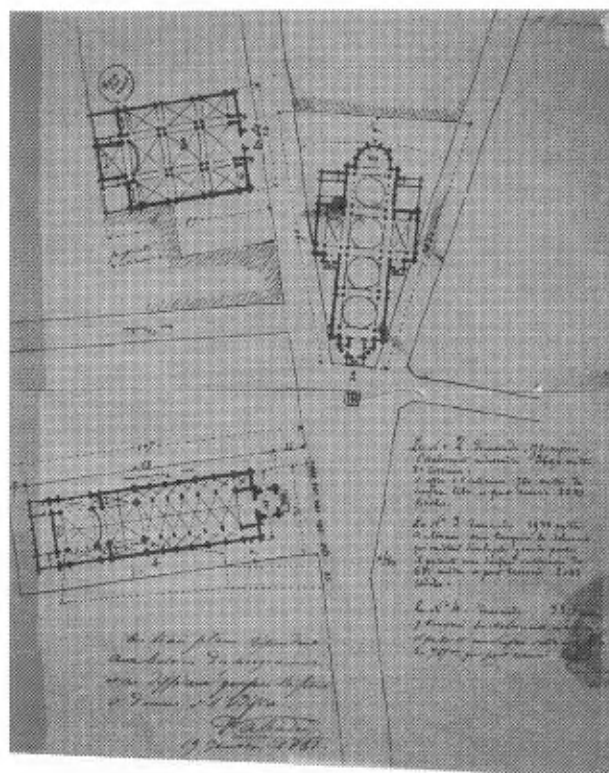


Fig. 2. — Premiers projets exécutés par P. Abadie le 19 janvier 1861-A. M. 4005 M 6.

les enfants sortant de l'école voisine, le préfet n'hésita pas, devant l'agitation de la presse, à sacrifier le premier magistrat de la cité. Quelques mois après sa nomination, P. Castéja démontrant que les circonstances étaient propices à l'émission d'un large emprunt de vingt millions exhorta les élus à mener une grande opération de modernisation. Comme la ville participait déjà aux frais de réfection de la tour Saint-Michel et s'apprêtait à accéder à la requête de la cure Sainte-Croix, il limita les libéralités municipales à l'agrandissement des églises Saint-Louis et Saint-Pierre qui bénéficiaient de fortes dotations paroissiales¹³. Grande fut la déception des fidèles de la Croix-de-Seguey qui ressentirent durement cette défaveur

Redoutant que l'abandon d'une mesure pécuniaire au moment où les deniers publics étaient retenus pour une très longue période signifiait son renvoi à un avenir lointain, le conseil de fabrique alléguant la clause imposée par l'Etat pour la formation d'une succursale

réclama l'acceptation de l'église Saint-Ferdinand au sein des perfectionnements. Sa détermination fut telle qu'il offrit une contribution de vingt mille francs et sollicita une étude de P. Abadie qui remit, le 19 janvier 1861, un plan différent pour les trois emplacements susceptibles de convenir (fig. 2). Celui qu'il préférait à l'extrémité de la rue Fondaudège conférait au lieu de culte une position monumentale, un ample dégagement et un point de vue exceptionnel. L'usage d'une telle configuration s'apparente aux méthodes du préfet G.-E. Haussmann qui intégrait dans la perspective des percées un monument de sorte que les bâtiments civils ou religieux et les fontaines qui étaient utilisées comme points de fuite des avenues réglaient les articulations des voies. Ainsi, l'église Saint-Augustin magnifiait un embranchement et un changement de direction du boulevard Malesherbes. L'expérience parisienne modifia la vision des édifices dans le tissu urbain et influença l'urbanisme des grandes villes de province¹⁴. Si V. Baltard retranscrit dans l'expression architecturale les contraintes de la forme triangulaire du terrain, P. Abadie exploita de façon moins ingénieuse les possibilités du site. L'église en croix latine montrait un porche hors-œuvre, une nef unique de deux travées carrées, un transept et un chœur constitué d'une travée droite et d'une abside. Elle était couverte d'une file de coupes soutenu par des piliers évidés. Ce dessin rappelle le plan restitué de la cathédrale Saint-Pierre d'Angoulême et les supports de la cathédrale Saint-Front de Périgueux auxquelles l'architecte travaillait depuis 1849. Pour représenter les deux autres sanctuaires qui se fondaient dans l'anonymat des habitations, il tira le meilleur parti des proportions de l'étroite bande bordant la rue Poudensan et de la courte étendue contiguë à l'établissement hydraulique Saint-Paulin.

13. Benevolo L., *Histoire moderne de l'architecture*, t. I, *La révolution industrielle*, Paris, Dunod, pp. 83-84.

14. Chemetov P. et Marrey B., *Architectures à Paris 1848-1914*, Paris, Editions Dunod, 1980, pp. 35-36.

1863 Le projet d'exécution, une initiative des paroissiens

Réunies pendant deux années, les Commission des finances et des travaux publics apportèrent au rapport rédigé par le maire les rectifications qui leur parurent opportunes. Bien que l'édification de l'église Saint-Ferdinand eût auparavant soulevé une opposition née du désir de ne pas grever les revenus municipaux, l'obligation tacite sinon réelle de ne pas maintenir un abri provisoire qui menaçait la sécurité de la population et nuisait à la dignité du culte les incita à inclure cet ouvrage. Lors de la séance du 14 février 1862, les conseillers stipulant que le projet serait autant que possible mis au concours lui assignèrent une modeste subvention de 300 000 francs qui attira l'attention sur le système de construction le plus apte à satisfaire les conditions du programme. Un membre cita l'exemple de l'église Saint-Eugène de Paris pour laquelle L.-A. Lusson avait soumis un modèle comportant une structure en fer qui avait l'avantage de respecter le faible capital du fondateur et de libérer sur une surface exigüe le plus d'espace possible. Ce type d'ossature qui annulait la poussée du voûtement supprimait les arcs-boutants, diminuait la masse des contreforts et réduisait les murs à de simples cloisons. A la suite d'une dispute avec l'abbé chargé de la surveillance du chantier, il fut obligé de démissionner et fut remplacé par L.-A. Boileau qui l'accusait d'avoir copié un des projets qu'il avait publié au début de l'année 1854. L'église consacrée le 21 décembre 1855 dont le prix de revient était très compétitif fut dotée de voûtes métalliques à nervures revêtues de moulures gothiques et de minces colonnes en fonte dérivées de celles du réfectoire Saint-Martin-des-Champs¹⁵. Ce monument déclencha de vives réactions de la part de C. Daly qui le comparait à un hangar ferroviaire et d'E. Viollet-le-Duc qui critiquait la transposition dans ce nouveau matériau de l'esthétique médiévale¹⁶. Répétant le commentaire asséné par le directeur de la *Revue générale de l'architecture et des travaux publics*, l'assemblée bordelaise s'opposa à l'application de ce procédé.

Dès qu'il eut connaissance de la délibération, le ministre de l'Intérieur requit pour la fin du mois de novembre les plans et devis de l'église Saint-Ferdinand. Le 20 novembre 1862, pressé par l'expiration

du délai, le conseil municipal souscrit, sans contrôle préalable, au projet (fig. 3-4-5-6) que P. Abadie avait dressé à l'initiative des fabriciens, en formulant toutefois une restriction sur l'emplacement. En effet, afin que la totalité des fonds fut affectée au seul bâtiment, ils avaient sélectionné le terrain qui fut agrandi en empiétant sur la propriété voisine sur lequel était construit le local provisoire¹⁶. Leur intervention auprès de l'administration des Cultes qui invoqua la richesse potentielle des grandes villes ayant échoué, ils récapitulèrent les termes de leur engagement qui reposait sur une encaisse de cinq mille francs, sur une épargne de mille francs réalisable en trois ans sur les comptes paroissiaux et sur une collecte ouverte parmi les croyants¹⁷. Le 12 décembre 1862, une dépêche gouvernementale signala dans l'instruction de l'affaire quelques lacunes telle que l'enquête d'acquisition d'une portion du magasin de tabacs adjacent qui fut aussitôt prescrite.

Le 3 février 1863, le Conseil général des Bâtiments civils approuva l'analyse de F. Duban : «La première, celle de Saint-Ferdinand nous semble bien conçue dans toutes ses parties et nous n'avons nulle observation à présenter au conseil en ce qui touche sa composition. Sa situation resserrée entre des propriétés particulières laisse seulement à désirer... Cette église occupe une surface de 1300 mètres environ et sa dépense est évaluée à 316 000 francs, y compris 1/10e à valoir et 1/20e pour honoraires : ce qui donne 240 francs par mètres carrés de construction couverte ; prix admissible auquel la longue expérience de M. l'architecte dans des constructions analogues élevées dans les mêmes localités donne une suffisante autorité¹⁸». Le contrôleur qui constata l'absence de gouttières, de tuyaux de descente et de caniveaux pour l'écoulement des eaux pluviales et déconseilla la pose d'un carrelage moins solide qu'un bon dallage en pierre reconnut l'exactitude et la modération des appréciations. Lorsque furent proclamés le décret d'utilité

15. Lemoine B., *L'architecture du fer. France : XIXe siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 1986, p. 182.

16. A.M. 4005 M 6, séance du conseil de fabrique de l'église Saint-Ferdinand du 10 octobre 1862.

17. A.N. F 19 4779.

18. A.M. 12 D 47, séance du conseil municipal de Bordeaux du 13 juillet 1863.

publique et la loi autorisant la ville de Bordeaux à contracter un emprunt de dix-sept millions, le curé B. Lafargue se mit en campagne pour persuader les conseillers d'entreprendre immédiatement les travaux. Pour éviter les lenteurs inhérentes à la recherche d'un autre emplacement et à la préparation d'un concours, ils entérinèrent, le 13 juillet 1863, la proposition qui avait emporté les suffrages des instances supérieures.

Portrait de l'architecte

Né à Paris le 9 novembre 1812 d'un père architecte qui pratiqua un style néoclassique sévère et conventionnel, P. Abadie qui entra dans l'atelier d'A. Leclère, ancien élève de Ch. Percier et fréquenta l'école des Beaux-Arts acquit un savoir marqué par la tradition académique fondée sur l'imitation de l'art romain et sur un idéal de beauté grecque. Cependant, il ne tarda pas à se détourner du modèle antique pour s'engager dans la voie médiévale. Marchant sur les pas de son illustre cadet qui se forma par l'étude du patrimoine monumental, il rapporta des voyages qui le conduisirent en Normandie un carnet de croquis concernant des édifices gothiques. Attaché, à partir de 1844, à la Commission des Monuments historiques, il étendit le champ de ses activités en rendant ses premiers essais de restauration et en relevant les œuvres romanes souvent ignorées du Sud-Ouest de la France et plus particulièrement celles de la Charente. Cette documentation graphique qui témoignait « d'une faculté d'analyse architectonique et d'une acuité dans l'observation du détail ornemental » constitua une source d'inspiration pour ses créations ultérieures. Désigné auditeur au Conseil général des Bâtiments civils, il se vit accorder en 1845 un emploi à l'agence de l'hôtel de la Chambres des députés auquel il renonça pour accepter le poste de deuxième inspecteur sur le chantier de Notre-Dame de Paris que dirigeaient E. Viollet-Le-Duc et J.-B. Lassus. A la suite de la réforme de l'administration des Cultes, il fut nommé, en 1849, architecte diocésain de la vingt et unième circonscription comprenant les évêchés de Périgueux, Angoulême et Cahors. Il reçut, en 1862, la responsabilité de la primatiale de Bordeaux, puis en 1881 celle de l'ensemble de l'évêché. Investi d'une mission de conservation des cathédrales, des palais épiscopaux et des grands séminaires, il exerçait parallèlement des occupations privées. Bien qu'il fût tenu d'émettre un

avis sur les demandes de secours relatives aux bâtiments paroissiaux, il remplissait rarement cette tâche qui n'était pas rémunérée. Mais, il jouissait d'un statut qui le plaçait dans une position éminente pour prétendre à l'élaboration des projets. Habile à se concilier les faveurs des dignitaires ecclésiastiques et notamment celles du cardinal Donnet qui l'appelaient l'« enfant bien-aimé de notre contrée », il profita de ses relations pour obtenir de nombreuses commandes. A l'âge de soixante ans, il succéda à Léon Vaudoyer au sein du Comité des Inspecteurs généraux qui s'acquittait de l'examen des dossiers et de la programmation des crédits. Lorsque l'arrêté du 8 février abrogea le cumul des attributions d'inspecteur et de maître d'œuvre, il défendit âprement ses intérêts financiers et artistiques, mais dut se résigner à opter pour l'inspection. Ce fut sa dernière bataille car il décéda frappé d'apoplexie le 2 août 1884¹⁹.

Les restaurations que P. Abadie effectua sur des monuments prestigieux tels que les cathédrales d'Angoulême et de Périgueux, sur de nombreuses églises de villages pour le compte de la Commission des Monuments historiques et sur d'autres lieux de culte parmi lesquels figurent deux exemples bordelais firent l'objet de controverses passionnées et valurent à leur auteur la mauvaise réputation qui lui a survécu. Les interventions brutales de cet homme qui affichait à l'égard des archéologues le plus profond mépris reflètent les préoccupations d'une époque. Le concours de Notre Dame de Paris pour lequel les deux vainqueurs inventèrent une méthodologie et exprimèrent une déontologie marqua un tournant essentiel dans l'appréhension de cette nouvelle discipline²⁰. Quelques années plus tard, les affirmations plus nuancées, voire contradictoires du *Dictionnaire raisonné de l'architecture française du XI^e au XVI^e siècle* traduisirent les difficultés rencontrées par les praticiens qui se trouvèrent obligés d'opérer des sacrifices dans les parties modifiées par les générations suivantes et de résoudre des problèmes techniques sans le secours des sciences

19. Le paragraphe résumant la carrière de P. Abadie est extrait de l'étude magistrale de M. Claude Laroche, *Paul Abadie, architecte 1812-1884*, catalogue d'exposition, Paris, Editions de la Réunion des musées nationaux, 1988.

20. Leniaud J.-M., *Jean-Baptiste Lassus (1807-1857) ou le temps retrouvé des cathédrales*, Genève, Droz, 1980, pp. 79-80.

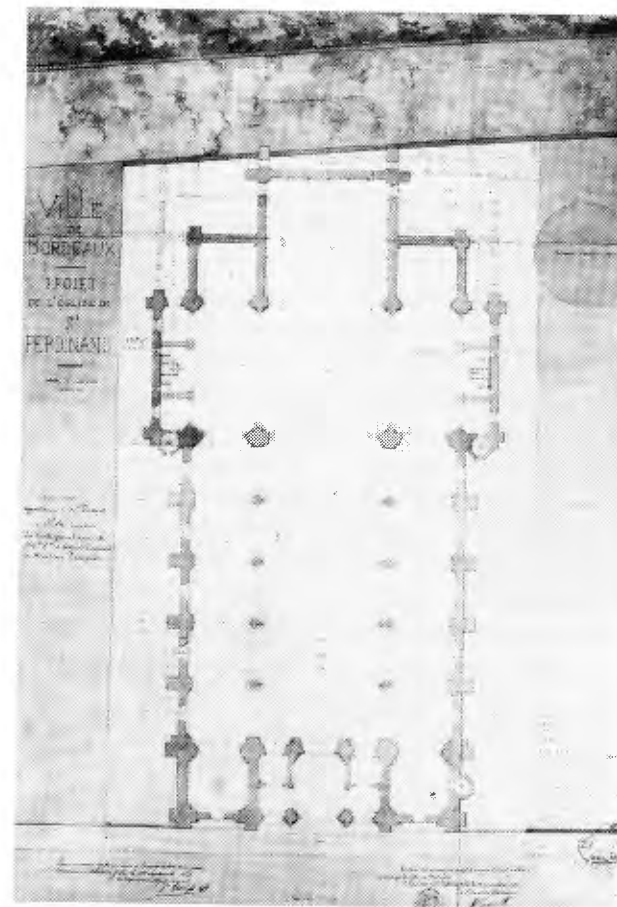


Fig. 3. — Projet d'exécution datée du 20 novembre 1863. (Plan B.N. Eo 7 a).

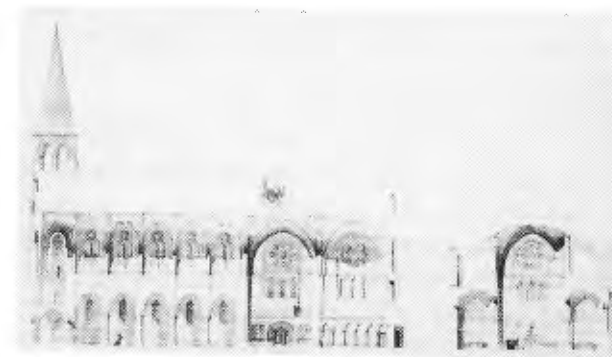


Fig. 4. — Projet d'exécution, coupe longitudinale.

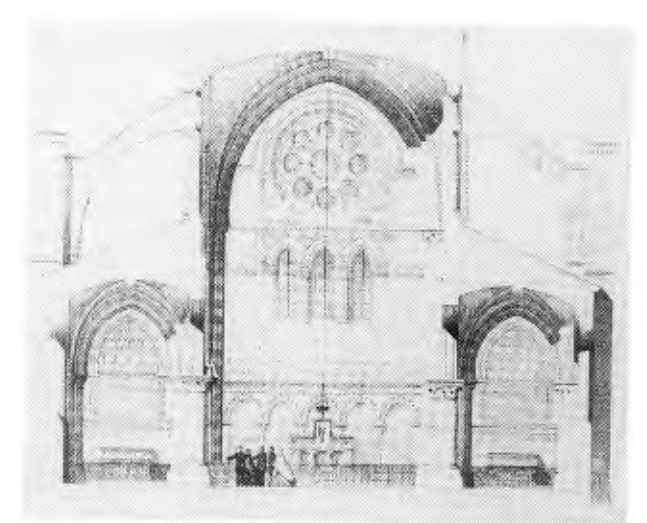


Fig. 5. — Projet d'exécution, coupe transversale.

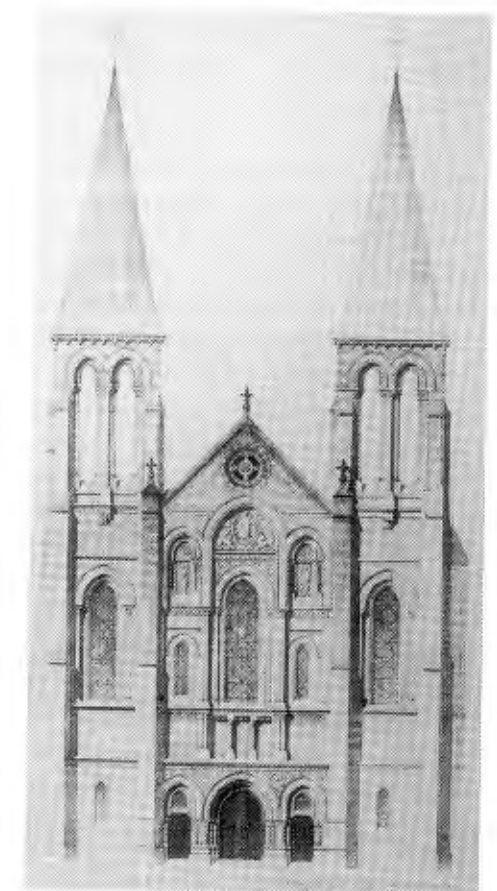


Fig. 6. — Projet d'exécution, façade.

de la statique et de la résistance des matériaux. Ils s'acheminèrent progressivement de l'entretien de l'état existant à la restitution qui, au nom du dogme de l'unité de style, démolissait les adjonctions postérieures et rétablissait les éléments disparus et à la réédification qui, en vertu d'une lecture rationaliste de l'architecture médiévale, supprimait les vices de construction²¹. Les défauts du système de vérification et les préjugés esthétiques du clergé et de l'opinion publique facilitèrent cette évolution.

La production abondante de P. Abadie qui se montra un travailleur infatigable servi par un coup de crayon sûr et précis est dominée par les constructions religieuses. La démarche qui le conduisit à ériger l'église Saint-Martial d'Angoulême en style néo-roman et qui s'explique par la spécificité des monuments dont il avait la charge est singulière au moment où Viollet-Le-Duc et J.-B. Lassus privilégiant le gothique français du XIII^e siècle considérait le roman comme un art de transition entre l'Antiquité et le siècle de saint Louis. Si dans les années 1860, il se laissa prendre au piège du formalisme, il sut, confronté aux impérieuses contraintes foncières de l'église Sainte-Marie de Bordeaux, s'affranchir des modèles archéologiques et imaginer des solutions modernes²². Pour le programme particulier et équivoque du sanctuaire national dédié au « Sacré Cœur de Jésus », il conçut un objet unique et synthétique qui transcendait les références de l'Aquitaine et réconciliait le rationalisme néo-médiéval et l'héritage classique. La basilique de Montmartre qui concrétisa le triomphe du style romano-byzantin sur le néo-gothique apparut comme le type du grand monument chrétien et influença l'art des églises de pèlerinage pendant près d'un demi-siècle. Malgré la prépondérance des bâtiments culturels, P. Abadie réalisa quelques demeures privées et plusieurs édifices publics pour lesquels il oublia le répertoire de l'Angoumois, du Périgord et de la Guyenne et chercha une adéquation entre les fonctions et les citations historiques.

Histoire d'une construction mouvementée

En raison de la nature de l'ouvrage, il ne fut procédé qu'à une adjudication restreinte des travaux qui fut consentie à Jacques Gélot fils mais dont les sculptures furent distraites pour être confiées à des artistes

agréés par l'architecte. Le 15 août 1863, en présence du maire, la première pierre fut solennellement posée par Mgr Dormet. Durant la construction de l'église Saint-Ferdinand, le magasin de dépôt et d'épreuve des tuyaux de conduite que l'organisme des eaux transféra sur les dépendances de l'établissement Saint-Paulin en réemployant les matériaux du bâtiment provisoire, fut approprié au service paroissial²³. La transformation de la façade et l'abaissement du vaisseau central à colombage ôtèrent au hangar tout caractère religieux (fig. 7). Dès que lui fut notifié l'arrêt de cessibilité d'une portion de l'immeuble appartenant à la Compagnie bordelaise des omnibus, l'entrepreneur prit possession de l'emplacement exproprié et détruisit les deux échoppes attenantes qui avaient été aménagées en chapelle. Pour ses activités en province, P. Abadie adopta l'organisation instaurée par l'administration des Cultes pour la direction des chantiers ressortissant d'architectes diocésains non résidents. Supplée par un agent qui suivait la marche des opérations, il dessinait dans le calme de son cabinet parisien les plans d'exécution sans s'inquiéter des entraves matérielles. Il recruta comme inspecteur A. Lambert²⁴ qui veillait sur les restaurations de l'église Sainte-Croix et du clocher Saint-Michel. Absorbé pendant l'hiver par les fissures survenues à la base de ce dernier, il n'envoya ses premières instructions qu'en mai 1864.

L'implantation des fondations dura jusqu'à fin août 1864 à cause d'un accident du sol. Bien que l'architecte se fût renseigné auprès de l'administration et eût accompli des sondages, la fouille dévoila l'existence d'une ancienne sablière remblayée sur laquelle il était impossible d'asseoir un édifice aussi lourd. Afin d'ob-

21. Leniaud J.-M., *Les cathédrales au XIX^e siècle*, Paris, Economica, 1993, pp. 301-302.

22. Laroche C., dans *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, t. XXVII, 1978-79, pp. 135-153.

23. A.M. 182 M 7.

24. Alexandre-Antoine Lambert (1836-après 1908) fut nommé inspecteur de la plupart des chantiers de P. Abadie en Dordogne, de la totalité de ceux de Bordeaux et de quelques-uns de la Gironde. Il réalisa dans ces deux départements des édifices et notamment le collège Saint-Joseph et l'église Saint-Martin de Périgueux.

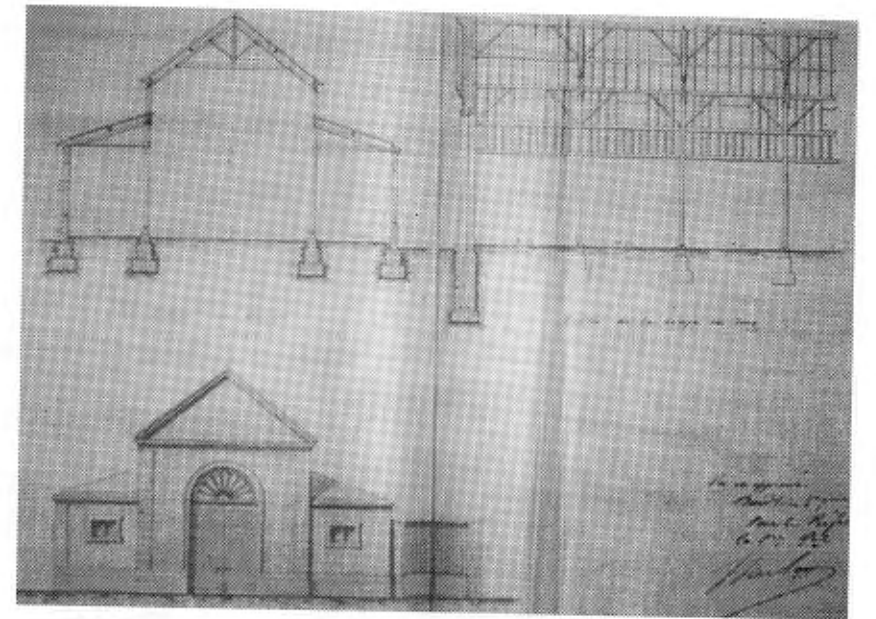


Fig. 7. — *Projet d'un magasin de dépôt et d'épreuve des tuyaux de conduite de l'eau dressé par L. Lancelin. (A.M. 182 M 7).*

vier à ce grave inconvénient, les maçonneries furent descendues jusqu'à une profondeur de sept mètres. Ces précautions auxquelles il ne put se soustraire entraînèrent un surcoût de 56 054 francs²⁵. En présence du consentement tacite du directeur des travaux de la ville, L. Lancelin, qui ignorait l'étendue exacte de ses pouvoirs, il agit avec confiance et ne perdit pas un temps précieux à quémander un accord officiel. Pour rester dans les strictes limites financières énoncées par l'administration, il avait restreint sa composition et insuffisamment évalué le devis qui ne mentionnait plus tous les détails figurant sur les dessins. Au cours de l'exécution, il dédaigna les données comptables et introduisit de sa propre autorité des corrections. Après avoir élargi les arcades latérales du porche, il fut contraint d'agrandir l'ensemble de l'édifice. Il ajouta les tourelles d'escalier, les doubles supports, les lunettes et les clefs de voûtes qu'il avait déduits et substitua à la pierre ordinaire des colonnes un matériau plus noble. Lorsque l'administration municipale s'aperçut de ces divers changements, les murs atteignaient la hauteur des cintres des bas-côtés. Son rapport du 15 janvier 1866 accusant un découvert de 26 526 francs, P. Abadie préconisa de le combler par la somme à valoir pour les cas impondérables en assurant qu'il serait à l'avenir capable de s'en tenir aux prévisions. Cependant, à la suite de ces déclarations de bonne intention, il sollicita la réalisation des éléments qu'il avait négligés dans un souci d'économie et des mesures que

nécessitait la splendeur de l'église. Un premier groupe qui énumérait les remarques consignées par le Conseil général des Bâtiments civils visait à prémunir le monument contre les risques de dégradation. Attentif à épargner à sa création le sort des édifices inachevés, il rangea dans une deuxième série les sculptures qu'il avait omises. La dernière catégorie comprenait l'adjonction de flèches en pierre à clochetons et de statues des douze Apôtres en amortissement des colonnes de la nef²⁶.

Le conseil municipal outré par ce comportement manifesta la volonté de connaître les fautes qu'il avait commises et la sanction qu'elles faisaient peser sur lui. Lorsque la Commission du contentieux eut débattu de ces questions, il vota, le 3 avril 1865, une aide de 142 410 francs dans laquelle il admit les soins apportés à l'établissement des substructions et les transformations inscrites par l'architecte. Bien qu'il fût en droit de revendiquer l'accomplissement rigoureux du devis, il repoussa cette ligne de conduite et choisit un moyen terme entre une adoption complète et un refus ferme des propositions. Il retint toutes les améliorations indispensables à la bonne conservation du

25. A.M. 4005 M 10.

26. A.M. 4005 M 9.

bâtiment. Considérant le montant des sculptures trop élevé, il ajourna les deux bas-reliefs de la galerie de façade représentant les cavaliers saint Martin et saint Ferdinand et déclina les deux derniers embellissements. Ayant reconnu les torts de P. Abadie, il lui infligea un blâme pour la négligence dont il avait fait preuve dans l'exploration du terrain, pour l'imprévoyance avec laquelle il avait rédigé l'état estimatif, pour les modifications dispendieuses qu'il avait entreprises sans avis préalable de l'administration. Si les intentions de le déférer en justice ou de lui retirer l'affaire furent éliminées, il appliqua les lois proscrivant les honoraires des frais excédentaires²⁷. L'architecte très irrité par les conclusions de la délibération maintint l'interruption du chantier qui avait été suspendu dans l'attente d'une décision. Sommé d'en ordonner la réouverture immédiate, il finit par obtempérer le 5 mai 1865 non sans avoir signifié son intention de protester plus tard contre les résolutions municipales. Pour prévenir tout nouveau dépassement, il arrêta sept articles complets du devis qui se trouvèrent soumis à un imprévu plus important que celui toléré par le complément²⁸. Malgré ces calculs qui induisaient le plein usage de la réserve pour le gros œuvre, les travaux recommencèrent avec un tel empressement qu'en février 1866, furent lancés les arcs-boutants et les voûtes. Il renvoya un des inspecteurs attachés à sa personne de sorte que J.-J. Valleton²⁹ assumait seul la surveillance des constructions bordelaises.

En avril 1866, Le maire, G. Henry Brochon, désavoua le devis de sculpture ornementale qui indiquait un montant supérieur aux prescriptions et une annotation de la main de l'architecte laissant supposer que la somme octroyée était insuffisante. Pour sa défense, P. Abadie expliqua que cette pièce servait à étendre la soumission de Léon Baleyre³⁰ à l'ensemble des décorations afin qu'il pût, à sa convenance, par l'élimination ou la simplification des motifs observer le chiffre déterminé. Il le considérait non comme un barème de règlement mais comme une base de marché qui n'impliquait aucune obligation envers le praticien³¹. Se conformant aux exigences municipales, il s'adressa à la fabrique qui prit en charge le surcroît. Prié fermement d'engager des artisans bordelais, il refusa d'en employer un seul hors de la direction de son collaborateur attiré. A la suite d'une rectification des lignes de la façade qui provoqua l'éviction des anges plaqués

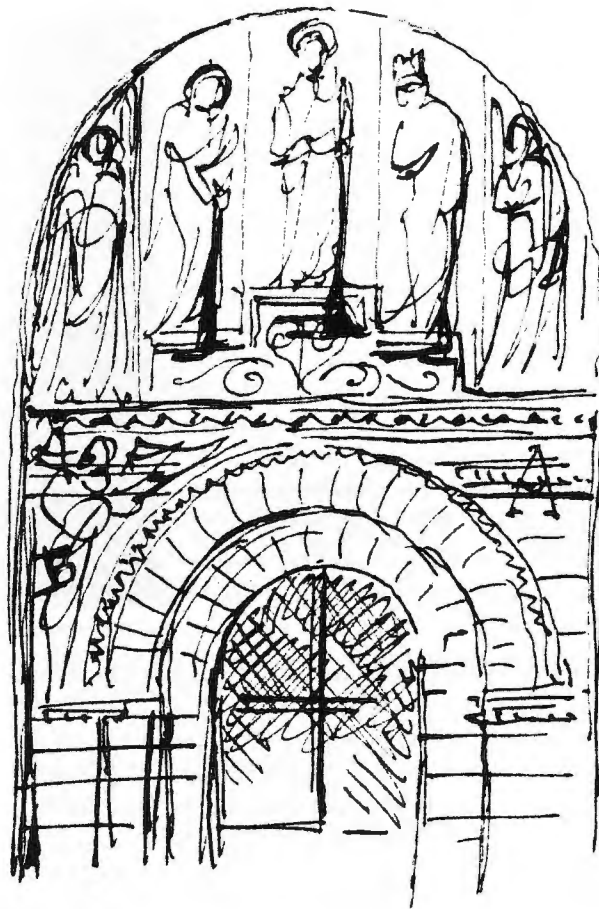


Fig. 8. — Projet de décor sculpté pour le grand tympan de la façade dessiné par P. Abadie. (A.M. 4005 M 13).

contre les écoinçons de la fenêtre centrale, P. Abadie renonça dans le tympan au parti du Sauveur entouré des symboles des quatre évangélistes qu'il avait déjà

27. A.M. 12 D 50, séance du conseil municipal de Bordeaux du 3 avril 1865.

28. A.M. 4005 M. 9.

29. Jean-Jacques Valleton (1841-1916) occupa la fonction d'inspecteur des travaux dans de nombreux chantiers de P. Abadie. Lui-même fut l'auteur de nombreuses œuvres telles que l'église Saint-Louis de Montferrand, l'école normale d'institutrices et l'asile des femmes aliénées de Château-Picon de Bordeaux. En 1881, il fut désigné architecte du département de la Gironde.

30. Léon Baleyre (1812-1873) exécuta à partir de 1845 la quasi-totalité de la sculpture ornementale des constructions et restaurations de P. Abadie.

31. A.M. 4005 M 14.

reproduit à l'église Sainte-Croix de Bordeaux et se résolut à placer le Christ debout sur un gradin à deux marches appelant à lui en récompense de leurs mérites saint Ferdinand et saint Seurin, accompagnés par deux anges gardiens du Paradis. Dans le croquis (fig. 8) esquissé sur sa lettre, il proportionnait la taille des personnages à leur dignité. Pour cette scène et les médaillons du porche, il imposa Michel Pascal qui effectua un moulage du Christ de la porte méridionale de l'église Saint-Seurin de Bordeaux. Tout en déplorant pour l'unité de l'œuvre de ne pas livrer à ce dernier l'ensemble des sujets, il abandonna les grandes figures des niches latérales à Jean Mora³² de façon à ne pas encourir le reproche de mépriser les sculpteurs locaux. Cependant, il doutait de sa capacité à respecter les caractères distinctifs de la statuaire du Moyen Âge qui faisait partie intégrante du monument³³. L'alliance des deux arts fut longuement démontrée par Viollet-le-Duc dans l'article du *Dictionnaire raisonné de l'architecture française du XI^e au XVI^e siècle*.

Se prononçant à l'unanimité contre la vitrerie à losanges initialement prévue qui présentait le défaut de répandre une lumière trop intense, le conseil de fabrique fit appel à J. Villiet³⁴ pour la confection de verrières colorées qui furent, en 1868, complétées par des peintures murales. Malgré la carence des archives relatives à la prestation, l'unité du programme iconographique et formel portant sur l'ensemble des vitraux suggère que la conception fut fixée entre la maître verrier et les fabriciens et que les donateurs dont les noms et les armoiries figurent à l'intérieur d'écussons n'eurent qu'un rôle limité dans la définition des sujets. En dehors de l'offrande attendue de deux mille francs du cardinal Donnet pour le vitrail de saint Ferdinand, il est difficile de discerner des correspondances entre le bienfaiteur et le personnage ou la scène représentés. Si la désignation de l'artiste et la sélection des images dépendirent du milieu paroissial, l'administration municipale exerça un contrôle par l'intermédiaire de l'architecte qui corrigea à plusieurs reprises les cartons, déplaçant dans les roses du chœur et du transept les trois grands personnages envisagés pour les compartiments inférieurs (fig. 9) et réclamant la pose de verrières à entrelacs pour les fenêtres des clochers³⁵. Lorsqu'en octobre 1866, la fabrique à qui incombait l'acquisition du mobilier l'invita à dessiner le buffet de l'orgue qu'elle avait com-



Fig. 9. — Projet de vitrail de la main de P. Abadie. (A.M. 4005 M 12).

mandé au facteur G. Wenner, P. Abadie regretta amèrement de ne pas avoir été consulté pour la disposition du mécanisme. Affirmant sa volonté de superviser la fabrication de cet instrument et des autels des chapelles de La Vierge et de saint Joseph confiés à Bernard Jabouin³⁶, il défendit avec vigueur le principe de l'harmonie stylistique de l'église et de son ameublement³⁷. Cependant, il tarda à rendre les schémas des trois balustrades pour appui de communion

32. Jean Mora fut, à la mort de Léon Baleyre, le sculpteur ornementaliste attiré de P. Abadie pour le Sud-Ouest.

33. A.M. 4005 M 13.

34. Joseph Villiet (1823-1877) fonda à Bordeaux un atelier qui acquit une grande renommée. Bénéficiant de l'entière confiance de l'archevêque de Bordeaux, il orna de vitraux et de peintures murales plus de 400 cathédrales, églises et chapelles dans toute la France. Il eut pour successeur H. Feur.

35. A.M. 4005 M 12.

36. Bernard Jabouin (1810-1889), marbrier sculpteur donna un grand développement à la maison créée par son père. Apprécié par le cardinal Donnet, il connut une vogue considérable et décora de nombreuses églises de la région bordelaise.

37. A.M. 4009 M 9.

et des mosaïques des sanctuaires. Compte tenu des lacunes documentaires, il est impossible de déterminer sa participation dans la conception du mobilier.

A chacune de ses visites, P. Abadie étudiant l'effet produit par les parties terminées apportait des retouches au projet. Lorsque l'avancement de la construction permit à l'administration d'en apprécier le coût, il s'avéra que la provision ne couvrait plus l'ensemble des innovations. Il imputa le déficit de 27 875 francs que son mémoire exposa à l'accumulation des opérations de finition que le retranchement de certains éléments avait rendu inéluctables³⁸. Le 31 janvier 1866, L. Lancelin lui intima l'ordre d'interdire toute besogne qui ne pourrait être réglée. Pour justifier une nouvelle demande d'allocation, il remit, le 15 mars 1867, le décompte général des travaux faits et un état détaillé des ouvrages à exécuter de 31 164 francs qui révélèrent que le déficit ne concernait quelques détails mais résultait d'une restriction des quantités du devis primitif. Le conseil municipal qui se transporta sur les lieux ressentit une impression favorable qu'il exprima en termes élogieux. Jugeant que les subsides n'étaient pas exagérés en regard des autres monuments de la ville, il accorda un second supplément de 32 371 francs. Bien qu'une minorité de membres excusât les écarts de l'architecte qui avait déployé tout son talent dans ce chef d'œuvre, il maintint la suppression de ses émoluments. Pour le forcer à presser l'achèvement de l'église, l'archevêque de Bordeaux fixa la date de consécration au lundi 28 octobre 1867. Relatant dans ses colonnes la cérémonie d'inauguration, *La Gironde* avisa ses lecteurs que la fabrique avait fourni une somme de 134 000 francs⁴⁰. En l'absence de preuves, il est impossible de confirmer cette information.

P. Abadie attendit le mois de novembre 1871 pour procéder à la liquidation des travaux de maçonnerie qui fit apparaître un reliquat de 14 938 francs. Aussitôt, J. Gélot fils déposa une requête auprès du Conseil de préfecture pour obtenir le paiement des ouvrages qui avaient été oubliés ou modifiés en cours d'exécution, d'une indemnité pour le préjudice causé par les retards et des intérêts dues depuis le 2 janvier 1868. L'administration désireuse de ne pas perpétuer ce litige tenta un arrangement à l'amiable en offrant de lui verser le montant arrêté par le maître d'œuvre, les additions fixées par les experts et les intérêts à partir du 28 janvier 1868⁴¹. La transaction signée le 17

janvier 1877 mit fin à un procès qui durait depuis des années. Dans le même temps, P. Abadie qui réfutait les accusations de légèreté, d'ignorance et d'arbitraire qui avaient été portées contre lui convia le maire A. Bradenbourg à revenir sur le verdict impitoyable du précédent conseil municipal. Le 20 janvier 1880, «en face d'une œuvre achevée dans des conditions de beauté qui donnent pleine satisfaction aux intérêts artistiques de la ville et dans les conditions d'économie appréciables⁴²», les élus révisèrent un jugement qui avait été pris sous l'empire de la colère. Interprétant de façon plus large les règles de la jurisprudence, ils distinguèrent les dépenses concernant les fondations et les divers travaux autorisés qu'ils inclurent dans le calcul de la rétribution et celles relatives aux modifications opérées par l'architecte dans les dimensions de l'édifice et dans le choix des matériaux auxquelles ils appliquèrent la retenue dans toute sa sévérité.

La saillie des contreforts de la façade formant des recoins où les passants peu respectueux des monuments publics s'arrêtaient pour satisfaire leurs besoins, les retraites furent, sur les conseils de P. Abadie, comblées par des massifs de maçonnerie⁴³. Les désordres qui affectaient la façade depuis 1877 revêtirent un tel caractère de gravité qu'un arrêté municipal en date du 8 octobre 1898 institua une commission technique ayant pour mission de rechercher la cause des dégradations et d'indiquer les moyens d'y remédier. Les architectes auxquels se joignit J. Valleton constatèrent un surplomb accentué du pignon et de multiples lézardes rayant les fenêtres et les niches qu'ils attribuèrent à l'installation défectueuse des beffrois, au poids excessif et à la mauvaise direction donnée aux cloches mises en place par la fabrique⁴⁴. Bien qu'ils eussent recommandé de refaire les beffrois et de charger la tête des clochers d'un poids mort en érigeant les

38. A.M. 13 D 57.

39. *Idem*.

40. *La Gironde*, 29 octobre 1867.

41. A.M. 4005 M 15.

42. A.M. 4005 M 11.

43. A.M. 4005 M 18.

44. A.M. 4005 M 20.

flèches, le conseil municipal qui interdit la sonnerie à la volée du bourdon ne souscrit qu'à la reconstruction du pignon dont la base fut raidie par un ancrage approprié, à la réfection des pierres rompues et au remplacement des parpaings fermant la galerie par des blocs de pierre⁴⁵. Après avoir donné leur assentiment à l'ouverture de deux portes latérales qui faciliteraient la sortie des fidèles en cas de danger, J.-J. Valleton en sa qualité d'ancien inspecteur fut nommé architecte restaurateur du monument.

Anatomie d'un édifice «Abadien»

L'église Saint-Ferdinand de Bordeaux de type basilical n'est pas orienté, sa façade étant tournée vers le nord. Le plan en croix latine montre un porche dans-œuvre encadré par deux tours, une nef de cinq travées, un transept peu saillant sur lequel se greffent le chœur et deux chapelles. Le chevet plat est enveloppé par les sacristies. Trois tourelles d'escalier octogonales demi-hors-œuvre desservent les tribunes et l'étage des combles. L'ensemble est régi par un module de base simple, le carré de la croisée du transept qui est repris dans le chœur et assujéti à des proportions variables dans les autres espaces de l'édifice.

Le porche supportant la tribune d'orgue béante sur la nef est enserré par deux chapelles basses dont l'une est réservée aux fonts baptismaux et l'autre consacrée au Sacré-Cœur. L'élévation bipartite du vaisseau central (fig. 10) éclairé par des baies géminées brisées sommées d'un oculus est rythmée par les colonnes montées sur de puissants socles et couronnes de vigoureux chapiteaux corinthiens qui soutiennent les grands-arcs en tiers-point et par les pilastres cannelés superposés accostés de colonnettes qui reçoivent les arcs doubleaux et les ogives des voûtes. Le surplomb du membre supérieur est racheté par une console en talon. Le long des murs des bas-côtés scandés par une succession de contreforts à ressauts latéraux et de fenêtres en cintre brisé sont adossés des bancs et suspendus les tableaux du chemin de croix, signés par le peintre toulousain B. Benezet et datés de 1873. Dans la travée centrale, sont ménagées deux portes à deux vantaux et à châssis de tympan vitré surmontées d'oculus à six lobes sertis d'une archivolte, et précédées d'avant-corps extérieur à gable.

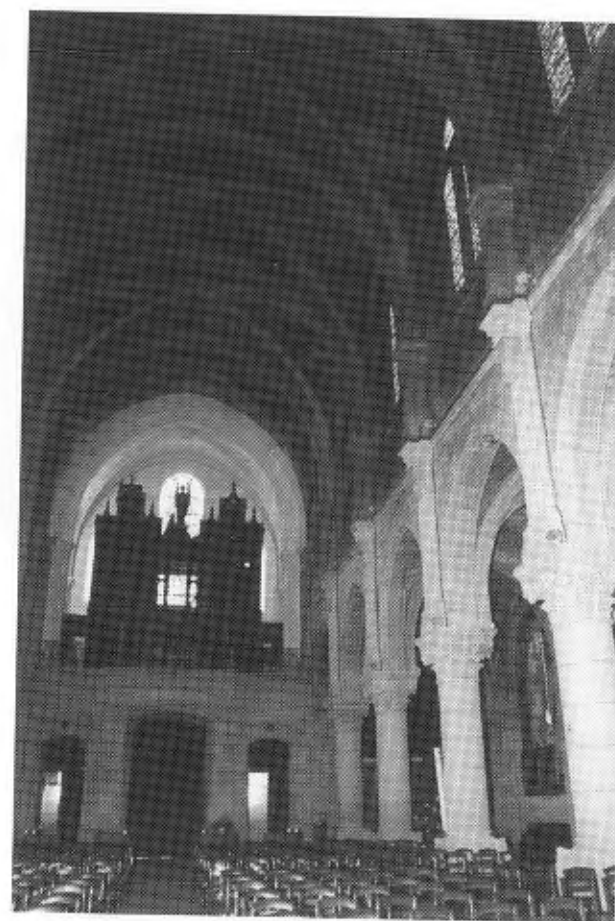


Fig. 10. — Vue intérieure de la nef.

Le transept et le chœur développés sur trois niveaux présente des dispositions semblables dans leur partie supérieure. Les nervures des croisés d'ogives retombent sur des piliers composés d'un noyau cruciforme flanqué de colonnes et garni dans les angles rentrants de colonnettes engagées dans des dossierets pliés. Les extrémités des croisillons voûtés d'un berceau transversal qui est maintenu par deux arcs doubleaux en appui sur des culs de lampe sont occupées par une tribune posée sur trois arcades en arc segmentaire et protégée par une balustrade en feronnerie. Le sanctuaire est tapissé d'une arcature basse et aveugle, légèrement brisée et agrémentée de colonnettes de

45. *Idem*, séance du conseil municipal de Bordeaux du 17 août 1900.



Fig. 11 — Vue du chevet et d'une tour antérieure.

marbre. Au-dessus du bandeau de séparation, une retraite talutée amincit la paroi creusée d'une arcade feinte percée d'un triplet plein cintre et d'une rose qui sont simulés sur les faces latérales du chœur. L'arcade supérieure fermant l'entrée des chapelles de la Vierge et de saint Joseph qui furent exhaussées au cours de la construction est étayée par un arc étresillon et allégée par une ouverture.

Trois arcades brisées formées de voûtures à rouleaux reposant sur des ébrasements à ressauts emplies de colonnettes de marbre donnent accès au porche. La superposition de colonnes jumelées et de pilastres cannelés qui portent les trois arcs brisés interrompant le pignon accentue le mouvement ascensionnel de la façade. Ces ordres inscrivent une grande baie médiane, des fenêtres et des niches latérales liées par une table en carreaux de faïence. Les tours épaulées par des contreforts d'angle en équerre à retraites talutées successives sont ajourées par des baies qui s'agrandissent puis se dédoublent au fur et à mesure qu'elles s'élèvent. Si les fenêtres-hautes de la nef dont les voûtes sont contrebutées par des arcs de décharge sont soulagées par des arcs de décharge dénués de toute mouluration, les surfaces dépouillées du transept et du chœur sont animées par des archivolttes retournées (fig. 11).

L'austérité des profils architecturaux est atténuée par une série d'adoucissements qui substituent aux angles abattus des piédroits des colonnettes et bordent les arêtes vives des arcades de tores ou de cavets décorés de rosaces. Si la filiation gothique des chapiteaux mêlant bouquets de feuilles et grappes de grai-

nes ne souffre aucune contestation, l'ornementation sculptée très sobre constituée de perles, de palmettes, de congés festonnés, de frises de rinceaux qui s'entrelacent dans les écoinçons, de lignes de pyramides renversées courant sur le soubassement du porche est empreinte de réminiscences romanes. Le rang d'écailles régnant au sommet des murs gouttereaux et les archivolttes à pointes de diamant et à damiers de la façade qui prennent naissance sur des consoles feuillagées, des chimères, des anges musiciens ou de minuscules têtes d'animaux relèvent de la même parenté. Les clefs de voûtes historiées de la nef exhibent les insignes de l'architecte, de l'inspecteur, de l'entrepreneur et du sculpteur L. Baleyre, artisans de l'ouvrage et rendent hommage à l'action du curé, de la ville de Bordeaux, de son maire et de son directeur des travaux. Timbrées des armes et devises de l'archevêque et du préfet de la Gironde, et arborant les armoiries du pape et de l'Empereur, elles unissent dans le transept et le chœur les puissances religieuse et civile.

Sous un couvrement uniforme, l'église Saint-Ferdinand de Bordeaux accuse une différence de traitement entre la nef d'inspiration gothique, et le transept et le chœur d'allure romane. La dualité plastique qui est renforcée par l'inégalité des divisions verticales accroît la monumentalité du sanctuaire. Cependant, l'harmonie de l'ordonnance n'est pas rompue dans la mesure où le vocabulaire ornemental à caractère roman tels que les arcs plein cintre, les pilastres cannelés empruntés aux édifices bourguignons de Paray-le-Monial ou d'Autun et l'arcature basse du

sanctuaire évoquant l'art de la Saintonge et de l'Angoumois est apposé sur un parti général dicté par les structures et les formes des constructions gothiques. P. Abadie qui puisait ses références médiévales dans un cadre chronologique s'étendant de Philippe-Auguste à saint Louis établissait une corrélation entre le style et la taille de l'édifice, employant le roman du XII^e siècle pour l'église de village de Valeyrac, le gothique du XIII^e siècle pour l'église de sous-préfecture de Bergerac et le romano-gothique pour les églises urbaines. Dépassant toute imitation servile des modèles historiques qu'il interprétait selon un mode fonctionnaliste et qu'il soumettait à un processus créatif, il inventa une écriture architecturale d'une grande originalité.

A partir d'un répertoire limité de formules issues de l'étude archéologique des monuments du Sud-Ouest de la France, il composa une gamme infinie de combinaisons qui proposait la réponse la plus appropriée aux besoins d'un programme. Il n'hésitait pas, toutefois, à recourir aux solutions qu'il avait auparavant mises en œuvre de sorte qu'en dehors des dispositions du massif antérieur et des dépendances paroissiales qui ressortissent des contraintes du terrain, le plan offre de fortes analogies avec celui de l'église Saint-Ausone d'Angoulême. L'exiguïté de l'emplacement de la rue Croix-de-Seguey lui imposa la disparition du clocher-porche habituellement présent dans les lieux de culte de périmètre allongé. En outre, il reproduisit les lignes architecturales de la nef angoumoise en supprimant l'alternance des piliers supportant les colonnes pour ne développer que les colonnes soutenant les pilastres. Ces mêmes éléments transposés à l'église Saint-Léonce de Langoiran (fig. 12) subirent un nouvel agencement qui associa colonnes et colonnettes en une file continue et distribua piliers et pilastres aux extrémités des bas-côtés de façon à délimiter quatre chapelles ouvertes sur le vaisseau central. Plus frappant est le strict démarquage des tribunes des croisillons, des arcades basses du chœur et des piles de la croisée dont la section est similaire à un détail près. Cependant, l'église bordelaise d'un volume intérieur plus ample affiche une fermeture des espaces intérieurs et une plus grande richesse de la modénature en rapport avec l'importance du quartier. Les baies du chevet et du transept sont une des nombreuses variations sur le thème du triplet que P. Abadie affectionnait.

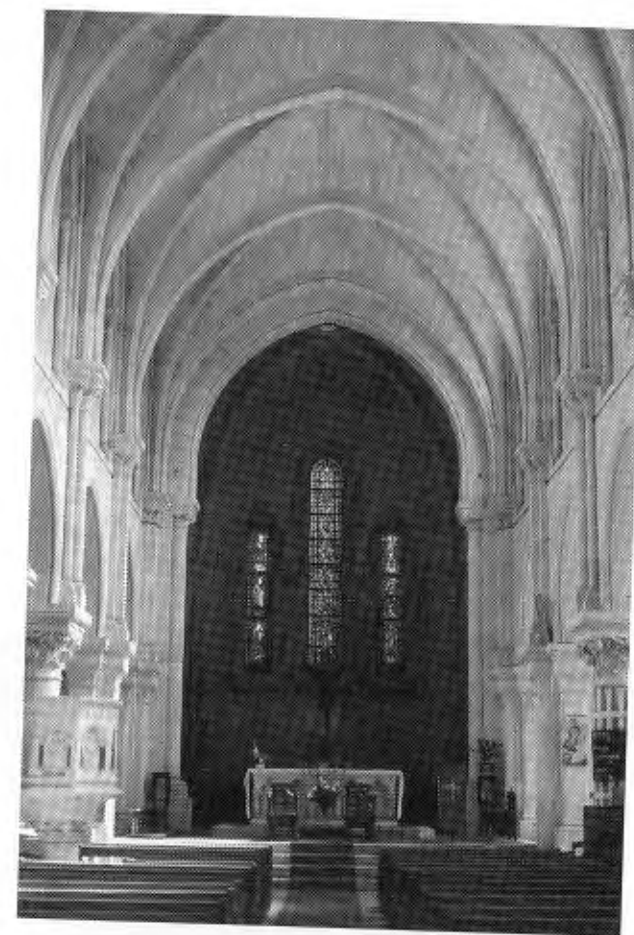


Fig. 12 — Vue du vaisseau central de l'église Saint-Léonce de Langoiran.

La bichromie de la façade s'apparente davantage aux édifices romans auvergnats tels que la cathédrale du Puy qu'il connaissait bien qu'aux exemples italiens de Sienne ou à la Major de Marseille édifiée par L. Vaudoyer. La cathédrale d'Angoulême lui inspira le prototype de la façade subdivisée par des arcades interrompant le pignon et inscrivant une fenêtre centrale. L'imitation aurait été plus parfaite si les deux cavaliers et les flèches cantonnées de clochetons n'avaient été victimes des restrictions budgétaires. Ce fut moins l'exemple originel qui l'inspira que la restitution qu'il en conçut et qu'il repensa suivant la sensibilité de l'époque en dotant les éléments d'articulation d'un rôle structurel. L'adoption de ce parti pour la façade de l'église Sainte-Croix de Bordeaux démontre que la même démarche intellectuelle et artistique

présidait aux opérations de restauration et de construction. Si l'analyse de l'architecture médiévale lui fournit un catalogue de formes, elle lui enseigna aussi la logique constructive. Ses édifices ne comportent pas un seul élément qui soit dénué d'une justification rationnelle comme en témoignent le recul des points d'appui de la nef et le renforcement des arcs doubleaux du transept qui tendent à amoindrir la poussée des voûtes. De même que l'aspect des arcs formerets est le résultat de leur fonction d'arc de décharge, l'ouverture trilobée percée dans la culée des arcs-boutants est utile au passage du chèneau. Le langage architectural et l'expression rationaliste font de l'église Saint-Ferdinand de Bordeaux un édifice typiquement abadien.

Le décor : dévotion eucharistique et papale

La situation de l'église alignée sur une voie bordée d'habitations est peu favorable à la perception des sculptures habilement réparties sur la façade. Deux bas-reliefs circulaires d'une facture délicate qui illustrent les épisodes de la Nativité et de la Sainte Famille sont insérés dans les rinceaux égayant les écoinçons du porche. Lors de la réfection du début du siècle, la galerie fut meublée des statues de Mgr de Cheverus, du pape Clément V et du cardinal Donnet (fig. 13) taillées à grands traits simplifiés par Paul Mora, fils de Jean. Le tympan (fig. 14) abrite le Sauveur dans toute



Fig. 13 — Sculptures de la galerie de façade représentant le cardinal Donnet, le pape Clément V et Monseigneur de Cheverus.

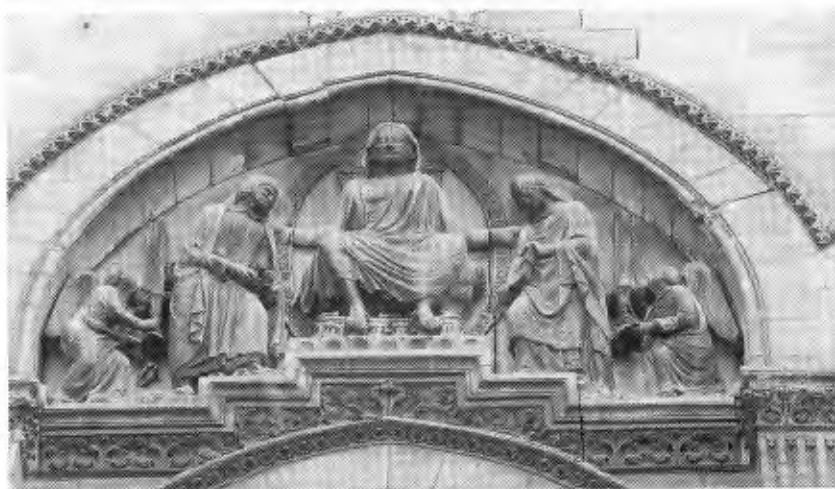


Fig. 14. — Tympan de la façade, le Christ ouvre les portes du Paradis à saint Ferdinand et saint Martial escortés par deux anges thuriféraires.

sa gloire accueillant saint Ferdinand et saint Martial escortés par deux anges thuriféraires dont les corps éprouvent un tassement consécutif à la très grande hauteur et à la servitude du cadre étroit. Les effigies de l'Eglise et de la Synagogue (fig. 15) copiées sur les exemples médiévaux logés dans les ébrasements du portail méridional de l'église Saint-Seurin de Bordeaux sont traduites avec une simplicité des draperies, une plénitude du modelé et une netteté du mouvement caractéristiques de la manière du Quattrocento.

En dehors de la chapelle du Sacré-Cœur entièrement couverte d'un décor qui fut exécuté en 1882 par Vincent⁴⁶ mais qui est actuellement occulté par une cage de bois, les peintures murales à l'encaustique limitées au chœur et à ses chapelles parent les soubassements et les arcatures basses de riches tentures et embellissent les parois latérales de tableaux qui précisent l'idée mystique des verrières. Ces dernières furent réalisées en une seule campagne par le maître J. Villiet qui apposa son monogramme et la date d'exécution sur plusieurs entre elles. Une inscription nominale ou référentielle au texte biblique fut introduite pour faciliter la reconnaissance des personnages et des récits. La transcription en images de l'iconographie religieuse se plie à des règles qui attribuent à chaque sujet un emplacement spécifique, abandonnant les descriptions du Baptême du Christ et du roi David musicien à la chapelle des fonts baptismaux et à la tribune d'orgue. Dans les trois baies du chœur, s'épanouit l'arbre de Jessé dont la composition en médaillons et en panneaux sous arcades reprend celle des vitraux archéologiques. L'artiste pratiquant la technique des applications colorées, les bordures à motifs végétaux et les rinceaux qui portent les ancêtres du Messie et envahissent les triplets aveugles firent l'objet d'un travail répétitif au pochoir. Les représentations passablement effacées de la Divine Liturgie et Dieu offrant son fils au monde explicite le discours tenu par les trois grandes figures du Christ grand-père, de Melchisédec et d'Abraham réunies sous les dais architecturés de la rose. Sous l'influence de l'école nazaréenne, cet encadrement se réfère aux styles allant du quatorzième au seizième siècle.

Les chapelles orientées sont pourvues de scènes picturales tirées de la légende de la Vierge : la Présentation au temple, la Communion et de saint Joseph : sa mort dans les bras du Sauveur, la Sainte Famille à Nazareth auxquels elles sont dédiées, et d'une vitre



Fig. 15. — Figure des niches latérales symbolisant la Synagogue.

narrative composée de trois compartiments qui retracent le cycle de l'Enfance de Jésus se rapportant à sa mère : l'Annonciation, l'Adoration des rois mages, la Purification et à son père nourricier : le Mariage de Marie et Joseph, la Naissance de Jésus, la Fuite en Egypte. Les œuvres du transept obéissant à une parfaite symétrie mettent en correspondance la Vierge de Majesté, fleur suprême de la généalogie divine et saint Joseph, tous deux accompagnés de deux anges. Les portraits en pied de Saint-Ferdinand étreignant la maquette de l'église, de sa mère Bérangère et de son épouse Béatrix vers lesquels convergent le défilé des saints : Charlemagne, Etienne de Hongrie, Henri d'Al-

46. Laroza O., *Guide touristique, historique et archéologique de la Gironde*, Bordeaux, Feret et fils, 1975, p. 137.

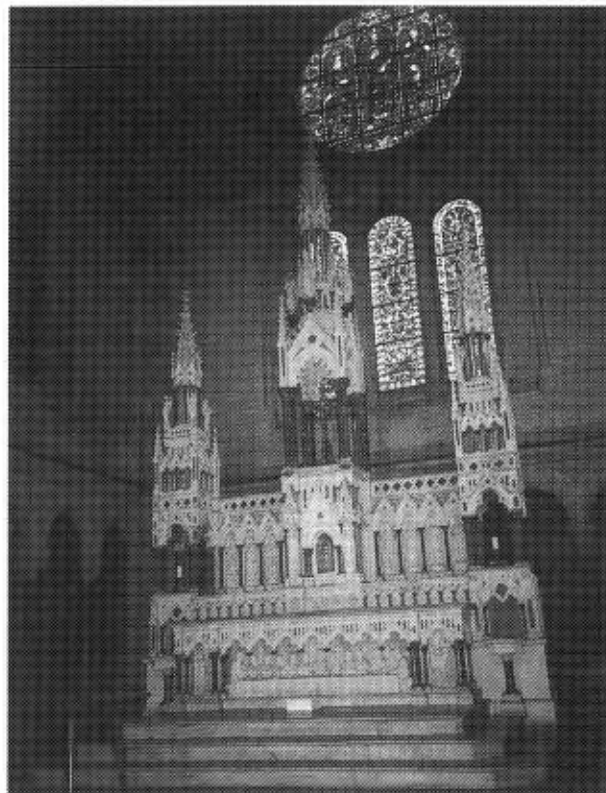


Fig. 16 — Le maître-autel offert par Louise de Montardy fut sculpté à Poitiers dans les ateliers dirigés par Charron et Beausoleil.

lemagne et Félix de Valois du bas-côté gauche font pendant à ceux de saint Louis, de Blanche de Castille et de sa sœur Isabelle de France qui sont rejoints par la procession des saintes : Clotilde, Bathilde, Elisabeth de Hongrie et Jehanne de Valois du collatéral droit. Les versions du Retour du fils prodigue et du repentir de la Madeleine qui rehaussent les oculi des travées médianes sont destinées à ranimer les convictions des paroissiens. Les fenêtres-hautes n'ont reçu qu'un vitrage à motifs géométriques.

Ayant compris l'effet qui résultait de la juxtaposition de peintures sur verre et sur support de pierre, J. Villiet rassemblait dans ses portefeuilles des calques de vitraux et des cartons de dessins qui procédaient d'un même souffle inspirateur. Des compositions équilibrées, des attitudes calmes et des visages sereins, des formes amples, un dessin ferme et une pureté des tons locaux procurent une impression de simplicité et une faculté de compréhension immédiate. Ce traitement proche de la manière d'Ingres manifeste un re-

tour à l'art de Giotto et de Massaccio. De même que la cathédrale du XIII^e siècle fut présentée comme l'édifice éminemment religieux, les préraphaélites furent cités comme les véritables modèles chrétiens. L. Vitet et I. Hittorff, les premiers, légitimèrent par leurs écrits la passion de l'époque pour la peinture murale qui ne rompaient pas l'unité architecturale des églises⁴⁷. Si la fresque qui était assimilée aux grandes périodes de la foi fut vantée, la plupart des artistes usèrent du procédé à la cire.

Sur le pavement à croix fleurdelisées du chœur, se détache le maître-autel (fig. 16) en marbre blanc consacré le 2 juillet 1875 et fabriqué d'après un modèle original dans les ateliers Saint-Hilaire de Poitiers. Posée sur trois degrés, la table en forme de tombeau montre une grande salle voûtée à l'intérieur de laquelle se déroule la Cène. Aux extrémités, Abel offre les prémices de son troupeau et Melchisédec consacre le pain et le vin. De part et d'autre du tabernacle dont l'entrée est gardée par deux anges, le retable est orné de huit statues allégoriques qui expriment les Béatitudes. Trois clochetons cantonnés de quatre anges dont le plus haut surmonte le dais d'exposition central et les deux autres s'élèvent sur de petites chapelles latérales couronnent l'ensemble. Le fond est garni d'une multitude de colonnettes de marbre et d'une variété infinie d'arcatures, de gâbles et de festons.

La même pensée directrice réunit les sculptures de l'autel majeur, les vitraux et les peintures murales du chœur en un programme cohérent qui glorifie le sacrifice eucharistique. Deux aspects de cette réflexion, le sacrifice du Christ incarné et l'institution de la communion sont évoqués par des rapprochements typologiques entre l'Ancien et le Nouveau Testament, le premier préfigurant le second. Les statues du retable et les anges des clochetons symbolisent la paix de l'âme conquise par la Rédemption divine et son ascension vers Dieu. Le courant ultramontain qui triompha en France dans la seconde moitié du XIX^e siècle substitua au rigorisme janséniste une piété de type italien, plus indulgente et plus humaine. Faisant davantage appel au sentiment et au besoin d'extériorisation, elle était basée sur une fréquentation plus grande des sa-

47. Foucart B, *Le renouveau de la peinture religieuse en France (1800-1860)*, Paris, Athéna, 1987, pp. 54-55.

crements. En quelques années, la spiritualité catholique prit une orientation christologie dont le développement de la dévotion eucharistique et le succès extraordinaire du culte du Sacré-Cœur furent les expressions les plus marquantes⁴⁸. La redécouverte du Christ s'accompagna de manifestations d'attachement envers sa mère et son père adoptif. La proclamation du dogme de l'immaculée Conception en 1954, résultat d'un vaste mouvement contribua à augmenter l'élan marial qui fut encouragé par diverses apparitions et faits miraculeux. Il apparut une féminisation de la religion qui accorda une place plus grande aux valeurs familiales comme en témoignent les sujets à résonance affective tels que la Sainte famille et le culte rendu aux femmes. Les saints et les saintes qui forment un cortège aux rois très chrétiens Ferdinand de Castille et Louis de France furent d'ardents défenseurs et propagateurs de la foi qui s'associèrent aux efforts de l'église dans la défense du catholicisme. Remémorent les temps révolus de l'alliance du trône et de l'autel, ils invitent le pouvoir impérial à restaurer la puissance temporelle du pape Pie IX. Les vitraux et les peintures ayant une fonction didactique primordiale, les séquences s'articulent autour des thèmes majeurs de la doctrine chrétienne.

Œuvre du renouveau catholique de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'église Saint-Ferdinand de Bordeaux marque le paysage urbain par les références

historiques sollicités, peu prisées par les contemporains et par le jeu architectural qui se rattache au courant rationaliste néo-médiéval. Bien que l'art de P. Abadie fût trop personnel pour fournir un répertoire de poncifs, l'influence de ce monument fut bien réelle sur les créations des inspecteurs des travaux et sur les constructions postérieures de la ville. Le modèle de la façade inspira A. Lambert à l'église Saint-Martin de Périgueux et Aymar Verdier pour les pavillons d'angle du couvent de l'Assomption. Ce dernier ayant assimilé l'esprit du parti constructif créa une composition d'une grande vigueur plastique. En outre, il développa dans les bâtiments conventuels et dans la chapelle d'autres motifs qui sont des thèmes récurrents de l'univers architectural de P. Abadie. Témoignage éloquent du talent de son auteur, l'église Saint-Ferdinand enserrée par des immeubles n'attire pas le regard des passants. Face à cette situation, il est de notre devoir d'inviter les curieux à lever les yeux et à en franchir le seuil pour découvrir les dispositions intérieures monumentales qui allient la robustesse des formes à l'élégance des détails en un effet saisissant et grandiose.

48. Aubert R., *Histoire de l'Eglise depuis les origines jusqu'à nos jours*, t. XXI, *Le pontificat de Pie IX*, Paris, Bloud et Gay, 1952, pp. 461-469.

Numismatique
Cercle Bertrand Andrieu

Un dépôt d'antoniniens trouvé à Bordeaux lors de la fouille de sauvetage de la Cité Judiciaire

par A. Bardet et J.-M. Debruge *

Ce dépôt dont les monnaies étaient disposées en une masse compacte plutôt sphérique fait penser à une bourse dont le contenant en tissu ou en cuir aurait disparu (fig. 1). Il est constitué de 74 antoniniens des règnes suivants : Philippe Ier, Philippe II, Trébonien Galle, Valérien Ier, Valérien II, Salonine, Salonin, Gallien et Postume.

Ce dépôt monétaire est issu de l'U.S. 3237, zone III, secteur 4 de la fouille qui correspond à un dépotoir d'origine domestique (céramique, faune, huîtres, etc...) et surtout d'origine artisanale. En effet cette couche s'inscrit parmi un ensemble de dépotoirs de tabletiers (une vingtaine) essentiellement constitués d'ossements sciés et débités (fig. 2). Ces dépotoirs ont été déversés sur un bâtiment démoli dont certains murs avaient été épierrés. Les tabletiers de la Cité Judiciaire se sont installés à la fin du III^e siècle ap. J.-C. dans un quartier périphérique à l'agglomération de Burdigala, un quartier en ruine abandonné au profit du nouveau centre urbain remparé. On verra avec vraisemblance dans le dépôt monétaire la simple perte d'une bourse d'importance moyenne et non un enfouissement intentionnel de trésor.

Etat des monnaies ¹

Bien que toutes les monnaies aient pu être attribuées à un règne, parfois grâce à l'effigie encore reconnaissable ou à quelques fragments de légende encore lisibles, 13 pièces n'ont pu être répertoriées en raison de leur mauvais état de conservation, soit 17,56 % de la totalité du dépôt.

La composition des flans est d'ailleurs en partie responsable de cet état de conservation, car, si quelques rares monnaies (comme celles de Valérien Ier, n° 8 et 9 fig. 3) peuvent être considérées comme en excellent état du fait de leur teneur visiblement élevée en argent, il s'agit le plus souvent d'antoniniens de très bas titre ou même, semble-t-il, seulement recouverts d'une faible pellicule d'argent ou d'étain. Cette pellicule ne subsiste plus parfois que par des traces

* Membres du cercle B. Andrieux, Société Archéologique de Bordeaux, avec la collaboration de M. J.-P. Bost, Professeur d'Histoire Ancienne à l'Université de Bordeaux III.

1. Ces monnaies ont été restaurées par V. Matilla, restauratrice de l'Association pour les fouilles archéologiques nationales. Aux remerciements que nous lui adressons, nous ajoutons ceux que nous devons à M. Ch. Sireix, ingénieur Afan et responsable de la fouille, qui nous a aimablement confié cette étude.



Fig. 1.



Fig. 2.

dans les creux de la frappe ou même n'existe plus du tout. La monnaie est alors particulièrement oxydée rendant très difficile son attribution précise ².

L'étude statistique de ce dépôt va donc porter sur la totalité des monnaies en ce qui concerne les règnes et uniquement sur celles qui ont pu être répertoriées en ce qui concerne la chronologie des émissions ou la répartition des ateliers de frappe.



Fig. 3a.



Fig. 3b.

2. Sur ces questions d'alliage, voir M. J.-P. Callu, *La politique monétaire des empereurs romains de 238 à 311*, Paris, 1969, BEFAR, 214, p. 245-249.

Chronologie

La composition du dépôt monétaire selon la chronologie par règnes (d'après la datation habituelle de ceux-ci) est précisée dans le tableau ci-contre (fig. 4) et figurée sur le graphique correspondant (fig. 5) :

Ce graphique montre l'importance du nombre de monnaies de Gallien et de Postume dont les règnes représentent une durée totale de 16 ans (de 253 à 269) soit 71,62 % du total des monnaies (39,19 pour Postume et 32,43 pour Gallien). Dans cette période s'incluent encore les règnes ou co-régences de Valérien Ier, Valérien II, Salonin et Salonine respectivement représentés par 12,16 %, 4,05 %, 5,40 %, et 2,70 % des monnaies ; au total, 96 % du dépôt correspond à cette courte durée de 16 années.

Règne	Nombre	%	Répartition
Philippe I et II	2	2,70 %	Philippe I : 1 ex. (1,35 %) Philippe II : 1 ex. (1,35 %)
Trébonien Galle	1	1,35 %	
Valérien et Gallien (avant 260)	23	31,08 %	Valérien I : 9 ex. (12,16 %) Gallien : 6 ex. (8,11 %) Valérien II : 3 ex. (4,05 %) Salonine : 1 ex. (1,35 %) Salonin : 4 ex. (5,40 %)
Gallien seul (après 260)	19	25,67 %	Gallien : 18 ex. (24,32 %) Salonine : 1 ex. (1,35 %)
Postume	29	39,19 %	
Total	74	100 %	

Fig. 4. — Composition du dépôt par règnes.

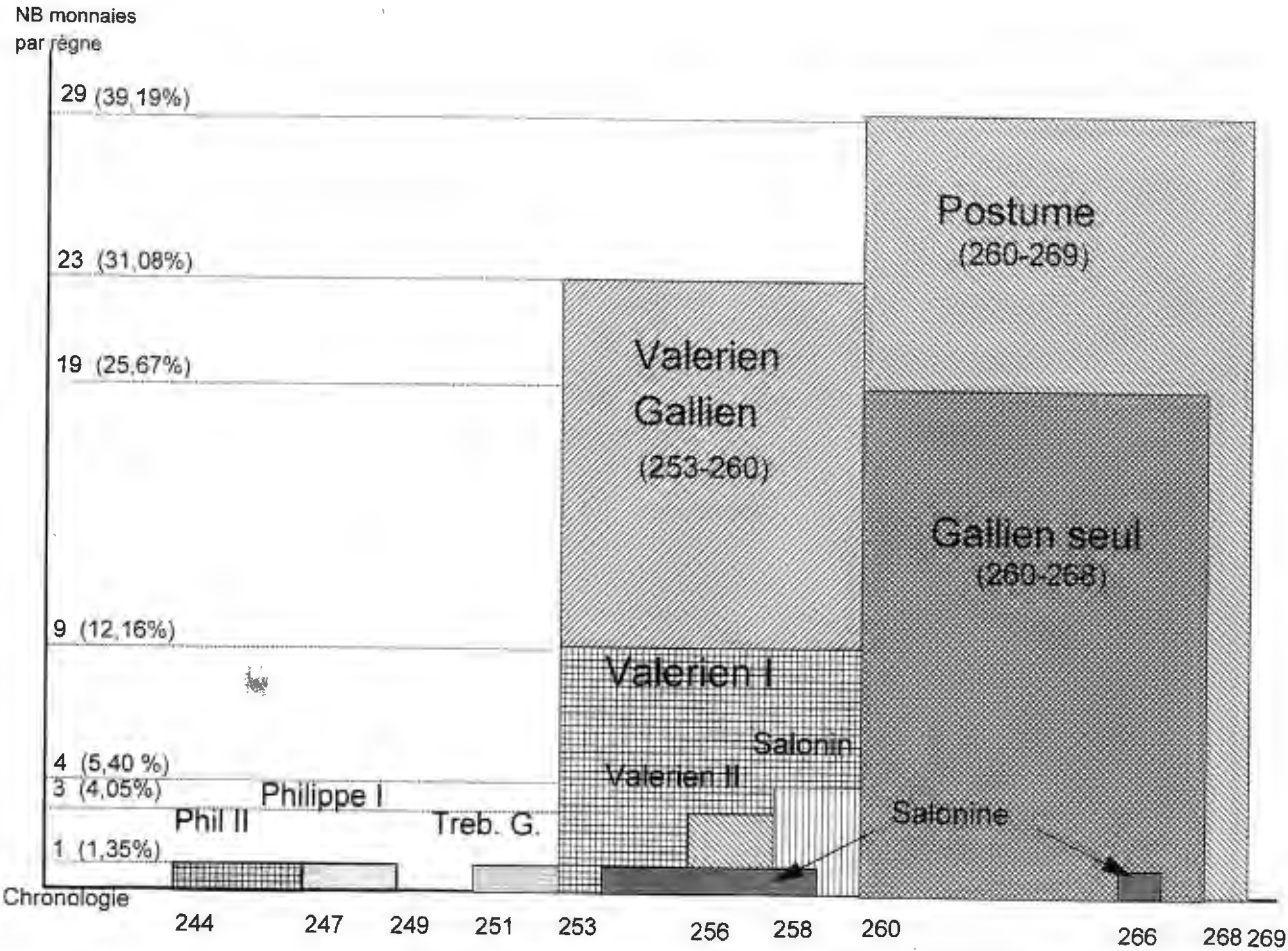


Fig. 5. — Composition du dépôt monétaire chronologie par règne.

L'importance de l'année 260 (date de l'usurpation de Postume) y est particulièrement évidente. La composition chronologique du dépôt selon la datation des émissions des monnaies qui ont pu être répertoriées (61 monnaies : 82,44 % de la totalité) est évo-

quée très approximativement (la durée d'une émission portant parfois sur plusieurs années) en cinq histogrammes séparés et représentés sur le graphique suivant, car la superposition de tous les règnes n'est pas possible (fig. 6).

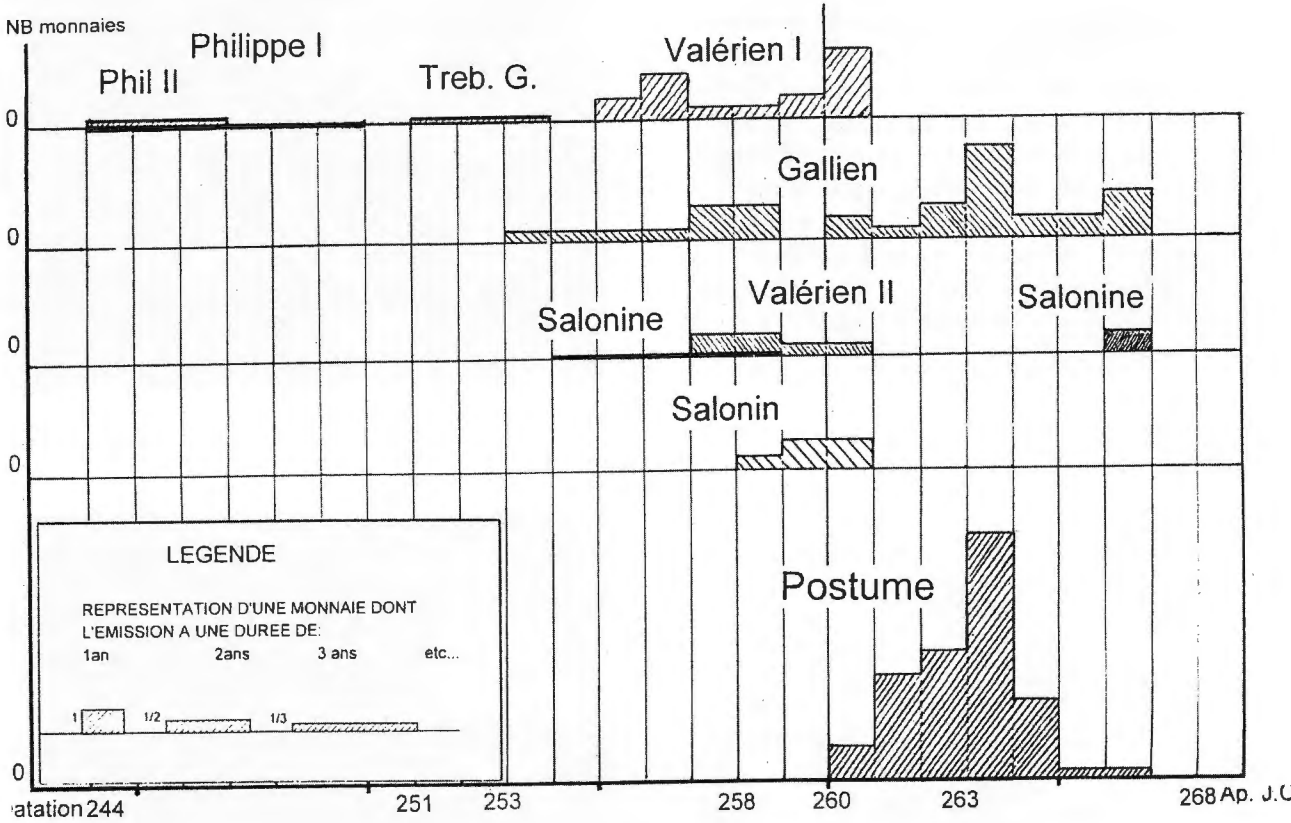


Fig. 6. — Composition du dépôt selon la chronologie des émissions.

On remarque un maximum de monnaies pour les années :

260 : 12,55 %
263 : 23,77 %

Les monnaies de Gallien réparties sur presque toute la durée du règne sont cependant plus nombreuses après 260 (Gallien seul) avec un maximum en 263 (4 monnaies). Les monnaies de Postume sont au contraire beaucoup plus abondantes en première partie de règne avec également un maximum en 263 (10 monnaies)

Une comparaison de cette répartition chronologique des monnaies avec celle effectuée par G. Depeyrot et D. Hollard à propos des productions monétaires lors de la crise du III^e siècle³ ne montre pas d'anal-

ogie réelle de variation de production des monnaies de 253 à 266 répertoriées ici. Cependant ces auteurs remarquent tout particulièrement une augmentation de production monétaire en 260 «où le volume des émissions triple brutalement»⁴, ce que l'on retrouve tout à fait dans le dépôt de Bordeaux. Par contre la deuxième augmentation reconnue par nos auteurs en 266 n'est pas retrouvée à Bordeaux, tandis qu'un pic beaucoup plus important y survient plus précocement en 263. Un tel rapprochement n'est sans doute que

3. G. Depeyrot et D. Hollard, Pénurie d'argent-métal et crise monétaire au III^e siècle ap. J.-C., *Histoire et Mesure*, II, 1, 1987, p. 62-63.

4. Art.cit., p. 62.

fortuit et d'autre part l'infime quantité de monnaies étudiées ici par rapport à la masse considérable de pièces provenant de nombreux trésors analysés par G. Depeyrot et D. Hollard, ne permet certainement aucune comparaison scientifique fiable.

En raison de la date de terminus de notre dépôt, il n'a pas été possible de constater ici un avilissement caractéristique des monnaies de fin de règne de Postume, tout particulièrement celles de la 6^e série de 268. Cependant malgré le petit nombre de monnaies concernées et le frais considérable et très irrégulier de toutes ces pièces, il faut constater que le poids moyen des monnaies de la dernière émission thésaurisée ici (la 4^e série) est de 2,75 gr tandis que celui des pièces de la série précédente (la 3^e) est de 3,16 gr.

Les monnaies dont les frappes sont les plus tardives et qui pourraient correspondre à la limite la plus ancienne de la perte du dépôt sont de la 5^e émission de Rome pour Gallien (266) et de la 4^e série de Cologne pour Postume (de 264 à début 267).

La monnaie la plus ancienne est une pièce de Philippe II César frappée entre 244 et 246. Une monnaie de son père, l'empereur Philippe Ier, au revers illisible

ne peut être datée mais ne peut en tout cas remonter au delà de 244, date de son accession au trône et également de l'élévation de son fils au rang de César.

Tout comme pour la monnaie de Trébonien Galle (251-253), le nombre extrêmement réduit de telles pièces (une seule de chaque règne) n'est pas significatif.

Ateliers

Les 61 monnaies identifiées du dépôt ont été frappées dans 4 ateliers : Rome, Milan, l'atelier gaulois n° 1 (ou principal) reconnu généralement pour cette période comme celui de Cologne, et Antioche (fig. 7).

La répartition des ateliers par règnes montre l'importance des émissions de Rome et surtout de Cologne. Ce dernier atelier a été ouvert dans la première moitié de l'année 256⁵, il n'est donc pas étonnant

5. M. Christol, Effort de guerre et ateliers monétaires de la périphérie au III^e siècle ap. J.-C., l'atelier de Cologne sous Valérien et Gallien, *Armée et fiscalité dans le monde antique*, colloques nationaux du C.N.R.S., Paris, 1977, p. 251.

Règne	Rome	Milan	At. n° 1 (Cologne)	Antioche	Indéterminé	Total	Répartition
Philippe	1				1	2	dont : Phil. II : R
Galle	1					1	
Valérien	11	1	9	1		22	dont : Gallien : 4 R 2 C Valérien I : 5 R 2 C 1 A Valérien II : 3 C Salonine : 1 R Salonin : 1 R 2 C 1 M
Gallien seul (av. 260)							
Gallien seul (260-266)	6	5			1	12	dont : Gallien : 6 R 4 M Salonine : 1 M
Postume			26			26	
Total	19	6	35	1	2	63	
% *	31,14 %	9,83 %	57,37 %	1,63 %			

(*) sur 61 ateliers répertoriés

Fig. 7. — Répartition des ateliers par règnes avant et après 260 (monnaies répertoriées seules).

que toutes les monnaies de Postume proviennent de ce lieu de frappe. Celles de Gallien, comme nous l'avons vu, plus abondantes après 260, proviennent en majorité de Rome (10 sur 16 soit 62,50 %). La coupure entre Empire central et Empire gaulois est évidemment à l'origine de cette répartition des frappes.

On peut noter ici que pour la période de 253 à 260, la moitié des monnaies est frappée à Rome et, pour la période 260 à 266 plus de 70 % des frappes ont été effectuées à Cologne. Cette répartition paraît logique mais elle doit être comparée avec celle que l'on peut retrouver dans d'autres trésors couvrant cette même période :

GALLIEN et conjoint :
(Val. I, II, Salonine, Salonin)

	Bordeaux	Les Closiers	Rocquencourt	Etaples	Lewarde
R	(11/22) 50 %	(16/53) 30,18 %	(328/941) 34,85 %	(152/594) 25,58 %	(13/31) 41,93 %
M	(1/22) 4,54 %	(2/53) 3,77 %	(10/941) 1,06 %	(2/594) 0,33 %	(0/31) 0 %
C	(9/22) 40,90 %	(29/53) 54,71 %	(498/941) 52,92 %	(413/594) 69,52 %	(16/31) 51,61 %

GALLIEN seul :

	Bordeaux	Les Closiers	Rocquencourt	Etaples	Lewarde
R	(6/11) 54,54 %	(68/106) 64,15 %	(42/63) 66,66 %	(25/32) 78,12 %	(17/20) 85 %
M	(5/11) 45,45 %	(35/106) 33,01 %	(18/63) 28,57 %	(6/32) 18,75 %	(3/20) 15 %
C	(0/11) 0 %	(0/106) 0 %	(0/63) 0 %	(0/32) 0 %	(0/20) 0 %

POSTUME :

	Bordeaux	Les Closiers	Rocquencourt	Etaples	Lewarde
R	(0/26) 0 %	(0/126) 0 %	(0/2164) 0 %	(0/2377) 0 %	(0/55) 0 %
M	(0/26) 0 %	(0/126) 5,55 %	(0/2164) 0 %	(0/2377) 0 %	(0/55) 0 %
C	(26/26) 100 %	(112/126) 88,88 %	(2076/2164) 95,93 %	(2350/2377) 98,86 %	(55/55) 100 %

R = Rome ; M = Milan ; C = Cologne (atelier n° 1).

Fig. 8. — Répartition des ateliers pour les cinq trésors comparés.

Dans chaque case la fraction indique le nombre de monnaies de l'atelier concerné sur le nombre total des monnaies pour R, M et C. Le pourcentage est évalué pour l'ensemble des trois ateliers étudiés dans ce tableau (R, M et C).

On peut déduire de cette étude comparative les remarques suivantes :

1. Pour le règne de Gallien «associé» (incluant les monnaies de Valérien I, Valérien II, Salonine et Salonin), on observe d'assez grandes variations selon les différents trésors analysés.

Pour Rome de 50 à 25,58 %	moyenne : 36,50 %
Pour Milan de 4,54 à 0 %	moyenne : 1,94 %
Pour Cologne de 69,52 à 40,90 %	moyenne : 53,93 %

On peut aussi constater que pour la trouvaille de Bordeaux, les pourcentages des monnaies frappées à Rome et à Milan y sont les plus élevés (respectivement 50 % et 4,54 %) alors que celui des monnaies frappées à Cologne y est le plus faible (40,90 %), ceci à l'inverse des autres trésors comparés ici, mais on remarque également que pour l'ensemble, les pourcentages des frappes romaines ou milanaïses semblent plutôt aller en décroissant en allant de Bordeaux à Lewarde tandis que celui des frappes de Cologne y présente une certaine similitude sauf pour Etaples au taux le plus élevé et pour Bordeaux au taux le plus bas.

Cette constatation nous a amené à rechercher la position de ce dépôt monétaire bordelais sur la courbe de pourcentage des monnaies de Cologne (par rapport à celles de Rome) présentée dans l'étude des six trésors datés d'avant 261 effectuée dans le trésor d'Eauze¹⁰ (fig. 9).

Trésors	Cologne	Rome
Namur	93,3 %	6,7 %
Dailly 5	69,2 %	30,8 %
Clermont	59,7 %	40,3 %
Escoussans	61,5 %	38,5 %
Bordeaux	40,9 %	50 %
Eauze	34,3 %	65,6 %
Altafulla	11,8 %	88,2 %

Fig. 9. — Pourcentage des ateliers de Cologne et de Rome pour les émissions de 253 à 260 des six trésors étudiés dans le trésor d'Eauze comparé à celui de Bordeaux.

Toute réserve faite concernant toujours la faible quantité des monnaies répertoriées ici, on peut quand même reconnaître dans ce rapport évident entre les proportions d'ateliers et les sites géographiques des trésors, qu'avec 40,90 % d'émissions de Cologne pour 50 % d'émissions de Rome, notre trouvaille bordelaise se situe assez bien sur la courbe entre le trésor d'Eauze et ceux de Clermont et d'Escoussans, ce qui paraît géographiquement logique et confirmerait l'hypothèse selon laquelle «à la veille de l'usurpation de Postume, l'atelier germanique ne parvenait pas à pousser rapidement ses produits vers le fond de l'Aquitaine et à fortiori vers la péninsule ibérique, provinces qu'avaient au contraire très vite et massivement gagné ceux de la capitale».

2. Pour le règne de Gallien seul (incluant certaines monnaies de Salonine), seuls les pourcentages des ateliers de Rome et de Milan présentent quelques variations selon les trésors étudiés puisqu'il n'existe pas de monnaies de Gallien (ou Salonine) frappées à Cologne et ces variations sont toutes croissantes pour l'atelier de Rome selon l'ordre des trésors utilisé ici (de 54,55 à 85 % — moyenne : 69,77 %) et toutes décroissantes pour l'atelier de Milan selon le même ordre des trésors étudiés (de 45,45 à 15 % — moyenne : 30,22 %).

De telles variations aussi régulières tant croissantes que décroissantes pour les 5 trésors analysés mériteraient sûrement plus qu'une simple constatation et, si la raréfaction progressive des émissions de Milan selon la position géographique des sites paraît encore logique et similaire à celle des émissions romaines précédentes pour le règne de Gallien «associé», a contrario, la croissance constante du pourcentage des frappes romaines de Bordeaux à Lewarde pour le règne de Gallien seul semble plutôt paradoxale et à défaut de toute autre explication éventuellement à venir, il faut peut-être admettre ici que pour cette période certains apports de fonds monétaires pouvaient répondre d'avantage d'itinéraires spécifiques d'approvisionnement (par voies d'eau le plus souvent dont celles des grands fleuves comme le Rhône et le Rhin) que des distances réelles des ateliers de frappes aux sites géographiques des trouvailles.

10. D. Schaad (dir.), *Le trésor d'Eauze*, Toulouse, 1992, p. 311-312.

3. Pour le règne de Postume, la quasi-totalité des monnaies de chacun des trésors évoqués est évidemment frappée à Cologne (de 88,88 à 100 % — moyenne : 96,73 %).

A noter que le reste des frappes se partage entre l'atelier de Milan pour Montargis-Les-Closiers (5,55 %) et des imitations locales pour : Montargis-Les Closiers (5,55 %), Rocquencourt (4,06 %) et Etaples

En dernier lieu, il peut être intéressant de constater également que ces monnaies des fouilles de la Cité Judiciaire à Bordeaux sont répertoriées à 64 % (40 monnaies) dans le trésor de Cunetio et à 54,83 % (34 monnaies) dans le trésor de Chalfon, tous deux trésors de Grande-Bretagne, ce qui pourrait confirmer un certain rapport géographique de ce site archéologique avec d'autres d'outre-Manche, rapport déjà apparu effectivement pour d'autres éléments du mobilier archéologique issus du même milieu ¹¹ (dépotaires de tabletier).

De plus, ceci montre bien que la diffusion de la monnaie s'opère de façon à peu près uniforme dans tout le territoire de règne de Postume. Si comme le croit Walker ¹² la circulation monétaire en Bretagne apparaît cloisonnée au IIe siècle, en revanche, la diffusion de l'antoninien au IIIe siècle paraît avoir rompu tout isolement géographique et effectué au contraire un grand brassage de la circulation monétaire dans tout l'Occident

Conclusion

Ce petit dépôt d'antoniniens semble bien n'être en réalité qu'une bourse perdue vers la fin des règnes de Gallien et de Postume (peu après 266). Effectivement la dernière monnaie de Postume, comme nous l'avons déjà dit, est de la 4e série de Cologne, donc correspondrait à une fourchette chronologique de 264 à 266 (ou début 267) tandis que la dernière monnaie de Gallien est de la 5e émission de Rome ; selon R. Göbl ¹³ elle serait de la 2e moitié de l'année 265 et selon l'ouvrage de H.G. Pflaum et P. Bastien «La trouvaille de Canakkale (Turquie)» ¹⁴ elle serait de 266.

La répartition des émissions et des ateliers selon les règnes et les dates de frappe confirme également une réelle analogie tant au plan géographique que chronologique avec les autres trésors correspondants étudiés récemment.

Si elle reconnaît une fois encore l'arrivée rapide des frappes de Postume dans le sud-ouest de la Gaule, elle montre cependant que le pourcentage des monnaies de Gallien frappées après 260 atteint un chiffre non négligeable ; ce qui semble prouver que les frontières tracées après l'usurpation de Postume, entre le domaine de l'usurpateur et celui de l'empereur légitime, n'étaient finalement pas si étanches, au moins du côté de l'Aquitaine.

Addendum

Afin d'actualiser cette étude à la lumière des travaux plus récents publiés depuis juin 1996 dans *Trésors monétaires* XV ¹⁵, nous avons encore recherché toute comparaison possible avec trois trésors de la région parisienne ayant quelque analogie avec notre dépôt monétaire de Bordeaux.

- a. Le trésor de deniers et antoniniens de la Grosse-Haie à Souzy-la-Briche (Essonne), étudié par B. Foucray (p. 35 à 70).
- b. Le trésor multiple de deniers et d'antoniniens de Cravent (Yvelines), étudié par D. Hollard et B. Foucray (p. 71 à 114).
- c. Le trésor d'antoniniens des environs de Limours (Essonne), étudié par D. Hollard (p. 115 à 135).

Bien que ce dernier soit le plus modeste (environ 500 antoniniens) ces trois trésors sont encore bien peu comparables au petit dépôt concerné par notre étude, tant par leur volume considérable que par l'étendue chronologique qu'ils couvrent. Ils présentent cependant un *terminus* voisin de celui de Bordeaux (267-268 pour le premier, 268-269 pour le deuxième et 269-270 pour le dernier) et, au risque de proposer quelques déductions scientifiques assez peu fiables, nous nous sommes encore permis les comparaisons suivantes :

11. En particulier trois vases de type «black-burnished I» de la région du Dorset (sud de la Grande Bretagne).
12. D.R. Walker, The roman coins, *The temple of sulis Minerva at Bath*, Oxford, 1988, p. 251-338.
13. R. Göbl, *Numismatische Zeitschrift*, T. 75, 1953.
14. H.G. Pflaum, P. Bastien, *La trouvaille de Canakkale (Turquie)*, Editions Cultura, 1969.
15. *Trésors monétaires*, T. XV, 1995, Bibliothèque Nationale de France, Paris 1996.

I. Etude, comparative des rapports numériques des monnaies, par ateliers concernés et pour les règnes correspondants, pour les dépôts monétaires de Cravent et des environs de Limours (fig. 10).

Pour le premier dépôt, la comparaison avec Bordeaux a été effectuée pour l'ensemble des quatre vases contenant le trésor (15 p. 78-79).

Pour le deuxième dépôt, la comparaison avec Bordeaux a été établie sans tenir compte de l'atelier d'Antioche non représenté dans le trésor de Limours pour les règnes concernés ici.

La comparaison de ces deux dépôts monétaires avec celui de Bordeaux montre encore que pour le règne de Gallien et associés (avant 260) on trouve pour Bordeaux plus de frappes d'Italie que de Cologne (54,54 ou 57,14 % contre 40,90 ou 42,85 % selon la prise en compte ou non de l'atelier d'Antioche) et ceci à l'inverse des trésors de Cravent (36,72 % contre 62,69 %) ou de Limours (42,66 % contre 57,33 %).

Cravent	1er Atelier (C)	R	M	A	Total
Gallien associé	641 : 62,29 %	362 : 35,17 %	16 : 1,55 %	10 : 0,98 %	1029
Gallien seul	0 : 0 %	298 : 82,11 %	64 : 17,87 %	0 : 0 %	358
Postume	2103 : 100 %	0 : 0 %	1 : 0 %	0 : 0 %	2104

Limours	1er Atelier (C)	R	M	A	Total
Gallien associé	43 : 57,33 %	30 : 40 %	2 : 2,66 %		75
Gallien seul	0 : 0 %	68 : 70,10 %	29 : 29,89 %		97
Postume	242 : 100 %	0 : 0 %	0 : 0 %		242

Bordeaux avec Antioche	1er Atelier (C)	R	M	A	Total
Gallien associé	9 : 40,90 %	11 : 50 %	1 : 4,54 %	1 : 4,54 %	22
Gallien seul	0 : 0 %	6 : 54,54 %	5 : 45,45 %	0 : 0 %	11
Postume	26 : 100 %	0 : 0 %	0 : 0 %	0 : 0 %	26

Bordeaux sans Antioche	1er Atelier (C)	R	M	A	Total
Gallien associé	9 : 42,85 %	11 : 52,38 %	1 : 4,76 %		21
Gallien seul	0 : 0 %	6 : 54,54 %	5 : 45,45 %		11
Postume	26 : 100 %	0 : 0 %	0 : 0 %		26

Fig. 10. — Etude comparative par ateliers et règnes correspondants pour Cravent, Limours et Bordeaux.

Pour le règne de Gallien seul, comme toutes les frappes sont italiennes les rapports entre les monnaies romaines et les monnaies milanaïses peuvent être comparés : pour le dépôt de Bordeaux les frappes romaines sont seulement un peu plus nombreuses que les frappes milanaïses (54,54 % contre 45,45 %) tandis que pour les deux autres trésors évoqués ici, les monnaies de Rome sont beaucoup plus nombreuses que celles de Milan (82,12 % contre 17,82 % pour Cravent et 70,10 % contre 29,89 % pour Limours).

Comparant alors les tableaux ci-dessous avec ceux de la page 8 concernant les trésors de : «Rocquencourt, Les Closiers, Etaples, et Lewarde», on constate pour les années 253-260 du règne de Gallien une similitude de rapport entre les trésors de Cravent ou Limours avec celui de Rocquencourt ce qui est logique du fait de leur situation géographique.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	Total
Souzy-La-Briche et autres dépôts comparés								
Rocquencourt (début 266)	542 : 26,11 %	443 : 21,34 %	1091 : 52,55 %					2076
Allonnes (267-début 268)	58 : 20,42 %	60 : 21,13 %	143 : 50,35 %	22 : 7,75 %	1 : 0,35 %			284
Souzy (267-début 268)	19 : 14,96 %	31 : 24,41 %	62 : 48,82 %	15 : 11,81 %				127
Beauchy-Head 1964 (268)	313 : 19,60 %	266 : 16,66 %	698 : 43,71 %	256 : 16,03 %	64 : 4,01 %			1597
Etaples (268)	314 : 13,45 %	308 : 13,20 %	1001 : 42,89 %	678 : 29,05 %	33 : 1,41 %			2334
Grotenberge (268)	230 : 12,36 %	144 : 7,74 %	380 : 20,42 %	929 : 49,92 %	178 : 9,56 %			1861
Limours et 20 dépôts après 269								
Limours (270)	46 : 19,20 %	30 : 12,60 %	80 : 33,50 %	45 : 18,80 %	15 : 6,30 %	22 : 9,20 %	1 : 0,40 %	239
20 autres dépôts (après 269)	3203 : 17,80 %	2331 : 13 %	4912 : 27,40 %	2751 : 15,30 %	1680 : 9,40 %	2675 : 14,90 %	390 : 2,20 %	17942
Bordeaux								
(266 début 267)	6 : 23,07 %	5 : 19,23 %	11 : 42,30 %	4 : 15,38 %				26

Fig. 11. — Etude des séries de Postume (pourcentage de monnaies par séries).

Par contre, pour la seconde partie du règne (Gallien seul) la similitude de rapports correspondants pour Cravent ou Limours est plus grande avec les trésors d'Etaples ou de Lewarde pourtant beaucoup plus éloignés dans le nord de la France que celui de Rocquencourt, curiosité que doit pouvoir expliquer, au moins en partie, le hasard de la constitution des dépôts.

II. Etude comparative des rapports numériques des différentes séries correspondantes des monnaies de Postume pour les dépôts monétaires de la Grosse-Haie (Souzy-La-Briche) et de Limours qui eux-mêmes du reste, font l'objet d'une étude comparative avec d'autres dépôts monétaires analogues. Pour obtenir une similitude des tableaux, il a fallu ramener à des séries précises les monnaies de Postume mentionnées dans notre catalogue comme relevant de l'une ou l'autre de deux séries consécutives ; quatre monnaies de titulature imprécise (PMTRP COS [II ou III] PP) ne pouvant provenir que de la première ou de la deuxième série ont été incluses à part égale dans chacune de ces deux séries.

Une comparaison peut donc être établie comme suit entre le dépôt monétaire de Bordeaux et les autres trésors précités (fig. 11).

On constate que pour tous ces trésors sauf pour celui de Grotenberge le maximum de monnaies de Postume se retrouve toujours dans la IIIe série.

Pour tous les trésors ne dépassant pas le *terminus* de 268, cette IIIe série représente toujours 40 à 50 % du total des monnaies (toujours à l'exception de Grotenberge) et pour Bordeaux les 42,30 % trouvés ici sont bien dans la fourchette reconnue. Recherchant ensuite le pourcentage des autres séries par ordre décroissant, on trouve pour cinq dépôts sur sept (y compris Bordeaux) la Ière série puis, le plus souvent la IIe. On peut même reconnaître que pour les vingt autres dépôts dépassant le *terminus* de 269, l'ordre décroissant correspond encore à la IIIe série, puis la Ière et enfin la IVe de pourcentage d'ailleurs très voisin de celui de la IIe. Seuls Allonnes et Souzy offrent un profil où l'importance des séries I et II est inversée, variation minime compte tenu du petit nombre de monnaies décomptées. Pour ces dépôts dont le *terminus* est antérieur à 268, la IVe série présente généralement le pourcentage de monnaies le plus faible (comme pour Bordeaux) sauf pour Etaples et

Grotenberge dont la thésaurisation s'effectue un peu plus tard que pour les autres, en y incluant du reste des monnaies de la Ve série.

L'explication est assez simple : on a dans tous ces trésors des processus de thésaurisation qui, avec quelques décalages dans l'espace ou dans le temps, suivent au plus près les émissions, des émissions dont l'exemple des 20 dépôts postérieurs à 269 montrent qu'elles sont rapidement épongées par la thésaurisation des particuliers et la récupération due aux prélèvements

fiscaux. A Bordeaux l'éventuel thésauriseur a privilégié, comme on le voit partout ailleurs, sauf à Grotenberge, les bonnes séries antérieures à 266.

Il faut cependant reconnaître aussi que les monnaies relevant de la dernière émission de thésaurisation représentent toujours un pourcentage très faible de la totalité du trésor, car les *terminus* de ce dernier correspondent le plus souvent à une raréfaction de ces monnaies par insuffisance initiale soit des nouvelles frappes, soit de leur arrivée jusqu'au lieu du dépôt monétaire.

Catalogue des Antoniniens *

Philippe (244-249)

N°	Chronol.	Atel.	AV légende et code	RV légende et code	Marque	RIC	Elm	Cun	Çan	Eauze	P	Ø	Axe	émis	Remarque
1	244/246	R	M IVL PHILIPPVS CAES	PRINCIPI IVVENT Prince 1		218		310		839	3,79	21	7h		N° Inv. CijJu : 19 Phippe II César
2	244/249		I MP C M IVL PHILIPPVS [-] C1	Illisible							1,44				N° Inv. CijJu : 41

Trebonien Galle (251-253)

N°	Chronol.	Atel.	AV légende et code	RV légende et code	Marque	RIC	Elm	Cun	Çan	Eauze	P	Ø	Axe	émis	Remarque
3	251/253	R	IMP C CVIB TREB GALLVS [aug]	LIBERTAS PVBLICA Liberté la		70		384		1001	2,70	21	12h	5e	N° Inv. CijJu : 42

Valérien Ier (253-260)

N°	Chronol.	Atel.	AV légende et code	RV légende et code	Marque	RIC	Elm	Cun	Çan	Eauze	P	Ø	Axe	émis	Remarque
4	255/256	R	IMP C P LIC VALERIANVS P F AVG	FIDES MILITVM Fides 1		90		471		1172	2,51	21	5h	1e 2e	N° Inv. CijJu : 46
5	255/256	R	IMP C P LIC VALERIANVS P F AVG	VICTORIA AVGG Victoire 1a		126		497		1174	1,81	21	7h	1e 2e	N° Inv. CijJu : 23
6	256	A	IMP VALERIANVS P F AVG	FELICITAS AVGG Felicitas 1		282		824		1562	2,64	21	7h	4e	N° Inv. CijJu : 4
7	257/258	1 (C)	VALERIANVS P F AVG	ORIENS AVGG Sol 3		106	11/13	708		1449	2,50	21	7h	4e	N° Inv. CijJu : 21
8	259/260	1 (C)	VALERIANVS P F AVG	DEO VOLCANO Temple 3a		5	74	706		1455	3,17	21	1h	6e	N° Inv. CijJu : 34
9	259/260	1 (C)	VALERIANVS P F AVG	DEO VOLCANO Temple 3a		5	74	706		1455	4,34	21	6h	6e	N° Inv. CijJu : 35
10	260	R	IMP VALERIANVS P F AVG	IOVI CONSERVATORI Jupiter 1a		94				type 1222	2,29	20	1h	7e	N° Inv. CijJu : 44 Hybride de la 7e émission de Valérien avec revers de la 2e émission de Gallien
11	260	R	IMP VALERIANVS P F AVG	IOVI CONSERVATORI Jupiter 1a		94				type 1222	1,78	21	7h	7e	N° Inv. CijJu : 45 Hybride de la 7e émission de Valérien avec revers de la 2e émission de Gallien
12			Illisible	Illisible							2,27	21			N° Inv. CijJu : 65 Valérien probable

(*) code avers et revers d'Edourd Besly et Roger Bland (The Cuneatio Treasure)

Gallien (253-260)

N°	Chronol.	Atel.	AV légende et code	RV légende et code	Marque	RIC	Elm	Cun	Çan	Eauze	P	Ø	Axe	émis	Remarque
13	253/254	R	IMP C P LIC GALLIENVS AVG	VIRTVS AVGG Virtvs 1		181		548		1213	3,04	21	7h	1e	N° Inv. CijJu : 17
14	255/256	R	IMP C P LIC GALLIENVS P F AVG	VICTORIAE AVGG IT GERMANICA Victoriala		178				1240	3,58	20	6h	3e	N° Inv. CijJu : 37
15	257/258	1 (C)	GALLIENVS AVG GERM V	VICTORIA GERMANICA Victoire 5a		50	50			1487	3,82	21	12h	4e	N° Inv. CijJu : 18
16	257/258	1 (C)	GALLIENVS P F AVG	GERMANICVS MAX V Trophée 1a		17	55			1490	2,45	21	12h	4e	N° Inv. CijJu : 38
17	257/258	R	IMP GALLIENVS P F AVG GERM	VICTORIA GERM Victoire 1a		175				1298	1,83	21	11h	4e 5e	N° Inv. CijJu : 53
18	260	R	IMP GALLIENVS P F AVG GERM	ORIENS AVGG Sol 1		154				1309	2,85	20	12h	5e	N° Inv. CijJu : 16 Hybride av. revers de la 5e émission de Valérien

Salonine (254-260)

N°	Chronol.	Atel.	AV légende et code	RV légende et code	Marque	RIC	Elm	Cun	Çan	Eauze	P	Ø	Axe	émis	Remarque
19	254/258	R	SALONINA AVG	IVNO REGINA Juno 1		29		651			3,14	20	1h		N° Inv. CijJu : 36

Valérien II (256-258)

N°	Chronol.	Atel.	AV légende et code	RV légende et code	Marque	RIC	Elm	Cun	Çan	Eauze	P	Ø	Axe	émis	Remarque
20	257/258	1 (C)	DIVO VALERIANO CAES	CONSECRATIO Aigle 3		9	68	Type 740			2,17	22	2h	5e	N° Inv. CijJu : 24
21	257/258	1 (C)	DIVO VALERIANO CAES	CONSECRATIO Aigle 3		9	68	Type 740		Type 1527	2,05	21	8h	5e	N° Inv. CijJu : 48
22	259/260	1 (C)	DIVO VALERIANO CAES	CONSECRATIO Aigle2		8	104	Type 741		Type 1531	2,37	21	8h	6e	N° Inv. CijJu : 33

Salonin(258-260)

N°	Chronol.	Atel.	AV légende et code	RV légende et code	Marque	RIC	Elm	Cun	Çan	Eauze	P	Ø	Axe	émis	Remarque
23	258/260	R	LIC COR SAL VALERIANVS N CAES B 1. C2 (?)	O RIENS AVGG Sol 1		24		702			2,50	21		5e	N° Inv. CitJu : 20 hybr 5e Salonin avec revers de 5e de Valkrien (type 1188 Eauze)
24	258/260	1 (C)	[Salon] VALERIA NVS CAES C2	PIETAS AVG (Sic) Objets cultuels : 4			69/ 107			1532	2,09	21	7h	5e 6e	N° Inv. CitJu : 49
25	259/260	1 (C)	SALON VALERIA NVS CAES D2	SPES PVBLICA Spes 1		13	105	745		Type 1533	2,90	20	12h	5e 6e	N° Inv. CitJu : 51
26	259/260	M	SAL VALERIANVS CS D2	PRINC IVVENT 2b		10		759		1545	2,07	21	lh	1e	N° Inv. CitJu : 22

Gallien (seul) (260-268)

N°	Chronol.	Atel.	AV légende et code	RV légende et code	Marque	RIC	Elm	Cun	Çan	Eauze	P	Ø	Axe	émis	Remarque
27	261/262	R	GALLIENVS AVG B1	PAX AVG Pax 1		341		909			2,67	21	8h	2e	N° Inv. CitJu :43
28	262/263	M	GALLIENVS AVG A1	APOLLO CONSER Apollo 5		468		1592	887		2,85	20	12h	3e	N° Inv. CitJu : 40
29	262/263	M	GALLIENVS AVG A3	O RIENS AVG Sol 1	-- S	494		1621			2,64	21	5h	3e	N° Inv. CitJu : 12
30	263	R	GALLIENVS AVG B1	AEQUITAS AVG Aequitas 1	IVI	159		1082	28		2,96	21	lh	3e	N° Inv. CitJu : 52
31	263	R	Illisible	[virus Aug] (?) Virtus 1 ?	IVI	325			30		1,80	18	5h	3e	N° Inv. CitJu : 66 Gallien probable
32	263	R	GALLIENVS AVG A1	LIBERAL AVG Liberalitas 1	SII	227		1022	13/ 14		2,94	18	7h	3e	N° Inv. CitJu : 15
33	264/265	M	GALLIENVS AVG A1	PIETAS AVG Pietas 1a	PJ	507		1654			3,24	18	5h	5e	N° Inv. CitJu : 14
34	264/265	M	GALLIENVS AVG A1	PAX AVG Pax 4	SII	501		1660			2,80	21	12h	5e	N° Inv. CitJu : 39
35	266	R	GALLIENVS AVG A1	[fort]VNA R[edux] Fortuna 2	IS				120		1,63	21	12h	5e (6e off)	N° Inv. CitJu : 55 monnaie fragmentée
36	266	R	GALLIENVS AVG A1	SECVRIT PERPET Securitas 2	IHI	281		1246	149/ 160		3,11	21	12h	5e (8e off)	N° Inv. CitJu : 11
37			GALLIENVS AVG A1	PAX AVG Pax 1							2,40	18	12h		N° Inv. Cit Ju : 13 Atelier indéterminé
38			Illisible	Illisible							1,85	20	8h		N° Inv Cit Ju : 70 Gallien probable

N°	Chronol.	Atel.	AV légende et code	RV légende et code	Marque	RIC	Elm	Cun	Çan	Eauze	P	Ø	Axe	émis	Remarque
39			Illisible	Illisible							2,05	21			N° Inv. Cit Ju : 71 Gallien probable
40			Illisible	Illisible							1,25				N° Inv. Cit Ju : 72 monnaie fragmentée Gallien probable
41			Illisible	Illisible							1,57	21			N° Inv. Cit Ju : 73 Gallien probable
42			Illisible	Illisible							1,09				N° Inv. Cit Ju : 74 monnaie fragmentée Gallien probable
43			Illisible A1	Illisible							1,32				N° Inv. Cit Ju : 54 Gallien probable
44			Illisible A1	Illisible							2 40				N° Inv. Cit Ju : 56 Gallien probable

Salonine (260-268)

N°	Chronol.	Atel.	AV légende et code	RV légende et code	Marque	RIC	Elm	Cun	Çan	Eauze	P	Ø	Axe	émis	Remarque
45	266 (?)	M	SALONINA AVG E2	[fecund]ITAS AVG Fecunditas		57	57	757 (?)			1,61	20			N° Inv. CitJu : 50

Postume (260-269)

N°	Chronol.	Atel.	AV légende et code	RV légende et code	Marque	RIC	Elm	Cun	Çan	Eauze	P	Ø	Axe	émis	Remarque
46	260	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	HERC DEVS ONIENSI		64	124	2379			2,43	21	12h	1e Série (2e ph)	N° Inv.CitJu : 9
47	260/261	1 (C)	Illisible D1 (?)	[vict]O[ria aug] Victoria 9b		89	125	2375		1637	2,02	21	6h	1e Série (2e 3e ph)	N° Inv. CitJu : 69
48	261	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	PM TR P COS II P P Empereur 11		54	129/ 185	2387			2,45	21	1h	1e Série	N° Inv. CitJu : 2
49	261	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	PM TR P COS II P P Empereur 11		54	129/ 185	2387			2,18	21	12h	1e Série	N° Inv. CitJu : 8
50	261/262	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	PM TR P COS [---] Empereur 11		54	185/ 288	2389 (?)			2,07	21	1h	1e 2e Série	N° Inv.CitJu : 61
51	261/262	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	[---] PP Empereur 11		54	185/ 288	2389 (?)			2,76	21	7h	1e 2e Série	N° Inv. CitJu : 62
52	261/262	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	PM [---] Empereur 11		54	185/ 288	2389 (?)			2,86	24	6h	1e 2e Série	N° Inv. CitJu : 63

N°	Chronol.	Atel.	AV légende et code	RV légende et code	Marque	RIC	Elm	Cun	Can	Eauze	P	Ø	Axe	émis	Remarque
53	261/262	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	PM TR P COS III ou III] P P		54	185/ 288	2389			2,68	21	12h	1e 2e Série	N° Inv.Citju : 30
54	262	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	[herc pae] I [fero] Hercule 3b		67	299	2395			2,44	21	8h	2e Série	N° Inv.Citju : 64
55	262	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	HERC PACIFERO Hercule 3b		67	299	2395			2,78	24	1h	2e Série	N° Inv. Citju : 27
56	262	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	VIRTYS AVG Virtus 3b		93	190	2400			2,89	21	7h	2e Série	N° Inv. Citju : 3
57	262/263	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	PM TRP IIII COS III PP Mars 2b		56	332	2406			2,30	21	7h	3e Série 1e ph.	N° Inv. Citju : 28
58	263	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	MONETA AVG Moneta 1		75/ 315 (?)	336	2404			3,42	21	1h	3e Série	N° Inv Citju : 4
59	263	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	MONETA AVG Moneta 1		75/ 315 (?)	336	2404			3,84	21	7h	3e Série	N° Inv. Citju : 5
60	263	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	MONETA AVG Moneta 1		75/ 315 (?)	336	2404			3,79	21	12h	3e Série	N° Inv. Citju : 31
61	263	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	MONETA AVG Moneta 1		75/ 315 (?)	336	2404			2,29	21	1h	3e Série	N° Inv. Citju : 57
62	263	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	MONETA AVG Moneta 1		75/ 315 (?)	336	2404			2,90	21	7h	3e Série	N° Inv. Citju : 58
63	263	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	MONETA AVG Moneta 1		75/ 315 (?)	336	2404			3,21	21	7h	3e Série	N° Inv. Citju : 59
64	263	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	MONETA AVG Moneta 1		75/ 315 (?)	336	2404			3,90	21	1h	3e Série	N° Inv. Citju : 60
65	263	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	PROVIDENTIA AVG Providentia 1		80/ 323 (?)	337	2412			2,98	21	6h	3e Série	N° Inv. Citju : 7
66	263	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	PROVIDENTIA AVG Providentia 1		80/ 323 (?)	337	2412			2,16	20	1h	3e Série	N° Inv. Citju : 25
67	263	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	PROVIDENTIA AVG Providentia 1		80/ 323 (?)	337	2412			3,12	21	7h	3e Série	N° Inv. Citju : 26

N°	Chronol.	Atel.	AV légende et code	RV légende et code	Marque	RIC	Elm	Cun	Can	Eauze	P	Ø	Axe	émis	Remarque
68	266	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	SERAPI COMITI AVG Serapis 2		329	382	2421			3,39	21	12h	4e Série 1° ph	N° Inv. Citju : 29
69	266/267	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	SAECVLI FELICITAS Empereur 2		83	593	2444			2,88	21	12h	4e Série 1° et 2° ph	N° Inv. Citju : 1
70	266/267	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	SAECVLI FELICITAS Empereur 2		83	593	2444			2 ,31	20	7h	4e Série 1° et 2° ph	N° Inv. Citju : 32
71	266/267	1 (C)	IMP C POSTVMVS P F AVG D1	SAECVLI FELICITAS Empereur 2		83 v.	593 v.	2444 v.			2,43	21	1h	4e Série 1° et 2° ph	N° Inv. Citju : 6
72			Illisible	Illisible (personnage féminin)									7h		N° Inv. Citju : 10 Postume probable
73			Illisible	Illisible											N° Inv. Citju : 67 Postume probable
74			[p]O ST[---] D1	Illisible											N° Inv. Citju : 68 Postume probable

*Activités et manifestations
de la Société Archéologique de Bordeaux
en 1995*

Cours public d'Archéologie - XXXIIe année, 1995

«Confort dans l'habitat Préhistorique, Protohistorique et Antique»

Alain Turq, *Aménagement de l'habitat durant la Préhistoire.*

Richard Boudet, *Réflexions sur la notion de confort durant la Protohistoire.*

Jean-Pierre Bost, *Confort et statut social : la maison de ville en Gaule romaine.*

Philippe Leveau, *Eaux privées, eaux publiques, un élément du confort urbain à l'époque romaine, exemple la ville de Nîmes.*

Conférences sur les fouilles archéologiques de la Cité judiciaire

25 janvier : Christophe Sireix, *Les découvertes récentes : des ateliers de métallurgie ; les grands aménagements urbains au IIe siècle de notre ère.*

19 avril : Catherine Ferrier, Marie-Françoise Diot, Béatrice Szepertyski, *Le Peugue et ses riverains pendant l'Antiquité : apport des disciplines paléoenvironnementales.*

Jean-Claude Leblanc, *Un quartier artisanal de sidérurgistes au Ier siècle de notre ère.*

Archéologie générale

14 janvier : M. Michel Lenoir, *Le gisement mogdalénien de Saint-Germain-la-Rivière dans le cadre du Paléolithique en Gironde.*

11 février : M. Petit, *Vues aériennes des villages et châteaux du canton de Créon.*

12 mars : Assemblée statutaire présidée par Mme Anne-Marie Cocula, présidente de l'Université Michel de Montaigne-Bordeaux III, en présence de M. Pierre Pineau, Conseiller Municipal, représentant le Maire de Bordeaux, et de M. Daniel Jault, Conseiller Général, représentant le Président du Conseil Général de la Gironde. M. Jean-Paul Avisseau a rappelé le souvenir des Présidents disparus au cours de l'année 1994 : M. le Professeur Jacques Gardelles, (1920-1994), M. le Professeur Paul Roudié, (1916-1994), et M. Jean Sautreau. Ont été ensuite remises par M. Pineau la médaille d'argent de la Ville de Bordeaux à M. Pierre Pujo, membre du Cercle Bertrand Andrieu, et la mé-

daille de bronze de la Ville de Bordeaux à Mme Catherine Balmelle, Directeur de recherches au C.N.R.S. à Paris. Mme Anne-Marie Cocula a remis le diplôme de la Société Archéologique de Bordeaux à Mme Dupuy-Sabron, et à MM. Jacques Charon, Michel Ladouch, Philippe Leveau, Alain Turcq. M. Jean-Bernard Faivre nous a fait une conférence sur : *Les Fondateurs de cloches ambulants de Bassignes : leur production en Gironde du XVIIe au XIXe siècle.*

8 avril : Mme D. Thomas, *Le château de Latresne : histoire et description.*

13 mai : Mme Jocelyne Vergnes, *Paul Abadie et l'église Saint-Ferdinand.*

10 juin : Mme Peyrissac, *Le collège des Jésuites : La Madeleine (actuellement Lycée Michel Montaigne).*

14 octobre : Mme Dominique Ducournau et M. Marc Saboya, *L'église de Floirac : architecture et décors intérieurs.*

18 novembre : M. Jacques Charon commente les diapositives prises au cours de l'excursion en Brulhois (autour d'Agen) Moirax, Aubiac, Layrac, Lamontjoie, Estillac.

9 décembre : M. Jean-Yves Boscher, *A propos de deux plaques de cheminée hollandaises du XVII^e siècle : l'une du château de Laréole (Haute-Garonne) et l'autre provenant des collections de la Société Archéologique de Bordeaux.*

Visites — excursions

18 février et 13 mai : *Les fouilles archéologiques de la Cité Judiciaire, visites du chantier.*

7 juin : *Visite du Couvent des Annonciades.*

25 juin : Dr Jacques Charon, *Excursion dans le Brulhois en Lot-et-Garonne : visites des châteaux d'Ampel, d'Estillac, et des églises de Moirax, Aubiac, Layrac, et des villages de Larmontjoie et Laplume.*

Groupe Jules Delpit : études d'Archives

28 janvier : M. P. Coudroy de Lille, *Quelques aspects de la vie de Barsac aux XVIII^e et XIX^e siècles.*

25 février : M. Philippe Martin, *Nouveaux éléments sur le domaine et le château Pape Clément.*

25 mars : Mme Sarthoulet-Massat, *Audouin-Tranchère et le Parti des Girondins (1767-1793).*

22 avril : Mme D. Ducournau, *Les églises construites par Gustave Alaux.*

27 mai : Mme Sandrine Lavaud, *Les métiers dans la ville : structures socio-professionnelles des paroisses de Bordeaux à la fin du Moyen Age.*

24 juin : Mme D. Thomas, *Une femme de caractère : Catherine Cabiro de la Salle (1677-1758).*

28 octobre : Ludovic Bonnardet, *Restaurations au XIX^e siècle à l'église Saint-Pierre de Bordeaux.*

25 novembre : M. Christian Taillard, *Les lotissements à Bordeaux au XVIII^e siècle : développement de la ville et art urbain.*

16 décembre : Mme Séverine Ory, *Les œuvres du peintre Bérlinzo.*

M. Alexander March, *Dessin des Piliers de Tutelle conservé dans le fonds d'un grand musée américain.*

Cercle Bertrand-Andrieu : numismatique Procès-verbaux des séances de l'année 1995

Abréviations bibliographiques

- Balog et Yvon : P. Balog et J. Yvon, *Monnaies à légendes arabes de l'Orient latin*, RN, 6e sér., t. 1, 1958.
 Bau-Cav : H. Bauquier et G. Cavalier, *Histoire numismatique du comte de Chambord*, Paris, 1912-1929, 2 vol.
 BMC : *Catalogue of the Greek Coins in the British Museum*, Londres, 1873-1927, 29 vol.
 BMC : *Coins of the Roman Empire in the British Museum*, Londres, 1923-1962, 6 vol.
 Bunbury : Vente monnaies. 1895, 15-23 juin. Londres. *Collection Edward H. Bunbury, Greek Coins, 1ère partie*, Londres : Sotheby, 1895.
 C : H. Cohen, *Description historique des monnaies frappées sous l'Empire romain*, 2e éd., Paris, 1880-1892, 8 vol.
 CD : J. Cougoul et J. Dugros, «Les jetons de Bordeaux, du mariage de Louis XIII à nos jours», dans *Bull. et mém. de la Soc. archéol. de Bordeaux*, t. 72, 1979-1981.
 Ci : L. Ciani, *Les monnaies royales françaises de Hugues Capet à Louis XVI*, Paris, 1926.
 Craig : W.D. Craig, *Coins of the World, 1750-1850*, Racine.
 Delmonte : A. Delmonte, *Le Benelux d'or*, Amsterdam, 1964.
 Dr : F. Droulers, *Répertoire général des monnaies de Louis XIII à Louis XVI*, Paris, 1987.
 Dy : J. Duplessy, *Les monnaies françaises royales de Hugues Capet à Louis XVI*, Paris-Maastricht, 1988-1989, 2 vol.
 Fillon : B. Fillon, *Collection Jean Rousseau, monnaies féodales françaises*, Paris, 1860.
 Gad : V. Gadoury, *Monnaies françaises*, Monte-Carlo, 11e éd., 1789-1993, 1993.
 Gad : V. Gadoury, *Monnaies royales françaises 1610-1792*, Monte-Carlo, 2e éd., 1986.
 GC : V. Gadoury et G. Cousinié, *Monnaies coloniales françaises*, Monte-Carlo, 2e éd., 1670-1988, 1988.
 GNF : *Gazette numismatique française*, Paris-Chalon sur Saône, 1897-1914.
 KM : C.L. Krause et C. Mishler, *Standard Catalog of World Coins*, Iola, 11e éd. 1985 ; 15e éd. 1989 ; 19e éd. compl. 1991, 2 vol.
 Laf : J. Lafaurie et P. Prieur, *Les monnaies des rois de France, Hugues Capet à Henri IV*, Paris-Bâle, 1951-1956, 2 vol.
 Luneau : Vente monnaies. 1924, 24-25 mars. Paris. *Collection Victor Luneau, 4e partie, Monnaies féodales françaises, monnaies de Savoie et de l'Orient latin, médailles*, Paris : Platt, 1924.
 Mazard : J. Mazard, *Histoire monétaire et numismatique des colonies et de l'Union française, 1670-1952*, Paris, 1953.
 Mitchiner Islam : M. Mitchiner, *The World of Islam*, Londres, 1977.
 MPS : A.G. Malloy, I.F. Preston et A.J. Seltman, *Coins of the Crusader States 1098-1291*, New-York, 1994.
 NC : *Numismatic Chronicle*, Londres, dep. 1838.
 Philipsen : Vente monnaies. 1909, 29 novembre. Munich. *Collection Gustav Philipsen, 1ère partie*, [grecques et romaines], Munich : Hirsch, 1909 (cat. 25).
 Pozzi : Vente monnaies. 1921, 4 avril. Lucerne. *Monnaies grecques antiques provenant de la collection de feu le professeur S. Pozzi*, Genève : L. Naville, 1921.
 Reifenberg : A. Reifenberg, *Ancient Jewish Coins*, 6e éd., Jérusalem, 1973.
 RN : *Revue numismatique*, Paris, dep. 1836.
 Robert : P.Ch. Robert, *Numismatique de Cambrai*, Paris, 1861.
 Sartiges : D.A. Longuet, *Collection du vicomte de Sartiges — Séries grecque et romaine en 1910, ainsi que les acquisitions depuis cette date*, Paris, [1913].
 Schlumberger : G. Schlumberger, *Numismatique de l'Orient latin*, Paris, 1878-1882.
 Sear : D.R. Sear, *Byzantine Coins and their Values*, Londres, 2e éd. 1987.
 Sear : D.R. Sear, *Greek Imperial Coins and their Values — the Local Coinages of the Roman Empire*, London, 1982.
 SNG Lockett : *Sylloge nummorum graecorum, British series, III, the Lockett Collection*, Londres, 1938-1949, 5 vol. ; 2e éd. 1957.
 VG : V. Guilloteau, *Monnaies françaises, colonies 1670-1942, métropole 1774-1942*, Paris, 1943.

Liste des membres de la Société archéologique ayant participé aux travaux du Cercle

MM. Bardet, Bénusiglio, Bost, Chalmin, Dr Debruge, M. Delpit, Mlle Delplanque, M. et Mme Duffau, MM. Dugros, Lecœur, Lénel, Mme Poulain, M. Pujo, Mme Rouzier, MM. Sénac, Ursy, Mme Verneret, MM. Vivez et Wiedemann.

Composition du bureau pour l'année 1995

Président : M. Lecœur

Vice-Présidents : M. Bardet et Dr Debruge

Conseiller : M. Wiedemann

Secrétaire : M. Sénac

Séance du 15 janvier 1995

Présidence de M. Lecœur, président

Communication :

Dr Debruge : *A propos de l'origine du signe «L» de la datation des monnaies ptolémaïques et suivantes.*

L'origine du «L», signe analogue à notre consonne majuscule, indicateur de datation de certaines pièces de monnaie antiques, a toujours intrigué collectionneurs et spécialistes.

Ce procédé pour dater l'émission monétaire concerne en premier de nombreuses monnaies de la longue dynastie lagide à partir de Ptolémée IV, mais aussi une part importante de la numismatique impériale romaine bien après l'effondrement du royaume d'Égypte jusqu'à Dioclétien et même Galère, donc jusque vers 311 ap. J.-C. On le trouve tout d'abord sur les monnaies d'Égypte, bien sûr, mais aussi souvent sur celles de Chypre, de Phénicie, de Syrie, de Judée même, bref, de plusieurs pays proches de l'Égypte.

Après une rapide revue illustrée d'exemples des différents systèmes classiques de datation en numismatique antique et de quelques difficultés relatives à leur interprétation, principalement dans le monnayage ptolémaïque, les différentes théories concernant l'origine du signe «L» dans de tels procédés sont analysées successivement pour n'en retenir qu'une qui mérite, semble-t-il, actuellement, le plus de crédibilité et en tous cas, qui présente l'attrait de la plus grande logique et l'évidence de la plus totale simplicité.

Cette étude étayée d'exemples numismatiques et paléographiques reprend du reste largement celle de J. Dietrich¹ qui, dès 1969, avait su faire un choix judicieux parmi les différentes hypothèses qui faisaient alors encore autorité auprès de certains numismates, et montrer l'évidence de l'origine démotique de ce signe grâce à l'analyse paléographique de nombreux papyrus de date connue.

C'est d'ailleurs pour mieux présenter ce choix qu'un rappel succinct de ces premières hypothèses, assez peu convaincantes, est exposé ici.

Selon J.H. Eckhel, le signe «L» en question proviendrait du mot homérique λυκαβας qui, en grec archaïque, voulait dire année, et pour étayer cette hypothèse, une des premières évoquées, son auteur s'ap-

puie sur une inscription malheureusement probablement erronée d'une monnaie alexandrine de Vespasien qui aurait présenté ce mot pour préciser la date de l'émission monétaire. D'une part cette inscription est considérée comme impossible et d'autre part, comme le dit J. Dietrich, cela n'explique pas comment le Λ aurait pu se transformer en L. Bien que nous sachions que le Λ classique puisse parfois prendre des formes voisines de ce L, dérivé directement de la lettre phénicienne, tout particulièrement en Eubée et dans certains territoires occidentaux de la Grèce. Cette théorie semble bien de nos jours n'avoir plus qu'un intérêt historique.

Une autre hypothèse, qui a compté de nombreux partisans comme F.W. Foat, J.N. Svoronos, B.V. Head, etc, considère le signe L en question, comme une survivance fragmentaire de l'initiale «E» de ΕΤΟΣ (année, en grec) ou plutôt ΕΤΟΥΣ, génitif de ΕΤΟΣ, plus souvent utilisé pour une datation, ce mot, en entier, en abrégé ou en simple initiale, (ΕΤΟ., ΕΤ., Ε.) étant fréquemment retrouvé en numismatique impériale romaine.

Là, encore, on comprend mal comment un Ε aurait pu se déformer au point de devenir un L, même si, comme l'expliquent les défenseurs de cette hypothèse, le Ε classique a pu, dans certains cas, se transformer en Λ (inscriptions siciliennes, par exemple) et même, plus rarement, il est vrai, en L (certaines monnaies d'Auguste d'Olbia), tout ceci paraît aujourd'hui, sans fondement, car aucune preuve de cette transformation n'a jamais pu être retrouvée, telle que, par exemple, des formes intermédiaires de ces caractères pouvant en expliquer la filiation.

Une troisième théorie évoque quand même les écritures de l'Égypte antique, car elle fait appel aux cartouches qui entourent systématiquement les noms des rois et qui, en démotique, n'ont plus l'aspect d'un ovale allongé, comme en écriture hiéroglyphique, mais, de deux sortes de parenthèses, vestiges des deux extrémités du cartouche initial.

Lors d'une datation relative à un règne, celles-ci se trouvent forcément associées au chiffre de l'année en question et, par le jeu de l'inversion du sens de l'écriture,

1. Dietrich (Jörg), «Die Herkunft des Ägyptischen Jahreszeichens L», *Schweizer Münzblätter*, n° 76, nov. 1969, p. 69-77.

ⲙⲁ : ⲕⲓⲧ ⲥⲡ.
(hiéroglyphe)
"année de règne."

Fig. 1.

ture, comme en grec par exemple, l'une de ces parenthèses proche de la date, peut effectivement prendre l'aspect d'un C étiré et, pourquoi pas selon K. Regling, promoteur de la théorie, d'un L un peu courbé ; mais, de là à en faire un L brisé à angle droit, comme sur les monnaies, il faudrait, là encore, trouver des formes intermédiaires, et de plus, dans cette hypothèse, on ne dit pas ce que serait devenue la deuxième parenthèse du cartouche initial qui aurait, alors, totalement disparu.

La dernière hypothèse est de beaucoup la plus séduisante, car on peut y suivre pas à pas à travers de nombreux textes (papyrus, ostraca, céramiques, etc) l'évolution du signe hiéroglyphique (voir fig. 1) voulant dire année de règne, pratiquement toujours associé à toutes les datations retrouvées en paléographie égyptienne.

D'une part, il paraît logique que ce signe, qui n'a rien d'une lettre grecque, provienne directement du procédé ancestral local de datation et d'un caractère égyptien antique, et, d'autre part, il faut reconnaître que si la numismatique ptolémaïque n'a jamais utilisé, pour ses légendes, que l'écriture grecque, en glyptique, en papyrologie et surtout en épigraphie monumentale, cette longue dynastie des Lagides et même au delà, les premiers empereurs romains n'ont le plus souvent utilisé sur place que l'écriture locale. C'est bien ce que l'on peut constater sur presque tous les temples ptolémaïques de Haute Égypte, en particulier, où les noms des «Ptolémée», puis d'Auguste, de Tibère, de Caracalla, etc, sont toujours inscrits en véritables hiéroglyphes... Il n'est de grec, sur ces superbes monuments, que les graffiti contemporains ou postérieurs.

ⲙⲁ, ⲙⲁ, ⲙⲁ, ⲙⲁ, ⲙⲁ, ⲙⲁ... évolution en "J."
ⲙⲁ, ⲙⲁ, ⲙⲁ, ⲙⲁ, ⲙⲁ, ⲙⲁ... évolution en "L".

Fig. 2.

D'après J. Dietrich.

Il faut donc suivre peu à peu l'évolution du signe hiéroglyphique initial jusque au «L» terminal selon l'évolution de l'écriture : hiératique, démotique, grecque, ..., mais surtout, selon le changement de sens de l'écriture.

En effet, le mouvement d'une main droite, allant de gauche à droite, a tendance à être prolongé et appuyé horizontalement, en terminant un caractère ; par contre, la main allant de droite à gauche, a tendance, au contraire, à être plus légère, et même à marquer un geste relevé pour terminer un signe. En aucun cas, il ne peut s'agir d'une écriture en miroir à chaque changement de sens de l'écriture.

C'est bien ce que l'on retrouve dans les nombreux exemples de papyrus choisis par J. Dietrich et classés chronologiquement. Pour cela, il a principalement utilisé le glossaire de W. Erichsen, de Copenhague, établi en 1954 (voir fig. 2).

Ainsi, en démotique, où le sens de l'écriture va de droite à gauche, le signe correspondant au hiéroglyphe en question, devient vite, avec l'habitude, un trait vertical légèrement courbé vers la gauche, associé à deux, ou même un seul élément punctiforme peu reconnaissable ; puis, cet élément individualisé se rattache à la fin du trait vertical courbé, ou même disparaît complètement. Il ne reste finalement, le plus souvent, qu'une sorte de «J» dont l'extrémité recourbée s'explique bien par le mouvement relevé de la main.

Il ne faut pas oublier qu'un tel signe a eu tendance à se simplifier à l'extrême par commodité d'écriture d'un terme courant particulièrement souvent utilisé dans tous les domaines économiques, administratifs ou juridiques.

Cette espèce de «J» plus ou moins déformé se reconnaît dans les exemples de Dietrich, provenant de divers papyrus, mais aussi, sur une stèle et sur une statuette.

Par contre, lorsque l'on passe à l'écriture inversée des textes grecs ou coptes, c'est-à-dire allant de gauche à droite, le «J» en question devient alors une sorte de «h» qui, par l'appui prolongé de la main sur la fin du signe, pourra devenir peu à peu un «L».

Effectivement, la fin du signe initialement arquée en jambe de h aura tendance à s'aplatir jusqu'à l'horizontale en raison de l'habitude du geste du scribe.

Là, encore, la preuve de cette évolution réside tout à fait dans les nombreux exemples choisis par notre auteur dans des papyrus de référence et de date bien connues. On peut même y remarquer que, pendant une certaine période, entre 300 et 240 av. J.-C. environ, le signe en question n'est pas bien fixé et qu'il prend tantôt l'allure d'un «h» et tantôt celle d'un «L» dont la barre horizontale est plus ou moins ondulée.

Par contre, plus tardivement, en particulier dans l'exemple des papyrus Flinders Petrie (J.P. Mahaffy, *The Flinders Petrie*, Dublin, 1891), datés de 237, on reconnaît de plus en plus de «L» vraiment caractéristiques et analogues au signe de datation des monnaies.

Rien d'étonnant, alors, à ce que, vers 220, on ait utilisé en numismatique, cet aspect courant à l'époque, de ce signe exprimant l'année de datation pour le règne en cours.

De par l'évolution prouvée, au moins en papyrologie, du véritable hiéroglyphe initial en cette sorte de «L» terminal, avec toutes les formes intermédiaires, voulant toujours exprimer la même chose, et, de par la ressemblance indéniable entre ce dernier signe contemporain des premières datations monétaires ptolémaïques et le «L» retrouvé sur ces monnaies et sur les suivantes, on est en droit de considérer cette dernière hypothèse comme tout à fait logique et même très vraisemblablement exacte.

En tous cas, c'est bien celle qui mérite à nos yeux et jusqu'à ce jour, le plus de crédibilité.

La communication était illustrée par la présentation de diapositives.

Présentations :

M. Dugros : France, essais de la III^e République. Essai d'outillage, imitation du ducat d'or de Louis XII pour Naples, 1881, arg., 6,25 g, VG 3962 (var. signalée en mch.). Essai d'alliage, Génie de Dupré, R/ SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE MONNAYAGE, ESSAI, ALLIAGE QUATERNAIRE D'ARGENT, TITRE : 0,500, sd, 9,70 g, VG—. 20 c polygonal, tête de la République à droite, signée LM (Merley), 1887, mch., VG 4052. 25 c, L'Agriculteur offrant un bouquet à la République, par V. Peter, 1913, ni. pur, VG 4758. Essai pour la Belgique, piéfort, ALLIAGE TERNAIRE E. PELIGOT, 2 L sous une couronne, R/ ESSAI MONÉTAIRE, lion assis appuyé sur la constitution belge, tranche striée, 1872, or, 10,05 g, VG 3815 (var. signalée uniface avec tranche lisse).

M. Pujo : France, 5 F Voltaire, 1994.

Séance du 19 février 1995

Présidence de M. Lecœur, président

Communication :

M. Lecœur : *Les monnayages du Proche-Orient latin continental (1098-1291).*

Lorsque, en 1098, les Croisés ayant traversé l'Empire byzantin parviennent en Terre Sainte, elle se trouve aux mains de dynastes musulmans. Ceux-ci sont subjugués en quelques années, et sur leurs territoires sont fondés, par des seigneurs chrétiens, la plupart venus de France, différents Etats, plus ou moins autonomes, appelés à asseoir une domination de type latin, au prix d'actions militaires continuelles.

Il s'agit, du nord au sud et dans l'ordre de leur création, du comté d'Edesse, de la principauté d'Antioche, du comté de Tripoli et du royaume de Jérusalem.

Tout de suite le problème se pose à eux d'une monnaie qui supprime le plus possible les espèces, essentiellement islamiques, en usage, pour répondre tant aux nécessités courantes qu'aux besoins, plus importants, des transactions commerciales et financières avec les pays de la région.

Chacun de ces Etats (ainsi que, rarement, quelques vassaux directs de Jérusalem) va émettre des pièces dont les plus fortes, en or, imitent des dinars sar-

rasins et dont les plus faibles, en majorité de billon ou de cuivre présentent une typologie relativement variée à références chrétiennes rappelant en général des modèles occidentaux.

Au comté d'Edesse qui dure seulement de 1098 à 1146, contigu à l'Empire d'Orient, sont produites surtout des follis de cuivre de type byzantin, de poids variables, souvent surfrappées, et sauf exceptions libellées en langue grecque. Une croix pattée prévaut, qu'accompagne presque toujours sur l'autre face une effigie du Christ.

Plus étendue, plus riche, plus durable, de 1098 à 1268, la principauté d'Antioche connaît, elle, deux sortes successives de monnayages ordinaires, de poids incertains : les premiers sont constitués de follis, rédigées généralement en grec, qui présentent d'un côté une image religieuse, et de l'autre croix ou inscription ; les suivants, à partir de 1135/1140, plus développés, en deniers de billon, s'affirment de type franc, écrits en latin, avec presque continuellement au droit une tête masculine nue puis casquée, et la croix au revers ; on trouve aussi des pougeoises à fleur de lis.

Le comté de Tripoli date de 1099, mais sa capitale, opulente cité portuaire, échoit aux Croisés seulement en 1109. Les Mamelouks s'en emparent en 1289. Deniers de billon et pièces de cuivre qui portent croix pattée et grande étoile assurent l'essentiel de la circulation locale. Il s'y ajoute, dès 1240/1241, un monnayage plus fort, signe de prospérité, de gros et de demi-gros d'argent, réglés en poids, avec aussi croix et étoile ou château crénelé, dans une présentation soignée. Tout est exprimé en latin.

Jérusalem, enfin, royaume prestigieux, de 1099, mais dépourvu de sa capitale en 1187 et en état de guerre constant, n'émet, malgré l'importance de ses villes maritimes conservées, d'espèces communes que modestes, deniers et oboles de billon et piécettes de cuivre, en latin, frappées ici et là. Elles montrent à l'avant la croix pattée, au revers la Tour de David ou le sanctuaire du Saint-Sépulcre. Les dernières places franques tombent en 1291.

Pour le commerce extérieur, incessant avec les Etats arabes voisins, et placé graduellement sous le contrôle de comptoirs italiens dans les ports, il convient d'user de valeurs fortes, en or voire argent, dont l'aloi, le poids et la typologie soient à peu près acceptables par les partenaires.

Pendant un siècle et demi, la politique suivie consiste simplement à contrefaire des émissions de ceux-ci, dinars (ou dirhams) de califes du Caire, sans d'ailleurs respecter ni étalon ni teneur, en remplaçant leurs légendes, coraniques en coufique, par une pseudo-graphie à peu près illisible, sans signification. Ces pièces, dites besants sarracénats, apparaissent plus ou moins frustes ou affinées ; quelques-unes comportent des éléments partiels d'identification, comme initiales latines ou même croisettes. De quels ateliers émane cette assez importante production ? Les hypothèses se succèdent à ce sujet.

Il faut attendre le passage de saint Louis pour que, excommuniés à sa requête, les changeurs latins cessent d'utiliser ces espèces pseudo-islamiques. Afin de les remplacer on frappe à Acre, de 1251 à 1258, des dinars aux formules chrétiennes, autour d'une croix ; trop explicites, ils sont vite récusés, ainsi que des dirhams de même genre.

Ainsi, faute d'assise politique et économique suffisamment ferme, le vaste monnayage de l'Orient latin continental se contente de refléter des formes extérieures, sans s'affirmer vraiment. Du moins son évolution fournit, sur des contacts imprévus de civilisations, un éclairage expressif.

La communication était illustrée par la présentation de monnaies :

Pièces latines. Edesse. Follis, vers 1110, cu., 24 mm, 3,85 g, Schlumberger p. 22 et pl. I, 13 var. Antioche. Raimond (1135-1149), denier, bil., 17 mm, 1,21 g, Schlumberger p. 50 et pl. II, 17 var. ; MPS p. 184-185 et pl. V, 15 var. Bohémond III (1149-1163), denier, bil., 16 mm, 1,21 g, Schlumberger p. 52 et pl. II, 20 var. ; MPS p. 185-186 et p. 205, 35 var. Bohémond III (ou IV) (1163-1201 ou 1201-1216), deux deniers, bil., 17 et 17 mm, 0,72 et 1,01 g, Schlumberger p. 53 et pl. III, 6 var. ; MPS p. 213-216 et 218-220. Tripoli. Bohémond VI (1270-1275), gros et demi-gros, arg., 25 et 20 mm, 4,24 et 2,13 g, Schlumberger p. 105 et pl. IV, 19 et 20 ; MPS p. 174 et pl. IV, 24 et 23 var. Bohémond VII (1275-1287), gros, arg., 26 mm, 4,22 g, Schlumberger p. 106 et pl. IV, 21 ; MPS p. 175 et pl. IV, 26 var. Jérusalem. Baudouin III (1143-1163), denier, bil., 16 mm, 1,04 g, Schlumberger p. 67 et pl. III, 21/22 ; MPS p. 54-57 et p. 73, 16. Amaury II (1198-1205), obole, bil., 15,3 x 14,5 mm, 0,335 g, Schlumberger p. 85 et

pl. III, 20 var. ; MPS p. 57-60, p. 75, 24 et p. 79, 40 var. Besant sarracénat (imité des dinars d'al-Mustansir), or, 21,5 mm, 3,625 g, Schlumberger p. 133-134 et pl. 5, 18 var ; Balog et Yvon p. 146 et pl. XI, 7 var ; MPS p. 123, 4a var. Besant sarracénat (imité des dinars d'al-Amir), or, 21 mm, 3,54 g, Schlumberger p. 134-135 et pl. V, 20 var. ; Balog et Yvon p. 150-151 et pl. XIII, 27 var. ; MPS p. 116-117, 4 var. Besant sarracénat (aux lettres B et T), or, 20 mm, 3,37 g, Schlumberger p. 135-136 et pl. V, 24 var. ; Balog et Yvon p. 147 et pl. XII, 14 ; MPS p. 124-125 et pl. II, 8. Acre. Deux dinars, 1251-1258, or, 21,5 et 21 mm, 3,09 et 2,95 g, Schlumberger p. 139-141 et pl. V, 27 var ; Balog et Yvon p. 158-159 et pl. XIV, 40 ; MPS p. 118-119 et pl. 2, 6 var.

Pièce byzantine. Alexis I (1092-1118), hyperpère, or, 30 mm, 4,28 g, Sear 1913.

Pièces islamiques. Le Caire. Al-Mustansir, dinar, 440 H, or, 21,5 mm, 4,055 g, Mitchiner Islam 564 var. Tripoli. Abu Talir Amin, dinar, 471 H, or, 23 mm, 4,23 g. Alexandrie. Saladin, dinar, 582 H, or, 18 mm, 3,725 g, Mitchiner Islam 810 var.

Présentations :

M. Dugros : Ordre souverain de Malte. Emmanuel Pinto (1741-1773), 30 tari, 1761, arg., 29 g, Craig 19. Du même, 15 tari, 1764, arg., 14,30 g, Craig 16. Emmanuel de Rohan (1775-1797), 2 scudi, 1796, arg., 23,50 g, KM (1985) 53. Angelo de Mojana (1962-1988), scudo, 1963, arg., 12,11 g, KM M15.

Séance du 19 mars 1995

Présidence de M. Lecœur, président

Communication :

M. Wiedemann : *Obole, denier, livre, centime et franc.*

La communication était illustrée par un tableau comparatif des termes retenus et un dossier d'extraits tirés de dictionnaires français depuis le XVI^e siècle.

Présentations :

M. Lecœur : «Francs» médiévaux. Jean II (1350-1364), franc à cheval, 1361/1364, or, 28,5 mm, 3,81 g, 5 h, Ci 361 ; Laf 297 ; Dy 294. Charles V (1364-1380), franc à pied, 1365/1380, or, 27 mm, 3,88 g, 5 h, Ci 457 ; Laf 371 ; Dy 360.

M. Bardet : Imitation de franc à cheval. Cambrai, évêque Pierre André (1349-1368), franc à cheval, 2e type, 1361/1368, or, 29 mm, 3,82 g, 11 h, Robert p. 120-122 et XIV, 5 ; Delmonte 273 ; Fillon 956 ; Luneau (25-3-1924) 377.

M. Dugros : Pièces françaises à la valeur ou au module de 10 c. Napoléon III (1852-1870), 10 c, 1854 Lille, br., VG 3384. 10 c, 1864 Bordeaux, br., VG 3670. Module 10 c, visite impériale à la Ville de Lille, 23-24 septembre 1853, br., VG 3365. Module 10 c, visite impériale à la Monnaie de Paris, 3 mai 1854, arg., VG 3402. Module 10 c, monument érigé à la Bourse de Lille, 3 décembre 1854, br., VG 3403. III^e République (1870-1940), 10 c, 1896 Paris, br., VG 4265. 10 c, 1916, br., VG 4848. 10 c, 1916 Madrid, Gad (1993) 277, VG —. Piéfort (x 4) de 1 c, 1898, br., VG 4338.

M. Wiedemann : République slovaque, quinze monnaies frappées en 1993 et 1994.

M. Bénusiglio : un livre de poésies de Malherbe édité en 1822 comportant, insérée au centre du plat de couverture, une médaille, à l'effigie du poète, frappée en 1815. Deux moulages, réalisés en résine, de monnaies qu'il est difficile de photographier correctement en raison de leur faible relief.

M. Lénel : Médaille GALLIA de Frédéric de Vernon (1897, module 27 mm) montée en insigne ou décoration. Médaille, cf. Mazerolle, *GNF* 1899, n° 37.

Séance du 9 avril 1995

Présidence de M. Lecœur, président

Communication :

M. Bost : *Le trésor de Montans (Tarn).*

Le trésor, trouvé en novembre 1992, est composé de quarante pièces d'or, dont trente-neuf sorties de l'atelier de Lyon. La communication était illustrée par la présentation des reproductions galvanoplastiques des monnaies.

Présentations :

M. Dugros : Anciens Etats de l'Inde. Bombay, 1/2 roupie, 1825, arg., 5,75 g, KM (1985) 662. Calcutta, roupie, arg., 12,40 g, KM 774.2. Pice, br., KM 706. Madras, quart de pagode, R/ Vishnu, sd [1807], arg., 10,35 g, KM 448a. Dub de 20 cash, br., KM

535. 20 cash, br., KM 532. Mysore, 25 cash, tigre, br., KM (1991) N 187. 20 cash, éléphant, br., KM (1991) N 177b. Haydar Ali, paica, éléphant, 1194-1195, br., Craig N 50.

M. Pujo : Médaille d'argent de la Ville de Bordeaux. REPUBLIQUE FRANCAISE, buste de jeune femme à droite, cheveux longs noués sur la nuque par un ruban, portant couronne de feuilles de chêne, signé Daniel-Dupuis, R/ VILLE DE BORDEAUX, couronne formée d'une branche de chêne et d'une branche de laurier liées par un ruban, signé H. Du-bois, br. argenté, 40,9 mm, 42,90 g.

M. Sénac : Médaille de bronze de la Ville de Bordeaux. Avers et revers identiques au modèle précédent, br., 40,9 mm, 35 g. Médailles talismaniques de saint Georges. S.GEORGIVS.EQVITVM. PATRONVS., le Saint, porté par un cheval galopant à dr., transperce le dragon renversé sous l'animal, R/ IN.TEMPESTATE.SECVRITAS., nef voguant à g. sur une mer agitée, conduite par le Christ pendant que deux marins (saint Pierre et saint André, patrons des pêcheurs ?) manœuvrent la voile latine gonflée par la bourrasque. Une des médailles est accrochée à une chaîne pour être portée suspendue. L'autre, représentée en image, a été trouvée lors des fouilles d'Aurélien de Sarrau dans le cimetière d'Andernos. Il s'agit de fabrications en cuivre du XIX^e siècle. Saint Georges comme saint patron protégeait les cavaliers et les soldats ; comme saint thaumaturge, il était réputé faire passer les maladies dartreuses. L'usage de telles médailles dans le département est attesté en 1886 par Camille de Mensignac (*Notice sur plusieurs coutumes, usages... de la Gironde*). Il était censé préserver les voyageurs des chutes de cheval et des naufrages. Son origine et sa date restent inconnues.

Séance du 21 mai 1995

Présidence de Dr Debruge, vice-président

Communication :

Dr Debruge : *La photographie en numismatique.*

La photographie en numismatique fait appel aux moyens de la macrophotographie. Cette technique photographique est cependant spécifiquement marquée par des avantages ou «facilités» comme l'immobilité de l'objet (à l'opposé de la photographie d'insectes par exemple) permettant des durées d'exposi-

tion longues ou le relief relativement faible des faces monétaires n'imposant pas une grande profondeur de champ, mais aussi des inconvénients ou «difficultés» comme la brillance du métal influençant souvent la réflexion de la lumière surtout lorsqu'il s'agit de monnaies de métaux différents sur un même cliché ou l'obligation fréquente (publications, catalogues, etc) d'utiliser des films «noir et blanc» moins «réalistes» et d'imposer un grandissement précis et constant (le plus souvent 1 : 1).

Le matériel assez spécifique doit être de bonne qualité. Il comprend :

a) un appareil photographique à objectifs interchangeables et à vision directe et mesure de la luminance à travers l'objectif, ceci en raison de la nécessité de certains grandissements, d'une très bonne mise au point, d'une grande précision du temps d'exposition et de l'éviction des erreurs de parallaxe ;

b) un système optique adapté au grandissement voulu, soit un objectif spécifique «macro» allant au moins jusqu'au rapport 1 : 1, soit un objectif normal (f : 50 mm par exemple de bonne qualité optique et de préférence non «zoom»), équipé de lentilles additionnelles (d'approche ou bonnettes) qui diminuent parfois un peu les qualités optiques de l'objectif, mais qui ne réduisent pas la lamination, ou de moyens d'allongement du «tirage» (éloignement de l'objectif du boîtier de l'appareil) sous forme de «bagues allonge» (ou tubes) ou d'un soufflet (Bellow) qui ne modifient pas les qualités optiques de l'objectif, mais réduisent considérablement la lamination, ce qui nécessite une ouverture importante du diaphragme réduisant alors la profondeur de champ ou l'allongement du temps d'exposition ou encore l'accroissement de l'éclairement de l'objet. Les deux procédés peuvent être combinés avec de bons résultats ;

c) un film photographique dont l'émulsion ne doit pas être «rapide» (50 à 100 ASA), ceci pour une plus grande précision des détails grâce à la finesse relative du grain (la granulation étant inversement proportionnelle à la sensibilité du film) ;

d) un moyen de stabilité absolue de l'équipement (objet et matériel photographique), dont la meilleure formule est représentée par le «statif» qui joint à la fixité indispensable de l'ensemble un système à crémaillère avec démultiplication pouvant régler avec précision la distance de l'objectif à l'objet. Le statif

permet aussi souvent le support de l'éclairage qui doit également pouvoir se régler en distance et en direction par rapport à l'objet. On peut également évoquer dans les moyens de stabilité de l'équipement les procédés de déclenchement de l'appareil ne perturbant pas la fixité de l'ensemble (cable souple, retardateur, ou télécommande) ;

e) un moyen d'éclairage artificiel. Bien que la lumière naturelle soit encore pour certains l'éclairage idéal, il faut reconnaître que celui-ci est souvent instable, parfois insuffisant en lumière diffuse et surtout trop contrasté en lumière solaire directe. Il est cependant possible de le corriger avec des écrans ou des réflecteurs. La lumière artificielle est plus modulable en fonction du grandissement désiré, du pouvoir réfléchissant du métal et de la nécessité fréquente d'accroître certains reliefs insuffisants. Les sources lumineuses courantes sont les lampes électriques de lumière blanche (250 W, 500 W survoltées ou non) comme les ampoules «Krypton» évitant le plus possible le «jaunissement» de certains métaux comme l'argent qui en lumière électrique ordinaire prend vite l'aspect de l'or, et le flash dont le rendu des couleurs est parfait, mais qui nécessite souvent un étalonnage préalable, car même les flashes à computer n'ont pas toujours une autorégulation suffisamment précise pour la macrophotographie. Il ne permet pas non plus de préparer, avant la prise de vue, le meilleur éclairage de l'objet selon l'orientation et la distance de la source lumineuse. Le flash annulaire (ou Ring-flash) très utilisé en macrophotographie scientifique courante n'est pas très recommandé ici, car il donne une lumière diffuse trop uniforme atténuant souvent les reliefs. La disposition de l'éclairage est importante : les sources lumineuses doivent être généralement périphériques et basses mais il est cependant souvent utile de renforcer l'éclairage d'une partie de la monnaie, habituellement le profil s'il s'agit d'une effigie. Il peut être aussi indispensable d'utiliser un éclairage rasant et presque unilatéral pour renforcer considérablement les reliefs. Le meilleur résultat réside de toutes façons dans la préparation préalable de l'éclairage sous contrôle direct du résultat dans l'oculaire photographique ;

f) un fond support de la monnaie adapté à celle-ci. Celui-ci doit être de couleur différente de celle de la pièce, le plus souvent sombre et fait d'une matière peu réfléchissante, absorbant même la lumière (feu-

trine par exemple). Un meilleur résultat sera obtenu en surélevant la monnaie par rapport au fond (simple rondelle de bouchon plus ou moins épaisse). En raison de la faible profondeur de champ habituellement utilisée, le fond sera flou et il fera ressortir la netteté de l'objet photographié.

Quelques notions techniques :

a) Grandissement. Le grandissement est le rapport de la dimension de l'image obtenue à celle de l'objet photographié. Ainsi le grandissement 1 : 1 correspond à une image sur le film de dimension égale à celle de l'objet. En photographie numismatique, on utilise habituellement deux catégories d'échelles de reproduction, le rapport 1 : 1 surtout pour les catalogues qui doivent représenter les monnaies en grandeurs réelles ; et les rapports supérieurs à 1 : 1 pour les très petites pièces de monnaies et les études de détails, ou bien encore pour les diapositives qui à l'écran présentent forcément des images considérablement agrandies. Pour ces derniers cas, il est utile de placer à côté de la monnaie une échelle précisant ainsi la grandeur réelle de celle-ci (éviter autant que possible une partie de décimètre peu esthétique, avantageusement remplacée par une très fine baguette millimétrée).

b) Détermination de l'échelle de reproduction. L'idéal est l'utilisation d'un objectif spécial «macro» que l'on règle sur le grandissement 1 : 1. Lorsque l'objet est parfaitement net dans l'oculaire le résultat sur le film correspondra à la grandeur réelle. Le mieux est alors de traiter la pellicule (développement et tirage) en «planche-contact». Ce procédé, plus souvent utilisé en photographie courante pour sélectionner les clichés avant agrandissement, est parfois relativement peu soigné. Il faut donc avertir le technicien qu'il s'agit là d'épreuve définitive qui peut être alors utilisée telle ou «détournée» pour mise en page.

Pour les monnaies supérieures à la largeur de la pellicule (pour les 24 x 36 par exemple), il faut alors régler l'objectif sur un grandissement inférieur à 1 : 1 et procéder ensuite à un léger agrandissement du tirage. Ce principe peut aussi être utilisé lorsque l'on ne dispose pas d'une optique permettant le rapport 1 : 1.

Mais, d'une part, le calcul de grandissement définitif n'est pas toujours aisé à effectuer et, d'autre part, le résultat obtenu n'est jamais aussi fidèle et précis dans le détail que l'agrandissement direct de l'image sur la pellicule.



Statère de Corinthe (400-350 av. J.-C.)

Revers Pegase bridé debout à droite au repos les ailes «recoquillées», attaché à un anneau. Dessous Q (coppa). Réf. Ravel 627 p. 296. ø 22 mm. Grandissement 4,5 : 1.

c) Précisions techniques. Par commodité de langage, il n'a été question, ici, que de macrophotographie. En réalité, il faut savoir que cette technique photographique se décompose en : photographie rapprochée de grandissement allant de 1 : 10 à 1 : 1 ; photomacrographie de 1 : 1 à 10 : 1 et microphotographie au delà de 10 : 1. La photographie en numismatique reste donc le plus souvent cantonnée dans le domaine de la photographie rapprochée.

La communication était illustrée par une projection de diapositives évoquant les différents grandissements et leurs limites, les divers moyens d'éclairage avec leurs avantages et inconvénients, ainsi que les principaux procédés de mise en valeur de monnaies particulières à photographier, lumière fri-sante, fonds décalés, etc...

En complément M. Pujo présente des photographies illustrant le thème.

Présentations :

M. Delpit : Empire romain. Néron César (37-68), as, Rome, br., 28 x 26 mm, 9,65 g, 7 h, C 288.

Faustina Augusta jeune (125-175), sesterce, Rome, br., 32 x 30 mm, 20,78 g, 12 h, C 202.

M. Dugros : Jetons de Bordeaux. Chambre de commerce, époque Louis XV, arg., rond 29 mm, CD 96. Tribunal civil (Chambre des avoués), arg., octogonal 32 mm, CD 84. Jurade, série municipale, époque Louis XVI, arg., octogonal 34 mm, CD 34. Pont de Bordeaux, 1819, arg., octogonal 32 mm, CD 134. Guienne maritime (Sté d'assurances maritimes), 1863, arg., polygonal 36 mm, CD 154. Hirondelles bordelaises (Sté de transport fluvial), 1866, arg., octogonal 37 mm, CD 158.

M. Chalmin : Médaille en bronze de la Monnaie de Paris, 1960, représentant des fondeurs d'or et d'argent en 1830.

M. Wiedemann : Trois objets monétiformes venus de Roumanie, peut-être en étain, paraissant représenter par moulage ou imitation des monnaies turques. Les objets sont perforés d'un trou en bordure pour être suspendus peut-être en pendeloque. République tchèque : 1, 2 et 5 couronnes en ni., 20 couronnes en br.-alu., frappées en 1993.

Séance du 18 juin 1995

Présidence de M. Lecœur, président

Communication :

MM. Bardet et Dugros : *Bonaparte et les monnaies des Républiques-sœurs italiennes.*

Les monnaies des «Républiques-sœurs» sont souvent classées par les numismates dans les «napoléonides». Il semble pourtant que seules devraient entrer dans cette classification les monnaies frappées par Napoléon pour l'Empire français, ainsi que celles frappées par les membres de sa famille qui s'étaient vu attribuer des royaumes vassaux ou des principautés, créations de Napoléon, comme par exemple, le royaume de Westphalie ou le royaume de Hollande, la principauté de Lucca et Piombino ou de Neuchâtel, etc...

Les monnaies dites des «Républiques-sœurs» ont été frappées alors que Bonaparte n'était encore que général en chef de l'Armée d'Italie et, plus tard, premier consul. D'ailleurs, l'iconographie de ces monnaies procède de l'idéal révolutionnaire et républicain sans aucune allusion à Napoléon, et pour cause !

Un bref rappel historique pour la campagne d'Italie (avril 1796 à avril 1797) qui aboutit à la soumission de toute la Haute Italie (Italie du Nord) montre que Bonaparte ne s'est pas seulement révélé un grand stratège, mais s'est comporté comme un maître impatient de tout diriger : il gouvernait les territoires conquis, à sa guise, à la manière d'un proconsul romain. C'est ainsi qu'il prit l'initiative de créer des républiques dans cette Italie qui n'était alors qu'une entité géographique composée d'une multitude d'états indépendants, «une expression géographique» selon Metternich. L'instauration de ces républiques, appelées «Républiques-sœurs», sous tutelle française, rencontra, la plupart du temps, des circonstances favorables, un grand nombre de libéraux des milieux éclairés s'opposant aux régimes établis dans cette mosaïque de petits états. Et il faut admettre que, de 1796 à la chute de l'Empire, l'Italie a été soumise aux caprices de la domination française.

Ces républiques font, chacune, l'objet d'un bref rappel historique suivi de l'énumération et de la description des monnaies qu'elles ont frappées. Ainsi sont évoqués le Gouvernement populaire de Bologne (juin à décembre 1796), la République cispadane (décem-

bre 1796-juin 1797), la Municipalité démocratique de Venise (16 mai 1797-18 janvier 1798), la République ligure (19 janvier 1798-9 juin 1805), la République cisalpine (16 juin 1800-26 janvier 1802), la République piémontaise (10 décembre 1798-20 juin 1799), la République ou Gaule subalpine (16 juin 1800-11 septembre 1802), la République romaine (15 février 1798-29 septembre 1799), la République napolitaine ou parthénopéenne (23 janvier 1799-9 juin 1799), la République italienne (26 janvier 1802-18 mars 1805).

Le monnayage très abondant, eu égard à l'existence éphémère des «Républiques-sœurs», est intéressant à plus d'un titre. Sur les plans historique et politique, il illustre les campagnes d'Italie du Directoire puis du Consulat avec leurs succès et leurs revers. Il est d'inspiration révolutionnaire fortement influencé par la Révolution française de 1789 (attributs révolutionnaires : bonnet phrygien, pique, faisceau de licteurs, arbre de la Liberté, légendes républicaines, datations révolutionnaires à partir d'une ère de référence à la nouvelle constitution, etc).

Ce monnayage est assez inégal sur le plan artistique : certaines pièces sont l'œuvre de graveurs italiens renommés Amadeo Lavy, Vassalo, Mercandetti ; d'autres, sans doute hâtives, sont plus négligées. Quant aux monnaies de bronze (divisionnaires), elles sont assez frustes. Leur frappe n'est pas sans rappeler les monnaies obsidionales.

Bonaparte devenu, le 18 mai 1804, l'empereur Napoléon, procède à des remaniements géographiques dans cette Italie qu'il transforme en royaume, dont il sera le roi. C'est la fin des dernières «Républiques-sœurs» qui subsistaient encore. Alors débute le monnayage de l'ère impériale et des royaumes vassaux créés par l'Empereur au profit des membres de sa famille : c'est l'avènement des vraies «napoléonides».

La communication était illustrée par la présentation de monnaies :

Municipalité démocratique de Venise (1797-1798), 10 lire, Anno I della Liberta italiana, arg., 28,60 g, VG 582. Gouvernement populaire de Bologne (1796), scudo, 1796, arg., 28,75 g, VG 537. République ligure (Gênes, 1798-1805), 8 lire, 1798 Anno I, arg., 32,70 g, VG 613. République romaine (1798-1799), scudo, sd, arg., 26,50 g, VG 660. 2 baiocchi, An 7 R° br., 14,05 g, VG 693. République

piémontaise (Turin, 1798-1799), demi scudo, Anno I della Liberta piemontese, arg., 16,40 g, VG 807. République napolitaine (1799), 12 carlini, Anno septimo della Liberta, arg., 27,40 g, VG 809. République cisalpine (Milan, 1800-1802), scudo de 6 lire, Anno VIII, arg., 23,10 g, VG 840. 30 soldi, Anno IX, arg., 7,28 g, VG 841. Gaule subalpine (Turin, 1800-1802), 5 francs, L'An 9, arg., 24,50 g, VG 843. 2 soldi, A. 9, br., 10, 75 g, VG 844.

En complément, M. Ursy, présente une médaille gravée par Duvivier, à l'effigie de Bonaparte, premier consul, commémorative de la pose de la première pierre de la colonne Nationale le 25 messidor an 8 (14 juillet 1800) par Lucien Bonaparte, ministre de l'intérieur, br., 41 mm, 35 g.

Présentations :

Mlle Delplanque : Monnaie romaine se rattachant au trésor de Garonne, retrouvée à Floirac dans le ciment d'un muret confectionné avec de la grave de Garonne. Trajan, sesterce, cu. jaune, 35 x 34 mm, 22, 63 g. Maroc, sultan Youssef b. Hassan (1912-1927), 5 mazounas, 1330 H (1912) Paris, br., 25 mm, GC 25 ; KM (1989) 28.1 ; Mazard 371.

M. Wiedemann : République de Pologne, monnaies frappées après la réforme monétaire (suppression de quatre zéros dans l'expression des valeurs) et le rétablissement de la couronne sur l'aigle polonaise. 2 grosze, 1990, br.-alu. 10 groszy, 1992, ni. 20 groszy, 1992, ni. 50 groszy, 1991, ni.

M. Lecœur : Ukraine, billets de 5 000, 10 000, 20 000, 50 000, 100 000 et 200 000 coupons (fin mai 1995 : 32 000 coupons = 1 FF) imprimés en 1993 et 1994.

Séance du 24 septembre 1995

Présidence de M. Lecœur, président

Communication :

M. Sénac : *Le monnayage carolingien, à travers deux publications récentes.*

Présentations :

M. Dugros : Brésil. Colonie du Portugal, Joseph I (1750-1777), 40 reis, 1762 Bahia, contremarquée pour valoir 80 reis, 1809, br., KM (1985) 10a. Jean VI (1818-1822), 960 reis, 1820 Rio, arg., KM 117.1.

Empire, Pierre I (1822-1831), 960 reis frappé sur une 8 reales de Charles IV d'Espagne, 1824 Rio, arg., KM 138.1. 80 reis aux armes, 1830 Rio, br., KM 128.1. Pierre II (1831-1889), 2 000 reis aux armes, 1863, arg., KM A9. 2 000 reis tête nue et barbue, 1889, arg., KM A25. République, 2 000 reis, arg. KM 17. 150e anniversaire de l'indépendance, 20 cruzeiro, 1972 Paris, arg., KM 95. Nouvelle monnaie, 1 real, 1994, ni. ou fer plaqué.

M. Alrivie : France, 2 F Pasteur, 1995.

M. Lecœur : France, 100 F Cinquantenaire de la Paix, 1995.

Mlle Delplanque : France, 1 F Semeuse, 1968, poinçonnée AE.

Séance du 15 octobre 1995

Présidence de M. Lecœur, président

Communication :

Mlle Delplanque : *Les monnaies juives, d'Hérode le Grand à la 2e Révolte (première partie).*

Présentations :

Mlle Delplanque : France, Louis XIV, liard de France (3 dt circulant pour 1 dt), 1657 ? Pont de l'Arche, cu., variété non recensée de Dy 1588, Gad 80, Dr 412, Ci 2012.

M. Wiedemann : Médaille commémorative de la naissance du duc de Bordeaux (29 septembre 1820), br., 37 mm, Bau-Cav 33. Monnaies. Suisse, Canton de Lucerne, 1 rappen, 1844, cu. Canton de Zurich, 1 rappen, 1848, bil. Allemagne, Ville libre de Francfort, 1 kreuzer, 1849, bil. Grand-duché de Bade-Durlach, 1 kreutzer (50e anniversaire de la constitution de 1818), 1868, cu. Belgique, Albert II, 20 fr, 1994, br. 1 fr, 1994, ni. Tchécoslovaquie, 1 couronne, 1991, br. (dernière monnaie de la République fédérale). Indonésie, 100 roupies, 1993, br. 50 roupies, 1993, br.

M. Dugros : Palestine à l'époque contemporaine. Palestine sous mandat britannique, 50 mils, 1935, arg., KM (1991) 6. 20 mils, 1942, br., KM 5a. Etat d'Israël, 500 prutot, 1949, arg., KM 16. 5 lirot, 1960, arg., KM 29. 10 lirot, 1967, arg., KM 49. 10 lirot, 1968, arg., KM 51. 25 agorot, 1975, br.-alu., KM 27. 10 agorot, 1962, br.-alu., KM 26. 10 sheqalim, 1983, ni., KM 134. 10 agorot, 1986, br.-alu., KM 173.

M. Bardet : Etat d'Israël. 1 agura, 1961, alu., KM (1991) 24.1. 5 agurot, 1962, br.-alu., KM 25. 10 agurot, 1971, alu., KM 26. 5 agurot, 1978, alu., KM 25b. 1 nouvel aguro, 1980, alu., KM 106. Demi sheqel, 1980, br.-alu., KM 199. 1 sheqel, 1981, cu.-ni., KM 111. 10 sheqalim, 1982, cu.-ni., KM 113. 5 sheqalim, 1987, cu.-alu.-ni., KM 118.

M. Alrivie : «ECU» de l'Union sportive et culturelle de la Monnaie, 20e anniversaire de l'Etablissement monétaire de Pessac, 1994, bicolore cu. et ni., 30 mm.

MM. Alrivie et Lecœur : France, 2 F Pasteur, 1995, ni.

Séance du 19 novembre 1995

Présidence de M. Lecœur, président

Communication :

Mlle Delplanque : *Les monnaies juives, d'Hérode le Grand à la 2e Révolte (deuxième partie).*

La communication était illustrée par la projection de diapositives.

En complément, le **Dr Debruge** présente deux monnaies antiques. Empire romain, Judée, Antonius Felix procurateur (52-60), petit br., 58/59, 17 mm, 2,5 g, 12 h, Reifenberg 136 ; BMC 128 ; Sear 5627. 1ère Révolte des Juifs (66-70), petit br., Année 2 (67/68), 15 mm, 2,35 g, 6 h Reifenberg 147 ; Sear 5639.

M. Dugros présente des monnaies de l'Etat d'Israël reprenant des thèmes antiques. 1 pruta (ancr), 1949, alu., KM (1991) 9. 10 prutot (vase), 1949, br., KM 11. 25 prutot (grappe de raisins), 1949, cu.-ni., KM 12. 50 prutot (feuille de vigne), 1949, cu.-ni., KM 13.1. 5 agorot (grenades), 1961, br.-alu., KM 25. 5 prutot (lyre), 1949, br., KM 10. 100 prutot (palmier), 1949, cu.-ni., KM 14. 1 lire (grenades), 1969, cu.-ni., KM 47. 1. 1 lire (flambeau), 1961, cu.-ni., KM 34. 5 lirot (galère), 1963, arg., KM 39. 5 lirot (Israël Museum), 1964, arg., KM 43. 5 lirot (Port d'Eilat), 1967, arg., KM 48.

Autres présentations :

Mme Poulain : Empire romain, Hadrien (117-138), sesterce, br., 34 mm, 22 g, 12 h. France, Louis XV (1715-1774), 1/2 sol, 1720 Nantes, cu., Dr 572. 1/10 d'écu aux lauriers, 1736 Nantes, arg., Dr 555. Louis XVI (1774-1792), sol, 1791 Lyon, cu., Dr 612.

Séance du 17 décembre 1995

Présidence de M. Lecœur, président

Communication :

Dr Debruge : *A propos des poulains de Corinthe et d'ailleurs.*

La communication était illustrée par la projection de diapositives et la présentation de monnaies de Corinthe et des colonies grecques provenant de la Société archéologique (collection O. Miller) et de collections privées.

En complément, **M. Lecœur** présente un statère de Leukas d'Acarnanie, au type corinthien, env. 350 av. J.-C., arg., 8,46 g, 20 mm, 11 h, BMC (Corinthe et colonies) p. 128 et pl. 35,5 ; SNG Lockett 2283 var.

M. Pujo présente un statère d'Héraclée de Lucanie, au type corinthien, milieu du IVe siècle av. J.-C., tête d'Athéna à dr., coiffée d'un casque corinthien, avec couvre-nuque, d'où sortent de longues mèches bouclées, style intermédiaire, R/ Pégase volant à g., dessous H \rightarrow arg., 20,8 x 19,4 mm, 8,41 g, 2 h, c'est l'exemplaire de la collection Sartiges, pl. XVI, n° 286 ; Philipsen 1127 ; Bunbury 893. Monnaie de la plus grande rareté. Ravel (NC1935, p. 13 n° 10 et pl. II, 5) en citait deux exemplaires connus, le sien et celui de la collection de Sartiges qui l'avait lui-même acquis de la collection Philipsen, qui lui-même l'avait acquis à la vente Bunbury. **M. Pujo** en a trouvé récemment un troisième exemplaire à la vente Numismatica Ars classica, Zurich, 1er mars 1994, n° 156 (SNG Oxford 642, Calciati 2 p. 601,1, mêmes coins) où il est cité comme le deuxième exemplaire connu. Les pégases de Corinthe et de ses colonies commencèrent à circuler en Grande-Grèce au milieu du IVe siècle av. J.-C. Ils servaient à payer les importantes exportations agricoles vers la Grèce. Par la suite, la circulation de ce monnayage devait s'augmenter considérablement (notamment après l'intervention militaire de Corinthe en Sicile et l'arrivée de Timoleon dans l'île en 344). Comme cela se fit en Sicile, à Syracuse et même à Leontinoi, des statères au type corinthien furent, à cette époque, émis par plusieurs cités de Grande-Grèce, à Locres épizéphirienne, à Mesma, à Terina, à Rhegium et également à Héraclée de Lucanie. Ces émissions (à part celles de Syracuse et à un degré moindre celle de Locres) furent exceptionnelles et très modestes. Les statères corinthiens de Mesma, Terina,

Rhegium et Leontinoi sont très rares ; ceux d'Héraclée le sont encore plus. Les statères au type corinthien qui proviennent d'ateliers grecs ont Pégase à l'avvers et la tête d'Athéna au revers. Par contre nous trouvons souvent des poulains frappés en Sicile ou en Italie du Sud avec la tête d'Athéna à l'avvers, probablement parce que Pégase n'a pas la même importance et la même signification en Grèce et en Italie.

Présentations :

M. Ursy : Calabre, Tarente, didrachme ou statère d'arg., 334/235 av. J.-C., 18 x 16 mm, 6,50 g, Pozzi 376.

Mme Poulain : Principauté d'Antioche, Bohémond IV (1201-1232), denier, arg., 17 mm, 0,80 g, 12 h.

M. Dugros : Grèce et Macédoine modernes. Grèce, Chef d'Etat I.A. Kapodistrias (1828-1831), 10 lepta, 1828, br., KM 3.1. Roi Othon I (1832-1862), 5 dra-

chmes, 1833, arg., KM 13. Roi Georges I (1863-1913), 5 drachmes, 1876, arg., KM 14. Ière République (1924-1935), 2 drachmes, 1926, cu.-ni., KM 34. Roi Paul I (1947-1964), 10 drachmes, 1959, ni., KM 45. Roi Constantin II (1964-1973), 30 drachmes, 1964, arg., KM 48. IIIe République (1973), 20 drachmes, 1982, arg., KM 102. 50 drachmes «Révolution des colonels» de 1967, (1970), arg., KM 54. 100 drachmes «Macédoine», 1990, br.-alu., KM—. République de Macédoine (1991), 2 drachmes chat, 1993, br.-alu., KM—. 1 drachme poisson, 1993, br.-alu., KM—.

Election du nouveau bureau du Cercle :

Président : Dr Debruge

Vice-Présidents : MM. Bardet et Pujo

Archiviste-bibliothécaire : M. Lecœur

Conseiller et trésorier : M. Wiedemann

Secrétaire : M. Sénac

Revue archéologique de Bordeaux

tome LXXXVI, année 1995

Table des matières

Documents d'archéologie de Gironde

<i>Bilan et orientation de la recherche archéologique en Aquitaine</i>	7
Carte Archéologique nationale	9
Diffusion et médiation de la recherche archéologique en Aquitaine	11
Séminaires d'archéologie	12
<i>Travaux et recherches archéologiques de terrain en Gironde</i>	14
Andernos-les-Bains, Cimetière Saint-Eloi	16
Bayon-sur-Gironde, L'église	16
Bordeaux	
Rue des Pontets	16
Cité Judiciaire.....	17
Grézillac, Le Bourg	18
Guîtres, R.D. 247	18
Hourtin, Pointe de Gréchas.....	18
Le Pian-Médoc, L'église.....	19
Le Pout, Eglise Saint-Martin	19
Sablons de Guîtres, L'église	20
Saint-Aubin de Branne, L'église	20
Saint-Caprais, L'église	20
Sainte-Colombe, Le Bourg	21
Sainte-Florence, Abri Houleau	21
Saint-Loubès, Prieuré Saint-Loup	22
Salles, Prés de l'Evêque	22
<i>Opérations communales et intercommunales</i>	23
La Sauve-Majeure	23
Soulac-sur-Mer	23
<i>Programmes collectifs de recherche aquitains concernant la Gironde</i>	24
Amphores et vignobles en Aquitaine	24
Datation des séquences culturelles paléolithiques du Nord du Bassin Aquitain	24
Les édifices religieux urbains du haut Moyen Age en Aquitaine	25
<i>Bibliographie archéologique régionale</i>	26

Dominique BONNISSANT, *Les vestiges antiques 14/16 rue Vital-Carles, 75/77 rue Porte Dijeaux à Bordeaux* 31

Dominique BONNISSANT, *L'occupation antique du lycée Montaigne à Bordeaux* 35

Archéologie générale

Catherine BALMELLE, *Les mosaïques du secteur sud de la villa du Palat à Saint-Emilion (Gironde)*..... 43

Michèle PEYRISSAC, *Le collège de la Madeleine au XVIIe siècle* 53

Hélène GUENET, *Le Lycée Michel Montaigne de Bordeaux* 87

Bertrand CHARNEAU, *Le château Dillon à Blanquefort, un cri d'alarme ou la chronique d'une mort annoncée ...* 99

Jean-Paul AVISSEAU et Claude LAROCHE, *Le château de La Brède et l'architecte Paul Abadie*..... 105

Jean-Bernard FAIVRE, *Fondeurs de cloches ambulants du Bassigny : leur production en Gironde* 129

Groupe Jules Delpit : études d'archives

Alexander MARCH, *Les Piliers de Tutelle à l'époque moderne : redécouverte et démolition* 155

Pierre COUDROY de LILLE, *La maison de la Sallasse à Barsac* 163

Séverine ORY, *Giovanni Antonio Bérinzago* 167

Jocelyne VERGNES, *L'église Saint-Ferdinand de Bordeaux (1862-1867) : une création de Paul Abadie* 175

Cercle Bertrand Andrieu : numismatique

A. BARDET et J.-M. DEBRUGE, *Un dépôt d'antoniniens trouvé à Bordeaux lors de la fouille de sauvetage de la Cité Judiciaire* 197

Activités et manifestations de la Société Archéologique de Bordeaux en 1995 215

Cercle Bertrand-Andrieu : procès-verbaux des séances de l'année 1995 219

Société Archéologique de Bordeaux

1 place Bardineau, 33000 Bordeaux — Tél. 05 56 44 48 18
permanence le jeudi après-midi

Conseil d'administration pour l'année 1995

Président d'honneur :	M. le Professeur MARCADÉ, membre de l'Institut
Président :	M. J.-P. AVISSEAU
Vice-présidents :	M. P. COUDROY DE LILLE
	M. P. PUJO
Secrétaire Général :	Mme THOMAS
Trésorier :	M. ROBOREL DE CLIMENS

Conseillers :	Mme MULLER,
	MM. BÉNUSIGLIO, CHARON, COUSTET, FAIVRE,
	LACOSTE LAGRANGE, J.-C. LASSERRE, ,PUYRAVEAU,
	RÉGALDO-SAINT BLANCARD, VIVEZ

Comité directeur des publications :
MM. FAIVRE, RÉGALDO-SAINT BLANCARD, ROBOREL DE CLIMENS

Publications de la Société Archéologique de Bordeaux

Ouvrages

J.-P. TRABUT-CUSSAC, <i>Livre des hommages d'Aquitaine</i>		60 F
Dr A. CHEYNIER, <i>Pair-Non-Pair</i>		100 F
J.-A. BRUTAILS, <i>Les vieilles églises de la Gironde</i>		(épuisé)
A. NICOLAI, <i>Histoire des faïenceries de Bordeaux au XIXe siècle</i>		1500 F
J.-A. BRUTAILS, <i>Album</i>		(épuisé)
<i>Catalogue du Centenaire</i>		125 F
<i>Fouilles de Parunis, de Mithra aux Carmes</i>	(1988)	50 F

Collection «Mémoires»

1 <i>Archéologie des Eglises et des Cimetières en Gironde</i>	(1989)	150 F
2 <i>Aux origines de l'archéologie en Gironde : François Daleau (1845-1927)</i>	(1990)	160 F
3 <i>L'Art du Fer forgé en pays bordelais de Louis XIV à la Révolution</i>	(1993)	broché 335 F relié (épuisé)

Collection «Pages d'Archéologie et d'histoire Girondines»

1 Marie-France LACQUE-LABARTHE, <i>Meubles bordelais, meubles de port</i>	50 F
2 Robert COUSTET, <i>Le couvent de l'Assomption et les prémices de l'architecture néo-romane à Bordeaux</i>	45 F
3 Sous la direction de C. SIREIX, <i>Les fouilles des Grands-Hommes à Bordeaux</i>	100 F

Publications de la Société Archéologique de Bordeaux

Revue

Les Sociétaires reçoivent le tome de la Revue Archéologique de Bordeaux correspondant à l'année de leur cotisation. Il leur est demandé de prévenir le secrétariat de tout changement d'adresse les concernant. Toute personne étrangère à la Société, notamment toute personne morale, collectivité, association ou société, peut souscrire un abonnement.

Cotisation pour 1997 : 170 F. Pour les étudiants : 110 F.

Les cotisations doivent être réglées avant la fin du premier trimestre, par chèque bancaire ou postal au compte de la Société Archéologique de Bordeaux. Un reçu pour l'administration fiscale sera adressé sur demande.

(C.C.P. BORDEAUX 306 80 S)

Société Archéologique de Bordeaux
Hôtel des Sociétés Savantes, 1 place Bardineau, 33000 Bordeaux - Tél. : 05 56 44 48 18
Paiement cotisation = entrée gratuite au Musée d'Aquitaine

Cession de tomes isolés (sauf épuisement)

Bulletins récents (depuis 1960)	160 F
Bulletins entre 1923 et 1960	70 F
Bulletins anciens (entre 1873 et 1923)	120 F
Tables 1924-1973	70 F



Société Archéologique de Bordeaux

Hôtel des Sociétés savantes
1 place Bardineau
33000 Bordeaux

Le comité directeur des publications

Jean-Bernard Faivre, Pierre Régaldo-Saint Blancard, Xavier Roborel de Climens

Maquette de la couverture :
Presse-Papiers

Maquette intérieure et composition :
Concept 99
1 rue Charles Boubès
33700 Mérignac

Impression : 5-4455
La Nef - Chastrusse
22 rue du Peugue
33000 Bordeaux

Dépôt légal : septembre 1997.



ISSN 1154-1342



TOME LXXXVI, ANNÉE 1995

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX